UNIVERSITE DE YAOUNDE I
THE UNIVERSITY OF YAOUNDE I

FACULTE DES ARTS, LETTRES ET SCIENCES HUMAINES
****
CENTRE DE RECHERCHE ET DE FORMATION DOCTORALE EN SCIENCES HUMAINES, SOCIALES ET EDUCATIVE
****
UNITE DE RECHERCHE ET DE FORMATION DOCTORALE EN PHILOSOPHIE
****

FACULTY OF ARTS, LETTERS AND SOCIAL SCIENCES
****
POSTGRADUATE SCHOOL FOR THE SICIAL AND EDUCATIONAL SCIENCES
****
DOCTORAL UNIT FOR PHILOSOPHY
****

LE MEILLEUR RÉGIME POLITIQUE : THÉMATIQUES ET IDÉOLOGIES, DE LA GRÈCE ANTIQUE À LA PERIODE CONTEMPORAINE.

THÈSE DE DOCTORAT Ph.D EN PHILOSOPHIE

SOUTENUE LE 27 JANVIER 2025 EN VUE DE L'OBTENTION DU GRADE DE DOCTEUR Ph.D

Spécialité : ÉTHIQUE ET PHILOSOPHIE POLITIQUE

Par

Désiré Francis BIWOLE BELINGA
Master en philosophie morale et politique

BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE UYI

JURY

Président :	**NDEBI BIYA Robert, Pr**	Université de Yaoundé 1
Rapporteur :	**Pius ONDOUA, Pr**	Université de Yaoundé 1
	CHATUE Jacques, Pr	Université de Dchang
Membres :	**OUMAROU Mazadou, Pr**	Université de Yaoundé 1
	NZAMEYO René Aristide, MC	Université de Yaoundé 1

AVERTISSEMENT

Ce document est le fruit d'un long travail approuvé par le jury de soutenance et mis à disposition de l'ensemble de la communauté universitaire élargie.

Il est soumis à la propriété intellectuelle de l'auteur. Ceci implique une obligation de citation et de référence lors de l'utilisation de ce document.

Par ailleurs, le Centre de Recherche et de Formation Doctorale en Sciences Humaines, Sociales et Educatives de l'Université de Yaoundé 1 n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans cette thèse ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.

A mon épouse Yvonne Jeannette BIWOLE et à nos enfants.

REMERCIEMENTS

J'exprime toute ma gratitude à tous mes enseignants de philosophie de l'Université de Yaoundé 1 pour leur encadrement et particulièrement à mon directeur de thèse, le professeur Pius ONDOUA qui a bien voulu guider mes pas sur les pentes escarpées de la recherche universitaire en posant sur ce travail son regard critique, sa solidité théorique et méthodologique, sa rigueur sur l'expression adéquate, son soutien de toute nature et ses encouragements lorsque l'aventure d'une thèse me semblait sans issue.

Je dis merci au Pasteur Dr Jean Pourrat METING et au pasteur François ZE EVINA qui m'ont soutenu en m'offrant plein encadrement et encouragement.

Que mes camarades et amis, Dr Hernandez MENANGA, Dr Denis ELONG, Stanislas Petit-Jean OLOMO, Julien OVA'A trouvent ici toute ma reconnaissance.

Je remercie aussi mon épouse Jeannette Yvonne BIWOLE, mes enfants Luther BIWOLE BIWOLE, Shana NANGA BIWOLE, Audrey Causette Lyris MENDOUGA, Marjolaine Florette MABANG BIWOLE, Liza Divine EKANGA BIWOLE, David Furgirald ZE BIWOLE, qui m'ont soutenu psychologiquement et matériellement pour la réalisation de cette thèse.

Toute ma gratitude à mes parents Luther BIWOLE, Paul ASSENGUE, Dénis BELINGA, Julienne MABANG, Esther BIKOMO, Damaris NNANGA, Evelyne MENDOUGA, qui m'ont montré le chemin de l'école et qui n'ont ménagé aucun moyen pour que je parvienne à ce niveau.

Toute ma reconnaissance à mes frères et sœurs Jean-Pierre NDONGO ASSENGUE, Damaris Fridoline NNANGA BELINGA, Denis Firmin BELINGA II, Dorine NGONO BELINGA, Depesquidoux Franklin BEKOLO BELINGA, Florence EKANGA BELINGA, Damien Florent ABADA BELINGA, pour leur soutien multiforme.

Mes chaleureux remerciements à ma belle-famille qui m'a donné au-delà des attentes pour la réalisation du présent travail.

RÉSUMÉ

La dynamique du pouvoir politique a été diversement vécue dans le temps et dans l'espace. Malgré ces différentes expériences, la réalité commune est celle de la mobilisation des États et des peuples pour dénoncer la domination et l'instrumentalisation des hommes et pour condamner les dérives politiques. La finalité ultime était de fonder une gouvernance qui favorise le bonheur de tous et de chacun. De la Grèce antique à la modernité, l'effervescence politique n'a cessé de connaitre des ruptures et des bonds politiques motivés par la volonté humaine d'instituer un régime politique acquis à sa cause. La Grèce antique a connu plusieurs régimes politiques : la monarchie, l'aristocratie, la tyrannie et la démocratie. Mais elles ne purent réellement et parfaitement combler les attentes des peuples. Néanmoins les nombreuses révolutions politiques confirment le pouvoir populaire comme le véritable levier de l'institution du pouvoir politique. Entre la grandeur ou la force du pouvoir politique et le bonheur du peuple, l'expression politique a connu une marche douloureuse mais certaine. Les hommes ont pu imprimer leur marque à travers l'histoire et ne se sont pas contentés de subir les aléas et déviances politiques.

La modernité, sous le socle de la rationalité, va se construire sur la trame de la conquête du bonheur humain fondé sur une meilleure gouvernance politique. Le despotisme monarchique est dénoncé et condamné par plusieurs organisations humaines. Mais le résultat immédiat est la dislocation de l'autoritarisme monarchique et l'avènement de deux démocraties : la démocratie parlementaire et la démocratie présidentielle. Bien que bouleversées par le fascisme, le despotisme stalinien et le nazisme qui furent des régimes dictatoriaux, ces démocraties ont résisté et se sont imposées dans le monde comme le régime référentiel. Cependant, présentée comme le régime des libertés et de l'égalité des droits, la démocratie va instituer des contre-valeurs et ne tarde à se muer en un pouvoir de la terreur : c'est la « dictature démocratique ». Celle-ci sévit et écrase les pays faibles, elle déstructure et désorganise les gouvernements locaux. En un mot, la démocratie est la servante de la mondialisation. Les espoirs qu'elle a suscités se sont révélés être des illusions politiques. Le salut de l'humanité tient désormais sur l'érection d'un nouveau régime politique : la démo-aristocratie. Car, elle est fondée sur les valeurs éthiques, rationnelles, spirituelles et politiques. La démo-aristocratie est le meilleur régime parce qu'elle élève tout homme, fonde une communauté humaine vertueuse, harmonieuse et pacifique.

ABSTRACT

From Greek antiquity to modernity, human beings have been driven by a firm and fervent desire to gain access to the best political organization. This aspiration has favourized the training, the deployment and the destination of the policies that the peoples have voluntarily given themselves. Monarchy, dictatorship, tyranny and oligarchy have destroyed more than they have served the people. Their bad practices made men more determined to seek better political governance. Numerous political revolutions have resulted in the institution of democracy. Greek antiquity experienced the political greatness of the Athenian thanks to the democratic regime because it was the regime of equal rights and human dignity.

Later, modern states thought they had found in democracy the best political regime because its principles seem to value man. Only democracy has generated more evils than it brings happiness. Instead of being an emanation of local people, it wants to impose itself on all people and states. It is a political regime based on capitalist ideology whose axes are the domination, exploitation, instrumentalization and destruction of states. It is at the origin of conflicts, wars, deviations and pseudo-values. Terrorism and Jihadism are perceived as political, cultural and institutional reactions to democratic colonialism. Globalization, transhumanism, algorithm and digital are generated to facilitate the westernization of democratic imperialism. In Africa, Asia, the near and the middle East, we are witnessing a disorganization and even a destruction of political power.

It appears that a political regime has not been the best of all. Nevertheless, we have discovered that demo-aristocracy presents itself today as the best regime because education and ethical culture dispose to build general happiness. It values man and establishes the general interest. It is a regime whose motivations, deployment and purpose seek the intellectual, moral, social and spiritual excellence of citizens.

SOMMAIRE

AVERTISSEMENT .....
DEDICACE i
REMERCIEMENTS ii
RÉSUMÉ iii
ABSTRACT iv
SOMMAIRE v
INTRODUCTION GÉNÉRALE 1
PREMIÈRE PARTIE :LA PROBLEMATIQUE DU MEILLEUR RÉGIME POLITIQUE. DANS LA GRÈCE ANTIQUE 13
INTRODUCTION 14
CHAPITRE I : L'ORGANISATION SOCIALE DE LA GRÈCE ANTIQUE 17
CHAPITRE II : LA FORMATION DES RÉGIMES POLITIQUES DE LA GRÈCE ANTIQUE 36
CHAPITRE III : LES RÉVOLUTIONS POLITIQUES DES CITÉS GRECQUES DE L'ANTIQUITE 68
CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE 90
DEUXIEME PARTIE : DE L'ANTIQUITE AU MOYEN-AGE : LA RUPTURE IDEOLOGIQUE ET POLITIQUE 14
INTRODUCTION 94
CHAPITRE IV : PLATON ET LE MEILLEUR RÉGIME POLITIQUE 96
CHAPITRE V : ARISTOTE ET LE MEILLEUR RÉGIME POLITIQUE 141
CHAPITRE VI : LE MOYEN-ÂGE ET LA VOLONTÉ DE RÉALISATION DU MEILLEUR RÉGIME POLITIQUE 191
CONCLUSION DU CHAPITRE 210
CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE 212
TROISIEME PARTIE : LA QUETE DU MEILLEUR REGIME POLITIQUE : DE LA RENAISSANCE A LA PERIODE CONTEMPORAINE. 215
INTRODUCTION 216
CHAPITRE VII : LA CONQUETE DU MEILLEUR RÉGIME POLITIQUE DE LA RENAISSANCE ET LA PERIODE CONTEMPORAINE. 218
CHAPITRE VIII : LA PERIODE CONTEMPORAINE ET L'ESSOR DE LA DEMOCRATIE 248
CHAPITRE IX : LE MEILLEUR RÉGIME POLITIQUE : RÉALITE OU UTOPIE POLITIQUE ? 288
CONCLUSION GÉNÉRALE 332
BIBLIOGRAPHIE 332
INDEX DES AUTEURS 332
INDEX DES NOTIONS 332
TABLE DES MATIERES 332

Introduction Générale

De l'antiquité grecque aux États actuels, la volonté presque constante des peuples a toujours été de construire un environnement sociopolitique sécurisé et propice au bien-être de l'homme. Dès la formation des premières organisations politiques de la Grèce ancienne, cette dynamique de rejet et de condamnation des pratiques inhumaines pour la construction et la sauvegarde du bonheur et de la dignité de l'homme a préoccupé les peuples. De sorte que la fonction d'une organisation politique était idéalement de protéger et de valoriser l'homme. Toutefois, la divergence entre le concept de pouvoir politique et sa réalité pratique a généré des dysfonctionnements et des discriminations politiques. C'est pourquoi les hommes, depuis l'antiquité, recherchent un pouvoir politique garantissant la sécurité et le bonheur de tous et de chacun. L'insécurité, le rejet de la domination et la nécessité du bonheur individuel et collectif furent ainsi le fondement des révolutions sociales, culturelles, politiques et idéologiques. Ainsi, l'instabilité des structures et du pouvoir politique se justifie par la recherche d'une réelle amélioration de la vie sociopolitique et conséquemment du pouvoir politique. L'aspect sociopolitique a inéluctablement produit l'une des civilisations constantes qui traversent les époques et les peuples : la civilisation de la conflictualité, celle des antagonismes politiques, idéologiques et culturelles ou encore la civilisation des rivalités sociopolitiques pour un certain idéal. Le domaine sociopolitique semble être le levier des mutations politiques et constitue le moteur du progrès des organisations et des États. C'est dans cette mouvance de transformations illimitées des sociétés que naît une humanité nouvelle, celle qui est régie par des règles, des valeurs et des structures nouvelles. Cependant, le constat est que plus les hommes produisent de nouvelles idéologies et un pouvoir politique différent des précédents, plus ils créent des angoisses nouvelles, des sérieuses inquiétudes, des traumatismes et des conflits qui diluent la dignité humaine. Des sociétés anciennes aux États actuels, le vécu des peuples est caractérisé par différents maux tels : les rivalités, les guerres, les génocides, le terrorisme, les transformations économiques, structurelles, infrastructurelles et même la crise identitaire. La vie des cités nous présente un parcours historique jalonné de désastres politiques, économiques, culturels, militaires, écologiques, affectifs et même ontologiques. Les multiples et différentes tentatives de réalisation de nouvelles organisations des hommes engendrent plusieurs crises et de nouvelles idéologies politiques qui, manifestement, déstabilisent les peuples. L'une des conséquences est que l'humanité vit une véritable crise de valeurs et une crise de confiance : la crise humanitaire. Malheureusement, ce ne sont pas les seules menaces à la vie humaine et à l'organisation sociale. L'économique de plus en plus valorisée et priorisée est une autre donnée qui impacte grandement le fonctionnement et les organisations politiques parce qu'elle fait de l'homme le principal agent

de production des biens. Cette instrumentalisation humaine impacte la formation et l'organisation politique, au point où le pouvoir politique semble être lui-même dominé par l'économique.

Par ailleurs, notre époque connait une révolution qui préconise une nouvelle civilisation : la civilisation de l'universel. C'est elle qui a engendré la mondialisation, les biotechnologies et le numérique. Ce sont des productions qui confirment l'évolution de l'humanité, et qui semblent la mobiliser vers un idéal commun ; elles veulent produire un style de vie universel tant bien chez les citoyens du monde que dans les pouvoirs politiques. Et une fois encore, l'espace et les pratiques politiques de notre époque sont de plus en plus déterminés par des impératifs matériels, économiques, technoscientifiques et numériques. Ces réalités posent l'épineux problème, non simplement de leur gestion, mais surtout de leur impact dans la vie sociopolitique, humaine et celui du sens, mieux, du bon sens de la gestion des communautés humaines. Ainsi, l'organisation politique, en tant que support du vivre humain et le fondement des pratiques sociales, doit être examinée pour identifier les modalités de son fonctionnement et, si possible, indiquer les valeurs essentielles d'un pouvoir politique qui valorise tout homme.

En effet, les États ont, non seulement le devoir de garantir à leurs peuples la sécurité et le bien-être, mais aussi et surtout, celui de promouvoir les valeurs humaines qui doivent, si elles sont partagées et vécues, garantir la cohésion sociale. Cependant, le constat le plus frappant est que nos sociétés multiplient des pratiques qui favorisent la domination et l'exploitation des personnes. C'est la raison pour laquelle les idéologies s'entrechoquent, produisant l'instabilité sociale. Or, le désir de perfection qui est le ciment et le support de ces idéologies devrait conduire les hommes à plus de convivialité et de bonheur. Mais les réalisations politiques qui prônaient l'essor et la transformation des cadres sociopolitiques semblent davantage être des outils d'instrumentalisation et d'asservissement des hommes et des peuples. C'est cette volonté d'assujettissement des hommes et des classes sociales qui est la cause des déchéances politiques. Le libéralisme des pratiques et la prééminence des convictions individualistes sont autant d'arguments qui interpellent la conscience collective et individuelle afin de transcender les égoïsmes et les penchants égocentristes pour construire ou pour reconstruire des cadres institutionnels qui conviennent mieux aux humains. Les États actuels, plus avancés dans les domaines politiques, économiques et technoscientifiques, semblent accorder plus de crédit aux finalités utilitaristes. La conséquence inévitable c'est qu'ils promeuvent la dilatation et la discrimination humaines parce qu'ils accordent moins de

crédit à la construction des cadres politiques intelligibles propices à l'humanisation de tous. Le culte de la civilisation technoscientifique – économique et politique met une emphase sur l'accroissement du pouvoir humain au lieu du bonheur humain et des valeurs morales. D'où l'urgence d'une réflexion philosophique et politique qui pose la problématique de la meilleure gouvernance politique.

Cependant, il est à remarquer que l'instabilité sociopolitique à laquelle sont confrontées les communautés humaines n'est pas l'exclusivité d'un continent, ni d'une époque. La quasi-totalité des États du monde ont vécu et vivent encore actuellement le vent des ruptures et des révolutions politiques. Dès lors, ces nombreux conflits et déviances des communautés humaines suscitent des réflexions sur les conditions de possibilité d'une organisation politique saine et vertueuse indispensable à la sécurité et à l'épanouissement des sociétés humaines. Des cités de l'antiquité qualifiées de barbares aux États modernes évolués et rationnels, l'histoire politique montre que l'humanité a réalisé des bonds rationnels importants pour que les collectivités humaines soient affranchies de la domination, de l'exploitation et de l'instrumentalisation. La dynamique politique soutenue et réalisée par les humains n'est qu'une volonté manifeste de construire des organisations politiques dans lesquelles la valeur humaine est essentielle et prioritaire. Dans leur document d'histoire, Armelle Bonin-Kerdon et ses compères disaient :

> *Une civilisation ne se définit pas seulement par ses aspects matériels, mais, plus encore, par des idées fondamentales auxquelles sont attachés tous ceux qui lui appartiennent : on donne à ces grandes idées-guides le nom de « valeurs » [...] Ces valeurs inspirent les comportements et toutes les manifestations de la vie sociale.* [1]

Le rejet des injustices, des dominations et de l'exploitation des citoyens dans une société est la principale motivation des révolutions sociales et politiques. Les nombreuses tentatives pour l'institution des organisations vertueuses et humanistes peuvent être répertoriées dans l'histoire. Cependant, les diverses réalisations structurelles et organisationnelles connues dans l'histoire créent des problèmes sans cesse préoccupants qui conduisent inéluctablement à la dégradation de l'humain, à la perte du sens de l'intérêt général, à une volonté de maintenir ou de renforcer la domination des uns sur les autres et à l'affirmation des identités sauvages. Cependant, si le monde politique connaît plus de conflits et de dérapages, faut-il pour autant sombrer dans un pessimiste absolu sur le devenir de

[1] Bonin-Kerdon, Armelle. Burlot, Joseph. Nonjon, Alain. Nouschi, Marc. Sussel, Philippe., Collection Grehg / seconde, *Histoire héritages européens*, Paris, Classiques Hachette, 1985, p.10.

l'humanité ? Certainement non, car Héraclite[2] pensait que le conflit est le fondement du progrès, c'est-à-dire qu'il est un vecteur de développement. Mais nous avons parlé d'humanité, c'est-à-dire que toute organisation sociale a pour fonction et finalité de garantir l'épanouissement tant social, matériel, intellectuel que spirituel de tout homme. Autrement dit, la gouvernance politique doit favoriser le développement intégral des hommes. On comprend aisément que l'intérêt collectif doit être le fondement, la motivation et la finalité de toute gouvernance et des actes de chaque citoyen du monde. Mais le constat est que de tout temps, les gouvernants et les gouvernés accordent plus de priorité aux considérations individualistes et même discriminatoires qu'au bien général. Cet égoïsme conduit à la domination des uns par les autres et, bien entendu, aux rapports permanemment conflictuels entre gouvernants et gouvernés et entre les États. Ce sont ces chocs multidimensionnels qui déciment les peuples et les consciences. Or, la préoccupation essentielle de l'humanité à travers les époques est celle de la recherche de son bien-être et de son mieux-être. Même si les convictions sont divergentes et dynamiques dans le temps et dans l'espace, chaque homme et chaque peuple veut accéder au bonheur. Ainsi, l'évolution des sociétés trouve sa justification ultime : la conquête permanente d'une meilleure humanité et, bien entendu, d'une meilleure gouvernance des peuples. C'est pourquoi des sociétés traditionnelles aux sociétés modernes, les hommes font la course aux meilleures conditions de vie. Il ressort que l'homme aspire sans cesse à la perfection. L'histoire politique des États laisse percevoir des indices et des données qui affirment et confirment l'éternelle aspiration des hommes à une meilleure expression de leur être dans le monde et à l'institution d'un meilleur cadre politique. En claire, les différentes civilisations confirment la recherche permanente et incessante de la bonne et meilleure gouvernance des hommes. La preuve en est que le monde a connu différents régimes politiques. Cette dynamique s'explique par l'insatisfaction réelle des hommes des organisations politiques en vigueur et leur désir d'accéder à une gouvernance qui accomplit et sauvegarde au mieux leurs aspirations.

Dès lors, la philosophie politique qui se définit ainsi depuis la Grèce antique comme une tentative de saisir par la pensée la structure fondamentale de l'État entend comprendre les raisons de la formation des institutions et des régimes politiques afin d'identifier les motivations et leur finalité. Autrement dit, il s'agit d'une tentative de rendre intelligibles les organisations politiques pour indiquer les valeurs à promouvoir ou les contre-valeurs à éradiquer et, si possible, de proposer les caractéristiques d'un régime politique qui soit le plus

[2]Héraclite, *Œuvres*, Traduction de Auguste Reymond, Paris, Payot, 1919.

indiqué, le plus élaboré ou le plus valorisé comparativement aux autres. La philosophie politique nous impose dans cette recherche, l'impérieux et légitime devoir d'examiner objectivement la richesse historique pour exposer ce qui, d'une part, constitue une menace au bien-être de l'humanité et, d'autre part, ce qui peut contribuer à l'épanouissement des hommes. Une telle investigation, pour y aboutir, doit s'appuyer sur des réalités sociales qui s'étendent de l'antiquité grecque à nos jours. De ce fait, l'histoire est un élément non négligeable dans la recherche de la vérité. Les auteurs tels Hérodote[3], Xénophon[4]et d'autres historiens donnent des récits intéressants pour comprendre l'évolution des États d'une part, et d'autre part pour identifier les motivations profondes des actions humaines. C'est pourquoi nous prendrons en compte la Grèce antique parce qu'elle est la terre natale de l'expérience politique et nous nous intéresserons aussi aux régimes politiques actuels afin d'entrevoir des conclusions plus pertinentes. Le choix de la Grèce s'explique parce qu'elle a jeté les bases des pratiques politiques et qu'elle a connu une riche et abondante expérience politique. Elle a posé les jalons de la politique et de la philosophie politique au point où il n'est pas sage de parler de politique sans toutefois s'inspirer de la Grèce antique. C'est pourquoi J. Chevalier déclarait: « *Le rayon de lumière venu de la Grèce antique n'est pas le seul, sans doute, qui éclaire l'époque contemporaine, mais, sans lui, la civilisation et la conscience européenne qui touchent aujourd'hui au paroxysme de leur crise ne seraient pas pleinement intelligibles* ».[5] Cette approche nous permet d'examiner rigoureusement les tentatives de réponses qui ont jadis été formulées. Car l'expérience politique de cette importante cité de l'antiquité révèle que les conflits ont jeté les fondements du progrès. À leur origine, les cités-États ont été minées par des révolutions politiques, mais elles sont devenues progressivement plus harmonieuses. L'évidence est que, des cités antagonistes en est sortie une cité grecque des lumières. Elle fût et demeure encore aujourd'hui une source inépuisable dans laquelle on trouve des ressources pour des analyses objectives. Et c'est à juste titre qu'Hérodote[6]déclarait : « *De toute antiquité la nation grecque s'est distinguée des barbares par son génie, si éloigné de leur stupidité farouche, et que cette ruse a été employée chez les Athéniens, qui passent, parmi les Grecs, pour les plus sensés* »[7]. Ces éloges sont renchéris en ces termes:

[3]Hérodote, *Histoires*, traduction nouvelle avec une introduction et des notes par p. Giguet, Paris, Librairie de l'hachette et c" Boulevard Saint-Germain, 1864.
[4] Xénophon, *Œuvres complètes*, trad. Pierre Chambry, Paris, Garnier-Flammarion, 3 vols, 1967.
[5] Chevalier, E. J, *L'âme grecque, Pages de la littérature antique*, Paris, Editions Marguerat, 1941, p.5.
[6] Hérodote, *Histoire*, op.cit.
[7]*Ibidem.* Livre 1, p. 22.

> *Les Grecs ont été les premiers à voir dans le culte du perfectionnement de l'homme la fin suprême de la vie sociale. Donner à leurs dieux figure humaine, avoir imaginé dans leur mythologie qu'ils aient pu s'unir à des mortels ou mortelles, est une façon d'élever l'homme presque au niveau du divin […] le culte des héros est aussi celui du grand savant, de l'écrivain de génie ou de l'artiste, et du champion sportif.*[8]

Les nombreuses péripéties par lesquelles sont passés les États, et surtout les nombreuses solutions qu'ils ont proposées, nous permettent de comprendre que l'humanité est dotée d'une forte initiative créatrice lui permettant de construire et même de reconstruire son cadre social. Le point qui sous-tend notre investigation c'est précisément l'ingéniosité des hommes à se débarrasser des organisations et des pratiques politiques qui sont contraires à la stabilité sociale et au bonheur des citoyens. La cité grecque antique offre un optimiste flagrant de la capacité des hommes à concevoir des formes ou des modèles politiques qui répondent davantage aux attentes circonstancielles d'un peuple. C'est pourquoi notre présente thématique est intitulée : Le meilleur régime politique : thématiques et idéologies de la Grèce antique à la période contmporaine. Ce thème nous invite à nous intéresser aux différents régimes politiques, non pas pour en faire un simple inventaire, mais pour une analyse critique et même comparative afin d'identifier celui qui pourrait être qualifié de meilleur. S'il est évident que nos recherches antérieures[9] ont permis d'examiner les différents régimes politiques dans la Grèce antique, il est question dans le présent travail et dans le souci de prolonger notre réflexion, de nous attarder sur la problématique du meilleur régime politique. En effet, notre précédent travail intitulé *: Education et politique, prolégomènes à l'humanisme politique dans la République de Platon* avait deux axes majeurs : le premier aspect consistait à examiner les fondements d'une gouvernance véritablement humaniste et le second moment revenait à identifier ce qui, du côté du peuple, était considéré comme conditions nécessaires à une participation pertinente et efficiente aux affaires publiques. En d'autres termes, il s'agissait d'examiner ce qui, selon Platon, serait la condition d'une meilleure action politique. Les investigations menées nous ont conduits aux conclusions évidentes : primo, pour Platon, la meilleure gouvernance est aristocratique, car ce régime est, non simplement technocratique, mais bien plus parce qu'il est exercé par les meilleurs citoyens de la cité où le Roi-philosophe ou le philosophe-roi est le sage souverain parce qu'il a contemplé les essences intelligibles qui lui inculquent l'idée du bien. Le philosophe-roi conduit par les valeurs éthiques ne poursuit pas les intérêts égoïstes et illusoires des hommes vulgaires, mais il administre la cité avec

[8] *Ibidem*. pp.42-43.
[9] Biwolé Belinga, Désiré, *Education et politique, prolégomènes à l'humanisme politique*, Mémoire de master II, Université de Yaoundé I. 2012

sagesse pour valoriser l'humanité en tous et en chacun. Cette perception de la qualification et même de la compétence rationnelle et morale du philosophe-roi a été un argument logique et politique pour que Platon discrédite tous les autres régimes politiques en ces termes :

> *Dans le monde intelligible l'idée du bien est perçue la dernière et avec peine, mais on ne la peut percevoir sans conclure qu'elle est la cause de tout ce qu'il y a de droit et de beau en toutes choses ; qu'elle a, dans le monde visible, engendré la lumière et le souverain de la lumière ; que, dans le monde intelligible, c'est elle-même qui est souveraine et dispense la vérité et l'intelligence ; et qu'il faut la voir pour se conduire avec sagesse dans la vie privée et dans la vie publique*.[10]

Secundo, l'aristocratie ne se contente pas d'administrer la cité, elle implémente l'éducation des citoyens pour leur participation rationnelle et désintéressée aux affaires publiques. L'éducation des citoyens devient une conditionnalité pour une vie publique plus élaborée. Cette vision politique platonicienne expose les dérives, les multiples dérapages et les nombreux déraillements des régimes politiques existants pour exalter et vénérer l'aristocratie. De toute évidence, Platon proposait un paradigme gouvernemental novateur et même révolutionnaire. Cet éloge et ce culte à l'aristocratie traduisent sa valeur et sa suprématie absolue sur les autres régimes politiques. Ce pouvoir quasiment intelligible s'inscrit dans la trame du déploiement du divin dans le sensible pour des pratiques politiques nouvelles et surtout humanistes. La conclusion de cette investigation était que les gouvernants et les citoyens éclairés sont nécessaires pour des pratiques politiques désintéressées, humanistes et vertueuses. Platon pensait alors que l'aristocratie est l'unique alternative pour éradiquer les conflits d'intérêts perpétrés par l'ignorance et la cupidité des sous-hommes. Il présente son régime comme le meilleur de tous, la fin du cheminement politique, l'aboutissement et le couronnement ultime et absolu de la marche des organisations politiques.

Dès lors, l'examen de la fonctionnalité du prétendu régime politique suprême nous semblait opportun et indispensable. Si Platon a détrôné les régimes politiques existants (la timarchie, l'oligarchie, la démocratie et la tyrannie) c'est parce qu'il estimait que l'aristocratie était le plus élaboré, le meilleur de tous parce que son émergence, son organisation, son déploiement et ses réalisations sont pour l'intérêt général. Évoquer le concept de meilleur établit une échelle de grandeur qui hisse et établit l'aristocratie au-dessus de tous les autres régimes politiques. Le qualificatif "meilleur" est en grammaire un superlatif absolu ; il traduit une valeur absolue, transcendante et donc objective, ce qui,

[10] Platon, *La République*, trad. R. Baccou, Paris, Garnier Flammarion, 1966, 517b – 518c,

comparativement aux autres, est absolument et indiscutablement au-dessus. Cependant, la notion du meilleur peut relever d'une appréciation purement subjective en l'absence des critères objectifs. Par conséquent, comment devons-nous appréhender l'idée du meilleur dans la présente problématique ? Puisqu'il s'agit d'une analyse politique, l'idée de meilleur pourrait être fluide, non maîtrisable car chacun l'orienterait à sa guise. En vue d'une orientation précise et rigoureuse de nos investigations, nous retiendrons plus précisément de l'idée du meilleur trois principales caractéristiques : d'abord les modalités de l'émergence ou de la construction d'un régime politique. Il s'agit d'examiner si la formation du régime politique offre plus de crédibilité, d'unanimité chez les citoyens. Ensuite, son déploiement quotidien sera un autre critère. C'est-à-dire le fonctionnement politique doit susciter l'approbation de tous, ou tout au moins qu'elle fasse l'objet d'une bonne appréciation des citoyens. Enfin, le meilleur régime sera évalué à sa finalité, c'est-à-dire à sa capacité de répondre positivement et entièrement aux aspirations des peuples. Il s'agira d'examiner les résultats auxquels aboutit tout régime politique. Autrement dit, l'évaluation des régimes politiques va s'appuyer sur les critères de l'émergence ou de formation, de déploiement et des résultats, c'est-à-dire la réalisation des aspirations et des attentes de tous les citoyens. Si les hommes dans le cadre spatio-temporel ont des aspirations diversifiées et antagonistes, existe-il une gouvernance politique qui sache satisfaire toutes ces diversités pour être la meilleure de toutes ? Pour cela, nous allons procéder à une analytique rigoureuse des différents régimes politiques de la Grèce ancienne à notre époque. Cette analyse nous conduira à l'une des deux conclusions suivantes :

En premier lieu, si le meilleur régime est une réalité, il devra par conséquent faire l'objet de promotion et de recommandation pour réaliser le bonheur de tous les États. En d'autres termes, si nos analyses identifieront un meilleur régime politique, celui-ci fera l'objet d'une prescription afin de garantir la stabilité, l'harmonie, le bonheur des citoyens et des États du monde. Cette investigation reconnaitra l'universalité et même l'atemporalité de ce régime. La nécessité du système politique mondialiste sera alors une évidence et sauvera les sociétés de nombreuses dérives politiques motivées par les égoïsmes de certains sujets.

En second lieu, s'il n'existe pas de meilleur régime politique, alors toute prétention de sublimation d'un régime au détriment d'un autre sera perçue comme un leurre politique. On pourra alors comprendre qu'un régime politique est généré et soutenu par les réalités locales. Et puisque les réalités sont différentes d'un peuple à un autre, on devra admettre la diversité des régimes politiques. Par conséquent, toute prétention d'imposer un régime

politique à un autre État sera perçue comme une volonté de déstructuration et de déstabilisation des politiques locales. De plus, si nos investigations ne parviendront pas à identifier objectivement le meilleur régime politique, il y va de soi que tout discours tendant à l'universel est simplement un prétexte pour déconstruire les normes locales. L'invitation à une gouvernance universelle deviendrait naturellement une menace aux cultures locales, ce qui serait du même coup une aliénation politico-culturelle qui participe à renforcer l'hégémonie des puissances occidentales en affaiblissant les pays en développement. Cet impérialisme politique aura pour seule finalité la domination et l'exploitation des États prétendus faibles ou inférieurs par les superpuissances du monde.

Puisque la spécificité de l'homme est de ne pas se contenter du statu quo parce qu'il est un être qui se déploie toujours pour construire un devenir plus élaboré, plus humain et plus hominisant, la non réalité d'un meilleur régime politique indiquerait que chaque peuple a le soin de construire ses normes politiques à sa guise et à sa vitesse. Car, l'homme est un être de perfection parce qu'il aspire sans cesse au meilleur. Il rejette l'existence somnambulique, celle qui manque d'initiatives personnelles et collectives, celle qui condamne les hommes à la mort ; c'est ce que Njoh Mouellé appelle la médiocrité qu'il qualifie en ces termes :

> *Nous avons vu que la médiocrité s'appelle routine, conformisme, snobisme, répétitivité. Et dans la répétitivité nous avons vu le signe d'un dépérissement indiscutable […] L'homme médiocre, homme du milieu parce que homme d'un milieu, sous l'aspect de l'homme superficiel est un être qui se réfugie derrière la facilité du suivisme et de l'auto-répétition habituelle, un être par conséquent qui tourne le dos à la liberté difficultueuse et au génie créateur de l'homme, c'est-à-dire à l'effort par lequel on devrait se hausser perpétuellement au-dessus de soi-même.*[11]

Les différentes étapes par lesquelles les hommes sont passés font comprendre que, bien qu'étant limités et corrompus, ils veulent néanmoins se hisser au-dessus de leurs limites pour réaliser des œuvres exceptionnelles et valeureuses. Descartes exprimait la spécificité humaine en ces termes : « *Comme ce n'est pas assez, avant de commencer à rebâtir le logis où on demeure, que de l'abattre et de faire provision de matériaux et d'architectes […] mais qu'il faut aussi s'être pourvu de quelque autre où on puisse être logé commodément* »[12] Il transparaît bien clairement que l'homme est celui qui construit des modèles qu'il se choisit. Il s'active volontairement pour ne pas subir le déterminisme naturel comme le notait Aristote

[11]Njoh Mouelle, Ebénézer, *De la Médiocrité à l'Excellence, Essai sur la signification humaine du développement*, Chapitre 4. La médiocrité, pp. 55-56, Editions Clé, Yaoundé, 1972.
[12] Descartes, René, *Discours de la Méthode*, 3e partie, Bibliothèque de la Pléiade, Paris, Editions Gallimard, 1937, p.140

lorsqu'il déclarait : «*Ce qui nous distingue de tous les autres animaux brille particulièrement dans une vie vécue conformément à la raison: une vie dans laquelle rien n'arrive selon un hasard aveugle* » .[13]. L'homme construit des œuvres et des structures qui relèvent de son vouloir propre. Cette capacité de l'homme à se réaliser librement lui permet de tendre sans cesse vers un idéal élevé. En effet la raison permet à l'homme de savoir être un acteur déterminant de son existence. Et de ce fait même, il cherche le meilleur comme le souligne encore Aristote: « *Si donc l'homme est un vivant simple, et si son essence propre consiste en raison et intelligence […] il est évident que, de ce nombre de potentialités qu'il est de nature à réaliser, son activité propre vise la meilleure* »[14]

Le thème de notre recherche se justifie parce qu'il est le fondement de la philosophie politique à travers les âges: la recherche du meilleur régime politique. Car, faut-il le rappeler, la préoccupation atemporelle des peuples est celle d'une bonne et meilleure gestion des collectivités humaines. Or, si les pratiques culturelles et traditionnelles inféodées dans la vie politique ont influencé la vie publique des premières organisations politiques, les États actuels peuvent-ils ignorer les influences culturelles actuelles ? En d'autres termes, si les réalités environnementales avaient plus d'impact dans l'antiquité, les cités modernes se sont-elles affranchies de cette influence ? Au-delà de tout, si les grecs se sont donné la volonté et le devoir de réorganiser en permanence la vie publique pour enrayer certaines crises sociopolitiques de leur époque, ne faut-il pas penser que l'idée du meilleur régime est un besoin consubstantiel de l'homme et donc davantage une exigence aujourd'hui ?

Des présocratiques à notre époque, la problématique du meilleur régime politique a conservé sa pertinence et devient davantage exigeante. Cette orientation politique dont Platon est l'une des figures emblématiques nous semble pertinente pour investiguer sur l'effectivité ou non d'un meilleur régime politique. Si l'auteur de la République a pensé avoir identifié un meilleur régime politique, la question de sa réalité et de ses caractéristiques devient une équation à résoudre. Ceci parce que les hommes semblent toujours revendiquer davantage et toujours une meilleure gouvernance ; ils sont insatisfaits des organisations politiques qui ont existé et celles qui sont en vigueur. Notre siècle, fécondé par de milliards d'individus, affiche cette aspiration prononcée pour une meilleure gouvernance. De plus, les nombreuses

[13]Aristote, *Le Protreptique, Fragments*, traduits par Yvan Palletier d'après l'ordre d'Anton-Hermann Chroust et le texte grec corrigé par W.D. Ross, Jamblique, *Protreptique*, VI, 36. 7-13, 1999.
- Nous voulons signaler qu'Aristote a rédigé son protreptique pour Thémison, roi de Chypre dans l'idée que personne ne donne plus de ressources pour philosopher. Or Thémison disposait de grandes richesses à consacrer à cette entreprise
[14]*Ibidem.* VII, 42. 13. 23

déviances et barbaries tant des citoyens que des gouvernements convoquent obligatoirement la pensée d'un meilleur régime politique. La diversité et même l'antagonisme des régimes politiques semblent exposer et exploiter les individualités qu'ils ne les servent ; ce qui est célébré d'un côté n'est pas approuvé de l'autre ; ce que les uns estiment être le référentiel est dénoncé par d'autres. Ces controverses et contradictions sont effectives tant à l'intérieur qu'en dehors de chaque régime politique et de chaque État. Et pourtant, tous les gouvernants font l'apologie de leurs formes politiques, les présentant comme les formes les plus élaborées et convenables. C'est la raison pour laquelle, notre recherche revient sur les régimes politiques parce qu'ils sont le fondement et le levier de l'épanouissement des citoyens. Ces questionnements nous obligent à interroger l'histoire pour mieux articuler notre propos. À ce titre, Emile Bréhier déclarait :

> *Loin d'être une entrave, l'histoire est donc, en philosophie comme partout, une véritable libératrice. Elle seule, par la variété des vues qu'elle nous donne de l'esprit humain, peut déraciner les préjugés et suspendre les jugements trop hâtifs.*[15]

Dès lors, l'instabilité sociale et l'impérialisme politique pose la question du meilleur régime politique. Si les hommes se caractérisent par une opposition permanente des conatus, la notion de meilleur peut-il être résolue ? La réalité objective du meilleur régime est-elle dans l'imaginaire du sujet ou dans l'effectivité politique ? En d'autres termes, peut-on réellement situer le meilleur régime politique dans l'espace et dans le temps ? Les hommes peuvent-ils réellement avoir une même conception du meilleur régime politique ? Pour le dire autrement, le meilleur régime politique peut-il exister de manière absolue et concilier toutes les sensibilités et les aspirations des hommes et des peuples ? Peut-on identifier un régime politique considéré comme celui qui transcende le temps et l'espace, non simplement parce qu'il fait l'unanimité des jugements, mais meilleur en soi par sa pertinence logique et éthique ? Dans le cas contraire, peut-on conclure à la relativité des régimes politiques ? Autrement dit, si aucun régime politique ne peut faire le consensus des États et des peuples, ne faut-il pas conclure que l'organisation politique est déterminée et généré par l'environnement local ?

[15]Bréhier, E, *Histoire de la philosophie, antiquité et moyen-âge*, introduction, p.1.Editions revue et mise à jour par Pierre-Maxime Schuhi et Maurice de Gandillac, Quadrige, Paris, Presse Universitaire de France, 1981.

PREMIÈRE PARTIE

LA PROBLEMATIQUE DU MEILLEUR RÉGIME POLITIQUE DANS LA GRÈCE ANTIQUE

INTRODUCTION

L'examen des structures et idéologies politiques devrait favoriser, non seulement la compréhension des facteurs qui ont favorisé leur émergence, mais doit nous être utile dans la saisie de la trajectoire politique et historique des peuples. Ainsi, prendre en charge les thématiques et idéologies politiques ne peut se comprendre que si nous nous préoccupons de la genèse, de la formation et du déploiement des régimes politiques dans l'antiquité grecque. Car, grâce aux différentes révolutions politiques des cités grecques, elles ont pu faire l'expérience de plusieurs régimes politiques avec la motivation de construire un environnement plus hominisant. La Grèce de l'époque de Socrate est le berceau des mouvements de conquête d'une organisation politique plus rationnelle fondée sur les valeurs morales et humaines. Ce long combat a conduit progressivement les cités-états grecques vers une organisation vertueuse. La civilisation grecque s'était construite progressivement grâce aux contributions permanentes du peuple. L'histoire de l'antiquité grecque est faite de plusieurs réalités sociales qui ont influencé la formation des idéologies qui y ont prévalu. Que ce soit dans le domaine des lettres, de l'art, de la philosophie, de la culture et dans celui politique, la Grèce de l'antiquité a fait l'expérience des dynamiques politiques qui ont impacté son histoire. Elle est devenue incontestablement le repère scientifique et culturel qui peut inspirer, non seulement de l'admiration, mais aussi la conception et la réalisation des modèles nouveaux. La civilisation politique grecque à l'époque de Périclès laisse percevoir une dynamique de conquête de liberté et de puissance pour se protéger des menaces extérieures d'une part et pour répondre aux attentes des citoyens d'autre part. Ainsi, évoquer les grandes civilisations ne pourrait mettre de côté la cité hellénistique parce qu'on parle de la grande Grèce, entendue comme l'une des plus grandes civilisations que le monde ait connues. D'ailleurs, les œuvres grecques continuent d'influencer l'humanité et nous amènent à élaborer des théories nouvelles sur les plans culturel, intellectuel, scientifique, artistique, politique.

Nous attarder présentement sur la Grèce classique nous permet de prendre en charge son organisation politique avec l'objectif d'examiner son itinéraire et à chaque fois, d'identifier les motivations de cette dialectique sociale. Il s'agit de mener une analyse sur le vécu politique de la Grèce antique afin d'identifier les arguments qui ont motivé les changements de régimes politiques. C'est d'ailleurs l'une des finalités de la réflexion philosophique comme le souligne Emile Bréhier[16]. Il est intéressant de convoquer à la fois

[16]Émile Bréhier démontre dans son ouvrage *Histoire de la philosophie I, antiquité et moyen âge,* particulièrement à la page 12, que le but des hommes ne consiste pas simplement à s'informer du passé, mais

l'histoire grecque ainsi que les propositions des philosophes de la Grèce antique pour donner une réponse à la question du meilleur régime politique. Ces deux sources méritent une attention particulière pour éviter de jugements hâtifs et erronés ou d'exclure par simple préjugé une conception qui pourrait être judicieuse pour nous. La genèse et le fonctionnement des cités grecques sont un atout pour comprendre la problématique de la gouvernance politique afin de ressortir ce qui pourrait être nécessaire à nos États. Dès lors, convoquer en particulier l'idée de la grandeur politique grecque passe par l'un des aspects qui lui ont conféré cette notoriété : la politique. Nos investigations sur la question d'organisation politique met incontestablement en avant-garde les cités athéniennes. Car elles furent les premières à esquisser et à pratiquer des formes d'organisations politiques variées pour garantir et sauvegarder le bien-être de leurs citoyens.

Des différents régimes politiques à la gestion des citoyens, l'histoire de l'antiquité grecque est l'une des fondations qui nous permet de répertorier les différentes approches qui ont été proposées ainsi que les solutions préconisées pour répondre à la question du meilleur régime politique. Car, ces cités ont connu des mutations diverses et même des révolutions sanglantes. Mais la volonté manifeste des athéniens à produire un cadre politique plus humanisant devra nous aider à comprendre s'il est possible d'identifier un régime politique meilleur de manière absolue. En effet, la Grèce a connu de nombreuses crises sociopolitiques, des périodes sombres qui ont donné lieu à de nouvelles constructions pour garantir le bonheur des hommes. Les multiples combats de ces hommes ont donné naissance à une conscience de valeurs, au point où l'intérêt général a motivé le dépassement des égoïsmes de classes et les intérêts tribaux pour la consolidation du collectif.

Somme toute, les différents mouvements d'organisation politique de la Grèce antique vont retenir notre attention afin d'identifier ses nombreuses mutations sociopolitiques qui ont contribué à construire sa grandeur. Ainsi cette première partie nous permet de présenter la vie sociopolitique de la Grèce antique afin de mieux comprendre la trajectoire grecque ainsi que

---

bien plus de le restaurer et de faire remonter l'esprit humain à ses sources. Nous soulignons à la lumière de cette idée que le passé est une fondation solide sur laquelle s'érige une meilleure compréhension et une meilleure organisation du présent et du devenir de l'humanité. Nous retenons de cette pensée la nécessité de la saisie de notre passé pour mieux comprendre le présent et envisager l'avenir avec objectivité. L'histoire en général et l'histoire de la philosophie en particulier est un musée des réalisations humaines et des performances de l'esprit humain. C'est cette orientation qui constitue l'ossature de cet ouvrage parce qu'il couvre les faits antiques et médiévaux. Sur le terrain politique, l'histoire politique est non simplement descriptive, mais aussi prospective et prescriptive parce qu'elle identifie les failles, les lacunes et les erreurs afin d'identifier et d'indiquer ce qui mérite d'être fait, ou ce qui sied le mieux aux hommes ou aux organisations humaines. La philosophie politique devient à cet effet une science descriptive et normative. Par ses procédés critiques, elle dénonce les dérives humaines pour proposer les normes, les pratiques et les organisations plus élaborées pour favoriser l'épanouissement et la dignité des hommes.

les préoccupations de ses philosophes politiques. En d'autres termes, la conception politique des philosophes de l'antiquité est liée à la conjoncture sociopolitique de cette époque comme le reconnaissait Karl Marx[17] lorsqu'il affirme que la philosophie n'est pas extérieure au monde. Dès lors, quelles ont été les motivations essentielles qui ont justifié les nombreuses révolutions sociales que les cités grecques ont connues ? Ces mutations étaient-elles imposées de l'intérieur ou alors elles étaient motivées de l'extérieur ? Comment se sont organisés les citoyens athéniens pour accéder à des institutions politiques plus raisonnables ? Car, pour apprécier la grandeur athénienne, Périclès[18] disait : « *Nous avons un régime qui n'a rien à envier aux lois de l'étranger. Nous sommes nous-mêmes des exemples plutôt que des imitateurs* » Peut-on dire que ce régime fût le meilleur de tous ? De plus, si cette appréciation positive du régime démocratique athénien est faite au moment où la Grèce connait une relative stabilité et un essor politique, a-t-elle toujours été appréciée de tous ? Néanmoins, pour parvenir à cette forme politique, les cités grecques ont connu d'autres organisations sociales qui furent successivement dépassées. Mais de manière concrète, quelles sont les diverses raisons qui ont justifié les luttes politiques que la Grèce antique a connues pour maintenir la dynamique de construction permanente d'un cadre politique harmonieux ? Par ailleurs, pourquoi Platon, Aristote, Xénophon, Polybe, Cicéron et d'autres philosophes ont construit des théories politiques différentes? Pour cerner les théories politiques de ces philosophes, il est nécessaire de comprendre le contexte social des cités athéniennes de l'antiquité.

[17] Marx, Karl, *L'Idéologie allemande*, Paris, Éditions Sociales. 1968.

[18] Thucydide (v, 465 av. J,C, -v. 395 av, J.-C.), *La guerre du Péloponnèse*, II, 37, trad. J. de Romilly, Paris, Les Belles Lettres. 1962.

Le régime auquel Périclès fait allusion n'est autre que la démocratie, régime dont Athènes est fondatrice. Notons que Périclès était un homme politique qui a apporté des réformes significatives dans la Grèce antique. Il a introduit des réformes qui ont conduit à affranchir les peuples et à instaurer la démocratie. Considéré à juste titre comme le père fondateur de la démocratie, Périclès reste la figure emblématique de la politique Athénienne. La déclaration sus citée se comprend comme l'éloge à la démocratie dont Athènes est le géniteur et le promoteur. Car ailleurs, à Sparte en particulier, c'est le règne de la monarchie. Cette apologie de la démocratie est par ricochet un mépris des autres formes d'organisation politique pratiquée partout ailleurs.

CHAPITRE I : L'ORGANISATION SOCIALE DE LA GRÈCE ANTIQUE

L'analyse de la vie politique des cités athéniennes ne peut être mieux articulée que si nous prenons en compte l'organisation originelle de ces cités et leurs pratiques. Il est donc indispensable de comprendre au préalable ses conditions sociopolitiques parce qu'elles ont manifestement influencé l'histoire grecque. Traditionnellement, le début de l'antiquité grecque ne fait pas l'unanimité des historiens, mais les dates récurrentes retiennent qu'elle débute à la fin de la civilisation mycénienne et s'achève avec la conquête de la Grèce par les romains. On peut dire qu'elle va de -776 date des premiers jeux olympiques jusqu'en -336 après les conquêtes d'Alexandre le Grand. Pendant cette période, les populations inégalement réparties dans les diverses cités grecques ont connu différentes expériences politiques. Du balbutiement intellectuel et artistique, les Grecs vont aboutir, au prix des efforts considérables et soutenus et des influences socioculturelles des cités environnantes à l'éclosion du génie grec. Plusieurs auteurs tels : Thucydide, Xénophon, Démosthène et Hérodote pour ne citer que ceux-là, offrent différents récits des mouvements sociopolitiques que la Grèce a connus. Chaque phase présente des réalisations certaines qui ont contribué à dessiner la trajectoire spécifique des peuples grecs. Mais cette vue d'ensemble ne permet pas de mieux comprendre les nombreux et différents mouvements de conquête qui ont incité les grecs à rechercher les meilleures conditions de vie ainsi que la conquête des cadres institutionnels propices à leur bien-être. C'est pourquoi, au-delà de ces grandes périodes antiques, doivent aussi être présentées les réalités sociales qui nous aideront à discerner les motivations essentielles qui ont impulsé la recherche d'une meilleure gouvernance et en quoi consistait-elle. Autrement dit, les différents événements de la vie sociale grecque doivent être exposés afin de mieux cerner les raisons qui ont justifié les mutations politiques de cette époque et, par la même occasion, comprendre les différents pouvoirs politiques qui ont été réalisés afin d'en faire un examen plus conséquent.

I. L'ORGANISATION SOCIALE DE LA GRECE ANTIQUE

La Grèce antique n'était pas un État unifié, mais elle était formée de petites sociétés dénommées cités ou encore cité-états. Il existait une centaine de cités grecques. On peut citer entre autres : Athènes, Sparte, Corinthe, Thèbes, Antioche, Argos, Chalcédoine, Delphes,

Elée, Ephèse, Halicarnasse, Milet, Mycènes, Naxos, Olympie, Pergame, Samos, Sarde, Salamine, Troie, Tégée, Xanthos, Thasos, Tarente, Poséidonia, Lébédos, Zancle, …Cette constellation de cités offrait des différences structurelles inspirées et motivées par les réalités environnementales de chacune d'elles. De sorte que leur diversité et leurs différences constituaient manifestement les piliers de leurs oppositions. Dans *Histoire 2e*[19], Jean-Michel Lambin révèle que chaque cité était autonome et par conséquent avait son propre gouvernement. Car, le relief accidenté était dominé par les montagnes qui constituaient des barrières naturelles. Environ 80 % de la superficie totale était constituée de montagnes et de petites plaines mal reliées entre elles. Ce relief accidenté isolait les cités les unes des autres et ne favorisait pas une harmonie. Par ailleurs, une multitude d'îles formaient comme un pont naturel entre les cités-états, tandis que le cœur de la Grèce baignait dans la mer Egée. Les plus hauts sommets de 2000m se trouvaient au nord. À cause du sol aride et d'un climat rude, les cités menaient des activités agricoles fondées sur les céréales, la vigne, l'olivier. De plus, l'élevage ovin et caprin était l'activité principale. Cette description géographique permet d'une part de comprendre la notion de diversité de cités de la Grèce antique, et d'autre part les différences qui existaient entre elles ainsi que les luttes récurrentes qui les opposaient. Le critère géographique était alors un motif d'oppositions, de conflits et de conquête pour asseoir ou pour défendre son autonomie et son hégémonie économique, politique ou militaire. C'est pourquoi Lambin déclare : « *Chaque cité correspond à un territoire et possède des institutions politiques, c'est-à-dire des institutions en rapport avec la cité* »[20].

Par ailleurs, les ressources minières étaient faibles : argent, cuivre, fer. Cette situation économique prédisposait chaque cité à se lancer dans la recherche des ressources nécessaires à son épanouissement et surtout à sa puissance. Les cités grecques étaient alors contraintes d'opérer des conquêtes afin de trouver des biens nécessaires à leur développement socio-économique, pour se défendre contre les agressions extérieurs menées par les cités rivales et aussi pour être à l'abri de leur domination. Cette autonomie des cités grecques les prédisposait à se battre régulièrement entre elles pour des raisons d'hégémonie économique, politique et militaire. De manière générale, chaque cité avait son organisation, son propre mode de gouvernement et son système économique parce que les groupements humains étaient isolés les uns des autres. Cependant, la religion constituait le point commun qui atténuait les rivalités et les luttes, car les cités grecques de l'antiquité étaient soumises aux mêmes divinités. On peut citer entre autres dieux : Héphaïstos, dieu du feu ; Poséidon, dieu de la mer

[19] Lambin, Jean- Michel , *Histoire 2e, Education*, Paris, Hachette, 1996.
[20] *Ibidem*, p.12

et des sources ; Athéna, déesse de l'intelligence et des arts… chaque cité construisait et consacrait des temples à ces dieux. À Athènes la colline de l'Acropole était le domaine des dieux Il ne fait nul doute que la religion était au cœur de la vie sociale et les citoyens étaient convaincus que le sort de leur cité dépendait de la volonté des dieux. On comprend dès lors pourquoi la vie des cités fut meublée de fêtes religieuses bien établies. C'est dans ce sillage qu'il est dit :

> *Toute cité grecque entretient un foyer où brûle une flamme perpétuelle. Elle vénère ses dieux protecteurs, tels, à Athènes, Héphaïstos, dieu du feu, Poséidon, dieu de la mer et des sources, et surtout Athéna, déesse de l'intelligence et des arts. La cité consacre des temples aux dieux et honore la mémoire du héros fondateur d'Athènes… les fêtes religieuses auxquelles participent tous les citoyens rythment le calendrier de la cité*.[21]

Les conflits récurrents qui opposaient les cités grecques de l'antiquité étaient alimentés et motivés en grande partie par la configuration et la condition géographique. Ces luttes permanentes ont eu un impact significatif sur l'organisation sociale et les pratiques des hommes. En d'autres termes, le contexte et les réalités locales ont défini et ont déterminé la vie sociale des cités grecques anciennes. Les exigences de conservation et de protection de leur territoire ont disposé les grecs à impulser la dynamique de recherche de meilleures conditions de vie des hommes et de la meilleure expression politique. Les motivations des confrontations entre les peuples grecs antiques tenaient sur deux arguments essentiels : la recherche des ressources indispensables au bien-être tant collectif qu'individuel et la protection de sa cité contre les envahisseurs ou le pillage des richesses. Ce patriotisme était un élément catalyseur pour la consolidation des liens sociaux d'une part et d'autre part la promotion des valeurs morales qui ont favorisé le bien-être individuel et collectif. Cet attachement à sa cité avait produit plus tard des conséquences directes sur la cohabitation des hommes. En effet, la fierté de son identité a fait du citoyen grec un conquérant infatigable. Les résultats furent multiples : le grec protégeait sa patrie, il recherchait l'amélioration de son espace de vie, des pratiques politiques et il se préoccupait de sa grandeur encore appelée héroïsme. C'est cet esprit d'amour de sa cité qui a favorisé la mise en place des différentes organisations politiques des cités grecques de l'antiquité.

[21] *Ibidem*. p18

I.1. LA COMMUNAUTE CULTURELLE

Les cités grecques de l'antiquité ne vivaient pas uniquement sous le modèle de la différence et de l'opposition. Mais il convient de souligner que bien qu'étant hétérogènes et multiples, ces cités avaient deux éléments essentiels en commun : la langue et la culture. Ainsi, bien que séparées entre elles, les cités grecques se présentaient aussi comme une fédération parce qu'elles avaient la même langue et étaient liées par des éléments culturels et religieux. En effet, tous les grecs adoraient les mêmes divinités, avaient des lieux sacrés consacrés à celles-ci et étaient soumis aux mêmes rituels. Ces deux éléments constituaient des cordons ombilicaux qui maintenaient la liaison des cités grecques malgré leurs différences et leurs affrontements permanents. C'est également ces éléments culturel et linguistique qui expliquent les alliances et les coalitions qui se tissaient selon les circonstances, soit pour se défendre des agressions extérieures, soit alors pour conquérir un territoire voisin. Si telle fut la configuration sociale, quelles furent les pratiques sociopolitiques dans les cités grecques antiques ? En d'autres termes, l'organisation sociale et les actions sociales étaient-elles favorables au bien-être de tous et à une vie communautaire?

II- LES PRATIQUES SOCIALES DE LA GRECE ANTIQUE.

Les pratiques sociales des cités grecques ont eu un réel impact et un impact certain sur la vie des hommes et de l'organisation politique. Évoquer la vie politique de l'antiquité grecque demande que l'on revienne sur les actes majeurs qui ont marqué la vie publique de ces cités-États pour mieux cerner leur trajectoire politique. L'histoire démontre que les cités grecques ont vécu dans l'isolement qui a conduit inéluctablement à la mise en œuvre des expéditions militaires qui tendaient, soit à l'agrandissement du territoire, soit à l'obtention des richesses. Les principales caractéristiques des cités étaient le renfermement, le développement des milices, le renforcement de l'amour tribal et culturel. Toutes ces dispositions ont jeté les fondements des rivalités, non seulement entre les cités, mais aussi entre les hommes. Ces pratiques ont de même affecté les rapports entre les gouvernants et les gouvernés. Ces multiples crises politiques ont fait dire que la Grèce antique constituait un foyer de tensions. Parlant ainsi de la cité athénienne, Polybe écrivait :

> *Le peuple athénien a toujours ressemblé à un navire anarchique : tant que ceux qui sont à bord redoutent la tempête qui menace […] Mais quand ils n'ont plus peur, ils se mettent à mépriser ceux qui les commandent et à se disputer entre eux car leurs avis diffèrent [...] Leurs disputes, leurs querelles offrent un spectacle honteux à ceux qui les regardent de*

> *l'extérieur, et mettent en danger leur propre sécurité. C'est ce qui est arrivé maintes fois à la cité d'Athènes.*[22]

Cette confrontation se manifeste par les diverses organisations politiques qui n'ont pas fait l'unanimité des citoyens comme nous le verrons. La structuration sociale reposait en réalité sur des discriminations arbitraires qui ont caractérisé la vie sociale de l'antiquité. Si la cité est constituée d'hommes, de femmes, d'enfants grecs pur sang et d'étrangers, il est surprenant de constater qu'il y'ait eu des inégalités et des injustices flagrantes qui ont été l'un des motifs des revendications politiques. Pour justifier notre propos, nous retiendrons les traits les plus significatifs. En effet, les cités grecques étaient bien hiérarchisées ; une hiérarchie arbitrairement établie par l'orgueil des hommes et non par un critère objectif et légitime. C'est pourquoi les cités antiques étaient structurées en classes sociales bien distinctes. Quatre catégories de personnes étaient présentes : les citoyens, les femmes, les étrangers et les esclaves. Chacune jouissait d'un statut spécifique qu'il nous convient d'examiner.

II.1. LE STATUT DE CITOYEN

Le statut de citoyen conférait à l'individu non seulement le droit de participer à la vie publique et à ses nombreuses décisions, mais imposait les devoirs parmi lesquels le devoir de défendre sa cité. Par conséquent, chaque citoyen avait l'obligation de subir la formation militaire. C'est pourquoi le citoyen athénien devait être de père grec. En plus de cela, il fallait être âgé de dix-huit ans au moins et avoir effectué le service militaire appelé l'éphébie, puis être inscrit dans le dème de son père. Le statut de citoyen obéissait à ces critères et conférait fierté, dignité et grandeur au bénéficiaire. Personnalité à part entière, le citoyen occupait le haut de l'échelle sociale et jouissait des avantages exclusifs dont les autres personnes ne pouvaient bénéficier. Le citoyen était auréolé d'honneurs particuliers et de la dignité sans partage qui marquaient sa différence avec d'autres classes sociales. Par ailleurs, le citoyen grec s'identifiait par ses ancêtres et par son appartenance territoriale et tribale. C'était la raison pour laquelle on désignait le citoyen athénien par sa lignée tel : « *Périclès, fils de Xanthippe du dème de Chorlages* »[23]En somme, le statut de citoyen conférait des honneurs,

[22]Polybe, (202/120), *Histoire*, nouvellement traduit du grec par Dom Vincent Thuillier, tome second, Oxford, Oxford UniversityPress, 2010, p.44.

[23]*Ibidem.* p.16. Polybe est un historien qui décrit avec objectivité les réalités des sociétés antiques en occurrence les cités athéniennes. Pour le cas d'espèce, cet historien donne la classification des membres d'Athènes. Le citoyen occupe le haut du rang parce qu'il est le seul qui participe à la vie publique. Viennent ensuite les femmes, les étrangers et les esclaves. Ces trois dernières catégories de personnes ne participent pas à la gestion de la vie publique. Notre intention est de montrer que l'idée de gouvernement n'incluait pas toutes les couches sociales. La vie politique était discriminatoire parce qu'elle excluait volontairement certaines couches sociales.

des droits et des obligations. En d'autres termes, le citoyen était un membre de la bonne classe sociale parce qu'il jouissait des privilèges particuliers.

Par ailleurs, la classe des citoyens avait deux sous-ensembles : les nobles et le simple peuple. En effet, les fonctions de stratège revenaient de fait aux nobles, c'est-à-dire les citoyens des familles illustres. Les considérations sociales exerçaient une forte emprise sur la répartition des classes et des charges sociales. En d'autres termes, les grandes responsabilités politiques étaient attribuées aux citoyens issus des familles nobles ou des citoyens qui avaient des biens matériels plus importants. Nous pouvons nous apercevoir qu'au sein de la classe des citoyens, existe une réelle discrimination culturelle. Cette hiérarchie sociale discriminatoire et arbitrairement établie déterminait la structuration de la cité et du pouvoir : les nobles étaient la cellule dirigeante et le reste du peuple encore appelé le démos ou le peuple participait tout simplement aux délibérations, aux débats politiques ou aux campagnes militaires. Cette incursion dans la vie sociale de la Grèce antique nous a permis d'identifier les nombreuses inégalités identitaires et culturelles sur lesquelles étaient bâties les cités grecques. Aristote disait à cet effet :

> *Notre définition du citoyen doit donc être modifiée en ce sens. Nulle part ailleurs que dans la démocratie, il n'existe de droit commun et illimité d'être membre de l'assemblée publique et d'être juge. Ce sont au contraire des pouvoirs tout spéciaux […] Donc évidemment, le citoyen, c'est l'individu qui peut avoir à l'assemblée publique et au tribunal voix délibérante, quel que soit d'ailleurs l'Etat dont il est membre.*[24]

Cette définition du citoyen n'est pas complète. Le citoyen jouissait d'autres attributs spécifiques qui lui confortaient la grandeur et la dignité. Parlant de citoyen athénien, Aristote, fidèle à la tradition de l'époque révélait la supériorité du citoyen sur d'autres membres de la cité en révélant les droits absolus qui étaient les siens et qui, naturellement, lui donnaient le pouvoir de disposer des non-citoyens à sa guise. En tant que membre délibérant de la cité, il bénéficiait des privilèges exceptionnels : il disposait du droit de vie ou de mort sur les autres membres de la cité. Dans le même ouvrage, ce philosophe grec complétait la définition de citoyen par la fonction qu'il exerçait dans la cité. D'où cette déclaration :

> *Le citoyen, comme le matelot, est membre d'une association. A bord du navire, quoique chacun ait un emploi différent, que l'un soit rameur, l'autre pilote, celui-ci second, celui-là chargé de telle autre fonction, il est clair*

[24]Aristote, *La Politique*, livre III, Chap. I, **La politique**, traduite en français d'après le texte collationne sur les manuscrits et les éditions principales, J. Barthélémy-Saint-Hilaire, troisième édition revue et corrigée, Paris, Librairie de philosophie de Ladrange, 1874.

> *que, malgré les appellations et les fonctions qui constituent à proprement parler une vertu spéciale pour chacun d'eux, tous concourent néanmoins à un but commun, c'est-à-dire au salut de l'équipage, que tous assurent pour leur part, et que chacun d'entre eux recherche également. Les membres de la cité ressemblent exactement aux matelots: malgré la différence de leurs emplois, le salut de l'association est leur œuvre commune; et l'association ici, c'est l'Etat.*[25]

Au final, les citoyens dans leur diversité jouaient des fonctions différentes mais complémentaires pour le bien de la cité. Bien qu'issus de familles différentes et de statuts différents, les citoyens avaient le destin de la cité entre leurs mains. Ils remplissaient ainsi leurs fonctions avec dévouement. Car, c'est un statut qui revenait à quelques individus par le droit de sang qui leur permettait de défendre la patrie et d'exercer des fonctions spécifiques. Le citoyen grec devait par conséquent défendre sa cité et participer à la gestion des affaires publiques. Il était donc un sujet à part entière, placé au sommet de la cité, pouvant avoir des esclaves à son service, des terres et une appartenance tribale. C'est pourquoi chaque citoyen était désigné par sa tribu. Il s'agissait d'indiquer non simplement l'appartenance tribale, la fierté et l'honneur qui revenaient au citoyen grec, mais bien plus pour exposer les inégalités sociales sur lesquelles reposait la politique athénienne. Si les considérations culturelles ou traditionnelles fondaient l'action sociale, doit-on penser que ce statut de citoyen incluait aussi les femmes ? Autrement dit, comment les femmes étaient-elles considérées ? Participaient-elles aux fonctions sociales et politiques ?

II.2. LE STATUT DES FEMMES

La conception culturelle de la Grèce antique excluait les femmes des fonctions publiques ; elles étaient confinées aux travaux domestiques. Ainsi, les lieux publics étaient réservés aux hommes. Considérée comme un être au service de l'homme, la femme était réduite à accomplir les travaux ménagers. Elle sortait difficilement du foyer et son utilité n'était reconnue que dans la mesure où elle s'occupait soigneusement de son foyer. Elle n'avait manifestement pas le droit de participation à la vie politique. En un mot, le sexe féminin était tenu à l'écart des affaires politiques. Traditionnellement, les femmes étaient les servantes des hommes, les maîtresses des maisons. Dans les épopées d'Homère[26], il est mentionné la fonction purement familiale des femmes. C'est dans cette logique qu'il affirmait que dans la Grèce antique, la femme avait une triple fonction : celle d'épouse, celle de reine et

[25] *Ibidem.* Livre III, Chapitre. II.
[26] Homère, *Iliade* (IX, 146), *Sur la question des dons et contre-dons liés au mariage*, Traduction de Paul Mazon, Paris, Les Belles Lettres, 1937-1938.

celle de maîtresse. En d'autres termes, la femme devenait une épouse après que l'homme ait offert des présents à son beau-père. Elle pouvait aussi devenir l'épouse de celui qui remportait un combat aux grands enjeux. C'est cette dernière alternative qui faisait de certaines femmes des reines. Bref, les femmes étaient à la disposition des hommes et non l'inverse, ni l'égal des hommes. Ceci transparaît aussi chez Xénophon[27] décrivant les travaux des femmes : filer la laine, préparer et réparer les vêtements. En plus, elles devaient veiller à l'état des grains et autres provisions du garde-manger sans omettre les soins qu'elles donnaient aux serviteurs malades. Le sexe féminin avait un rôle exclusivement familial. Cependant, les femmes pouvaient participer aux cérémonies religieuses. C'est la raison pour laquelle on retrouvait des prêtresses comme le remarquait Claude Vial: « *Une prêtresse comme un prêtre, devait appliquer les lois sacrées relatives au sanctuaire et au culte dont elle avait la charge* » et elle ajoute : « *La sphère religieuse était la seule où la femme pouvait jouer un rôle de premier plan dans la cité* »[28]Aristote précisait déjà le statut social de la femme en ces termes :

> *On commande à la femme et aux enfants comme à des êtres également libres, mais soumis toutefois à une autorité différente, républicaine pour la première, et royale pour les autres. L'homme, sauf les exceptions contre nature, est appelé à commander plutôt que la femme, de même que l'être le plus âgé et le plus accompli est appelé à commander à l'être plus jeune et incomplet.*[29]

Il en ressort de cet exposé que la femme n'avait ni le droit juridique encore moins celui politique. Elle ne participait pas à la prise des décisions politiques. Si elle n'était pas traitée comme une esclave, elle ne pouvait néanmoins pas contribuer aux délibérations politiques. Elle était sous l'autorité absolue de son époux ou de ses parents dans le cas des filles hors mariage. Ce que nous voulons souligner de la vie publique des cités grecques anciennes c'est qu'elle n'incluait pas les femmes parce qu'elles étaient sagement marginalisées et devaient tout attendre des hommes qui, seuls, devaient décider de ce qui convient le mieux pour leur cité. La vie politique était par conséquent le domaine réservé uniquement aux citoyens. Pour mieux dire, la compétence politique était uniquement réservée aux hommes. Tous les régimes qui ont été réalisés semblaient avoir respecté ces configurations sociales. On peut retenir que la vie sociopolitique athénienne n'était pas fondée sur l'égalité de droits, mais elle reposait sur des discriminations sociales et humaines. En plus

[27]Xénophon, *De l'économie*, Tome 1, Traduction française de Eugène Talbot, Paris, Librairie de La Hachette et C", 1859
[28] Vial, Claude, *Les Grecs de la paix d'Apamée à la bataille d'Actium, Nouvelle histoire de l'antiquité*, Paris, Seuil, 1995
[29] Aristote, *La politique*. *op. cit.* Chapitre V.

de cela, on découvre une politique d'exploitation, de domination basée sur des préjugés traditionnels habilement entretenus. Cette balkanisation de la vie publique était donc préjudiciable à certains mais avantageuse à d'autres. Dans ce sillage, Claude Mossé fait une présentation de la femme en ces termes :

> *Des femmes du peuple, aucune mention, comme si les thersites et autres hommes du vulgaire qui constituent le gros de l'armée en étaient dépourvus. Il est bien évident que ni le poète, ni ses auditeurs n'en avaient cure. Et d'ailleurs, royauté mise à part, elles ne devaient pas dans leur rôle au sein de l'oikos de la société différer sensiblement des épouses de héros. Mais ces dernières remplissaient une triple fonction : elles étaient épouses, reines et maîtresses de maison.*[30]

Sur ce point, les cités grecques sont restées figées sur des considérations culturelles, des préjugés traditionnels qui établissaient des discriminations diverses. On peut dire que la condition des femmes était peu enviable parce que celles-ci ne jouissaient pas des droits politiques et juridiques. Il convient de reconnaitre qu'une telle discrimination humaine est préjudiciable à l'harmonie sociale et à l'égalité politique. Cet aspect démontre une fois de plus l'imperfection manifeste des pratiques sociopolitiques des cités grecques anciennes. Car, ces sociétés étaient construites sur des discriminations sociales qui ne favorisaient pas l'implication effective de toutes les sensibilités et potentialités de tout le tissu social. En effet, l'espace politique grec fonctionnait dans une dynamique qui priorisait les classes supérieures établies et héritées du passé. La cité était fondée sur des constructions traditionnelles et culturelles qui étaient progressivement remises en question parce qu'elles pérennisaient la domination des uns sur d'autres. Mais en même temps, cet héritage malsain et malfaisant, parce que discriminatoire, devenait aussi le catalyseur des mutations sociopolitiques pour instituer des paradigmes nouveaux.

Si telle était la condition des femmes, quelles étaient la place et la considération des étrangers ? En d'autres termes, le sexe féminin était-il la seule classe sous-estimée dans la vie publique athénienne ? Si les étrangers prennent part au fonctionnement de la cité, quelle était leur statut dans la Grèce antique ?

II.3. LES ÉTRANGERS

Encore appelés métèques qui veut dire en langue grecque « *ceux qui vivent avec* », les étrangers prenaient nécessairement part à la vie publique athénienne. Cependant, ces derniers n'avaient pas le statut de citoyen. Ces étrangers étaient des personnes libres installées à

[30] Mossé, Claude, *La femme dans la Grèce antique*, vol 1, Paris, Albin Michel, 1983, p190.

Athènes, constitués d'artisans et de commerçants. Ils exerçaient leurs activités économiques puis, payaient leurs impôts appelé *Métoikion* pour participer au développement de la cité. Ils étaient le maillon essentiel de la vie économique à cause de leurs possessions matérielles et financières et de leur facilité à acquérir et à écouler les marchandises. Ceux-ci faisaient le service militaire et pouvaient être sollicités en temps de guerre pour défendre la cité. Toutefois, ces derniers n'avaient pas de droit politique, c'est pourquoi ils ne participaient pas aux affaires politiques de la cité. Parlant du statut de l'étranger, Aristote déclarait :

> *Si Homère fait dire à son Achille: « Moi, traité comme un vil étranger! », c'est qu'à ses yeux on est un étranger dans la cité, quand on n'y participe pas aux fonctions publiques; et partout où l'on a soin de dissimuler ces différences politiques, c'est uniquement dans la vue de donner le change à ceux qui n'ont que le domicile dans la cité.*[31]

Puisque le citoyen athénien se définissait par les liens de sang, les étrangers qui étaient intégrés dans la cité athénienne à la suite d'un exploit ou d'une autre disposition sociale ne pouvaient jouir du statut de citoyens grecs. Car, le concept de citoyen grec leur refusait tout droit politique : ils ne devaient pas participer aux élections, ni aux débats publics et ne pouvaient occuper une fonction politique. Ces derniers avaient néanmoins l'obligation militaire pour défendre la cité. En d'autres termes, les étrangers étaient au service de la Grèce, ils étaient chargés d'obligations mais n'avaient aucun droit de participer aux affaires politiques. Une fois de plus les dispositions culturelles et traditionnelles ont influencé le refus du droit de citoyenneté aux étrangers. Une telle organisation politique se justifiait par les menaces et les conflits militaires et politiques de cette époque où la protection de l'intégrité territoriale était une nécessité existentielle. Chaque cité, soucieuse de son identité, de son unité et de sa sécurité se dotait des principes et des procédures sociales et juridiques pour assurer sa survie, son intégrité, sa prospérité et son bon fonctionnement. Mais à cela, signalons l'influence prédominante des traditions dans l'organisation sociale de l'époque. Marie – Françoise Baslez[32] disait que la sécurité de l'étranger dépendait de sa parole, c'est-à-dire de sa noblesse ou de sa loyauté. C'est pourquoi les volets commerciaux étaient les seuls domaines dans lesquels ils avaient une reconnaissance parce qu'ils étaient les principaux acteurs du commerce international. C'est d'ailleurs l'une des raisons qui nous conduisent à soulever une autre préoccupation inhérente à l'expression politique : la présence des esclaves dans l'antiquité. Quelle considération avait l'esclave dans la vie politique des cités grecques antiques ? Autrement dit, les pratiques sociales qui reconnaissaient l'asservissement d'autres

[31]Aristote, *La politique*, op.cit., Livre III, chapitre. III.
[32]Baslez, M.F, *L'étranger dans la Grèce antique*, Paris, Les Belles Lettres, 1984.

hommes peuvent-elles être en accord avec l'harmonie et l'essor politique ? Si certains hommes étaient considérés comme des sous-hommes, ne faut-il pas penser qu'il s'agissait d'un argument de plus pour favoriser la dysharmonie politique et stimuler les révolutions sociopolitiques ?

II.4. LES ESCLAVES.

Les esclaves étaient majoritaires dans les cités grecques, mais ils ne possédaient aucun droit. Ils constituaient la dernière classe de la société. Ainsi, ils étaient employés à des travaux pénibles et même à des tâches dégradantes, mais devaient obéir à leurs maîtres qui décidaient de leur destin. La démarcation entre le citoyen et l'esclave était établie. Les esclaves n'avaient aucun droit juridique, mais ils étaient la propriété de leurs maîtres comme de simples objets. Ils étaient soumis en toutes choses et devaient remplir leurs obligations selon les convenances de leurs maîtres. Aristote disait à cet effet :

> *Quand on est inférieur à ses semblables autant que le corps l'est à l'âme, la brute, à l'homme, et c'est la condition de tous ceux chez qui l'emploi des forces corporelles est le seul et le meilleur parti à tirer de leur être, on est esclave par nature. Tous ces hommes-là; ainsi que pour les autres êtres dont nous venons de parler, le mieux est de se soumettre à l'autorité du maître; car il est esclave par nature, celui qui peut se donner à un autre; et ce qui précisément le donne à un autre, c'est qu'il ne peut aller qu'au point de comprendre la raison quand un autre la lui montre; mais il ne la possède pas par lui-même.*[33]

Cet exposé traduit la considération et le traitement qui étaient réservés aux esclaves ; considérés comme des sous-hommes, ceux que l'on disposait à sa guise et qui devaient une obéissance inconditionnelle à leurs maîtres, les esclaves ne jouissaient pas du droit de participation aux délibérations politiques. Si l'antiquité reconnaissait la pratique de l'esclavage, cela démontre que tous les hommes ne jouissaient pas de la même considération encore moins des mêmes droits civiques et politiques. De plus il transparaît clairement de la vision sociale de l'antiquité un mépris pour certaines classes sociales comme celles des femmes, des étrangers et des esclaves.

---

[33] *Ibidem*. Livre I, Chapitre. II.
Les cités grecques en général et Athènes en particulier avaient une hiérarchie sociale qui comprenait :
-Les citoyens : des personnes distinguées et propres à la vie publique.
-Les femmes : reconnues dans les affaires domestiques et religieuses, elles ne participaient pas aux délibérations politiques.
-Les métèques : ce sont des étrangers. Ils participent aux activités économiques. Certains pouvaient acquérir le statut de citoyen par des actes exceptionnels. Mais c'étaient des cas isolés.
-Les esclaves : ce sont les damnés de la cité

En résumé, les athéniens étaient divisés en classes sociales distinctes et les droits étaient proportionnels au statut de chaque groupe. Mais Athènes n'accordait de la considération et des privilèges qu'aux citoyens qui participaient aux délibérations politiques. Ce furent ces différents faits sociaux qui ont provoqué les nombreux bouleversements sociopolitiques que la Grèce a connus. Il faut néanmoins signaler que cette lutte pour la reconnaissance et la considération de chaque homme a été le levier majeur qui a soutenu la dynamique politique athénienne. Le premier regard nous fait comprendre que la Grèce antique n'avait pas connu une pratique politique inclusive, raisonnable et humaine. Les cités étaient des formes d'état de nature qui avaient pour caractéristique essentielles les relations de dominations et de discriminations : les gouvernants dominaient le peuple en autorité, en pouvoir et en moyens matériels ; le reste des citoyens, les femmes, les étrangers et les esclaves formaient le tissu social qui subissait les assauts et les exploitations de la noblesse. Non seulement qu'il existait fondamentalement des rapports de domination entre les individus d'une même cité, mais aussi chaque cité devait se défendre contre les menaces extérieures ou, dans la plupart des cas, il était nécessaire de s'attaquer aux autres cités rivales afin de maintenir sa domination et de renforcer ses ressources économiques. La Grèce antique représentait à ses origines une période de confiscation de droits politiques, civiques et même juridiques de l'histoire de l'humanité à cause des injustices qui ont caractérisé la vie politique de cette époque. La diversité des cités et leur propension aux conquêtes des possessions matérielles ont laissé l'image d'une politique impérialiste, de cruauté, de conflictualité et fondamentalement militariste c'est-à-dire des pratiques de conquêtes. Cet impérialisme politique conduit à une conclusion : à ses origines, la Grèce des cités était mal organisée, mal gouvernée, les cités étaient en oppositions permanentes. C'est ce qui justifie qu'il y avait plus de fractures que de cohésion. Les cités grecques étaient séparées les unes des autres et les conflits entre elles étaient permanents parce qu'il fallait accumuler ou protéger des ressources nécessaires au bien-être de sa population. Cette conflictualité permanente avait un impact considérable sur les politiques intérieures des cités. Car, ces menaces qui déstabilisaient régulièrement les cités de l'antiquité ont prédisposé les gouvernants à opter pour des pratiques militaires d'agression. Même si les mouvements de coalition se sont constitués, il convient de relever les réticences internes qui, à l'origine, n'ont pas favorisé la concorde et l'efficacité. La conséquence de ces luttes fût nécessairement l'intensification de l'idéologie de domination et d'exploitation des peuples. Il est judicieux de relever quelques faits historiques des luttes des cités afin de dévoiler l'incidence des guerres sur la vie sociale des cités anciennes.

III- LES GUERRES IMPERIALISTES DES CITÉS GRECQUES ANTIQUES

S'il est vrai que la Grèce était constituée de plusieurs cités, il n'en demeure moins vrai que celles-ci n'avaient pas connu toute la quiétude dans leur autonomie : la recherche des terres, des richesses matérielles et même l'extension de leur hégémonie politique et culturelle ont été les principales motivations des luttes et des guerres entre elles. Car, les territoires étaient très rares et en plus elles étaient peu fertiles à cause du relief accidenté. Ce qui explique pourquoi les hommes étaient économiquement peu épanouis. Cependant, les défis intérieurs et extérieurs exigeaient la restructuration des formations sociales et la reconstruction des cadres politiques pour tendre au développement. C'est d'ailleurs ce qui a justifié les nombreuses crises qui ont secoué les cités grecques antiques. C'est aussi ce qui a donné naissance aux rivalités récurrentes, à la suspicion et même à l'antagonisme entre les cités comme celles qui opposèrent Athènes à Sparte. Mais parmi ces motifs qui ont été des instigateurs des guerres, nous ne retiendrons que quelques-uns.

III.1.LA RECHERCHE DES TERRITOIRES

Les mouvements de conquête des terres furent à la fois intérieurs et extérieurs. En interne, les cités étaient aux mains de grands propriétaires terriens. Les individus étaient à la merci d'une aristocratie guerrière toute puissante. La pauvreté contraignit les hommes à l'endettement et parfois à l'esclavage pour dette. Les revendications devinrent de plus en plus récurrentes. Les gouvernants furent défaits au profit des leaders acquis à la cause de la population. Ces réformateurs furent appelés à résoudre les conflits terriens et à changer le système politique. C'est dans cette mouvance que sont connus certains grands noms tels Solon et Clisthène. Aristote déclarait à cet effet:

> *Athènes, divisée par les dissensions des nobles et de la plèbe, traversa ensuite une longue période de troubles. La constitution d'alors était, en effet, une oligarchie absolue, où surtout les pauvres étaient les serfs des riches, eux, leurs enfants et leurs femmes. On les appelait clients et sixeniers : ils cultivaient en effet les champs des riches, à la condition de ne garder pour eux qu'un sixième des fruits. La terre était tout entière entre les mains d'un petit nombre d'hommes, et si les cultivateurs ne payaient pas leur redevance, ils s'exposaient à être vendus, eux et leurs enfants : car les débiteurs étaient soumis à la contrainte par corps, et il en fut ainsi jusqu'à Solon, le premier chef du parti démocratique. Sous un tel régime, le peuple souffrait surtout et s'irritait de ne pas avoir sa part de la terre, mais il avait*

> *bien d'autres sujets de mécontentement; car, à vrai dire, il n'avait aucun droit.*[34]

Sur le plan social, les cités grecques étaient confrontées à la nécessité de l'accroissement de l'espace vital à cause de la croissance démographique. Les dirigeants étaient contraints d'étendre leurs territoires afin de garantir à leurs populations des cadres plus confortables. Ce sont ces ambitions qui étaient à l'origine des expéditions militaires régulières auxquelles se livrèrent les cités grecques. Ces faits ont provoqué de nombreuses guerres. Athènes, Sparte et Thèbes, les principales cités se livraient des guerres incessantes, soit pour garantir la sécurité de leurs territoires, soit pour réaliser et maintenir leur hégémonie. Cette hostilité régulière renforçait le sentiment de rejet des autres. Chacune, pour se mettre à l'abri des surprises désagréables, recherchait à renforcer sa puissance militaire et économique. Nos analyses ne recherchent pas à identifier les forces et les organisations militaires des cités athéniennes, mais elles révèlent que les rapports conflictuels n'ont pas facilité l'intégration des cités dans un ensemble plus dynamique et cohérent. Chaque cité, dans un repli stratégique, était moins soucieuse de l'ouverture pacifique aux autres. Au contraire, chacune d'elles se préoccupait d'acquérir et d'accroitre des moyens indispensables à la destruction de ses rivales. L'aspect géopolitique, et stratégique influençait manifestement l'organisation sociale. De sorte que la vie politique elle-même fut impactée par cette concurrence sociopolitique entre les puissances rivales.

III.2. LA CONSTRUCTION DE L'HEGEMONIE DES CITES

Les cités rivales étaient réguliérement en conflit afin d'asseoir leur domination sur d'autres. Parmi tant de rivalités que les cités grecques connurent, nous pouvons citer la guerre du Péloponnèse qui opposa Athènes à Sparte. En effet, vers 431, la guerre éclata entre Athènes et Sparte ; chaque cité se fit des alliés afin d'en sortir victorieuse. Sparte qui accusait Athènes de violer la paix de trente ans, lui déclara la guerre. Celle-ci dura vingt et sept années. La mobilisation des soutiens autour des cités leaders Athènes et Sparte fut grande. Athènes était soutenue par la ligue de Délos et Sparte par la ligue péloponnésienne. Une fois de plus, le conflit renforça les barrières et les antagonismes entre elles. De toute évidence, le climat conflictuel qui a prévalu fragilisa toute initiative de normalisation des rapports entre les peuples. Ces luttes et rivalités ont eu un impact négatif sur la vie sociale des cités

[34]Aristote, *Constitution d'Athènes*, chapitre : Institutions sociales d'Athènes, Traduite par B. Haussoullier avec la collaboration de K. Bourguet, Paris, Emile Bouillon, 1891.

belligérantes, individuellement et collectivement, car elles usaient des ressources intérieures et elles s'isolaient l'unes de l'autre et se rendaient vulnérables.

Cette brève histoire de la Grèce permet de retenir en fin de compte que ce fut effectivement une période de luttes et de guerres militaires qui ont suscité des antagonismes et des oppositions entre les cités et les peuples. L'exploitation interpersonnelle et les nombreuses guerres entre cités traduisaient la propension à la politique impérialiste des cités de l'antiquité. Bien qu'elles fussent fondées sur la base des principes traditionnels et culturels, ces cités anciennes ont malheureusement connu des crises sociopolitiques qui ont affecté la vie des peuples. La Grèce antique était engagée dans la dynamique d'auto-construction et d'auto-préservation. Cependant, cette prééminence de l'autarcie des peuples a érigé en norme la recherche des intérêts égoïstes et la volonté de l'affirmation de l'hégémonie économique et sociale des entités. Il apparait que les pratiques sociales peu légitimes ont caractérisé le vécu des cités de l'antiquité. La conflictualité des rapports entre les différentes couches sociales et entre les cités avait été préjudiciable au bien-être individuel et collectif des peuples. De même, les guerres qui ont été menées ont d'une part affaibli les structures sociales ainsi que les populations. Cependant, les alliances faites de part et d'autre ont affirmé l'importance de la complémentarité ou de l'union des cités pour constituer une force véritable indispensable à la réalisation du bien-être de tous. Pierre Brulé[35]affirmait par conséquent que l'antiquité était la période de la diversité et de l'autonomie des expériences, parce que chaque communauté tentait de construire son modèle d'organisation sociale et politique spécifique. C'est pourquoi il révélait que les différences entre les sociétés grecques ne tenaient peut-être pas tant à un problème d'évolution, qu'à une question d'extension, car plus la communauté était importante, plus les processus politiques et sociaux qui la caractérisaient étaient complexes.

De toute évidence, l'organisation et les pratiques sociales des cités athéniennes de l'antiquité ont été des catalyseurs des différentes révolutions qu'elles ont connues parce que chaque classe sociale et chaque cité recherchait les meilleures conditions de vie. On peut à ce stade de la réflexion établir une corrélation entre le social et le politique d'une part et, d'autre part, une adéquation entre les conditions de vie des hommes et leur implication dans la vie politique. Mais ces faits ont été des mobiles suffisants pour déclencher les nombreuses révolutions qui ont jalonné l'antiquité grecque. Cette situation désavantageuse pour certains individus avait conduit les hommes grecs à initier la quête des meilleures conditions

[35] Brulé, Pierre. Descat, Raymond. Brun, Patrice. Lamboley, Jean – Luc. Le Bohec, Sylvie et Oulhen, Jacques, *Le monde grec aux temps classiques*, Tome 2, Le IVème siècle, Paris, P.U.F. 2004.

politiques, humaines et à se lancer dans la construction des sociétés fondées sur les valeurs morales. C'est pourquoi cette histoire politique nous permet de comprendre que l'homme est le principal instigateur des révolutions sociales et politiques. Il construit son devenir à partir de son présent, le modifie sans cesse et cherche à réaliser ses convictions. Cette histoire grecque nous fait aussi comprendre que l'antiquité a été une période de la conflictualité ou d'oppositions militaires, un moment d'annexion des cités et d'oppositions permanentes. Mais cette époque a été à l'origine des progrès sociopolitiques remarquables qui ont été accomplis par la suite. Jean-Pierre Vernant[36]caractérise l'homme grec comme un sujet défilant tour à tour comme citoyen, religieux, militaire, économique, domestique, rustique, engagé dans des formes particulières de socialité, cheminant de l'enfance à l'âge adulte dans un parcours jonché d'épreuves et d'étapes qui ont fait de lui un être pleinement homme. C'est justement à partir de ce contexte qu'est née la préoccupation constante d'un meilleur cadre de vie des hommes, parce que chaque personne était opposée à l'exploitation et à la domination. Chacun recherchait le bien-être et à la liberté. Georges Tate[37] dans son livre, montre que l'histoire des cités grecques, marquées de conflits et de crises, est révélatrice des changements d'organisations politiques. C'est une histoire qui présente les révolutions des pratiques et des structures politiques puis celle du changement de l'idéologie et des paradigmes politiques d'autre part. Ces nombreux affrontements ont été le vecteur d'une civilisation nouvelle qui a révolutionné le monde et l'histoire politique en générale. Cette lecture nous permet de dire que la Grèce ancienne était au fondement de la culture politique parce qu'elle a pu remettre en question les modes d'organisation et de gestion des hommes ; ce qui a favorisé des mouvements qui ont permis de transcender les difficultés circonstancielles qui se sont dressées dans la vie des cités grecques. Evelyne Scheid-Tissinier[38]a été frappée d'admiration devant les formes successives de l'évolution grecque. Car, des cités primitives, la Grèce a construit une civilisation politique qui est à l'origine des progrès politiques des États de tous les temps. Les hommes qui ont commencé à explorer le pourtour de la méditerranée, ont su, quelques temps plus tard, cultiver des valeurs, des comportements et des pratiques communautaires bien modernes qui, finalement, ont forgé l'identité du citoyen grec. C'est ce qui a généré les diverses formes politiques du monde grec de l'antiquité ; une partie du monde qui a su construire malgré ses dérives premières, une société plus éclairée, bien organisée et qui s'est démarquée de toutes les autres cités des alentours. Cette abondante littérature

[36] Vernant, Jean-Pierre, *L'homme grec*, Paris, Seuil, 2000.
[37] Tate, Georges, *La Grèce antique*, Paris, Hachette, 2000.
[38] Scheid - Tissinier, Evelyne, *L'homme grec aux origines de la cité*, Paris, Armand Collin, 1999.

témoigne de l'originalité et de la grandeur inépuisable de la Grèce antique. Roland Etienne[39]revient lui aussi sur les différentes formes d'organisation sociale dans la Grèce ancienne pour montrer qu'au-delà des dérives observées, l'homme grec s'est attaché au progrès, aux valeurs. Si telle a été la condition sociale des cités grecques, quelles ont été les différentes révolutions politiques qu'elles ont connues et en quoi ont-elles contribué à la construction du bien-être des personnes et en quoi elles sont des catalyseurs de l'humanisation des hommes ? En d'autres termes, quels ont été les mobiles qui ont présidé à la construction des régimes politiques dans la Grèce antique ? Quelles ont été les idéologies mises en avant pour asseoir des systèmes politiques ?

[39] Etienne, Roland, *Athènes, espace urbain et histoire : des origines à la fin du IIIe siècle ap. J.C*, Paris, Hachette, 2004.

CONCLUSION DU CHAPITRE

L'antiquité Grecque a été marquée par de nombreux conflits et luttes militaires, politiques et idéologiques. Les multiples cités et leurs organisations fondées sur les traditions et la culture ont influencé les rapports entre elles et les politiques locales. Ces influences culturelles ont eu un impact majeur dans la vie des hommes et de la société. En effet, la hiérarchie sociale fondée sur des considérations tribales et culturelles avait été à l'origine de la politique de domination des uns sur les autres. Ce qui a généré une organisation qui a accordé plus de droits aux uns, plus d'obligations et moins de droits à d'autres. Ces discriminations sociales ont été des motifs de révolutions sociopolitiques qui ont aussi donné naissance aux mouvements de conquête des meilleures conditions matérielles et sociales. Sur le plan interne nous avons identifié les différentes classes sociales à savoir les citoyens, les femmes, les étrangers et les esclaves. Il s'agissait aussi de révéler l'étroite relation entre le social et la politique, entre les pratiques sociales, le comportement des hommes et le mode d'organisation des hommes. En effet, les pratiques sociales ont déterminé le comportement des hommes de la Grèce antique et constituaient des éléments non négligeables dans la construction des systèmes et idéologies politiques. Néanmoins, nos analyses de l'histoire politique des cités grecques de l'antiquité nous ont permis de comprendre que la spécificité humaine consiste à se doter librement et volontairement des institutions et d'une organisation politique spécifique. Aucune donnée n'est donc éternelle, ni absolue ; la vie sociale est dynamique, elle se fait par l'homme et pour l'homme. Car, si la vie sociale était dominée et orientée par une classe sociale économiquement et culturellement nantie, la réalité historique témoigne que ces faits ont été rendues possibles par des considérations traditionnelles. Aristote disait alors que c'est la nature de la lignée qui conférait ce statut de privilégiés aux citoyens et non pas d'autres critères. L'exclusion des étrangers, des femmes et des esclaves de la vie politique athénienne trouvait sa justification de l'orgueil du Grec, de ses convictions de supériorité. Au point où Aristote justifiait cette différence de statut par la différence de natures en ces termes :

> *C'est que la nature n'est pas mesquine comme nos ouvriers […] Chez elle, un être n'a qu'une destination, parce que les instruments sont d'autant plus parfaits, qu'ils servent non à plusieurs usages, mais à un seul. Chez les Barbares, la femme et l'esclave sont des êtres de même ordre. La raison en est simple : la nature, parmi eux, n'a point fait d'être pour commander.*

> *[…]Oui, le Grec au Barbare a droit de commander, puisque la nature a voulu que Barbare et esclave ce fût tout un.*[40]

Par ailleurs, les rivalités militaires ont été alimentées par la volonté d'assujettissement et d'exploitation d'autres cités. Garantir les ressources économiques et confirmer sa puissance politique et militaire ont motivé les cités athéniennes à se concentrer sur la politique de conquête. La recherche de la valorisation de la considération sociale et l'amélioration des conditions de vie des hommes ont justifié les nombreuses luttes entre les hommes et les cités. Cependant, l'affrontement permanent des cités a fragilisé les rapports entre les différents peuples. Les différents conflits qui ont alimenté ces cités reposaient sur une idéologie d'exploitation et de domination. Ces idéologies ont eu un impact majeur et déterminant dans l'organisation sociale de l'antiquité, dans l'élaboration et la réalisation des pratiques politiques. Nous pouvons dire que les cités athéniennes ont subi dès le départ une influence traditionnelle et culturelle qui, progressivement, a cédé le pas respectivement à l'idéologie de conquête de pouvoir, de domination militaire et d'essor politique. Et c'est la raison pour laquelle les modèles d'organisation et de gestion politique ont été différents d'une cité à une autre. En un mot, chaque cité devait faire face aux défis intérieurs et aux agressions extérieures. C'est pourquoi nous disons que les cités grecques étaient productrices de conflits parce qu'il fallait construire la force intérieure et constituer la puissance pour assurer des conquêtes extérieures. Il existe une réelle interdépendance entre le social et le politique ; l'un ne saurait fonctionner sans l'autre et les difficultés de l'un affectent nécessairement l'autre domaine.

Cette orientation sociale est incomplète si nous n'élargissons pas notre investigation à l'aspect politique. Car, c'est à partir des considérations sociales, des frustrations, des insatisfactions et des menaces à la sécurité des hommes que la politique va connaitre son envol et son essor. En d'autres termes, la solution au bien-être et à la sécurité des hommes dépendait du mode d'organisation et de gestion des cités. Dès lors, quels sont les différents régimes que la Grèce antique a connus et quelles en étaient les principales motivations ? Pour mieux dire, quels sont les motifs qui ont justifié les mutations politiques ? Car, la politique se propose de donner aux hommes un cadre plus convivial, plus humain et humanisant. Cependant leur mise en place a-t-elle abouti à réaliser le bien-être de tout homme ? Qu'est-ce qui a justifié la diversité des régimes politiques dans la Grèce antique ?

---

[40] Aristote, *Les constitutions d'Athènes*, *op.cit*. Livre I, chapitre. I.

CHAPITRE II : LA FORMATION DES RÉGIMES POLITIQUES DE LA GRÈCE ANTIQUE

Les différentes luttes politiques des peuples de la Grèce antique ont favorisé la formation, l'organisation et la réalisation sans cesse dynamique de ses régimes politiques. Les nombreuses difficultés et faiblesses sociales ont stimulé chez les citoyens grecs de l'antiquité l'ardent désir et l'impérieux devoir de construire des cadres politiques qui devaient se préoccuper du bien-être des hommes. Cependant, il est à remarquer qu'il n'y a pas eu un seul régime politique, mais plutôt une succession parce que les peuples exprimaient toujours son insatisfaction. Ces régimes politiques ont été différents malgré qu'ils aient été mis sur pied à un moment précis de l'histoire en tant que solution aux préoccupations et revendications populaires. L'examen minutieux de ces différentes formes politiques est indispensable afin de comprendre la trajectoire sociale et politique de ces anciennes cités. Ces investigations nous aideront à comprendre les motifs et les finalités des structures politiques de ces cités. En effet, la configuration sociale et les pratiques quotidiennes qui favorisaient des injustices et des inégalités ont laissé une image des sociétés fortement conflictuelles, vouées à la dégradation et au chaos. Les rapports heurtés et les nombreuses crises sociopolitiques entre les gouvernants et les gouvernés étaient basés sur la volonté de domination qui ne se préoccupait pas de l'intérêt de l'ensemble de la communauté, mais de certaines individualités. En un mot, les cités grecques de l'antiquité n'avaient pas construit un modèle politique définitif ou absolu, mais ce furent plutôt des organisations momentanées instituées pour résorber des préoccupations circonstancielles. C'est ce qui justifie les rapports conflictuels et les guerres sanglantes permanentes qui les caractérisaient. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles les cités anciennes ont connu de nombreuses et incessantes révolutions politiques, idéologiques et même culturelles initiées par des populations dominées et exploitées, mais aussi parce que les cités étaient régulièrement sous les menaces des puissances extérieures.

Ces nombreuses crises sociopolitiques ont disposé les citoyens à manifester leur volonté de jouir des droits à l'égalité politique, à la liberté et à la justice équitable, en tant que droits fondamentaux garantissant les meilleures conditions de vie. C'est à cause de cette précarité sociale que les grecs été motivés de construire en permanences des modèles spécifiques qui, graduellement, ont conduit à une organisation politique plus élaborée, plus policée, plus humaine et même hominisante. Autrement dit, les différents régimes politiques

que les grecs ont mis sur pied ont connu une réelle évolution structurelle ou organisationnelle qui a donné plus de considération aux valeurs morales et à l'intérêt général. Les grecs ne se sont pas contenté de conserver l'organisation sociale originelle, mais les circonstances ont poussé le peuple à rejeter ce qu'il considérait comme une menace à son intégrité et se dotait volontairement et au prix de ses efforts d'un régime politique censé réaliser ses attentes. C'est la preuve que l'homme est un sujet dynamique, celui qui ne se contente pas du donné ancestral, mais il est précisément celui qui construit ses propres cadres politiques, ses valeurs et ses modèles. Dès lors, les progrès politiques grecs méritent une attention particulière afin de mieux discerner les péripéties de l'histoire politique de la Grèce antique. Ainsi, quels sont les différents régimes politiques qu'ont connus les cités grecques dans l'antiquité ?

I - LES PREMIÈRES ORGANISATIONS POLITIQUES DE LA GRÈCE ANTIQUE

La Grèce antique a connu plusieurs régimes politiques suscités par la volonté sans cesse grandissante des citoyens de s'affranchir de la domination des dirigeants égoïstes, cupides, égoïstes et véreux. Les révolutions politiques récurrentes ont donné naissance à une succession de gouvernements variés. Ces derniers, par la volonté populaire, ont été rendus possibles la réalisation des organisations politiques opportunes pour rendre effectif le bien-être de tous. Il s'agissait à chaque fois, de mettre sur pied une organisation politique moins contestée et beaucoup plus humaine. Mais cette quête du bonheur de l'homme a été motivée par diverses raisons. Les dérapages et les défaillances des gouvernements de l'antiquité grecque ont ainsi favorisé les nombreuses révolutions qui ont jalonné sa vie politique. Cette succession des formes politiques a pour principale motivation la volonté populaire d'éradiquer les vices des gouvernements qui, au lieu de servir le peuple, se servaient et exploitaient le bas peuple. C'est cette propension à la domination et à l'exploitation que le peuple dénonçait pour solliciter un régime dont la priorité devait être l'intérêt général. Dès lors, comment les grecs ont-ils fait l'expérience de la vie politique et quelle était la première formation politique ?

I.1. LA MONARCHIE

Après l'effondrement de la civilisation mycénienne[41]vers 1100 av. JC, les populations grecques se sont progressivement réorganisées en de multiples entités autonomes dénommées cités. L'économie et les échanges commerciaux, l'élevage et l'agriculture étaient des activités

[41] La civilisation mycénienne s'est développée en Grèce dans le Péloponnèse, en Crète et en Sicile à partir du XVIe siècle av. JC. Ce fût une civilisation de guerriers et des expéditions militaires communes que menaient les rois de Mycènes, d'Argos, de Pylos, de Lacédémone. D'Arcadie... C'est pendant cette période que fut faite la guerre de Troie sous le commandement d'Agamemnon.

majeures qui disposaient les individus à se regrouper par famille et par domaine économique, c'est-à-dire que les hommes qui exerçaient la même activité partageaient le même cadre de vie. Sur le volet social, les populations étaient originellement soumises à la coutume, considérée comme la norme qui déterminait la conduite individuelle et collective. Mais ces communautés étaient sous l'autorité des monarques appelés rois. Ceux-ci étaient assistés des conseillers dans l'administration de leurs cités. Mais cette organisation politique rencontrait plusieurs difficultés parce que les menaces extérieures étaient grandes et récurrentes. Malheureusement, les rois établis n'étaient pas forts pour contrecarrer ces attaques. La cité était par conséquent vulnérable et les populations étaient constamment en insécurité, exposées aux rapts, aux pillages et aux déportations. Dans son œuvre, Aristote caractérisait le pouvoir monarchique en ces termes :

> *Les plus importantes et les premières en date des magistratures furent celles du roi, du polémarque et de l'archonte : de celles-ci, la première fut celle du roi, qui existait à l'origine ; la polémarchie fut instituée en second lieu, parce que certains rois avaient montré de la faiblesse à la guerre : c'est ainsi que pressés par la nécessité, les Athéniens avaient fait appel à Ion. La dernière de ces magistratures fut l'archontat.*[42]

Ce régime politique ne favorisait pas l'épanouissement social des populations parce que les nombreuses rivalités constituaient des motifs d'inquiétude et d'angoisse permanents. Les rois et leurs conseils, menacés par les agressions extérieures, se rendaient aussi vulnérables à l'intérieur parce qu'ils avaient très peu d'influence à cause de leur impuissance à protéger leurs populations. Cette description du régime monarchique que dressait Aristote démontrait sa faiblesse militaire. Ce pouvoir qui ne pouvait défendre et protéger son peuple était critiqué, contesté et condamné. C'est l'un des arguments qui ont contribué à son éradication et à son dépassement. A cause des conditions économiques précaires, les monarques ne disposaient pas des moyens nécessaires pour organiser les corps sociaux et pour fortifier la cité afin de mieux affronter les menaces extérieures.

Par ailleurs, le pouvoir monarchique était purement traditionnel, c'est-à-dire que les principes et les valeurs étaient traditionnels ; ils constituaient des référentiels qui régissaient la vie sociopolitique. Les interactions entre les gouvernants et les gouvernés étaient régies par des considérations traditionnelles et culturelles. Or, cette organisation sociopolitique ne répondait plus efficace mentaux exigences de défense et de conquête militaires ni à la réalisation des exigences économiques et politiques. Les formations sociales et l'impact des classes sociales ne favorisaient pas l'essor sociopolitique. La conséquence immédiate était le

[42] Aristote, *Constitutions d'Athènes*, *op.cit*. Chapitre III : Institutions politiques, p.5.

contrôle absolu du pouvoir par les monarques, la sauvegarde de leur influence et de leurs avantages tandis que le peuple, on seulement ployait sous le poids de l'élite dirigeante, mais aussi était soumis aux obligations définies par le code traditionnel. En sommes, la cité était divisée en deux classes : celle des nobles et celle des pauvres. Dès lors, le droit politique était l'apanage des seuls nobles, tandis que les prolétaires et les classes des exclus (femmes, étrangers et esclaves) ne prenaient pas part aux affaires publiques. C'est cette organisation discriminatoire de la vie publique qui a fait dire à Aristote que: « *Les droits politiques étaient réservés à ceux qui étaient en état de s'armer* »[43]. Ces dignitaires formaient le premier régime politique dit monarchique. Il s'agissait alors d'une classe politique et économique formée uniquement d'hommes nantis de la cité. Sur le plan intérieur, la classe des nobles dominait littéralement et égoïstement le peuple, le soumettait, l'exploitait. Autrement dit, les nobles appauvrissaient davantage les prolétaires en prenant, soit leurs terres, soit leurs biens, soit leurs familles. Mais les menaces extérieures poussèrent les monarques à entreprendre des conquêtes et des expéditions militaires. Les moyens économiques acquis grâce aux expéditions militaires, aux rapts et aux nombreuses exploitations du peuple donnèrent aux monarques de plus en plus de force, d'autorité et de pouvoir politique. Le pouvoir politique fut assuré par une poignée de dignitaires tandis que le reste du peuple fut dominé. D'où cette déclaration : « *La majorité des citoyens forme le démos, qui n'est pas associé aux décisions* »[44]Ainsi, le peuple fut à la disposition des monarques et ceux-ci jouirent de leur statut royal pour soumettre et exploiter le bas peuple. Les rois durent s'appuyer sur la tradition pour maintenir et renforcer la réglementation de la conduite du peuple afin de mieux renforcer leur domination. En politique, les monarques étaient assistés d'un conseil d'anciens qui jouissaient du pouvoir et des privilèges politico-économiques des monarques.

Mais progressivement, l'essor économique améliora les conditions de vie des populations. Il fut certainement à l'origine de l'accroissement démographique. Cependant, la gouvernance ne donna pas la satisfaction au peuple. De plus, les menaces extérieures donnèrent aux populations le sentiment de vivre en insécurité et de créer une organisation qui fut indispensable pour répondre aux nécessités sécuritaires et à la satisfaction des besoins de tous. Ce régime monarchique devint de plus en plus contesté parce que, non seulement il accordait des privilèges aux dirigeants, mais encore il dépouillait le reste du peuple de ses moyens économiques et de ses droits essentiels. Marcel Prélot rapportait les avis des trois

[43]*Ibidem.* Chap.III. p.6
[44]*Idem.*

mages : Otanès, Megabyse et Darius concernant les différents gouvernements de l'époque. Pour montrer les dangers de la monarchie, Otanès rappela les souffrances des perses à cause de l'arrogance de leur monarque d'une part et d'autre part, les cités environnantes subirent de lourdes pertes fomentées par leurs monarques. C'est pourquoi Otanès affirmait : « *Mon avis est que nul de nous ne soit plus seul à être roi* »[45]Ce personnage affirmait que la monarchie n'était pas un gouvernement au service des citoyens, car elle n'avait pas de contradicteur. Un régime politique qui donne la prééminence à un individu au détriment de l'ensemble du peuple était soumis à la vision d'un seul sujet, à l'absence d'organe de censure et à la nécessité de la répartition des pouvoirs. C'est pourquoi le monarque se livrait aux pillages et était à l'origine du dérèglement des comportements des hommes et des valeurs morales général. C'est pourquoi il disait :

> *La monarchie ne peut pas être un gouvernement bien organisé parce qu'elle permet à un homme sans contradicteur de faire ce qu'il veut et l'entraîne au dérèglement de l'esprit. Elle pervertit le bon sens des meilleurs [...] Mais, en réalité, il jalouse les grands et les nobles et se plaît avec les méchants. Il accueille la calomnie. S'il est admiré avec mesure, il se juge insuffisamment honoré ; s'il est admiré avec réserve, il s'inquiète d'être en proie à la flatterie.*[46]

En effet, Otanès présentait le récit des pratiques monarchiques de l'époque antique. Il apparaît que les rois recherchaient prioritairement leur épanouissement personnel au lieu d'assurer le bien-être du peuple. La cupidité et l'arrogance des rois les amenaient à changer les coutumes sacrées des ancêtres qui présidaient à la réglementation sociale dans le but de maintenir leur autorité et de sauvegarder leurs avantages. L'impertinence des monarques se manifestait par la non considération de l'intérêt général et par la recherche effrénée des intérêts particularistes ; le droit positif était moins recherché par l'élite dirigeante. C'est ce qui expliquait l'absence de procès équitables. Une telle justice était une arme dissuasive. C'est ce qui justifiait les condamnations et les nombreuses exécutions des personnes estimées être des menaces au régime. Dès lors, le peuple était exploité, dominé et instrumentalisé. Il était exclusivement au service du monarque qui orientait la vie politique à sa guise. Les mouvements de contestation qui s'intensifièrent et qui traduisirent le rejet de l'autorité des monarques devinrent de plus en plus importants. Plusieurs citoyens entreprirent les activités

---

[45] Prélot, Marcel et Lescuyer, Georges, *Histoire des idées politiques*, Précis Dalloz, dixième édition, Paris, Presses de l'imprimerie de Montligeon, 1990, P.32.

[46] *Ibidem*. P. 32

Nous voulons préciser la définition de la dictature. Elle est le pouvoir exercée par une petite classe d'hommes dont les moyens financiers favorisent le contrôle du pouvoir politique. Ce n'est pas le pouvoir d'un seul, mais de plusieurs personnes dont la puissance économique est entretenue par des excursions militaires.

économiques, telles que le commerce afin d'acquérir des armes pour combattre les monarques. Les diverses activités menées par les populations eurent la même finalité : se procurer des armes et des moyens économiques pour renverser les rois jugés comme de véritables despotes. Très vite, les populations eurent des hommes dont les moyens économiques furent considérables. Ces derniers formèrent des élites qui devaient renverser le pouvoir monarchique pour donner naissance au régime oligarchie. C'est pourquoi, ces nouveaux princes de la cité formèrent la classe guerrière afin de libérer le peuple du régime monarchique et pouvoir œuvrer à son bien-être.

En somme, le régime monarchique se caractérisait par la démesure, les injustices, les inégalités et l'exploitation des hommes. On peut dire que la monarchie comportait plusieurs points néfastes qui ont provoqué son rejet et sa destruction. Nous pouvons citer entre autres : La valorisation de l'avoir au détriment de l'être. En d'autres termes, les monarques donnaient plus de considération aux possessions matérielles qu'à la dignité et au bien-être des populations. C'est pourquoi ils n'hésitaient pas à exploiter le peuple pour garantir leurs intérêts privés. La deuxième raison était l'instrumentalisation des populations. En effet, les classes inférieures étaient des simples moyens de production des biens matériels qui profitaient uniquement aux rois. Ce mépris de la valeur humaine constituait le mal le plus grand, parce qu'au lieu d'être la finalité des activités politiques, le peuple a été considéré comme un moyen pour parvenir à la finalité économique et politique. La troisième raison était le rejet des valeurs morales par les gouvernants. Ceux-ci ont plutôt institué le culte des conflits, des antagonismes sociaux, de la dysharmonie et du mépris de l'autre. En un mot, la monarchie était fondée sur le dénigrement et même la destitution de l'humain, elle considérait les hommes comme de simples instruments de conquête et de gestion des biens matériels. Les hommes ne jouissaient d'aucune dignité, d'aucune considération et la principale idéologie était celle de la domination ou tout au moins celle de l'exploitation des faibles. La quatrième raison était l'exclusion arbitraire de la majorité de la population de la vie politique. Le peuple était un simple spectateur dans la gestion des affaires publiques et n'avait de rôle que dans la production des biens indispensables au confort des gouvernants. La grande majorité était victime des choix ou des décisions politiques de la minorité des citoyens. En d'autres termes, les décisions politiques émanaient exclusivement des dirigeants monarchiques sans tenir compte des aspirations, ni des besoins du peuple. Le véritable motif était d'asseoir leur suprématie économique et politique. Nous pouvons retenir de ces analyses que dans le vécu, l'idéologie a un impact direct sur la conception du pouvoir et de l'autorité politique. En effet,

la monarchie n'était qu'une matérialisation de l'idéologie de l'époque, celle de l'hégémonie économique d'une classe sociale au détriment de la majorité du peuple. Or, toute domination suscite toujours de la résistance et de la destruction de la force dominante. C'est cette pratique d'exploitation humaine et économique qui a favorisé son rejet et sa destitution parce qu'il n'était pas propice à l'harmonie et à l'épanouissement de tous. Toutes ces raisons ont justifié son renversement parce qu'il a été considéré comme un régime politique violent et vicieux. Les mouvements de contestation, les revendications et les luttes armées ont évincé la monarchie pour instituer un nouveau régime politique : l'aristocratie.

I.2.L'ARISTOCRATIE OU LA DICTATURE

Le régime monarchique était administré par une minorité de citoyens qui disposait des moyens économiques assez considérables. En effet, le développement des moyens économiques et la diversité des ressources financières avaient amélioré substantiellement les conditions de vie de la plupart des citoyens. De plus, les propriétaires terriens contrôlaient la vie sociopolitique de la cité. Grâce à leurs moyens économiques, ils ont su provoquer l'effondrement du régime monarchique et ont érigé le régime aristocratique encore appelé la dictature. Cependant, il s'agissait d'une aristocratie guerrière parce que ce régime politique était constitué des milices qui menaient des campagnes militaires pour s'emparer des trésors des nobles qui s'étaient enrichis dans le régime monarchique ; ces incursions militaires étaient aussi orientées vers les cités voisines pour piller les ressources économiques. Ces milices étaient à la solde des nobles et se déployaient pour renforcer leur pouvoir économique et politique au détriment de la population. Les rapts étaient régulièrement effectués tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la cité. Pour cette aristocratie guerrière, les moyens économiques et matériels étaient plus considérés parce qu'ils renforçaient l'autorité et de la puissance des aristocrates. De toute évidence, l'argument matériel et économique constituait le critère qui déterminait l'appartenance ou non à l'élite politique. En d'autres termes, les possessions matérielles et économiques étaient la fondation essentielle et crédible qui marquait la grandeur politique et sociale des citoyens. Lambin écrivait alors : « *Les grands propriétaires terriens forment une aristocratie toute puissante […] Les citoyens pauvres souffrent du manque de terre, s'endettent et risquent d'être réduits à l'esclavage pour dette* »[47]Par conséquent, le nouveau régime nourrissait des ambitions internes et externes dont

[47] *p.cit*. p.12
L'auteur présente la généalogie du pouvoir politique dans la Grèce antique. Il est question ici précisément de montrer les différents pouvoirs politiques. Il est originairement monarchique, une monarchie guerrière, c'est-à-

la seule finalité était la fortification de son statut, l'enrichissement et la domination des classes inférieures ainsi que l'invasion des cités voisines.

Dans ce climat sociopolitique d'affrontements et de violence, les populations étaient dominées, pillées, maltraitées, exploitées et instrumentalisées. Car au lieu d'être au service du peuple, les gouvernants se servaient de leur pouvoir pour disposer les personnes à leur convenance. Ce fut donc un régime politique dont la seule motivation était l'accroissement des capacités matérielles ; cette gouvernance politique se préoccupait de la construction de la force économique parce qu'elle avait une réelle emprise sur le domaine politique. Ces pratiques exposaient les populations à la précarité, à l'indigence et ne lui permettaient pas de participer activement à la vie politique. En tout état de cause, le peuple ne jouissait pas véritablement des droits civiques et politiques, mais il était soumis à remplir les obligations déterminées par les politiques. Aristote relevait cette réalité en ces termes : « *Athènes, divisée par les dissensions des nobles et de la plèbe, traversa ensuite une longue période de troubles. La constitution d'alors était, en effet, une oligarchie absolue, où surtout les pauvres étaient les serfs des riches, eux, leurs enfants et leurs femmes* »[48]L'oligarchie aristocratique avait une forte emprise sur le peuple. Les nouveaux princes administraient la cité pour mieux servir leurs intérêts puisqu'aucune loi ne permettait d'établir les droits des citoyens. Ces oligarques s'attaquaient prioritairement aux rois et aux nobles déchus afin de les dépouiller de leurs biens et plus encore pour diminuer leur influence et leur force politique. Ainsi, le climat social était marqué par des affrontements permanents entre les populations ; ce qui avait finalement installé l'insécurité généralisée parce que la cité était confrontée à plusieurs luttes provoquées soit par le manque de ressources vitales que recherchaient les populations, soit par les attaques contre les nobles dont le but immédiat était de garantir leur survie. Les pratiques inhumaines des oligarques antiques ont favorisé la prise de conscience des populations qui se sont lancées dans des mouvements de contestation et de revendication de l'égalité des droits. C'est pourquoi Aristote écrivait :

> *Un pareil régime et l'asservissement de la multitude au petit nombre soulevèrent le peuple contre les nobles. La lutte fut acharnée et les deux partis étaient depuis longtemps debout l'un contre l'autre, quand ils s'entendirent pour prendre Solon comme conciliateur et l'élirent archonte.*

---

dire un régime tenu par des citoyens fortunés qui entretiennent des armées pour la conquête des ressources économiques. Ce régime militaire fomente des guerres pour arracher ou exploiter les citoyens ou les cités faibles. Cette présentation laisse voir la condition des citoyens des cités grecques ; ils ont été pauvres et même réduits en esclaves à cause des conditions sociales difficiles. Mais ces injustices ont motivé les Grecs à écrire leur histoire. On note une dynamique politique qui traduit une recherche effrénée d'une gouvernance acceptable.

[48] Aristote, *Constitutions d'Athènes*, chapitre II, *op.cit.* p.5

> *Ils s'en remettent à lui du soin de réformer la constitution, se souvenant de cette élégie qu'il avait faite.*[49]

Par ailleurs, les aristocrates se lançaient dans des mouvements de conquête qui les conduisaient vers d'autres cités afin de constituer des fortunes considérables. Pour atteindre ces objectifs, les pauvres étaient utilisés comme milices pour s'emparer des trésors des ennemis. Les dangers et les mauvais traitements qu'enduraient les populations ont provoqués des mouvements de contestations. Le mécontentement populaire prit de l'ampleur et le renversement du pouvoir fut la solution de salut. L'aristocratie antique, en asservissant le peuple, s'était exposée à la déchéance. Le ressentiment du peuple fut un moyen pour rechercher et pour façonner de nouveaux leaders qui eurent des moyens pour renverser le régime aristocratique. La nouvelle classe politique naissante était appuyée par la classe marchande. Car, grâce à l'avènement de la monnaie, les commerçants qui s'étaient enrichis, se présentèrent comme les seuls et véritables défenseurs du peuple. C'est à la suite des mouvements de revendications populaires qui permirent à Solon d'accéder au pouvoir en 594 av. J, -C. Soucieux de la condition des populations, ce dernier fit de véritables réformes. Celles-ci apportèrent un moment d'apaisement sociopolitique. Concrètement, Solon avait lutté contre l'avarice et l'orgueil des riches qu'il accusait d'être à l'origine des conflits sociaux. Aristote donnait sa vision en ces termes :

> *Solon, par sa naissance et par sa réputation, comptait parmi les premiers des citoyens ; par sa fortune et sa situation, il faisait partie de la classe moyenne. On le sait d'ailleurs et lui-même le proclame dans ces vers, où il exhorte les riches à la modération : Sachez calmer en vos cœurs la violence de vos sentiments, vous qui en êtes venus au dégoût de vos biens trop abondants. Sachez maintenir votre grande âme dans la modération.*[50]

Solon avait réussi à abolir toutes les dettes tant privées que publiques ainsi que l'esclavage pour dette. C'est ce qui a été appelé « *la délivrance du fardeau* »[51]Cette action presque inédite avait relativement libéré le peuple de l'asservissement et de la domination des nobles. Mais plus tard, le soulèvement contre les lois écrites par Solon fut général. Car ce dernier n'avait pas apporté toutes les réformes qui auraient totalement et définitivement libéré le peuple de l'exploitation des seigneurs de la cité. C'est pourquoi le peuple à revendiqua davantage le droit à l'égalité politique, le droit à la liberté et la justice ; mais l'imminence du soulèvement populaire poussa Solon à se réfugier en Egypte parce qu'il n'était pas disposé à

[49]*Ibidem*. Chapitre 3 : époque de Solon.
[50]*Idem,*
[51]*Idem*.

changer les lois qu'il avait établies. Son absence favorisa une révolution sociale qui donna naissance à un autre régime : la tyrannie.

Somme toute, l'aristocratie antique était basée sur l'idéologie de conquête de pouvoirs économique et politique. Il était question de conquérir les possessions des rois et des nobles qui avaient été renversés afin de construire une nouvelle classe politique dont la puissance et l'autorité dépendaient de la grandeur matérielle et économique. On s'aperçoit qu'en réalité l'idéologie de restructuration sociopolitique que l'aristocratie défendait s'appuyait manifestement sur l'exploitation et le pillage des ressources économiques, matérielles et humaines. L'aristocratie adossait son pouvoir politique sur des considérations économiques et militaristes. Or, la restructuration politique qu'elle prônait s'était avérée n'être en réalité qu'une réorganisation économique, une redistribution des moyens économiques et politiques. Tout compte fait, l'argument économique déterminait et définissait la vie politique. Il apparait que ce régime politique avait plusieurs tares qui furent entre autres : l'exploitation et la domination du peuple, l'absence de droits politiques, la transformation du peuple en milices, l'absence d'un véritable jeu politique. De manière évidente, l'aristocratie contribua significativement à la dégradation de la vie politique et à celle de la dignité humaine. Ce qui a été le catalyseur des contestations sociales et du renversement de cette gouvernance. Une fois de plus, il apparait que la souffrance populaire est généralement le fondement de la dynamique des révolutions ; la souffrance dispose les hommes à se préoccuper de leur destin et à le déterminer selon leurs aspirations. Ce sont ces motifs qui provoquèrent l'effondrement de l'aristocratie guerrière et l'avènement de la tyrannie.

I.3. LA TYRANNIE.

Les populations si longtemps dominées et exploitées ne supportaient plus les dérives des dictateurs aristocrates. De nouveaux leaders acquis à la cause du peuple se dressèrent contre les aristocrates ; ils furent des leaders populistes parce qu'ils défendaient les intérêts des populations. Au sein des populations, ils exercèrent leur influence et s'attirèrent la sympathie du peuple et lui promettaient de le libérer de l'oppression aristocratique. Adulés par les masses populaires, ces hommes incarnaient le progrès, l'alternance et la différence. Ils donnèrent des assurances d'une révolution politique en faveur des pauvres. Par ailleurs, grâce au commerce de plus en plus florissant, les populations s'enrichirent progressivement et acquirent des armes pour les luttes qu'elles devaient livrer plus tard. Ce mouvement de révolte presque généralisé fut impulsé et encouragé par des leaders charismatiques ou

populaires que l'on nommait tyrans. Les protestations des populations contre les dirigeants aristocrates étaient fondées sur l'exigence des lois écrites afin de réglementer la vie sociopolitique et économique. En générale, ces mouvements populaires ont conduit vraisemblablement au renversement de l'aristocratie guerrière et à l'institution de la tyrannie.

Aux premières heures de leur règne, les tyrans s'attelèrent à rechercher l'intérêt du peuple, ils ne furent pas des despotes. Le titre de tyran n'indiquait pas celui qui exerçait l'autorité de manière arbitraire et violente, mais il désignait généralement des personnalités populaires aimées et soutenues par les populations parce qu'ils défendaient leurs intérêts. En d'autres termes le tyran était un citoyen le plus influent politiquement et économiquement, acquis à la cause du peuple et plus aimé des populations auxquelles il promettait la défense des intérêts. Le tyran incarnait l'idéologie de la rupture systémique, du développement collectif et de l'égalité sociopolitique. Toutefois, le tyran pouvait être un militaire ou une personne civile appréciée du peuple. L'attrait des tyrans était qu'ils promettaient affranchir les masses populaires jusque-là dominés, exploitées et instrumentalisées ; ils se présentaient comme des chefs investis de la mission messianique qui devait aboutir, non seulement à la libération du peuple, mais aussi à la concrétisation de son bien-être tant recherché. Les plus célèbres tyrans furent entre autres : Pisistrate, Hipparque, Harmodios et Aristogiton. Mais les œuvres de Pisistrate sont les plus connues. Voici le récit que fit Aristote :

> *C'est ainsi qu'au début fut établie la tyrannie de Pisistrate, et ce furent-là ses vicissitudes. Pisistrate, comme nous l'avons dit, gouverna la cité moins en tyran qu'en citoyen respectueux de la Constitution. Il avait l'abord facile et plein de douceur, et se montrait indulgent à toutes les fautes [...] Il agissait ainsi pour deux raisons: il voulait qu'au lieu de vivre à la ville, ils fussent dispersés dans la campagne, et que parvenant à l'aisance et préoccupés de leurs seuls intérêts, ils n'eussent ni le désir, ni le loisir de s'occuper des affaires publiques.*[52]

La tyrannie de Pisistrate a connu une période relativement paisible parce que ce dernier était un fin stratège parce qu'il savait concilier les différentes classes sociopolitiques pour contenter chacune d'elles. On peut retenir de lui ce qui suit : « *Il avait en effet pour lui le bon vouloir de la plupart des nobles: et des gens du parti populaire: également bien disposé pour les uns et pour les autres, il gagnait les uns par ses relations d'amitié, les autres par des services personnels* »[53]L'organisation du pouvoir de Pisistrate avait réussi à réconcilier les

[52]*Ibidem*. Chapitre. XVI, Pisistrate.
[53]*Idem*.
Nous voulons préciser ici la définition de cette tyrannie. Elle n'est pas d'abord un régime politique autoritaire qui soumet et exploite les hommes, ce n'est pas un régime d'oppression. Le tyran dans la Grèce antique était d'abord un homme populaire qui avait la sympathie ou l'estime et de la confiance du peuple. Il était l'homme du

athéniens et avait favorisé une politique d'équilibre des droits. Par ailleurs, il mena une politique de développement : dans le domaine religieux, il ordonna la construction de temples sur l'Acropole et soutient de Déméter. Il créa aussi les Dionysies qui furent des fêtes religieuses. Dans le domaine économique, il développa la céramique, la technique des vases à figures rouges. Il mourut dans sa vieillesse de suite de maladie, mais il connut deux fois l'exil. A sa mort, le pouvoir fut légué à ses fils.

Cette deuxième tyrannie fut vigoureusement rejetée à cause des fils de Pisistrate qui furent très cupides et égoïsmes. L'histoire raconte que Hippias, fils aîné de Pisistrate, voulant venger la mort de son frère Hipparque, tua plusieurs nobles et chassa d'autres ; le peuple le prit en haine. En 511 av. J.C, Cléomène, roi de Sparte qui avait une très grande influence chassa le tyran Hippias du pouvoir avec la complicité des athéniens. Les tentatives de mettre sur pied un autre gouvernant à la solde de Sparte rencontrèrent une vive opposition populaire. Le peuple athénien voulu être maître de son destin en participant directement aux délibérations publiques. Car, la tyrannie des fils de Pisistrate n'était pas au service des populations mais il leur était préjudiciable, parce que sa priorité fut la satisfaction des désirs, des plaisirs et la recherche des intérêts égoïstes au lieu de rechercher le bonheur et la sécurité du peuple. Aristote présentait l'économie de la tyrannie de Hippias en ces termes: « *Dès lors sa tyrannie devint de plus en plus dure. Pour venger son frère il mit à mort nombre de citoyens, en chassa beaucoup d'autres : tous le prirent en défiance et en haine* ». Le nouveau tyran devint de plus en plus insensible aux sollicitations du peuple, mais il s'acharna sur les nobles pour les dépouiller de leurs fortunes et de leur noblesse. La corruption, les rapts et la démagogie furent les caractéristiques du pouvoir tyrannique. Le soulèvement et la révolution qui survinrent permirent l'institution d'un nouveau régime politique : la démocratie.

En somme, les tyrans qui se montrèrent les véritables défenseurs des droits du peuple au début de leur gouvernance devinrent à la suite de réels despotes parce qu'ils appliquèrent la politique de la domination et de l'exploitation. Ce régime politique se transforma en un pouvoir despotique. Ce qui semblait être une délivrance se transforma en un instrument de torture, de domination et d'exploitation des populations. Le régime tyrannique qui avait dénoncé les abus de l'aristocratie et qui se présentait comme le meilleur de tous se transforma finalement en un régime très inhumain et cruel. Ainsi, la tyrannie n'échappa pas à la

---

peuple en raison de ses qualités et de son intérêt pour la population. Issu du bas peuple, il était porté au pouvoir pour soulager et libérer ce people. Mais le tyran n'honorait plus à ses engagements mais devenait malheureusement un bourreau qui exploitait le peuple et combattait les riches. Il apparaît que le tyran est un home populaire qui jouissait de l'estime du peuple.

faillibilité humaine, à la corruption du pouvoir humain. Autoritariste et manipulateur, le régime tyrannique avait plongé la cité athénienne dans une vie de contraintes, de privations et d'obligations. C'est pourquoi le peuple revendiqua plus de liberté, de droits juridiques et politiques ; les populations exigèrent une meilleure gouvernance, celle qui devait favoriser le bien-être et la dignité de tous les citoyens. Il apparait que la tyrannie avait des ambitions qui voilaient sa véritable nature prédatrice qui s'était finalement révélée par ses mauvaises pratiques. Ainsi, les meilleures ambitions et les meilleurs projets politiques furent des moyens pour parvenir au pouvoir. Car, si la tyrannie préconisait libérer les populations, cela aurait favorisé l'égalité des droits, l'institution de la justice et la liberté politique. Les promesses d'affranchissement et de réalisation du bien-être favorisèrent l'avènement d'un régime dictatorial, cruel, vicieux et immoral. Il apparait que l'idéologie de libération, d'affranchissement des masses semble porter les maux de domination, de l'exploitation d'autres couches sociales et de déséquilibre social. À Athènes, le changement des régimes politiques semblait être une simple modification de dénomination et non une transformation de contenus, de principes et de valeurs. Mieux la nécessité de l'égalité en droit et en devoir des citoyens était toujours recherchée, et le peuple fut l'éternelle victime de cette lutte politique. En d'autres mots, le peuple athénien a connu une longue histoire de crises et d'errances politiques, mais le motif constant fut la recherche de l'intégrité politique, humaine et morale des hommes. Il s'agissait de créer des conditions et des valeurs sociopolitiques caractéristiques des sociétés civilisées où devait se réaliser et se mouvoir une humanité digne et respectée. Parce qu'il se créait toujours des fractures sociopolitiques qui ne favorisaient pas l'égalité politique, les révolutions politiques recherchaient l'idéal d'égalité, de respect de la dignité humaine et de la considération des valeurs morales. Ce fut cette aspiration à la réalisation des meilleures conditions de vie sociales qui donna naissance à un nouveau régime politique : la démocratie. L'expérience politique de la cité athénienne démontre que toute idéologie de domination et d'exploitation des peuples est toujours vaincu et dépassée parce qu'elle se heurte à la plus grande force politique : la force des masses populaires. Toute idéologie qui prône le sacrifie de certaines classes sociales et qui accorde un certain avantage et un avantage certain à une minorité s'expose au déploiement de la violence populaire. A Athènes, les idéologies des régimes politiques jusque-là mise en route ont été au service d'une oligarchie spécifique et non de toute la cité. Peut-on dire que la démocratie athénienne a pu révolutionner les pratiques politiques de la Grèce antique au point d'être le meilleur régime politique ?

I.4. LA DÉMOCRATIE.

Le renversement des Pisistratides avait conduit à l'instauration d'un régime différent des précédents : la démocratie. Elle est encore appelée le gouvernement populaire, celui dans lequel tous les citoyens avaient une participation égale. En un mot, le peuple, parce qu'il est souverain, devenait en réalité le véritable législateur, celui qui déterminait la vie et les pratiques sociopolitiques. C'est dans cette mouvance que Clisthène avait mis sur pied une assemblée et les premiers votes simples. Il avait également étendu le nombre de tribus de quatre à dix et avait opéré de grandes réformes politiques afin d'impliquer les citoyens à la vie politique. Parlant du domaine social, Aristote affirmait :

> *Ayant pris la tête du parti populaire, Clisthène fit ses réformes sous l'archontat d'Isagoras [...] Il commença par répartir les Athéniens dans dix tribus. Jusque-là, il n'y en avait eu que quatre; mais Clisthène voulait mêler davantage les citoyens les uns aux autres et faire participer un plus grand nombre d'hommes à la vie politique […]Il porta le nombre des Conseillers de quatre cents à cinq cents cinquante par tribu.*[54]

Dans la vie politique, Clisthène avait opéré des réformes majeures afin d'inclure la majorité des citoyens dans la gestion des affaires publiques. Il avait réalisé des réformes qui ont renversé toutes les restrictions établies par les précédents régimes politiques, restrictions qui écartaient certains citoyens et certaines tribus de la vie politique. Ce nouveau dirigeant eut à cœur de concilier tous les acteurs sociaux afin de parvenir à une organisation politique plus vaste, plus efficace et plus équitable. Il consolida pour ainsi dire, les bases de la démocratie et la rendit de plus en plus effective car chaque citoyen prenait désormais part aux délibérations des affaires publiques. Aristote écrivait : « *L'année suivante (487 a. C. n.), sous l'archontat de neuf, les neuf archontes furent tirés au sort, par tribu, parmi les citoyens de la classe des pentacosiomédimnes, que le peuple avait préalablement désignés »*[55]. D'ailleurs, Athènes connut des moments de paix grâce à cette implication de toutes les sensibilités sociales. Chaque tribu étant représentée dans la grande assemblée, les agitations sociales diminuèrent et la cité réalisa de véritables avancées économiques et politiques. La démocratie de Clisthène fit de véritables réformes qui ont favorisé une expression politique parce que le peuple participait directement à la vie politique. L'assemblée délibérante fut le lieu des débats où

[54]*Ibidem*. Chapitre. XXI-V, Epoque de Clisthène, Développement des institutions démocratiques de Solon, Tribus et dèmes

[55]*Ibidem*. Chapitre. XXII, Clisthène (fin), Caractère démocratique des réformes de Clisthène. L'Ostracisme, P.16
Pentacosiomédimnes : ce sont des citoyens athéniens de la Grèce antique dont les revenus agricoles étaient au moins égaux à 500 médimnes de blé. C'étaient des citoyens les plus riches qui constituaient la première classe censitaire. Les pentacosimédimnes étaient une classe minoritaire avec pratiquement 5% de la population.

chaque citoyen pouvait faire entendre sa voix. Cette pratique politique trancha avec les anciennes qui étaient fondées sur la domination et l'exploitation. C'est la raison pour laquelle cette gouvernance marqua fièrement les belles pages de la vie politique de cette cité. Ce fut une période de gloire parce que le peuple était garant de la vie sociopolitique, mieux, la gouvernance était déterminée par le peuple. Les pratiques politiques étaient harmonieuses, plus apaisées et conviviales, fondamentalement différentes des précédentes que les premiers régimes avaient mises en œuvre ; la démocratie était participative et non exclusive comme le firent les précédents régimes politiques. Par cette révolution, Clisthène marqua positivement la vie politique athénienne. On retient de lui qu'il était un homme politique qui eut le courage d'opérer des réformes qui donnèrent le pouvoir au peuple. Désormais, le peuple était réellement détenteur du pouvoir politique. C'est dans cette logique que l'on parle du démos comme le véritable acteur de la vie politique car c'est désormais lui qui choisissait ses dirigeants, qui élaborait et votait les lois, qui exerçait des jugements dans la cité et jouissait le pouvoir de condamner ou d'acquitter. Pour une fois, le peuple détenait légitimement le pouvoir politique, il était le souverain qui décidait de la destinée de la cité athénienne. Pour apprécier le régime politique de Clisthène, Aristote disait de lui ce qui suit :

> *Après ces réformes la constitution fut beaucoup plus démocratique que celle de Solon. Il se trouvait en effet que les tyrans, en ne les appliquant pas, avaient comme abrogé les lois de Solon et que Clisthène en avait établi de nouvelles, où il se montrait préoccupé de gagner la foule: du nombre était la loi sur l'ostracisme […] Ensuite on élut les stratèges par tribus, un par tribu; le polémarque avait encore le commandement de toute l'armée.*[56]

Cette révolution politique athénienne favorisa l'établissement de l'égalité politique, la dignité humaine et des valeurs. Parmi ces valeurs nous pouvons citer précisément celles de justice et du bien. En effet l'idée de justice était tronquée dans les précédents gouvernements, car c'est le plus fort qui déterminait et qui détenait la justice. Mais la démocratie parvint à établir la justice, celle qui n'émanait plus de la seule volonté des gouvernants mais celle qui tenait compte de la rectitude objective et qui s'exerçait équitablement. La justice revêtait ainsi la positivité, c'est-à-dire ce qui convenait raisonnablement aux hommes. Par ailleurs, la notion du bien, devenue relative parce qu'elle servit longtemps les égoïsmes des gouvernants, revint à l'intérêt général. En d'autres termes, le bien qui était auparavant ce qui profitait aux particuliers devenait, grâce à la démocratie, ce qui était utile à tous. Ainsi, la démocratie

[56] *Idem*.
Les réformes démocratiques s'attaquaient à l'ostracisme qui excluait du jeu politique certaines classes de la cité comme nous l'avons signalé plus. Ces classes étaient celles des femmes, des étrangers des adultes, des jeunes non matures et des esclaves.

définissait désormais le bien comme l'intérêt général, ce qui profitait à la communauté tout entière. Le véritable bien était alors collectif et favorisait l'épanouissement de la collectivité. Athènes réalisait ainsi un bon historique qui montrait que la politique devait être une gestion pratique et morale des affaires de la cité. S'il est vrai que la cité athénienne a connu des dysfonctionnements ou d'autres instabilités politiques qui avaient conduit au renversement de la démocratie, il faut cependant souligner que ce régime fut la dernière forme d'organisation politique qui a transcendé les régimes antérieurs parce qu'il a été bien élaborée et a été plus conviviale et humaine.

De l'historique qui précède, l'on retient que la démocratie avait opéré une réelle mutation politique aussi bien dans son organisation et dans ses pratiques. Elle démontrait qu'elle incluait l'ensemble du peuple, le démos dans la vie politique ; elle institua l'égalité politique et l'égalité des citoyens devant la loi. En d'autres termes, tous les citoyens jouissaient des mêmes droits et des mêmes devoirs ; le bien matériel était dévalorisé au profit de la considération de la personne humaine et de l'humain. La force politique n'était plus économique ou matérielle, mais devint humaine, populaire. Par ailleurs, le pouvoir politique n'était plus la propriété des gouvernants, mais était incarnée par le peuple. On en conclut que la démocratie athénienne fut la résultante de la volonté d'un peuple qui recherchait les meilleures conditions de vie et d'expression politique. Le rejet de l'oppression et le souci de l'égalité de droits donnèrent naissance à la démocratie. Nous pouvons retenir de la dynamique historique des athéniens un réel et ardent désir de construire un modèle politique qui devait favoriser l'expression, la considération et l'épanouissement de tous et de chacun.

En somme, la démocratie athénienne fut l'émanation du combat et de la volonté des athéniens de réaliser une vie politique plus égalitaire et dont l'intérêt général fut la seule finalité. La démocratie fut un gouvernement produit et construit grâce à la volonté d'un peuple qui aspirait sans relâche à la liberté, à l'égalité de droits et à la dignité. Ce gouvernement fut démocratique parce qu'il ne fut plus exercé par un individu, ni par une minorité d'individus, mais par l'ensemble du peuple. Autrement dit, la démocratie conférait la souveraineté au peuple. Il apparaît deux principes forts qui caractérisèrent la démocratie athénienne: l'égalité des droits et les libertés des citoyens. Cette égalité fut à la fois civile et politique et l'obéissance des lois fut requise de tous. Dans l'antiquité, Athènes fut manifestement différente des autres cités voisines concurrentes et nous pouvons dire que la démocratie fut la spécificité ou l'identité athénienne, et de ce fait, la démocratie fut "*l'école de la Grèce*". Mais si telle fut la situation de la cité athénienne, qu'en était-il de Sparte ? Il

convient de cerner l'organisation politique d'une autre cité afin d'avoir une vue globale des cités grecques de l'antiquité. Peut-on parler de succession de régimes politiques à Sparte ? Comment était organisée cette cité ?

II - L'ORGANISATION SOCIALE DE SPARTE

Sparte fut une autre cité importante de la Grèce antique. Elle influença significativement la vie sociopolitique, culturelle et religieuse de la Grèce ancienne. De sorte que la seule évocation de Sparte rappelle aujourd'hui ses prouesses militaires, culturelles, sportives et commerciales. Elle mena de grandes révolutions qui inspirèrent les cités environnantes de l'antiquité. Néanmoins, elle connut les mêmes expériences politiques qu'Athènes. La cité spartiate était moins étendue. Pour cela elle avait besoin d'assez d'espace pour ses activités et surtout pour ses populations. C'est certainement ce qui justifia les multiples conquêtes que Sparte organisa. La problématique de l'insuffisance des terres influença la vie politique de Sparte : les terres étaient inégalement occupées, car la majeure partie appartenait à une minorité de nobles. Aristote relevait cette difficulté en ces mots :

> *Un autre défaut qu'on peut ajouter à ceux qu'on vient de signaler dans la constitution de Lacédémone, c'est la disproportion des propriétés. Les uns possèdent des biens immenses, les autres n'ont presque rien; et le sol est entre les mains de quelques individus.*[57]

Les réalités sociopolitiques, traditionnelles et culturelles de l'antiquité permettaient aux propriétaires terriens de mener des activités agricoles et d'amasser des biens considérables qui constituaient leur force économique et politique. Etre propriétaire terrien procurait des privilèges et un pouvoir social qui permettaient de s'imposer dans la cité, d'exploiter et même de soumettre ceux qui en étaient dépourvus. Mais cette inégale occupation des terres engendra de sérieuses conséquences dans la vie sociale : les rivalités, les complots et les luttes qui déstabilisèrent la cité. Les mouvements de conquêtes de terre furent des instigateurs des mécontentements des masses populaires. Par ailleurs, l'échelle sociale institua que les citoyens de sang spartiate pur occupèrent le sommet, puis suivirent les

---

[57] Aristote, *La Politique*, *op.cit*., Livre II, chap. VI, Examen de la constitution de Lacédémone – critique de l'organisation de l'esclavage à Sparte, lacune de la législation lacédémonienne à l'égard des femmes. – Disproportion énorme des propriétés territoriales causée par l'imprévoyance du législateur ; conséquences fatales ; disette d'hommes. – Défauts de Aristote expose l'institution de l'Ephores, les défauts de l'institution du sénat et le défaut de l'institution de la royauté, traduite en français d'après le texte collectionné sur les manuscrits et les éditions principales, J. Barthélémy-Saint-Hilaire, Troisième édition, revue et corrigée, Paris, Librairie philosophique de Ladrange,1874, p.38.
–Aristote présente l'inégale possession des biens et des terres comme fondement des agitations sociales et des dysfonctionnements politiques. Ce qui transparaît est la réalité de l'injustice parce que certains sont privé du minimum, tandis que d'autres vivent dans l'opulence.

périèques qui signifiaient "*ceux du pourtour*", c'est-à-dire ceux qui faisaient les petits métiers et au bas de l'échelle se trouvaient des Hilotes, des personnes de la basse classe sociale. Cette hiérarchie sociale fut la même dans la quasi-totalité des cités grecques antiques à cause de l'influence culturelle et des rivalités entre les cités d'une part et entre les classes sociales d'autre part. Les masses prolétaires et les étrangers furent ceux qui durent s'occuper des travaux élémentaires. Aristote écrivait : « *Dans un État bien constitué, les citoyens ne doivent point avoir à s'occuper des premières nécessités de la vie* »[58]Nous notons cependant que, contrairement à Athènes, la femme spartiate jouait un rôle dans la scène politique. Elle pouvait être une personnalité politique ou alors influencer les hommes politiques comme le dit Aristote : « *Les Lacédémoniens n'ont pu échapper à cette condition générale ; et, tant que leur puissance a duré, leurs femmes ont décidé de bien des affaires* »[59] Les enjeux sociopolitiques ont influencé le système organisationnel de Sparte c'est pour cette raison qu'elle eut quelques différences avec la cité rivale Athènes.

III- LA VIE POLITIQUE DE SPARTE.

Bien que Sparte ait donné plus de valeur à la formation militaire, elle eut également une vie politique intense et diversifiée. Les réalités intérieures et extérieures contribuèrent à l'institution des principes et des pratiques politiques. En effet, Sparte n'échappa pas à l'influence sociopolitique traditionnelle. Ainsi, la monarchie fut le seul véritable régime politique qui fut établi et qui géra toutes les menaces sécuritaires et les problématiques de développement de l'époque. Le Roi fut l'une des autorités présidaient à la destinée de la cité. Sparte ne connut pas l'évolution des régimes car l'influence et l'emprise royale furent profondément enracinées dans les mœurs populaires. C'est pourquoi le seul régime politique spartiate fut la monarchie ou précisément la royauté militaire où l'aîné succédait à son père. Cependant, cette royauté présentait à la fois des éléments de l'oligarchie, de la tyrannie et de la démocratie. Ainsi, le régime politique spartiate fut assez singulier en raison de sa structure hétérogène et de son fonctionnement. L'examiner minutieux des pratiques politiques de Sparte est nécessaire afin de mieux cerner ses caractéristiques et son fonctionnement.

III.1. LA GOUVERNANCE POLITIQUE SPARTIATE

Le gouvernement spartiate était une royauté. En effet, Sparte fut administré par deux rois, généralement opposés pour exercer un contre-pouvoir afin d'éviter les débordements

[58]*Ibidem*. p.37
[59]*Ibidem*. P.38.

auxquels se livraient les monarques de l'antiquité. C'est la raison pour laquelle les rois de Sparte assumèrent les pouvoirs essentiellement militaires et religieux. Ils exerçaient collégialement ces pouvoirs et pouvaient mener des expéditions militaires dans l'intérêt de la cité. Á côté de ce pouvoir militaro-religieux on retrouvait deux assemblées garantes du pouvoir politique. La première assemblée et la plus importante instance était celle des éphores. Les éphores étaient chargés de veiller sur la vie sociale. Leur pouvoir de juger les institutions et les citoyens leur conférait une grande autorité. Les Ephores provenaient des classes inférieures de la cité qui étaient constituées généralement des prolétaires. Aristote disait alors : « *L'institution des Éphores […] Bien qu'ils forment la première et la plus puissante des magistratures ; tous sont pris dans les rangs inférieurs des Spartiates. Aussi est-il arrivé que ces éminentes fonctions sont échues à des gens tout à fait pauvres, qui se sont vendus par misère* »[60]L'entrée dans la classe des Ephores était conditionnée par la voie des élections.

La deuxième assemblée et la troisième instance politique était le sénat. Constituée d'une minorité de personnes ayant plus de soixante ans, cette magistrature était chargée d'assister les rois dans les délibérations politiques. Appelée gérousie, les candidats étaient élus à vie et par acclamation à l'assemblée. Deux conditions principales étaient exigées pour en être membre : l'âge et les vertus morales. Tout membre du sénat devait être d'un âge mur et présenter les valeurs de mérite et de vertu. Autrement dit, le sénat était constitué de vieillards à cause de leur maturité et de leur sagesse. Car, le mérite et la vertu étaient indispensables dans la conduite administrative de la cité. Alain Fouchard disait à cet effet :

> *Si l'élégie mérite le titre d'eunomia, ce n'est pas tant à cause de son contenu institutionnel objectif, qui règle le déroulement de l'Assemblée, qu'à cause du commentaire qui l'accompagne […] Ce commentaire montre la prééminence que les rois et les gérontes entendent exercer sur le démos [...] L'eunomia Spartiate apparaît donc non seulement comme une redistribution du pouvoir de délibérer et de décider, qui satisfait les revendications du peuple, mais aussi et surtout comme un accord entre les rois, les gérontes - l'aristocratie – et le peuple sur ce qui est beau et juste.*[61]

Les sénateurs devaient également présenter des vertus militaires certaines parce qu'ils devaient inspirer confiance et être des modèles de courage et de discipline. C'est pourquoi ils furent désignés pour préparer les lois, pour juger les rois et pour disposer du véto à l'assemblée. Ces magistrats ne rendaient compte à personne. Les jeunes ne pouvaient être élus

[60]*Ibidem*. P.39

[61] Fouchard, Alain, *Aristocratie et démocratie : Idéologies et sociétés en Grèce ancienne*, Besançon : Université de Franche Comté, pp. 5 à 526 (Annales littéraires de l'Université de Besançon, 656), 1998, p.158.

à cette auguste institution parce qu'ils devaient acquérir les vertus nécessaires à l'art militaire et politique. On retient finalement que le pouvoir politique spartiate était reparti de manière à inclure toutes les couches sociales. De la sorte, la monarchie spartiate garantissait la stabilité, la cohésion et la longévité comme le faisait remarquer Aristote : « *On doit avouer cependant que cette magistrature peut donner au gouvernement de la stabilité. Le peuple reste calme, quand il a part à la magistrature suprême* »[62]. En somme, la gouvernance monarchique de Sparte était structurée pour favoriser, non seulement l'adhésion de tout le peuple, mais aussi et surtout leur implication effective dans la gestion des affaires publiques.

En tout état de cause, les délibérations politiques devaient être approuvées par les deux assemblées pour qu'elles deviennent exécutoires. Car, la satisfaction du peuple était une exigence incontournable dans les délibérations. Cette influence populaire traduisait à suffisance sa prééminence dans la vie politique. Les délibérations, bien que revenant à une minorité, prenaient nécessairement en considération le bien-être de tous et de chacun. De sorte que les résultats obtenus n'étaient que la manifestation de la volonté générale. C'est cette organisation et ce fonctionnement politique qui ont poussé à parler d'un régime politique complémentaire, c'est-à-dire celui qui puisait ses éléments constitutifs de tous les autres régimes politiques : oligarchie, tyrannie, royauté, démocratie. Cette présentation de l'organisation politique de Sparte permet d'identifier la cohésion interne qui y régnait et son efficacité politique. Mais s'il est vrai que l'objectif fut la sécurité, la prospérité, l'intégration, la considération et le bien-être de toutes les classes sociales et de tous les citoyens, peut-on véritablement dire que cette organisation politique a pu garantir l'épanouissement des citoyens, la stabilité et l'efficacité politique ? En d'autres termes, le régime politique spartiate peut-il être considéré comme étant le meilleur de tous ?

III.2. EXAMEN CRITIQUE DE L'ORGANISATION POLITIQUE DE SPARTE

L'organisation et le fonctionnement politiques de Sparte avaient certainement des lacunes, des failles et des menaces pour sa stabilité, son efficacité et sa prospérité. Parmi les handicaps qui ressortaient de la royauté spartiate, nous pouvons identifier l'impossibilité des rois à jouir d'un pouvoir politique effectif et autonome. Car, ils étaient réduits aux fonctions militaires et religieuses. Le domaine politique revenait aux assemblées. Les rois étaient des figurants politiques et subissaient de ce fait la dictature des deux assemblées. On peut dire qu'il s'agissait des rois militaires et non pas politiques. Ils étaient par conséquent vulnérables

[62] Aristote, *La politique*, *op.cit*. p.39.

dans des questions politiques. Aristote disait alors : « *La puissance illimitée, et l'on peut dire tyrannique, des Éphores a contraint les rois eux-mêmes à se faire démagogues* »[63]En effet, les rois devaient trouver des moyens pour séduire les Ephores et les sénateurs afin d'obtenir des faveurs personnels ou pour faire passer des projets militaires. Les rois spartiates ne jouissaient pas du pouvoir politique mais ils étaient sous le joug des deux assemblées.

Une autre menace était la constitution du sénat. Ce dernier était formé exclusivement des vieillards, plus précisément des hommes qui avaient plus de soixante ans et qui occupaient cette fonction toute leur vie. En d'autres termes, les sénateurs n'avaient aucune crainte d'être soit remplacé, soit destitué, cette fonction leur revenait à vie. Or, confier éternellement le sort de la cité aux mêmes citoyens devient dangereux tant bien pour les concernés que pour la cité. Car, ceux-ci s'exposent à la corruption, à la suffisance, à l'arrogance et même à la complaisance. C'est la raison pour laquelle Aristote déclarait :

> *L'institution du sénat est fort loin aussi d'être parfaite. Composée d'hommes d'un âge mûr et dont l'éducation semble assurer le mérite et la vertu, on pourrait croire que cette assemblée offre toute garantie à l'Etat. Mais laisser à des hommes la décision de causes importantes, durant leur vie entière, est une institution dont l'utilité est contestable; car l'intelligence, comme le corps, a sa vieillesse.*[64]

Si l'âge d'accès au sénat était indiqué, il aurait fallu indiquer celui par lequel on devait cesser d'exercer ces fonctions. Car, toute activité exige des bornes, et l'on ne saurait indéfiniment réaliser avec succès la même œuvre avec la même efficacité. La réalité est qu'une telle assemblée faite d'hommes âgés constituait une véritable menace à l'efficacité et à la pertinence politique. On peut aussi présumer que cette assemblée ne pouvait pas apprécier toutes les réalités de toutes les sensibilités politiques, en raison de l'écart d'âge et même du conflit générationnel et de la dynamique des préoccupations sociales qui ne pas forcément en adéquation avec les époques, car les exigences sociopolitiques sont dynamiques et même contingentes. En d'autres termes, il y a incontestablement des intérêts, des défis et des préoccupations générationnelles qui ne peuvent être abordés, ni résolus avec la même pertinence par la même classe sociale. Chaque génération a ses perceptions, ses attentes, ses projets qui sont eux-mêmes influencés et motivés par les réalités sans cesse nouvelles. Mais le principe adopté par Sparte pour la structuration de son sénat était un choix politique pour réaliser et maintenir l'équilibre sociopolitique de la cité. Or, nous pouvons penser que la succession de générations coïncide nécessairement avec la succession des défis et des

[63]Aristote, *Ibidem*. p.39
[64]*Ibidem*. Livre II, chap. VI.

préoccupations. Du coup chaque génération ne se préoccupe que de des réalités qui s'imposent à elle et pour lesquelles elle ne peut être insensible parce qu'elles déterminent son existence et son histoire. Par ailleurs, cette magistrature de la classe adulte excluait le principe de l'alternance et de l'implication des autres couches sociales dans les débats de cette institution. Ce quadrillage politique se préoccupait plus du contentement d'une classe que de l'efficacité politique.

De toute évidence, une organisation politique qui donne la primauté et la prééminence à une classe sociale fonde une oligarchie qui, de ce fait, devient une dictature. L'exclusion de certaines classes de la vie politique ne favorise pas l'harmonie sociale, ni l'efficacité politique. Dans sa forme et dans son fonctionnement, une telle organisation politique jette les bases de sa propre destruction à cause des divisions et des discriminations sociales qui donnent généralement le sentiment de ségrégation illégitime. Car, faire des uns des acteurs incontestés et incontestables de la vie politique et réduire les autres au simple statut de spectateurs politiques donne lieu à un antagonisme qui, tôt ou tard, donnera naissance aux conflits difficiles à juguler. Hérodote analysait la vie de Sparte en ces termes :

> *Otanès engagé à remettre à la disposition de tous les Perses la direction des affaires ; il disait : « Comment la monarchie serait-elle chose bien ordonnée, quand il lui est loisible, sans avoir de comptes à rendre, de faire ce qu'elle veut ? [...]Au contraire, le gouvernement du peuple [...] porte le plus beau de tous les noms : l'isonomie. Puis il n'y fait rien de ce que fait le monarque : on y obtient les magistratures par le sort, on y rend compte de l'autorité qu'on exerce, toutes les délibérations sont soumises au public. J'opine [...] que nous élevions le peuple au pouvoir ; car c'est dans le nombre que tout réside».*[65]

Une autre critique peut être ajoutée aux précédentes. Encore appelée "*Ephores*", la première classe des magistrats était constituée des personnes issues de la classe inférieure : les pauvres et des personnes moins éclairées. Ces derniers constituaient la première et la plus puissante magistrature de Sparte. Ils jouissaient de grandes prérogatives : ils jugeaient les rois, votaient les lois et ils avaient le contrôle absolu de la vie politique de la cité. Mais la faiblesse tenait du fait que ces magistrats n'avaient aucune qualification intellectuelle ou politique, mais ils étaient élus à cause d'une disposition sociale qui attribuait ces droits à la classe inférieure afin qu'elle fût impliquée dans la vie politique. Ce principe qui recherchait certainement la cohésion et la concorde sociales a néanmoins des conséquences politiques. En effet, en raison de leur pauvreté, ces derniers étaient corruptibles et pouvaient d'une certaine

[65] Hérodote, *Histoire*, Livre III, Traduction nouvelle avec une introduction et des notes par P. Giguet, Paris, Librairie de La Hachette et C", 1864.

manière vendre leur droit afin de gagner certains avantages matériels. De plus, cette élection de personnes de classe prolétaire était défavorable à la politique parce qu'elles pouvaient s'appuyer sur leurs attributions pour favoriser ou défavoriser un tiers, soit pour leurs intérêts égoïstes, soit encore pour satisfaire un particulier. Á bien examiner, les pauvres sont assez vulnérables en raison de leur dénuement matériel et, devenus des proies faciles, ils constituent des dangers pour la vie de la cité. Ce qui est aussi incommode c'est l'absence de conditions logiques, rationnelles et objectives pour accéder aux fonctions de magistrats. Or, cette fonction exige la culture de l'esprit pour raisonner, pour remettre en question, pour examiner et pour proposer des idées et ne pas être un simple figurant. Un magistrat non éclairé n'aura pas l'influence que peut exercer un magistrat cultivé et avisé. Une telle organisation de la vie publique expose la cité à de nombreux dysfonctionnements constitutionnels et même institutionnels. S'il est vrai que c'est une organisation qui peut contribuer à la stabilité de la cité, il est tout aussi évident qu'une structuration qui regroupe des citoyens moins avisés est à l'origine de désordres et des échecs politiques. Il convient de reconnaitre aussi que les médiocres n'ont aucun apport objectivement positif dans la gestion des affaires politiques. C'est cette mauvaise organisation de la vie publique qui a fait dire à Aristote que :

> *L'institution des Éphores est tout aussi défectueuse. Bien qu'ils forment la première et la plus puissante des magistratures; tous sont pris dans les rangs inférieurs des Spartiates. Aussi est-il arrivé que ces éminentes fonctions soient échues à des gens tout à fait pauvres, qui se sont vendus par misère […] Quelques hommes gagnés par argent ont, autant du moins qu'il fut en leur pouvoir, ruiné l'Etat. La puissance illimitée, et l'on peut dire tyrannique, des Éphores a contraint les rois eux-mêmes à se faire démagogues.*[66]

La répartition des tâches dans la cité spartiate était particulière, parce qu'elle reposait sur des conditions traditionnelles et culturelle. Cependant, la vie politique était partagée entre toutes les couches sociales dont les principaux acteurs furent des hommes âgés et des citoyens pauvres issus de la basse classe. Or, ces deux classes présentaient des lacunes : l'une était la faiblesse due au poids de l'âge, l'autre était affaiblie par sa pauvreté matérielle. Cette structuration des charges publiques prédisposait la cité à la corruption et à la médiocrité. Les décisions qui en découlaient n'étaient nécessairement pas efficaces ou révolutionnaires mais elles recherchaient le contentement général. C'est pourquoi le constat qui en ressort c'est que cette institution politique a été faible et imparfaite.

[66] Aristote, *La politique*, *op.cit*. p.39.

En somme, l'organisation et le fonctionnement de la vie publique spartiate obéissaient aux principes traditionnels et culturels de leur temps. L'influence traditionnelle et temporelle avait déterminé la hiérarchie sociale. De la définition du statut de citoyen au fonctionnement des institutions, la cité spartiate s'était inspirée de sa tradition et c'est la raison pour laquelle la vie politique de la cité était fondée sur la cohésion et la stabilité de la cité. Il en découle que Sparte avait multiplié des pratiques qui nous font dire que toute société se détermine par ses choix liés aux influences intérieures et extérieures qui peuvent également devenir des arguments pour une meilleure expression politique. Néanmoins, ces institutions politiques ont soutenu l'idéologie guerrière de Sparte qui fut elle-même alimentées par le désir d'asseoir définitivement et totalement son hégémonie militaire, politique et économique. Le vœu le plus constant de Sparte était de dominer les cités rivales à l'exemple d'Athènes, de Thèbes ainsi que d'autres petites cités voisines afin de devenir la cité référentielle et dominante. Cette ambition a conduit Sparte à développer et à promouvoir l'aspect militaire. Il en ressort qu'au cœur de toutes les initiatives de la vie sociopolitique spartiate telles que le domaine politique, éducatif, économique et culturel, la volonté de puissance constituait l'âme de l'idéologie de cette cité. Mais ses défaillances politiques ne lui ont pas permis de réaliser ses desseins. Car, elle a été affaiblie par les nombreuses guerres qu'elle avait soutenues. Nous pouvons retenir que la recherche de gloire a aussi été le motif de la déchéance spartiate. Mais au-delà de ces dysfonctionnements, on note un véritable dynamisme politique qui avait conduit Sparte vers le progrès parce qu'elle s'était alliée avec les cités voisines. S'il est vrai que la cité spartiate a présenté de nombreuses lacunes et de nombreux défauts, nous pouvons retenir que cette cité a pu et a su se construire graduellement pour accéder à une gloire militaire. Cependant, il convient de relever que l'organisation et le fonctionnement politique en trois institutions séparées de la cité spartiate avait favorisé l'équilibre et le contrôle de l'action politique. Ces dispositions administratives furent des aspects positifs qui ont favorisé le bien-être des hommes en particulier et ont enrichi la science politique en général.

En résumé, les cités grecques antiques nous ont permis de cerner les nombreuses et diverses pratiques qui ont justifié les révolutions récurrentes qu'elles ont connues. Car les inégalités en droit et les injustices qui avaient cours à cette époque ont été des facteurs des dynamiques politiques qui ont été réalisées. Et effet, ces sociétés étaient confrontées aux exigences populaires sur le plan interne, mais aussi aux menaces extérieures. Ce qui avait donné l'impératif d'asseoir à l'intérieur une assise sociale qui assure une réelle solidité politique qui était nécessaire pour affronter les menaces extérieures. Si nous nous sommes

limités aux cités d'Athènes et de Sparte, il s'agissait d'analyser l'organisation et les pratiques politiques de ces cités grecques de l'antiquité afin d'identifier les conditions de vie humaine et sociopolitique qui furent les cités grecques de l'antiquité, et comprendre si l'idée de meilleure gouvernance était une réalité ou si elle est demeurée une quête inlassable. Au final, nous retenons que la vie politique de ces cités grecques n'avait pas été absolument meilleure. Toutefois, leurs organisations et leurs pratiques irrationnelles et immorales ont provoqué des transformations structurelles et organisationnelles qui, plus tard, ont généré l'histoire originale et spécifiquement attrayante de la Grèce. Et la suite démontre que le désordre peut être un catalyseur de réformes et de progrès. Au point où nous pouvons conclure qu'un fait politique négatif ne doit pas conduire au pessimisme, il peut aussi avoir un revers positif, profitable aux sociétés humaines. La politique n'est pas statique, elle n'est pas monotone, au contraire, elle est une dialectique permanente qui conduit vers le mieux-être, vers le meilleur et la perfection.

IV- LES ÉVENEMENTS FÉDÉRATEURS DES CITÉS GRECQUES

Les faiblesses des cités grecques de l'antiquité ont conduit à la politique des alliances. Les guerres furent légion. Vers 500 av. J.C, un événement majeur déclenchait l'amélioration du climat sociopolitique entre les cités grecques : Les guerres médiques. En effet les Perses qui menaçaient d'envahir et d'annexer plusieurs cités de la Grèce antique leur ont fait prendre conscience d'une part de leur faiblesse numérique et militaire, et d'autre part de la nécessité de leur coalition pour leur survie. Sparte et Athènes qui étaient jusque-là des ennemies, mettaient en veilleuse leurs différends pour repousser l'envahisseur Perse. Ces batailles ont favorisé la participation active des populations qui ont défendu avec leurs cités avec dévouement et courage. Ils parvinrent à repousser la redoutable armée Perse. Désormais, les citoyens devinrent indispensables dans les expéditions militaires. C'est ce qui disposa plus tard ces guerriers à revendiquer plus tard la participation dans la prise des décisions politiques parce qu'ils estimèrent avoir un apport significatif dans les choix politiques de la cité. Ce qui avait abouti à la diminution de l'influence exagérée et prépondérante de l'autorité des gouvernants. Par conséquent, Périclès qui accéda au pouvoir amorça des réformes au profit du peuple. Désormais, riches et pauvres, participèrent à la vie politique et purent également devenir magistrat : ce fut la naissance de la démocratie.

De tout ce qui a été dit, il ressort que les cités grecques ont fait l'expérience de la guerre. Mais ils ont pu construire des alliances indispensables à la stabilité et à l'essor

politique, économique et social. De la monarchie à la démocratie, il y a certainement eu des luttes, des révolutions, des révoltes, bref des batailles sanglantes qui ont à chaque fois donné naissance à une organisation politique nouvelle. Toutes ces formes de pouvoirs politiques furent rendues possibles par des circonstances, par des événements endogènes et exogènes. Chaque système fut mis en place grâce au concours des réalités locales ponctuelles. Nous pouvons dire que chaque régime politique fut la réponse que les hommes apportèrent pour résoudre des problèmes ponctuels qui menaçaient leur existence et leur histoire. Ces hommes ont su se servir des préoccupations et des défis qui se dressaient devant eux pour construire des régimes politiques et des pratiques politiques différentes et même révolutionnaires. Par conséquent, chaque régime était motivé par une idéologie particulière, soit celle de l'enrichissement avec les monarchies ou celle de la domination par l'aristocratie, celle de l'exploitation avec la tyrannie ou tout simplement celle de l'idéologie de l'égalité et des libertés avec la démocratie.

Les peuples grecs de l'antiquité ont rendu opérationnels des régimes politiques qui ont eu un impact sur la vie des grecs. Les révolutions politiques recherchaient la prise en compte des aspirations des citoyens à la liberté et au respect de la vie humaine. Nous pouvons aussi relever que les sociétés grecques primitives ont connu des entorses politiques réelles, mais de ce climat délétère, avait jailli la constante préoccupation et une volonté manifeste des citoyens de chercher le meilleur régime politique indispensable à la réalisation et à la préservation des meilleures conditions de vie des hommes et des peuples et à la préservation la dignité humaine. D'où les nombreux rebondissements sociopolitiques qui ont marqué les cités grecques de l'antiquité. De ce fait, nous retenons la ferme résolution des hommes grecs à réaliser un idéal qui devait obéir à leurs aspirations. C'est pourquoi au sein même de la primitivité humaine, s'était manifestée la recherche du meilleur, même s'il n'est pas absolu, néanmoins nous remarquons que les citoyens de la Grèce antique ne se sont pas contentés d'une gouvernance d'oppression. Ils ont su rejeter à chaque fois ce qui compromettait leur bien-être. En d'autres termes, les collectivités à l'intérieur des cités ont toujours recherché les conditions de vie de l'homme grec : l'intérêt général où tous pouvaient s'exprimer valablement et avec égalité. Ainsi, l'expérience politique des cités grecques de l'antiquité fut celle de la dénonciation, de la condamnation et du rejet l'exploitation humaine, de la domination, de l'instrumentalisation des peuples.

Somme toute, les nombreux conflits qui ont décimé les cités grecques anciennes ont été alimentés, non seulement par le refus et le rejet populaire de la domination et de

l'exploitation, mais aussi et surtout parce que les citoyens ont été motivés par la recherche d'une meilleure expression politique et d'une meilleure considération de la vie humaine. Ainsi compris, la quête de la meilleure gouvernance s'inscrit dans la genèse des organisations politiques. Les peuples grecs ont construit une trajectoire politique spécifique dont la finalité fut de trouver une organisation et un fonctionnement politiques propres à ses aspirations sociopolitiques. La Grèce de l'antiquité est le berceau de la civilisation politique et de la science politique. On retient des cités grecques que la politique est une œuvre à parfaire, elle invite à l'autodétermination, à l'autocréation permanente ; la politique doit toujours être repensée, corrigée et réorganisée pour un devenir toujours transcendant. La politique se construit localement, elle ne se transfert pas en tant que solution magico-religieuse et universelle à laquelle tous les Etats seraient assujettis. Dans la Grèce antique, la principale motivation fut la recherche du bonheur qui dépendait des conditions politiques. Les nombreuses révolutions politiques visaient à introduire les hommes dans une meilleure organisation politique. Si les systèmes politiques antérieurs ont été instables, c'est parce qu'ils n'ont pas réalisé le bonheur absolu de tous les hommes. Mais ils ont finalement conduit les cités grecques à construire des formes politiques qui constituent aujourd'hui un réel et vaste héritage politique.

De ce fait, l'histoire Grecque est celle qui a influencé l'organisation et le fonctionnement politique du monde ; une histoire qui donne la priorité à la recherche permanente et continue de la meilleure structuration et articulation politique pour une meilleure expression de tout homme. Nous ne saurions réduire cette histoire aux simples crises politiques, mais plutôt à la nécessaire et légitime recherche d'une meilleure gouvernance où chacun fut estimé et valorisé. Thucydide commentait ainsi la vie épanouie de la cité grecque :

> *Pour la vie publique, les origines sociales comptent moins que le mérite, sans que la pauvreté puisse contraindre quiconque serait capable de rendre service à la cité à y renoncer à cause de l'obscurité de son rang […] On écoute ceux qui se succèdent aux magistratures, on écoute les lois, et tout spécialement celles qui sont établies pour la protection des victimes et ces lois non écrites auxquelles s'attache un respect unanime.*[67]

[67] Thucydide, *La guerre du Péloponnèse*, II, 37, traduction J. de Romilly, Paris, Les Belles lettres, 1961, p.37.
Nous pouvons retenir des analyses de Thucydide trois faits majeurs qui ont influencé la vie sociale et politique :
1-Les origines sociales : elles établissaient la hiérarchie dans les cités grecques antiques. Les descendants de parents grecs jouissaient des privilèges sociaux et surtout politiques. De même certaines tribus étaient plus considérées par rapport aux autres. Il y avait une discrimination tribale qui influençait le jeu politique.
2-L'obéissance à l'autorité : elle était une exigence fondamentale compte tenu du statut encore archaïque et traditionnel des structures sociales et politiques de l'antiquité.

IV.1. LES MUTATIONS POLITIQUESDES CITES GRECQUES.

Le rayonnement des cités grecques avait exigé des efforts constants. Car la Grèce avait connu plusieurs crises qui ne présageaient pas un essor politique. Elle a connu plusieurs régimes politiques. On peut citer : la monarchie, l'oligarchie, la tyrannie et la démocratie. Cette dynamique politique ne s'est pas réalisée d'elle-même ; elle n'a pas été importée, mais c'est plutôt par des raisons endogènes que l'on a connu ce dynamique pluri-systémique. Autrement dit, c'est la volonté propre des citoyens des cités grecques qui les a disposés à rechercher un idéal qui fut en mesure de répondre à leurs attentes. Ainsi, le levier qui a été le plus en vue c'est la volonté de chacun de se libérer des formes d'exploitation variées qui furent indiscutablement à l'origine des souffrances des peuples. Au point où nous pouvons tout simplement relever que la Grèce a fait l'expérience des rebondissements politiques et sociaux qui ne sont pas absolument des échecs politiques, mais ils favorisèrent plutôt une réorganisation et une restructuration de la société. Car l'évolution donnait quelques satisfactions que les moments précédents. Il ne s'agissait pas d'un pouvoir uniformément continu, mais d'une succession de formes politiques qui, sereinement et dialectiquement, ont construit la culture politique grecque et ont enrichi les civilisations humaines. Une trajectoire qui a connu plusieurs rebondissements ponctués par diverses formes politiques, mais à la seule différence que ces dernières étaient initiées et réalisées par la seule volonté des hommes grecs. La réalité constante que l'on retient de ces révolutions politiques c'est l'insatisfaction populaire qui disposa les citoyens grecs à rechercher davantage le cadre politique qui fût meilleur, capable de réaliser leur bien-être. Une vie politique en perpétuelle mutation traduisait, à n'en point douter, une insatisfaction populaire d'une part et d'autre part une humanisation progressive dans les rapports sociopolitiques. Autrement dit, les changements politiques traduisaient la dénonciation et la volonté de transcender les conditions de vie d'une époque pour instituer un ordre nouveau et supérieur, un ordre beaucoup plus légitime, humain et hominisant. Les Grecs ont su influencer le domaine politique pour se préoccuper manifestement de l'intérêt général. On peut retenir de cette trajectoire historique de l'antiquité grecque que la vie politique n'est jamais close ni achevée, elle est sans cesse rebondissante, toujours en perpétuel devenir, elle est une œuvre en construction et particulièrement une action d'auto-construction et jamais une donnée imposée de l'extérieur. Car, les aspirations

---

3-L'autorité des lois : elles étaient inaliénables, donc s'imposaient à tout le tissu social. Elles réglementaient la vie de la cité. Ces lois étaient en réalité le reflet d'une organisation encore traditionnelle. Mais il y avait également des lois non écrites qui donnaient lieu aux nombreuses dérives et débordements des gouvernants. En un mot les analyses de cet auteur présentaient une cité à l'état embryonnaire, une cité qui cherchait ses repères logiques, rationnels et politiques.

des hommes varient en fonction des circonstances, des domaines et des époques. Il apparait que la spécificité humaine est de se donner un espace politique, des principes et des valeurs. C'est pourquoi les sociétés humaines sont dynamiques voire transcendantes. C'est aussi l'une des raisons pour lesquelles un événement politique préjudiciable peut donner lieu à une pratique novatrice, à une organisation plus élaborée. La Grèce fit cette expérience positive et humaine du progrès politique et institutionnel ; elle connut des successions politiques qui impactèrent la vie organisationnelle et humaine. S'il est vrai que toutes les cités n'ont pas connu la même histoire des régimes politiques, il faut reconnaitre que toutes certaines d'entre elles se sont construites au prix des efforts et des sacrifices pour réaliser leurs aspirations à l'institution des meilleures expressions politiques. Les transitions politiques ont été opérées de manière progressive et significative afin que les institutions politiques plus humaines soient réalisées. Ces diverses mutations sociopolitiques de l'antiquité grecque furent motivées par la recherche inlassable du meilleur cadre politique. Cette légitime problématique détermina les cités grecques de l'antiquité et fut à l'origine de la construction permanente de la vie politique afin de réaliser un modèle politique plus adapté aux aspirations des hommes et des époques.

Nous pouvons retenir de ces analyses que la politique est un chantier en construction permanente. Les révolutions constituent le moteur incontestable de la dynamique politique. De l'oligarchie à la démocratie, le parcours politique grec fut long, jonché d'embuches mais riche en enseignements. La constante mobilisation populaire initiée aux premières heures de la monarchie athénienne a conduit à l'institution de la démocratie. Faut-il penser que la recherche du meilleur régime politique a atteint son point de chute par la démocratie ? Sinon, faut-il admettre que la préoccupation politique de la meilleure gouvernance politique demeure actuelle et sans cesse préoccupante ?Or, si la dignité humaine est l'un des fondements et la finalité des recherches politiques, il s'agit de retenir que chaque génération est influencée par des exigences de son époque. Par conséquent, les époques qui ont suivi l'antiquité grecque peuvent-elles prétendre se dérober de la problématique du meilleur régime politique ? Le rejet de l'exploitation et de la domination des uns par les autres, la volonté manifeste de promouvoir l'égalité de droits de tous et d'instaurer la véritable justice ne constituaient-ils les préoccupations sociopolitiques des générations suivantes ?

En définitive, nous pouvons retenir que la politique est influencée par des réalités endogènes et exogènes. Aucune organisation politique ne s'impose aux hommes d'elle-même ; elle est le résultat d'une combinaison de circonstances et d'événements précis. Chaque structure politique devait résoudre des problèmes précis ; elle doit répondre aux

attentes du temps et des hommes. C'est pourquoi l'oligarchie fut introduite parce qu'il fallait rompre avec l'autoritarisme de la monarchie ; tout comme la démocratie répondit aux attentes et aspirations que l'oligarchie ne pouvait réaliser. Les différents régimes politiques que la Grèce a connus reflétaient l'évolution des besoins des hommes et des événements de cette époque. Ainsi compris, est-il possible d'évoquer l'idée du meilleur régime politique dans la Grèce antique ? Si oui, lequel des différents régimes politiques peut être qualifié de meilleur ? Néanmoins, ce que nous retenons de l'histoire politique de la Grèce antique, c'est que l'évolution des cadres politiques a été rendue possible par la volonté humaine. Pour le cas précis de la Grèce ancienne, nous retiendrons que la domination, l'exploitation des hommes ainsi que les injustices commises à leur endroit motivèrent les changements de régimes politiques. Le pouvoir arbitraire et injuste a poussé les citoyens à rechercher une meilleure organisation politique. Cette volonté d'accéder à l'égalité de droits et au droit positif anima les convictions des citoyens, d'où les mouvements permanents de soulèvements populaires et de revendications permanentes. La Grèce a fait l'expérience des réformes politiques, mieux elle a été à la genèse des révolutions politiques. Dès lors, quelle conclusion devons-nous retenir de cette effervescence politique ? Autrement, si la démocratie a été le dernier régime politique, faut-il en conclure qu'elle fut le meilleur régime de tous ?

CONCLUSION DU CHAPITRE

L'organisation sociale, les structures et le fonctionnement politique des cités grecques de l'antiquité présentaient de nombreuses lacunes qui suscitèrent des contestations récurrentes, des mécontentements populaires et provoquèrent des mouvements révolutionnaires permanents. Les considérations traditionnelles et la constitution rigide des classes sociales ont généré des inégalités de droits et des injustices. Par conséquent, la citoyenneté fut l'exclusivité d'une minorité d'individus dont l'hérédité biologique grecque fut certaine. Ceux-ci, en vertu de leur statut, dominèrent l'ensemble du peuple constitué de femmes, d'étrangers et des esclaves. Cette configuration sociale et son fonctionnement furent bénéfiques aux uns et préjudiciable aux autres. Elles générèrent l'idéologie de l'exploitation et de domination. Cependant, le fonctionnement politique présenta de nombreuses défaillances. Ainsi, au lieu de trouver les moyens pour affranchir les hommes et établir le droit positif comme principe normatif des conduites humaines et des institutions politiques, les régimes politiques qui furent réalisés maintinrent et même renforcèrent la vulnérabilité des basses classes sociales. Au lieu d'être des outils de réformes sociopolitiques, chaque régime devint plutôt un instrument d'exploitation et de domination des faibles. Les analyses faites plus haut ont relevé que chaque régime politique a été la concrétisation de chaque idéologie. La monarchie, la dictature et la tyrannie obéissaient à l'idéologie de domination et de l'exploitation parce que l'économique a plus considéré. Ce qui suscita des inégalités et des injustices que les peuples ont subies. Ainsi, loin d'être inspirés par la volonté de produire un cadre et une organisation qui accomplissent la stabilité, la sécurité et l'épanouissement de tous les hommes, ces régimes politiques ont plutôt défendu des intérêts égoïstes pour l'auto-exaltation. La démocratie qui fut instituée par l'idéologie de l'égalité de droits et de justice avait néanmoins favorisé le renouveau du climat sociopolitique de la Grèce antique.

En somme, la vie sociopolitique des cités grecques antiques a été une vie de luttes, de revendications et de conquêtes de l'égalité des droits politiques des hommes. La recherche du profit et des honneurs personnels a impacté les cités de l'époque. De plus, les nombreux conflits militaires ont aussi été un levier important dans l'effondrement et la construction des régimes politiques. Car le peuple recherchait la sécurité et les conditions d'une meilleure existence. Les différentes révolutions politiques des cités grecques de l'antiquité témoignent à suffisance de la volonté et de la détermination des hommes à fonder des organisations et des pratiques politiques qui favorisent leur existence et leur épanouissement. Il ressort de nos analyses que l'homme est un être de progrès, celui qui construit librement son cadre de vie et

son fonctionnement. Les conditions défavorables deviennent des motivations pour réaliser le meilleur qui relève du génie proprement humain. Le négatif devient un préalable pour convoquer et réaliser le positif. Dans la politique en effet, chaque fait peut conduire, soit à la destruction, soit à la construction et au progrès. Mais le fait remarquable c'est que l'homme est le véritable agent de transformation ; il œuvre pour l'auto-transformation et pour la transformation de son environnement.

Si les cités grecques de l'antiquité ont connu des bouleversements et des renversements de régimes, leur histoire démontre qu'elles n'ont pas atteint l'idéal de perfection. Mais toutes ces défaillances, toutes ces situations et tous ces événements qui ont été le fondement et la motivation des mutations politiques des cités grecques ont participé à la prise de conscience des hommes grecs pour la conquête et la construction permanente de leurs milieux de vie. Cependant, si les cités grecques de l'antiquité vivaient d'éternels rebondissements politiques et si les rivalités et les luttes les opposaient, quelle fut l'apport des théories politiques des penseurs antiques dans la normalisation et la valorisation des milieux et des pratiques politiques de leur époque ? En d'autres termes, les réflexions et les conjectures politiques des hommes de l'antiquité ont-elles proposé des meilleurs régimes politiques ? Peut-on tout simplement réduire les révolutions sociopolitiques de la Grèce ancienne au simple rejet de domination ? En d'autres termes, si nous avons identifié plusieurs régimes politiques dans les cités grecques anciennes, quelle était la contribution de la philosophie politique ?

Le prochain chapitre se préoccupe des motifs et de la finalité ultime qui ont justifié les différentes révolutions politiques des cités grecques. Cette investigation nous permettra d'identifier les éléments de réponse à la problématique du meilleur régime politique qui fait l'objet de notre recherche.

CHAPITRE III : LES RÉVOLUTIONS POLITIQUES DES CITÉS GRECQUES DE L'ANTIQUITE

Les cités grecques de l'antiquité ont fait l'expérience de plusieurs gouvernances politiques. Mais chacune fut rejetée et transcendée parce qu'elles n'offraient pas aux peuples les meilleures conditions de vie. Ces effervescences politiques internes ont agité chaque régime politique. Et cette insatisfaction permanente des populations fut à l'origine de la dialectique politique qui, à chaque fois, déstructurait les cités concernées pour une nouvelle organisation. Le fondement et la finalité de ces révolutions politiques furent le rejet de la domination, de l'exploitation, des inégalités de droits et des injustices afin d'instituer une organisation qui valorisa tout homme, celle qui offrit aux hommes les meilleures conditions de vie. Cependant, les différentes luttes que nous avons examinées nous ont montré que les gouvernants et les gouvernés furent les seuls et véritables acteurs du jeu politique. Or, ces différentes batailles et révolutions politiques n'ont pas été menées uniquement avec des armes mais surtout avec la volonté et les convictions politiques. Plusieurs domaines de la vie ont joué un rôle déterminant dans la quête d'une meilleure organisation politique. Ces influences étaient militaires, économiques, littéraires et philosophiques. Autrement dit, les penseurs politiques de la Grèce antique ont participé à la réalisation progressive d'un espace, d'une organisation et d'une gestion politiques qui fut au service de tous les hommes. Ainsi, au-delà des luttes purement politistes, nous voulons examiner comment ces domaines intellectuels ont impacté la vie sociopolitique des cités grecques de l'antiquité.

De prime abord nous percevons que la vie politique grecque était sous l'influence de la pensée héraclitéenne du réel. En effet, Héraclite affirmait l'idée du mouvement. Autrement dit, la conviction d'Héraclite d'Éphèse était que tout est soumis au principe du nécessaire écoulement des choses. Aucune réalité n'est éternelle, le réel est contingent, il est éphémère. Par conséquence, aucun gouvernement n'est éternel ; il est inscrit dans la trame du temps et s'efface avec le temps. La mobilité des formes de gouvernement s'impose comme une nécessité sociale et politique. Si nous revenons aux cités grecques de l'antiquité, il apparaît que certains événements ont été des conditions nécessaires qui ont impulsé les mouvements politiques dont la conséquence immédiate fut la déconstruction des paradigmes sociaux pour un idéal plus élevé. Dès lors, quels ces les événements qui ont été à l'origine des révolutions

politiques des cités grecques anciennes ? Quels ont été leurs apports et quels impacts pratiques ont-ils eu sur la vie sociopolitique ?

I. LA RECHERCHE DE LA DIGNITE HUMAINE

Les cités grecques ont été confrontées aux mouvements populaires qui revendiquaient plus de considération humaine. Car, les différentes formes d'organisations politiques que nous avons identifiées, maintenaient une discrimination réelle entre les hommes : elles étaient parfois basées sur de préférences de genres ou de fortune, c'est-à-dire qu'elles accordaient peu de considération aux femmes ou alors elles valorisaient les nobles et opprimaient les prolétaires. Les riches jouissaient des pouvoirs économiques et politiques puis ils exploitaient les classes inférieures qui ne devaient leur survie qu'à la condition de se soumettre à la volonté des nobles de la cité. Or, le destin collectif nécessitait la complémentarité des hommes. Que ce soit dans la cité athénienne que dans celle de Sparte, pour ne citer que celles-là, les régimes politiques qui s'y sont déployés plaçaient l'intérêt privé au-dessus de l'intérêt public, les intérêts individuels l'emportaient sur l'intérêt général. De la sorte, la dignité humaine était fonction des possessions matérielles. Les riches étaient reconnus comme vrais hommes, tandis que les pauvres étaient considérés comme des sous-hommes, ceux qui étaient au bas de l'échelle sociale et qui, par conséquent, exerçaient des petits métiers ou des métiers vils. Les différentes contestations politiques recherchaient par conséquent la répartition raisonnée des biens matériels et économique, la fin de l'exploitation des hommes et la reconnaissance de la dignité de tout homme. Aristote disait à cet effet :

> *Aussi, en toute chose, la faute la plus légère, quand elle est à la base, reparaît proportionnellement dans toutes les autres parties. En général, les divisions qui éclatent entre les principaux citoyens s'étendent à l'État entier, qui finit bientôt par y prendre part. Hestiée nous en fournit un exemple, peu après la guerre Médique. Deux frères se disputaient l'héritage paternel; le plus pauvre prétendait que son frère avait caché l'argent et le trésor trouvé par leur père; ils engagèrent dans leur dispute, celui-ci tous les gens du peuple, celui-là, dont la fortune était considérable, tous les gens riches de la cité.*[68]

L'une des raisons pour lesquelles les cités grecques ont connu une succession de formes politiques est qu'elles étaient construites sur les injustices et les inégalités en droit et pour le rendre plus pauvre et moins hommes. Ces régimes politiques de la Grèce antique n'ont pas favorisé l'expression et l'épanouissement de tous les citoyens. Par conséquent, les révolutions incessantes et récurrentes qui les ont agitées traduisaient la volonté manifeste de tout le peuple

[68] Aristote, *La politique*, *op.cit*. Livre VII, chap. III.

d'accéder à une vie publique meilleure, celle qui garantirait la sécurité, la liberté, la prospérité, l'expression du potentiel de chacun et l'humanité de tous.

II. LA CONQUÊTE DES LIBERTÉS

Les différentes révolutions des cités grecques étaient motivées par une autre raison évidente : la recherche de la liberté des peuples. Ainsi, les citoyens des cités grecques antiques furent les précurseurs des mouvements de libération. En effet, les peuples dominés ont toujours rejeté l'oppression, la domination politique ou idéologique. Car, la quasi-totalité des pouvoirs politiques de la Grèce antique ont confisqué les libertés et l'égalité entre les citoyens ; ils ont maintenu les populations dans la servitude économique, politique et même idéologique ; d'où les contestations permanentes qui n'avaient pour but que l'obtention de la liberté collective. Hérodote[69] dans ses chroniques démontrait que les luttes entre les États se justifiaient comme la conquête d'une meilleure expression des libertés des hommes. Des guerres dont la finalité fut d'éradiquer les menaces environnantes pour garantir la sécurité et la liberté de cité. Ce furent des communautés politiques qui repoussaient l'exploitation des autres cités pour réaliser la liberté politique et économique. L'une des motivations des luttes politiques fut la volonté de garantir et de pérenniser l'indépendance et l'autonomie des citoyens et de la cité tout entière. Tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, les peuples étaient à la quête de leur liberté ou de leur autonomie en recherchant une organisation sociale qui devait réaliser pratiquement et effectivement la liberté des hommes. Aristote donnait de nombreux motifs qui ont favorisé les révolutions politiques et qui, consécutivement, ont généré de nouvelles organisations politiques et parmi ces motifs, figurait en bonne place la conquête des libertés des citoyens.

Les régimes politiques et leur fonctionnement dans les cités anciennes n'ont pas toujours donné la priorité à la stabilité et aux relations harmonieuses entre les gouvernants et les gouvernés. Ils furent plutôt des régimes politiques prédateurs, ceux qui ont respectivement réduit les citoyens en esclaves ou en sujets. Cette confiscation des libertés a été l'une des raisons qui ont alimenté les révolutions politiques. Les cités antiques, dans leur conquête d'indépendance, ont pu à chaque fois se constituer en une force commune qui résistait aux multiples déviances politiques et économiques qui compromettaient leur liberté. Il ressort de cette analyse que les pratiques discriminatoires de l'antiquité ont préparé le chemin des révolutions qui ont à chaque fois donné naissance à une organisation nouvelle. Les

[69] Hérodote, *Histoire*, *op.cit.*

nombreuses défaillances et dérives politiques ont poussé les hommes à rechercher leur liberté effective pour enfin jouir des droits politiques. Il s'agissait d'une ferme volonté des populations de s'affirmer socialement, politiquement, économiquement, culturellement. Dans cette mouvance de la conquête des libertés humaines, le terrain politique fut le terrain d'affrontement. Les populations recherchaient une gouvernance qui garantisse leur bien-être ; mais l'on a plutôt observé que chaque régime politique bien que n'ayant pas su concrétiser cette aspiration populaire, devenait moins dangereux que le précédent. Mais l'idéal est resté le même parce que tous ces régimes politiques mis en œuvre n'ont pas garanti les attentes du peuple. On déduit nécessairement que la politique qui sacrifie les aspirations populaires est exposée aux séditions et à leurs dépassements. Aristote, dans le même ouvrage ne manquait pas de poser un regard critique sur la réalité politique et déclarait :

> *Il faut bien savoir qu'en général, tous ceux qui ont acquis à leur patrie quelque puissance nouvelle, particuliers ou magistrats, tribus ou telle autre partie, quelle qu'elle soit, de la cité, deviennent pour l'État une cause de sédition. Ou l'on s'insurge contre eux par jalousie de leur gloire, ou bien eux-mêmes, enorgueillis de leurs succès, cherchent à détruire l'égalité, dont ils ne veulent plus. Une autre source de révolutions, c'est l'égalité même de forces entre les parties de l'État qui semblent ennemies les unes des autres, entre les riches et les pauvres.*[70]

Toutes ces observations démontrent que les motifs de soulèvement étaient variés, mais qu'il fallait ne pas abuser du peuple parce qu'il était toujours prompt à défendre ses intérêts et à rejeter toute forme d'aliénation et d'oppression. Il apparait que les populations, dans leur diversité, regardaient comme un bien suprême la liberté individuelle et collective. C'est pourquoi, un pouvoir qui ne réalisait pas cet idéal n'était, ni apprécié, ni accepté parce que les citoyens se sentaient en insécurité. C'est la raison pour laquelle les cités grecques antiques ont connu une diversité de régimes politiques. Nous pouvons dire que la conquête des libertés et la volonté de vivre dans une meilleure organisation politique furent les véritables catalyseurs des luttes sociopolitiques. Mieux, le désir de jouir de ses droits fondamentaux, d'accéder à la meilleure gestion des hommes et des biens motivent naturellement les hommes parce que, en tant qu'êtres rationnels, ils portent en eux des idéaux de liberté, de bonheur et de dignité spécifiques à l'espèce humaine. Même le régime démocratique athénien a subi à plusieurs reprises des contestations et le rejet parce qu'il a été jugé incapable de réaliser et de garantir l'harmonie sociale. Á bien comprendre, c'est l'impertinence et les dérives politiques qui poussèrent les peuples de l'antiquité à entreprendre des mouvements de contestation et de

[70]Aristote, *La politique*, *op.cit*. Livre VIII, chap. III.

revendication de l'égalité de droits et des libertés. C'est la raison pour laquelle les cités grecques antiques ont été pour longtemps le théâtre de grands et longs affrontements, parce que les peuples revendiquaient leurs droits et leur dignité. Ces effervescences politiques ont été déterminantes dans la construction de la gouvernance politique de la Grèce. C'est cette volonté de réalisation d'un meilleur cadre politique qui justifia les nombreux conflits et luttes de l'antiquité. En effet, l'histoire des révolutions politiques fut le lieu commun de la manifestation du besoin et de la nécessité d'un meilleur régime politique. C'est la raison pour laquelle la démocratie grecque connut de nombreuses contestations parce qu'elle ne rencontra pas l'assentiment de tous. Les circonstances et les pratiques poussèrent les citoyens à contester le régime démocratique, c'est pourquoi Aristote disait :

> *Dans la démocratie, les révolutions naissent avant tout de la turbulence des démagogues […] car la communauté de crainte rapproche les gens les plus ennemis […]A Cos, les excès des démagogues ont amené la chute de la démocratie, en forçant les principaux citoyens à se coaliser contre elle. A Rhodes, les démagogues, qui administraient les fonds destinés à la solde, empêchèrent de payer le prêt qui était dû aux commandants des galères; et ceux-ci, pour se soustraire à des vexations juridiques, n'eurent d'autre ressource que de conspirer et de renverser le gouvernement populaire.*[71]

L'histoire politique de la Grèce antique nous permet de comprendre que les régimes politiques sont réalisés par la volonté du peuple, la besoin existentiel de vivre dans un cadre sécurisé, celui qui offre aux hommes leurs droits légitimes. Cette conquête des libertés individuelles et politiques inspire les actions des hommes. C'est la raison pour laquelle nous pouvons dire que la préoccupation du meilleur ou du parfait est inscrite dans la nature humaine, c'est un idéal que tout homme et toute société veulent atteindre. La conquête des libertés et des droits était nécessairement pratique et fondamentalement existentielle parce qu'elle recherchait la sauvegarde de la vie et de la dignité des hommes. Mais ce firent aussi des réponses réactionnaires des peuples. Ce que nous appelons actions réactionnaires des citoyens antiques, c'est précisément les différentes pratiques et actions que les populations posèrent pour répondre adéquatement aux multiples débordements des régimes politiques. Ce furent ces actions qui permirent au peuple de renverser l'autorité, les principes, les pratiques et les valeurs de l'époque pour devenir le principal régulateur politique, le souverain acteur, c'est-à-dire celui qui fait, qui défait et qui refait l'organisation politique à sa convenance ; celui enfin qui confère le pouvoir à qui il choisit librement. De ce fait, le peuple, par ses nombreuses actions, avait conquis le pouvoir politique pour l'exercer à son profit.

---

[71] *Ibidem*. Livre VIII, chapitre. IV.

III. LA PROTECTION DES TERRITOIRES COMME FONDEMENT DE L'UNIFICATION DES CITÉS GRECQUES

Les cités athéniennes n'ont pas vécu en vase clos. Les menaces intérieures et extérieures avaient disposé les cités à initier des coalitions nécessaires pour assurer leur survie. Autrement dit, l'insécurité sociopolitique avait incité les cités-états de la Grèce de l'antiquité à former des coopérations entre elles ou des regroupements indispensables pour faire face aux menaces auxquelles elles étaient exposées. On découvre que les luttes d'éradication des attaques extérieures ont été des arguments déterminants dans le rapprochement des cités. L'objectif immédiat était la formation des blocs qui devaient sauvegarder l'intégrité de leurs territoires. Au-delà des luttes d'hégémonie entre les cités, les invasions des puissances extérieures ont poussé les cités grecques à réaliser des coalitions militaires afin de résister aux agresseurs et de les vaincre. De ce fait, ces nombreuses menaces ont permis aux cités antiques de se rendre compte de leur vulnérabilité lorsqu'elles étaient isolées les unes des autres. Par conséquent l'impératif des unions militaires des cités grecques s'imposait afin de vaincre les attaques extérieures. Du coup, les différences ont été transformées en opportunités pour constituer et consolider la force militaire, les diversités ont convergé vers l'unité des forces pour assurer les victoires. Pour cela nous examinerons quelques crises majeures qui ont été des catalyseurs de rapprochement des cités.

III.1. LA BATAILLE DE SALAMINE

Les cités grecques furent sous la menace de la puissance politico-militaire perse qui fut de plus en plus conquérante et menaçante à cette époque. En 480 av. J.C, Xerxès 1er organisa une expédition dite punitive[72] contre les cités grecques et particulièrement contre Athènes. Car Darius 1erson prédécesseur n'avait pas pu vaincre totalement les cités grecques. C'est pourquoi Xerxès 1er décida d'entreprendre une expédition militaire contre les cités grecques afin d'établir l'hégémonie militaire, économique et politique de la Perse. La menace

[72] Nous voulons signaler que la guerre que déclenche Xerxès, roi perse visait à se débarrasser une fois pour toutes des menaces militaires et même économiques des cités grecques dont l'influence s'accroissait au fil du temps. Cette guerre permet aux cités grecques menacées de connaitre une expérience nouvelle :
-L'union des forces : en effet, les cités grecques qui vivaient de manière isolée et repliée ne pouvaient pas tenir devant la fougue et la rage des armées perses. Leur survie ne tient qu'à leur union au-delà des différences et des différends qui les caractérisaient.
-La composition de l'identité grecque : unis par la langue, les traditions et même les pratiques religieuses, la coalition des cités grecques leur donne le sentiment d'un même peuple, donc d'une même identité sociale, historique, culturelle et religieuse.
-La défaite des perses est du même coup la victoire des grecs et non plus celle des cités. Il se construit un sentiment d'unité qui, peu à peu, va conduire à la fusion progressive des cités grecques.

perse fut redoutée par les cités grecques. Mais repliées sur elles-mêmes, les forces grecques étaient vulnérables. Pour survivre, les grecs formèrent une coalition sous la direction de sparte, la force militaire la plus importante, pour résister voire vaincre la puissante Perse. Le commandement des opérations militaires fut confié à Sparte. Le roi Léonidas fut de l'expédition et joua un rôle très déterminant dans la déroute des troupes perses. Thémistocle qui donna des informations erronées aux troupes perses fut aussi un artisan non négligeable de la défaite perse. Grâce à la collaboration militaire de ces deux hommes, les flottes perses connurent de cuisantes défaites dans la bataille de Salamine. Cette expérience militaire permit aux cités grecques d'expérimenter une unité militaire et politique ; ce fut une expédition couronnée de succès parce qu'elle permit à la coalition grecque d'obtenir la victoire sur les perses.

S'il est vrai que se fut une coalition réalisée par la force des circonstances de guerre, elle fut néanmoins un élément non négligeable dans la construction de l'unification des cités. L'influence extérieure permit ainsi aux cités grecques de renoncer volontairement et momentanément à leur autonomie et de s'ouvrir aux autres pour former un regroupement bénéfique qui contribua à garder leur intégrité territoriale. Les querelles intestines furent mises de côté pour affronter un ennemi commun et redoutable qui a failli les détruire. Cette expérience militaire prouva que les cités étaient vulnérables lorsqu'elles vivaient en vase clos, mais devenaient fortes lorsqu'elles s'unissaient sous la même bannière. Il apparait que leur solidité, leur stabilité et leur sécurité furent possibles lorsqu'elles furent unies. Ainsi, la bataille de Salamine fut l'un des éléments déclencheurs de l'unification des cités grecques pour la sécurité, le bien-être et l'égalité de droits de leurs peuples. L'expérience militaire des deux cités rivales inspira le domaine politique, et des avancées significatives furent observées pour réaliser une unité politique plus vigoureuse, mais surtout mieux élaborée. Un autre événement participa au rapprochement des cités grecques de l'antiquité.

III.2. LA LIGUE DE DELOS

L'impérialisme perse menaça la quiétude des cités grecques. Pour survivre, ces dernières formèrent une coalition qui porta le nom de la ligue de Délos ou première confédération athénienne.[73] Elle regroupait près de 250 cités grecques afin d'enrayer la

[73]C'est une alliance de plusieurs cités grecques pour juguler les menaces environnantes. C'est une autre expérience qui permet aux cités grecques de briser les barrières qui les séparaient pour construire un grand ensemble qui leur permette d'affirmer leur force militaire, économique et politique. La ligue de Délos devient un mouvement expansionniste parce qu'il va finalement forcer l'adhésion des réticents tels que Sparte.

menace perse. On peut citer entre autre : Sparte, Athènes, les îles de Chios, Lesbos, Thasos, Samos, Halicarnasse, Ephèse, Milet, Salamine…Il était attendu de chaque cité une assistance et une contribution à la formation d'une marine commune en dons de navires, des hommes et de l'argent. En un mot, la ligue de Délos permit une fois de plus aux grecs de construire progressivement une force unique qui permit d'organiser un regroupement militaire qui préfigurait l'institution de l'Etat grec. Ces différentes tentatives furent des étapes déterminantes pour l'unification politique et institutionnelle des cités.

La ligue de Délos permit d'ailleurs à Athènes de devenir davantage puissante, parce qu'elle se nourrissait des efforts collectifs et non pas uniquement de ses potentialités individuelles. Pour ce cas de figure, la Perse permit aux grecs de connaitre l'expérience de l'unité ; même si cette unification ne fut pas immédiate, totale et définitive. Néanmoins, la formation des coalitions militaires brisa certains préjugés qui mettaient en doute une possible communauté de cités et de peuples. Car, les hommes des différentes cités formèrent un peuple par la force des circonstances, ils défendirent les mêmes causes et recherchèrent la même finalité. Il s'établit, bien que momentanément, une communauté de destins, et le repli identitaire céda à la défense de l'identité commune : l'identité grecque. Les diversités tribales furent abandonnées au profit de l'unicité du peuple grec. Ce fut donc à bien examiner, un aspect déterminant pour la réalisation de l'unité nationale grecque. Ces coalitions invitèrent les peuples à la considération des intérêts communs et à la construction du destin commun. Bien évidemment, ce fut un processus long et lent, mais la Grèce antique se construisit ainsi sur les ruines des diverses cités qui la composaient. La nation grecque parvint à réaliser un miracle qui, jusqu'aujourd'hui étonne et inspire les hommes et les peuples. En d'autres termes, le miracle grec a démontré la capacité des grecs à exploiter les situations et les circonstances sociopolitiques qui leur furent préjudiciables par le passé pour en faire des outils de progrès sociopolitique nécessaires pour réaliser un Etat politiquement référentiel. C'est manifestement au prix de ces efforts que la Grèce antique fut le premier État à vivre le système démocratique.

Nous retenons que la ligue de Délos a fait basculer le destin politique des cités grecques des micro-organisations à une macro-organisation. Les petites cités deviennent un grand Etat sur plusieurs points :
-Le territoire : les petites cités donnent la place à un grand territoire
-La force militaire : elle est constituée de toutes les cités membres.
-La grande démographie : les populations des différentes cités deviennent un peuple qui défend un même intérêt.
-La force économique : l'effort de guerre permet aux différentes cités de construire une économie commune qui doit leur garantir des lendemains meilleurs.

Mais au-delà de cet aspect purement militaire, l'influence économique fut tout aussi importante dans la quête des droits et des libertés des peuples grecs. Autrement dit, la question économique impacta les luttes des libertés et des droits des hommes grecs de l'antiquité.

IV. L'INFLUENCE ÉCONOMIQUE

Les multiples conquêtes des hommes grecs ont favorisé l'essor économique. Les trésors athéniens grandirent et Athènes devint de plus en plus riche ; ce qui attira les talents de toute la Grèce. Désormais, la cité athénienne devint un centre d'expression du génie personnel. Chacun s'exprima dans son domaine et produisit des œuvres attrayantes. Les productions intellectuelles, économiques, artistiques furent nombreuses et attirèrent des commerçants. Les hommes se mirent chacun à son compte et ils se libérèrent progressivement du joug politique et de la dépendance des nobles. Le commerce s'intensifiant, les professions naquirent et le peuple accrut ainsi son influence. Désormais les citoyens exercèrent des fonctions libérales et devinrent de plus en plus influents dans les affaires publiques. Grâce à leurs talents, le pouvoir politique connut un contrepoids parce que l'essor économique favorisa l'affaiblissement du pouvoir des oligarques. En effet, le développement des céramiques permit aux grecs de relever leur pouvoir économique et leur influence politique. De ce fait, l'économique contribua à la libération des peuples grecs et favorisa la construction politique de la Grèce antique. Plusieurs domaines connurent un réel essor tels que : la littérature, l'art, la philosophique et la culture. L'amour des lettres et l'avènement de la sophistique puis de la philosophie permirent le développement des mentalités. Les différents maitres instituèrent des écoles pour la formation de leurs disciples. Par ailleurs, la sculpture grecque participa à l'autonomisation des citoyens. Athènes devint ainsi un véritable centre d'expression et de prolifération des talents et du génie individuel. Ces faits eurent un impact significatif dans la société en général et dans la vie politique en particulier. La cité athénienne devint graduellement le centre d'attraction des intellectuels qui participèrent plus tard à la construction du modèle politique grec. C'est la culture grecque qui gagna en splendeur et en intensité et les pratiques politiques connurent progressivement une tournure historique et furent le fondement de la gloire de la Grèce antique.

V- L'IMPACT DES SCIENCES HUMAINES DANS L'UNIFICATION DES CITÉS GRECQUES

Les progrès politiques des cités grecques antiques furent motivés par les domaines intellectuels. Au nombre des grandes innovations athéniennes on retrouve en bonne place l'architecture et la sculpture. En effet, les édifices athéniens connurent une véritable mue architecturale et suscitèrent de l'admiration. Les cathédrales religieuses, les édifices et les espaces publics furent réalisés par des architectes de plus en plus ingénieux ; dès lors ces édifices inspirèrent le progrès, le culte de l'invincibilité et du meilleur. Leur stature imposante et admirablement conçue donna aux villes la culture de la perfection et de la dignité humaine. Car les athéniens se montrèrent de fins et admirables sculpteurs. Les dieux et les héros furent utilisés comme des ornements de la cité ; ils inspirèrent la culture du sacrifice, du courage, de l'abnégation, et de la perfection dans tous les domaines de la vie : ce fut l'institution de la culture de la perfection et de l'héroïsme. Jean-Michel Lambin relevait alors :

> *On disposait, comme matière première, de marbre, de cuivre, d'ivoire, d'or, d'ébène, de cyprès ; on avait pour travailler et les mettre en œuvre des corps de métiers, charpentiers, sculpteurs, […] ciseleurs […] les artistes s'efforçaient à l'envi de se surpasser par la perfection technique du travail, mais le plus admirable fut la rapidité de l'exécution. Tous ces ouvrages dont il semblait que chacun dût exiger plusieurs générations successives pour être achevé, se trouvèrent tous terminés pendant la période d'apogée d'une seule carrière politique*.[74]

Ces réalisations architecturales eurent un impact dans la conscience individuelle et collective. Le résultat fut évidemment la soif de la beauté sociale et politique qui poussa les athéniens à rejeter toutes les formes de domination et de déshumanisation politique ou idéologique. L'architecture et la sculpture furent des maîtres muets mais visibles qui firent de chaque citoyen un apprenant désireux de réaliser, pour soi et pour tous, un modèle parfait. Au nombre de ces réalisations sculpturales on peut citer : le temple de l'Erechthéion, le portique des Caryatides sur l'Acropole, Athéna, les Panathénées, le Parthénon.

La littérature n'était pas en reste, elle exerçait aussi une véritable influence. C'est dans cette perspective que certaines figures emblématiques furent citées : Eschyle, Euripide ou encore Sophocle. Emile Bréhier faisait cette observation :

> *Eschyle (mort en 546) représentait sur la scène les dangers de la démesure et les crimes qui consistent à dépasser les limites marquées par la justice divine, Euripide (mort vers 411) ne cesse pas de marquer le caractère humain, provisoire,*

[74] o*p.cit*. p.19

> *conventionnel des règles de la justice. D'autre part, la comédie attique, défendant les vieilles traditions, raille, parce qu'elle les craint, les idées nouvelles qu'introduisent la science ionienne et aussi l'enseignement des sophistes*.[75]

En effet, les œuvres littéraires jouèrent un rôle important dans la dénonciation des dérives sociales. Elles proposèrent simultanément des conduites appréciées et appropriées aux hommes. Les idées qu'elles développèrent changèrent progressivement et profondément les pensées des citoyens. Athènes adopta une mentalité nouvelle : ce fut la naissance de la culture du progrès, de l'excellence et de la victoire. La cité s'éleva intellectuellement et les populations furent davantage intéressées par les lettres. Désormais les hommes admirèrent les représentations intellectuelles fondatrices des idéaux de grandeur, de gloire, d'héroïsme et de courage. Les hommes de lettres proposèrent des paradigmes comportementaux et éthiques nouveaux que les grecs intégrèrent dans leurs mentalités et dans leurs représentations. Les lettres donnèrent lieu aux nouvelles techniques du langage et la maîtrise des concepts. C'est dans ce sillage que l'on évoqua le sophisme antique. De même, l'économie favorisa pour ainsi dire l'émergence de la connaissance. Les poètes suscitèrent les idéaux de noblesse, de dignité, de bonté, de courage et d'amour ; ce qui permit qu'une mentalité nouvelle fut progressivement implémentée. Athènes s'éleva en grandeur infrastructurelle, artistique, littéraire et culturelle. Par conséquent, la cité grecque prit un envol remarquable qui attira davantage d'intellectuels étrangers, des savants, des experts qui y trouvèrent un terrain favorable pour l'expression de son potentiel. Mais au-delà de cette révolution intellectuelle, il faut admirer la transformation positive du paysage politique. En effet, la politique devenait progressivement raisonnable et octroyait plus de droits au peuple. La vie sociale connut une révolution avérée dans les débats publics. La sophistique et la persuasion, autrefois inconnues, furent de nouvelles connaissances qui offrirent aux hommes des moyens de libération. Ainsi, dans la mouvance de la croissance intellectuelle, les sophistes instituèrent des techniques nouvelles qui participèrent à la libération des masses.

---

[75] o*p.cit*., p.71.

Nous parlons de sciences humaines ici pour dévoiler un ensemble de domaines qui ont contribué à l'abandon des pensées populaires. Nous citerons entre autres :

-La sophistique : les sophistes vont aiguiser le raisonnement des citoyens. Il faut aspirer aux connaissances qui permettront de mieux raisonner pour avoir gain de cause dans les débats publics ou dans les procès. Elle tire graduellement les citoyens vers une autre connaissance d'élite.

-La persuasion : elle fait appel à l'imagination pour convaincre et l'emporter sur son rival

-La rhétorique : c'est la maîtrise des techniques argumentatives. Elle conférait éloquence et prestance

-L'éristique : c'est l'art de la querelle et d'humiliation de son adversaire.

-La philosophie : c'est une science souveraine qui se caractérise par la critique.

Ces différents savoirs ont contribué à la formation intellectuelle d'une part et politique d'autre part, pour une cité plus en plus humanisée et modernisée, celle qui est sans cesse remise en question et dont les pratiques sont sévèrement remises en cause pour exiger la considération de la dignité humaine.

V.1. L'APPORT SOCIOPOLITIQUE DE LA SOPHISTIQUE.

Dans la cité athénienne, les mouvements et les enseignements des sophistes connurent un succès certain. En effet, les sophistes donnèrent une vision originale des choses et du monde ; pour ces derniers, la recherche du succès se fondait sur l'art de séduire, de convaincre ou de persuader. On peut citer entre autre : la persuasion, la rhétorique et l'éristique. C'est pourquoi les grecs de l'antiquité se consacrèrent ainsi aux idées nouvelles et à l'activité intellectuelle. Les sophistes eurent la maîtrise de la discussion, de la dispute, de la contradiction et de la persuasion. C'est dans ce sillage que s'inscrit cette pensée de Bréhier tirée des pensées d'Euripide pour établir la victoire de la persuasion sur la vérité des faits :

> *« Qui es-tu ? demande le juste. – Une thèse. – Oui, mais inférieure à la mienne. – Tu prétends m'être supérieur et je tiens la victoire. – Quelle habileté as-tu donc ? – J'invente des raisons nouvelles ». Tel le débat sur l'idéal de vie qu'Euripide dépeint dans l'Antiope entre ami des muses et l'homme politique*.[76]

Les sophistes introduisirent dans la cité l'art de la querelle, de la remise en question et de la contradiction. Ils construisirent la contradiction qui coupa court avec le dogmatisme habituel et les illusions quotidiennes. Ainsi, bien qu'ils se présentèrent comme des techniciens du langage et de la pensée, les sophistes furent davantage les révolutionnaires et même les révoltés qui estimèrent que l'homme par sa raison fut le seul responsable de la réalité sociale et politique. Ces derniers affirmèrent la supériorité de l'homme sur toute autre réalité et l'homme fut considéré comme la valeur transcendante organisatrice du réel. C'est dans ce sillage que Protagoras déclara : « *L'homme est la mesure de toute chose, de l'existence des existants et de la non-existence des non-existants* »[77]D'emblée l'aspect politique connut un autre coup d'accélérateur non négligeable. Car, les sophistes affirmèrent le pouvoir et l'autonomie de l'homme. Ils remirent en question les lois et la justice humaines et imposèrent la nécessité d'un examen rigoureux des opinions et de toutes les réalités. De là, naquit la considération des valeurs morales dans les préoccupations humaines en général et celles politiques en particulier. Au total, la sophistique exigea des aptitudes intellectuelles parce qu'elle reposa sur trois éléments : la persuasion, la rhétorique et l'éristique. Ces qualités participèrent à la fortification sociopolitique et à l'élaboration des théories sociales et politiques. Les sophistes ont surtout initié l'art de la dispute et de la recherche des savoirs nouveaux. Par leur apport, les sophistes permirent aux citoyens de remettre en question les

[76]*Ibidem*. p.72
[77] Protagoras, *Fragments*, extrait de Jean Voilquin, Paris, GF Flammarion, 1964.

pratiques politiques. Par conséquent, les hommes de pouvoir perdirent leur notoriété et devinrent vulnérables. Les sophistes et leurs apprenants, par leurs diverses techniques, ébranlèrent les pouvoirs politiques de leur époque car ils permirent aux populations de prendre conscience de leur situation et leur permirent d'enclencher des révolutions nécessaires à leur autonomisation.

V.1.1. LA PERSUASION

Définie comme l'art de convaincre son interlocuteur par la force des arguments, la persuasion permit de réaliser une rupture avec les habitudes populaires et le dogmatisme généralisé de l'époque. Cette persuasion s'appuya sur la rhétorique qui fut l'art de bien parler. Ainsi, l'habileté et les techniques du discours apportèrent une nouvelle manière de présenter et de concevoir la vie et les pratiques humaines. Non seulement la persuasion rechercha la victoire, le triomphe dans les débats, mais elle fut aussi le canal de la célébrité parce qu'elle permit de détruire ou de déconstruire les clichés sociaux si longtemps entretenus par les nobles et les hommes de pouvoir. Dans *Le Sophiste*, "L'Etranger" affirmait : « *Discours judiciaire, discours public, entretien privé, tout cela formera une espèce, que nous appellerons un art de persuader* »[78] La persuasion fut une arme dans les débats publics et privés. Les enseignements des sophistes se propagèrent progressivement et les hommes apprirent à discuter et à ne plus admettre d'amblée une idée ou une vision particulière. Les aptitudes à la discussion prédisposèrent la cité à une révolution intellectuelle qui apporta plus tard le renouveau des mentalités, le progrès et le changement individuel et sociopolitique. Car, les citoyens qui furent à l'école des sophistes mirent en pratique les idées nouvelles de bonté, de vérité et la cité prit une nouvelle orientation politique : celle du rayonnement intellectuel et de l'implication progressive du peuple. Devenus maîtres du discours, les sophistes purent ébranler les idées communément admises et s'attaquèrent aux principes politiques défavorables aux masses populaires. Dans des tribunaux comme dans des entretiens publics, les sophistes s'illustrèrent par leur habileté à convaincre et à forcer l'adhésion de la foule. Lors de son procès, Socrate s'exprimait ainsi : « *Quelle impression mes accusateurs ont produit sur vous, Athéniens, je l'ignore ; mais pour ma part, j'ai bien failli sous leur influence oublier qui je suis, tant leurs discours ont été persuasifs* »[79]

[78]Platon, *Le Sophiste*, Traduction inédite, introduction et notes par Nestor-Luis Cordero, Paris, GF Flammarion, 222b-222d, 1993.
[79] Platon, *Apologie de Socrate*, Texte intégral et traduction originale de Claude Chrétien, Paris, Hatier, 1999, 17a.

En conclusion, l'influence des sophistes a été perceptible parce qu'elle a remis en questions les pratiques sociales, la mentalité populaire et les structures politiques de l'époque. On peut dire que les sophistes ont joué un rôle déterminant dans le renversement des régimes politiques et les pratiques culturelles des cités anciennes ; ils ont introduit la culture de la recherche de la grandeur, du bien-être et de la dignité humaine. Grâce à la sophistique, l'homme grec apprit à se défendre contre la domination et l'avilissement. S'il est vrai que les pratiques politiques étaient moins rationnelles et peu légitimes, la contribution des sophistes sonna le glas du refus de la soumission à la domination aveugle et inhumaine à un pouvoir politique inhumain. En nous référant à la situation des cités grecques de l'antiquité, il apparaît que les sophistes ont joué un rôle majeur qui consistait à faire de l'homme le principal agent de construction de son environnement et de son devenir sociopolitique. Les sophistes rejetèrent le totalitarisme extérieur pour affirmer et proclamer l'autonomie humaine. En d'autres termes, l'approche sophistique permit de s'opposer à la domination, à l'exploitation inhumaine et à l'instrumentalisation des hommes par un pouvoir politique ; les sophistes affirmèrent la grandeur et la dignité humaine de tout homme. L'action des sophistes remettait en cause toute soumission aveugle à l'ordre établi ou encore le rejet de l'enfance sociale et intellectuelle qui constituèrent des obstacles avérés à l'éclosion des valeurs politiques et morales des cités athéniennes. On retient des nombreuses luttes des citoyens grecs que l'homme aspire toujours à la grandeur intellectuelle, sociale, au bonheur et au meilleur. Cette action des sophistes avait préparé l'action de la philosophie, parce qu'elle apporta sa contribution dans la construction de l'idéal humain et politique.

V.2. L'INFLUENCE DE LA PHILOSOPHIE DANS LA QUÊTE DE LA BONNE GOUVERNANCE

Au milieu de cette agitation intellectuelle, sociale et politique, la philosophie eut une influence certaine. Socrate fut l'un des citoyens qui introduisit une véritable révolution philosophique dans la cité athénienne. Les témoignages de ses disciples nous permettent de retenir de ce philosophe un zèle débordant et une énergie constante dans la quête des pratiques politiques morales et raisonnées. Bien que son activité fût motivée par la divinité, il n'en demeure moins vrai que ses initiatives et entreprises politiques furent innovantes parce qu'elles provoquèrent une rupture avec l'habitude, la tradition et les ambitions individuelles et collectives. Socrate par sa maïeutique invita les gouvernants et les gouvernés à reconnaitre leurs limites logiques et ontologiques, à revêtir l'humilité pour se lancer dans la quête de la

vérité au lieu de se livrer à des injustices. Dans *Apologie de Socrate*, il dévoila sa mission en ces termes :

> *Je n'ai d'autre occupation en effet que de circuler dans les rues en vous persuadant, jeunes et vieux, de ne pas vous soucier de votre corps et de l'argent en priorité et de ne pas y tenir aussi fort qu'à votre âme et aux moyens de la perfectionner. Je dis que l'argent ne fait pas le mérite, mais que c'est le mérite qui entraîne la réussite financière et tous les autres avantages humains, dans les affaires privées comme dans les affaires publiques.*[80]

En effet, le philosophe dénonça ouvertement les pratiques et les institutions politiques de sa cité. Les positions du philosophe remirent en question la gestion des hommes et de la cité ; une approche qui consista à inviter les autorités athéniennes à construire un modèle plus juste, plus noble et plus humain. Ce penseur ne manqua pas de dénoncer la corruption, l'égoïsme et les injustices qui furent des maux qui déstabilisèrent sa cité. Loin des considérations morales, la scène politique athénienne passa un long moment dans des conflits et les trafics de pouvoir qui servirent des causes égoïstes. La politique athénienne se caractérisa par l'immoralité et la recherche de l'intérêt personnel. Les politiques furent des loups qui s'acharnèrent sur les citoyens et la cité. C'est pourquoi Socrate affirma que la politique devait reposer sur des valeurs morales afin de recouvrir et de réaliser la dignité humaine ainsi que la cohésion sociale. La critique philosophe se consacra à la quête d'un espace politique dans lequel les sages purent conduire les affaires publiques. Les nombreux récits font dire que la philosophie suscita une révolution des mentalités et de la gouvernance politique. Elle s'attaqua à la corruption, aux injustices et à la mauvaise gouvernance politique qui furent des maux profonds qui déstabilisèrent la cité. Socrate fut également celui qui invita les gouvernants à construire un modèle politique nouveau qui devait réaliser et garantir le bien-être individuel et collectif.

Dans cette lutte contre l'injustice, la corruption, les déviances politiques et l'ignorance populaire, ce philosophe grec ne ménagea aucun moyen pour dénoncer ce qu'il considéra comme dépravations politiques et sociales et pour affirmer la nécessaire de tension vers une organisation politique appréciée des dieux, donc celle qui devait permettre à chaque citoyen de vivre dans les meilleures conditions humaines : l'égalité des droits et des libertés, la considération des valeurs morales. Il démontra qu'une mauvaise organisation politique façonnait de mauvais citoyens et conduisait aux rapports conflictuels. Il affirma que la vie politique fut l'une des conditions des réalisations sociopolitiques. En effet, ce philosophe

[80] *Ibidem*. 30b.

assista à de nombreux procès pour lesquels de nombreux citoyens furent injustement condamnés à la peine capitale. Nous pouvons citer le procès des dix généraux qui n'ont pas recueilli les naufragés après le combat naval dans la bataille des Arginuses[81]. Concernant ce procès, l'action de Socrate consista à motiver le peuple à la prise de conscience afin de combattre la corruption et d'agir pour réaliser un meilleur paradigme politique. Le regard philosophique devint un regard non simplement critique, mais aussi moralisateur et constructeur ; un regard qui ne se limita pas à la dénonciation, mais celui qui proposa un modèle intelligible pour le bonheur des hommes. C'est cet apport philosophique qui contribua au redressement et au relèvement des pratiques politiques de la Grèce antique. C'est pourquoi, s'adressant aux athéniens, Socrate affirma :

> *Il n'y a pas homme au monde qui puisse sauver sa peau, s'il s'oppose vaillamment à vous ou à n'importe quelle foule assemblée et s'il veut empêcher que bien des injustices et des inégalités ne se produisent dans la cité. Au contraire, il est impératif que celui qui combattre réellement pour la justice et rester en vie quelque temps encore, demeure simple particulier au lieu d'agir sur la scène publique*.[82]

Plus qu'une simple et stérile dénonciation, la philosophie s'attaqua aux pratiques politiques et judiciaires pour exiger une réforme urgente et légitime afin que la vie humaine fût plus considérée et la cité plus conviviale. Toutes les déviances et les abus institutionnels furent sévèrement dénoncés parce qu'ils furent contraires au bien-être moral et social et à la cohésion de la communauté. La caractéristique fondamentale des régimes politiques fut la vulgarisation rapide des pseudo-pratiques telles que : l'amour démesuré de l'avoir, la recherche des honneurs, les divisions sociales, le culte du moi. Ces pratiques installèrent un climat de conflits, de haine, d'insécurité, de méfiance, de conspiration et d'injustice. À bien dire, la politique athénienne ne se préoccupa moins de l'intérêt général. Or, si la philosophie était essentiellement normative, elle ne s'accommoda pas d'une vie immorale ni de l'aliénation humaine. C'est pourquoi les philosophes durent dénoncer ouvertement ces déviances politiques afin qu'une véritable réforme fût initiées et que la politique réalisa ainsi le bonheur de chaque personne. Le procès de Socrate rapporté dans *Apologie de Socrate* de Platon fut manifestement le procès de la politique de la Grèce antique. Les accusations portées contre lui permirent à ce réformateur de présenter publiquement les dysfonctionnements de la politique athénienne. En fin de compte, nous dirons que la philosophie s'était préoccupée de la vie publique de la cité athénienne. Elle a mis en lumière

[81] *Ibidem*, 31e-32a.
[82] *Ibidem*, 38a

ses nombreux dérèglements et elle a invité les gouvernants à rechercher un idéal qui devait garantir le bonheur de tous. En fait, la finalité de l'action des philosophes fut celle de la réalisation des valeurs morales d'une part et, d'autre part, celle de la construction d'un espace et des institutions politiques propices au bonheur collectif. Car, une mauvaise organisation politique affecte négativement la vie du groupe, elle installe de mauvais rapports entre les citoyens et elle génère des institutions perverses. La critique philosophique influença aussi significativement les différents mouvements de libération des peuples grecs de l'antiquité. C'est dans ce sillage qu'il faut comprendre cette pensée de Socrate :

> *Or il s'est trouvé que la tribu Antiochide, à laquelle j'appartiens, exerçait la prytanie le jour où vous vouliez juger en bloc les dix généraux qui n'avaient pas recueilli les naufragés après le combat naval : procédure illégale comme vous l'avez tous reconnu par la suite. Je fus alors le seul des prytanes à m'opposer à votre volonté de transgresser les lois et à voter contre […], je jugeai que mon devoir était de prendre des risques en me plaçant du côté de la loi et de la justice, plutôt que de céder à la crainte de la prison ou de la mort et de passer de votre côté, à un moment où vous vous détourniez de la justice.*[83]

Les critiques politiques de la philosophie s'adressaient aux gouvernants pour entreprendre des transformations de mentalités et des révolutions des pratiques, des organisations politiques et des valeurs morales. Ce furent des invites pour instituer une communauté politique nouvelle s'appuyant sur l'égalité de droits et de liberté. En effet, la philosophie prônait une politique vertueuse parce qu'elle fut considérée comme une condition à l'humanisation de la politique et de l'essor des communautés humaines Le questionnement philosophique exigeait l'éradication progressive des dérives politiques. La mort de Socrate était une illustration, non seulement les abus et les injustices politiques, mais aussi un appel au retour de la justice et d'un espace politique moins vicieux. Les philosophes œuvrèrent à l'institution d'une communauté humaine raisonnable. La philosophie libéra les hommes du dogmatisme, de l'ignorance et de l'immobilisme intellectuel qui furent des obstacles à l'expression des potentialités des citoyens. Cependant, les actions des philosophes rencontrèrent une vive opposition des gouvernants politiques. C'est dans cette mouvance que certains philosophes furent exilés à cause de leur influence sur les masses populaires qui apprirent à mettre en pratique les enseignements qu'ils recevaient. Le procès de Socrate fut un exemple de la tyrannie et du despotisme politique de l'antiquité. Ainsi, l'impact de la philosophie s'étendit de plus en plus parce que les citoyens mirent en exécution l'approche critique de la philosophie. Désormais, le dogmatisme fut remplacé par la remise en question,

[83] *Ibidem*. 32b-32d

les préjugés furent abandonnés au profit de la critique. La cité accédait progressivement à la grandeur intellectuelle et politique. Les hommes furent de plus en plus exigeants et revendiquèrent les meilleures conditions de vie sociales et politiques.

De toutes ces analyses, nous retenons que la philosophie suscita une révolution dans les mentalités et les pratiques quotidiennes. La vie sociopolitique devint plus élaborée bien qu'elle fut à parfaire. Néanmoins, le mouvement vers le meilleur était enclenché. Cet idéalisme philosophique se constitua en une réflexion sur le concept du meilleur ou du parfait dans tous les domaines de la vie. Pour la philosophie, la politique devait intégrer les normes morales afin qu'elle garantisse le bonheur de tout homme. La pensée philosophique se montra décisive dans la transformation des pratiques politiques parce qu'elle rechercha l'épanouissement réel de l'humanité. Aux égoïsmes politiques, la philosophie proposa l'altruisme, l'intérêt général et le bonheur de tous. On peut donc comprendre ces remarques d'Emile Bréhier :

> *Dans la Grèce d'alors, le philosophe ne se définit nullement, par rapport aux autres genres de spéculations, scientifiques ou religieuses, mais bien par son apport et ses différences avec l'orateur, le sophiste, le politique. La philosophie est la découverte d'une nouvelle forme de vie intellectuelle, qui ne peut au reste se séparer de la vie sociale […] A certains égards, cette philosophie heurtait des habitudes solidement implantées en Grèce à cette époque, et il était inévitable qu'il se produisît des conflits dont la mort de Socrate est la conséquence tragique.*[84]

En effet, la philosophie pose clairement le problème de l'idéal ou du meilleur. La connaissance, les lois, la justice et la politique sont rigoureusement examinées afin d'en dégager les meilleures formes qui garantissent l'épanouissement des hommes. Cette insatisfaction fortifie et motive les réflexions philosophiques à travers des générations ; par conséquent la philosophie propose une orientation rationnelle ou intelligible. La réflexion philosophique traduit l'inquiétude et l'insatisfaction de l'homme vis-à-vis du réel et exprime en même temps son ardent désir de construire un modèle plus humain et hominisant. Socrate posa la préoccupation du dépassement pratique des structures politiques existantes pour construire une nouvelle forme qui devait rendre possible l'épanouissement humain. Les différentes théories philosophiques confirment une réalité : les hommes sont capables, par leur raison, de réaliser dans la cité un idéal conçu par la pensée. C'est une perspective qui rejette l'irrationnel, l'inhumain, l'insociable, pour exalter la construction d'un cadre bien meilleur où règnent : justice, vérité, bonté, vertu, honnêteté et toutes les valeurs qui

[84] o*p.cit.* p.98

concourent au maintien de la dignité de l'humanité. On peut dire d'une autre manière que la philosophie rejette et condamne la corruption sociale, les abus politiques, les injustices, l'exploitation des hommes et les préjugés qui maintiennent les hommes dans l'illusion de connaissance. C'est pourquoi Socrate déclarait :

> *Si vous me faites mourir en effet, vous n'en trouverez pas facilement un autre comme moi : un homme littéralement (mes propos dussent-ils prêter à rire) attaché par le dieu à la cité[…] C'est ainsi, comme une sorte de taon, que, me semble-t-il, le dieu m'a attaché à la cité, moi qui me pose partout et, toute la journée, ne cesse de vous aiguillonner, de vous exhorter, de vous invectiver chacun individuellement.*[85]

Il apparait que la philosophie s'intéresse à la politique afin de la perfectionner en la débarrassant des mauvaises pratiques qui sont sources d'injustices et des inégalités. La philosophie donne une nouvelle perspective, une nouvelle vision de l'homme et de la société ; elle affirme que la politique, loin de devoir rechercher des avantages individuels et privés, doit essentiellement rechercher le bien-être de tous les hommes. On devrait dire que la pensée critique est essentiellement réformatrice : elle se préoccupe de concevoir ce qui est légitimement meilleur pour les peuples. Elle rompt avec le pragmatisme délirant et destructeur qui ne se préoccupe que des résultats sans tenir compte des moyens utilisés. La philosophie par contre propose une nouvelle compréhension de l'homme et de son espace vital. Pour la philosophie, les pratiques politiques doivent impérativement intégrer les valeurs morales parce qu'elles sont exclusivement humaines et hominisantes. La normativité de la philosophie la hisse au-dessus de la subjectivité partisane et égoïste de la politique.

La Grèce antique avait fait l'expérience de la vigueur et de la vitalité de la philosophie. Elle s'était déployée pour dénoncer les mauvaises pratiques politiques et pour proposer aux gouvernants une gestion plus humaine et plus raisonnable. Ces multiples apports ont contribué positivement à la construction d'un espace politique plus épanoui et plus confortable. C'est pourquoi nous devons retenir que la philosophie a une fonction politique primordiale, elle dénonce et inspire les dirigeants et les dirigés pour des réformes profondes tant individuellement que collectivement. Elle détruit le modèle avilissant pour un modèle hominisant, celui qui préserve la dignité humaine. Il ressort que la liberté et le bonheur des hommes ne se donnent pas, ils se conçoivent et se construisent rationnellement. Le défi de la philosophie dans le temps et dans l'espace c'est de délivrer l'homme de la domination et de l'exploitation pour favoriser la construction raisonnée de son environnement afin de l'installer

[85] *op.cit*. 30C.

résolument dans le bonheur. Toutes les critiques formulées par les philosophes n'expriment qu'une seule réalité : l'amour d'une politique vertueuse. Cette tension vers le parfait dévoile l'insatisfaction humaine en général et le désir de promouvoir une gestion humaine plus légitime, plus conviviale donc plus hominisante. Dans la Grèce ancienne aucun régime n'a pu et n'a su combler les attentes des citoyens. Chaque régime politique donna libre cour aux contre-valeurs, celles qui mirent en mal le bien-être de tous les hommes et la dignité humaine. La démocratie athénienne elle-même n'a pas pu éradiquer les injustices et les abus sociopolitiques. C'est la raison pour laquelle elle fut régulièrement renversée au détriment des oligarchies ou des aristocraties économiques qui acquises à la cause d'une minorité de personnes. Ces échecs politiques furent des mobiles qui alimentèrent les différents mouvements de révolution sociopolitiques de la Grèce antique. Aucun régime politique dans la Grèce antique n'a été le meilleur. En d'autres termes, sur l'échelle de comparaison, aucun régime n'a été meilleur dans l'absolu, qu'il s'agisse de son organisation, de son fonctionnement ou des résultats obtenus. Chaque organisation politique une réponse provisoire pour résoudre des problèmes ponctuels. En fin de compte, ce furent les luttes de classes et d'intérêts qui suscitèrent les différents régimes politiques que la Grèce a connus. Mais faut-il alors sombrer dans un pessimisme politique qui conclurait qu'aucune gouvernance ne pourrait être meilleure ? En d'autres termes, la politique est-elle un jeu d'intérêts et un antagonisme de classes qui ignore l'idéal du bien-être de tous les hommes ? Les mutations sociopolitiques de la Grèce antique ne furent-elles pas des indicateurs de la volonté humaine d'accéder à une organisation politique qui garantisse et accomplisse permanemment le bonheur des peuples ? La succession des régimes politiques est-elle un simple refus du statu quo qui prédispose les hommes à construire des organisations différentes ? Plusieurs philosophes de la Grèce antique ont pensé que la possibilité de fonder un meilleur régime politique était réelle. La partie suivante nous conduit à l'examen de deux théories politiques majeures de la Grèce antique. Il s'agit de celle de Platon et de celle d'Aristote.

CONCLUSION DU CHAPITRE

Bien que la Grèce ait connu des bouleversements sociopolitiques qui ont manifestement compromis son essor sociopolitique, il convient de remarquer que c'est de ce chaos que sont nées l'aspiration et la quête d'une organisation politique qui devait réaliser et garantir le bonheur collectif. Cette partie nous a permis d'identifier plusieurs éléments qui ont contribué à l'amélioration progressive des régimes politiques dans la Grèce antique. Sans cesse agitées par des conflits internes et externes, les cités grecques ont formé des coalitions militaires qui leur ont permis de repousser les agressions environnantes. Le plus grand ennemi fut la Perse qui menaçait constamment les cités grecques de l'antiquité. La vulnérabilité des cités-états grecques leur inspira une union militaire qui leur assura des victoires mais aussi leur permit d'expérimenter une unité politique qui a réuni les différentes cités grecques. La ligue de Délos fut l'une de ces coalitions militaires des cités grecques qui leur permit de vaincre la Perse. Cette expérience de regroupement militaro-politique fut un moment de rapprochement qui jeta les bases de l'unification et de la fortification des cités grecques. Par ailleurs, l'essor économique attira également les compétences techniques et intellectuelles diverses. Sur le plan architectural particulièrement, la cité athénienne se démarqua des autres par ses œuvres architecturales des édifices publics et des monuments religieux et politiques qui suscitèrent l'admiration. Grâce à leur ingéniosité, les architectes grecs réalisèrent des œuvres inédites qui exaltèrent la perfection, l'héroïsme, le courage la pensée et l'aspiration au meilleur se renforça. Ces œuvres influencèrent le domaine politique qui connut des revendications et des révolutions dont la principale raison fut le rejet des idéologies de l'exploitation, de la domination. L'injustice et les inégalités en droit et en devoir furent dénoncées. Les masses populaires invitèrent les acteurs politiques à instituer des cadres politiques légitimes et propices à la préservation de la dignité de tous et du bonheur de tous.

Á ces éléments vont s'ajouter la littérature et la philosophie. En effet, les œuvres littéraires ont introduit une satire politique et sociale tout en proposant des idées pour marquer une rupture avec les vieilles habitudes traditionnelles. Le théâtre[86]devint aussi l'une des formes d'expression des intellectuels. Certaines valeurs furent célébrées telles que l'honnêteté, la vertu, le courage, l'amour, la dignité… En un mot, la littérature proposa des formes de vie nouvelles pour réaliser la dignité humaine. De plus, les sophistes affirmèrent

[86]La Grèce antique avait trois principaux festivals de théâtre : les Dionysies champêtres, les Lénéennes et les grandes Dionysies. Les personnages avaient des masques adaptés à leurs rôles pour mettre en lumière une réalité précise condamnable ou appréciable. Les auteurs les plus connus furent : Eschyle, Sophocle, Euripide. Les auteurs des comédies furent entre autres : Aristophane, Ménandre.

que l'homme fut le seul responsable et le fondateur de son être et de son devenir. Dès lors, toute soumission à la nécessité naturelle ou à la transcendance fut rejetée au profit des constructions rationnelles. Mais c'est la philosophie qui donna plus de vigueur et de pertinence grâce au culte de la raison qu'elle instituât. Les pratiques qu'elle prôna tranchèrent avec les pratiques politiques. Elle affirma que la raison humaine fut l'arme essentielle de construction de la connaissance et de la vie sociale. C'est pour cela que les luttes de Socrate ne se limitèrent pas à la simple dénonciation des dérives sociales, mais ce philosophe, par sa vie de méditation et de renoncement, mit en pratique l'idéal philosophique qui devint également l'idéal politique : la recherche du bien intelligible pour le bonheur de tous. En d'autres termes, Socrate renversa l'échelle des valeurs qui plaça les biens matériels et les honneurs individuels au sommet et l'humain au bas de celle-ci. La réflexion philosophique proposa une politique adossée sur des valeurs morales et humaines. C'est-à-dire que la politique fut définie comme une sage gestion des ressources pour apporter à l'humanité ce qui est moralement et humainement bon voire meilleur. La philosophie inspira ainsi l'aspiration au meilleur, au parfait ; elle ouvrit la voie à une réflexion qui ne cessa de nourrir la science et les pratiques politiques.

En définitive, nous pouvons retenir que les crises politiques de la Grèce antique ont suscité le nécessaire dépassement des cadres institutionnels et des pratiques politiques réalisés jusque-là parce qu'ils n'ont pas comblé les attentes des hommes. La succession des régimes politiques traduisait l'insatisfaction des hommes et leur détermination à trouver une forme politique idéale. Cependant, l'histoire que nous avons parcourue montre que les grecs ont fait des progrès politiques, certes, mais qu'ils n'ont pas atteint pleinement l'idéal politique qui aurait permis à tous les hommes de connaitre la sécurité, l'égalité de droit et le bien-être. Néanmoins, nous avons identifié des hommes capables de s'élever pour proposer de nouvelles idées qui permettraient de fonder des communautés de valeurs afin de réaliser l'idéal politique tant recherché. On comprend pourquoi Socrate déclarait :

> *En tout cas, je crois justement de ce que devrait être un homme donné à la ville par le dieu, vous pouvez le reconnaitre à ceci, c'est qu'il y a quelque chose de plus qu'humain dans le fait que j'ai négligé toutes mes affaires et que je laisse en souffrance depuis tant d'années pour m'occuper sans cesse des vôtres, m'approchant de chacun de vous en particulier, comme un père ou un frère aîné, en le pressant de s'appliquer à la vertu. Si j'en tirais quelque profit, si je recevais un salaire pour mes exhortations, ma conduite s'expliquerait*. [87]

[87] *op.cit* p.43

CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE

Le parcours historique que nous avons effectué dans les cités grecques de l'antiquité a dévoilé l'existence d'une hiérarchie sociale établie sur des bases inégalitaires. L'échelle sociale mettait au sommet les citoyens, généralement minoritaires, puis suivaient les femmes, les étrangers et la base de l'échelle était occupée par les esclaves. Toutefois, tous les citoyens n'avaient pas droits aux mêmes privilèges. En effet, les nobles jouissaient du pouvoir économique qui leur permettait d'exploiter et de dominer les autres citoyens propriétaires terriens pauvres. Cette puissance économique leur conférait le pouvoir politique qui fut utilisé pour sauvegarder des intérêts particuliers. Cette structuration sociale et ce fonctionnement politique générèrent des inégalités criardes qui poussèrent les hommes à réaliser les différents régimes politiques de l'antiquité. C'est pourquoi la Grèce connut successivement quatre régimes politiques. Le premier fut la monarchie dont les rois et leurs conseillers furent les dépositaires du pouvoir économique et politique. Le développement du commerce et des petits métiers permit aux populations de se donner des moyens financiers pour acquérir des armes. Ils renversèrent la monarchie et établirent le deuxième régime : la dictature encore appelée l'aristocratie guerrière. Ce fut une aristocratie guerrière parce que ce régime politique reposa sur des milices ; ce qui donna la priorité aux expéditions militaires et aux rapts des possessions matérielles des nobles. Cette exploitation des populations suscita un mécontentement général. Dès lors, les populations sollicitèrent des leaders charismatiques ou influents qui promirent défendre les droits du peuple. Cette action populaire favorisa le renversement de la dictature et l'avènement du troisième régime politique : la tyrannie. Les tyrans devinrent des démagogues et donnèrent libre cours à leurs désirs égoïstes. Tel fut le cas des fils de Pisistrate qui ne purent administrer raisonnablement la cité, mais optèrent pour des règlements de compte et la satisfaction des plaisirs égoïstes. Ils furent chassés du pouvoir et le peuple prit le contrôle du pouvoir politique: ce qui donna lieu à la réalisation du quatrième régime politique appelé la démocratie. Clisthène fut élu pour administrer la cité. Il opéra des réformes importantes : il établit la première assemblée de citoyens masculins, institua les votes à l'assemblée et élargit le nombre de représentants issus des tributs.

Il en ressort de ces analyses que l'idéologie politique prend ses racines dans les conditions sociales. En effet, chaque régime politique de l'antiquité grecque a été produit suite à l'insatisfaction populaire parce que chacun d'eux était porteur d'une idéologie contraire à l'intérêt général. La monarchie a été instituée pour organiser et protéger la cité des menaces impérialistes extérieures, la dictature reposait sur l'accumulation des biens matériels,

l'acquisition des moyens économiques pour renverser la monarchie. Mais cette aristocratie fut renversée par l'idéologie de la redistribution des avantages sociopolitiques que brandirent les leaders tyranniques. Ce régime se caractérisa par la cupidité, l'exploitation des riches et la trahison des prolétaires pour préserver les intérêts privés. Bien qu'ils aient exploité les populations pour leurs intérêts, la force populaire parvint à évincer ce pouvoir pour instituer la démocratie. Elle fit du démos le véritable souverain, celui qui établit les lois et se choisit ses dirigeants. De même, les progrès politiques de la Grèce furent sans cesse influencés par les rivalités et les conflits avec Sparte d'une part et avec la Perse d'autre part. Les menaces constantes des armées perses disposèrent les cités grecques à construire des coalitions militaires. Ces coopérations militaires jetèrent les bases de l'unité des peuples grecs. Par ailleurs, le domaine intellectuel eut un impact sur les mouvements de révolution politique. L'économie, l'architecture, la littérature, la sophistique et la philosophie eurent un apport déterminant dans la lutte de libération des peuples de la Grèce antique. Avec leur influence, les valeurs morales furent célébrées par les intellectuels et la prise de conscience fut progressive. Le résultat fut la libération du peuple de l'ignorance, du dogmatisme et du mysticisme. Ils purent affronter les systèmes d'exploitation et de domination sociopolitique qui les opprimèrent et ils instituèrent la démocratie en tant que gouvernement qui établit la souveraineté populaire.

En effet, les réalités sociales des cités grecques de l'antiquité ont eu un impact sur la vie politique à travers les âges. Les analyses établissent que toute idéologie est nourrie par les conditions sociales et chaque gouvernance réalise l'idéologie qui l'a suscitée. A bien examiné, aucun régime politique ne se réalise sans la pression de la volonté populaire. De même, les pratiques politiques sont inspirées par une idéologique qu'elles sont l'expression et les garantes. Il n'y a pas de politique neutre ou impartiale, toute politique est l'expression d'une idéologie spécifique. Teun Van Dijk disait alors : « *La cognition politique est, par définition, basée sur l'idéologie* »[88]Les réalités sociales de l'antiquité ont favorisé l'émergence, l'expression et la vitalité des différentes idéologies dont les différents régimes politiques n'ont été que des puissances exécutrices. Ce même penseur affirmait : « *les idéologies constituent la base « axiomatique » des représentations sociales d'un groupe et contrôlent – à travers des attitudes sociales spécifiques puis à travers des modèles mentaux personnels – les discours des individus et les autres pratiques sociales des membres du groupe* »[89]Le volet social de

[88] Van Dijk, Teun, *Politique, Idéologie et Discours*, Revue de sémio-linguistique des textes et discours, traduction assurée par Emmanuelle Bouvard et Adèle Peticlerc, Semen, 21/2006, avril 2007, p.1
[89]*Idem*

l'antiquité a permis d'identifier et de comprendre la mobilité de la politique et ses différentes motivations. Sans cesse motivés par la recherche des meilleures conditions sociopolitiques, les peuples grecs ont pu infléchir le cours de la vie politique pour atteindre un certain idéal politique. Toutes ces actions furent accomplies par la volonté des citoyens pour éradiquer les injustices, les inégalités et l'égoïsme généralisé. Cependant toutes ces formes politiques n'ont pas comblé toutes les attentes des peuples. Chaque régime présenta ses lacunes, ses tares et ses faiblesses. Chacun fut au service d'une minorité de citoyens précis et la majorité fut toujours soumise et dominée. D'où la nécessité du changement qui incita les hommes à lutter pour accéder à la liberté, à l'égalité de droits et au bien-être. S'il est vrai que la Grèce a été le théâtre des révolutions politiques, il n'en demeure moins vrai que c'est toujours en Grèce que l'on expérimenta pour la première fois un régime politique qui fut au service de tous et pour lequel tout le peuple fut à la fois membre et décideur : la démocratie.

En somme, l'insatisfaction des pratiques politiques donna naissance aux théories politiques. Il s'agit d'élaborer des théories sociales et politiques qui suscitèrent de nouvelles pratiques. La philosophie en tant que réflexion normative, celle qui ne se contente pas de dénoncer, mais aussi et surtout celle qui propose à l'humanité une vie nouvelle et meilleure se préoccupa depuis la Grèce de rechercher la meilleure expression politique. Le domaine philosophique s'attela à rechercher un système politique qui devait protéger l'humain et contribuer à son épanouissement. Socrate se montra décisif dans la mise en question du cadre politique de son époque. Il affirma que les hommes, par leur raison, durent construire une meilleure organisation politique pour la réalisation de leurs aspirations raisonnables. Il donna naissance à une philosophie politique qui a accordé la priorité aux normes morales, parce qu'elles sont la marque distinctive de la grandeur humaine. Emile Bréhier déclarait : « *Le but de la réforme du philosophe ne peut être alors que d'imiter autant qu'il est possible l'état de société le plus parfait, dont il possède l'idée, de prendre en quelque sorte la société au niveau où elle existe actuellement pour l'empêcher de tomber plus bas* »[90]La démocratie athénienne, bien qu'elle fût un régime politique qui conféra la souveraineté au peuple échappa-t-elle à la corruption humaine ?Les théories politiques qui furent construites ne traduisirent-elles pas l'insatisfaction permanente des penseurs de cette époque ?Parmi ces théoriciens politiques, nous nous intéresserons particulièrement à Platon et à Aristote pour examiner si ces penseurs Ont-ils pu identifier un régime qui soit véritable meilleur de sorte qu'il conserve la même pertinence dans l'espace et dans le temps ?

[90] *op.cit*. p.131

DEUXIEME PARTIE :

DE L'ANTIQUITE AU MOYEN-AGE : LA RUPTURE IDEOLOGIQUE ET POLITIQUE

INTRODUCTION

L'organisation et le fonctionnement politique de la Grèce antique furent dynamiques parce que le peuple voulut éradiquer les injustices et les inégalités sociopolitiques. Si la démocratie a confié le pouvoir au peuple, les pratiques politiques n'ont pas favorisé l'institution de la justice, de l'égalité de droits et du bien-être général. En effet, les femmes étaient exclues des délibérations publiques, l'esclavage était toujours pratiqué, les riches minoritaires détenaient le pouvoir économique et politique tandis que la majorité vivait dans la misère. Tous ces faits ont été à la base des dysfonctionnements de la démocratie athénienne. Car, la souveraineté effective revenait à un petit nombre d'hommes qui étaient les véritables acteurs qui constituaient une oligarchie productrice des choix et des décisions politiques. Le procès et la condamnation de Socrate sont quelques illustrations de la corruption généralisée qui a caractérisée le régime démocratique athénien. En gros, la démocratie athénienne n'était pas parfaite parce qu'elle était fondée sur des inégalités et même sur des abus politiques. Dans la réalité, les pratiques politiques ternissaient les valeurs morales et humaines. Or la philosophie, en tant que discipline normative, affirmait la dignité de tout homme.

Les philosophes dont le regard et l'implication politique consistent à identifier les meilleures conditions de vie de tout homme, ont construit des théories politiques originales, celles qui ont jeté les bases d'une philosophie politique morale pour laquelle l'intérêt général fut la colonne vertébrale. Ainsi, les philosophes grecs ont proposé plusieurs formes d'organisations politiques dont le fonctionnement faisait de l'humain le principal bénéficiaire. Il apparait que les théories politiques des grecs construisaient des cadres politiques qui se préoccupaient du bien commun et des valeurs morales. Les multiples théories politiques des philosophes grecs étaient axées sur la nécessité des valeurs éthiques afin que la politique fût au service de tous et de chacun. Il est question d'examiner quelques-uns des régimes politiques de certains philosophes grecs de l'antiquité afin d'établir leurs caractéristiques. La révolution intellectuelle des philosophes de l'antiquité grecque nous invite à un examen des théories du pouvoir politique afin d'identifier le régime politique qui peut être considéré comme le meilleur le tous. Si nous convoquons les théories politiques des philosophes grecs de l'antiquité, c'est certainement parce que la problématique du meilleur régime politique a été considérée comme une condition de l'épanouissement des populations et de la cohésion sociopolitique. La présente partie entend s'appesantir sur les théories politiques de Platon et d'Aristote qui ont proposé des perspectives politiques que chacun avait pensé être la meilleure

possible pour la cité. Ainsi compris, quelles furent les conceptions politiques de Platon et d'Aristote ? Peut-on véritablement identifier dans leurs théories un régime politique qui fût véritablement le meilleur de tous ? Quels peuvent être les critères qui détermineraient ce meilleur régime politique ? Peut-on dire que ses théories politiques ont pu transcender les lacunes, les faiblesses et les défaillances des régimes antérieurs pour le meilleur des régimes politiques qui seraient opérationnels dans le temps et dans l'espace ? En d'autres termes, leurs réflexions philosophiques ont-elles pu établir un régime politique qui fut le meilleur dans l'absolu ? Car, Aristote déclarait :

> *Tout État est évidemment une association ; et toute association ne se forme qu'en vue de quelque bien, puisque les hommes, quels qu'ils soient, ne font jamais rien qu'en vue de ce qui leur paraît être bon. Evidemment toutes les associations visent à un bien d'une certaine espèce, et le plus important de tous les biens doit être l'objet de la plus importante des associations, de celle qui renferme toutes les autres.*[91]

Si l'antiquité n'a pas pu construire un régime politique absolument meilleur, le moyen-âge n'a pas été insensible à cette préoccupation politique. Il a aussi connu un déploiement politique de conquête de meilleure organisation et des meilleures pratiques politiques. Si la théologie avait pris de l'ascendance sur toutes les autres préoccupations humaines, comment s'est organisée la vie politique au moyen-âge. Le pouvoir politique était-il en harmonie avec les exigences théologiques pour instituer la meilleure organisation politique ?Les problématiques politiques médiévale sont-elles conservé leur laïcité pour rechercher les meilleures conditions d'expression sociopolitique ou alors elles ont été inféodées dans la théologie pour réaliser un cadre politique affranchi des imperfections humaines ?C'est ce bien suprême que nous voulons identifier afin d'affirmer ou d'infirmer sa réalité afin d'indiquer définitivement la constitution d'une meilleure organisation politique. Dès l'entame, il s'agit d'examiner si les théories platonicienne et aristotélicienne ont-elles produit une véritable révolution sociopolitique génératrice de paix, de cohésion sociale et du bonheur des citoyens et après nous analyserons la politique moyenâgeuse pour ressortir ce qu'elle suggéré comme organisation politique. Ces analyses ont une seule exigence : la recherche du meilleur régime politique pour l'essor politique des Etats et de le bonheur de tous les hommes.

---

[91] *op.cit.* p.1

CHAPITRE IV : PLATON ET LE MEILLEUR RÉGIME POLITIQUE

Platon a été influencé par les enseignements de son maître Socrate. C'est la raison pour laquelle ses œuvres ont pour personnage principal Socrate ; une façon de célébrer la grandeur de ce dernier et d'immortaliser ses riches réflexions. Bien plus, la condamnation de Socrate a marqué ce disciple et l'a disposé à plus de fermeté et de détermination intellectuelle. Mais c'est cette condamnation à mort de Socrate qui a été l'une des sources d'inspiration de la théorie politique de Platon. Cette réflexion est la manifestation d'un rejet et même d'une condamnation des régimes politiques en vigueur à son époque. Ses analyses politiques étaient aussi une réelle volonté de voir se réaliser le meilleur régime politique pour accomplir le bonheur des peuples. Car, les pratiques politiques n'offraient à Platon aucune sécurité et aucune satisfaction. C'est la raison pour laquelle, ce dernier a élaboré une vision politique qui transcendait les réalités quotidiennes de la cité athénienne. Il s'est hissé vers le monde intelligible afin de fonder un régime qui soit qualitativement au-dessus des autres régimes politiques existants. En effet, ce philosophe a été animé d'une réelle volonté de construire un espace politique meilleur, celui qui évite aux hommes la domination des uns par d'autres ou celui dont la caractéristique essentielle est le bonheur de tous et de chacun. Ce philosophe initiait une véritable révolution politique et intellectuelle qui avait une seule finalité : le bonheur des citoyens.

C'est cette vision qui a permis à Platon d'élaborer un projet politique original qui allait du visible vers l'invisible, de l'imparfait vers le parfait parce que les réalités intelligible sont meilleures. L'histoire athénienne confirmait l'insatisfaction quasi permanente suscitée par tous les régimes politiques de l'époque. C'est la raison pour laquelle Platon opéra une rupture avec le vécu quotidien. Pour mieux étayer sa théorie, Platon s'est attelé à examiner les cinq types de régimes politiques pour mieux ressortir leurs lacunes et pouvoir proposer celui qui serait le mieux élaboré. Dans son œuvre *La République*[92]Platon a analysé méticuleusement la scène politique pour identifier ses dysfonctionnements qui lui ont permis par conséquent de construire ce qui, selon lui, devrait constituer la véritable organisation et la bonne gestion politique. Quels sont ces régimes politiques et lequel Platon a estimé être le meilleur de tous ?

[92] op.cit

I- LA TIMOCRATIE OU LA TIMARCHIE

Platon définissait la politique comme étant précisément un art spécifique, celui d'élever les troupeaux qui se divisent en bêtes cornues et puis en bipèdes et en quadrupèdes. C'est un symbole qu'il mettait en évidence pour démontrer que la politique est une connaissance destinée à conduire les hommes vers leur bien-être. Ainsi, la politique devient l'art de conduire, d'administrer la société, non par la contrainte, ni par la violence, encore moins par l'éloquence mais par la connaissance élevée qui prédispose le gouvernant à diriger les citoyens. Le gouvernant tient son aptitude des connaissances spécifiques à la gestion de la cité. D'où cette déclaration : « *Et ne concevons-nous pas que c'est une chose plus ridicule encore de se représenter le roi courant avec son troupeau, et luttant à la course avec l'homme le mieux exercé au métier de coureur ? »*[93]Ces conditions préalables à la gestion de la cité sont indispensables pour cerner la pensée politique de Platon et pour pouvoir l'évaluer. Platon dressait les imperfections croissantes des régimes politiques. Il affirmait :

> *Les gouvernements que je veux dire sont connus. Le premier, et le plus loué, est celui de Crète et de Lacédémone ; le second, que l'on ne loue aussi qu'en second lieu, est appelé oligarchie : c'est un gouvernement plein de vices sans nombre ; opposé à ce dernier vient ensuite la démocratie ; enfin, la noble tyrannie, qui l'emporte sur tous les autres, et qui est la quatrième et dernière maladie de l'Etat […] Les souverainetés héréditaires, les principautés vénales et certains autres gouvernements semblables ne sont, en quelque sorte, que des formes intermédiaires.* [94]

La timocratie, selon Platon, est un régime politique essentiellement négatif parce qu'il est fondé sur la recherche de la valeur matérielle. En effet, la préoccupation majeure des dirigeants timarchiques c'est l'intérêt individuel : amasser les biens matériels et financiers ainsi que les propriétés terriennes. Ces possessions avaient plus de valeur parce qu'elles conféraient le haut statut social et faisaient la grandeur de ceux qui en possédaient. Ces possessions hissaient le citoyen détenteur au sommet de l'échelle sociale. Grâce à leurs biens matériels, ces seigneurs se livraient aux plaisirs de tous ordres et détenaient l'autorité absolue de la cité en raison de leur influence matérielle. Par conséquent, l'intérêt individuel était la

---

[93] Platon, *Le politique ou de la royauté*, Traduction Dacier et Grou, avec notes et arguments par MM. Chauvet et Saisset. Paris, Librairie Charpentier et Cie, 1885, 332 p.
Nous voulons attirer l'attention de nos lecteurs sur l'échelle des régimes politique de Platon. Le classement que nous avons retenu de Platon met en lumière une échelle décroissante selon que Platon les considère du moins mauvais au pire. Nous indiquons ici sommairement qu'il s'agit de **la Timocratie** encore appelée Timarchie, viennent ensuite **l'oligarchie**, **la démocratie** et **la dictature**. Le régime politique que Platon affirmait être le meilleur de tous est **l'aristocratie** encore nommée la sophocratie. C'est cette dernière formation politique qui réalise réellement le bien-être des hommes.

[94] *op.cit*. 544a – 545a

seule motivation de leurs actions et aucun acte altruiste désintéressé n'était posé. L'homme timarchique ne se préoccupait que de sa stricte individualité. Il sacrifiait sans état d'âme les intérêts de la cité au profit des siens. L'accumulation des richesses était la condition pour occuper les hautes fonctions politiques. Or, un gouvernement qui prône l'égoïsme génère les conflits interpersonnels et les antagonistes sociaux. La caractéristique distinctive des timarchiques était le refus de partager les possessions matérielles avec d'autres citoyens, ils n'avaient aucunement le souci du bonheur collectif des citoyens. Les leaders politiques timarchiques ne se préoccupaient pas des aspirations et des besoins du peuple, mais uniquement de leurs avantages privés afin de maintenir et d'affermir leur pouvoir. Les plus grandes valeurs estimées furent les biens matériels parce qu'ils déterminaient la grandeur et le statut social du citoyen. C'est pourquoi les seigneurs timarchiques jetaient leur dévolu sur l'accumulation des biens afin d'en jouir pleinement et d'obtenir la plus grande considération qui leur conférait les fonctions politiques. N'ayant aucune qualification intellectuelle ou administrative, les princes timarchiques, à cause de leur mauvaise éducation, considéraient l'avoir comme le critère absolu de la dignité humaine. Or, lorsque des hommes de condition intellectuelle inférieure jouissent du pouvoir, ils considèrent l'oppression comme le moyen de garantir leur suprématie sur d'autres et la satisfaction de toutes sortes de plaisirs charnels est considérée comme une conduite honorable.

En somme, la timocratie, à cause de l'amour démesuré des possessions matérielles, a généré plus de conflits parce qu'elle a poussé les hommes à la guerre d'intérêt, aux rivalités et l'intolérance. Cet amour démesuré des biens matériels a été généré par la piètre condition intellectuelle des leaders timarchiques. En effet, la timarchie méprisait les valeurs spirituelles et humaines, celles qui portent et traduisent la dignité humaine. Cependant, lorsque les considérations matérielles prennent le pas sur les valeurs humaines, il s'ensuit nécessairement une dégradation sociale parce que les conflits d'intérêt seront légion et vont désorganiser la cité. Car, chacun, préoccupé par son avantage particulier, voudra le consolider et le développer davantage au mépris et même au détriment de la vie et des intérêts des autres membres de la cité. Manifestement, le régime timarchique fonde les luttes, les conflits, l'insécurité généralisée et l'individualisme. Or, tout individualisme détruit fondamentalement la cohésion sociale et l'intérêt général. Toutes ces observations ont conduit Platon à dire que c'est un régime politique qui ne sied pas aux hommes. C'est pourquoi, parlant des gouvernants, timarchiques, Platon disait :

> *De tels hommes seront avides de richesses, comme les citoyens des Etats oligarchiques ; ils adoreront farouchement, dans l'ombre, l'or et l'argent, car ils auront des magasins et des trésors particuliers, où ils tiendront leurs richesses cachées, et aussi des habitations entourées de murs, véritables nids privés, dans lesquelles ils dépenseront largement pour les femmes et pour qui bon leur ressemblera […] Ils seront donc avares de leur argent, parce qu'ils le vénèrent et ne le possèdent pas au grand jour, et par ailleurs prodigues du bien d'autrui, pour satisfaire leurs passions.*[95]

De plus, soucieux des honneurs qu'ils pouvaient avoir dans la cité, les chefs politiques combattaient tous ceux qui voulaient s'affranchir de leur domination parce qu'ils devenaient de véritables menaces à leur hégémonie. Il apparait que la recherche des honneurs conduit à la culture de la vanité. Le régime timarchique n'établit qu'une société du paraitre et de l'avoir, parce qu'il accorde le crédit aux possessions matérielles. L'échelle des valeurs soumet l'être au service de l'avoir et le mépris des compétences intellectuelles donne nécessairement lieu et place aux discriminations politiques, à la structuration sociale sur un fond matérialiste. Chez les dirigeants, les pratiques quotidiennes sont celles des remontrances, de la poursuite de tous les privilèges et de tous les moyens nécessaires pour consolider leurs statuts alors que le peuple gémit dans la misère. Dans ce contexte, ces dirigeants entretiennent une haine vis-à-vis des citoyens aptes à la gestion de la cité parce que ces derniers peuvent initier une révolution sociopolitique qui pourra provoquer leur chute et leur déshonneur. Ainsi, un régime qui méprise la grandeur intellectuelle cultive et multiplie des vices, il est corrupteur et corrompu parce qu'il ne valorise pas l'essence rationnelle de l'homme mais plutôt l'aspect matériel. C'est un pouvoir politique qui est fondé sur le trafic d'influence. La conséquence inévitable c'est la culture de l'hypocrisie, de la ruse, de la duplicité et de la corruption généralisée. C'est l'Etat à son stade primaire, d'où la violence permanente et la conduite irrationnelle de ses gouvernants. Son fonctionnement n'a aucun sens de la communauté et de l'intérêt général. C'est pourquoi Platon disait :

> *Mais la crainte d'élever les sages aux magistratures, parce que ceux qu'on aura ne seront plus simples et fermes, mais de naturel mêlé ; le penchant pour les caractères irascibles et moins compliqués, faits pour la guerre plutôt que pour la paix ; l'estime dans laquelle on tiendra les ruses et les stratagèmes guerriers ; l'habitude d'avoir toujours les armes à la main : la plupart des traits de ce genre ne lui seront-ils pas particuliers […] il n'y a*

[95] *Ibidem*. 547c – 548c.
Nous tenons à révéler deux caractéristiques essentielles de la timocratie : la culture de la fortune matérielle et celle de l'honneur individuel des hommes. Ainsi ce régime politique est celui du paraitre et non de l'être, en d'autres termes, le sujet se définit par ses possessions matérielles et l'honneur social qui l'élève par rapport aux autres citoyens. D'où les luttes, les rivalités, les conflits d'expansion de son patrimoine ou de sa destruction par des adversaires. Platon le considère alors comme un régime de la barbarie et de la sauvagerie.

> *en lui qu'un seul trait qui soit parfaitement distinct, et il tient à ce que l'élément irascible y domine : c'est l'ambition et l'amour des honneurs*.[96]

Il apparait que le gouvernement timarchique fut plus apte dans la surveillance et l'appropriation des biens matériels que dans la gestion des affaires publiques. Il fit la promotion de l'individualisme au détriment de l'intérêt général. Dans cette course effrénée aux possessions matérielles, des antagonismes furent générés et ils conduisirent au dépérissement de l'État. Cette incapacité et cette indifférence dans la recherche de l'intérêt général furent préjudiciables pour une bonne gestion du patrimoine national. Néanmoins, l'acquisition égocentrique des biens matériels et la recherche effrénée des honneurs sont les maux qui ont été les catalyseurs de l'effondrement humain et moral de la timocratie. Ce régime politique ne préoccupait aucunement des valeurs morales et intellectuelles. Or, un régime qui privilégie l'égoïsme et l'avarice sombre irrémédiablement dans des conflits d'intérêts, des rivalités et il compromet la cohésion sociale. Les révolutions sont généralement générées, soit par les passions qui opposent les dirigeants entre eux, soit par la volonté du peuple de se libérer de la servitude imposée par leurs maitres. En effet, la domination et l'exploitation sont des maux difficilement supportables indéfiniment parce qu'elles engendrent volontairement ou involontairement des dynamiques nouvelles. C'est du moins ce que constatait aussi Aristote ; parlant de la succession des régimes politiques, ce dernier identifiait les causes de renversement des pouvoirs. Parmi ces causes, figure en bonne place l'acquisition démesurée et injuste des biens matériels par une classe sociale ou par certains individus qui, par la même occasion exploitent et avilissent les autres. Cette illustration s'applique au régime timarchique. Car, certains sujets s'appropriaient la quasi-totalité du patrimoine de la cité et réduisaient les autres au statut d'esclaves. C'est pourquoi cette misère et cette instrumentalisation des hommes jetaient les bases des mouvements de contestation. Aristote déclarait à ce sujet :

> *L'ambition des richesses et celle des honneurs, dont nous venons de parler, peuvent allumer la discorde, sans qu'on prétende pour soi-même ni aux unes, ni aux autres, mais seulement parce qu'on s'indigne de les voir justement ou injustement aux mains d'autrui. A ces deux premières causes, on peut joindre l'insulte, la peur, la supériorité, le mépris, l'accroissement disproportionné de quelques parties de la cité […]On s'insurge quand on se voit privé personnellement de toute distinction, et que les autres en sont comblés.*[97]

---

[96] *Idem.* 547c - 548c

[97] *op.cit.* Livre VIII, théorie générale des révolutions, chapitre II, causes diverses des révolutions; Dispositions des esprits.

Ces traits distinctifs de la timarchie révèlent la plus grande menace que constituent les possessions matérielles et le mépris du bien-être collectif ; ils diluent tous les efforts de construction de l'épanouissement de la cité. C'est pourquoi Platon avait considéré ce régime politique comme producteur du vice, de la violence, de la domination et l'immoralité. Car la recherche effrénée des biens matériels a suscité des injustices, des inégalités et des séditions. Les princes furent plutôt des agents destructeurs des vies des citoyens et par ce fait même ils contribuèrent à la déstabilisation de la cité. Ce régime politique fut dangereux aussi bien pour les gouvernants que pour les gouvernés, parce que les uns furent exploités, méprisés et chosifiés et d'autres furent la cible et la proie des citoyens aspiraient à leur liberté et à l'égalité des droits sociopolitiques.

Somme toute, la timarchie fut un régime condamnable parce qu'elle était une organisation politique qui institua les dominations et l'exploitation des uns par les autres. Ces vices ont suscité des conflits, des luttes et des troubles qui ont provoqué l'instabilité et l'insécurité. On s'aperçoit que la timocratie ne recherchait pas une sage gestion des hommes et des biens, elle ne se préoccupait pas de l'intérêt général. Cependant, lorsque les vies humaines sont sacrifiées ou menacées, il se crée une méfiance et une rupture sociales qui compromettent l'équilibre et la cohésion politique. Platon affirmait alors que ce régime était contraire à la dignité humaine. C'était un régime qui immolait l'humanité au profit de la matérialité, il officialisait les injustices, les inégalités et la domination. Aristote partageait cette vision d'où cette déclaration :

> *Il résulte que la fin de la Politique sera le bien proprement humain Même si, en effet, il y a identité entre le bien de l'individu et celui de la cité, de toute façon c'est une tâche manifestement plus importante et plus parfaite d'appréhender et de sauvegarder le bien de la cité : car le bien est assurément aimable même pour un individu isolé, mais il est plus beau et plus divin appliqué à une nation ou à des cités. Voilà donc les buts de notre enquête, qui constitue une forme de politique.* [98]

En fin de compte, le régime timarchique a été discrédité par Platon parce qu'il s'était détourné du bien-être général et par ce fait même, il a provoqué plus d'injustices et plus de

---

La vie politique des cités grecques de l'antiquité a permis à Aristote d'identifier les causes des révolutions politiques. Nous tenons à souligner une réalité spécifique de la pensée d'Aristote dans cette œuvre précisément qui présente clairement les causes, le but et les circonstances des révolutions politiques ; ces circonstances sont très complexes ; on peut en distinguer un moins grand nombre de raisons, mais nous retiendrons entre autre: l'ambition des riches, l'amour des honneurs, l'insulte, la peur, le mépris, l'accroissement disproportionné d'une classe, la brigue, la négligence, les causes insensibles, la diversité d'origines… Toutes ces raisons peuvent disposer une population ou un peuple à se soulever pour dénoncer ou pour détruire un système aliénant dominant ou pour provoquer l'effondrement total d'une organisation quelconque.

[98]Aristote, *Ethique à Nicomaque*, chapitre I : Le bien et l'activité humaine : la hiérarchie des biens, Introduction, Notes et indices par Vianney Décaie, Paris, Edition J. Vrin, 1997.

vices. Au lieu d'être au service de la communauté tout entière, elle a été au service d'une minorité d'hommes qui ont utilisé le pouvoir politique pour des intérêts privés. De sorte que la timocratie a été un régime de l'auto-exaltation et de l'autosatisfaction. Platon y voyait un dérèglement moral qui exprimait l'indigence d'esprit et l'incapacité à réaliser les valeurs humaines. Ce dérèglement moral jetait les bases des conflits et des révolutions politiques. Les citoyens moins nantis cherchèrent des moyens pour s'affranchir de cette classe sociale dont l'influence sociopolitique et économique oppressante. Cette révolution favorisa l'avènement d'une minorité de dignitaires ; ils formèrent un nouveau régime politique dénommé oligarchie.

II- L'OLIGARCHIE.

L'oligarchie est encore appelée la ploutocratie parce que les riches exercent le pouvoir politique. En effet, Le petit Larousse illustré la définit ainsi : « *C'est un régime politique où l'autorité est entre les mains de quelques personnes ou de quelques familles puissantes.* »[99] Á bien dire, ce régime concentrait le pouvoir entre les mains d'une minorité de citoyens riches. La conséquence fut que l'ensemble du peuple ne participait pas à la gestion des affaires publiques. Mieux, la majorité était soumise à la minorité. Il s'agissait d'une double soumission : une soumission politique parce que la gestion des affaires de la cité était exercée par les nobles ; mais aussi une soumission économique parce que les propriétés matérielles leur revenaient. Cette double aliénation conduisit à la domination et à l'exploitation de l'ensemble du démos dépourvu de moyens économiques. La minorité avait l'exclusivité du pouvoir politique et le gérait pour sauvegarder et accroitre ses avantages matériels. Pour y parvenir, la majorité prolétarienne fut instrumentalisée. La considération sociopolitique n'était accordée qu'aux citoyens disposant de plus de moyens matériels. L'avoir déterminait la grandeur et la dignité, il élevait celui qui le possédait et conférait une réelle et incontestable notoriété. La grandeur humaine reposait uniquement et essentiellement sur la valeur quantitative et non qualitative. Les possessions matérielles et financières définissaient la grandeur ; elles procuraient à leurs détenteurs une réelle supériorité sociale. C'est pourquoi la minorité de nobles jouissait du pouvoir politique parce qu'elle avait des moyens matériels qui

[99] Dictionnaire *petit Larousse illustré*, Larousse, Paris, 1991.
Le terme oligarchie fait allusion à une formation politique dont la minorité dirige les affaires publiques. Cette minorité est nantie, non pas des compétences politiques, ni intellectuelles, mais du confort matériel qui est un atout majeur pour se frayer une place dans l'espace politique. Platon le présente comme une forme primaire de l'organisation des hommes. Il est au stade sauvage parce qu'il ignore la dimension morale et spirituelle. Nous voulons donc montrer que l'oligarchie ne saurait être le meilleur régime politique parce que d'une part il est exercé par une poignée d'individus et, d'autre part, il fait de l'avoir la valeur absolue qui détrône l'être humain.

lui donnait le pouvoir de s'imposer sur la scène politique. Au lieu de la qualification humaine, c'est la puissance économique qui fut la condition d'accès aux fonctions publiques. Dès lors, les pauvres furent de simples spectateurs de la gestion de la cité, ils furent exploités et instrumentalisés. Car, le critère d'accès aux fonctions publiques fut l'avoir. C'est la raison pour laquelle ce régime fut exercé par un cercle restreint d'hommes, les riches ou les nobles. C'est cette minorité propriétaire des biens de la cité qui était logiquement détentrice du pouvoir politique. Marcel Prélot écrivait :

> *Dans l'oligarchie proprement dite, le petit nombre gouverne… les citoyens pauvres n'ont pas de place dans la conduite des affaires publiques, et ils sont opprimés. Le régime est mauvais parce que le nombre des oligarques sera nécessairement trop élevé pour que tous soient des politiques. Par ailleurs, la vie du riche ne l'incline pas du tout à l'acquisition des qualités qui font les sages.*[100]

Cette conception donnait naissance à deux classes sociales antagonistes : d'un côté les riches, nantis de leurs avoirs et du pouvoir politique, et de l'autre côté les pauvres dominés et étrangers à la prise des décisions dans la vie publique. Les riches exploitaient les prolétaires qui, pour survivre, devaient se résigner à accomplir des tâches viles et peu rémunérées. Les pratiques de l'oligarchie ont généré des rapports permanemment conflictuels. Il se livrait des luttes de classes : les riches voulant préserver leur hégémonie et les prolétaires voulant s'en libérer. Cet antagonisme suscita naturellement des mouvements de contestation et des alliances afin de renverser la noblesse. Ainsi, les gouvernés cherchèrent les moyens pour s'affranchir de cette domination et de s'emparer du pouvoir politique. Ce régime politique institua pour ainsi dire des discriminations qui furent préjudiciables à la vie publique. Il provoqua des soulèvements populaires parce qu'il compromettait la cohésion sociale et l'idée même de communauté politique entendue comme un corps uni par les mêmes droits et la même finalité. En effet, dans le régime oligarchique, la finalité fut l'accroissement des possessions économique et la conservation du pouvoir politique et non la saine gestion de la cité ni la recherche du bien-être général ; le jeu politique reposait sur une valeur essentiellement matérielle. Pour l'oligarchie, c'est l'économique qui déterminait le statut social du citoyen et sa responsabilité politique. De ce fait, le pouvoir était exercé par des citoyens cupides et non qualifiés ; des hommes d'affaires dépourvus de compétence politique. La Grèce antique fit l'expérience du pouvoir oligarchique mais celui-ci fut agité par des conflits, des contestations et des révolutions. Car, la condition sociopolitique du peuple était

[100] *op.cit*. p.89

moins agréable. C'est la raison pour laquelle Platon établissait la caractéristique de ce pouvoir politique en ces termes :

> *Le gouvernement, répondis-je, qui est fondé sur le cens, où les riches commandent, et où le pauvre ne participe point au pouvoir […] alors ils établissent une loi qui est le trait distinctif de l'oligarchie : ils fixent un cens, d'autant plus élevé que l'oligarchie est plus forte, d'autant plus bas qu'elle est faible, et ils interdisent l'accès des charges publiques à ceux dont la fortune n'atteint pas le cens fixé.*[101]

Cette description dévoile la grande considération financière au détriment des aptitudes et compétences intellectuelles. Or, lorsque la connaissance est méprisée à cause des performances économiques, la scène politique se transforme en une arène particulièrement féroce où les forts l'emportent sur les faibles. De plus, l'oligarchie attribuait la souveraineté exclusive et absolue aux riches parce qu'ils étaient les véritables acteurs du pouvoir économique et politique. Ce sont eux qui inspiraient les orientations politiques, les choix et les lois de la cité. L'analyse que nous propose Platon vise à montrer que l'oligarchie méconnaissait la participation de l'ensemble de la cité dans la gestion des affaires publiques. Il s'agissait en réalité de la dictature de la minorité sur la majorité ; la dictature de l'économique sur l'intellectuel et le rationnel. Or, lorsqu'un groupuscule décide au nom de tous, il est évident que l'intérêt général n'est plus véritablement prioritaire, mais c'est plutôt les intérêts particuliers et des particuliers qui l'emportent. De toute évidence, si tous les citoyens ne peuvent prendre part à la vie politique, on ne saurait parler de gouvernance profitable à toute la communauté parce qu'il ne recherchait pas l'ensemble du peuple. Les préoccupations de toutes les couches et de toutes les sensibilités sociales de la cité ne sont pas prises en compte.

Par ailleurs, l'un des handicaps de ce régime tenait de la confusion volontaire des fonctions ; le riche, grâce à sa richesse administrait la cité, et le pauvre homme éclairé était ignoré parce qu'il ne disposait d'aucun moyen financier. Or, si les qualifications

---

[101] *op.cit*, 550d – 551c

Nous voulons montrer que l'oligarchie qui faisait du cens la valeur absolue tenait cette puissance à cause de l'organisation sociale. Nous avons démontré dès l'entame de notre propos que la cité athénienne comprenait quatre groupes sociaux différents :

1-Le citoyen : il était au sommet de la cité parce qu'il était le seul être qualifié à prendre part à la vie politique : délibérations politiques et services militaires pour défendre sa cité. Il fallait être de sang grec et atteindre un certain âge pour jouir de ce noble privilège d'être citoyen.

2-Les femmes : elles étaient des maîtresses ou prenaient part aux cérémonies religieuses pouvant être prêtresses. Elles devaient administrer le foyer et s'assurer de son bon fonctionnement.

3-Les métèques : ce sont des étrangers, ils étaient commerçants, mais ne participaient pas dans la gestion des affaires publiques.

4-Les esclaves : ils étaient soumis à leurs maîtres et étaient considérés comme des objets ou des possessions du maître. Certains étaient tués lors des exercices de promotion de jeunes grecs au statut de citoyens athéniens.

intellectuelles et éthiques sont méprisées et tenues à l'écart, c'est l'incompétence et la médiocrité qui s'installent et se développent. La confusion, la médiocrité et la corruption deviennent des pratiques courantes qui, sans doute, entrainent les dérives sociopolitiques. Cette métaphore platonicienne trouve ainsi tout son sens :

> *Considérons en effet ce qui arriverait si l'on choisissait les pilotes de cette façon, d'après le cens, et que l'on écartât le pauvre, bien qu'il fût plus capable de tenir le gouvernail […] La navigation en souffrirait, dit-il, et ne serait-ce pas le cas d'un commandement quelconque […] L'oligarchie aura donc, d'abord, ce défaut capital […] Il y a nécessité qu'une pareille cité ne soit pas une, mais double, celle des pauvres et celle des riches, qui habitent le même sol et conspirent sans cesse les uns contre les autres.*[102]

Un autre aspect très négatif qui a fait dire à Platon que l'oligarchie n'était pas un gouvernement au service des hommes est que sa constitution et son fonctionnement excluaient les pauvres de la vie publique. Dans le régime oligarchique, les prolétaires étaient de simples spectateurs de la vie publique. Dès lors, la politique était l'œuvre exclusive des riches bien que moins exercés dans l'art politique. Les pauvres furent tenus éloignés de la gestion des affaires politiques bien que certains fussent qualifiés. Or, nous devons reconnaitre que l'économie à elle seule ne saurait construire et constituer la grandeur sociopolitique. En vérité, l'argument économique ne consolide que L'économie et pas nécessairement le politique. C'est pourquoi, l'homme et la cité furent assujettis à l'économique, le sens humain et moral fut méprisé. L'orgueil, la suffisance, le mépris et l'avidité devinrent des caractères dominants et les valeurs absolues. Cet antagonisme social conduisit aux rivalités, car les pauvres se ruèrent dans la conquête de leur liberté. L'histoire des révolutions politiques montre que ce sont les injustices et le rejet de l'exploitation qui ont été des facteurs de soulèvements. Les revendications pour plus de considération sont les causes intimes de l'effondrement des régimes et des mutations politiques. Les contre-valeurs et la mauvaise gouvernance oligarchique déclenchèrent la contestation, son rejet et des actions révolutionnaires. La critique platonicienne démontrait le caractère inhumain des oligarques : ils se préoccupaient de leur stricte individualité et jamais du bien-être de toute la collectivité. Ce fut un régime politique égoïste et inhumain qui promouvait des pseudo-valeurs discriminatoires, éphémères et contingentes. Platon déclarait à ce sujet :

> *Vois maintenant si de tous ces maux celui-ci n'est pas le plus grand dont, la première, l'oligarchie se trouve atteinte […] La liberté qu'on y laisse à chacun de vendre tout son bien, ou d'acquérir celui d'autrui, et, quand on a tout vendu, de demeurer dans la cité sans y remplir aucune fonction, ni de*

[102] *Ibidem*. 551c – 552b.

> *commerçant, ni d'artisan, ni de cavalier, ni d'hoplite, sans autre titre que celui de pauvre et d'indigent. Cette constitution est en effet la première qui soit atteinte de ce mal.*[103]

Doit-on exclure les pauvres de la politique en raison de leur pauvreté matérielle ? En d'autres termes, la pauvreté matérielle est-elle suffisante pour ne pas être un acteur politique ? La cité n'est-elle pas en danger lorsque les moins éclairés exercent le pouvoir politique ? Les pratiques discriminatoires et immorales de l'oligarchie furent à l'origine de sa déchéance et de son effondrement. Lorsque les sages sont exclus de la politique, les affaires publiques connaissent une désorganisation totale qui conduit à la ruine du peuple et de la cité. Nous pouvons retenir tout simplement que le régime oligarchique a fait la promotion des contre-valeurs, il a célébré la médiocrité intellectuelle, a fait l'apologie de l'avoir et a destitué l'être. Une telle organisation politique fut préjudiciable à la cité parce qu'elle a détruit l'essence même de la communauté politique, celle de corps politique. Car, elle divisa le peuple au lieu de l'unifier. Or, une organisation politique doit placer toutes les compétences à leurs places pour qu'elles conjuguent les efforts pour assurer l'épanouissement général du peuple. Ce qui fait l'essor et le bien-être des peuples c'est la sage gestion de la cité et la considération de toutes les sensibilités sociales. Mais si une classe est ignorée au détriment d'une autre pour des considérations contingentes, les luttes d'intérêts vont conduire à l'embrasement de la cité. Platon remarquait à cet effet :

> *En tout cas, comme ce gouvernement, il honore surtout les riches […] Il n'y a pas d'apparence ; autrement il n'aurait pas pris un aveugle pour conduire le chœur de ses désirs, et ne l'honorerait pas par-dessus tout […] Ne dirons-nous pas que le manque d'éducation a fait naître en lui des désirs de la nature du frelon, les uns mendiants, les autres malfaisants, que contient de force sa sollicitude pour un autre objet.*[104]

Aristote, n'a pas été indifférent aux dérives de l'oligarchie. Il la considérait comme un régime soucieux des avantages privés au détriment du bien-être collectif ; ce philosophe affirmait que l'oligarchie est un régime d'instabilité et de désordre. Car il génère inéluctablement l'antagonisme et l'opposition des classes sociales. Puisque la recherche des meilleures conditions de vie incite les révolutions pour s'affranchir de la domination, de l'exploitation ou de l'esclavage, le régime oligarchique, par sa gouvernance, a produit les germes de sa destruction. Pour justifier les causes de la déchéance oligarchique, Aristote disait : « *Dans les oligarchies, les causes les plus apparentes de bouleversement sont au nombre de deux : l'une, c'est l'oppression des classes inférieures […] l'autre, plus fréquente,*

[103] *Idem*. 552b – 553b.
[104] *Idem*. 553b – 554b

c'est lorsque le chef du mouvement sort des rangs mêmes de l'oligarchie. »[105]Nous pouvons conclure que l'oligarchie, loin de construire la communauté politique, l'avait détruite parce qu'elle institua les discriminations, les exclusivismes et l'opposition des classes pour maintenir l'exercice d'un pouvoir exclusif des riches. Cependant, l'essence de la politique suppose la participation de tous, l'implication de toutes les forces sociales pour l'épanouissement de tous. Ce qui fut tout le contraire du régime oligarchique. On ne saurait donc construire l'État sur des conflits et sur la domination arbitraire et illégitime des uns sur d'autres. Car, on susciterait des injustices, des inégalités, de la médiocrité et donc de l'incompétence politique qui conduiront irréversiblement au chaos. Aucun pouvoir véritablement humain ne saurait fonctionner sur la base discriminatoire et conflictuelle. L'égocentrisme et la cupidité furent des éléments qui incitèrent et alimentèrent les rivalités, les conflits et la révolution. Au lieu de construire, l'oligarchie a détruit les vies humaines et la société. Or, un régime politique qui est fondé sur l'injustice et les inégalités, non seulement ne saurait prospérer, mais il produit tout aussi des forces et des germes pour son altération et son dépérissement. Il apparait que les inégalités et les injustices que les hommes créent volontairement et arbitrairement sont les facteurs de révolte et de soulèvement dans les sociétés. Et le gouvernement qui recherche le bonheur collectif ne saurait encourager l'égoïsme, la cupidité et les discriminations. C'est cette aspiration au bonheur collectif qui constitua le socle de la démocratie : un pouvoir qui doit être exercé par l'ensemble du peuple et qui se préoccupe du bien-être de tous. Peut-on penser que la démocratie peut favoriser l'épanouissement des citoyens et maintenir la liberté et l'égalité des droits ?

III - LA DÉMOCRATIE

La démocratie s'est constituée à cause des affrontements entre les différentes classes sociales. Le peuple a voulu se libérer du système de servitude et d'oppression politique pour jouir de ses droits et de la liberté. La recherche de l'égalité de droit conduisit les hommes à se soulever et à renverser le pouvoir oligarchique. Les nombreux abus et injustices subis par la majorité des citoyens les disposèrent à revendiquer plus de liberté et de droits pour une véritable et équitable participation aux affaires publiques. C'est ce mouvement

[105] Aristote, *La politique, op.cit*. Chapitre V, des causes des révolutions dans les oligarchies, division des oligarques entre eux, Aristote donne une autre cause des révolutions « *ceux qui sont exclus du pouvoir s'insurgent, et parfois se font démagogues; inconduite des oligarques, qui ne savent pas conserver leur fortune personnelle; causes des révolutions dans l'oligarchie en temps de guerre; violences des oligarques entre eux; circonstances tout accidentelles'. Les oligarchies et les démocraties passent assez rarement aux gouvernements contraires ».*

révolutionnaire qui brisa l'oligarchie et institua la démocratie. La démocratie est par conséquent un régime politique dans lequel le peuple est souverain.

En effet, le régime démocratique a été institué pour enrayer les luttes de classes et l'absolutisme de la minorité de personnes afin que tous les citoyens, indépendamment de leurs statuts sociaux, aient une participation égale dans la vie publique. Dans la forme, ce régime politique semblait l'emporter sur les autres parce qu'il conférait la liberté et l'égalité de droits à tous les citoyens. Ici, le peuple semblait être plus en sécurité ; il fut plus considéré que dans les précédents régimes politiques. Théoriquement, il revient au démos de se donner volontairement et librement les principes et les lois qui doivent régir la vie collective. Mais il est judicieux de dévoiler les fondements même de la démocratie. Dans ses principes, la démocratie luttait contre la discrimination sociale et politique. De même elle rejetait l'exclusion d'une classe sociale quelconque de la vie publique. C'est cette abolition des barrières sociopolitiques qui a donné corps à une communauté égalitaire, juste, libre et humaine. Ce sont ces caractéristiques qui firent l'essence même de la démocratie athénienne. Il s'agissait d'un démos qui ne devait plus connaitre de discrimination, ni d'exclusion, il devait participait équitablement à la vie publique soumis aux mêmes droits et aux mêmes obligations. Le peuple jouissait enfin des mêmes privilèges et des mêmes devoirs. C'est pourquoi l'auteur de la République déclarait :

> *La démocratie apparaît lorsque les pauvres, ayant remporté la victoire sur les riches, massacrent les uns, bannissent les autres, et partagent également avec ceux qui restent le gouvernement et les charges publiques ; et le plus souvent ces charges sont tirées au sort. C'est bien ainsi, en effet, que s'établit la démocratie, soit par la voie des armes, soit par la crainte qui oblige les riches à se retirer.*[106]

Mais au-delà de son fondement et même de sa nature théorique, l'auteur de La République nous conduit à l'examen rigoureux et objectif de son fonctionnement. Car, le fondement démocratique bien agencé dans les principes, ne doit pas nous éloigner de sa pratique quotidienne. Si la démocratie était par nature le régime politique dans lequel le peuple exerçait sa souveraineté, c'est-à-dire un pouvoir qui établissait une égalité entre les citoyens et la participation de tous dans les affaires publiques, sa pratique quotidienne a révélé que ce gouvernement était vicieux et immoral comme les précédents. Car, dans ses pratiques,

---

Platon parle de la démocratie selon la pratique athénienne qui consistait à la participation équitable de tous les citoyens athéniens. Or, il y avait des différences avérées :
-L'appartenance sociale : certaines tribus et familles étaient moins nobles que d'autres
-Les différences d'éducation : les éclairés ou éduqués étaient moins nombreux que les ignorants

[106] Platon, *La République*, *op.cit*. 556b – 557b.

le régime démocratique laissait prospérer la licence. Chacun se conduisait selon son arbitraire privé, et chacun accordait la priorité à son intérêt personnel. Le principe essentiel consistait de jouir de ses droits et libertés sans tenir compte de ses aptitudes ou compétences. Dès lors l'espace public se transforma en une arène où s'entrechoquaient les libertés parce que tous pouvaient prétendre aux mêmes fonctions ou aux mêmes avantages. Chaque citoyen pouvait postuler aux fonctions voulues et pouvait aussi tout exiger. La démocratie fut le régime de l'intempérance. Ainsi, la cité sombrait dans le désordre ; elle ressemblait à une arène de lutteurs enragés et assoiffés de pouvoirs. L'ignorant affrontait le sage, l'enfant défiait son père, le gouverné s'insurgeait contre le gouvernant, le citoyen rejetait les décisions du juge, l'assassin exigeait sa liberté. Toutes ces réactions et actions n'avaient aidé la démocratie à réaliser le bonheur de tous. Car, à bien examiner, c'est un régime qui a institué le droit de force : que le fort devienne davantage fort et que le faible s'affaiblisse davantage. Chacun devait vivre selon ses dispositions et ses compétences. L'une des conséquences inévitables, est que la démocratie fut un régime instable. Les convictions populaires furent constamment remises en question ; le droit subit les caprices des humeurs dans l'espace et dans le temps parce que chacun faisait prévaloir ses convictions et ses aspirations. C'est donc un régime politique qui a été affaibli par les caprices de l'humeur et les convictions subjectives des citoyens. C'est sans doute la raison pour laquelle Platon faisait remarquer :

> *Nous découvrirons les traits de l'homme démocratique […] En premier lieu, n'est-il pas vrai qu'ils sont libres, que la cité déborde de liberté et de franc-parler, et qu'on y a licence de faire ce qu'on veut ? [...] Or il est clair que partout où règne cette licence chacun organise sa vie de la façon qui lui plaît […] On trouvera donc, j'imagine, des hommes de toute sorte dans ce gouvernement plus que dans aucun autre […] Ainsi, dis-je, il y a chance qu'il soit le plus beau de tous.*[107]

Cette égalité et cette trop grande liberté ne constituaient-elles pas le danger et la menace du système démocratique ? À bien examiner, le fonctionnement démocratique présentait de nombreuses défaillances. En effet, elle accordait une trop grande licence, ce qui a manifestement engendré le libertinage. Or, lorsque les individus pensent faire ce qu'ils

[107]*Ibidem*. 557b – 558b.
Platon a tenu à dévoiler les traits distinctifs du régime démocratique. Premièrement, c'est un régime qui affirme les libertés des citoyens. Mais c'est cet excès de liberté devenue une licence généralisée qui constitue pour Platon le premier motif de sa négativité. Nul n'est contraint par quoi que ce soit et nul n'est pas obligé d'accomplir ce qu'il peut naturellement. Par ailleurs, ce semblant de communauté est en réalité fondé sur l'individualisme. Autrement dit, chacun vit selon ses inclinations sans se soucier du bien-être des autres ou de la communauté. Chacun se conduit selon ses convictions et difficilement selon la volonté générale. En plus, le tissu démocratique est un jumelage inconfortable et incommode.
En démocratie, ce n'est plus l'affrontement des classes sociales, mais celui des individualités, de légalité de l'individualisme. Chacun vivant pour lui-même, ne se préoccupe point de l'ensemble.

estiment bon, il s'en suit des débordements exagérés et illégitimes. Une trop grande liberté déstabilise et déstructure la cité parce que les libertés qui s'entrechoquent sont, non seulement l'expression de l'égoïsme humain, mais aussi le germe destructeur de la cohésion sociale. Puisque chacun recherche son avantage exclusif, l'intérêt collectif est compromis, l'équilibre social rompu et le chaos devient effectif. Dans le régime démocratique, chacun peut contester un devoir qu'il juge inapproprié ou revendiquer un droit illégitime. Platon disait alors :

> *Comme un vêtement bigarré qui offre toute la variété des couleurs, offrant toute la variété des caractères, il pourra paraître d'une beauté achevée […] Dans cet Etat, repris-je, on n'est pas contraint de commander si l'on en est capable, ni d'obéir si l'on ne veut pas, non plus que de faire la guerre quand les autres la font, ni de rester en paix quand les autres y restent, si l'on ne désire point la paix ; d'autre part, la loi vous interdit-elle d'être magistrat ou juge, vous n'en pouvez pas moins exercer ces fonctions, si la fantaisie vous en prend.*[108]

Le gouvernement démocratique diluait ainsi l'autorité politique et juridique parce que le pouvoir du gouvernant est défini par le peuple à qui il doit rendre compte. C'est pourquoi, pour conserver l'estime et le mandat que lui confie le peuple, l'élu ne pouvait exercer le pouvoir absolu, il doit se plier aux directives et orientations populaires. Or un tel pouvoir conduit la cité à la dérive. Dans la Grèce antique, les citoyens aptes aux fonctions politiques ne ressentaient aucune obligation de l'exercer par pur égoïsme. Par contre, les individus n'ayant pas de compétences politiques pouvaient, au nom des libertés et des droits, prétendre aux charges publiques. Cette expression démocratique ouvrit la voie à l'anarchie, aux corruptions, aux séductions, aux parades, aux propagandes, aux meurtres, aux séditions et à la démagogie. En somme, l'immoralité avait désormais droit de cité et le sens de l'honnêteté et du respect des valeurs avait disparu. Car chaque citoyen voulait être ce qu'il n'était pas, chacun aspirait aux fonctions qui ne cadraient nécessairement pas avec ses dispositions naturelles ; la prétention et la présomption caractérisaient la conduite des citoyens pendant le règne démocratique. Un tel régime compromettait le devenir politique et humain. Car, les citoyens démocrates étaient intempérants, ils étaient les maîtres de la démesure : avoir autant de biens et de fonctions politiques possibles, même celles que l'on ne pouvait réaliser. Il fallait prétendre à tout et même à ce que l'on ne pouvait pas exercer. Le citoyen obéissait aux dispositions et aux inclinations personnelles et jamais aux injonctions de la raison objective.

[108] *Idem*. 558b - 559b.

Par ailleurs, le droit public a subi les interférences des hommes. En effet, le gouvernement démocratique s'est soumis à la volonté de la majorité : c'est la dictature de la majorité encore appelée la dictature du plus fort. Le suffrage universel attribuait le pouvoir à la majorité. Or, la majorité ne recherchait pas nécessairement la légitimité et l'intérêt général. C'est de cette façon que la culture du suffrage universel a subtilement redonné aux riches l'occasion d'étaler leur force matérielle, économiques, logistiques et humaine. Ces données ont constitué des arguments de persuasion assurant la victoire politique. C'est ce qui a justifié la réussite et la prospérité de la démagogie, de la fortune, parce qu'elles permettaient à ceux qui en étaient détenteurs de se hisser au-dessus des autres. Platon pouvait caractériser le citoyen démocratique en ces termes :

> *Il vit donc, repris-je, au jour le jour et s'abandonne au désir qui se présente. Aujourd'hui il s'enivre au son de la flûte, demain il boira de l'eau claire et jeûnera ; tantôt il s'exerce au gymnase, tantôt il est oisif et n'a souci de rien, tantôt il semble plongé dans la philosophie. Souvent, il s'occupe de politique et, bondissant à la tribune, il dit et il fait ce qui lui passe par l'esprit […] Sa vie ne connait ni ordre ni nécessité […] il est bien le bel homme bigarré qui correspond à la cité démocratique.*[109]

En somme, la démocratie a fait des hommes des éternels avides, hypocrites et des envieux qui ne pouvaient et ne se contentaient de leur statut, ni de leurs aptitudes naturelles. Par conséquent, l'envie et l'ambition furent préjudiciables à la cité parce qu'elles pervertirent l'esprit humain et générèrent l'antagonisme social. En 404 av. JC le groupe de trente oligarques mené par Critias fit un coup d'état : c'est la tyrannie des trente. On constate que la démocratie était affaiblie par ses propres principes. L'égalité qu'elle établissait a compromis son efficacité et sa stabilité ; c'est pourquoi elle a engendré des injustices et l'immoralité. On peut donc dire que la seule participation de tous à la gestion des affaires publiques ne pouvait constituer le seul critère qui consacre la grandeur de la démocratie. Ce seul critère n'était pas suffisant pour faire de la démocratie le meilleur régime politique. Au contraire, il l'a dévalorisé et même l'a rendu plus dangereuse. Cette présentation nous amène à retenir que la démocratie, selon Platon, ne donnait aucune satisfaction, elle ne garantissait pas une gestion harmonieuse et morale de la cité. Car, les citoyens usurpaient les fonctions et, au nom des libertés, aspiraient aux charges qu'ils ne pouvaient pas assumer. Contrairement aux régimes précédents, le régime démocratique était affaiblie parce qu'un grand nombre de citoyens incapables d'acquérir et de posséder la science politique s'étaient rués sur les charges politiques pour administrer la cité. La réalité est que celui qui n'a aucune connaissance dans la

[109] *Ibidem*. 561a – 562a.

science politique conduit la cité à la déchéance. Le fonctionnement de la démocratie a favorisé l'imposture qui a poussé les hommes à ne plus reconnaitre leurs limites mais les a prédisposés à prétendre accomplir les fonctions qu'ils ne maîtrisaient pas. Aucune action privée ou publique n'était accomplie suivant les dispositions naturelles de chacun, mais les hommes recherchaient des fonctions qui leur étaient profitables. L'autre caractéristique était que les citoyens ne voulaient pas occuper des fonctions fixes, ils aspiraient à plusieurs fonctions à la fois tout simplement pour satisfaire leurs désirs personnels. Cette errance politique a été à l'origine des conflits et elle a contribué à déstabiliser la cité. Au regard de tout cela, la démocratie a été un régime politique d'imposteurs et d'impostures, car la convoitise ou l'envie motivait les hommes à vouloir ce qu'ils ne maîtrisaient pas, tout simplement pour l'autosatisfaction. Le scrutin universel éliminait le critère de qualification ou de compétence pour faire le culte de la célébrité. Il était facile que les charges publiques fussent exercées par des citoyens démagogues. Dans Le politique, Platon présentait ironiquement l'incapacité de la foule à contribuer efficacement à la vie politique en ces termes :

> *Chaque année, nous tirerons au sort des chefs parmi les riches ou parmi le peuple entier, et les chefs ainsi établis, réglant leur conduite sur les lois ainsi instituées, dirigeront les navires et soigneront les malades. […]Lorsque ces magistrats auront atteint le terme de l'année, il nous faudra établir des tribunaux dont les juges seront choisis parmi les riches, ou tirés au sort parmi le peuple entier, et faire comparaître les magistrats à l'effet de rendre compte de leur conduite.*[110]

Platon démontrait que la démocratie était le pire des régimes politiques parce qu'il fut celui de la licence, du désordre et de la médiocrité. Elle accordait des priorités aux non-méritants et méprisait les sages. Dans la démocratie, les prétentions et les présomptions ont introduit la culture de l'usurpation et de la fraude parce que les riches influençaient les citoyens grâce à leurs possessions. Les inégalités et les injustices incontestables furent nombreuses. Le régime démocratique, au nom des droits et des libertés, a donné aux citoyens les droits de contester et de revendiquer, de rejeter ou de condamner même le détenteur du pouvoir. Cette expression illimitée des libertés a désorganisé la cité parce qu'il n'y avait plus de limites aux aspirations des citoyens. La souveraineté du peuple a finalement conduit au despotisme de la majorité. Ces défaillances démocratiques ont handicapé la bonne et sereine expression politique. Elles ont dilué l'efficacité politique d'une part, et elles ont dégradé l'équilibre social d'autre part. Les dérives de la démocratie ont ainsi favorisé l'avènement

[110] *op.cit*. PP. 84, 85.

d'un autre régime politique : la tyrannie. Comment s'était organisée sa gestion politique ? A-t-elle réalisé le bonheur des citoyens ?

IV - LA TYRANNIE

Le passage de la démocratie à la tyrannie s'est opéré grâce à l'expression prononcée des libertés. Elle suscita la confusion les rôles, des principes et des valeurs. C'est dans cette perspective que Platon disait : « *L'excès de liberté doit aboutir à un excès de servitude, et dans l'individu et dans l'Etat […] Vraisemblablement, la tyrannie n'est donc issue d'aucun autre gouvernement que la démocratie, une liberté extrême étant suivie, je pense, d'une extrême et cruelle servitude* »[111]. Au vrai, la démocratie a conduit la minorité à faire fortune tandis que la majorité a vécu dans la misère. En tout état de cause, le peuple chercha des leaders disposés à défendre sa cause et sur qui il pouvait s'appuyer pour revendiquer ses droits ou qui pouvaient le protéger contre l'exploitation de la noblesse. Ces hommes tenaient leur force du peuple à qui ils promettaient protection et délivrance. On appelait ces hommes influents des tyrans. Les tyrans n'étaient pas des despotes qui usaient de force pour soumettre le peuple. Ils étaient plutôt des citoyens influents qui jouissaient de l'estime du peuple en raison de leurs aptitudes physiques ou de leurs possessions. Le peuple fit recours au soutien des tyrans pour se libérer du joug de l'élite politique et pour le défendre contre les abus des dirigeants politiques. Les tyrans promirent la redistribution des biens de la cité aux masses populaires. Le peuple les sollicitait parce qu'au préalable ils ont promis de lui rester loyal. Une fois encore, la majorité des citoyens insatisfaits de la gestion démocratique œuvrait pour faire basculer le destin de la cité. Mais ce choix était motivé par la recherche des meilleures conditions de vie individuelle et collective. La tyrannie fut instituée à cause de l'insatisfaction populaire, de l'ampleur des inégalités et des injustices que subissaient les populations dans la démocratie. Le regroupement du peuple autour d'un même idéal devenait une force politique qui lui permettait de faire et de défaire les régimes politiques afin de réaliser sa sécurité et son bien-être. Le regroupement des masses autour des tyrans devint une force politique qui renversa la tyrannie. La tyrannie fut instaurée par un peuple abusé et soucieux de sa libération. Autrement dit, la tyrannie fut un régime politique soutenu par le peuple pour la défense des intérêts du peuple et pour la réalisation de son épanouissement. Ces nouveaux dirigeants étaient issus de la basse classe sociale. C'est pourquoi ces nouveaux leaders étaient chargés de

[111] *op.cit*. 563a - 564a.

la mission de libération du peuple de la servitude politique, économique et idéologique de l'élite dirigeante.

Cependant, la mission de libération du peuple se transforma en aliénation du peuple et en despotisme. Car, les tyrans se servirent du pouvoir pour abuser et exploiter le peuple au lieu de le servir. L'amour des avantages politiques les transforma en dictateurs. Ils tiraient avantage de leur nouveau statut pour consolider et affermir leur pouvoir. Pour mieux consolider leur domination, ces derniers s'acharnèrent sur les riches, les ruinant ou leur intentant des procès afin de s'approprier leurs biens et éliminer les potentiels rivaux politiques. Ils usèrent même de la violence et de la cruauté pour s'imposer et se faire craindre. Ils dissuadèrent toute tentative de dissidence en faisant recours à la persécution ou à l'exil pour maintenir leur autorité. Toutes les méthodes efficaces furent utilisées contre le reste du peuple afin d'éteindre toute initiative de dissidence et de révolte. C'est la raison pour laquelle Platon les a qualifiés de "loup" lorsqu'il déclarait :

> *Mais où commence la transformation du protecteur en tyran ?[…] quand le chef du peuple, assuré de l'obéissance absolue de la multitude, ne sait point s'abstenir du sang des hommes de sa tribu, mais, les accusant injustement, selon le procédé favori de ses pareils, et les trainant devant les tribunaux, se souille de crimes en leur faisant ôter la vie, quand, d'une langue et d'une bouche impies, il goûte le sang de sa race, exile et tue, tout en laissant entrevoir la suppression des dettes et un nouveau partage des terres.*[112]

Or, les nouveaux princes, pour se faire aimer et avoir de l'autorité, offrirent des privilèges aux citoyens, se faisait amis du peuple. Ils se montrèrent aimables, courtois, simples, compréhensifs et même généreux. Au début de leur règne, ces princes prêtèrent hypocritement une oreille attentive aux préoccupations du peuple parce qu'ils recherchèrent le soutien populaire et ils défendirent les droits des populations. Néanmoins, ce fut une ruse qui leur permettait de dissimuler momentanément leur véritable nature d'hommes avides. S'ils devinrent les défenseurs du peuple, ils sacrifièrent les riches qui constituaient une réelle menace à la gestion de leur pouvoir. Au-delà de la simple conquête et de la préservation du pouvoir, les tyrans devinrent des dirigeants dangereux parce qu'ils se détournèrent volontairement de leur objectif initial. Les nobles intentions de recherche du bien-être du peuple se changèrent brusquement en volonté de domination. Les attaques des tyrans vis-à-vis

[112]*Ibidem*. 565d – 566d.

La tyrannie comme régime politique n'a pas la même signification chez Platon. Pour ce dernier, le tyran est un homme soit populaire soit beau qui s'attire la sympathie de la population maltraitée et qui promet de libérer le peuple de la domination et de l'exploitation des riches. C'est donc un homme que le peuple s'est choisi pour le libérer de la spirale de domination des riches. Mais ce dernier, porté au pouvoir par le peuple, devient progressivement malveillant, méchant, cruel parce qu'il est cupide.

des riches ne pas à rééquilibrer la société pour le bonheur du peuple, mais ce furent des techniques pour sauvegarder leurs intérêts personnels. Cette priorité à lutter contre les riches leur procura la force matérielle. C'est du moins ce qui ressortait des analyses que Platon a faites de la tyrannie. Nous retenons que la tyrannie fut un pouvoir qui n'était pas réellement au service du peuple. Pour présenter la lutte des tyrans contre les riches, Platon relevait ces faits distinctifs :

> *Après avoir abattu de nombreux rivaux, il s'est dressé sur le char de la cité, et de protecteur il est devenu tyran accompli […] Dans les premiers jours, il sourit et fait bon accueil à tous ceux qu'il rencontre, déclare qu'il n'est pas un tyran, promet beaucoup en particulier et en public, remet des dettes, partage des terres au peuple et à ses favoris, et affecte d'être doux et affable envers tous, n'est-ce pas ?*[113]

Mais une fois le pouvoir consolidé, les princes faisaient la mue. Cupides et démagogues, les tyrans usaient désormais de tous les moyens possibles pour imposer leur pouvoir et pour se donner plus de moyens matériels et financiers nécessaires à la satisfaction de leurs plaisirs égoïstes. Les tyrans devenaient des démagogues parce qu'ils ne tenaient plus leurs promesses faites au peuple. Ils différaient sans cesse la réalisation de leurs promesses afin d'entretenir les illusions des populations. Pour ceux qui résistaient à leur autorité, les tyrans utilisaient les méthodes violentes et dissuasives pour éliminer tout esprit de contestation et de sédition. Mais ils redoutaient deux ennemies : d'un côté les riches et de l'autre la masse d'hommes abusés, affamés et mécontents. La conséquence fut l'instauration d'un climat de conflits sociopolitiques. Un tel climat ne favorisa pas une vie politique harmonieuse ; il n'y eut aucune cohésion sociale, mais plutôt des clivages et des luttes parce que les hommes s'opposèrent les uns aux autres. La tyrannie introduisit dans la cité une politique de tensions, de trahisons, de meurtres, de calomnies et de méfiances. Les luttes ne cessèrent de se multiplier et le peuple, par amour de la liberté, renforça s'opposa vigoureusement au pouvoir tyrannique. Cette atmosphère de discorde exposa autant les tyrans que les gouvernés et par-dessus tout, la cité sombra politiquement et économiquement dans le chaos. Ces analyses démontrent que la tyrannie a été le régime politique de la violence, de la terreur et de l'immoralité. Elle a exploité les gouvernés et les a réduits en esclaves. Cependant, les tensions sociales récurrentes ne favorisèrent pas l'harmonie politique. Par conséquent, l'antagonisme des forces devint une menace qui conduisit à l'embrasement de la cité.

---

[113] *Idem*. 566d – 567c.

Le régime tyrannique se caractérisa par la terreur, l'exploitation, les tensions et des rivalités permanentes. Il ne favorisa pas la participation du peuple à la gestion des affaires publiques. Ce fut plutôt les tyrans et leurs proches qui administrèrent la cité selon leurs convenances ; ils orientaient l'action politique à leur guise. La légalité s'opposa à la légitimité politique. La tyrannie consacra l'exploitation et l'asservissement du peuple. Dans la cité régnèrent la défiance et le chaos à cause des tensions et conflits permanents que promouvait le régime tyrannique. Car en réalité, les tyrans n'étaient pas des initiés politiques mais des chefs militaires, ou des individus influents qui étaient de véritables prédateurs économiques. Dès lors, la cité connut une réelle fragilité sociale, une médiocrité politique dont la solution ou le remède fut inévitablement le renversement de la tyrannie.

En somme, ces analyses démontrent que le régime tyrannique n'avait pas favorisé l'épanouissement du peuple. Son organisation et son fonctionnement ont engendré des conflits, des clivages, de la violence et la terreur. De plus, ce pouvoir politique n'a pas été exercé par des dirigeants soucieux du bien-être des populations, mais par des hommes inaptes à la saine gestion des hommes et des biens. Cette comparaison qu'établissait Platon était appropriée parce qu'au lieu d'une construction sociale, il était question de sa destruction : le tyran était un dangereux médecin parce qu'au lieu d'une thérapie curative, il appliquait l'euthanasie sociale pour garantir ses avantages.

> *Et n'arrive-t-il pas que, ceux qui ont contribué à son élévation, et qui ont de l'influence, plusieurs parlent librement soit devant lui, soit entre eux, et critiquent ce qui se passe – du moins les plus courageux ?[…] Il faut donc que le tyran s'en défasse, s'il veut rester le maître, et qu'il en vienne à ne laisser, parmi ses amis comme parmi ses ennemis, aucun homme de quelque valeur[…] D'un œil pénétrant il doit discerner ceux qui ont du courage, de la grandeur d'âme, de la prudence, des richesses ; et tel est son bonheur qu'il est réduit, bon gré mal gré, à leur faire la guerre à tous, et à leur tendre des pièges jusqu'à ce qu'il en ait purgé l'Etat !*[114]

L'approche qui consiste à écarter les hommes éclairés et vertueux de la prise des décisions compromet la compétitivité, l'efficience politique et la cohésion sociale. Au lieu des citoyens qualifiés et aptes à l'animation politique, c'est malheureusement des hommes prétentieux, présomptueux et handicapés politiquement et moralement qui opèrent des choix qui seront inévitablement préjudiciables à la cité. Ainsi, cette classe dirigeante ne peut contribuer positivement à l'essor politique. Tous ces fléaux ont été des arguments pour redouter la tyrannie parce que les populations ne vivaient pas en sécurité, leur dignité et leur

[114]*Idem.* 566d - 567c.

bien-être étaient compromis. Or, l'art politique est nécessairement incontournable et incontestable pour réaliser le bonheur individuel et collectif, c'est lui qui organise, administre, planifie et gère les hommes et les biens de manière efficace et efficiente. S'il est établi que tout homme a droit au respect et à la dignité, indépendamment de son statut social, la tyrannie fut plutôt un instrument de déshumanisation. Elle a détruit la valeur humaine et a désorganisé la cité. C'est la raison pour laquelle elle a été considérée de pouvoir politique de la terreur dont les outils de gouvernance furent : la violence, les rapts, l'intimidation, les meurtres et les antagonismes. Ce totalitarisme brutal et inhumain ne connaissait ni mesure, ni sagesse politique. Il ne se souciait pas du bien-être réel des populations, mais de celui du dictateur et de ses protégés. Marcel Prélot disait de la tyrannie ce qui suit :

> *La tyrannie est un pouvoir total et, par ailleurs, un pouvoir brutal, donc la pire des choses, lorsqu'elle ne s'ouvre pas à la sagesse, lorsqu'elle est le pouvoir absolu du sot ou du méchant, alors qu'à l'inverse, pouvoir total du bien, elle est la meilleure des choses. De tous les régimes, c'est le plus pensant et le plus difficile à supporter. D'ailleurs, comme Xénophon, Platon lamente la misère du tyran et espère sa conversion. Pour y parvenir, il faudra d'abord le persuader qu'il est très malheureux.*[115]

La tyrannie était un régime politique dangereux parce qu'elle dépouillait et déshonorait les hommes qu'elle prétendait servir ; ses pratiques ne recherchaient pas la résolution judicieuse des préoccupations populaires. Au contraire, le peuple était exploité, avili et tenu à l'écart de la vie publique. Cet esclavage politique dans lequel se retrouvait le peuple fut un mal dont les conséquences affectèrent les hommes, l'organisation sociale et le fonctionnement politique. Le mécontentement généralisé suscita une sédition qui a conduit au renversement de ce régime. L'expérience quotidienne démontre que lorsque les hommes se sentent humiliés et exploités, ils s'opposent à l'autorité établie pour garantir leur intégrité et pour préserver leurs droits. La tyrannie n'a pas pu prospérer parce qu'elle a ébranlé les fondements de la dignité humaine et de l'équilibre social. Il apparait que le régime tyrannique ne saurait être le meilleur régime politique parce qu'il fait la promotion de la violence, du vice, des injustices, de l'immoralité et des inégalités. Elle instrumentalise et chosifie l'homme au profit des fins égoïstes. C'est un régime qui génère les rivalités, les conflits les séditions, les luttes de classes et d'intérêts. Dans Le politique, Platon disait:

> *Ne comprenons-nous donc pas que ce n'est ni dans le petit nombre ou dans le grand nombre, ni dans le libre consentement ou dans la contrainte, ni dans la pauvreté ou dans la richesse, que nous devons chercher notre*

[115] *op.cit*. p.88

> *définition, mais bien dans la science, si nous voulons être conséquents avec nous-mêmes ?*[116]

Si la tyrannie est rejetée à cause de ses nombreuses déviances, est-il possible d'identifier un régime politique qui fut meilleur ? Car, les analyses de Platon ont présenté tous les régimes politiques comme des régimes du vice, opposés à l'intérêt général et au bien-être des citoyens. Cette insatisfaction des régimes et des pratiques politiques a disposé ce philosophe grec à proposer un régime politique dans lequel les valeurs humaines, morales et rationnelles constituaient le socle et le fondement de l'essor politique. Ce régime politique c'est l'aristocratie. Comment fonctionne-t-elle et quelles sont les caractéristiques essentielles de l'aristocratie qui feraient d'elle le meilleur régime de tous ?

V - L'ARISTOCRATIE

L'aristocratie est le régime politique que Platon avait considéré comme étant le meilleur de tous. Car, les dérapages politiques constatés et vécus dans la cité athénienne de l'antiquité ont nourri la pensée politique de Platon pour concevoir ce qui serait absolument meilleur de tous les régimes et de toutes les pratiques politiques. Contrairement à l'aristocratie guerrière, celle de Platon était intellectuelle, c'était un régime politique dans lequel le pouvoir politique était exercé par des citoyens éclairés, des sages qui savaient gérer la cité pour rechercher le bien-être général. Mieux, c'était un régime politique où le pouvoir s'exerçait en toute légitimité et par des citoyens dont les dispositions naturelles les prédisposaient à la gouvernance politique. Cette aristocratie était fondée sur l'ordre, la discipline, la justice et les valeurs morales. En d'autres termes, elle renversait l'ordre des valeurs que les précédents régimes politiques avaient institué. Chez Platon, la finalité des actions sociopolitiques et économiques était l'homme et l'avoir était à son service. C'est la raison pour laquelle son organisation et son fonctionnement furent bien réglementés. L'auteur de La République déclarait :

---

[116] *op.cit.*, P. 74.
Soulignons que la définition de l'aristocratie chez Platon est assez particulière. L'aristocratie platonicienne est un régime politique dans lequel le pouvoir est exercé par les meilleurs citoyens, des hommes éclairés, intellectuellement façonnés et formés pour réaliser les valeurs intelligibles et non pas les ombres lugubres du monde sensible. Ce sont les meilleurs qui conduisent les affaires publiques pour l'intérêt général. Nous retrouvons cette compréhension chez Aristote « *Il est juste de n'appeler aristocratie que le régime politique composé de ceux qui sont les meilleurs absolument, selon le mérite, et non de ceux qui sont des gens de bien selon telle hypothèse ; c'est le seul régime en effet où, d'une façon absolue, l'homme de bien soit le même homme que le bon citoyen, alors que dans les autres régimes, sa valeur est relative au régime de sa cité*. » Aristote, *Politique*, 1293b 3-7. Mais, ailleurs on retrouve l'aristocratie guerrière comme dans la cité athénienne antique, et encore l'aristocratie économique.

> *Imagine donc quelque chose comme ceci se passant à bord d'un ou de plusieurs vaisseaux. Le patron, en taille et en force, surpasse tous les membres de l'équipage, mais il est un peu sourd, un peu myope, et a, en matière de navigation, des connaissances aussi courtes que sa vue. Les matelots se disputent entre eux le gouvernail : chacun estime que c'est à lui de le tenir, quoiqu'il n'en connaisse point l'art, et qu'il ne puisse dire sous quel maître ni dans quel temps il l'a appris*.[117]

Platon avait considéré l'aristocratie comme le meilleur régime politique parce qu'elle reposait sur quatre éléments essentiels qui fondent une véritable communauté politique. Ce sont des domaines qu'il avait considérés être des conditions indispensables à l'épanouissement spirituel et social des sujets. Ces éléments sont entre autre : l'éducation, la qualification des gouvernants, les prérogatives des princes et le choix des dirigeants.

V.1. L'EDUCATION DES CITOYENS

Platon affirmait la nécessité de l'éducation dans la cité aristocratique. Car c'est elle qui devait imprimer les qualités physiques, musicales, intellectuelles et morales nécessaires à chaque citoyen et à l'efficacité politique. Il a considéré la formation de l'enfant comme une condition incontournable parce qu'elle confère des aptitudes qui déterminent l'avenir de ce dernier et celui de la cité. Pour cela, la musique et la gymnastique étaient les premiers modules de l'éducation auxquels on devait soumettre tous les enfants. Venaient ensuite les sciences mathématiques, géométriques, physiques et politiques. Mais chaque enfant devait être orienté selon son naturel. Ce philosophe disait à cet effet : « *L'arithmétique, la géométrie, et toutes les sciences qui doivent servir de préparation à la dialectique, seront donc enseignées à nos élèves dès leur enfance* »[118] Platon pensait que l'avenir des citoyens et de la cité dépendait de l'éducation et de l'occupation des fonctions qui correspondaient à chaque naturel. L'éducation était considérée comme la clé de l'élévation intellectuelle et morale de l'homme, elle était la condition pour le bonheur de l'être et celui de la société tout entière. En dehors d'elle ou sans elle, les hommes et les cités vivraient dans l'obscurantisme, le désordre et le chaos. Selon Platon, tous les acteurs de la cité devaient recevoir une bonne éducation : les soldats étudieraient la gymnastique, la musique, la géométrie et l'astronomie qui permettraient à l'esprit de quitter le monde de la génération pour accéder à celui des essences. Forts, courageux et agiles, les soldats devaient considérer l'intégrité de la cité comme le souverain bien et mettre en bride les avantages personnels. Car l'amour des avantages dilue

[117] *op.cit.*, 487b - 488b.
[118] *Ibidem*. 536a-537a

l'intérêt que l'on doit accorder au bien général. À côté des gardiens de la cité, il y avait les gouvernants de la cité. Ceux-ci devaient passer par la science ultime : la dialectique. Elle permettait au citoyen d'accéder au monde intelligible et contempler les essences afin de mépriser les réalités sensibles. De plus, la dialectique devait offrir des aptitudes intellectuelles et morales. Platon pouvait donc dire : « *Il faut choisir des hommes de même nature, c'est-à-dire qu'il faut préférer les plus fermes, les plus courageux, et autant qu'il se peut, les plus beaux. En outre, il faut chercher non seulement des caractères nobles et forts, mais encore des dispositions appropriées à l'éducation que nous voulons leur donner* »[119]En somme, Platon faisait de l'éducation le moule de l'identification et du perfectionnement des aptitudes physiques, intellectuelles et morales du citoyen pour une participation juste à la vie politique. C'est pour cette efficacité que la dialectique devait façonner l'élite politique de la cité, une élite dont le naturel était disposé à l'acquisition des connaissances et des compétences qui devaient lui permettre d'administrer efficacement la cité. Désintéressée et éclairée, cette élite devait considérer l'intérêt général comme le plus précieux bien. C'est pourquoi Platon affirmait :

> *Nous avons dit, si tu t'en souviens, que, mis à l'épreuve du plaisir et de la douleur, ils devaient faire paraître leur amour pour la cité, et ne jamais se départir de leur conviction patriotique au milieu des travaux, des dangers, et des autres vicissitudes ; qu'il fallait rejeter celui qui se montrerait défaillant, et celui qui sortirait de toutes ces épreuves aussi pur que l'or du feu, l'établir chef et le combler de distinctions et d'honneurs, pendant sa vie et après sa mort.*[120]

L'éducation des citoyens permettait de produire un type d'hommes aux nouvelles valeurs, des individus qui ne devaient plus considérer l'intérêt personnel comme le principe et la motivation de l'action, mais des citoyens qui devaient réaliser le bonheur collectif en tant que souverain bien. Autrement dit, les considérations matérielles et matérialistes cédaient le pas aux considérations morales et spirituelles. Mieux, l'échelle des valeurs a été renversée ; l'homme retrouvait sa valeur absolue et transcendante, tandis que l'avoir redevenait un moyen pour le bonheur de chaque individu. Ainsi, l'éducation que proposait Platon était un préalable incontournable à la formation de l'élite dirigeante. Une éducation qui devait absolument s'appuyer sur les valeurs transcendantes ou intelligibles et qui disposait chaque sujet à réaliser dans la cité le modèle qu'il avait contemplé dans le monde des essences éternelles et immuables. Une telle éducation réalisait la sélection naturelle, celle qui permettait

[119]*Ibidem*. 535a-536a.
[120]*Ibidem*. 502d-503d.

l'expression des aptitudes naturelles et qui maintenait chaque citoyen dans la fonction déterminée par son naturel. Cette discipline scientifique et éthique était l'une des conditions pour produire le meilleur régime politique. Car, elle permettait à chaque citoyen de développer ses capacités intérieures et d'exercer dans la cité la fonction qui correspondait à ses aptitudes. En un mot, l'éducation que proposait Platon devait produire la discipline intérieure, l'ordre politique, l'équilibre social, la hiérarchie sociale, la moralité des hommes et la justice pour réaliser la meilleure gouvernance. C'est dans cette perspective qu'il faut comprendre cette pensée :

> *Quand un homme, que la nature destine à être artisan ou à occuper quelque autre emploi lucratif, exalté par sa richesse, le grand nombre de ses relations, sa force ou un autre avantage semblable, tente de s'élever au rang de guerrier, ou un guerrier au rang de chef et de gardien dont il est indigne ; quand ce sont ceux-là qui font échange de leurs instruments et de leurs privilèges respectifs, ou quand un même homme essaie de remplir toutes ces fonctions à la fois, alors tu crois avec moi, je pense, que ce changement et cette confusion entrainent la ruine de la cité [...] La confusion et la mutation de ces trois classes entre elles constituent donc pour la cité le dommage suprême.*[121]

En définitive, Platon affirmait que l'éducation était la clé et la solution à l'épanouissement politique. Elle fondait une nouvelle humanité et une nouvelle communauté politique. Elle élevait la partie rationnelle pour la réalisation des valeurs morales, rationnelles et des meilleures pratiques politiques. Cette éducation transcendait la vulgarité, la cupidité, l'ignorance pour apporter la connaissance intelligible nécessaire à chaque homme pour un meilleur accomplissement des tâches. On peut donc conclure avec Platon qu'une bonne éducation est synonyme d'une meilleure humanité et logiquement d'une meilleure société. La meilleure gouvernance nécessite la destruction des clichés sociaux inhumains et l'institution des valeurs intelligibles. Il s'agit d'élever les esprits vers les valeurs intelligibles fondatrices de la vertu afin de produire des hommes honnêtes, disciplinés, vertueux et aptes dans leurs domaines sociopolitiques et professionnels. C'est dans une telle cité que les pratiques et les rapports politiques étaient les meilleures.

V.2. LA QUALIFICATION DES GOUVERNANTS

Si Platon avait établi la nécessité de l'éducation des gouvernants de la cité, c'était pour favoriser la meilleure expression de l'aristocratie. Pour ce penseur, la gouvernance exercée par des hommes éclairés, des sujets maitrisant l'art politique était la meilleure de toutes parce

[121] *Ibidem*. 433d-434c.

que ces princes n'étaient pas des usurpateurs et ne se livraient pas à l'auto-enrichissement, mais ceux qui se préoccupaient de la sage gestion des hommes et des biens. Par conséquent, le régime politique aristocratique était considéré comme celui de l'élite intellectuelle, celle qui avait des aptitudes intellectuelles, une connaissance supérieure acquise grâce à la dialectique. Platon se servait de certaines images pour traduire certaines vérités. C'est ainsi que la cité était comparée à un vaisseau. Or, pour la sécurité et la bonne navigation, le vaisseau exige qu'il y ait aux commandes des hommes exercés à l'art nautique. Il s'agissait de démontrer que la prospérité et le devenir de la cité dépendaient de l'éducation adéquate de ceux qui l'administraient. Ainsi, le régime aristocratique se définissait comme celui dans lequel les meilleurs citoyens exerçaient la gouvernance, c'est une communauté qui est sous l'administration des qualifiés. Car, le principal maillon généralement à l'origine des discordes et des déviances politiques c'était les princes, les leaders. Mais si les hommes étaient mieux formés à la gouvernance, ils réaliseraient au mieux le bonheur de la cité. Dès lors, évoquer la cité idéale exige au préalable une éducation rigoureuse, compétitive et sélective des dirigeants. Une éducation qui éradiquait l'ignorance, les préjugés et la cupidité pour introduire et instituer dans des âmes des sujets l'amour de la vérité, la justice, le bien, le beau et la loyauté. C'était pour relever l'indispensabilité de cette éducation que Platon déclarait :

> *N'est-il pas également vraisemblable, et nécessaire d'après ce que nous avons dit, que ni les gens sans éducation et sans connaissance de la vérité, ni ceux qu'on laisse passer toute leur vie dans l'étude, ne sont propres au gouvernement de la cité, les uns parce qu'ils n'ont aucun but fixe auquel ils puissent rapporter tout ce qu'ils font dans la vie privée ou dans la vie publique, les autres parce qu'ils ne consentiront point à s'en charger, se croyant déjà transportés de leur vivant dans les îles fortunées*.[122]

Platon avait pensé qu'il était indispensable de faire des citoyens des hommes éduqués, ceux qui devaient avoir des connaissances rationnelles leur permettant de se prononcer en toute objectivité et lucidité, c'est-à-dire ceux qui ont acquis des connaissances rationnelles nécessaires pour des pratiques éclairées et désintéressées pour réaliser l'épanouissement de la communauté. La théorie platonicienne d'une cité meilleure se fondait sur des citoyens bien éduqués, ceux qui pouvaient contribuer objectivement à la construction et à la consolidation du tissu social et des pratiques politiques. Ainsi, la fonction de gouvernant politique devait

[122]*Ibidem*. 518c – 519c.

Nous utilisons le terme « qualification » comme l'aptitude que doit avoir le gouvernant aristocratique selon Platon. Il doit parcourir des étapes dans l'acquisition de la connaissance qui lui donneront la capacité rationnelle à gouverner. C'est cette capacité, autorité rationnelle que nous avons nommée simplement qualification. Cette appellation nous permet de traduire dans le concret l'élite qui doit administrer la cité. Le pouvoir politique ne doit revenir qu'aux citoyens dont le naturel dispose à l'exercice de ces responsabilités.

être sélective, elle devait revenir aux citoyens dont la connaissance de l'art politique fut certaine. Ce philosophe antique rejetait le laisser aller qui favorisait procédés illégitimes tels que la ruse, la volonté populaire, la propagande et la démagogie. L'aristocratie adoptait des approches qui éliminaient les vendeurs d'illusions, les commerçants, les aveugles et les ignorants de la politique qui se bousculaient généralement pour des charges publiques. Pour Platon, la condition de la cité dépendait de la qualité de ses citoyens et de ses leaders. Le devenir de la cité dépendait du pouvoir rationnel des membres et de ses dirigeants. Le bien-être de la cité était conditionné par le bien-être intellectuel et moral du corps politique. Il apparait que la cité était le reflet de la qualité de ses membres et de ses gouvernants. Dès lors, l'épanouissement social exigeait au préalable un épanouissement moral et intellectuel de tous les citoyens en général et de l'élite gouvernante en particulier. Par ricochet, les citoyens mal ou approximativement éduqués prédisposaient la cité à la déchéance sociopolitique. À cet effet, la politique chez Platon se définissait comme étant le savoir savant qui dispose au savoir – être, au savoir- faire, au savoir- agir donc au savoir - politique. C'est ce qu'il appelait l'art politique. Il est manifestement l'expression des qualités et compétences naturelles éclairées par l'éducation pour une meilleure participation à la vie publique et pour une meilleure gestion des affaires publiques. Platon disait à ce sujet :

> *Si tu découvres pour ceux qui doivent commander une condition préférable au pouvoir lui-même, il te sera possible d'avoir un État bien gouverné ; car dans cet État seuls commanderont ceux qui sont vraiment riches, non pas d'or, mais de cette richesse dont l'homme a besoin pour être heureux : une vie vertueuse et sage. Par contre, si les mendiants et les gens affamés de biens particuliers viennent aux affaires publiques, persuadés que c'est là qu'il faut en aller prendre, cela ne te sera pas possible ; car on se bat alors pour obtenir le pouvoir, et cette guerre domestique et intestine perd et ceux qui s'y livrent et le reste de la cité.*[123]

Dans le régime aristocratique se conjuguaient la connaissance et la vertu. Car, il ne s'agissait pas de rechercher le pouvoir, mais le pouvoir revenait naturellement à ceux dont le naturel politique était reconnu. Le choix des dirigeants politiques n'était plus confié à l'ensemble du peuple, ni à une partie du peuple, mais c'est la succession naturelle qui déterminait le choix. Dans l'aristocratie, les acteurs politiques passaient dans le moule de l'éducation pour constituer un corps politique compétitif et vertueux. Cette transformation du corps social permettait de parfaire les pratiques politiques d'une part et d'autre part de réaliser la cohésion sociale. En effet, Platon instituait un nouveau paradigme de fonctionnement politique : les citoyens devaient préalablement et rigoureusement être formés à l'exercice des

[123] *op.cit.*, 520c – 521c

charges publiques. C'est pourquoi il affirmait : « *Par conséquent, à qui imposeras-tu la garde de la cité, sinon à ceux qui sont les plus instruits des moyens de bien gouverner un Etat, et qui ont d'autres honneurs et une condition préférable à celle de l'homme public. A personne d'autre*. »[124]

L'aristocratie reposait en grande partie sur la qualification des gouvernants parce qu'ils étaient les principaux responsables de l'exercice du pouvoir. Cette qualification était une condition indispensable pour garantir le meilleur fonctionnement de l'appareil politique et la réalisation de l'idéal collectif. Ainsi, chaque leader politique n'était plus un ignorant de la science politique, mais il était au préalable un initié dont les dispositions naturelles permettaient d'assumer les hautes fonctions de la cité. Néanmoins, l'éducation était indispensable pour répondre à la question de la meilleure gouvernance. Car, elle inculquait les valeurs éthiques et le sens de l'intérêt collectif. Si ces fondements étaient ignorés, on ne devait pas parler d'une meilleure gouvernance politique. Mais il convient de préciser qu'un autre élément était indispensable pour consolider ce meilleur régime politique. C'est la raison pour laquelle l'aristocratie se préoccupait aussi du traitement réservé aux gouvernants. Autrement dit, comment la cité devait- elle s'occuper de ses dirigeants tant il est vrai que les avantages de la fonction ont été les principales raisons qui motivaient la recherche du pouvoir ?

V.3. LES AVANTAGES MATERIELS DES GOUVERNANTS POLITIQUES

Platon pensait que dans l'aristocratie, on devenait dirigeant politique par nécessité et non par le choix populaire. En d'autres termes, c'est le droit d'aînesse qui déterminait le gouvernant. Dès lors, l'idée d'avantages matériels était diluée dans les charges à accomplir. Car, le citoyen était porté aux charges politiques par obligation morale ; il était soumis au devoir par la contrainte morale qui stipulait qu'il fallait assumer les charges publiques par reconnaissance des soins reçus de la société. Par conséquent, les fonctions politiques étaient considérées uniquement comme des charges et non des privilèges. Il ne revenait pas au prince de se servir, mais de servir la cité. Il administrait les hommes et les biens de la cité pour réaliser l'épanouissement de tout le tissu social. Ainsi, la véritable richesse du prince était morale et intellectuelle et non matérielle. Car, c'est à cause des possessions économiques que certains citoyens faisaient la course aux fonctions politiques pensant y puiser des avantages considérables que l'on ne pouvait obtenir ailleurs. Pour Platon par contre, le véritable prince

[124] *Ibidem*. 521c – 522b.

ne devait pas valoriser les honneurs ni les biens matériels parce qu'il avait contemplé le véritable bien : les essences intelligibles. L'amour du devoir disposait le prince à faire très peu de cas des considérations matérielles parce qu'il reconnait moins valeureuses. C'est dans ce sillage que Platon pouvait déclarer :

> *Et quand ils auront contemplé le bien en soi, ils s'en serviront comme d'un modèle pour régler la cité, les particuliers et leur propre personne, chacun à son tour, pendant le reste de leur vie […] mais quand leur tour viendra, ils accepteront de peiner aux tâches d'administration et de gouvernement par amour pour la cité, y voyant non pas une noble occupation, mais un devoir indispensable[…]devenus les maîtres d'un Etat, mépriseront les honneurs qu'on recherche aujourd'hui, les considérant comme indignes d'un homme libre et dépourvus de toute valeur, feront au contraire le plus grand cas du devoir et des honneurs qui en sont la récompense.*[125]

En un mot les possessions matérielles et les honneurs que les hommes simples recherchaient étaient dévalorisés dans l'aristocratie au profit du devoir qu'imposaient les charges de l'État. Dès lors, la politique devenait l'exercice rationnel et désintéressé du devoir que la fonction imposait. L'administration de la cité ne conférait plus des avantages, mais simplement des devoirs. Car l'élévation intellectuelle prédisposait à accomplir cette fonction par devoir. Cette richesse intellectuelle favorisait l'acquisition des valeurs transcendantes telles que l'honnêteté, la vertu, le bien et le juste que les simples et vulgaires ne connaissaient ni ne pouvaient réaliser. Désormais, l'agitation qui se déployait autour de la gouvernance disparaissait à cause de la haute et lourde responsabilité qu'elle était revêtue. Pour ce disciple de Socrate, il fallait se préoccuper prioritairement des valeurs spirituelles parce qu'elles étaient considérées comme éternelles et parce qu'elles élevaient celui qui les possédait. Il ressort de cette analyse que les biens matériels et les honneurs que les hommes recherchent avec d'acharnement impactent négativement et corrompent l'esprit humain. Ce sont plutôt les valeurs morales transcendantes qui font la grandeur et la dignité de l'homme. Reprenant le procès de son maître Socrate, Platon déclarait alors :

> *À chacun de ceux que je rencontrerai, je dirai ce que j'ai l'habitude de dire : « Comment toi, excellent homme, qui es Athénien et citoyen de la plus grande cité du monde et de la plus renommée pour sa sagesse et sa puissance, comment ne rougis-tu pas de mettre tes soins à amasser le plus d'argent possible et à rechercher la réputation et les honneurs, tandis que de ta raison, de la vérité, de ton âme qu'il faudrait perfectionner sans cesse, tu ne daignes en prendre aucun soin ni souci ? » […]Je n'ai pas en effet d'autre but, en allant par les rues, que de vous persuader, jeunes et vieux,*

[125]*Ibidem*. 539e – 540e.

> *qu'il ne faut pas donner le pas au corps et aux richesses et s'en occuper avec autant d'ardeur que du perfectionnement de l'âme.*[126]

En conclusion, le problème des avantages des gouvernants a été une réalité qui a impacté négativement les pratiques politiques de l'antiquité. D'ailleurs, les régimes précédents se caractérisèrent par la survalorisation de l'avoir au détriment de l'homme. Ces possessions matérielles furent des catalyseurs de désordre, d'injustices, d'inégalités et des conflits dans les cités grecques de l'antiquité. Pour Platon, le meilleur régime politique était possible si les citoyens qualifiés exerçaient les charges politiques. Mais pour que cela fut une réalité, il élimina du pouvoir toute considération matérialiste et les honneurs qui drainaient des foules sans incompétentes et ignorantes. Si le pouvoir politique n'était constitué que d'un ensemble de devoirs et moins d'avantages, les citoyens ne feraient plus la cour et la course aux charges publiques. Cependant, de quelle manière les citoyens devaient-ils être désignés pour administrer la cité ? Si les élections ont été une source de corruption et d'injustice, comment devait-on procéder pour désigner l'autorité politique ?

V.4. LE CHOIX DES GOUVERNANTS POLITIQUES

Dans le régime aristocratique, les gouvernants devaient accéder au pouvoir par nécessité. En d'autres termes, l'ordre naturel déterminait l'attribution de la responsabilité politique du prince dans la cité. En effet, chaque sage devait, suivant la succession d'âges, assumer les charges publiques pour l'intérêt général. Platon se démarquait des autres théoriciens politiques qui laissaient libre cours aux ambitions politiques qui favorisaient l'expression de la volonté de puissance de Friedrich Nietzsche[127]. Par contre, le père de *la République* établissait une succession nécessaire aux fonctions politiques, où le plus âgé des sages devenait le gouvernant. Selon Platon, chaque sage devait, selon la succession décroissante en âge, assumer les charges le pouvoir politique ; le sage le plus âgé devait présider aux destinées de la cité et ainsi de suite. Tout procédé électif ou de choix humain était inexistant parce qu'il était considéré comme la source de la corruption et de l'injustice ; mais c'est plutôt l'ordre naturel qui attribuait la responsabilité de gouvernant de la cité. Platon disait :

> *Voici là-dessus quelle est la vérité : la cité où ceux qui doivent commander sont les moins empressés à rechercher le pouvoir, est la mieux gouvernée et la moins sujette à la sédition, et celle où les chefs sont dans des dispositions*

[126] *op.cit*. 29d – 30b
[127] Nietzsche, Friedrich, *La volonté de puissance, essai d'une transmutation de toutes les valeurs*, Trad. Henri Albert, Paris, Editions Gallimard, 1894.

> *contraires se trouve elle-même dans une situation contraire […]Mais il est certain que chacun d'eux ne viendra au pouvoir que par nécessité, contrairement à ce que font aujourd'hui les chefs dans tous les Etats*. [128]

L'aristocratie de Platon a fait la promotion des valeurs, des compétences, mieux elle a exalté la vocation naturelle individuelle. Chaque vocation s'exprimait pour le bien commun. De là, la fonction de prince n'était plus profanée, mais elle revenait de fait à ceux dont le naturel politique disposait aux responsabilités politiques, ceux qui avaient reçu la meilleure éducation leur permettant d'assumer ces charges. Ce régime politique reposait sur le principe que seuls les gouvernants assumaient les fonctions politiques par nécessité et non plus par cupidité, ni par convoitise. Dès lors, les gouvernants ainsi éduqués veillaient à la sage gestion de la cité, ils garantissaient la justice sociale, le respect des lois, l'amour et le maintien de la vertu dans la cité. Le gouvernant avait alors une conduite morale exemplaire, et se distinguait des autres régimes politiques par son éducation et son sens du devoir. Dans *Le politique*, Platon indiquait les menaces que représentait un gouvernant sans qualification en donnant cette illustration : « *En effet, l'ordre des prêtres et celui des devins ont d'eux-mêmes une haute opinion, et inspirent un profond respect, à cause de la grandeur de leurs fonctions. C'est ainsi qu'en Égypte personne ne peut exercer la royauté sans appartenir à la classe sacerdotale. »*[129]

Il apparait que le choix des dirigeants aristocratiques n'incombait pas au peuple, il était plutôt déterminé par l'ordre naturel des âges. Les gouvernants accédaient au pouvoir de manière successive. Car, le pouvoir politique était considéré à juste titre comme une charge qui ne devait être attribuée qu'au sage. La pensée de Platon avait le mérite d'écarter de la science royale les courtisans et les flatteurs qui n'avaient aucune qualification politique. Platon disait à cet effet : « *Nous avons dit que le gouvernement royal est une science, je crois […] Car celui qui a la science royale, qu'il gouverne ou non, doit, d'après ce que nous avons dit, être appelé roi.* »[130]Les fonctions politiques ne revenaient qu'à la classe des hommes détenteurs de la science royale. Par conséquent, les gouvernants devaient se distinguer par leur connaissance élevée et par la connaissance des valeurs morales. Ces outils leur permettaient de présider aux destinées de la cité avec conscience et d'agir avec efficacité et objectivité. Platon instituait ainsi une haute discipline politique qui était le fondement de la stabilité, de la prospérité, de la cohésion sociale et aussi de la justice. Cette justice disposait que chacun devait s'occuper de la tâche pour laquelle il était doué par nature. Ce respect et cet

[128] *op.cit*. 520c – 521c.
[129] *op.cit*. PP. 70,71
[130] *Ibidem*. P. 73.

amour de son statut social devenaient le fondement qui soutenait tout l'édifice politique de l'aristocratie. De ce fait, chacun, confiné dans les limites de ses aptitudes et de ses fonctions ne devait plus convoiter ni perturber la fonction qui ne relevait pas de son naturel. Cette professionnalisation des fonctions sociales produisait l'excellence politique. Le régime aristocratique a été considéré le meilleur de tous par Platon parce qu'il a été construit sur les valeurs intellectuelles, humaines et morales. Il est effectivement juste que le supérieur en qualification commande à l'inférieur et que chacun n'empiète pas sur le domaine qui n'est pas le sien. Par ailleurs, l'aristocratie était le meilleure régime politique selon Platon parce qu'elle a favorisé une meilleure expression de chaque individu et a garanti la cohésion du corps politique. Elle a permis aux citoyens en général et aux gouvernants en particulier de participer efficacement au bonheur de l'ensemble de la cité. La vertu chassa l'égoïsme, elle dilua le vice et disposa chaque sujet à réaliser la dignité humaine. Le régime politique aristocratique a érigé une véritable communauté humaine. C'est pourquoi Aristote disait :

> *car il est naturel qu'un gouvernement parfait assure aux citoyens qu'il régit, dans le cours ordinaire des choses, la jouissance du bonheur le plus parfait que comporte leur condition.[…] Si donc l'âme, à parler d'une manière absolue et même relativement à nous, est plus précieuse que la richesse et que le corps, sa perfection et la leur seront dans une relation analogue […] Ainsi, nous regarderons comme un point parfaitement accordé, que le bonheur est toujours en proportion de la vertu et de la sagesse.*[131]

Pour toutes ces raisons, l'aristocratie se présentait comme le meilleur régime politique. C'était un régime qui a condamné les déviations observées et vécues dans les régimes politiques antérieurs. L'aristocratie a fait des valeurs éthiques l'une des conditions incontournables de l'harmonie et de l'essor politique. L'éducation des citoyens déterminait le statut de chaque individu et permettait à chacun de s'occuper de la fonction pour laquelle il fut doué par nature. De même, la vertu judiciaire a disposé volontairement chaque citoyen à ne pas se mêler de la tâche des autres ; la vertu morale quant à elle a maintenu le respect réciproque et celui des règles sociales. C'est grâce à toutes ces dispositions vertueuses que l'aristocratie a été le meilleur régime politique. Elle a été fondée sur la pratique essentielle des valeurs transcendantes et intelligibles. Cette démarche dialectique nous fait dire que Platon invitait l'humanité à s'élever et à réaliser les valeurs spirituelle et éthiques pour construire une nouvelle société d'hommes honnêtes, qualifiés, justes et éclairés. C'est pour tous ces arguments que l'aristocratie a été considérée à juste titre comme le régime politique du

[131] *op.cit*. Livre IV, chap. I.

renoncement à soi pour la réalisation de tous ; elle a été l'expression de la valorisation éclairée et éthique des sujets pour l'élévation de tous.

Les régimes timarchique, oligarchique, démocratique et tyrannique ont été réalisés par la volonté de domination des hommes. Mais cette orientation avait suscité plusieurs vices qui ont provoqué l'effondrement des régimes politiques, les discordes sociopolitiques, les luttes de pouvoir et l'instabilité politique. Parmi les maux qui ont affecté les régimes politiques des cités de l'antiquité nous pouvons citer : l'amour démesuré des possessions matérielles, l'instrumentalisation des hommes, l'aspiration à l'exploitation inhumaine des populations, le maintien des inégalités, la pérennité des injustices. Tous ces maux ont favorisé des conflits permanents, les guerres, les séditions, le désordre sociopolitique, l'instabilité politique et la permanente déstructuration politique. Par contre, l'aristocratie soumettait l'ensemble du corps social à l'éducation qui permettait d'identifier les vocations des citoyens et elle déterminait leurs fonctions. Dans l'aristocratie, les fonctions sociales et politiques ne faisaient plus l'objet de convoitise, mais chacun, revêtu des valeurs morales et intelligibles, acceptait de s'occuper de sa tâche. L'aristocratie rétablissait ainsi la justice, la bonté, la loyauté, l'égalité de droits et le respect de la vocation individuelle. Ils furent le solide ciment sur lequel s'enracinait l'aristocratie et le levier de l'exercice des pratiques politiques pour l'excellence politique, la cohésion sociale et la prospérité générale. Le perfectionnisme platonicien prônait le passage de la contingence et de la fugacité à l'éternité, le passage du devenir à la stabilité, bref du terrestre au divin. En effet, si Platon a identifié le meilleur régime politique, faut-il penser que ce dernier a fait l'unanimité des théoriciens politiques ? Si l'aristocratie était effectivement le meilleur régime politique pourquoi ce dernier n'est-il pas pratique aujourd'hui ? Faut-il se résoudre à penser que le meilleur régime politique de Platon était une vision subjective et irréaliste de cet auteur ? Si elle n'a pas reçu l'assentiment de tous les hommes, quelles peuvent être les lacunes et les défaillances de l'aristocratie platonicienne ?

VI - LA CRITIQUE DE L'ARISTOCRATIE PLATONICIENNE.

VI.I. L'IDÉALITÉ DE L'ARISTOCRATIE PLATONICIENNE

L'aristocratie de Platon a fait l'objet de vives critiques. Aristote fut l'un des philosophes qui ont remis en question le régime politique de Platon. De façon générale, il a été reproché à Platon d'avoir construit une utopie politique. La république de Platon a été considérée comme une simple construction intellectuelle dont la mise en œuvre était difficile voire impossible. Elle exprimait la représentation d'un idéal politique inspiré à la suite des nombreux échecs

politiques de Platon. Le régime politique de Platon était une construction politique pour surmonter et dépasser les expériences décevantes et malheureuses que ce philosophe avait connues. Car, il a tenté d'établir en Sicile, auprès des tyrans Denys de Syracuse et de Denys le jeune, un gouvernement juste. Mais ces tentatives se soldèrent par des échecs. Dans son œuvre *La République*, Platon proposa ce qu'il n'a pas pu accomplir dans ces cités. Cependant, de nombreux critiques dénonçaient cet idéalisme platonicien comme une chimère politique. Cet idéalisme tenait à certains éléments constitutifs de sa république qu'il nous faut examiner.

VI.I.1. LES POSSESSIONS PRIVÉES

La république de Platon condamnait l'idée de la propriété privée. Pour lui en effet, c'est elle qui fut à l'origine de la constitution des classes sociales, des rivalités, des conflits et de nombreuses revendications. Pour Platon, il était de la responsabilité de la cité de gérer le patrimoine social afin de garantir l'intérêt général. Puisque les possessions privées suscitaient des égoïsmes, la cupidité, l'avidité et engendraient des conflits et des antagonismes sociaux, il fallait, pour éviter les conflits et les affrontements récurrents entre citoyens que tous les biens fussent gérés par l'autorité politique pour assurer le bonheur commun. Le communautarisme platonicien se proposait d'enrayer l'individualisme ; l'intérêt privé était rejeté au profit de la communauté des biens parce qu'elle était profitable à toute la cité. Mais une telle vision ne compromettait-elle pas la vie et la vigueur des citoyens ainsi que celles de l'État ? L'expérience politique démontre que la propriété privée est indispensable pour construire la force et l'identité d'un individu et celles de la cité. C'est la raison pour laquelle Aristote remettait en question la république de Platon et y trouvait plusieurs faiblesses qui faisaient de ce régime un pouvoir discriminatoire et même utopique. Car, l'aristocratie de Platon instituait le bannissement des propriétés privées. Tout était sous la tutelle de la cité et géré par la cité et pour la cité : les hommes, les femmes, les enfants, les terres, les dieux et les lieux d'adoration étaient des biens publics. Par exemple, les biens matériels ou la formation des familles étaient interdits pour éviter les conflits d'intérêt. C'est la raison pour laquelle Platon affirmait que les possessions privées étaient la première cause de rivalité, de conflits et de luttes sociales. Cependant, l'interdiction des mariages et des biens privés constituait une grave et sérieuse entrave à l'épanouissement des hommes. Ainsi, Platon faisait des citoyens aristocrates des individus privés de liberté, de volonté et qui n'éprouvaient aucun sentiment au point où les relations entre les hommes et les femmes étaient instrumentalisées dans le seul but d'assurer la procréation. La république de Platon n'avait ni famille, ni groupes tribaux. Or une cité où il

n'y a pas de familles et de tributs est vacillante voire illusoire. Dès lors, la cité platonicienne devenait un pur assemblage d'individus sans affection réciproque parce qu'aucun lien ne les unissait en dehors de l'appartenance à la cité. C'est ce qui a poussé Aristote à dire :

> *La communauté des femmes présente de bien autres embarras que l'auteur ne semble le croire [...] Bien plus, elle est incompatible avec le but même que Platon assigne à tout État, du moins sous la forme où il la présente […] Je veux parler de cette unité parfaite de la cité entière, qui est pour elle le premier des biens […] Mais pourtant il est bien évident qu'avec cette unité poussée un peu loin, la cité disparaît tout entière. Naturellement, la cité est fort multiple [...] Mais la cité ne se compose pas seulement d'individus en certain nombre; elle se compose encore d'individus spécifiquement différents; les éléments qui la forment ne sont point semblables.*[132]

Les citoyens de la république platonicienne étaient des éternels étrangers les uns en face des autres. Or, cette forme de société ne saurait avoir un idéal commun. Pour ce philosophe, les citoyens n'ont pas de bonheur individuel, mais leur bonheur était collectif ; le citoyen aristocrate était considéré comme un objet pour réaliser le bien de la cité. Les individus étaient des moyens et la cité devenait la fin. L'individu ne vivait pas pour lui-même mais pour la cité ; il ne s'appartenait pas, il était une propriété de l'État. Les populations vivaient grâce à la cité et pour la cité. Cette robotisation de l'homme annulait tout sentiment individuel, de liberté, d'autonomie d'ambition personnelle. Le seul objectif de tous était l'accomplissement du devoir que leur imposait la cité. Une telle vie sociale n'était pas appropriée aux humains parce que de tout temps, ils sont des êtres de sentiments, de désirs qui fondent les relations interpersonnelles, non par obligation, mais de façon naturelle. La cité tient sa force et son dynamisme de la volonté, de l'ambition, de l'émulation et de la propriété individuelle. Si l'unité familiale s'éteint, l'Etat dépérit. Et d'ailleurs aucune société ne peut vivre de cette manière. Bien plus, le communautarisme platonicien éteint le sentiment affectif qui pousse naturellement les humains à se défendre, à se protéger et à s'entraider. L'annulation des liens de paternité fut le premier suicide et le premier meurtre naturel parce que les citoyens ignoraient leurs lignées, ils étaient émotionnellement morts. Ils étaient sous le poids des devoirs sociaux. C'est pour cette raison qu'Aristote affirmait :

---

[132] *op.cit*. Livre II : Examen critique des théories antérieures et des principales constitutions ; chap. I : Examen de la République de Platon ; critique de sus théorie sur la communauté des femmes et des enfants. – L'unité politique, telle que la conçoit Platon est une chimère, et elle détruirait l'Etat, loin de le fortifier ; équivoque que présente la discussion de Platon. – Insouciance ordinaire des associés pour les propriétés communes ; impossibilité de cacher aux citoyens les liens de famille qui les unissent ; dangers de l'ignorance où on les laisserait à cet égard ; crimes contre nature ; indifférence des citoyens les uns pour les autres. – Condamnation absolue de ce système.

> *Dans l'Etat au contraire où cette communauté prévaudra, elle éteindra toute bienveillance réciproque ; le fils n'y pensera pas le moins du monde à chercher son père, ni le père à chercher son fils [...] de même l'affection que font naître ces noms si chers se perdra dans un État où il sera complètement inutile que le fils songe au père, le père au fils, et les enfants à leurs frères. L'homme a deux grands mobiles de sollicitude et d'amour, c'est la propriété et les affections; or, il n'y a place n'y pour l'un ni pour l'autre de ces sentiments dans la République de Platon.*[133]

En définitive, la propriété privée qui est le fondement de la créativité et de la productivité dans la cité était condamnée dans la république de Platon. Or, les hommes n'ont aucun intérêt dans une organisation, ils ne se déploient pas avec détermination parce qu'ils ne trouvent aucun profit. Dans un tel contexte, les citoyens ne sauraient défendre ni œuvrer judicieusement pour leur patrie parce qu'il n'y aurait aucun lien affectif qui les unirait à leur cité, ils n'auraient aucun avantage à se sacrifier pour l'État, aucune motivation personnelle qui stimulerait l'orgueil qui donne le zèle de s'impliquer dans la vie publique ou de défendre sa patrie. Les citoyens qui n'ont pas de terres ni de biens privés ne sauraient porter le nom des citoyens, mais ils sont des étrangers ou des esclaves. En effet, le premier élément de fierté du citoyen c'est son appartenance à une terre, à une famille, à une tribu et donc à une cité. La vie sociale est un ensemble de liens : familial, tribal, ethnique, politique, économique, culturel et même de classe sociale.

VI.I.2. LE STATUT DES GOUVERNANTS

La différence que Platon établissait entre les technocrates et les subalternes, bien qu'elle fût pertinente, brisait néanmoins la cohésion et l'harmonie sociales parce que les uns étaient faits pour exercer les hautes fonctions publiques et d'autres étaient éternellement exclus des charges politiques pour n'exercer que des fonctions secondaires. Cette discrimination politique est une source de discordes, de mécontentements et d'incessantes contestations. Or, la politique suppose l'égale participation des citoyens à la gestion des affaires publiques et une possible rotation de fonctions. Mais retirer ce droit naturel à une certaine classe sociale, c'est la dévaloriser, mieux c'est le confiner au seul statut de paria de la cité. Une telle organisation sociale ne pourrait pousser les individus à nourrir des ambitions, encore moins à prendre des initiatives personnelles parce qu'elles n'apporteront rien de plus que les autres. De même cette politique sociale ne saurait favoriser l'épanouissement individuel et commun. Cette hiérarchisation absolue établit une subtile tyrannie qui confère

[133] *Ibidem*. Livre III, Chap.V.

éternellement tous les avantages politiques aux aristocrates et la soumission aux autres citoyens que l'on peut assimiler à la populace. Aristote ne manquait pas de dire :

> *Quand le maître unique, ou la minorité, ou la majorité gouvernent dans l'intérêt général, la constitution est nécessairement pure; quand ils gouvernent dans leur propre intérêt, soit dans l'intérêt d'un seul, soit dans l'intérêt de la minorité, soit dans l'intérêt de la foule, la constitution est déviée de son but, puisque de deux choses l'une: ou les membres de l'association ne sont pas vraiment citoyens; ou, s'ils le sont, ils doivent avoir leur part de l'avantage commun.*[134]

La séparation absolue des fonctions politiques dans la république de Platon instituait une rupture entre les différents acteurs politiques d'une part et d'autre part entre les différentes couches sociales. Car, l'un des principes de l'aristocratie platonicienne stipulait que la gouvernance n'était réservée qu'à ceux qui avaient acquis la connaissance de l'art politique et le reste de la population était occupée aux fonctions secondaires. Or, la dynamique politique est possible lorsque chacun peut aspirer aux hautes fonctions de l'État. En effet, le pouvoir politique est le terrain des saines compétitions, de la concurrence des aptitudes, de la confrontation des fonctions et des mérites. Les clivages sociaux sont des entraves au véritable jeu politique. La stabilité et la prospérité de la vie publique tiennent de l'implication de toutes les forces sociales. Cet enchevêtrement des hommes et des ambitions politiques crée, non seulement de l'émulation, mais aussi et surtout un confrontation d'idées, une dialectique des logiques qui favorisent des réalisations innovantes profitables à toute la communauté. Le pouvoir politique se nourrit du choc d'idées qui dénonce les égoïsmes, le fanatisme, l'extrémisme, la médiocrité, l'incapacité et les prétentions subjectives. Ainsi, la pluralité de pensées est profitable au lieu d'une vision unique généralement imparfaite et égocentrique. D'ailleurs, le despotisme naît de la prétention de cumuler toutes les perfections. C'est dans cette optique que l'on peut comprendre cette pensée d'Aristote :

> *Mais un seul homme ne peut tout voir de ses propres yeux ; il faudra bien qu'il délègue son pouvoir à de nombreux inférieurs ; et dès lors, n'est-il pas tout aussi bien d'établir ce partage dès l'origine que de le laisser à la volonté d'un seul individu ? De plus, reste toujours l'objection que nous avons précédemment faite: si l'homme vertueux mérite le pouvoir à cause de sa supériorité, deux hommes vertueux le mériteront bien mieux encore.*[135]

[134] *Idem*, Livre III; Chap. V.
[135] *Ibidem*. Livre III ; Chap. XI.

VI.I.3. LA COMPLÉMENTARITÉ DES FONCTIONS

Platon affirmait que la qualification et la compétence politiques des princes étaient l'une des valeurs indispensables pour la perfection politique. La magistrature suprême de la cité revenait de droit au roi-philosophe ou au philosophe-roi. La gouvernance était exercée uniquement par les sages qui se relayaient à la tête de l'État. Et en tant que sages, le gouvernant jouissait de l'exclusivité du pouvoir parce qu'il a effectué la dialectique ascendante. Par conséquent, il tirait sa gestion de l'intelligible et non des besoins et des préoccupations populaires. Pour Platon, le gouvernant était un dieu qui réalisait les modèles divins qu'il a contemplés : « *Une cité ne sera heureuse qu'autant que le plan en aura été tracé par des artistes utilisant un modèle divin* »[136] Platon affirmait la supériorité absolue des sages qui leur conférait une haute position politique : « *Celui dont la pensée s'applique vraiment à la contemplation des essences n'a-t-il pas le loisir d'abaisser ses regards vers les occupations des hommes, de partir en guerre contre eux, et de s'emplir de haine et d'animosité ; la vue retenue par des objets fixes et immuables* »[137] Cette pensée platonicienne instituait des clivages politiques qui établissaient des barrières entre les différentes fonctions sociales. Mais les rois-philosophes peuvent-ils véritablement s'isoler du reste de la cité et prétendre réaliser son bien-être ? La réalité est que les gouvernants ont nécessairement besoin d'être en contact avec le peuple pour trouver des réponses à ses problèmes et pouvoir produire les moyens économiques, la force militaire, judiciaire, artistique, poétiques, agricole et d'autres autres nécessités qui concourent à la satisfaction du peuple. La politique est donc la résolution concrète des besoins concrets des hommes et non une transposition et un transfert des modèles de gouvernance. En un mot, la cité doit être un ensemble hétérogène où les citoyens se complètent. La diversité des compétences dans l'unité constitue le socle de la cité. On ne saurait, à proprement parler, exclure le peuple de la gouvernance politique. Cette disposition de Platon ne saurait réellement être pratique ni productive. Bref, la structuration sociopolitique ne saurait dépendre de la seule volonté de l'autorité politique. Et si Platon a reconnu que l'éducation était un préalable incontournable pour l'essor politique, il est contradictoire d'exclure certaines classes des fonctions politiques. La disposition méritoire qui organise les citoyens selon leurs professions susciterait plus de mécontentement que d'approbation. Ces observations ont marqué Aristote au point de comparer cette organisation platonicienne à une cité des inégalités naturelles. C'est pourquoi il disait :

---

[136] *op.cit.*, 500d – 501d
[137] *Ibidem*. 499d – 500d

> *On soutiendra peut-être que le pouvoir politique doit se répartir inégalement, en raison de la prééminence en un mérite quelconque, tous les autres points restant d'ailleurs parfaitement pareils […] et que les droits et la considération doivent être différents, quand les individus diffèrent. Mais si ce principe est vrai, même la fraîcheur du teint, ou la grandeur de la taille, ou tel autre avantage, quel qu'il soit, pourra donc donner droit à une supériorité de pouvoir politique. L'erreur n'est-elle pas ici manifeste?*[138]

En somme, l'aristocratie platonicienne était un régime angélique dans lequel il n'y avait pas de volonté, ni de sentiment, ni de liberté. C'était une forme de robotisation de l'espèce humaine parce que les citoyens devraient être réglés suivant la volonté du gouvernant. C'était un régime qui célébrait le mérite tout en instituant des injustices sociales et des frustrations qui conduisaient aux discriminations, aux rejets, aux mépris, à la chosification de l'homme et, plus tard, au conformisme. Or, la conscience de soi implique nécessairement la conscience de la différence et de la construction de son devenir. Par conséquent, aucune société humaine ne peut évoluer comme une horloge réglée parfaitement sans qu'il n'y ait de volonté d'auto-affirmation et d'auto-réalisation. Les communautés humaines sont bâties sur les différences, les contradictions, les individualités et les spécificités. On peut affirmer au regard ce qui est dit que ce régime politique portait en lui-même les germes de sa propre destruction parce qu'au lieu d'associer toutes les classes sociales, il prônait la division arbitraire des fonctions et des classes sociales. Au lieu de promouvoir la liberté et l'expression de la raison individuelle, l'aristocratie instituait l'esclavage et l'irrationalité collective. Cependant, lorsque les citoyens ne sont pas intégrés dans la vie politique, ils ne trouvent plus de motivation pour contribuer à son fonctionnement ni à son développement.

VI.I.4. LA PROBLÉMATIQUE DE LA SOUVERAINETÉ

La problématique de la souveraineté déterminait la nature du pouvoir politique. Car, lorsque qu'un individu était souverain le régime politique était monarchique. Lorsqu'une minorité de citoyens était au pouvoir, il s'agissait d'une oligarchie. Et lorsque la majorité détenait le pouvoir, il s'agissait de la démocratie ou de la république. Mais la souveraineté était difficile à déterminer chez Platon. Car, le peuple ne participait pas à la gouvernance parce qu'il n'en n'avait pas le naturel politique. La multitude était soumise à la minorité des sages et exclue des délibérations politiques. Dès lors, la souveraineté était-elle du côté des gouvernants minoritaires ou alors des gouvernés majoritaires hors de la politique ? La

[138] *op.cit*. Livre III ; Chap. VII.

souveraineté met en présence deux partis : gouvernants et gouvernés, c'est-à-dire lorsqu'un groupe détient le pouvoir de déterminer les choix et délibérations politiques. Mais Platon attribuait la souveraineté à la minorité des philosophes-rois parce que les gouvernés étaient exclus des délibérations politiques. La notion de souveraineté devint ainsi ambiguë. Maurice Davau, Marcel Cohen et Maurice Lallemand, dans *dictionnaire du français vivant*[139], définissent la souveraineté comme ce qui est souverain c'est-à-dire choisir sans que personne d'autre puisse le faire à notre place et sans que personne puisse nous imposer un choix. Il apparait que l'aristocratie pratiquait une souveraineté despotique parce qu'elle était exercée par la classe dirigeante ; la seule qui détenait et qui réalisait le pouvoir politique. Le régime politique qui établit une telle suprématie absolue sombre naturellement et manifestement dans un véritable autoritarisme administratif et politique. Par conséquent, il devient absurde d'appeler citoyens ceux qui ne jouissent pas du droit politique. Or, le citoyen est celui qui participe à la gestion de la vie publique, c'est-à-dire celui qui exerce son droit de vote des lois ou des dirigeants, c'est-à-dire qu'il opère des choix. Mais du moment où il ne peut exercer ce droit, il perd son statut de citoyen et son autonomie. C'est ce qui justifie cette déclaration d'Aristote :

> *Ici la souveraineté est aux riches; là, aux citoyens distingués […] La prétendue souveraineté devrait évidemment passer à l'individu qui serait à lui seul plus riche que tous les autres ensembles; et de même, le plus noble par sa naissance l'emporterait sur tous ceux qui ne font valoir que leur liberté. Même objection toute pareille contre l'aristocratie, qui se fonde sur la vertu […] Même objection encore contre la souveraineté de la multitude, fondée sur la supériorité de sa force relativement à la minorité.*[140]

VI.I.5. LA FONCTION POLITIQUE DU PHILOSOPHE

La charge du pouvoir politique qui incombait aux sages de la cité n'était pas volontaire, ils l'accomplissaient par devoir. Cependant, ils ne reçoivent aucune compensation matérielle. Une telle disposition ne saurait être une réalité, mais une utopie parce que les charges publiques sont sources de dépenses multiformes qu'il faut absolument compenser par une rémunération conséquente. Sinon, la gouvernance deviendrait l'autel d'holocauste des hommes. Il est difficile que le citoyen administre la cité sans recevoir en compensation une rémunération. En effet, celui qui exerce les charges publiques doit avoir en retour une compensation matérielle. Car, pour quelle raison les citoyens accepteraient-ils de renoncer à

[139] Davau, Maurice., Cohen, Marcel., Lallemend, Maurice, *Dictionnaire du français vivant*, Bordas, Bruxelles, Paris, 1972.
[140] *op.cit*. Livre III ; Chap. VII.

leurs libertés pour les charges de la cité si cette fonction ne procure aucun avantage. Dès lors, les charges publiques semblent être plus une sanction qu'une responsabilité. Elles seraient redoutées et, dans le moindre des cas, elles seraient négligées et mal exécutées. Si les hautes fonctions de l'Etat ne peuvent être estimées en termes de rémunération, il faut néanmoins reconnaitre que ces responsabilités sont éprouvantes et nécessitent une compensation économique relativement proportionnelle à la hauteur des charges du prince.

De plus, la rémunération réduit la corruption des dirigeants, leur convoitise et leur cupidité. La construction d'une cité vertueuse exige que les gouvernants soient traités avec honneur et respect, qu'ils perçoivent des avantages matériels conséquents afin qu'ils ne se détournent pas de la recherche de l'intérêt général et de privilégier le gain personnel. En d'autres termes, la non-rémunération des princes peut avoir des conséquences négatives sur la vie publique parce que la cité génère des richesses qui ne peuvent laisser les hommes insensibles. Mais Platon pensait qu'au nom de la vertu, chacun était tenu d'assumer ses droits et ses devoirs pour le bien de la cité. Cependant réduire les citoyens à une vie de sacrifices ne saurait conduire au bonheur. Cette privation d'avantages annule toute ambition qui motive les hommes à se surpasser, à concevoir des projets et à initier des actions révolutionnaires. Dépouiller les hommes de cette volonté de révolution, c'est détruire les fondements de l'homme et de la cité. C'est pourquoi la vie de privation que préconisait Platon ne saurait totalement convenir aux humains.

Lorsque les hommes ne peuvent jouir d'une vie individuelle réelle, la vie communautaire elle-même s'effrite, se désagrège et s'estompe. Si les conditions existentielles individuelles ne sont pas requises, la vie collective est compromise. Désormais toute idée de bien-être collectif est une illusion. Tous ces motifs nous disposent à dire que l'organisation politique qui compromet le bonheur individuel est une sérieuse menace à la vie humaine et sociopolitique. D'où cette déclaration :

> *Le but de l'État, c'est le bonheur des citoyens, et toutes ces institutions-là ne tendent qu'à l'assurer. L'État n'est qu'une association où les familles réunies par bourgades doivent trouver les développements, toutes les facilités de l'existence ; c'est-à-dire, je le répète, une vie vertueuse et fortunée. Ainsi donc, l'association politique a certainement pour objet la vertu et le bonheur des individus, et non pas seulement la vie commune.*[141]

En définitive, l'aristocratie platonicienne fut un régime politique idéal, mais sa mise en pratique serait difficile et engendrerait des conflits qui compromettraient le bonheur

[141] *Ibidem*, Livre III ; Chap. V.

individuel et collectif. La république de Platon condamnait les citoyens à occuper une seule place, mais ne pouvaient devenir autre chose ; ils ne devaient pas prétendre au progrès. Une telle organisation politique compromet sérieusement la communauté politique et génère des frustrations, des complexes et la médiocrité. Or, le meilleur régime doit promouvoir des aspirations légitimes de tout le peuple. Il doit stimuler l'émulation, l'amour de l'idéal et la réalisation des œuvres originales. Mais lorsque les fonctions sociales sont fermées, les citoyens mènent une existence monotone, infructueuse et somnambulique. En effet, l'aristocratie était victime de l'idéologie de perfection et de justice dont elle portait. La volonté de donner la suprématie au meilleur naturel et l'accomplissement d'une véritable justice furent les fondements de l'aristocratie. Cette purification du corps et des pratiques politiques était la principale base de l'aristocratie platonicienne. Mais si l'aristocratie avait le mérite de rechercher le parfait, il n'en demeure moins vrai que sa structuration la rendait à la fois moins pratique et très fragile. Faut-il alors penser que la démocratie d'Aristote offrait plus de satisfaction ? Autrement dit, le régime démocratique élaboré par Aristote pouvait-il être considéré comme le meilleur ? Son évaluation critique lui donne-t-elle les meilleures caractéristiques pour accomplir le bonheur des hommes ?

CONCLUSION DU CHAPITRE

Tous les régimes politiques que Platon avait présentés nous ont permis de ressortir leurs caractéristiques respectives. Mais nous retenons que la timocratie, l'oligarchie, la démocratie et la tyrannie ne pouvaient procurer la stabilité, la cohésion politique et le bonheur des citoyens. Car, leur examen a montré de nombreuses dérives fondées sur la recherche des honneurs, des moyens matériels et économiques, l'égoïsme et l'ignorance. Ces pratiques ont écarté la recherche et la réalisation du bien-être des peuples et de la cité. La vie publique était une jungle dangereuse où les compétitions, les concurrences, les rivalités, les conflits, les guerres et le libertinage qui détruisaient les vies humaines, l'équilibre et l'essor social. Toutes ces pratiques ont dénaturé la politique entendue comme une saine gestion de la cité. Puisque la véritable motivation pour les charges publiques était la recherche effrénée des moyens matériels. Pour parvenir à ces fins les gouvernants faisaient recours à la politique de domination, d'exploitation des populations. Cette propension matérialiste a favorisé l'avènement des régimes politiques vicieux. L'idéologie impérialiste avait introduit la politique de domination, d'exploitation et de pillage. Par conséquent, elle a généré des injustices, des inégalités de droits et l'immoralité généralisée. La démocratie, basée sur l'idéologie de l'égalité de droits et des libertés avait plutôt libéralisé les mœurs et les pratiques individuelles. C'est ce libéralisme qui a transféré le pouvoir aux masses populaires généralement ignorantes et cupides alors que la minorité constituée des sages avait été écartée de la gestion des affaires publiques. Ainsi, la démocratie fut aussi un régime de dictature : la dictature de la majorité. Or, la majorité était moins éclairé c'est pourquoi ses choix étaient moins éclairés. Il apparait que la démocratie n'avait pas favorisé une bonne expression politique et par conséquent n'avait pas réalisé le bien-être de tous les citoyens.

Ce sont toutes ces raisons qui ont disposé Platon à construire un nouveau régime, celui qui eut le mérite de donner de la valeur à la raison éclairée et qui fut fondé sur les valeurs morales : l'aristocratie. En effet, l'aristocratie faisait de l'éducation la base, le socle et le levier de son organisation et de son fonctionnement. Elle transformait le citoyen en agent développé et de développement puis l'insérait dans une fonction en adéquation avec son naturel en vue du bonheur individuel et collectif. Cette expression du naturel individuel et collectif déterminait la fonction de chacun d'une part, et les valeurs morales qui favorisaient le respect mutuel, l'amour du devoir et la recherche de l'intérêt général d'autre part. Par conséquent, la politique devenait véritablement un art réservé à ceux qui avaient le naturel de

la politique. Elle fut reconsidérée comme un savoir qui conférait le savoir savant, le savoir-être et le savoir – faire chez des citoyens ayant effectué la dialectique ascendante :

> *Je pense, parachevant cette esquisse, ils porteront fréquemment leurs regards, d'un côté sur l'essence de la justice, de la beauté, de la tempérance et des vertus de ce genre, et de l'autre sur la copie humaine qu'ils en font ; et par la combinaison et le mélange d'institutions appropriées, ils s'efforceront d'atteindre à la ressemblance de l'humanité véritable, en s'inspirant de ce modèle qu'Homère, lorsqu'il le rencontre parmi les hommes, appelle divin et semblable aux dieux.*[142]

Cependant, Platon avait proposé un régime politique qui reposait sur l'expression du naturel de chaque citoyen. La république de Platon était fondée sur l'intérêt général. Par conséquent, l'aristocratie fut le régime politique dans lequel les initiés dans l'art politique administraient la cité et où chaque citoyen exerçait la fonction correspondant à son naturel. C'est pourquoi il a été jugé meilleur aux autres formes politiques. De son organisation à sa finalité en passant par son déploiement quotidien, chaque aspect était conçu pour favoriser des pratiques saines, vertueuses et le bonheur de tous. C'est pourquoi Platon a pu dire :

> *Il n'est pas naturel, en effet, que le pilote prie les matelots de se laisser gouverner par lui, ni que les sages aillent attendre aux portes des riches. L'auteur de cette plaisanterie a dit faux. La vérité est que, riche ou pauvre, le malade doit aller frapper à la porte du médecin, et que quiconque a besoin d'un chef dot aller frapper à celle de l'homme qui est capable de commander : ce n'est pas au chef, si vraiment il peut être utile, à prier les gouvernés de se soumettre à son autorité.* [143]

En somme, l'aristocratie se préoccupait du bien-être de tous, elle plaçait l'éducation à la base de la vie pour façonner le comportement et l'action de l'homme. Elle plaçait l'homme au-dessus des considérations matérialistes. Revêtus de la grandeur spirituelle, morale et intellectuelle, les citoyens aristocrates se conduisaient suivant la droite raison considérant le bonheur collectif comme le souverain bien. Semblable au gouvernement divin, la gouvernance aristocratique était celle de l'intérêt général et de la vertu. Platon éliminait de la cité toute forme de dérives politiques pour donner naissance à une pratique politique vertueuse. Si le régime politique platonicien était révolutionnaire, force est de souligner que sa république a fait de vives critiques. C'est distanciation qui poussa Aristote à proposer une autre vision du meilleur régime politique. Quel était ce régime politique ? Quelles furent ses caractéristiques ? Quelles furent son organisation, son fonctionnement et sa finalité ?

---

[142] *op.cit*. 500d – 501d.
[143] *Ibidem*. 489c – 490b.

CHAPITRE V : ARISTOTE ET LE MEILLEUR RÉGIME POLITIQUE

Aristote a élaboré sa théorie politique à partir de son expérience pratique pour aider les Etats à garantir quotidiennement le bien-être des hommes. Dans son ouvrage *Constitution d'Athènes*[144], Aristote a parcouru les différentes constitutions des cités grecques de l'antiquité afin de ressortir leurs forces et leurs faiblesses. Et dans *La Politique*[145] ce philosophe, au-delà du simple examen des théories existantes, énonçait sa théorie politique. Rejetant toute abstraction philosophique et politique, Aristote apporta une contribution qu'il voulue réaliste et objective ; il s'attela à réformer et à parfaire le régime politique qui existant afin de faciliter sa réalisation. Ainsi, le souci majeur de ce philosophe fut de redresser la gouvernance existante pour le bonheur des peuples. S'éloignant de tout idéalisme, Aristote privilégia le réalisme politique parce qu'il est pratique et expérientiel. C'est pourquoi il a construit un régime politique qui devait favoriser un véritable épanouissement sociopolitique des peuples. Il fut un penseur qui a affermi les fondements de la cité pour de parvenir à une humanité fière d'elle-même et rajeunie. Il donnait cette orientation politique :

> *Du reste, si le premier devoir de l'homme d'État est de connaître la constitution qui doit généralement passer pour la meilleure que la plupart des cités puissent recevoir, il faut avouer que le plus souvent les écrivains politiques, tout en faisant preuve d'un grand talent, se sont trompés sur les points capitaux. Il ne suffit pas d'imaginer un gouvernement parfait ; il faut surtout un gouvernement praticable, d'une application facile et commune à tous les États.*[146]

---

[144] *op.cit.*

[145] *op.cit.*

Nous voulons signaler aux lecteurs qu'Aristote est l'un des disciples de Platon. Mais la critique qu'il fait du régime politique platonicien lui permet de retenir le modèle politique pratique. C'est pourquoi sa théorie politique est différente de celle de son maître. Aristote est resté sur le terrain pratique et non dans des utopies politiques.

[146] *Ibidem*. Livre VI, chap. I.

Nous soulignons que les régimes politiques déclarés purs ne signifient pas la perfection. Il s'agit tout simplement des pouvoirs politiques qui recherchent l'intérêt général. Par ailleurs, il est exercé par des hommes honnêtes, ceux qui font du bien-être collectif la seule priorité de l'action politique. Ces deux caractéristiques donnent au pouvoir politique le concept de *République*. Les régimes purs sont donc constitués de :

1-La monarchie : elle est encore appelée royauté, parce qu'elle dirigée par un individu.

2-L'aristocratie : la minorité des hommes honnêtes administrent la cité.

3-La démocratie : c'est la république parce que la majorité participe à la gestion des affaires publiques.

Dès lors, la pensée politique d'Aristote inspire quelques spécificités qui déterminaient son originalité et sa grandeur. Ce philosophe identifia deux types de régimes politiques : les régimes purs et les régimes corrompus[147]. Cette distinction tenait en grande partie de leurs natures, de leur fonctionnement et de leur finalité.

I - LES RÉGIMES POLITIQUES PURS

Aristote identifiait deux types de régimes politiques opposés : d'un côté les régimes qui recherchaient l'intérêt général, encore appelés régimes politiques purs et de l'autre côté ceux qui se préoccupaient de l'avantage des particuliers appelés régimes impurs. L'histoire de la cité athénienne révèle que certains régimes avaient été plus inhumains parce qu'ils n'avaient pas recherché l'épanouissement de l'ensemble du peuple. Par contre, d'autres ont apporté à la cité une ère de rayonnement politique, intellectuel et culturel. Cette réalité historique a permis à Aristote de procéder à la classification des régimes politiques. C'est la raison pour laquelle il identifia deux grands ensembles : les régimes politiques purs et les régimes impurs. Les régimes politiques purs étaient constitués de la monarchie, de l'aristocratie et de la république. Ainsi, on parlait de royauté lorsque le gouvernement était régi par un individu : c'est la monarchie. Tandis que le gouvernement de la minorité fut appelé l'aristocratie. Mais lorsque la majorité gouvernait pour le bien de tous, il s'agissait de la république. Aristote évoquait les régimes purs parce qu'ils se préoccupaient de l'intérêt général ou du bien collectif. Cette pureté était perceptible par leur fonctionnement et la finalité qu'ils recherchaient. C'est pourquoi il déclarait :

> *Quand la monarchie ou gouvernement d'un seul a pour objet l'intérêt général, on la nomme vulgairement royauté. Avec la même condition, le gouvernement de la minorité, pourvu qu'elle ne soit pas réduite à un seul individu, c'est l'aristocratie, ainsi nommée, soit parce que le pouvoir est aux mains des gens honnêtes, soit parce que le pouvoir n'a d'autre objet que le plus grand bien de l'État et des associés. Enfin, quand la majorité gouverne dans le sens de l'intérêt général, le gouvernement reçoit comme dénomination spéciale la dénomination générique de tous les gouvernements, et se nomme république.*[148]

---

[147] La nature du gouvernement (pur ou impur) dépend de l'exercice de son pouvoir. Un régime est pur lorsque l'intérêt général est à l'origine et la finalité des actions politiques « *Quand le maître unique, ou la minorité, ou la majorité gouvernent dans l'intérêt général, la constitution est nécessairement pure ; quand ils gouvernent dans leur propre intérêt, soit dans l'intérêt d'un seul, soit dans l'intérêt de la minorité, soit dans l'intérêt de la foule, la constitution est déviée de son but* » Le politique, op.cit., Livre III, Chap. V, p.54

[148] *op.cit*. Livre III, de l'Etat et du citoyen. Théorie des gouvernements et de la souveraineté. De la royauté. Chap. V : division des gouvernements : gouvernements purs, royauté, aristocratie, république ; gouvernements corrompus, tyrannie, oligarchie, démagogie. Les objections faites contre cette division générale ne reposent que sur des hypothèses, et non sur des faits. — Dissentiment des riches et des pauvres sur la justice et le droit

Puisque l'intérêt communautaire fut le critère de définition de la pureté des régimes politiques, la monarchie, l'aristocratie et la république furent déclarées pures parce qu'elles étaient au service du peuple, elles se déployaient pour réaliser le bonheur tant individuel que collectif des citoyens. Aristote affirmait que le régime politique pur était celui qui se préoccupait de l'épanouissement de tout le peuple. Autrement dit, la priorité des régimes politiques purs fut le bien-être populaire. Mais lorsque le pouvoir s'écartait des aspirations légitimes du peuple, il devenait vicieux. Ainsi, tout régime politique qui se préoccupait véritablement du bonheur des peuples ne devait se préoccuper d'autres choses que de la sauvegarde des meilleures conditions de vie de chaque individu. Il en ressort que la pureté tenait de sa disposition et sa capacité à servir loyalement et de manière désintéressée l'ensemble de la communauté politique. De plus, les gouvernements purs valorisaient les aptitudes intellectuelles et morales. En effet, les citoyens éclairés participaient activement et prioritairement à la gestion des affaires publiques parce qu'ils le faisaient parce qu'ils avaient une connaissance appropriée et ils étaient vertueux. Lorsque la gouvernance était assurée par des hommes qualifiés, la vie publique était mieux élaborée. C'est pour cette raison qu'Aristote disait :

> *Si donc on appelle aristocratie le gouvernement de plusieurs citoyens honnêtes, et royauté le gouvernement d'un seul, l'aristocratie sera certainement pour les États très préférable à la royauté, que d'ailleurs son pouvoir soit absolu ou ne le soit pas, pourvu qu'elle se compose d'individus aussi vertueux les uns que les autres. Si nos ancêtres se sont soumis à des rois, c'est peut-être qu'il était fort rare alors de trouver des hommes supérieurs, surtout dans des États aussi petits que ceux de ce temps-là […] Mais quand l'État renferma plusieurs citoyens d'un mérite également distingué, on ne put souffrir plus longtemps la royauté; on chercha une forme de gouvernement où l'autorité pût être commune,- et l'on établit la république*.[149]

On retient qu'Aristote établissait la valeur des régimes politiques par leur déploiement loyal envers les communautés. Le bien ici se référait à la recherche de l'intérêt général du peuple parce que selon ce penseur, la politique devait nécessairement se préoccuper du bien-être des citoyens. Il définissait l'homme comme un sujet politique, c'est-à-dire un être qui vit

---

politiques ; les uns et les autres ne voient qu'une partie de la vérité ; notion exacte et essentielle de la cité et de l'association politique, qui ont surtout en vue la vertu et le bonheur des associes, et non pas seulement la vie commune. Solution générale du litige entre la richesse et la pauvreté.

[149] Ibidem. Livre III. Chap. X ; Suite de la théorie de la royauté ; les cinq espèces peuvent être réduites à deux principales. – De la royauté absolue ; vaut-il mieux remettre le pouvoir à un seul individu qu'à des lois faites par des citoyens éclairés et honnêtes ? Arguments pour et contre la royauté absolue ; l'aristocratie lui est très préférable ; causes qui ont emmené l'établissement et ensuite la ruine des royautés. – L'hérédité du pouvoir royal n'est pas admissible. – De la force publique mise à la disposition de la royauté.

avec les autres, dans une relation d'enrichissement mutuel. Vivre avec les autres c'est tenir compte de leur épanouissement, d'où la légitimité politique. Il revenait donc au gouvernant d'être le souverain législateur qui devait garantir le bonheur de chaque citoyen individuellement et de la cité. Ainsi, la pureté des régimes politiques tenait des actes pratiques qui valorisaient l'homme et qui participaient à humaniser chaque sujet. La pureté se définissait par des bonnes pratiques des gouvernants à réaliser dans la cité ce qui était bon et profitable à tout le peuple. À côté de ces régimes politiques purs, se trouvaient d'autres formes politiques dites corrompues.

II - LES RÉGIMES CORROMPUS.

Les régimes politiques dits corrompus étaient entre autre : la tyrannie, l'oligarchie et la démagogie. En effet, la tyrannie était la déformation de la monarchie ou de la royauté, l'oligarchie était la forme corrompue de l'aristocratie, tandis que la démagogie était l'opposé de la république. Ce qui rendait ces régimes politiques impurs fut la priorité accordée à la recherche démesurée de l'intérêt par les dirigeants ou les particuliers. Dans la tyrannie, c'était le gouvernant qui tirait le plus grand avantage sur le peuple parce qu'il exploitait le peuple. Il administrait la cité avec autorité et violence de sorte que ses cruautés suscitaient au peuple la crainte et la soumission. Son pouvoir lui facilitait des abus et des déviances pour sauvegarder ses intérêts Dans l'oligarchie, c'était la minorité de riches qui administraient la cité et s'enrichissaient davantage au détriment du peuple. Les riches, maîtres du pouvoir économique étaient aussi les détenteurs du pouvoir politique qu'ils exerçaient avec rigueur pour maintenir la domination et l'exploitation des citoyens. Motivés par la cupidité, les pratiques de l'oligarchie étaient axées sur l'assujettissement économique et politique des classes inférieures. Dans la démagogie, le pouvoir était exercé par des hommes qui usaient de ruses ou de mauvaise foi pour parvenir à leurs fins égoïstes. Les promesses et les propagandes étaient faites pour endormir la conscience populaire. Ce sont ces motifs qui poussèrent Aristote à qualifier ces trois pouvoirs politiques de régimes corrompus parce que la poursuite du gain avait conduit ces pouvoirs politiques dans le vice. L'avantage privé était l'essence et la finalité de leurs actions quotidiennes. Or, lorsque le pouvoir ne tient pas compte du bien collectif, il se livre à des pratiques malsaines et inhumaines. La caractéristique commune à tous les trois régimes politiques suscités était qu'ils faisaient des honneurs et des biens matériels l'unique préoccupation des politiques. On recherchait les fonctions politiques pour

s'enrichir matériellement au détriment de la satisfaction du peuple. C'est pour cette raison qu'Aristote a affirmé :

> *Les déviations de ces gouvernements sont : la tyrannie, pour la royauté ; l'oligarchie, pour l'aristocratie ; la démagogie, pour la république. La tyrannie est une monarchie qui n'a pour objet que l'intérêt personnel du monarque ; l'oligarchie n'a pour objet que l'intérêt particulier des riches ; la démagogie, celui des pauvres. Aucun de ces gouvernements ne songe à l'intérêt général. Il faut nous arrêter quelques instants à bien noter la différence de chacun de ces trois gouvernements, car la question offre des difficultés.*[150]

De manière générale, Aristote démontrait que la tyrannie, l'oligarchie et la démagogie étaient des régimes politiques qui ne s'étaient pas souciés du bonheur des populations. Le contexte historique marqué par de vives rivalités sociales a certainement influencé les pratiques politiques de l'antiquité. En effet, entourés d'ennemis redoutables, puis soumis aux nombreuses pressions intérieures, les régimes politiques dits corrompus accordaient leur priorité à la fortification du pouvoir politique qu'à la recherche des meilleures conditions de vie des peuples. Or, un gouvernement qui sacrifie le bien collectif pour construire sa puissance sacrifie inéluctablement les aspirations et les intérêts du peuple. Pour survivre longtemps, le gouvernant devait user de violence et même de cruauté. Ces régimes politiques devenaient immoraux, insensibles aux attentes des masses et à la fin ils devenaient destructeurs parce qu'ils sacrifiaient l'essor de la cité. Il apparait que lorsque les uns ont la domination sur les autres, il s'ensuit plusieurs maux tels que les séditions, les rivalités, les conflits interpersonnels, les luttes de classes, des guerres permanentes et l'instabilité sociopolitique. Aristote déclarait par conséquent :

> *C'est ainsi que les peuples mêmes qui tour à tour ont eu la haute direction des affaires de la Grèce, n'ont regardé qu'à leur propre constitution pour faire prédominer dans les États soumis à leur puissance, tantôt l'oligarchie, tantôt la démocratie, inquiets seulement de leurs intérêts particuliers, et pas le moins du monde des intérêts de leurs tributaires. Aussi n'a-t-on jamais vu entre ces extrêmes de vraie république, ou du moins, en a-t-on vu rarement*

[150] *Ibidem*. Livre VI, chap. II.
Aristote identifie les régimes politiques impurs. Il s'agit entre autre de :
1-La tyrannie : elle est le pouvoir qu'un individu exerce pour opprimer la majorité. Elle est l'opposé de la royauté.
2-L'oligarchie dont le pouvoir est maladroitement entre les mains d'une poignée d'individus ; elle est le contraire de l'aristocratie.
3-La démagogie s'oppose à la république.

> *et pour bien peu de temps […] dès longtemps les hommes politiques ont renoncé dans les Etats à chercher l'égalité.*[151]

La description que fit Aristote révélait que tous ces régimes politiques avaient pour motivation essentielle l'auto-enrichissement et l'autosatisfaction. Dès lors, la dimension matérielle était la raison majeure pour laquelle les hommes se disputaient le pouvoir politique. Les individus aspiraient aux hautes fonctions de l'État pour faire main basse sur les trésors publics et bénéficier des honneurs et des avantages liés à ces fonctions. Par conséquent, il s'était créé dans l'imagerie populaire l'idée selon laquelle la considération sociale dépendait nécessairement des possessions matérielles et du statut politique. Le statut social des hommes était déterminé par la quantité du cens et la fonction politique que l'individu exerçait dans la cité. L'avoir avait influencé considérablement la structuration sociale, l'organisation et le fonctionnement du pouvoir politique. La pensée aristotélicienne révélait les mauvaises pratiques des régimes corrompus parce que les dirigeants politiques corrompus avaient chosifié l'homme au profit des considérations matérielles. En résumé, la cité fut à l'image de ses dirigeants parce que le vice fut généralisé. Aristote démontrait que les individus ne pouvaient pas réaliser le bien qu'ils ignoraient ou qu'ils haïssaient. Toute organisation politique était à l'image de son leader ou de ses dirigeants. On peut penser que l'accession aux charges publiques par la motivation matérielle corrompait les pratiques politiques et les relations humaines. Cette corruption affectait tous les domaines de la vie sociopolitique ; d'où l'immoralité et l'égoïsme qui s'exprimaient avec outrance. Aristote relevait l'influence matérielle en ces termes :

> *Après elle, en vient une autre où les fonctions publiques sont à la condition d'un cens qui d'ordinaire est fort modique. Les emplois y doivent être accessibles à tous ceux qui possèdent le cens fixé, et fermés à ceux qui ne le possèdent pas. Dans une troisième espèce de démocratie, tous les citoyens dont le titre n'est pas contesté, arrivent aux magistratures; mais la loi règne souverainement. Dans une autre, il suffit pour être magistrat d'être citoyen à un titre quelconque, la souveraineté restant encore à la loi. Une cinquième espèce admet d'ailleurs les mêmes conditions; mais on transporte la souveraineté à la multitude, qui remplace la loi.*[152]

La tyrannie, l'oligarchie et la démagogie se caractérisaient par l'enrichissement illégitime des gouvernants et de leurs proches parce que la cupidité avait érigé les possessions

[151] *Ibidem*. Livre VI, De la démocratie et de l'oligarchie, des trois pouvoirs : législatif, exécutif et judiciaire, chap. IX. Suite de la théorie de la république proprement dite, excellence politique de la classe moyenne ; diverses qualités sociales qu'elle seule présente ; elle est la véritable base de la république. Rareté excessive de cette forme de gouvernement.

[152] *Ibidem*. Livre VI. Chap. IV, Espèces diverses de la démocratie, leurs caractères et leurs causes ; elles sont au nombre de cinq. Influence désastreuse de démagogues dans les démocraties où la loi a cessé d'être souveraine ; tyrannie du peuple égaré par ses flatteurs.

matérielles en valeur absolue. Toute l'agitation dans la cité pour les charges publiques se justifiait par l'amour démesuré des possessions matérielles. Cette grande considération de l'avoir a détrôné toutes les valeurs morales parce qu'elles furent considérées stériles et sans importance dans les luttes de pouvoir et de positionnement politique. Les conséquences furent nombreuses : la multiplication et la multiplicité des conflits d'intérêt, les divisions sociales, la fragilité sociale, l'instabilité sociopolitique, la déchéance morale. Il s'établissait ainsi une véritable jungle dans laquelle les hommes s'entredéchiraient pour des biens matériels. La pratique du pouvoir politique se transforma en de batailles d'oppression, d'exploitation ou de domination à cause des intérêts personnels que les hommes. Toute cette agitation avait compromis la cohésion sociale, elle installa un climat de cruauté et d'insécurité. Les uns pillant et exploitant les autres, les autres s'affaiblissant, ne devaient leur survie que par la constitution d'une coalition dont la finalité première fut le renversement de l'ordre impérial établi. C'est pourquoi Aristote a qualifié ces régimes d'impures parce qu'ils étaient opposés non seulement à l'épanouissement de tous, mais aussi ils incarnaient et véhiculaient des sous valeurs, mieux des contre valeurs. Aristote dénonçait la considération matérielle en ces termes :

> *Le caractère distinctif de la première espèce d'oligarchie, c'est la fixation d'un cens assez élevé pour que les pauvres, bien qu'en majorité, ne puissent atteindre au pouvoir, ouvert à ceux-là seuls qui possèdent le revenu fixé par la loi. Dans une seconde espèce, le cens exigé pour prendre part au gouvernement est considérable […] Une troisième espèce d'oligarchie se fonde sur l'hérédité des emplois passant du père au fils. Une quatrième joint à ce principe de l'hérédité celui de la souveraineté des magistrats substituée au règne de la loi. Cette dernière forme correspond assez bien à la tyrannie parmi les gouvernements monarchiques ; et parmi les démocraties, à l'espèce dont nous avons parlé en dernier lieu. Cette espèce d'oligarchie se nomme dynastie, ou gouvernement de la force*.[153]

De toute évidence, la tyrannie, l'oligarchie et la démagogie furent les régimes politiques du vice, de l'injustice et de la négation humaine. Les intérêts privés transformèrent la politique en conquête de biens matériels. Les caractéristiques des gouvernements corrompus se résumaient en ces maux : l'instrumentalisation, l'exploitation et la domination des faibles par les riches. C'était la politique déshumanisation des faibles, ou l'anéantissement des basses classes. Nous retenons que les motivations et la finalité des régimes corrompus

[153]*Ibidem*. Livre VI ; chap. V ; Espèces diverses de l'oligarchie ; elles sont au nombre de quatre. – Influence générale des mœurs sur la nature du gouvernement. - Des causes des diverses espèces de démocratie et d'oligarchie. – Examen des formes de gouvernement autres que la démocratie et l'oligarchie. – Quelques mots sur l'aristocratie.

dévalorisaient l'homme et déstructuraient la cité, ils étaient au service des individualités et non de toute la communauté.

En plus de ces considérations matérielles, il est important d'établir que tous ces régimes corrompus se caractérisaient par la violence ; une violence généralisée qui permettait aux uns de dominer et d'exploiter les autres. La même violence fut pour les masses dominées un moyen et un instrument de défense et de revendication de leurs droits sans cesse bafoués. Dans ce contexte de rivalités, de compétitions et de poursuites des intérêts privés, la violence fut l'arme quotidienne de chaque individu et de chaque classe sociale. Les despotes pouvaient piller, exproprier ou pousser à l'exile des rivaux considérés dangereux afin de jouir de leurs privilèges. Or, cette violence fragilisait la concorde sociale et la dynamique politique. De manière générale, il apparait que le régime de la violence fait l'apologie de la terreur, de l'oppression, de l'inhumain. Tous ces faits négatifs révèlent le caractère inhumain des régimes politiques impurs. La violence d'État à laquelle faisaient recours ces gouvernements était inhumaine, arbitraire et gratuite. La conséquence fut la généralisation de la violence dans la cité. Les mécontentements, les frustrations populaires et les inégalités opposèrent les uns aux autres et toute initiative commune et consensuelle fut compromise. Toutes ces pratiques devinrent des facteurs de révolutions et de renversements des régimes. Au-delà de tous ces arguments, nous retenons que la mauvaise gestion du pouvoir politique engendre des révoltes et des mutations politiques. C'est ce despotisme qui incite les hommes à aspirer à plus de liberté et à plus de considération. C'est ce qui justifie ces analyses d'Aristote :

> *Nous avons indiqué deux formes de tyrannie [...] Nous avons dit que quelques nations barbares se choisissent des chefs absolus, et que dans les temps les plus reculés, les Grecs se donnèrent des monarques de ce genre, nommés aesymnètes. […] ils étaient royaux, en ce que la loi et la volonté des sujets leur donnaient naissance, mais tyranniques, en ce que l'exercice en était despotique et tout à fait arbitraire. Reste une troisième espèce de tyrannie qui semble mériter plus particulièrement ce nom, et qui correspond à la royauté absolue. Cette tyrannie n'est pas autre que la monarchie absolue qui, loin de toute responsabilité et dans l'intérêt seul du maître, gouverne des sujets qui valent autant et mieux que lui, sans consulter en rien leurs intérêts spéciaux. Aussi est-ce un gouvernement de violence*.[154]

En somme, les régimes politiques corrompus n'étaient pas au service des populations mais promouvaient les divisions sociales. Sur le plan politique il y'eut un divorce entre les gouvernants et les gouvernés. Sur le plan social, les discordes et les séditions compromirent la stabilité et la concorde des populations. Sur le plan moral, les comportements, les mœurs et

[154]*Ibidem*. Livre VI ; chap. VIII ; Quelques considérations sur la tyrannie ; ses rapports avec la royauté et la monarchie absolue ; c'est toujours un gouvernement de violence.

les règles sociales furent détériorés. Sur le plan humain, il y'eut un mépris manifeste de la vie humaine au profit de l'avoir. Toutes ces dérives exprimaient le vice des régimes politiques impurs, lesquelles dérives se manifestèrent dans tous les aspects de la vie de l'État. Par conséquent, la société fut fragmentée, la méfiance et la défiance furent manifestes. Cet antagonisme social fut à l'origine des frustrations et des rivalités permanentes. Nous retenons en fin de compte que les régimes politiques corrompus ne garantissaient pas la sécurité, l'expression équitable des droits, compromettaient le bien-être des populations et amplifiaient les inégalités. Aristote exposait leurs maux pour démontrer que ces régimes politiques n'étaient pas appropriés aux communautés humaines. Si telles furent les analyses politiques d'Aristote, quelle fut sa pensée sur la question du meilleur régime politique ? S'il a qualifié certains régimes de corrompus, cela suggère qu'il a une préférence. Ainsi, quel était le meilleur régime pour sauver l'humanité de ces perversités politiques ?

III - LE RÉGIME POLITIQUE PARFAIT.

Aristote a identifié les entraves à l'efficacité politique. Pour éradiquer ces obstacles à la bonne gestion des ressources publique, il élabora une théorie politique qui fut une réforme de l'organisation et des pratiques politiques pour rendre possible l'épanouissement des citoyens. C'est pour cette cause qu'il a pu identifier un autre type de régime politique qu'il a qualifié de régime parfait. Selon lui, l'homme devait vivre dans une cité qui offrait les meilleures conditions de vie individuelle et collective pour garantir le bonheur de tous. Il résolut d'instituer une gouvernance différente des précédentes dans sa structuration et ses caractéristiques essentielles. Il pensait que son organisation et son déploiement devaient favoriser la concorde sociale et la stabilité de la cité. Aristote traduisait l'orientation qu'il donnait à son organisation politique en ces termes : « *Lors donc qu'une race entière, ou même un individu de la masse, vient à briller d'une vertu tellement supérieure qu'elle surpasse la vertu de tous les autres citoyens ensemble, alors il est juste que cette race soit élevée à la royauté, à la suprême puissance, que cet individu soit pris pour roi.* »[155]Le gouvernement parfait que proposait Aristote reposait prioritairement sur des comportements vertueux. Aristote affirmait que la vertu supérieure était la condition nécessaire pour une pratique politique saine et prospère. À cet effet, la gouvernance devait être exercée par des personnes

[155]*Ibidem*. Livre III. De l'Etat et du citoyen. – Théorie des gouvernements et de la souveraineté. – De la royauté. Chap. XI. Suite et fin de la théorie de la royauté absolue. Supériorité de la loi ; bien qu'elle dispose toujours d'une manière générale, elle vaut mieux que le pouvoir arbitraire d'un individu, auxiliaires obligés que le monarque doit toujours se donner pour exercer l'autorité ; condamnation générale de la royauté absolue. Exception maintenue en faveur du génie. – Fin de la théorie de la royauté

dont la moralité garantissait un meilleur exercice des fonctions politiques afin de se préoccuper du bonheur de tous. Le régime politique parfait était enraciné et enrichi dans la vertu parce que les pratiques corrompues ont dénaturé l'homme, les relations politiques, elles ont engendré plusieurs dérives et des séditions qui ont installé l'immoralité et l'instabilité politique. Pour éviter de multiplier les vices, Aristote pensait que la vertu était l'élément essentiel que devait revêtir chaque citoyen afin de participer positivement à la vie politique. Le politique devait avoir les meilleures dispositions morales lui permettant d'agir raisonnablement pour le bien supérieur de la cité. En effet, la gestion de l'État devait être efficace et efficiente que si les acteurs politiques étaient revêtus des valeurs morales. C'étaient de tels leaders qui pouvaient considérer l'intérêt général comme la raison et la finalité de toutes leurs initiatives. Pour réaliser cet idéal, le pouvoir politique devait être perçu comme une responsabilité qui engageait nécessairement l'homme politique pour construire le devenir de toute la société. Cette responsabilité incombait aux hommes vertueux, aux citoyens qui avaient, non simplement une parfaite connaissance de l'action politique, mais aussi ceux qui influençaient la vie sociopolitique. C'est dans cette perspective qu'il a déclaré : « *Un médecin ne sera jamais entraîné par amitié à donner quelque prescription déraisonnable; tout au plus aura-t-il en vue le prix de la guérison. En politique, au contraire, la corruption et la faveur exercent fort ordinairement leur funeste influence.* »[156]

III.1. DES GOUVERNANTS VERTUEUX

Selon Aristote, le gouvernement parfait devait nécessairement être exercé par des dirigeants qui ont acquis les vertus supérieures, ceux qui ne se livraient pas à la concupiscence, à la cupidité, mais ceux qui étaient disposés à réaliser le bonheur collectif. Car, la vertu publique devait nécessairement servir la cause privée. En effet, le citoyen qui se préoccupait de l'intérêt général servait incontestablement les causes individuelles. À ce titre, le prince vertueux n'avait d'autres ambitions que le bien-être de l'ensemble de la cité. Par contre, lorsque les gouvernants étaient vicieux, ils influençaient négativement l'ensemble du corps politique et se livraient aux pratiques inhumaines. C'est la raison pour laquelle les dirigeants corrompus furent généralement la principale cause des crises politiques. Ces arguments disposaient Aristote à penser que la classe dirigeante devait acquérir une bonne éducation et une moralité supérieure pour exercer aisément le pouvoir politique. Dans le régime parfait, il était déconseillé de confier les fonctions politiques aux individus pour de

[156] *Ibidem.* Livre III, Chapitre XI

simples raisons de popularité ou de fortune. Il revenait aux citoyens vertueux uniquement le devoir d'administrer la cité parce qu'ils avaient de meilleures dispositions morales. De toute évidence, la vertu fut une valeur indispensable pour une saine gestion de la cité. Aristote démontrait que la vertu élevait l'esprit humain et lui évitait des considérations égocentriques et élémentaires. Dès lors, la bonne gouvernance tenait en grande partie de la vertu de ses dirigeants. Car la vertu était considérée bonne en soi et donnait un comportement respectable. C'est la raison pour laquelle Aristote disait :

> *Des trois constitutions que nous avons reconnues bonnes, la meilleure doit être nécessairement celle qui a les meilleurs chefs. Tel est l'État où se rencontre par bonheur une grande supériorité de vertu, que d'ailleurs elle appartienne soit à un seul individu à l'exclusion de tous, soit à une race entière, soit même à la multitude; et où les uns savent obéir aussi bien que les autres savent commander, dans l'intérêt du but le plus noble[…] l n'est pas moins évident qu'avec les mêmes moyens et les mêmes vertus qui constituent l'homme de bien, on peut constituer aussi un Etat entier, aristocratique ou monarchique.*[157]

Les régimes politiques purs qu'Aristote avait identifiés étaient entre autre : la monarchie, l'aristocratie et la république. Elles étaient considérées pures parce que les gouvernants étaient doués de meilleures dispositions, non seulement intellectuelles, mais principalement de la vertu qui permettait de s'éloigner des considérations matérialistes pour se préoccuper de l'intérêt général. Il était établi que les possessions matérielles étaient généralement à l'origine de la corruption humaine et politique qui a donné lieu aux antagonismes sociopolitiques. Par contre, pour le gouvernant du régime parfait, l'intérêt personnel n'était pas différent de l'intérêt général. C'est pourquoi il ne jouissait pas de plus d'honneur ni d'avantages que le gouverné et ses aspirations ne contrastaient pas avec les préoccupations des gouvernés. Bref, le bonheur des gouvernants était le même que celui du peuple. Car, c'est uniquement par devoir qu'ils exerçaient les hautes fonctions de l'État et parce que, précisément, ils ont été préparés et qualifiés pour exercer ces charges. Cette vision a fait dire à Aristote que la mauvaise administration de la cité était la première cause de la dégradation et de l'instabilité politique. Une mauvaise gouvernance attisait les convoitises, les rivalités et les conflits d'intérêt. Les hommes faisaient la course à la gouvernance parce qu'ils croyaient y trouver des avantages personnels. Il ressort de ces analyses que les convictions individuelles, les slogans ou les propagandes politiques ne font pas nécessairement un bon dirigeant. Les seules conditions indispensables à la gouvernance sont : l'éducation et la vertu. L'éducation que préconisait Aristote intégrait la gymnastique et la musique. Ces deux

[157] *Ibidem*. Livre III. Chap. XII ; Du gouvernement parfait, ou de l'aristocratie.

éléments permettaient de donner des aptitudes spirituelles, de forger le courage et la vertu chez les enfants. La complémentarité de ces deux dimensions permettait aux citoyens d'être altruistes, propres à la bonne gestion de la cité, de voter des lois raisonnables et de savoir défendre la cité. Parlant précisément de la musique, Aristote disait :

> *Partout où l'éducation a été négligée, l'État en a reçu une atteinte funeste […] Des mœurs démocratiques conservent la démocratie; oligarchiques, elles conservent l'oligarchie; et plus les mœurs sont pures, plus l'État est affermi […] Comme l'État tout entier n'a qu'un seul et même but, l'éducation doit être nécessairement une et identique pour tous ses membres […] Cependant, ce qui est commun doit s'apprendre en commun; et c'est une grave erreur de croire que chaque citoyen est maître de lui-même; ils appartiennent tous à l'État, puisqu'ils en sont tous des éléments, et que les soins donnés aux parties doivent concorder avec les soins donnés à l'ensemble.*[158]

Aristote affirmait la nécessité d'une bonne éducation des citoyens parce qu'elle déterminait le type d'hommes qui convenaient à la cité parfaite, mais aussi elle influençait le devenir de la cité. L'éducation permettait d'extraire de l'individu les tendances égoïstes, les tendances individualistes et l'ignorance qui le poussaient à mépriser ou à haïr l'intérêt général. Si l'État était le garant de l'éducation, alors celle-ci instituait des valeurs d'intérêt général pour construire collectivement la prospérité de la cité. L'éducation façonnait les enfants responsables, éclairés et pondérés afin qu'ils fussent de meilleurs agents de la cité, ceux qui accomplissaient honnêtement et parfaitement les tâches pour lesquelles ils ont été formés. Cependant, le gouvernement parfait ne saurait se limiter à la seule gouvernance ; c'est pourquoi Aristote s'intéressait à d'autres réalités sociales qu'il jugeait indispensables pour la vie individuelle et qui déterminaient la meilleure expression politique.

III.2. LA NÉCESSITE DE LA VERTU

Aristote identifiait trois catégories de biens : les biens extérieurs, les biens du corps et les biens intérieurs. Mais généralement, les hommes recherchaient les possessions matérielles en raison de ce qu'elles procuraient comme satisfaction et des honneurs qu'elles conféraient à leurs détenteurs. Et cette course effrénée vers les biens temporels avait avili et perverti l'âme humaine. C'est pourquoi la priorité a été accordée aux biens spirituels, c'est-à-dire aux valeurs qui élevaient la partie spirituelle de l'humain. Car, plus on les acquérait, plus l'âme

[158] *Ibidem*. Livre V. De l'éduction dans la cité parfaite ; Chap. V. Suite de la théorie de l'éducation. La musique n'est point un simple plaisir ; elle peut exercer une grande influence sur les âmes ; faits divers qui le prouvent ; différence de la musique et des autres arts, particulièrement de la peinture ; la puissance morale de la musique étant incontestable, il faut la faire entrer dans l'éducation ; et c'est surtout en ce sens qu'elle peut être utile

était mieux éclairée et plus outillée. Une telle personne s'intéressait désormais au véritable bonheur qui était le bien commun. On retient que la cité parfaite était celle où les hommes étaient plus portés à rechercher la vertu parce qu'elle était le plus grand bien ; elle disposait ceux qui l'avaient revêtue à se préoccuper du bien-être de tous. Les richesses intérieures furent plus estimées que celles matérielles. C'est pourquoi il disait :

> *Mais richesse, fortune, pouvoir, réputation, à tous ces biens-là, on ne veut jamais de bornes, en quelque quantité qu'on les possède. Aux hommes insatiables, nous dirons qu'ils pourraient ici se convaincre sans peine, par les faits mêmes, que les biens extérieurs, loin de nous acquérir et de nous conserver les vertus, sont au contraire acquis et conservés par elles; que le bonheur, soit qu'on le place dans les jouissances ou dans la vertu, ou bien dans l'un et l'autre à la fois, appartient surtout aux cœurs les plus purs, aux intelligences les plus distinguées.*[159]

Ainsi dans la cité parfaite, les meilleures possessions furent fondamentalement spirituelles parce qu'elles constituaient le socle qui garantissait la supériorité humaine, elles construisaient et prédisposaient ceux qui en étaient dotés à ne rechercher que le bien de tous. Il en apparait que la richesse spirituelle était le véritable trésor que les hommes devaient rechercher. Car, la vertu n'est pas égoïste, elle est plutôt transcendante et éternelle ; elle se hisse au-dessus des circonstances et des époques. Or, les biens matériels ne peuvent conduire à une véritable satisfaction parce qu'ils corrompent l'esprit humain, influencent négativement les hommes et sont à l'origine des nombreuses crises sociales que l'histoire humaine a connues. Par contre, les vertus sont les meilleures richesses que les hommes doivent rechercher parce qu'elles sont pures, bonnes en soi et valeureuses ; elles œuvrent efficacement dans la construction du bonheur et de la dignité de tout homme. La vertu est une valeur en soi et impacte positivement la société tout entière. Celle-ci est une norme transcendante qui fait la différence et la grandeur humaine. La vertu est donc le meilleur trésor qui doit meubler les vies des hommes parce qu'elle est bonne en elle-même, c'est-à-dire indépendamment de tout autre considération et parce qu'elle prédispose à la meilleure expression de l'homme. C'est ce point d'honneur qu'Aristote relevait en ces termes :

> *Si donc l'âme, à parler d'une manière absolue et même relativement à nous, est plus précieuse que la richesse et que le corps, sa perfection et la leur seront dans une relation analogue. Suivant les lois de la nature, tous les biens extérieurs ne sont désirables que dans l'intérêt de l'âme [..]. Aussi, la différence du bonheur à la fortune consiste nécessairement, en ce que les*

[159] *Ibidem*. Livre IV. Théorie générale de la cité parfaite ; Chap. I. Théorie de la république parfaite. Recherche préliminaire de la vie la plus parfaite ; division des biens dont l'homme peut jouir ; biens extérieurs, biens de l'âme ; supériorité de ces derniers ; le bonheur est toujours en proportion de la vertu ; les faits et la raison le prouvent.

> *circonstances fortuites et le hasard peuvent nous procurer les biens placés en dehors de l'âme, tandis que l'homme n'est ni juste ni sage au hasard ou par l'effet du hasard.*[160]

En définitive, la cité parfaite était formée de citoyens vertueux : gouvernants et gouvernés manifestaient une vie morale qui plaçait au-dessus d'eux l'intérêt général comme seule et unique motivation et finalité. Qu'on le nomme monarchie, aristocratie ou république, le régime parfait était celui du bonheur collectif, celui de l'intérêt général et des valeurs éthiques. Les avantages personnels cédaient le pas à l'intérêt de la communauté et les passions des biens temporels étaient abandonnées volontairement au profit de la vertu. On ne saurait aboutir à ce résultat si en amont il n'y avait pas eu une véritable éducation. C'est la raison pour laquelle Aristote affirmait la nécessité d'une éducation rigoureuse des citoyens parce qu'elle a une finalité noble : celle de façonner un nouveau type d'hommes vertueux, soit pour défendre la cité, soit alors pour voter les lois justes. À cet effet, les hommes politiques, gouvernants et gouvernés, devaient nécessairement être éduqués. L'harmonie, la cohésion, la moralité et l'épanouissement de la cité dépendaient, non de la quantité de citoyens, mais manifestement de la qualité d'individus qui y vivent. Mais une cité où les hommes ont des intérêts divergents et même contradictoires et qui vivent dans l'immoralité, sombre facilement et inéluctablement dans le chaos. Par contre, la cité dans laquelle les hommes ont une bonne éducation et un idéal commun, se déploie dans la concorde, l'efficacité, le développement et l'épanouissement général est indiscutablement effectif. C'est pourquoi l'éducation que préconisait Aristote éradiquait toute disposition matérialiste parce que l'avoir engendre l'antagonisme des classes sociales puis celle-ci conduit à la domination des uns par d'autres. Bref, les biens matériels engendrent une vie de compétitions, de rivalités et d'égoïsme. Cette pensée d'Aristote peut donc se justifier :

> *Puisque nos recherches ont pour objet la meilleure constitution, source de l'administration parfaite de l'État, et que cette administration parfaite est celle qui assurera la plus grande somme de bonheur à tous les citoyens, il nous faut nécessairement savoir en quoi consiste le bonheur […] le bonheur est un développement et une application complète de la vertu, non pas relative, mais absolue. J'entends par relative, la vertu appliquée aux besoins nécessaires de la vie; par absolue, celle qui s'applique uniquement au beau et au bien [...] Dans la Morale encore, nous avons défini l'homme vertueux: l'homme qui, par sa vertu, ne prend pour des biens que les biens absolus; et*

[160] *Ibidem*. Livre IV, chap. I.

> *il n'est pas besoin d'ajouter qu'il doit aussi savoir-faire de ces biens-là un emploi absolument beau, absolument honnête.*[161]

S'il est vrai que ce philosophe a identifié des régimes politiques purs, il n'en demeure moins vrai qu'il ne s'était pas limité aux spéculations philosophiques. Car, estimait-il, les théories sont difficilement réalisables, elles installent les hommes dans une perpétuelle agitation sans fin. Il s'agissait pour lui, d'élaborer un gouvernement et une constitution pratiques, permettant aux cités de mieux s'administrer. C'est pourquoi il déclarait : « *Quand on propose une constitution, il faut qu'elle puisse être acceptée et mise aisément à exécution, en partant de la situation des Etats actuels. […] l'homme d'État, outre les qualités que je viens d'indiquer, doit être capable, je le répète, d'améliorer l'organisation d'un gouvernement déjà constitué. »*[162]Dès lors, Aristote ne se préoccupait pas du meilleur régime en théorie, mais d'un régime politique concret qu'il a amélioré. Aristote s'intéressait aux régimes politiques que l'histoire a connus pour les parfaire afin d'obtenir le meilleur possible. Quelle organisation politique convenait le mieux aux hommes**.**

III.3. LE TERRITOIRE DE L'ÉTAT PARFAIT

Aristote affirmait que la cité parfaite devait donner accès à la mer. De plus, les voies terrestres devaient faciliter le transport des denrées utiles pour les populations. Le territoire devait être fertile pour garantir la production agricole utile au bonheur de chaque citoyen. Il s'agissait pour la cité de favoriser la sécurité, le bien-être des populations et une véritable indépendance dans tous les domaines. La cité devait être affranchie de la domination extérieure et, par conséquent, avoir toutes les ressources pour assurer son autonomie et sa défense. C'est du moins ce qui ressort de cette pensée : « *Le territoire le plus favorable, sans contredit, est celui dont les qualités assurent le plus d'indépendance à l'État; et c'est précisément celui qui fournira tous les genres de productions. Tout posséder, n'avoir besoin de personne, voilà la véritable indépendance. »*[163]

---

[161]*Ibidem*. Livre IV ; Chap. XII ; Suite. Des qualités que les citoyens doivent avoir dans la république parfaite ; conditions générales du bonheur ; influence de la nature, des habitudes et de la raison ; union nécessaire de ces trois conditions pour constituer le bonheur de l'individu et de la cité ; il faut supposer qu'elles se réunissent dans la cité parfaite.

[162]*Ibidem*. Livre VI ; De la démocratie et de l'oligarchie. Des trois pouvoirs : législatif, exécutif et judiciaire ; Chap. I ; Des devoirs du législateur, il ne doit pas se borner à connaître le meilleur gouvernement possible ; il doit savoir aussi, dans la pratique, améliorer les éléments actuels dont il peut disposer ; de là, pour lui, la nécessité de connaître les diverses espèces de constitutions, et les lois spéciales qui sont essentielles à chacune d'elles.

[163]*Ibidem*. Livre IV, Chap. V

Nous avons considéré l'aspect géographique parce que pour Aristote, il détermine les conditions de la prospérité de la cité et des citoyens. En effet, évoquer le concept de meilleur régime revient aussi à prendre en compte les

La position géographique de la cité était plus importante parce qu'elle conditionnait l'épanouissement du peuple. Si la position était bonne, la cité avait des garanties de connaitre un réel épanouissement ; mais une mauvaise position était préjudiciable à l'État. La mer favorisait l'approvisionnement en ressources non disponibles à l'interne et offrait aussi des facilités pour attaquer ou pour se défendre des ennemis. La cité la plus heureuse était donc celle qui était ouverte à la mer parce qu'elle permettait le développement des activités économiques, déploiement de la force et la mobilité militaire. En d'autres termes, la cité devait offrir les meilleures conditions géographiques pour favoriser la prospérité qui était indispensable à chaque citoyen. Pour Aristote, la meilleure cité était celle qui occupait une place stratégique pour sa sécurité et qui favorisait des activités florissantes à l'intérieur. Ce penseur élaborait des idées géopolitiques et géostratégiques qui déterminaient les conditions de prospérité d'une cité. À ce titre, l'environnement fut considéré comme un élément déterminant dans la vie d'un État. Mais une cité qui n'avait pas accès à la mer perdait une grande partie de son autonomie parce qu'elle dépendait de celle qui en avait. Pour garantir son développement et sa stabilité sociopolitique et économique, la cité défaillante était subordonnée à celle qui jouissait des avantages géographiques et concédait certains avantages. La géopolitique fut un aspect non négligeable dans la recherche des conditions du bien-être d'un État. Cette réflexion aristotélicienne nous permet de retenir que la meilleure cité doit avoir, non seulement une bonne organisation institutionnelle interne, mais aussi et surtout, elle doit réunir tous les atouts géographiques et géopolitiques pour assurer le plein épanouissement stratégique qui lui assure son autonomie. Ainsi, ce penseur affirmait que les meilleures conditions d'existence de la cité dépendaient des réalités géographiques. La mer offrait la force économique et militaire, elle fournissait les accès indispensables et déterminants pour la sécurité de la cité. Parlant des activités économiques, Aristote disait :

> *La mer permet encore de satisfaire les besoins de la cité, c'est-à-dire, d'importer ce que le pays ne produit pas et d'exporter les denrées dont il abonde. Quant aux forces navales, personne ne doute que l'État ne doive dans une certaine mesure être puissant sur mer ; et ce n'est pas seulement en vue de ses besoins intérieurs, c'est aussi par rapport à ses voisins, qu'il doit pouvoir secourir ou inquiéter, selon les cas, par terre et par mer. Le développement des forces maritimes doit être réglé proportionnellement à l'existence même de la cité.*[164]

---

réalités sociogéographiques. C'est pourquoi il affirme que la mer est l'un des atouts de la prospérité de la cité. Elle est une ressource indiscutablement positive pour le bien-être de la cité et des citoyens.

[164] *Ibidem*. Livre IV, chap. V.

III.4. LA RELIGION DANS LA CITÉ PARFAITE.

Aristote avait reconnu l'influence de la religion pour la stabilité de la cité, son impact dans la vie du citoyen et dans les rapports interpersonnels. En effet, la religion a influencé la formation du caractère humain et participait à la concorde sociale. C'est la raison pour laquelle les pratiques sociales des cités grecques de l'antiquité ont été profondément influencées par la religion. À côté des activités politiques et économiques, on notait une forte pratique religieuse avec des temples soigneusement dressés pour l'adoration des dieux. Ces expériences spirituelles jouaient une fonction disciplinaire primordiale dans la vie individuelle du citoyen et dans les rapports qu'ils entretenaient au quotidien. Le lieu de culte, non seulement devait être propre et bien entretenu, mais aussi l'édifice religieux devait inspirer le respect pour les dieux. Ces deux éléments (propreté et architecture de l'édifice religieux) se reflétaient sur le plan social, humain et économique. L'esprit grec était à la base un esprit religieux. C'est pourquoi les services d'adoration, bien organisés, transmettaient aux citoyens un esprit d'unité et même d'unicité. La communauté religieuse inspirait une vision commune, une identité commune, une histoire et culture semblable. La religion participait à la formation de l'esprit collectif, à la discipline du corps social. Elle était l'un des fondements qui maintenaient l'esprit du groupe social, l'aspiration à un même idéal ; elle inspirait la préservation de la cité et la cohésion des classes sociales. Les moments de communion religieuse renforçaient le sentiment fraternel, conféraient une fierté collective et transmettaient le sentiment de défense mutuelle des citoyens. De même, la religion instituait une certaine égalité qui réduisait les frustrations politiques. Cette réalité démontre que le fondement religieux participe en grande partie à l'institution d'un climat politique plus humain et propice à l'épanouissement commun. L'aspect religieux devient important dans la détermination des conditions d'un État parfait. Elle forge le citoyen, la cité, les rapports interpersonnels et les pratiques sociales. Elle consolide l'unité, la cohésion sociale, l'égalité, l'esprit de soumission, d'obéissance et l'idéal collectif. Aristote pensait à cet effet :

> *Les édifices consacrés aux cérémonies religieuses seront aussi splendides qu'ils doivent l'être, et serviront à la fois aux repas solennels des principaux magistrats et à l'accomplissement de tous les rites que la loi ou un oracle de la Pythie n'a pas rendus secrets. Ce lieu, qu'on apercevra de tous les quartiers environnants, qu'il doit dominer, sera tel que l'exige la dignité des personnages qu'il recevra.*[165]

[165] *Ibidem*. Livre IV, chap. X.

III.5. L'ÉDUCATION DANS LA CITÉ PARFAITE.

Aristote fit de l'éducation le fondement de la cité parfaite. Selon lui, l'éducation déterminait le type d'hommes et de cité ; c'est elle qui construisait le devenir des individus et celui de la cité. Ce philosophe n'ignorait pas l'influence déterminante que l'éducation avait dans la vie du sujet et ses conséquences dans la cité. Puisque la finalité de la cité parfaite était l'intérêt général, l'éducation fut le moule qui imprimait dans la vie de chaque citoyen les qualités nécessaires à la pratique effective de la perfection. C'est la raison pour laquelle il indiquait : « *Partout où l'éducation a été négligée, l'État en a reçu une atteinte funeste. C'est que les lois doivent toujours être en rapport avec le principe de la constitution, et que les mœurs particulières de chaque cité assurent le maintien de l'État, de même qu'elles en ont seules déterminé la forme première.* »[166]Nous pouvons relever avec Aristote que les dispositions oligarchiques, tyranniques, démocratiques ou aristocratiques ne sont pas innées, elles sont acquises par l'éducation et la religion. Pour construire un régime politique parfait, il est indispensable qu'une meilleure éducation soit transmise à tout le corps politique. La finalité commune ne peut être atteinte que par une éducation commune, celle qui inculque à tous les citoyens les mêmes principes et les mêmes valeurs. Elle est donc garante de la cohésion, de l'ordre et de la stabilité individuelle et sociale.

Par ailleurs, l'éducation permet aux citoyens de recevoir des formations nécessaires pour exercer efficacement les fonctions sociales. Par le biais de l'éducation, les citoyens se distancent de l'ignorance et deviennent des personnes qualifiées pour mieux réaliser les leurs fonctions. Ainsi, le meilleur accomplissement des différentes fonctions sociales est garanti par une éducation véritable : « *Toutes les sciences, tous les arts exigent, pour qu'on y réussisse, des notions préalables, des habitudes antérieures. Il en est évidemment de même pour l'exercice de la vertu* »[167] Ainsi compris, l'éducation commence dès l'enfance et doit être bien accomplie, bien assurée pour éviter des dérives qui détruiraient la noblesse du caractère des citoyens. Pour cela, l'éducation des enfants doit s'attarder sur des choses importantes parce

---

Nous tenons à signaler ici la différence entre Platon et Aristote. Si le premier ne s'est pas arrêté sur l'importance de la religion, le second la reconnait. La cité parfaite est celle où la pratique religieuse est effective. La religion confère aux citoyens :
1-L'esprit d'obéissance : elle met en l'homme la discipline, la soumission.
2-Le respect de l'autorité : vénérer les dieux c'est reconnaitre leur autorité, l'autorité politique, familiale et par ricochet accepter son statut.
3-L'esprit d'unité : l'adoration façonne l'identité commune, la communauté du destin
4-La cohésion : elle permet aux citoyens de partager les mêmes valeurs et de les défendre contre toute agression extérieure.

[166] *Ibidem*. Livre V, chap. I.
[167] *Idem*.

qu'elle doit préparer le jeune enfant à intégrer la vie politique. C'est ce qui justifie cette déclaration :

> *Un point incontestable, c'est que l'éducation, parmi les choses utiles, doit comprendre celles qui sont d'une absolue nécessitée […] la jeunesse n'apprendra parmi les choses utiles que celles qui ne tendront point à faire des artisans de ceux qui les pratiquent. On appelle occupations d'artisans toutes les occupations, art ou science, qui sont complètement inutiles pour former le corps, l'âme ou l'esprit d'un homme libre aux actes et à la pratique de la vertu. On donne aussi le même nom à tous les métiers qui peuvent déformer le corps, et à tous les labeurs dont un salaire est le prix; car ils ôtent à la pensée toute activité et toute élévation.*[168]

Dans la Grèce antique, l'éducation des enfants était physique, spirituelle et intellectuelle basée sur la gymnastique, la musique, le dessein et les lettres. Elle fut le moule des principes et des normes de la cité ; elle instituait des valeurs qui donnaient non seulement l'habileté et l'agilité physique, mais aussi la discipline, l'harmonie intérieure et sociale ; elle fondait la beauté du caractère humain, favorisait la bonne exécution des tâches et suscitait les performances intellectuelles indispensables dans la réalisation des fonctions sociales. En effet, l'éducation prenait en compte tous les aspects de la vie humaine ; c'est cette harmonie intérieure qui permettait d'avoir un être équilibré, réglé et propre à une vie sociale bien ordonnée. En d'autres termes, l'éducation ne se limitait pas à des projets réduits ou circonstanciels, elle embrasait l'être entier pour une vie complète et l'intérêt de l'État.

De toute évidence, la question éducative était l'une des clés qui déterminaient la perfection de la cité. Une mauvaise éducation compromettait le citoyen et la cité. Une piètre éducation ne favorisait pas le développement de toutes les aptitudes et de tous les aspects intérieurs nécessaires à une bonne expression individuelle et collective des citoyens. Nous déduisons que l'éducation détermine la qualité du sujet et de la cité ; elle conditionne le devenir de l'homme et de l'État. Mieux, elle est la clef qui donne accès, soit au mal, soit au bien. Ainsi, une cité parfaite doit faire de l'éducation des citoyens la priorité et une activité qualitative. Une mauvaise organisation et un mauvais système éducatif précipitent les citoyens et la cité dans le précipice de la corruption, de la médiocrité, du vice, de l'instabilité sociopolitique et dans le chaos. C'est dans cette perspective que s'inscrivait cette pensée d'Aristote:

> *Dans les gouvernements qui paraissent s'occuper tout particulièrement de l'éducation de la jeunesse, on cherche le plus souvent à former des athlètes ; et l'on nuit également à la grâce et à la croissance du corps [...] à force*

[168] *Ibidem*. Livre V, chap. II

> *d'endurcir les enfants, ils les rendent féroces, sous prétexte de les rendre courageux. Mais, je le répète encore une fois, on ne doit point s'attacher exclusivement à un seul objet, et à celui-là moins qu'à tout autre. Si l'on ne songe qu'à développer le courage, on n'atteint même pas ce but. Le courage, dans les animaux non plus que dans les hommes, n'appartient pas aux plus sauvages; il appartient, au contraire, à ceux qui réunissent la douceur et la magnanimité du lion.*[169]

Toutes ces analyses démontrent l'importance et la nécessité d'une bonne éducation. Elle est la base d'une cité parfaite parce qu'elle construit, transmet et maintient des valeurs communes indispensables à l'épanouissement général; elle permet une meilleure organisation et une meilleure expression politique. On ne saurait parler de gouvernement parfait si au préalable il n'y a aucune éducation conséquente. Le meilleur se construit d'abord dans la vie individuelle ; et c'est de là qu'il jaillira pour s'extérioriser dans les occupations des individus et dans la participation aux affaires publiques. Autrement dit, la cité parfaite est réalisée par des citoyens parfaits, fruits d'une éducation elle-même parfaite. Cette valeur accordée à l'éducation des citoyens est justifiée du simple fait que le meilleur citoyen accomplit nécessairement des meilleures œuvres. C'est pourquoi Aristote affirmait : « *L'exercice le plus salutaire n'est-il pas nécessairement celui qui convient le mieux aux natures les plus vigoureuses et les plus belles ? »*[170]

Cependant, au-delà de ces considérations, il est indispensable d'examiner le meilleur régime politique selon Aristote. Car, la cité parfaite que nous avons examinée n'est qu'une construction préalable à la réalisation du meilleur régime politique. Autrement dit, la cité parfaite était une condition incontournable pour générer le meilleur régime politique. Dès lors, quel est le régime politique qu'Aristote estimait le meilleur ?

IV - LE MEILLEUR RÉGIME POLITIQUE SELON ARISTOTE.

Aristote proposait aux cités un régime politique qu'il avait pensé être le meilleur de tous. Mais pour y parvenir, il établissait des comparaisons pour procéder par élimination afin de retenir celui qui se présenterait le moins de tous. Les différentes formes de gouvernements sur leurs différentes constitutions. Mais Aristote s'était particulièrement attardé sur l'oligarchie et sur la démocratie parce qu'elles étaient des régimes politiques qui recherchaient le bonheur de toute la communauté. Il examina les régimes qui offraient des conditions acceptables. Son objectif fut de fonder un meilleur régime politique à partir de celui qui existait déjà dans la

[169] *Ibidem*. Livre V, chap. III.
[170] *Ibidem*. Livre VI, chap. I.

réalité. En effet, l'aristocratie, régime d'une petite poignée d'hommes, était une forme d'oligarchie, tout comme la république qui se caractérisait par la participation de la majorité des citoyens était une forme de démocratie. Nous pouvons dire en d'autres mots que le gouvernement exercé par une minorité d'individus était soit oligarchique, soit aristocratique, tandis que le régime politique de la majorité des citoyens était, soit une démocratie, soit la république. C'est pourquoi il a déclaré :

> *Pour nous, il n'y a que deux constitutions, ou même une seule constitution bien combinée, dont toutes les autres dérivent en dégénérant. Si tous les modes, en musique, dérivent d'un mode parfait d'harmonie, toutes les constitutions dérivent de la constitution modèle; oligarchiques, si le pouvoir y est plus concentré et plus despotique; démocratiques, si les ressorts en sont plus relâchés et plus doux.*[171]

IV.1. LA DÉMOCRATIE ARISTOTELICIENNE.

Aristote a fait une analyse politique selon laquelle les constructions politiques devaient être améliorées à partir de ce qui existe dans la réalité pour éviter les spéculations politiques stériles. Son examen des affaires publiques fut suivi d'une conviction de réformer substantiellement les pratiques politiques afin de favoriser le bien de la cité et celui des citoyens. Ce philosophe avait identifié un idéal politique qui devait être réalisé avec minutie pour assurer l'épanouissement de la cité. La spécificité aristotélicienne était de conserver la structure politique existante mais en réformant son organisation, son fonctionnement et des valeurs nouvelles pour parvenir à un résultat plus humain. Pour y parvenir, Aristote opéra au préalable le recensement des types de démocraties pour conserver celle qui paraissait plus propice à la valorisation des hommes et de la cité. Parlant de la démocratie, il identifia cinq types essentiels :

La première forme de démocratie était celle de l'égalité proportionnelle aux possessions individuelles. Mais cette égalité démocratique était régie par la loi. Les droits

---

Nous parlons de l'oligarchie et de la démocratie ici parce qu'Aristote estime qu'en réalité il n'existe que deux types de régimes politiques : l'oligarchie et la démocratie. L'oligarchie s'apparente à l'aristocratie tout comme la république s'assimile à la démocratie. De ce fait, il n'existe selon Aristote que deux types de constitutions : oligarchique, si le pouvoir est exercé par une poignée d'individus, meilleurs pour l'aristocratie, et vicieux pour l'oligarchie. Tandis que l'on parle de la république si c'est la majorité qui a la souveraineté du pouvoir politique, ce qui en réalité est la démocratie.

Cette conception est le fondement des analyses comparatives que va mener Aristote pour éliminer rationnellement le régime moins approprié et proposer aux cités ce qu'il considère comme meilleur.

[171]*Ibidem*. Chap. III ; La différence des constitutions naît de la différence même des éléments sociaux, la pauvreté et la richesse donnent naissance à deux formes principales de constitution, la démocratie et l'oligarchie ; caractère essentiel de l'une et de l'autre ; le nombre n'est pas la condition capitale ; c'est la fortune. Enumération des parties nécessaires de l'Etat ; critique du système de Platon ; toutes les fonctions sociales peuvent être cumulées ; il n'y a que la pauvreté et la richesse qui ne puissent être réunies dans les mêmes mains.

politiques conféraient à tous les citoyens la liberté et l'égalité en fonction des biens matériels. Le pauvre et le riche jouissaient chacun des droits correspondants à leurs possessions. C'était une démocratie des classes. Néanmoins, la loi régissait et réglementait les rapports entre les citoyens et établissait les attributions des gouvernants. Si les rapports interpersonnels étaient encadrés par la loi, il fut tout aussi vrai que les relations entre gouvernants et gouvernés étaient aussi régies par des normes légales. Aristote exprimait cette idée en ces termes :

> *La première espèce de démocratie est caractérisée par l'égalité; et l'égalité, fondée par la loi dans cette démocratie, signifie que les pauvres n'auront pas de droits plus étendus que les riches, que ni les uns ni les autres ne seront exclusivement souverains, mais qu'ils le seront dans une proportion pareille. Si donc la liberté et l'égalité sont, comme parfois on l'assure, les deux bases fondamentales de la démocratie, plus cette égalité des droits politiques sera complète, plus la démocratie existera dans toute sa pureté; car le peuple y étant le plus nombreux, et l'avis de la majorité y faisant loi, cette constitution est nécessairement une démocratie.*[172]

Cette démocratie était inclusive parce qu'elle établissait une égalité de droits parce qu'aucune condition n'était requise pour postuler aux charges publiques. C'était un régime politique qui offrait l'opportunité à chaque citoyen de participer à la vie publique. On peut la qualifier de démocratie ouverte, inclusive ou populaire.

Le deuxième type de démocratie était exclusif du fait qu'elle établissait l'avoir comme condition de participation aux affaires publiques. Ici, les biens matériels étaient la condition pour participer à la vie publique et pour postuler à une fonction politique. Cette forme politique excluait tous ceux qui avaient une condition matérielle moins considérable. C'était une démocratie restrictive ou exclusive. D'où cette affirmation : « *Après elle, en vient une autre où les fonctions publiques sont à la condition d'un cens qui d'ordinaire est fort modique. Les emplois y doivent être accessibles à tous ceux qui possèdent le cens fixé, et fermés à ceux qui ne le possèdent pas* »[173]

Un troisième type de démocratie était réservée aux citoyens dont l'aisance sociale fut certaine. Cette démocratie était exercée par des citoyens socialement distingués. Tous ceux dont les possessions économiques étaient consistantes jouissaient des droits politiques. Aristote présentait cette démocratie en ces termes : « *Dans une troisième espèce de*

[172] *op.cit*. Livre VI, Chap. IV.
[173] *Idem*.

démocratie, tous les citoyens dont le titre n'est pas contesté, arrivent aux magistratures; mais la loi règne souverainement »[174]

La quatrième forme de démocratie était ainsi présentée : « *Dans une autre, il suffit pour être magistrat d'être citoyen à un titre quelconque, la souveraineté restant encore à la loi* »[175]Ici, bien que la loi fût le fondement de cette démocratie, il fallait cependant avoir une distinction sociale ou un avantage matériel pour prétendre jouer une fonction publique. Cette espèce de démocratie n'admettait pas des personnes qui ne jouissaient d'aucun titre social.

Enfin, la cinquième forme attribuait la souveraineté à la multitude de citoyens ; c'était le peuple qui établissait les règles du jeu politique, de sorte qu'il était souverain. Cette démocratie devint tout simplement la plus recherchée parce que la majorité influençait les choix politiques. Le peuple était détenteur du pouvoir politique. C'était la majorité qui votait les lois et déterminait l'orientation politique. C'était une démocratie populaire, celle dans laquelle il existait une égale participation des citoyens. Aristote pouvait donc dire :

> *On transporte la souveraineté à la multitude, qui remplace la loi. C'est qu'alors ce sont les décrets populaires, et non plus la loi, qui décident […] En effet, dans les démocraties où la loi gouverne, il n'y a point de démagogues, et les citoyens les plus respectés ont la direction des affaires. Les démagogues ne se montrent que là où la loi a perdu la souveraineté. Le peuple alors est un vrai monarque, unique mais composé par la majorité, qui règne, non point individuellement, mais en corps […] Dès que le peuple est monarque, il prétend agir en monarque, parce qu'il rejette le joug de la loi, et il se fait despote […] Cette démocratie est dans son genre ce que la tyrannie est à la royauté.*[176]

---

[174]*Idem*.

Aristote a identifié cinq types de démocraties :

1-La démocratie inclusive, celle établie par la loi où riches et pauvres sont égaux en droits.

2-La démocratie exclusive ou conditionnelle, celle pour laquelle la participation est conditionnée par le cens ou possession matérielle

3-La démocratie de titres économiques, c'est celle pour laquelle les citoyens dont l'aisance matérielle est non contestée aspirent et exercent les charges publiques.

4-La démocratie de titre social, il faut avoir un titre social pour participer aux charges publiques

5-La démocratie populaire ; la majorité décide de la vie publique. Elle est une dictature de la majorité qui administre par les décrets parce qu'il n'y a pas de lois.

[175]*Idem*.

[176]*Idem*.

Nous voulons signaler à nos lecteurs la nature spécifique de la démocratie d'Aristote. C'est une démocratie qui tire ses éléments dans l'oligarchie et dans la démocratie populaire. L'aspect oligarchique c'est que la classe moyenne est plus nombreuse. Il entend par classe moyenne, les citoyens qui ont un revenu moyen, ils ne sont ni trop riches, ni assez pauvres. C'est justement ce qui favorise l'équilibre, car l'extrême richesse conduit à la démagogie, alors que l'extrême indigence conduit à la tyrannie populaire. Ainsi, pour une bonne expression démocratique, les riches et les prolétaires doivent nécessairement être minoritaires et la classe moyenne va jouer un véritable jeu d'équilibre et d'expression démocratique. Car, riches et pauvres n'auront plus d'influence dévastatrice : « *Les grandes cités ne doivent leur tranquillité qu'à la présence des fortunes moyennes, qui y sont*

Cette analyse des systèmes démocratiques permet de comprendre qu'il existait déjà depuis l'antiquité plusieurs types de démocraties. Mais cette investigation préliminaire conduisait Aristote à conclure que la démocratie n'avait pas une seule et unique organisation et gestion. Elles étaient différentes d'une cité à une autre. Néanmoins la démocratie présentait plusieurs atouts qui devaient être améliorés pour être le meilleur régime politique. Mais si Aristote a identifié plusieurs formes démocratiques, quelle démocratie présentait plus d'avantages pour garantir le bonheur de tous et de chacun ?

Aristote pensait que la meilleure démocratie devait être un régime politique réunissant des caractères de l'oligarchie et de la démocratie. Selon lui, la complémentarité de l'oligarchie et de la démocratie offrait plus d'avantages, plus d'équilibre, plus de stabilité et favorisait la cohésion sociale. Mais, chacun de ces deux régimes pris séparément présentait des faiblesses et des lacunes. Cependant, Aristote pensait que le meilleur régime politique était une démocratie dont les membres sont majoritairement des oligarques. En effet, la classe moyenne devait être majoritaire pour assurer l'égalité des droits et l'équilibre sociopolitique. Car, l'oligarchie bourgeoise était généralement responsable des excès d'exploitations et de dominations qui ont créé des injustices et plus d'inégalités. De même, l'oligarchie prolétarienne, motivée par la passion d'appropriation des biens des riches et par la conviction de renverser l'ordre social, se livrait à des actes de violence, d'excès et d'injustices. Par contre, l'oligarchie moyenne, celle exercée par la moyenne classe économique garantissait l'égalité et l'équilibre entre les classes. Considérant l'influence avérée de l'économie sur le fonctionnement politique, Aristote déclarait :

> *Il est évident que l'association politique est surtout la meilleure, quand elle est formée par des citoyens de fortune moyenne; les États bien administrés sont ceux où la classe moyenne est plus nombreuse et plus puissante que les deux autres réunies […] Partout où la fortune extrême est à côté de l'extrême indigence, ces deux excès amènent ou la démagogie absolue, ou l'oligarchie pure, ou la tyrannie […] Un autre avantage non moins évident de la moyenne propriété, c'est qu'elle est la seule qui ne s'insurge jamais. […] C'est aussi la moyenne propriété qui rend les démocraties plus tranquilles et plus durables que les oligarchies […] les bons législateurs sont sortis de la classe moyenne. Solon en faisait partie.*[177]

Aristote fondait une démocratie oligarchique qui tenait compte des droits humains et aussi de la valeur économique. Car, les considérations matérielles avaient un impact sur la vie

---

si nombreuses. Dans les petites, au contraire, la masse entière se divise très facilement en deux camps sans aucun intermédiaire, parce que tous, on peut dire, y sont ou pauvres ou riches »

[177] *Ibidem*. Livre VI. Chap. IX; Suite de la théorie de la république proprement dite; excellence politique de la classe moyenne ; diverses qualités sociales qu'elle seule présente ; elle est la véritable base de la république. Rareté excessive de cette forme de gouvernement.

des citoyens et sur le déploiement politique. Ce philosophe pensait que la classe sociale moyennement riche était moins vicieuse, son aisance lui permettait de se maintenir dans la discipline et la considération des valeurs éthiques. Cette classe sociale avait l'avantage d'être à l'abri du besoin qui prédisposait à la corruption et aux débordements. Par conséquent, elle pouvait participer aux affaires publiques et aux délibérations politiques de manière désintéressée. En effet, si l'élément économique et l'aspect politique étaient bien structurés, le régime politique démocratique était considéré plus fiable et propre à la dignité humaine. La démocratie d'Aristote était donc constituée de trois classes sociales : la minorité des riches, la minorité des pauvres et la majorité de la classe moyenne. Par conséquent, le meilleur régime était celui dans lequel la démagogie des riches, le fanatisme et l'extrémisme des pauvres étaient minimisés. Ainsi, la majorité de la classe moyenne garantissait le droit politique et juridique, puis maintenait l'influence des valeurs morales. C'est dans ce régime que se réalisaient la justice, l'égalité de droits et les libertés essentielles. Cependant, le pouvoir politique était considéré dangereux et même déviant lorsqu'une minorité de personnes exerçaient le pouvoir politique. Il apparaît que le despotisme était à l'origine de la servitude, des conflits permanents, des séditions, d'insécurité et d'instabilité sociopolitique. C'est pourquoi Aristote ne s'était pas contenté de rechercher la simple majorité de la classe moyenne, mais il considéra que son soutien venait de la classe inférieure. Le prolétariat, constitué de plusieurs sous-groupes, devait exercer son influence sociale pour renforcer l'équilibre politique. C'est la raison pour laquelle Aristote proposait que toutes les couches sociales fussent intégrées dans la gestion des affaires publiques. Il disait précisément :

> *On nous accorde que tout Etat se compose, non d'une seule partie, mais de parties multiples […] Ici, une classe nombreuse prépare les subsistances pour la société, ce sont les laboureurs ; là, les artisans forment une autre classe adonnée à tous les arts […] Une troisième classe est la classe commerçante, en d'autres termes, la classe qui vend et qui achète dans les grands marchés, dans les boutiques. Une quatrième classe se compose des mercenaires. Une, cinquième est formée des guerriers, classe aussi indispensable que toutes les précédentes, si l'Etat veut se défendre de l'invasion et de l'esclavage.*[178]

S'inspirant des progrès politiques de la cité athénienne, Aristote affirmait la nécessité du régime démocratique pour assurer le bonheur des hommes. L'histoire politique de la Grèce antique démontrait que l'avènement de la démocratie a été un réel atout dans la construction de l'hégémonie d'Athènes. C'est pourquoi il affirmait : « *C'est ainsi qu'Athènes continuait de*

[178] *Ibidem*. Livre VI, chap. III.

grandir, se développant peu à peu en même temps que la démocratie »[179] À en croire Aristote, la démocratie était la forme politique qui convenait le mieux aux cités. Car, elle favorisait plus de stabilité, offrait l'égalité de droits et la justice ; elle conférait la souveraineté au peuple pour déterminer la vie politique. S'il est vrai qu'Aristote faisait l'apologie de la démocratie, ce fut sans doute parce qu'il avait remarqué que la gestion collective avait plus de réussite que le despotisme des minorités. Toutefois, cette théorie était motivée par le fonctionnement de la démocratie athénienne qui avait établi une véritable révolution politique, celle qui avait introduit dans l'histoire une pratique nouvelle et originale qui fut à l'origine du rayonnement d'Athènes. Cet éloge de la démocratie fut aussi repris par plusieurs auteurs, historiens ou philosophes, hommes de lettres ou poètes. Mais Aristote a relevé les mérites de la démocratie dans ses nombreuses œuvres d'où cette pensée :

> *Tant que Périclès fut à la tête du parti populaire, le régime politique fut meilleur; après sa mort, le mal empira beaucoup. (429 a. C. n.) Pour la première fois, le peuple prit pour chef un homme qui n'avait pas l'estime du parti modéré: jusque-là, c'étaient toujours des modérés qui avaient été à la tête du peuple.*[180]

IV.2. LES CARACTERISTIQUES DE LA DÉMOCRATIE D'ARISTOTE

La démocratie aristotélicienne s'appuyait sur certaines caractéristiques qui déterminaient ses pratiques et sa finalité. Elle reposait sur des principes inaltérables qui permettaient une bonne stabilité et une véritable cohésion politique. Elle offrait des conditions sans lesquelles la démocratie perdait son essence, son sens et sa valeur. Contrairement aux nombreux régimes qui donnaient aux gouvernants des pouvoirs absolus ou étendus, la démocratie d'Aristote fut un régime politique dont des normes sociales et morales reposaient prioritairement sur la vertu pour garantir l'égalité de droits et par conséquent une meilleure expression politique. Le pouvoir favorisait l'expression de la majorité pour réaliser l'intérêt de la communauté. Cependant, quelles étaient les éléments essentiels qui instituaient la meilleure démocratie selon Aristote ?

IV.2.1. LA LIBERTÉ

La caractéristique prédominante du régime démocratique était la liberté. Elle garantissait le droit de tous et de chacun et assurait l'expression des potentialités

[179] *op.cit.* Chap. XXIII : VI. – L'époque de l'aréopage – Progrès et sagesse de la démocratie athénienne – Aristide et Thémistocle.
[180] *Ibidem*. Chap. XXVIII : Athènes après Périclès. –Décadence de la démocratie athénienne. Enumération et jugement des chefs de parti à Athènes.

individuelles. Elle rejetait la domination de certains citoyens par d'autres, elle offrait à chaque citoyen la libre initiative légitime dans les affaires publiques pour maintenir l'équilibre politique. De plus, cette liberté était réellement assurée par l'alternance du pouvoir politique. Aristote affirmait que l'alternance évitait que le pouvoir ne se transformât en tyrannie et qu'elle n'opprima les citoyens. C'est pourquoi il présentait la condition de l'alternance en ces termes : « *Le principe du gouvernement démocratique, c'est la liberté. On croirait presque, à entendre répéter cet axiome, qu'on ne peut même pas trouver de liberté ailleurs; car la liberté, dit-on, est le but constant de toute démocratie. Le premier caractère de la liberté, c'est l'alternative du commandement et de l'obéissance.* »[181]L'absence d'alternance politique conduisait inéluctablement à pérenniser un système, une idéologie ou des pratiques. Une telle situation générait l'oppression, le statu quo, la routine et la fluctuation des antagonismes. On en déduit que la longévité se transforme inévitablement en tyrannie, toutes choses qui sont contraires à la démocratie, à la liberté individuelle et collective. Aristote démontrait que la gouvernance ne devait pas être exercée indéfiniment par un ou quelques individus, car ils le feraient, non plus pour l'intérêt général, mais pour servir la cause privée. La véritable liberté doit favoriser l'expression d'autres libertés ; aucune liberté ne devrait devenir absolue au point de subordonner et d'assujettir l'ensemble du tissu social. Pour cela, l'organisation politique devait favoriser le transfert permanent du pouvoir politique, une mutation raisonnée qui favorise la rupture des forces politiques. Une telle liberté garantit l'égalité, la stabilité et l'excellence politique.

IV.2.2. L'ÉGALITÉ

L'égalité de droits était considérée comme une norme sans laquelle la communauté politique n'aurait vécu en harmonie. Son effectivité permettait à chaque citoyen de se réaliser pleinement et moralement en tenant compte des autres. En effet, l'égalité de tous devant les lois a suscité un cadre normatif et pratique qui a déterminé et qui a canalisé les actions humaines. Cette égalité affirmait que nul n'était supérieur aux autres en droit parce que la loi mettait sur le même pied d'égalité tous les citoyens. Le riche n'avait pas plus d'avantages que le pauvre mais le principe de la souveraineté du peuple était garanti par la majorité de la classe moyenne. L'égalité de droits et en droit était aussi l'élément fondamental qui établissait que le démos était souverain législateur. En somme, si tous les citoyens étaient égaux devant la loi et avaient par ailleurs les mêmes privilèges, la classe moyenne détenait le pouvoir

[181]*Ibidem*. Livre VII. Chap. I.

politique parce que ses choix déterminaient la vie politique de la cité. Néanmoins, la reconnaissance des droits politiques des citoyens favorisait la stabilité et la considération des aspirations légitimes et la garantie de l'intérêt général. Ce principe consolidait l'unité sociale et politique. C'est la raison pour laquelle Aristote affirmait :

> *Dans la démocratie, le droit politique est l'égalité, non pas d'après le mérite, mais suivant le nombre. Cette base du droit une fois posée, il s'ensuit que la foule doit être nécessairement souveraine, et que les décisions de la majorité doivent être la loi dernière, la justice absolue ; car on part de ce principe, que tous les citoyens doivent être égaux. Aussi, dans la démocratie, les pauvres sont-ils souverains à l'exclusion des riches, parce qu'ils sont les plus nombreux, et que l'avis de la majorité fait loi.*[182]

En somme l'égalité fut une condition pour un jeu politique plus équitable et plus humain. Celle-ci évitait les dérives et les abus d'autorité ou l'exploitation des citoyens de condition modeste. Ce philosophe déclarait : « *Que la décision des uns et des autres, c'est-à-dire de leur double majorité, fasse loi. S'il y a dissentiment, que ce soit l'avis des plus nombreux et de ceux dont le cens est le plus considérable qui l'emporte.* »[183]Aristote établissait des conditions essentielles qui soutenaient et qui maintenaient la véritable expression démocratique. La liberté et l'égalité devaient s'exprimer entre les citoyens d'une part et entre les gouvernants et les gouvernés d'autre part. Cela stipulait que les fonctions publiques fussent rotatives, que chaque citoyen eut la possibilité d'exercer son droit politique. En un mot l'égalité était complète lorsque les citoyens étaient égaux devant la loi et lorsqu'il y avait alternance dans les hautes fonctions publiques.

IV.2.3. L'AUTO-DÉTERMINATION

L'un des éléments caractéristiques qui faisaient partie de l'essence démocratique était la latitude de chaque sujet de se déterminer librement. Le citoyen ne s'estimait libre que s'il se réalisait indépendamment des influences extérieures, s'il s'accomplissait sans être conditionné par des déterminations politiques extérieures. Aucune force extérieure ne devait imposer une quelconque attitude ni une quelconque activité aux citoyens. Cette libre réalisation des hommes était produite et sauvegardée par l'éducation. En effet, l'éducation était un élément qui transmettait des savoir-être, des savoir-faire et des savoir-savants qui permettaient à chacun citoyen de réaliser son potentiel dans la cité. C'est de cette manière que l'éducation participait à la stabilité sociopolitique de la cité. Si la liberté était l'essence même

[182] *Idem*.
[183] *Idem*.

de la démocratie, alors il appartenait à chaque membre de se déterminer et de se réaliser selon ses aspirations parce qu'au préalable ces citoyens ont reçu une bonne éducation qui faisait de chaque membre un être éclairé et autodéterminé. Grâce à la qualité de l'éducation à laquelle le corps social était soumis, les citoyens étaient disposés à s'accomplir de manière efficace et vertueuse sans plus porter atteinte aux institutions de la cité. Chaque citoyen devenait un acteur majeur dans la construction et la consolidation de l'héritage public. Aristote disait à cet effet : « *Son second caractère, c'est la faculté laissée à chacun de vivre comme il lui plaît; c'est là, dit-on, le propre de la liberté, comme c'est le propre de l'esclavage de n'avoir pas de libre arbitre. Tel est le second caractère de la liberté démocratique. Il en résulte que, dans la démocratie, le citoyen n'est tenu d'obéir à qui que ce soit. »*[184]

Toutes ces considérations conduisaient à une conclusion : la démocratie s'opposait à toutes les autres formes politiques parce qu'elle était fondée sur la libre et égale participation de tous dans les délibérations politiques. Elle rejetait toute domination économique, politique et sociale illégale des uns sur les autres, mais elle garantissait une juste et égale participation politique de chaque citoyen. Ni les réalités matérielles, ni les considérations sociales, ni les influences idéologiques n'étaient au-dessus des principes démocratiques. Mais chaque citoyen prenait part à la vie politique. Il en ressort que les principes démocratiques écartaient les discriminations et les inégalités humaines ou sociales. Chaque citoyen était une valeur, un acteur comme les autres. Riches et pauvres, intellectuels et ignorants participaient à la prise des décisions politiques. Le régime démocratique aristotélicien considérait le peuple comme le véritable souverain qui donnait le pouvoir selon les règles objectivement établies. La démocratie d'Aristote était le règne des libertés, des droits équitables et inaliénables de tous les citoyens. Cette liberté et cette égalité des citoyens favorisaient la cohésion et la stabilité de la cité. Aristote exprimait cette idée en ces mots :

> *Tous les citoyens doivent être électeurs et éligibles. Tous doivent commander à chacun, et chacun à tous, alternativement. Toutes les charges doivent y être données au sort, ou du moins toutes celles qui n'exigent ni expérience ni talent spécial. Il ne doit y avoir aucune condition de cens; ou, s'il y en a, il doit être minime […] L'assemblée générale doit être souveraine sur toutes les matières, ou du moins sur les principales.*[185]

De toute évidence, Aristote démontrait la nécessité et l'opportunité de la démocratie à partir de ses éléments constitutifs. La liberté et l'égalité des citoyens étaient indispensables pour une meilleure pratique politique. La démocratie se présentait par conséquent comme une

[184] *Ibidem*. Livre VII, chap. II
[185] *Idem*.

gouvernance qui protégeait les citoyens et recherchait leur bien-être parce que le peuple lui-même était détenteur du pouvoir suprême. C'est pourquoi Aristote affirmait que le régime politique qui se préoccupait prioritairement de l'intérêt général était déclaré régime pur. Les analyses qui viennent d'être faites confirment que la démocratie d'Aristote était essentiellement fondée sur le bonheur collectif et motivée des valeurs éthiques ; elle était par conséquent un régime pur. Sa constitution et son fonctionnement conditionnaient l'épanouissement individuel et collectif. Aristote défendait la démocratie, non seulement parce qu'elle fut pratique, mais surtout parce qu'elle était enracinée sur des éléments humains : l'éducation, la liberté, l'égalité de droits et l'autodétermination des citoyens garanties par l'effectivité de la souveraineté du peuple. De ce fait, la démocratie aristotélicienne coupait court avec le despotisme politique et le matérialisme qui caractérisaient d'autres régimes politiques et qui avaient impacté négativement la vie sociopolitique athénienne. Au lieu d'une minorité aristocratique et despotique pratiquées dans d'autres régimes, la démocratie d'Aristote reposait sur la totalité des citoyens éduqués et sur la recherche de l'intérêt général. Mais d'autres éléments étaient nécessaires dans la réalisation effective du meilleur régime démocratique. En effet, puisque la cité se composait d'une pluralité d'individus, la démocratie conciliait les diversités pour façonner un corps social dont la motivation et la finalité étaient le bonheur de tous.

En fin de compte, la démocratie garantissait la participation de toutes les forces sociales, elle était contre l'exclusion et le despotisme politique. Ce régime politique aristotélicien accordait plus de pouvoir à la classe moyenne parce qu'elle était à l'abri de la corruption et de l'exploitation ; elle exerçait son pouvoir sans subir l'influence démesurée de la classe bourgeoise. Si cette démocratie reposait sur l'égalité politique, il apparait cependant que la consistance des moyens économiques était indispensable. Cette égalité de droit traduisait la souveraineté du peuple. L'idée de souveraineté populaire ne recherchait l'intérêt commun parce que la classe moyenne minimisait l'influence économique. Cette vision aristotélicienne faisait comprendre que la cité qui prétendait se préoccuper de ses citoyens, devait nécessairement établir une égalité de droit politique qui assurait la pertinence et l'efficacité politiques. On comprend pourquoi Aristote exaltait l'égalité politique parce qu'elle était le socle et le levier d'une république véritable. Aristote disait à ce sujet : « *Mais il faut remarquer que de bonnes lois ne constituent pas à elles seules un bon gouvernement [...]*

Il n'y a donc de bon gouvernement d'abord que celui où l'on obéit à la loi, puis ensuite que celui où la loi à laquelle on obéit est fondée sur la raison. » [186]

IV.2.4. LA SOUVERAINETÉ DU PEUPLE

Aristote affirmait que la démocratie était le meilleur régime politique parce qu'au-delà de l'égalité et de la liberté, le véritable pouvoir était exercé par une classe moyenne majoritaire dont les possessions matérielles garantissaient la loyauté et l'intégrité morale, une classe dont la vertu était garantie par l'autosuffisance matérielle et économique. Cette autonomie économique des citoyens garantissait aussi la souveraineté dans l'élaboration des lois et dans les choix ou les votes politiques. Cette démocratie était régie par des lois légitimes, des lois raisonnables qui permettaient aux gouvernants de mieux administrer. Lorsque le peuple est matériellement défaillant ou misérable, la liberté et la souveraineté des citoyens sont apparentes parce que leur survie dépend de la volonté des gouvernants qui sont généralement les riches de la cité. La classe prolétarienne subit généralement la dictature politico-économique parce qu'elle est dépourvue de moyens de se prendre totalement en charge. C'est pourquoi Aristote affirmait que la meilleure démocratie était celle où la classe moyenne était majoritaire et disposait de moyens économiques suffisants pour jouir d'une véritable souveraineté. En effet, lorsque la minorité riche était au pouvoir, elle dominait le peuple et se préoccupait prioritairement de ses intérêts privés ; de même lorsque les pauvres étaient au pouvoir, ils recherchaient exclusivement leur bien personnel, ravissaient les biens des minorités riches. Un tel pouvoir créait des antagonismes sociopolitiques et son fonctionnement était jonché de violences, de soulèvement et de conflits. Pour échapper à ces déviances politiques, Aristote proposa que la classe moyenne fût majoritaire pour éviter l'extrémisme ou le fanatisme. Puisque cette majorité de la classe moyenne a reçu l'éducation et la vertu, elle était propre au jeu politique. Autrement dit, les possessions matérielles prédisposaient la classe moyenne à ne pas se livrer à des débordements qui détérioraient le tissu et le fonctionnement politique. Il était donc avantageux que cette classe fut la plus représentée afin de garantir la stabilité sociale indispensable à un réel jeu démocratique. Cette idée de classe moyenne au pouvoir éradiquait les débordements et les dérives préjudiciables à la vie politique. C'est pourquoi il déclarait :

[186] *Ibidem*, Livre VII, Chap. VI. Idée générale de la république ; ses rapports avec la démocratie. Eléments que l'Etat doit combiner ; la liberté et la richesse sont ceux qui forment surtout la république, en se mélangeant diversement ; rapports de la république avec l'aristocratie.

> *Les grandes cités ne doivent leur tranquillité qu'à la présence des fortunes moyennes, qui y sont si nombreuses […] C'est aussi la moyenne propriété qui rend les démocraties plus tranquilles et plus durables que les oligarchies, où elle est moins répandue […] Ceci doit également nous faire comprendre pourquoi la plupart des gouvernements sont ou démagogiques ou oligarchiques.*[187]

Ces analyses affirment que la véritable démocratie reposait sur l'expression efficace de la classe moyenne. Cette démocratie fut considérée comme le meilleure régime politique parce qu'elle assurait et réalisait l'égalité et la souveraineté véritables. Son organisation reposait sur des lois légitimes qui recherchaient l'intérêt collectif et maintenait la vertu en chaque citoyen. C'est un régime qui préservait l'égale participation dans les affaires publiques et qui se préoccupait du souverain bien en tant que bonheur de tous les citoyens. Cette démocratie était le gouvernement dans lequel la souveraineté populaire fut une réalité et une valeur inaliénable. C'était un pouvoir humaniste et hominisant. Aristote instituait la démocratie populaire comme le régime qui assure stabilité, cohésion et prospérité des populations. C'est la raison pour laquelle elle fut qualifiée de régime pur parce qu'elle se préoccupait du bonheur de tous les hommes. Cette démocratie de la classe moyenne évitait les déviances et les égarements politiques. Ainsi, le souverain démos offrait le meilleur de lui-même pour l'épanouissement commun. Aristote affirmait alors la nécessité de réformer les pratiques politiques afin que les hommes fussent valorisés et que la politique fut effectivement un instrument efficace et légitime dans la gestion du patrimoine humain.

Cependant, une telle vision semble être plus idéaliste que pratique. Si le meilleur régime politique était la démocratie exercée par la classe moyenne, quels étaient les mécanismes pour préserver la majorité de la classe moyenne et comment le domaine économique était réguler pour conserver la quantité de bien de la classe moyenne? La vision politique d'Aristote ne présentait-elle pas plusieurs difficultés pratiques ? L'immobilisme de la démocratie aristotélicienne n'était-elle pas une utopie politique qui instituait subtilement la dictature démocratique de la classe moyenne ? Si certains citoyens étaient plus considérés et exerçaient une influence politique prédominante, pouvait-on encore affirmer la réalité du meilleur régime politique ?

V - LA CRITIQUES DE LA DÉMOCRATIE ARISTOTELICIENNE

L'analyse de la conception politique d'Aristote avait suscité plusieurs critiques à cause de la configuration sociopolitique de son meilleur régime politique et à cause de son

[187] *Ibidem*. Livre VI ; Chap. IX

fonctionnement qui semblait donner plus de considération à l'avoir qu'à l'être. Ces défaillances qui ont fait penser que ce philosophe ne s'était pas éloigné des utopies politiques, car la quête de l'idéal politique prédisposait les théoriciens à promouvoir des idéalités qui contrastaient grandement avec les pratiques quotidiennes. Mais quelles furent les problèmes majeurs de la démocratie d'Aristote ?

V.I. LES DIFFICULTÉS DE LA DÉMOCRATIE D'ARISTOTE

La démocratie avait contribué au rayonnement de la cité athénienne dans l'antiquité. Ce fut un régime politique qui, après de nombreuses révolutions politiques, vint rétablir l'ordre et l'harmonie. Le peuple dans son ensemble put ainsi participer à la gestion des affaires publiques. Aristote avait certainement constaté que les périodes démocratiques athéniennes avaient été caractérisées par l'accalmie sociale et la prospérité politique. Mais la démocratie qu'élaborait Aristote était régie par des lois votées par le peuple, mais en réalité c'était la classe moyenne qui en était le véritable législateur. Ainsi, Aristote pensait que les lois votées par la classe moyenne étaient les meilleures. Cependant, il instituait une dictature démocratique exercée par la classe moyenne. Or, l'idée de domination ou d'influence d'une classe sur une autre annule la réalité du meilleur régime politique, d'autant plus que c'est le volet matériel qui fondait un tel pouvoir politique. Si les citoyens étaient doués de vertu, il n'y avait plus de raison de donner plus de valeur à la considération des classes sociales. La culture de la vertu permet de constituer un corps politique qui a les mêmes motivations, la même finalité et les mêmes valeurs. Par conséquent, la dimension matérielle devenait superficielle et moins importante. Cette démocratie aristotélicienne qui se voulait la meilleure de tous les régimes politiques donnait plus de valeur à l'avoir qui fut la cause des vices, des dérives et conflits politiques.

V.I.1. LA PRÉÉMINENCE DES BIENS MATERIELS

Aristote avait construit une démocratie dont le critère déterminant fut les possessions matérielles. En effet, selon Aristote, la meilleure démocratie était celle dans laquelle la classe moyenne économiquement autonome était majoritaire ; une démocratie dans laquelle les biens matériels étaient indispensables pour favoriser un jeu politique plus crédible et même meilleur. C'était la classe moyenne qui garantissait efficacement le meilleur jeu démocratique parce qu'elle n'était pas motivée par l'idéologie de domination qui caractérisait d'autres

régimes politiques. C'était une démocratie de la vertu pour laquelle les richesses de la classe moyenne favorisaient l'équilibre politique.

Cependant, le libéralisme démocratique affirme que chaque citoyen doit jouir des mêmes droits politiques. Les considérations économiques ne conditionnent pas l'expression démocratique. Le libéralisme démocratique ne définit pas les occupations des citoyens, chacun recherche ses intérêts, désire une fonction spécifique ou il définit son bonheur, son prestige ou son honneur en fonction de ses désirs et aptitudes. Les citoyens sont libres de mener des activités lucratives et se faire librement un héritage qui peut, à moyen ou à long terme, devenir consistant et même imposant. La fortune n'a aucune limite imposée par la démocratie, mais chaque citoyen se réalise librement. Ainsi, la pensée d'Aristote ne saurait établir une pratique objective et immuable parce qu'elle obligerait les uns et les autres à conserver le même statut social. Une telle vision ferait de la démocratie un leurre. Dans la pratique, la démocratie aristotélicienne était une autre dictature politique parce qu'elle instituait la domination des uns sur les autres. Les critiques de balkanisation de la cité adressées à Platon gardaient tout aussi leur pertinence vis-à-vis d'Aristote. La constitution démocratique sur le critère économique condamnait les citoyens à se mouvoir, à s'investir dans les limites de leurs classes et à ne pas prétendre à une autre. Une telle démocratie conduit aux séditions ou, tout au moins, à une hypocrisie qui cache la vraie nature des citoyens. il disait : « *La démagogie est née presque toujours de ce qu'on a prétendu rendre absolue et générale une égalité qui n'était réelle qu'à certains égards. Parce que tous sont également libres, ils ont cru qu'ils devaient être égaux d'une manière absolue.* »[188]

De plus, la propension de l'homme à plus de moyens, de pouvoir ou de possibilité ne saurait contenir les hommes à l'intérieur d'une classe. Car tous les citoyens ne peuvent se contenter du minimum pour des raisons politiques ou éthiques. La quête des moyens essentiels à l'auto-affirmation et l'autosatisfaction est le trait commun des hommes. L'expérience quotidienne démontre que l'amour de l'avoir est le caractère distinctif des hommes et la motivation principale de leurs actions. Les nombreuses séditions que la Grèce antique avait connues ont souvent été motivées par la recherche démesurée des possessions matérielles. Mais la cité démocratique que préconisait Aristote était statique, stagnante ; elle était insensible aux influences économiques extérieures et aux mutations et différentes exigences qu'elles soumettent les gouvernements ; c'est une démocratie entièrement à part, elle est close, repliée sur elle-même parce que la cité n'est pas en contact avec d'autres pour

[188] *Ibidem*. Livre VIII ; chap. I.

être confrontée aux rivalités économiques. Par ailleurs, Aristote traitait les citoyens comme de simples objets parce qu'ils ne devaient pas avoir des aspirations individuelles mais ils devaient se préoccuper des conditions modestes pour sauvegarder leur meilleur régime politique. La conséquence immédiate est l'extinction de la liberté et de l'autoréalisation des individus, c'est la négation de la volonté individuelle et l'institution de l'immobilisme collectif.

V.I.2. L'EXPRESSION DES LIBERTÉS

Le système démocratique est celui des libertés. Ces libertés permettent aux citoyens de se réaliser librement, de s'inventer, de se projeter pour un avenir volontairement choisi. Au nom des libertés, les hommes peuvent vouloir ce qui est estimé par des individualités et non par le groupe ; la diversité d'aspirations et de réalisations témoignent de la réalité de la liberté et favorisent l'épanouissement. Chacun donne libre cours à ses convictions et à ses appétits. Par contre la démocratie aristotélicienne offrait aux hommes le devoir de conservation et non le pouvoir de créer ou de se recréer, elle annulait l'autoréalisation ; elle attribuait la responsabilité individuelle de garantir l'équilibre sociopolitique, et non la liberté de l'autogestion et de l'autoréalisation. C'était une liberté extérieure et jamais intérieure. En d'autres termes, la démocratie aristotélicienne stipulait que chaque citoyen devait agir pour assumer les obligations politiques prédéterminées et jamais pour accomplir des aspirations et des convictions personnelles. Une telle cité instaurait inévitablement le despotisme politique qui avait par le passé suscité des rivalités, des compétitions, des luttes et des révolutions. Si la liberté est bonne en soi, il faut néanmoins reconnaitre que la volonté des hommes les pousse à se donner une identité, un héritage ou un avenir déterminé par des choix personnels. De plus, cette liberté est pour le bas peuple le moyen de renversement de l'ordre institué qui génère les dérives et les déviances multiples. C'est justement ce qui a poussé Platon un peu avant Aristote à dire que la démocratie était le régime de la licence, de la médiocrité et du désordre. Il le disait en ces mots :

> *En premier lieu, n'est-il pas vrai qu'ils sont libres, que la cité déborde de liberté et de franc-parler, et qu'on y a licence de faire ce qu'on veut ? […] Or il est claire que partout où règne cette licence chacun organise sa vie de la façon qui lui plaît[…]Dans cet Etat, repris-je, on n'est pas contraint de commander si l'on en est capable, ni d'obéir si l'on ne veut pas, non plus que de faire la guerre quand les autres la font, ni de rester en paix quand les autres y restent, si l'on ne désire point la paix ; d'autre part, la loi vous*

> *interdit-elle d'être magistrat ou juge, vous n'en pouvez pas moins exercer ces fonctions, si la fantaisie vous en prend.*[189]

Le régime démocratique institué par Aristote mettait en péril la liberté politique et individuelle. Car, la cité devait obéir à une configuration sociopolitique préétablie et son fonctionnement consistait à se soumettre à cette nécessité sociale sans prétendre à la modifier. Cette forme de démocratie compromet la dignité humaine parce qu'elle condamne les intérêts individuels au profit de ceux de la classe sociale et de la cité. Pour cela, l'éducation que prônait Aristote semble être un moyen pour programmer les comportements, les activités et les réactions des hommes. Elle était donc perçue comme un logiciel installé dans la machine humaine pour prédéterminer, réglementer et coordonner la conduite humaine. La démocratie d'Aristote apparaissait comme le cadre de formatage de l'esprit humain. Ce qui constituait une dictature qui soumettait les individus à la seule volonté politique. Dans cette démocratie, la liberté individuelle était soumise à l'autorité politique. En fin de compte, la cité était valorisée et l'homme était chosifié.

V.I.3. LA QUÊTE DES FONCTIONS PUBLIQUES

Le libéralisme démocratique dispose que les citoyens sont libres d'aspirer aux responsabilités politiques. Les libertés et l'égalité de droits offrent aux citoyens le pouvoir de prétendre aux charges publiques. Ce droit donne la possibilité à chaque citoyen de se projeter dans la cité. La démocratie n'établit aucune discrimination entre les citoyens, elle institutionnalise les compétitions, les rivalités, les concurrences et l'émulation. Or, ces maux diluent et même détruisent progressivement les considérations et les valeurs morales. Désormais les individus moins aptes aux fonctions publiques les rechercher : l'ignorant affronte l'homme éclairé, l'homme vicieux s'oppose à l'honnête citoyen et les rivalités meublent la cité. La conséquence immédiate est que les joutes oratoires des hommes sont empreintes de tromperie, de mensonges et de corruption ; chacun soigne son image afin de paraitre le meilleur alors que les dispositions intellectuelles et politiques sont contraires au bonheur collectif. L'hypocrisie et l'ignorance transforment la politique en une scène de combats. Les discoureurs bien agencés ont pour finalité de persuader et de montrer l'apparente bonté d'une action à entreprendre afin d'engranger les suffrages qui donnent accès aux hautes responsabilités de l'Etat. L'homme politique se sert de la démocratie pour mieux servir ses intérêts. La cité est parsemée de violences qui opposent les citoyens. Le

[189] *op.cit*. 557b – 558b

dénigrement, la dénonciation, les accusations, les condamnations des rivaux deviennent des pratiques quotidiennes. Et très tôt, la vertu s'efface au profit du vice ; la démagogie devient l'arme de conquête des soutiens et des suffrages. Chacun se bat pour sa vie et sa survie. La démocratie, à bien examiner, génère de nombreuses rivalités et des compétitions suicidaires qui sèment la confusion et la désolation dans la cité. Les milieux politiques ressemblent à un marché où l'on dispute des articles pour satisfaire son égo ; la scène publique devient une arène où les combats les plus violents se produisent ; les luttes sanglantes et suicidaires se livrent en tout lieu et en tout temps. Le régime démocratique se détruit par des libertés qui s'entrechoquent ; les particuliers s'entredéchirent quotidiennement et les humains sombrent dans la cruauté. Platon affirmait que le régime démocratique était le régime de l'errance dont la texture était faite d'immoralité. Toutes ces remarques ont poussé certains penseurs à dénoncer les dérives démocratiques. Parmi eux, Thomas Hobbes qui affirmait.

> *Les rhétoriciens nous apprennent que l'éloquence ne regarde pas à la vérité comme à son but (si ce n'est par accident), mais à la victoire […] de là, se forment des factions dans l'État, et des factions, naissent les séditions et les guerres civiles. […] Or, cette industrie et cette diligence qu'ils apportent à former un corps qui représente de nouveau tout le peuple, c'est ce qu'on doit nommer faction. Mais quand la faction qui a eu moins de suffrages est la plus forte, ou à peu près égale, ce qu'on n'a pu obtenir par adresse et par les charmes de l'éloquence, on tâche de le recouvrer par les armes, et l'on en vient à une guerre civile*.[190]

Cependant, le meilleur régime politique ne fait pas la promotion des injustices et du vice, c'est plutôt un pouvoir qui garantit le bonheur de chaque citoyen et qui fait la promotion de la dignité humaine. Par conséquent l'on ne saurait parler de bonheur humain tant que les citoyens se font mutuellement du tort et que chacun, ne pouvant renoncer à ses égoïsmes, se présente comme un loup pour les autres. Le régime démocratique est celui de la démesure, celui de l'intempérance, de la démagogie et de l'hypocrisie. Alfred Sauvy disait alors : « *la démocratie ne consiste pas à s'unir mais à savoir se diviser. L'unanimité, le plein accord est un mauvais signe* »[191] Avec la démocratie, c'est une illusion d'unité, car chacun n'accorde de l'importance qu'à son avantage privé. Si l'Etat est un corps, c'est un corps dont les membres sont, soit fractionnés et fragilisés, soit asphyxiés. Cet antagonisme permanent instaure des affrontements interpersonnels. La démocratie athénienne a connu à plusieurs reprises des

[190] Hobbes, Thomas, *Léviathan, Traité de la matière, de la forme et du pouvoir de la république ecclésiastique et civile*, première partie : de l'homme, chap. X : Du pouvoir, de la valeur, de la dignité, de l'honneur et de la compétence, Traduction originale de M. Philippe Folliot, Professeur de philosophie au lycée Ango, Dieppe, Normandie, 2002, p.88

[191] Sauvy, Alfred, *La Tragédie du pouvoir, Quel avenir politique pour la France*, Paris, Calmann-Lévy, 1978.

renversements à cause des velléités égoïstes de certains individus. Il apparait que la démocratie était meilleure dans sa forme, mais elle présentait des maux et des faiblesses dans son fonctionnement. Elle éliminait le concept de peuple ou de corps politique à cause des factions et des fractures permanentes qu'elle engendrait. On comprend pourquoi Max Stirner ironisait :

> *Qui est cette personne que vous nommez « tous » ? — C'est la « Société » ! — A-t-elle donc un corps ? — Nous sommes son corps. — Vous ? Allons donc ! Vous n'êtes pas un corps ; toi, tu as un corps, et toi aussi, et ce troisième là-bas également ; mais vous tous ensemble vous êtes des corps, et non un corps. Par conséquent, la Société, en admettant que ce soit quelqu'un, aurait bien des corps à son service, mais non pas un corps unique, lui appartenant en propre. Comme la « Nation » des politiciens, elle n'est qu'un Esprit, un fantôme, et son corps n'est qu'une apparence.*[192]

V.I.4. LA DÉMOCRATIE COMME FONDEMENT DE LA MÉDIOCRITÉ

Au nom des libertés démocratiques, les fonctions publiques étaient assurées par certains citoyens, mais aucun code pour encadrer l'attribution des fonctions n'était établi. C'est plutôt la force matérielle qui était la condition pour faire partir de la classe dirigeante et faisait perdre de vue la valeur intellectuelle. Bref, les biens matériels étaient la principale condition pour prétendre aux fonctions politiques. Par conséquent, le gouvernement démocratique était celui de la valeur économique et celui de la médiocrité intellectuelle. Car c'étaient les citoyens moyens qui exerçaient le pouvoir. Or, lorsque les fonctions publiques conditionnées par des possessions matérielles, elles se détournent de la dignité humaine et de l'idéal de perfection sociale. L'institution des classes sociales brise l'idéal de cohésion, de concorde et de justice sociale. L'existence des classes sociales ne saurait favoriser l'égalité de droits, la justice et l'équilibre du pouvoir politique. La valorisation des moyens financiers détrône la valeur humaine et légalise les inégalités. En effet, l'économique a ceci de particulier qu'il soumet l'homme et détermine la réalisation de ses projets. A cause de l'importance de l'économie dans la cité, elle devient un atout majeur que les détenteurs usent pour la promotion de leurs images pour séduire et pour influencer les opinions populaires. Les biens matériels et financiers constituent un moyen plus efficace pour dominer et vaincre les personnes. Dans cette démocratie, les fonctions politiques sont exercées non pas par mérite, mais par l'appartenance sociale. Ainsi, le mérite disparait au profit de la médiocrité. Il se forme ainsi une élite politique et administrative qui se maintient au pouvoir et qui a la

[192] Stirner, Max, *L'Unique et sa propriété*, Première partie : l'homme, Les affranchis, Le libéralisme social, Version numérique par Mme Marcelle Bergeron, les classiques des sciences sociales, 2001, p.102.

mainmise sur l'ensemble des affaires publiques. Et puisqu'Aristote proposait une démocratie régie par la classe moyenne, il apparait que pour avoir plus d'influence il fallait consolider le pouvoir économique. C'est pourquoi Platon déclarait :

> *La vérité est que, riche ou pauvre, le malade doit aller frapper à la porte du médecin, et que quiconque a besoin d'un chef doit aller frapper à celle de l'homme qui est capable de commander : ce n'est pas au chef, si vraiment il peut être utile, à prier les gouvernés de se soumettre à son autorité. Ainsi, en comparant les politiques qui gouvernent aujourd'hui aux matelots dont nous parlions tout à l'heure, et ceux qui sont traités par eux d'inutiles et de bavards perdus dans les nuages aux véritables pilotes, tu ne te tromperas pas.* [193]

V.I.5. LA DÉMOCRATIE : LE RÉGIME DE L'INJUSTICE

La structuration et le fonctionnement de la démocratie aristotélicienne établissaient qu'il s'agissait d'un régime politique de la démesure, de la tromperie et de la corruption humaine. La préoccupation essentielle était la sauvegarde de l'avantage économique. Dès lors, les compétitions, les luttes de pouvoir et d'autorité étaient entretenues. Par conséquent, l'amour de la justice était secondaire. La justice comme correction des inégalités était un leurre ; au contraire la démocratie renforçait les inégalités dans la cité parce qu'une seule classe sociale jouissait des privilèges politiques, même celles pour lesquels ces sujets n'étaient pas doués par nature. La démocratie encourageait l'injustice parce les charges politiques ne tenaient pas compte des compétences intellectuelles, mais seulement de la consistance matérielle. Platon disait : « *Les actions injustes, disent-ils, sont plus profitables que les justes dans l'ensemble, et ils consentent aisément à proclamer les méchants heureux et à les honorer, quand ils sont riches ou disposent de quelque puissance* »[194] Ainsi, la démocratie encourageait les injustices et les fonctions frauduleuses. Dès lors, ce furent les forces économiques qui conditionnaient le jeu politique tandis que le mérite était moins considéré. À cause des considérations matérielles ou de classe sociale, les citoyens moins qualifiés étaient honorés et jouissaient des privilèges politiques, tandis que ceux qui étaient doués ou qui étaient plus riches étaient désavantagés. L'égalité de droit et les libertés civiles étaient brisées ainsi que le respect de la valeur intellectuelle. Or, l'ordre naturel démontre que le plus fort doit commander le faible. Par conséquent, les hommes éclairés devraient présider aux destinées de l'Etat et non l'inverse. Mais dans la démocratie d'Aristote, on ne faisait aucun cas des aptitudes politiques, mais la consistance économique était la seule condition

[193] *op.cit*. 488b – 490b.
[194] *Ibidem*. 364a – 365a

pour la participation aux affaires publiques. En effet, nous pouvons reconnaître que la classe moyenne exerçait la totalité du pouvoir politique. C'est pourquoi le régime démocratique aristotélicien présentait plus de danger. Son apparente bonté voilait ses défaillances qui menaçaient la vie et la survie de la cité. Si la démocratie est le régime politique de l'égalité de tous les citoyens, celle d'Aristote ne compromettait-elle pas l'idée de souveraineté du peuple ?

V.I.6. LA PROBLÉMATIQUE DE LA SOUVERAINETÉ

L'idée de souveraineté dans la démocratie aristotélicienne ne fait pas allusion à l'ensemble du peuple. Cette souveraineté était incarnée par la classe moyenne. Puisque les riches et les pauvres formaient des classes minoritaires sans une grande influence dans les délibérations politiques, elles n'avaient aucun impact véritable dans la prise des décisions. Il en ressort que l'idée de souveraineté n'incluait pas ces deux classes minoritaires. C'est la classe moyenne qui détenait la souveraineté et non l'ensemble du peuple. En effet, la souveraineté se trouvait dans le plus grand nombre car, Aristote déclarait : « *Il n'y a de démocratie réelle que là où les hommes libres, mais pauvres, forment la majorité et sont souverains. Il n'y a d'oligarchie que là où les riches et les nobles, en petit nombre, possèdent la souveraineté* »[195]. Seulement une telle souveraineté qui ne reposait pas sur la totalité du peuple était tout simplement légale mais pas légitime. En d'autres termes, c'est la loi qui établissait cette souveraineté. Elle était légale parce qu'elle tenait sur le plus grand nombre. Or, la majorité n'est pas toujours raisonnable. Il apparait néanmoins que des citoyens de la classe sociale moyenne déterminaient l'autorité administrative et les choix politiques. À cause des moyens économiques dont ils disposaient, les citoyens de la moyenne classe avaient une ascendance sur les pauvres et les riches. Cette différence de statut corrompait les choix politiques. Dans un tel contexte, les citoyens ne délibéraient plus par la raison, mais par obligation et même par des préjugés liés aux considérations matérielles. Or la souveraineté légitime devait provenir de tout le peuple. Celle-ci devait garantir des délibérations rationnelles indispensables à une action politique juste. La souveraineté attribuée à la classe moyenne n'était pas profitable à l'ensemble de la cité. C'est pourquoi Platon, à travers son maître Socrate disait :

> *Lorsque la cité convoque une assemblée pour choisir des médecins, des constructeurs de navires ou quelque autre espèce d'artisans, ce n'est pas, n'est-ce pas, l'homme habile à parler que l'on consultera ; car il est clair*

[195] *op.cit*. Livre VI, chap. III.

> *que, dans chacun de ces choix, c'est l'homme de métier le plus habile qu'il faut prendre. Ce n'est pas lui non plus que l'on consultera, s'il s'agit de construire des remparts ou d'installer des ports ou des arsenaux, mais bien les architectes.*[196]

Nous pouvons dire que toutes ces pratiques altéraient la pertinence de la démocratie ; les pratiques démocratiques ne facilitaient pas une participation équitable des citoyens dans les affaires publiques. Or, il était convenable que les choix politiques fussent opérés par l'ensemble des citoyens. Il devenait injuste et même dangereux de confier le devenir de la cité à une seule classe sociale parce qu'elle pouvait choisir selon les convictions de classe et non selon la droite raison. Ainsi, la véritable souveraineté ne saurait être du côté de la seule classe moyenne. En fin de compte, la souveraineté repose sur la totalité des citoyens ; elle ne se trouve pas du côté d'une classe, mais elle est garantie par l'ensemble du peuple, elle est la manifestation de la liberté individuelle et collective. Cependant, lorsqu'on s'en tient à la simple souveraineté décidée par les contingences politiques, on s'oriente vers la médiocrité politique. C'est pourquoi la problématique de la souveraineté impacte la vie politique et son devenir parce qu'elle détermine l'action politique de l'instant présent et future. Si la souveraineté est exercée par l'ensemble du peuple et en plus par des individus éclairés, celle-ci sera qualitativement bonne et profitable à tous. Il s'agira d'une souveraineté positive, celle qui recherche le progrès de la cité et qui accomplit le bonheur des citoyens. L'organisation et le fonctionnement des démocraties populaires donnent le sentiment d'une lutte d'intérêts des particuliers ; ces démocraties recherchent la satisfaction des convictions de classes et des besoins de quelques citoyens au détriment de l'intérêt général. De telles dispositions sont préjudiciables à l'expression d'une véritable souveraineté. Car, les citoyens plus influent, par la force économique ou sociale, imposent leur idéologie et s'imposent au peuple démuni. C'est ce qui favorise les corruptions, les trafics d'influence, les rivalités et les guerres. Toutes ces analyses démontrent que la démocratie d'Aristote n'était pas le meilleur régime politique parce qu'elle n'était pas au service des citoyens, mais de la cité parce qu'il était question de préserver l'intégrité de la cité. En définitive, le principe de la souveraineté démocratique a été à l'origine des faiblesses politiques parce que c'est l'avoir qui déterminait l'appartenance à la classe moyenne qui exerçait la véritable action politique.

---

[196] Platon, *Gorgias ou sur la Rhétorique*, Traduction, notice et notes d'Emile Chambry, Editions Garnier – Flammarion, Paris, 1967, p.35.

V.I.7. LA DÉMOCRATIE ET LE RENFORCEMENT DES CLASSES SOCIALES

La démocratie que proposait Aristote établissait des discriminations entre les classes sociales parce qu'elle affaiblissait l'influence politique des riches et des pauvres. Tout au moins, l'implication et l'influence de ces deux classes minoritaires étaient réduites. Les considérations matérielles déterminaient le rôle à jouer dans les affaires publiques. Cette discrimination politique diluait la pertinence de la démocratie aristotélicienne. Elle ne saurait se justifier d'autant plus qu'Aristote affirmait la nécessité de soumettre tous les citoyens à une même éducation. Celle-ci transmettait aux citoyens les mêmes valeurs, les mêmes objectifs et les mêmes pratiques. Si toute la cité était soumise à une même éducation, il n'était plus indiqué de conditionner la participation des citoyens au seul motif économique. Par ailleurs, Aristote pensait que ceux qui ne jouissaient pas du statut de citoyen ne devaient pas se mêler de politique. Les femmes par exemple ne devaient pas être impliquées dans la vie publique. Elles devaient s'occuper de leurs foyers ou des travaux secondaires. Cette idée a été reprise par Aristote qui pensait que la femme ne devait pas prendre part aux délibérations publiques. À côté des femmes se trouvaient des vieillards qui perdaient le statut de citoyen. Aristote affirmait leur incapacité à participer efficacement dans la politique. Autrement dit, la cité sanctionnait ses héros d'hier à cause de leur âge avancé. Cette démocratie aristotélicienne reposait sur une minorité de citoyens parce qu'elle excluait les femmes et les hommes âgés. Ces considérations culturelles instituaient des discriminations humaines et elles ont fragilisé les constructions politiques d'Aristote. Cette démocratie était un régime d'exclusion, une démocratie restrictive qui attribuait des droits à certains individus, mais des droits qui étaient effectifs pour une certaine durée. De plus, Aristote condamnait l'idée de citoyen par adoption ou de citoyen naturalisé. Il pensait qu'un citoyen naturalisé ne pouvait pas défendre loyalement la cité parce qu'ils étaient des intrus moins patriotes et prompts à trahir leur terre d'accueil. Ces observations démontrent que la démocratie aristotélicienne était traditionnelle parce qu'elle reposait sur des considérations traditionnelles qui excluaient les femmes, les vieillards et une certaine tranche des jeunes de la vie politique. Ce régime démocratique instituait des injustices qui auraient poussé les exclus à revendiquer plus de considération. Les classes minoritaires qui avaient une faible influence et celles qui ne jouissent pas du statut de citoyens pourraient provoquer des séditions et des luttes pour revendiquer leur implication dans la vie publique. Aristote réduisait le statut du citoyen en ces termes :

> *Il faut évidemment se demander tout d'abord ce que c'est que le citoyen, […] question souvent controversée et sur laquelle les avis sont loin d'être*

> *unanimes, tel étant citoyen pour la démocratie, qui cesse souvent de l'être pour un Etat oligarchique [...] On n'est pas citoyen par le fait seul du domicile; car le domicile appartient encore aux étrangers domiciliés et aux esclaves.*[197]

Aristote attribuait le statut de citoyen aux hommes dont les parents furent grecs et qui étaient capables de porter les armes pour la défense de la cité et à ceux qui siégeaient à l'assemblée pour voter les lois. Cette réduction de l'identité de citoyen était culturelle et non politique. Dès lors, Aristote transférait les considérations traditionnelles sur le domaine politique, c'est-à-dire que la cité aristotélicienne était calquée sur le schéma culturel. Les femmes, les jeunes et les vieillards étaient exclus de la scène politique. De toute évidence, les pensée d'Aristote ignorait l'apport des femmes, des hommes âgés et des citoyens naturalisés. Or, aucune réalité objective ne démontrait que le sexe féminin était un handicap dans la vie politique. Aucun fait historique ne montrait que la femme avait des aptitudes inférieures à celles des hommes à cause de son sexe. De même aucun fait ne démontrait que les hommes âgés exerçaient une mauvaise influence dans la cité, tout comme la crainte des citoyens naturalisés n'était pas justifiée. Toutes ces pratiques arbitraires ne sauraient consolider la vie de la communauté politique. Au contraire, elles créent progressivement et fermement des résistances de la part de ceux qui subissent des frustrations et des injustices. Le régime démocratique aristotélicien ne favorisait réellement pas l'expression de toutes les sensibilités politiques. Pour tout dire, l'exclusion des femmes, des hommes âgés et des citoyens naturalisés constituait une entrave à la démocratie ; elle n'était plus réellement le régime de la participation de tout le peuple, mais d'une partie du peuple. Cette organisation politique laissait percevoir que les classes exclues n'avaient aucune valeur logique et politique nécessaire pour la gestion des affaires publiques. Ces classes étaient considérées comme celles des êtres inférieurs et impropres aux affaires publiques. Dès lors, la politique devint la réalité exclusive des vrais citoyens, ceux qui défendaient la cité ou qui délibéraient dans l'assemblée. Il s'en suivit que l'assemblée délibérante était ouverte à une minorité d'hommes et non plus à la totalité du peuple. La démocratie d'Aristote était donc, d'une certaine manière, une oligarchie masculine qui vivait en vase clos. On peut retenir de lui cette déclaration :

Nous parlons de démocratie exclusive, parce qu'elle est la propriété des purs citoyens athéniens. La véritable citoyenneté ne s'obtient ni par décret, ni par la résidence. De plus les vieillards perdent le statut de citoyens à cause de leur vieillesse, et les enfants issus de père athéniens uniquement le deviennent après un certain âge et après un rituel réussi. Les femmes, étrangers et les esclaves sont exclus du jeu démocratique. Voilà pourquoi nous avons parlé de démocratie sélective ou exclusive.

[197] *op.cit*. Livre III ; chap. I.

> *Notre définition du citoyen doit donc être modifiée en ce sens […] Donc évidemment, le citoyen, c'est l'individu qui peut avoir à l'assemblée publique et au tribunal voix délibérante, quel que soit d'ailleurs l'État dont il est membre […] Dans le langage usuel, le citoyen est l'individu né d'un père citoyen et d'une mère citoyenne; une seule des deux conditions ne suffirait pas.*[198]

Cette orientation démocratique était discriminatoire, mieux elle était anti-démocratique parce qu'elle excluait certains sujets de la vie politique. Et même, cette exclusion n'offrait pas les bases de l'harmonie et de la cohésion sociopolitique. C'était plutôt une organisation politique qui suscitait des failles, des défaillances et des clivages qui auraient déclenché les conflits, les rivalités et les luttes entre les classes sociales. Le démos d'Aristote ne renvoyait pas à tous les hommes, mais à une certaine catégorie de citoyens. C'était une démocratie oligarchique, celle qui donnait une illusion de droits et une apparente égalité. Si Aristote recherchait une meilleure expression démocratique, son projet ne conduisait pas à la perfection politique. Car, au lieu de produire un régime qui offrait une égalité de droit et de liberté, il proposait plutôt une formation politique dont les discriminations constituaient le fondement. Ainsi, la cité aristotélicienne était fragmentée, morcelée, fragilisée parce que régie par des injustices et des inégalités artificielles construites par l'égoïsme des hommes. En effet, une partie du peuple ne saurait constituer tout le démos. Nous pensons qu'il aurait été préférable pour Aristote de parler de l'oligarchie démocratique parce que ce régime était construit sur des considérations matérielles, traditionnelles et culturelles.

En somme, cette démocratie n'était pas parfaite parce qu'elle annulait l'idée de participation effective de tout le peuple à la gestion des affaires publiques. De ce fait, la pensée aristotélicienne était source de discrimination et de sédition. Car en réalité, les femmes, les étrangers naturalisés et les vieillards étaient exclus de la vie politique. Cette organisation politique légalisait la domination et les inégalités, elle encourageait des conflits et des contestations régulières. Il ne s'agissait pas d'une vie politique collective parce que tous les hommes ne participaient pas équitablement à la vie publique. Nous y trouvons plus de

---

Nous tenons à la définition du citoyen comme purement traditionnelle chez Aristote parce qu'elle la réalité des pratiques de la Grèce antique. C'est la raison pour laquelle nous avons examiné plus haut les pratiques sociopolitiques de la Grèce antique afin de comprendre les conceptions politiques antiques. Ainsi, la pensée aristotélicienne relaie fidèlement la conception que les athéniens avaient du citoyen ; elle n'était purement traditionnelle, en quelque sorte xénophobe, parce qu'on se méfiait toujours des étrangers.

-Le statut des femmes est aussi traditionnel. La femme n'était pour Aristote qu'une maîtresse, et tout au plus, une religieuse. Sa principale tâche consistait à avoir un époux, à s'occuper de son ménage et à veiller aux soins des enfants et de la maison.

-On retrouve explicitement chez ce philosophe l'apologie de l'esclavage. Il le reconnaît et fait de l'esclave un sujet vil qu'il doit devenir un test de maturité des jeunes athéniens. Tuer un esclave est la preuve de la force et de la maturité d'un jeune athénien.

[198] *Ibidem*. Livre III, chap. I.

lacunes, de faiblesses et d'antagonismes qui ne sauraient favoriser une véritable stabilité et cohésion sociale ni l'essor politique. Au lieu de fédérer les différentes forces sociales, la démocratie les divisait, les opposait, mettant les unes au-dessus des autres, privant les unes des assemblées délibérantes et considérant les autres comme les seuls dépositaires du destin politique. La démocratie d'Aristote était un système politique discriminatoire et ségrégationniste. Cependant, construire un régime politique sur des considérations économiques constitue une erreur politique parce que les conflits, l'instabilité et les guerres seront des réalités permanentes dans la cité. C'est aussi la raison pour laquelle la démocratie de la Grèce antique a été instable, elle a été renversée à plusieurs reprises à cause de ces discriminations et des considérations économiques. C'est donc une preuve qui confirme que la démocratie est sujette aux séditions et aux révolutions. Pour certains motifs, les hommes sont prompts à contester, à revendiquer ou à imposer ce qu'ils pensent nécessaire à leur bonheur. Toutes ces formes de gestion ne favorisaient pas l'épanouissement des hommes, ni la cohésion sociale et le progrès de la cité. Dans ce régimes démocratique aristotélicien, les principes d'égalité, de justice, de liberté et de dignité humaine étaient inexistantes parce qu'il s'agissait pour le citoyen de vivre pour la cité et non la cité pour le citoyen.

V.I.8. LA DÉMOCRATIE ET LA CORRUPTION

L'organisation et le fonctionnement du régime politique aristotélicien ne garantissaient pas l'égalité de droits politiques. Ce qui favorisait le trafic d'influence afin d'accéder à un certain statut. L'importance économique qui fut la condition de la responsabilité politique suscitait une certaine domination matérielle que subissaient les deux classes minoritaires. Et lorsqu'une classe est sous-estimée ou méprisée, il s'en suit des contestations qui se résolvent à la condition de réparer le dommage subi. La classe majoritaire tient sa survie grâce aux coalitions de circonstance en vue de maintiendront son hégémonie. Dès lors, les alliances politiques deviennent source de corruption. La classe moyenne a besoin de soutien ou de soutien pour garantir son autorité et pour résister aux influences des riches et aux pressions des pauvres. En effet, la classe moyenne ne saurait être le seul fondement solide sur lequel peut tenir un régime politique. Elle doit consolider sa force en réalisant des alliances qui sont des occasions de persuasion et d'influence corruptrice. C'est ce qui a fait dire à Emile Auguste Chartier que la démocratie ne peut pas s'opposer avec succès à la puissance des riches. D'où cette déclaration :

> *L'effort démocratique est jeune ; il se laisse aisément détourner. On lui fait croire qu'il s'agit d'élire des chefs […] Dans le fait les chefs ne sont pas*

> *élus ; les ministres ne sont pas élus ; un directeur, un inspecteur, n'est pas élu. Qu'un élu, par ses moyens propres, arrive à gouverner ; aussitôt il échappe, par un traité plus ou moins secret avec l'organisation gouvernante, tant publique que privée, qui lui donne boules blanches et mention très bien. Après quoi, tout fier de ce brillant sujet, nous ne demandons qu'à le réélire les yeux fermés. Grande sottise.*[199]

La démocratie d'Aristote était illusoire parce qu'elle était construite et fortifiée par des forces économiques et traditionnelles. Ces analyses révèlent que cette démocratie était construite sur la force matérielle. Le pouvoir économique organisait et déterminait la structuration et le fonctionnement de la cité. Il jouait une double fonction : celle de configuration des classes politiques et celle détermination des principaux acteurs politiques. En d'autres termes, les moyens financiers définissaient l'organisation des principaux groupes populaires d'une part et identifiaient la classe qui exerçait le pouvoir politique d'autre part. Mais une telle disposition pouvait-elle demeurée permanente ? Car, les riches par leur influence affaiblissaient généralement la force politique de la classe moyenne. On s'aperçoit que les représentants du peuple étaient confrontés aux forces économiques ; ils redoutaient et subissaient l'influence des riches. Néanmoins, l'inégale possession des biens économiques affectait nécessairement la vie politique. La possession privée est souvent à l'origine des bouleversements sociaux et politiques parce que les riches influencent la sphère politique. C'est la classe bourgeoise qui s'impose et qui donne des orientations politiques. Ainsi, l'ancien système est souvent conservé et pérennisé. L'une des raisons pour lesquelles Emile Auguste Chartier n'accordait pas de crédit à la démocratie c'est parce qu'il la considérait comme un pouvoir sans le pouvoir. On peut cerner cette idée à travers cette affirmation :

> *Nous voyons partout des gros et des petits. Nous savons ce que peut faire un homme qui a beaucoup d'argent […] Ce pouvoir n'est pas donné par la masse, mais plutôt est subi et reconnu par elle, souvent même acclamé. Et il serait faible de dire qu'un tel pouvoir dépend du peuple et que le peuple peut le donner et le retirer. Dans le fait ces hommes gouvernent. Et de tels hommes sont toujours groupés en factions rivales, qui ont leurs agents subalternes et leurs fidèles sujets.*[200]

À en croire ce philosophe, la démocratie est un régime qui promeut les inégalités et pour lequel la force économique détermine le fonctionnement de la cité. La démocratie donne une illusion de souveraineté parce que le pouvoir réel est détenu par une seule classe sociale. Il y a une interdépendance entre l'économie et la politique, une inter-détermination qui

---

[199] Chartier, Emile Auguste (Alain), *Propos politiques*, Chap. XLIV : Toute manœuvre à plusieurs veut un chef, document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, les classiques des sciences sociales, bibliothèque Paul – Emile Boulet, université du Québec à Chicoutimi, 2003, pp.110-111.
[200] *Ibidem*. pp. 115 – 116.

dévoile une complémentarité indiscutable. La force économique conditionne le pouvoir politique et le pouvoir politique détermine le pouvoir économique. Si le peuple est dépourvu de moyens matériels, il est certain qu'il influence très faiblement la vie politique. De la sorte, le peuple, inconsciemment ou consciemment, participe à la construction des riches parce qu'elle recherche les moyens de survie. Une population pauvre devient la victime qui doit se résigner à son sort et qui se laisse dominer pour sa survie. Sa pauvreté ne lui permet pas de résister aux puissances dominatrices. C'est pourquoi la démocratie d'Aristote n'était pas une garantie pour la sécurité et le bonheur de tous les hommes. Elle était une oligarchie qui détruisait les principes fondamentaux de la démocratie. De manière claire, cette démocratie était une dictature. À cause de cette domination de la classe moyenne sur l'ensemble du peuple, ce régime démocratique se transformait en un instrument de torture, de destruction des individus, d'instrumentalisation des personnes et en un outil d'oppression des minorités. La démocratie devint tout simplement une arme en faveur de la classe dominante. Au lieu de rechercher le bien-être de tous les hommes, ce régime œuvrait à opposer les citoyens et à déstabiliser la cité. Il apparait que cet antagonisme des forces populaires ne favorise pas une réelle expression de la démocratie. C'est la raison pour laquelle Emile Auguste Chartier remettait en cause la pertinence de la démocratie en ces termes :

> *Or, ce qu'il y a de neuf dans la politique, ce que l'on désigne du nom de démocratie, c'est l'organisation de la résistance contre ces redoutables pouvoirs. Et, comme on ne peut assembler tout le peuple pour décider si les pouvoirs abusent ou non, cette résistance concertée se fait par représentants élus […] Le propre des assemblées délibérantes, c'est qu'elles ne peuvent se substituer aux pouvoirs, ni choisir les pouvoirs, mais qu'elles peuvent refuser obéissance au nom du peuple.*[201]

Nous retenons de tous ces arguments que la démocratie d'Aristote n'était pas le meilleur régime politique. Elle favorisait des affrontements politiques et des discriminations. Elle renforçait la domination des forts sur les faibles ou des riches sur les prolétaires. Car, les moyens économiques étaient le critère d'appartenance à la classe majoritaire qui exerçait le pouvoir politique. Or, il est établi que c'est la force économique qui forge l'image des hommes politiques, porte les projets sociaux, détermine l'idéologie et les moyens de gestion de la cité. On devrait dire que le jeu démocratique n'est qu'un renforcement de la domination des forts. Les puissants s'imposent dans la cité et produisent des dirigeants politiques ; ils définissent les centres d'intérêt, les thèmes à débattre ou les questions dites d'intérêt général, parce qu'ils ont au préalable des réponses qu'ils imposent au peuple limité et même ignorant.

[201] *Idem*. p. 116.

La démocratie laisse donc l'image d'un système politique de simple domination des masses. De ce fait, le système démocratique devient désavantageux aux masses populaires qu'elle prétend servir. Le changement recherché ne profite pas à tous, mais à une minorité. Or, le meilleur régime doit se préoccuper de tous et solliciter les aptitudes diversifiées de tout le peuple. Il doit œuvrer à la fusion des forces sociales afin d'éviter les divisions, les luttes et toute inclination égoïste et égocentrique.

En somme, nos analyses établissent que le régime démocratique que défendait Aristote ne saurait réaliser le bonheur des hommes parce qu'il était fondé sur les divisions sociales et les moyens économiques. Nous pouvons conclure que l'approche aristotélicienne n'a pas donné de meilleures caractéristiques d'un meilleur régime politique. Les insuffisances relevées dans ce système démocratique ne nous permettent pas de le considérer comme le meilleur de tous. Car, la concorde et l'épanouissement des citoyens sont indispensables pour prétendre évoquer l'idée de meilleur régime. Platon disait à ce propos :

> *Disons donc que l'action politique est arrivée à sa légitime fin, qui est d'entrelacer un solide tissu, et de croiser les caractères forts avec les modérés, lorsque l'art royal, en unissant ces hommes divers en une vie commune par les liens de la concorde et de l'amitié, en accomplissant le plus magnifique et le meilleur des tissus, de manière à former un tout, en embrassant à la fois tout ce qu'il y a dans les États d'esclaves et d'hommes libres, enserre tout dans ses mailles, et sans rien négliger de ce qui peut contribuer à la prospérité de l'État, commande et gouverne.*[202]

En définitive, l'examen des régimes politiques précédents a révélé qu'aucun ne pouvait être considéré comme étant absolument le meilleur. Chaque régime politique était l'émanation d'une idéologie précise. Les constructions politiques d'Aristote n'ont pu conduire à la satisfaction de tous. Elles ont été remises en question parce qu'elles ne parvenaient pas à procurer à toute la cité l'égalité politique, civique et l'égal bonheur. La problématique du meilleur régime politique demeure irrésolue : les peuples et les Etats après Aristote étaient restés plongés dans la recherche de la meilleure expression politique pour assurer la sécurité, le bonheur, la cohésion et la stabilité sociopolitiques. Ainsi, l'antiquité ne fut pas la seule époque qui s'était préoccupée de la meilleure organisation politique. Peut-on alors espérer que la période médiévale ait pu identifier le meilleur régime politique ? Les Etats médiévaux ont-ils obtenu plus de droits et de liberté que l'antiquité ?

[202] *op.cit*. p.110.

CONCLUSION DU CHAPITRE

Après une analyse critique de l'aristocratie et de la démocratie, il apparaît qu'aucun de ces régimes politiques ne peut être considéré comme étant le meilleur de tous. Car l'un et l'autre favorisaient des divisions sociales et des discriminations qui étaient source de conflits, de luttes, de dominations, de déstabilisations et de misère sociale. Qu'il s'agisse de l'aristocratie ou de la démocratie, on retrouve toujours des inégalités et la privation des libertés qui ne favorisaient pas la considération de tous les hommes. Le premier régime donnait la prééminence aux technocrates en ignorant la foule, tandis que le second privilégiait la classe économique moyenne en minimisant les classes minoritaires bourgeoise et prolétarienne. Dès lors, l'idée même de souveraineté devint une illusion. De plus, le mérite intellectuel était valorisé dans l'aristocratie tandis que l'économique avait plus de considération dans la démocratie. Ces arguments ont démonté que chaque régime politique présentait des défaillances et des faiblesses et aucun ne peut être considéré comme étant le meilleur régime politique.

En effet, le meilleur régime doit offrir aux citoyens les meilleures conditions de vie. Ce meilleur permet aux citoyens de jouir d'une vie sociale digne et louable sans avoir à subir des préjudices politiques, économiques ou moraux. Il doit faire de chaque citoyen un acteur digne et valeureux à la gestion des affaires publiques. Il s'est avéré que l'aristocratie et la démocratie n'ont pas donné de meilleurs critères pour favoriser l'épanouissement de l'ensemble du corps politique. Au contraire, on y retrouvait de nombreuses discriminations qui furent à l'origine des antagonismes et des luttes dans la cité ; elles promouvaient des considérations partisanes et socioculturelles. L'aristocratie et la démocratie s'appuyaient chacune sur une classe sociale au détriment des autres. De même, chacune attribuait la souveraineté à une classe de citoyens au détriment d'autres. Par conséquent, la gouvernance revenait à une classe politique spécifique. Aristote pensait à cet effet : « *il est juste que la multitude ait un plus large pouvoir; car c'est elle qui forme et le peuple et le sénat et le tribunal. Le cens possédé par cette masse entière dépasse celui que possèdent individuellement, et dans leur minorité, tous ceux qui remplissent les fonctions éminentes.* »[203]

Jusque-là, la réalité du bonheur humain n'a été qu'une chimère. Car, non seulement la réalisation de ces théories était difficile, mais aussi elles engendraient plus de conflits, de désordre et de désaccords entre les citoyens. L'aristocratie et la démocratie n'ont pas offert

[203] *op.cit*. Livre IV ; Chap. VI.

des meilleures conditions pour le bien-être des hommes. Chaque régime politique accordait la prééminence à une classe sociale qui dominait et exploitait d'autres. Dans l'aristocratie ce sont les sages qui déterminent le jeu politique et dans la démocratie c'est la classe moyenne qui nourrit la cité. Chacune de ces classes jouissait de l'exclusivité du pouvoir et déterminait la vie politique. C'est la raison pour laquelle nous avons réduit toutes ces formes politiques à une dénomination presque commune : l'aristocratie ou l'oligarchie.

Cependant, cette difficulté à trouver le meilleur régime politique dans l'antiquité n'a pas refroidi les velléités des hommes à rechercher un cadre politique qui garantisse leur bien-être. Les préoccupations politiques de l'antiquité vont influencer la suite de l'histoire humaine. La période médiévale prenait en charge la même problématique parce que les hommes subissaient toujours les dominations politiques, économiques, idéologiques, technoscientifiques et culturelles. Ces menaces à la vie des hommes maintenaient constante la réflexion pour le meilleur régime politique. Dès lors, l'examen des régimes politiques médiévaux est indispensable afin d'identifier celui qui était considéré comme le meilleur pour la réalisation du bonheur des hommes. Faut-il penser que cette période avait pu identifier la meilleure forme politique ? La réflexion politique du moyen-âge a-t-elle pu construire un régime politique qui serait considéré comme le meilleur de tous les temps ? Il s'agit d'examiner si l'évolution politique pendant le moyen-âge a pu rompre avec l'idéologie de la domination et de l'exploitation politique pour un régime politique qui fut absolument meilleur et indiqué pour tous les États et qui était ce qu'Aristote qualifiait d'association politique vertueuse :

> *Mais l'association politique a pour objet non pas seulement l'existence matérielle des associés, mais leur bonheur et leur vertu […] L'association politique n'a point non plus pour objet unique l'alliance offensive et défensive entre les individus, ni leurs relations mutuelles, ni les services qu'ils peuvent se rendre […] il est clair que la vertu est le premier soin d'un État qui mérite vraiment ce titre et qui n'est pas un Etat seulement de nom.*[204]

[204] *Ibidem*. Livre III : De l'Etat et du citoyen. – Théorie des gouvernements et de la souveraineté. – De la royauté. Chap. V. Division des gouvernements : gouvernements purs, royauté, aristocratie, république ; gouvernements corrompus, tyrannie, oligarchie, démagogie. – Les objections faites contre cette division générale ne reposent que sur des hypothèses, et non sur des faits. – Dissentiment des riches et des pauvres sur la justice et le droit politique ; les uns et les autres ne voient qu'une partie de la vérité ; notion exacte et essentielle de la cité et de l'association politique, qui ont surtout en vue la vertu et le bonheur des associés, et non pas seulement la vie commune. Solution générale du litige entre la richesse et la pauvreté.

CHAPITRE VI : LE MOYEN-ÂGE ET LA VOLONTÉ DE RÉALISATION DU MEILLEUR RÉGIME POLITIQUE

La révolution chrétienne au moyen-âge avait introduit une vision nouvelle, des pratiques différentes, une pensée et une culture novatrices. Les représentations culturelles, spirituelles ont impacté les conceptions politiques et idéologiques. De sorte que la période médiévale se caractérisa par l'emprise de la théologie sur le rationnel ou l'ascendance de la foi sur la raison critique prônée dans l'antiquité grecque. Par conséquent, la problématique du meilleur régime politique a été influencée par des considérations religieuses ou théologiques. C'est pourquoi les conceptions sociopolitiques et idéologiques de l'antiquité grecque ont été supplantées par la nouvelle culture religieuse dont l'influence fut indiscutablement frappante et prépondérante. C'est ce qui a motivé plusieurs penseurs laïcs et chrétiens à élaborer des théories dont la finalité était d'aider les cités à réaliser l'idéal politique tant recherché. Toutefois, l'organisation sociale et les conjectures politiques tendaient à fortifier un modèle politique à l'image du paradis chrétien. En effet, la préoccupation essentielle était d'arrimer les caractères de l'organisation sociale et des pratiques politiques aux normes et aux principes des écrits sacrés afin de réaliser l'idéal divin en l'homme et dans la cité.

La période médiévale marquait ainsi une rupture avec l'antiquité sur les domaines de la pensée, de l'organisation sociale, du pouvoir politique, des croyances populaires, de la culture et de l'idéologie. De manière spécifique, le moyen-âge donnait une orientation nouvelle à la politique parce que cette période, dominée par la pensée religieuse ou chrétienne, préconisait construire les cités humaines selon le modèle biblique[205]. En d'autres termes, les écrits sacrés furent le levier et le vivier de l'organisation des structures sociopolitiques, de l'établissement des principes et des valeurs qui devaient s'imposer à tous. Il s'en suit que les fondements et la finalité du pouvoir politique différaient de ce que les

[205] L'un des principes cardinaux de la pensée chrétienne était le "*solascriptura*" autrement dit, la bible est une autorité absolue à laquelle tous les hommes doivent se soumettre. Autrement dit, seuls les écrits sacrés sont dignes de confiances et doivent être l'unique source et motivation des actions est des réalisations des hommes. L'homme, considéré comme un être déchu et corrompu, ne pouvait par lui-même avoir une conduite digne, ni produire une œuvre saine ; c'est la parole révélée seule qui conduit les hommes obéissants à incarner le caractère divin et à produire une société pacifique. Ainsi, le pouvoir politique lui-même devait s'arrimer à l'idéal divin pour rendre effectif le bonheur des humains.

penseurs politiques de l'antiquité ont conjecturé. Période dominée par l'influence et la prépondérance de la théologie sur tous les aspects, le domaine politique fut naturellement l'un des aspects de déploiement des principes sacrés. Le moyen-âge se définissait comme l'âge religieux dont le principe était la soumission de l'homme à Dieu. Dès lors, l'organisation politique devait être produite selon la parole révélée afin que le fonctionnement quotidien fût conforme aux normes et valeurs divines. De l'anthropocentrisme prôné dans l'antiquité grecque, on accédait au théocentrisme médiéval où le pouvoir politique, soumis au divin et ordonné par la transcendance divine, avait connu un réaménagement et une réorganisation essentielle faisant de l'homme le simple agent de réalisation des valeurs, des principes et de la volonté immuable, intelligible et parfaite de l'Etre Souverain. Par conséquent, l'influence des pères de l'église fut grande et c'est la raison pour laquelle ils furent intégrés dans l'organisation et le déploiement du pouvoir politique. La fusion du pouvoir temporel au pouvoir spirituel implémentait une nouvelle vision de l'homme, de l'organisation sociale, de la fonction et de la finalité politique.

Dès lors, la problématique du meilleur régime semblait trouver sa résolution définitive et ultime dans la réforme religieuse parce que les hommes devaient tout simplement accepter l'institution du paradis divin dans la cité humaine comme le préconisait le clergé. En d'autres termes, le meilleur régime politique ne provenait plus de l'homme, mais du Dieu parfait qui seul, devait inspirer aux hommes de l'organisation et du fonctionnement de la cité parfaite. Peut-on alors affirmer que le moyen-âge a pu réaliser le meilleur régime politique ? Autrement dit, la cité idéale et vertueuse a-t-elle été réalisée au moyen-âge ? Peut-on véritablement penser que le régime politique médiéval fut le meilleur dans l'absolu ? Dès lors, quelle a été l'organisation et le déploiement du pouvoir politique pendant cette période de l'histoire politique ?

Si l'antiquité grecque a été fondamentalement différente en idéologie, en thématique et en modèle politique du moyen-âge, cela nécessite une compréhension de l'organisation sociale et des différents mouvements sociaux qui ont caractérisé cette époque chrétienne. Si notre investigation se préoccupe prioritairement du pouvoir politique, il est question d'examiner ce qui constituait l'idéal politique moyenâgeux. Y'avait-il la problématique du meilleur régime politique comme ce fut le cas dans l'antiquité et quelles furent les solutions qui ont été préconisées ? Si la transcendance divine était l'unique valeur ordonnatrice et organisatrice des pratiques, des principes et des structures humaines, peut-on penser que le moyen-âge a pu réaliser le meilleur régime politique de l'histoire humaine ? Il nous revient

d'analyser la vie politique de cette époque pour établir ses spécificités, pour comprendre son fonctionnement politique et surtout, pour répondre aux interrogations fondées sur le meilleur régime politique. Le présent chapitre nous permet d'analyser le déploiement politique au moyen-âge pour identifier ce qui a constitué sa réponse à la constante préoccupation de la sécurité et du bonheur de l'homme.

I- LA PRATIQUE POLITIQUE AU MOYEN-ÂGE

Le moyen-âge a connu une vision et une organisation politiques différentes de l'antiquité. C'est une période qui s'étend de la fin du Ve siècle à la fin du XVe siècle. En d'autres termes, la période médiévale débute avec le déclin de l'empire romain d'occident en 476 et s'achève avec la renaissance en 1492 avec les grandes découvertes. Cette période se caractérisait par l'influence et l'emprise avérée de la vision chrétienne dans tous les domaines de la vie de l'ordre sociale et politique. L'expansion rapide et significative de la religion chrétienne supplantait les considérations et les paradigmes de l'antiquité pour imposer et exalter un idéal nouveau : l'idéal divin. Le christianisme se présentait péremptoirement comme le fidèle serviteur des hommes, le seul moyen de communication des valeurs transcendantes et l'unique moyen de réalisation de la meilleure organisation politique pour rendre effectif et pérenniser le bonheur des hommes. Marcel Prélot disait alors :

> *Quels que soient les germes que l'antiquité recèle, ils apparaissent comme pauvres par rapport aux fruits du christianisme. Avec celui-ci un nouveau climat spirituel est introduit ; on se trouve dans une autre ambiance ; un esprit différent se manifeste […] Le christianisme fait appel à l'amour qui établit dès ici-bas le règne de Dieu. Il implique un renouvellement, un changement de vie par la prière, par la chasteté, la sobriété qui préparent l'union à Dieu.*[206]

La période médiévale n'obéissait plus à la simple rationalité humaine, mais se soumettait à l'ordre transcendant pour retrouver la stature parfaite de Dieu dans la vie individuelle, dans les pratiques collectives, dans les rapports interpersonnels et institutionnels. Cette renaissance humaine impliquait inéluctablement un renouvellement des cadres sociaux et politiques pour réaliser la vision théologique de la communauté. La prééminence de la foi donnait une vision différente de l'homme et de la cité parce que le principe normatif n'était plus l'homme mais Dieu. Cette influence religieuse ou chrétienne impacta tous les domaines de la vie des sociopolitique. Sur le plan strictement politique, quatre éléments caractérisaient le moyen-âge.

---

[206] Prélot, Marcel., Lescuyer, Georges, *Histoire des Idées politiques*, *op.cit*., chap. VIII, la révolution chrétienne, 68, Les éléments de rupture, p.163.

I.1. LES CARACTERISTIQUES POLITIQUES DU MOYEN-ÂGE

La vie politique médiévale était fondamentalement sous l'emprise du christianisme rampant dont l'objectif était la transformation radicale de la cité et de l'homme. Si l'idéal de rédemption humaine était mis en avant-garde, il n'en demeure pas moins vrai que l'organisation et le déploiement politiques constituaient des terrains de réalisation de ces idées nouvelles. Par conséquent, les nouveaux acteurs politiques devaient accomplir les desseins divins longtemps compromis par les égoïsmes, l'ignorance et l'imperfection naturelle des hommes. Dès lors, on assistait à une nouvelle reconfiguration de la cité et à l'institution de nouvelles valeurs, de nouveaux principes et à la mise en marche d'un nouvel idéal individuel et collectif. En effet, la vie individuelle et collective s'organisait et se déterminait selon les principes des saintes écritures, en tant que volonté pure et parfaite de l'Etre suprême pour la restauration du paradis perdu. C'est ce que Jean-Michel Lambin affirmait lorsqu'il dit : « *Pour les hommes du moyen-âge, l'église est le lieu le plus important du village ou de la ville* »[207]L'importance de l'adoration se manifestait dans les représentations sociales, les relations interpersonnelles, les institutions sociales, les pratiques quotidiennes et les valeurs. Dès lors, le pouvoir politique était considéré comme venant de Dieu pour, non seulement une vie individuelle et collective harmonieuse, mais surtout pour conduire chaque citoyen à la vie éternelle. La cité humaine devait reflétait la cité céleste dans son organisation et son fonctionnement. C'est ce qui justifiait la première caractéristique de la vie sociale au moyen-âge :

I.1.1. LE MORCELLEMENT DE L'AUTORITÉ POLITIQUE

Le pouvoir politique ne devait plus s'exercer avec passion et égoïsme. Et pour cela, l'autorité politique n'était plus exercée, ni par un seul individu, ni par un citoyen quelconque. En effet, s'il était admis que le roi recevait son pouvoir de Dieu à qui il était supposé rendre compte, ce dernier, représentant de Dieu sur terre, devait présenter des qualités morales avérées afin d'accomplir l'idéal de bonheur divin. C'est d'ailleurs ce que souligne Claude Carozzi dans sa préface : « *Détenteur d'un pouvoir d'origine sacré, d'un pouvoir ritualisé, le roi ou l'empereur du moyen-âge chrétien œuvre au salut de son peuple, au côté des prêtres. Il se distingue du tyran dans l'exercice d'une bonne justice, indissociable de cette œuvre*

[207] *op.cit.*, p.78.

salutaire »[208]Le monarque exerçait ainsi un pouvoir sacré pour le bonheur des hommes. Par conséquent, le peuple devait soumission et allégeance inconditionnelle à son roi. Homme sacré, le monarque était chargé de garantir la vertu et le bonheur dont il était le dépositaire.

Toutefois, le roi ne gérait pas seul le pouvoir politique ; il était assisté d'une aristocratie où se mêlaient la classe sénatoriale, l'élite religieuse, les moines, les soldats, les paysans et les artisans. En effet, bien qu'étant le seul à exercer à la fois le pouvoir spirituel et temporel, le clergé était garant du pouvoir religieux et son influence n'était pas négligeable. C'est dans cette perspective qu'Eginhard[209] rapportait le sacre de Charlemagne comme empereur romain d'occident dans la basilique Saint-Pierre de Rome par le pape Léon III le 25 décembre 800. En réalité, l'intronisation du roi par le prélat indiquait l'influence considérable, et même la suprématie du pouvoir spirituel sur le temporel. C'est pourquoi en 813, pour remettre le pouvoir politique au sommet de l'organisation politique, Charlemagne couronna lui-même son fils Louis Le Pieu. Mais quoi qu'on dise, les deux pouvoirs se chevauchaient, de sorte que leur complémentarité était établie afin de réaliser et de garantir un pouvoir politique vertueux. Ainsi, l'autorité politique n'était pas absolue, elle était plutôt hiérarchisée de sorte que chaque maillon contribuait à l'exécution constante du pouvoir politique. Nous pouvons conclure que le moyen-âge est marqué par le recul effectif de la laïcité de l'Etat et de l'autorité laïque de l'Etat. Il s'agissait de toute évidence de l'effondrement de l'Etat laïc en faveur du pouvoir religieux. Marcel Prélot disait à ce sujet : « *La révolution chrétienne change ainsi radicalement le sens des préoccupations politiques. Pour le chrétien, l'existence temporelle n'est que préparation et acheminement. En conséquence, ce qui n'intéresse qu'elle, devient par là même, secondaire. C'est le cas de l'organisation politique* »[210]La préoccupation fondamentale de la grandeur du pouvoir politique est diluée dans la recherche de la manifestation des vertus religieuses en l'homme individuel et dans la cité. Par conséquent l'oubli de soi, l'amour, la tolérance et l'amour des biens éternels que prônaient les évangiles étaient indispensables pour refléter le caractère de Dieu. Ainsi, le régime politique plus ou moins dominant fut la monarchie qui étaient en réalité des théocraties parce qu'elles étaient fondées selon les écrits sacrés. Les monarques, investis par la transcendance étaient sous le pouvoir religieux qu'il était tenu de défendre et de réaliser dans leurs cités.

---

[208] Carozzi, Claude (dir) et Taviani – Carozzi, Huguette, *Le pouvoir au moyen-âge*, préface, Paris, Presse Universitaire de Provence, 2007, p.2.
[209] Eginhard, *Vie de Charlemagne*, traduction et notes Michel Sot et Christiane Veyrard-Cosme (dir), Paris, Les Belles Lettres, 2004
[210] *op.cit*. 71. La révolution chrétienne et le droit constitutionnel, p.168.

Le morcellement du pouvoir se réalise à trois niveaux : premièrement, Dieu est le détenteur du véritable pouvoir et le donne à qui il veut selon sa discrétion. Deuxièmement, le roi, il reçoit le pouvoir de veiller sur la marche de son peuple vers la destinée éternelle. Il recevait une délégation de pouvoir et était contraint de le mener selon les prescriptions divines. Troisièmement enfin, c'est l'individu. Il était reconnu comme participant de la communauté politique terrestre et céleste. Par conséquent, il menait une autodiscipline qui le mettait en harmonie avec son créateur et sa communauté locale. Il s'établissait la notion d'unité de nature et de pouvoir. Une humanité unie par sa nature ontologique, politique et éthique. Mais aussi une unité du pouvoir politique qui devait s'exercer intérieurement comme extérieurement.

I.1.2. UNE SOCIÉTÉ CLOISONNÉE

Les communautés médiévales étaient divisées. Si le roi gérait le pouvoir politique, il existait d'autres classes sociales qui menaient une vie autonome. Les seigneurs exerçaient leur autorité sur des territoires précis et avaient sous leur autorité des ducs, des marquis ou des Comtes. On parle à cet effet de la société féodale ; c'est-à-dire que la société était structurée en fiefs dominés par les seigneurs qui donnaient à leurs vassaux un territoire encore appelé un fief pour assurer leur subsistance et leur protection. Le vassal défendait le château et les intérêts de son seigneur. La classe paysanne, moins nantie, constituait la main d'œuvre pour la production quantitative des biens de consommation ou de commercialisation. Ces derniers ne devaient leur survie qu'à leur entière soumission au maître des lieux. Il existait aussi la classe des soldats. Elle était naturellement chargée de veiller à la sécurité du seigneur et du vassal. En d'autres termes, le château du seigneur devait être à l'abri de l'insécurité, des exactions des mercenaires et de la violence populaire. Ces soldats faisaient partir de la noblesse tout comme les artisans.

De toute évidence, les sociétés féodales étaient structurées sous la forme pyramidale, car tout en haut se trouvait le roi, venaient ensuite les seigneurs, les nobles y compris les évêques et tout en bas se trouvaient les paysans. Une telle structuration de la communauté fit voir la faillite du pouvoir politique propre pour coordonner et réguler tout le corps social. Au contraire, chaque classe avait ses compétences, son influence, son autorité et son fonctionnement. Il était quasiment impossible qu'il y'ait un pouvoir politique qui s'imposait à l'ensemble de la communauté. C'est cette faillite de l'autorité politique qui a fait dire que le moyen-âge était une période des ténèbres politiques. L'âge des ténèbres marquait en effet

l'effondrement des empires grec et romain, le pouvoir politique s'écroulait sous l'envol remarquablement fulgurant de la religion. Jane Jacobs aborde quelques pans de la crise du pouvoir politique dans son ouvrage *Retour à l'âge des ténèbres*[211]. Somme toute, le pouvoir politique a connu un réel affaiblissement, non pas à cause de l'ignorance, mais à cause de l'impact considération des religions chrétiennes et musulmanes pendant cette période. Ainsi, toute l'organisation sociale était dictée par une volonté manifestement nouvelle de se soumettre à l'ordre transcendant pour parvenir au double bonheur terrestre et céleste. Cette vision fut aussi soutenue par la pensée ambiante, celle qui affirmait la totale soumission à l'ordre divin.

I.1.3. LE SYSTÉME DE PENSÉE

La pensée populaire médiévale était fondée sur la foi religieuse. En effet, la soumission à la transcendance divine exigeait une confiance aveugle, une entière obéissance et soumission à la parole révélée. Par conséquent, l'homme s'humiliait et reconnaissait l'omniscience de Dieu, le rationalisme s'étiolait au profit de la prédominance de la révélation. Le christianisme envahissait l'espace public, les domaines politiques, culturels, artistiques, littéraires et même idéologiques. L'incursion du christianisme réduisait au silence les débats purement humains pour concentrer l'attention des hommes sur les moyens d'obtention du salut. Désormais, la recherche du salut exigeait le renoncement aux idées mondaines ; ce qui était mis en avant fut la repentance et la purification.

Cette nouvelle orientation eut un impact significatif sur le pouvoir politique. En effet, il revenait à l'église chrétienne ou à son clergé d'indiquer au peuple ce qui leur était convenable. Ce fut la vision chrétienne qui influença et inspira les représentations individuelles et collectives, elle inspira l'ordre social et l'organisation politique ; elle détermina les relations interpersonnelles et entre les organisations. Le christianisme indiquait la finalité ultime des actes et des organisations politiques : le salut de l'homme. Dès lors, les idées politiques furent inspirées par la théologie. Le pouvoir politique fut absorbé par le sacré, de sorte que le roi fut considéré comme le représentant de Dieu. La période médiévale fut celle du pouvoir religieux, les communautés humaines se déconnectèrent des modèles grecs de l'antiquité. Les hommes de science et des lettres, les poètes et les artisans donnèrent des représentations fondées sur la vision chrétienne.

[211] Jane Jacobs, *Retour à l'âge des ténèbres*, Montréal, Editions du Boréal, 2005.

La réflexion philosophique connut elle aussi l'influence chrétienne. La philosophie fut conquise par les pères de l'église. Les auteurs tels Saint Augustin et Saint Anselme, pour ne citer que ces deux prélats, apportèrent leurs contributions à la pensée politique. Dans son œuvre *La cité de Dieu*[212], Saint Augustin identifie et même oppose deux cités : la cité de Dieu ou cité céleste est constituée des anges restés fidèles à Dieu et qui à la fin des temps regroupe les êtres humains qui ont aimé Dieu. A côté, se trouve la cité terrestre ou cité des hommes, elle est composée des anges devenus des démons et englobe au dernier jour les hommes qui n'ont pas obéi à Dieu. Ces deux cités indiquaient deux sociétés fondées, l'une sur l'amour pour Dieu et pour le prochain, l'autre sur fondée sur l'orgueil et l'égoïsme. Si Saint Augustin établissait que ces deux cités n'étaient pas manifestement et pratiquement antagonistes, il affirmait néanmoins que l'accès à la cité céleste n'est possible que par la grâce. Saint Augustin disait alors : « *L'amour de soi jusqu'au mépris de Dieu, qui fait la cité du monde ; l'amour de Dieu jusqu'au mépris de soi, qui fait la cité de Dieu […] L'amour de soi a divinisé toutes les passions et toutes les erreurs de l'homme ; l'amour de soi est la racine de l'idolâtrie et de la fausse sagesse* »[213]Nous pouvons comprendre que la pensée politique de ce prélat visait à soumettre les hommes à la discipline et à la sagesse divines. Car, selon lui, tout ce qui provient de l'homme naïf est contraire au vrai bonheur, c'est même l'expression de l'égoïsme animal qui, généralement, oppose les hommes et déstabilise la cité. Par conséquent, la vraie cité, ou la cité parfaite est celle dans laquelle l'homme se conduit uniquement et toujours selon les prescriptions de Dieu. Saint Augustin pensait alors que le meilleur pouvoir politique est celui de Dieu lui-même et jamais celui construit par les humains. Car, en tant que êtres déchus et corrompus, tous leurs ouvrages ne seraient qu'une expression de leur égoïsme et de leur orgueil qui sont les racines du mal et du vice.

Saint Thomas d'Aquin montrait plutôt que le gouvernement est une nécessité pour les gouvernés. Il disait alors : « *Le but du gouvernement est celui auquel il conduit la chose gouvernée. Mais ce but ne peut être qu'un bien inhérent à la chose elle-même […] La fin du gouvernement des êtres n'est donc pas un bien extérieur à eux, mais un bien qui se trouve en eux-mêmes* »[214] Ainsi, Saint Thomas d'Aquin pensait que le gouvernement de la cité est pour l'intérêt de l'homme. Cependant, il doit être assuré pour l'intérêt de chaque personne et non

[212] Augustin, Saint, *La cité de Dieu*, Traduction nouvelle par L. Moreau, 3e Edition avec le texte latin, Tome premier, Paris, Chez Jacques Lecoffre et Cie, Librairie, 1854.
[213]*Ibidem*. p. 10
[214] d'Aquin, Saint Thomas, *Somme théologique, Question 103, Le gouvernement du monde en général, Article 2 quel est le but de ce gouvernement du monde ?* Traduite en français et annotée par F. LACHAT, Tome deuxième, Paris, Librairie de Louis Vivès, Editeur, 1855, p.645

pour l'avantage exclusif d'une minorité. En effet, Thomas d'Aquin assignait au gouvernement une téléologie humanisant et hominisant, mais une fin qui ne pouvait être atteinte que si la sagesse humaine se connectait à Dieu et suivait la direction qu'il donnerait. Le gouvernement humain avait un but, celui de réaliser le souverain bien, la pureté de l'homme nécessaire à la stabilité sociale. En somme, le meilleur pouvoir politique était selon Saint Thomas D'Aquin, celui qui permettait à l'homme de mieux s'accomplir dans la pureté. Le pouvoir politique était considéré comme un instrument au service de l'homme et jamais l'inverse. Conduire les hommes vers un meilleur être, un meilleur vivre individuel et collectif et jamais pour assujettir, exploiter ou dominer les hommes.

En définitive, il ressort de la pensée médiévale une emprise réelle et prédominante de l'influence des saintes écritures sur tous les aspects de la vie sociale en général et de la vie politique en particulier. Le pouvoir politique était ordonné et organisé suivant les saintes écritures, de sorte que l'initiative individuelle, la créativité humaine et les convictions personnelles ont été mises en veilleuse, sinon elles ont été exclues pour donner libre cour au déploiement théologique.

Toutefois, il n'est pas superflu de mentionner la montée en puissance et l'influence remarquable de l'islam au Moyen-Orient. Les musulmans alimentaient plusieurs mouvements qui provoquèrent le déploiement de l'islam dans le monde. Fondé par Mohamet, les croyants musulmans qui se disaient provenir d'Abraham, professaient leur foi en Allah. Ils affirmaient que Mohamet était le dernier prophète. La conviction des musulmans était que la paix dépendait de l'établissement des rapports justes entre Dieu et les hommes, d'une part et d'autre part entre les hommes eux-mêmes. Ainsi, l'ordre coranique devait constituer le fondement de tout ordre social. Par conséquent, le musulman pouvait recourir à la force pour défendre sa religion, pour se défendre ou mener des combats dans le chemin de Dieu. C'est cette vision religieuse qui caractérisa les luttes des musulmans parce qu'il était question de conduire des âmes à Allah en luttant contre les hérésies. La partie orientale, l'Espagne, l'Asie et le Maghreb connaissaient alors la percée de l'islam. Les penseurs musulmans à l'exemple d'Averroès sont connus. Entre le VIIe et XIIe siècle, l'islam rayonne et devient l'un des principaux centres de civilisation. L'empire arabe fut de plus en plus fort avec une religion et une langue communes. Les musulmans dominaient le commerce, les tissages de laine, l'artisanat, la médecine, les lettres. Ce qui fit la force des musulmans pour l'expansion de leur

culture pour asseoir leur religion. Noureddine El Aoufi[215] aborde le mouvement expansionnisme de l'islam dans le monde médiéval. La civilisation est l'âme musulmane, elle permettait d'attirer et d'asseoir sa domination. C'est pourquoi Ibn Khaldûn disait : « *Le pouvoir politique fonctionne comme le moteur de la civilisation, le pouvoir et l'Etat sont la forme et la civilisation la matière* »[216]Le modèle musulman était axé sur l'implication et l'intégration de la collectivité, c'est pourquoi l'islam avait des procédés opératoires différents du christianisme. De sorte que Howard Turner déclarait : « *Les artistes et scientifiques musulmans, les princes et les travailleurs ont fabriqué ensemble une culture unique qui a directement et indirectement influencé les sociétés sur les autres continents* »[217]

En définitive, l'émergence du christianisme et de l'islam donna lieu à des pratiques religieuses, politiques et culturelles nouvelles. Sur le plan purement politique, l'église chrétienne était soucieuse de la transformation des organisations politiques en agence de salut des hommes ou tout au moins, de leur conversion et de leur soumission à Dieu tandis que l'ordre musulman était préoccupé à la conquête des peuples en instituant des califats pour maintenir et pérenniser la civilisation musulmane. Mais de toute façon, l'émergence des fondements religieux a systématiquement renversé les modèles et les concepts anciens pour instaurer une vision nouvelle, celles du déploiement de la transcendance divine dans le vécu quotidien et organisationnel des communautés humaines. De la sorte, le pouvoir politique n'était plus l'émanation de l'œuvre humaine, mais plutôt une inspiration divine. C'est le système de pensée des religions prédominantes au moyen-âge qui ont influencé la conception politique et ont participé à la mise en place du pouvoir politique de cette époque. Néanmoins, il apparaît que la religion avait pris de l'ascendance sur la politique, la foi avait supplanté la raison, Dieu avait été priorisé par rapport aux considérations humaines. Le recul et l'affaiblissement du pouvoir politique s'expliquait par la prédominance de l'argument religieux.

I.1.4. L'ÉCONOMIE Á DOMINANCE AGRICOLE

L'économie médiévale reposait en grande partie sur l'agriculture (orge, avoine, blé) réalisée dans les fiefs des vassaux, l'élevage qui fournissait la viande, le lait, la laine et le cuire. Les paysans étaient employés dans des plantations pour garantir aux seigneurs les biens

[215]El Aoufi, Noureddine, *Islam, institutions et développement*, Revue Tiers-Monde, N°212, 2012/4, p.101 à 119
[216] Khaldûn, Ibn, *Histoire des Berbères et des Dynasties musulmanes de l'Afrique septentrionale*, traduction de l'arabe par M. Le Baron de Slane, Tome quatrième, Alger, Imprimerie du gouvernement, 1856, p.612
[217] Turner, Howard, *Science in Medieval islam : an illustrated introduction, Austin*, University of Texas Press, 1997, p.262

de consommation. Cette production était destinée à la consommation locale et rarement ou faiblement à la commercialisation. En effet, l'organisation sociale impactait nécessairement le domaine économique. En d'autres termes, l'économie médiévale épousait la structuration sociale de sorte qu'elle se limitait aux besoins alimentaires locaux. On comprend que la configuration sociale a un impact direct sur l'économie. Nous pouvons aussi dire que l'économie a un impact sur la politique. En d'autres termes, lorsque le domaine économique se développe, il transforme les cadres sociopolitiques et apporte de nouveaux besoins pour lesquels le politique doit absolument trouver des solutions pour garantir l'équilibre social. C'est pourquoi, la vie politique du moyen-âge épousait la réalité économique de cette période. Cette adéquation de la politique à l'économie favorisait l'équilibre social et l'application des valeurs religieuses. Nous pouvons conclure que l'économie traditionnelle pratiquée au moyen-âge était destinée à la consommation locale des populations et de leurs seigneurs. Cependant, les acteurs musulmans en ont fait un outil de conquête des peuples.

II- LA PROBLÉMATIQUE DU MEILLEUR RÉGIME POLITIQUE AU MOYEN-ÂGE

Les analyses effectuées plus haut ont établi que la foi religieuse fut la principale norme qui réglementait la vie individuelle et collective. L'argument religieux avait supplanté toute disposition à faire prévaloir la rationalité. L'homme devait se soumettre à l'autorité ecclésiale en tant que révélatrice de la volonté divine. Par conséquent, le domaine politique considérait le meilleur par rapport à la parole sacrée. Ainsi, si l'une des préoccupations constantes des hommes est l'identification et la réalisation du meilleur gouvernement possible, le moyen-âge affirmait que le meilleur ne pouvait pas être une production humaine ; il était l'œuvre exclusive de Dieu parmi les hommes. Autrement dit, le meilleur gouvernement humain n'était possible qu'à la condition d'accepter l'idéal divin d'abord en chaque personne, ensuite dans les principes de son déploiement et, enfin, dans l'acceptation de sa finalité. Le meilleur gouvernement consistait à parfaire les individus, à réorganiser le pouvoir politique en lui affectant des valeurs transcendantes et en lui assignant la finalité de salut des âmes. Il apparait que l'homme devait s'abandonner à la volonté divine, il devait renoncer à l'initiative privée, aux ambitions personnelles pour intégrer les orientations théologiques. Le pouvoir politique devenait un moyen pour dispenser le salut aux hommes qui devaient cesser de vivre pour eux-mêmes, mais pour Dieu. L'oubli de soi donnait droit à l'éternité.

Le pouvoir politique avait perdu toute son autorité et toute implication humaine. Car Dieu était la source et la finalité. Les hommes devaient vivre, non plus pour s'autodéterminer, mais pour se déterminer selon la volonté divine. Le meilleur gouvernement n'était pas humain, mais divin d'où la forte implication des prêtres dans l'organisation sociale du moyen-âge. Saint Jean Chrysostome patriarche de Constantinople, pensait que le meilleur gouvernement était divin. Pour cela, il affirmait l'obéissance inconditionnelle au pouvoir établi, cette obéissance n'était pas considérée comme une faveur mais était une dette pour éviter la colère de Dieu. Le roi lui-même devait mener une vie de piété : « *Le véritable roi, c'est celui qui commande à la colère, à l'envie, à toutes les passions ; qui assujettit tout aux lois de Dieu* »[218]Cette vision n'était pas opposée aux convictions de Saint Ambroise qui disait un peu plus tôt que l'empereur était dans l'église et non pas au-dessus de celle-ci. Car, ce dernier tenait son pouvoir, non de lui-même, ni du suffrage, encore moins des dispositions héréditaires, mais de Dieu qui faisait délégation de son autorité aux gouvernants. Dieu agissait par des intermédiaires humains pour appliquer et maintenir les droits divins providentiels dans la société. Ainsi compris, le pouvoir politique devait mettre en valeur le droit divin. Le pouvoir politique ne devait être considéré comme une propriété privée, mais comme une mission de faire régner la justice divine chez les citoyens et dans la cité. Les analyses de Saint Augustin de la cité des hommes présentent les maux qui l'accablaient parce qu'elle est motivée et conduite par la concupiscence. C'est pour cette raison qu'il déclarait :

> *Deux amours ont donc bâti deux cités, l'amour de soi jusqu'au mépris de Dieu, la cité de la terre ; l'amour de Dieu jusqu'au mépris de soi, la cité de Dieu. L'une se glorifie en soi, et l'autre dans le Seigneur. L'une demande sa gloire aux hommes ; l'autre met sa gloire la plus chère en Dieu témoin de sa conscience […] Celle-ci nous représente ses citoyens unis dans la charité, serviteurs mutuels les uns des autres, gouvernants titulaires, sujets obéissants. Celle-là dans ses princes, aime sa propre force.*[219]

Par ailleurs, Augustin n'indiquait pas un régime politique qu'il jugeât meilleur. Pour Augustin, le choix du régime était secondaire. Ce qu'il affirmait être primordial c'était la disposition du gouvernement à conduire le peuple dans la justice et l'obéissance à Dieu. Tout gouvernement était considéré vicieux ou meilleur à la seule condition d'une vie éthique et religieuse conforme aux prescriptions divines. Par conséquent, l'Etat qui méconnaissait Dieu était considéré comme corrompu, vicieux, malade et perdu et celui qui était conduit par les principes chrétiens était vertueux. Cette posture augustinienne place l'église au centre, sinon

[218] Chrisostome, Jean, *Œuvres complètes*, sous la direction de M. Jeannin, traduction d'Alexandre Stourdza, Bar-le-Duc, L. Guérin et Cie, éditeurs, 1864
[219] *op.cit.*, Livre XIV, Chap.XXVIII, p.599.

au cœur l'identification et de la transmission des valeurs et principes nécessaires à la discipline individuelle et collective des citoyens. On ne saurait évoquer l'Etat vertueux en dehors de l'église. Nous pouvons retenir de Saint Augustin que le meilleur gouvernement est celui qui se soumet à l'autorité de Dieu de sorte que la vie individuelle et la vie collective sont soumises et guidées par la transcendance divine. Nous pouvons dire qu'avec Augustin, le meilleur devait se vivre dans chaque individualité puis, après par et dans toute la communauté.

Saint thomas d'Aquin avait proposé une vision assez différente de celle augustinienne. En effet, Thomas d'Aquin affirmait l'essence naturelle du pouvoir politique. Mais la source de l'autorité politique est Dieu. C'est pourquoi il affirmait : « *La nécessité naturelle inhérente aux choses déterminées à un seul parti est imprimée en elles par Dieu qui les dirige à leur fin, à la manière de cette nécessité imposée à la flèche par l'archer, et qui la porte vers la cible. Cette impulsion est l'archer, non dans la flèche* »[220]Une fois encore, le pouvoir politique vient de Dieu qui le confie aux hommes pour le bien commun. Saint Thomas d'Aquin distinguait, comme le fit Aristote, trois régimes politiques purs : la monarchie, l'aristocratie et la démocratie. À côté de ces régimes politiques purs, se trouvaient des régimes politiques corrompus : la tyrannie, l'oligarchie et la démagogie. Les régimes purs étaient ceux qui agissaient pour l'intérêt général en tant que finalité de la société. De manière évidente, Thomas d'Aquin valorisait la monarchie pour trois raisons essentielles. La première raison est d'ordre théologique. Pour lui, le pouvoir royal était le modèle que Christ avait légué à son église. La deuxième raison est d'ordre philosophique, puisque l'art imite la nature et que la nature est suspendue à l'unité, alors la société doit suivre le modèle de la nature. En effet, Saint Thomas d'Aquin disait que la supériorité du pouvoir politique était mieux organisée et assurée lorsqu'elle est exercée par une autorité. Enfin, la troisième raison était historique, car le passé prouvait que les provinces et les cités qui n'avaient pas de roi étaient sujettes aux discordes, aux désordres, aux séditions et à la corruption. Il disait alors : « *Lorsqu'on entre*

[220] *op.cit. Question 103, Le gouvernement du monde en général, Article 2, Quel est le but de ce gouvernement du monde ?*, p.645
-Marcel prélot, dans Histoire des idées politiques, op.cit., 95.- l'origine et les formes du pouvoir, p.223, relève le syllogisme de Thomas d'Aquin, pour montrer l'origine divine du pouvoir politique en ces termes:
Majeure : la société est une exigence de la nature de l'homme, être moral, raisonnable, religieux, social
Mineure : pour vivre en société, il faut une autorité supérieure commandant à chaque membre de la société en vue du bien commun
Conclusion : donc l'autorité est une exigence de la nature, car la fin ne peut aller sans moyen.
Majeure : mais toutes les exigences de la nature procèdent de Dieu, son auteur,
Mineure : or l'autorité est une exigence de la nature
Conclusion : donc, l'autorité procède de Dieu

dans une maison bien rangée, on perçoit dans cet ordre même l'idée directrice du maître de maison »[221]

De toute évidence, Saint Thomas d'Aquin avait repris à son compte la pensée d'Aristote. En effet, ce prélat pensait que le meilleur régime politique était une complémentarité et la conjugaison de l'aristocratie, de la monarchie et du gouvernement populaire. Il s'agissait d'un régime mixte car le peuple participe aux affaires publiques d'une part, et, d'autre part, l'unité et la cohésion populaire nécessitaient la valorisation du mérite aristocratique, de la liberté politique et de l'égalité civile qui sont les caractéristiques de la démocratie. Le meilleur régime politique préconisé par Thomas d'Aquin était possible à la condition de l'obéissance totale des citoyens aux directives divines réalisées par le régime aristocratique-monarchique-démocratique. Ce prélat pensait que le meilleur régime politique fut une réalité pratique à la seule condition qu'il soit articulé suivant les principes et les valeurs chrétiens. Cette disposition invitait les citoyens et les monarques à se mettre à l'école de Dieu afin de recevoir, d'incarner et de vivre intégralement et quotidiennement les valeurs divines transmises par l'église chrétienne. Le pouvoir politique ainsi conçu n'est plus fait et géré par des convictions humaines, il échappe désormais aux conjectures humaines pour incarner l'unique volonté divine. En effet, le pouvoir de la raison humaine s'efface et s'humilie devant le pouvoir divin dont l'église chrétienne en est le dépositaire. En tout état de cause, le meilleur ne provient pas de l'homme, être corrompu et égoïste, mais il est l'œuvre de Dieu en l'homme et en la société qui se plie à sa souveraineté. C'est cette vision qui a donné naissance et l'ampleur au sacerdotalisme.

II.1. L'ÉMERGENCE DU SACERDOTALISME

C'est la tendance chrétienne qui exalte le pontificat et qui lui soumet le droit naturel de l'État. En d'autres termes, le sacerdotalisme stipule que le souverain pontife a le droit de mettre de l'ordre partout, y compris dans les affaires politiques. Ainsi, le pouvoir suprême était dévolu à l'autorité chrétienne. Cette dernière exerçait à la fois le pouvoir moral et le pouvoir politique. Alors que le monde était désespérément à la quête d'un ordre sociopolitique stable, mieux élaboré et se préoccupant de l'intérêt de tous, le sacerdotalisme pensait que chaque activité, quelle qu'elle fût, avait des racines et des implications sur le domaine spirituel. L'église chrétienne, en tant que servante de Dieu, avait seule, le pouvoir de garantir le salut des hommes et des Etats. Dès lors, les intérêts politiques furent subordonnés à

[221] *Ibidem*., p.644

la mission de l'église. Mieux, la politique ne jouissait pas de son autonomie, mais se retrouvait étroitement liée à la question du salut de l'humanité. Le Pape Grégoire VII, le plus éminent représentant du sacerdotalisme, écrivant à Guillaume le conquérant, disait :

> *C'est la loi de la religion chrétienne que, après Dieu, l'autorité royale soit dirigée par les soins de l'autorité apostolique. L'écriture atteste que l'autorité apostolique et pontificale présentera les rois chrétiens et tous les autres fidèles devant le tribunal divin et rendra compte à Dieu pour leurs péchés*.[222]

Cette posture grégorienne montre à suffisance l'intégration, mieux la subordination du politique au spirituel, c'est-à-dire que le roi devait au préalable être un chrétien véritable, chargé par conséquent d'administrer la cité selon les principes chrétiens. Ce sacerdotalisme est renchéri par Saint Bernard dans son allégorie des deux glaives, l'épée que Jésus demandait à ses disciplines de préférer symbole du pouvoir spirituel, et l'épée dont pierre s'était servie pour couper l'oreille du gardien lors de l'arrestation de Jésus, symbole du pouvoir temporel. Ainsi, tout comme Pierre qui détenait les deux glaives, ses successeurs devaient attribuer le glaive temporel au roi. Il s'agissait de considérer le monarque comme un agent du pouvoir spirituel. Cette représentation allégorique est reprise par Grégoire VII qui parle du soleil comme symbole du pouvoir spirituel et de la lune comme symbole du pouvoir temporel. Il disait alors : « *de même que pour la beauté de l'univers […] Dieu a disposé deux luminaires […] le soleil et la lune […] de même il a pourvu à la direction du monde par l'autorité apostolique et l'autorité royale dont les devoirs sont divers* »[223]il apparaissait deux pouvoirs distincts mais complémentaires dont la motivation était de conduire les hommes au salut. Pour y parvenir, la prééminence du pouvoir spirituel fut exalté et établi ; le pouvoir politique devait se résoudre à suivre les prescriptions et la sagesse de l'autorité ecclésiale en tant que serviteur de Dieu. Le sacerdotalisme consacrait la supériorité absolue du souverain pontife sur le roi, du spirituel sur le temporel et de l'église sur la politique.

Toutes ces positions traduisaient la subordination du pouvoir temporel au pouvoir religieux ou la subordination du roi vis-à-vis du pouvoir ecclésial. Cette vision politique bien qu'ayant impacté les sociétés médiévales, a connu des débordements certaines. Plusieurs mouvements de conquête ont marqué cette période, sans oublier les différentes guerres pour lesquelles les religions chrétiennes et musulmanes se sont rendues coupables. Dès lors, quelles furent les différentes luttes que le moyen-âge a connues ? Quelles ont été les

[222] Le Pape Grégoire VII, cité par Marcel Prélot, *Histoire des idées politiques*, *op.cit*.,p.212.
[223] *Idem*.

motivations ? Faut-il réduire le moyen-âge à une période de tranquillité politique et de quiétude sociale ?

III- LES MOUVEMENTS POLITIQUES AU MOYEN-ÂGE

La période médiévale a été marquée par des bouleversements sociopolitiques remarquables. Les puissances politiques ont cherché à établir leurs dominations sur les sociétés rivales ou potentiellement rivales. A partir de 359, Philippe II, roi macédonien et surtout son fils Alexandre le Grand menèrent des campagnes militaires pour asseoir leur domination. Un peu plus tard, les luttes monarchiques donnèrent naissance aux royaumes monarchiques gréco-orientaux : Macédoine, Egypte, Proche-Orient. Les conflits militaires eurent lieu entre les grecs et les romains, mais Rome imposait progressivement son hégémonie. C'est dans cette mouvance qu'Antiochos II, roi de Syrie fut soumis. De même Macédoine et la Grèce devinrent de simples provinces de l'empire romain.

Par ailleurs, la monté et l'essor des religions modifièrent considérablement les paradigmes politiques, car, la religion déterminait désormais les structurations sociales et politiques, identifiait et véhiculait des valeurs qui devaient s'imposer à tous. La prééminence des religions lui concéda l'autorité spirituelle et politique. En tant que moyen authentique et indiscutable de la révélation de la volonté de la transcendance divine aux hommes, l'église ne tarda pas à imposer une vision nouvelle de l'organisation et du fonctionnement politique. Face aux réticences païennes à accepter l'ordre et les doctrines de l'église chrétienne, l'autorité ecclésiale procéda à l'impérialisme afin de soumettre les peuples et les sociétés à l'église. Plusieurs papes durent mener des luttes acharnées pour imposer l'ordre chrétien. On peut citer entres autres le pape Pélage II (579-590), Grégoire III (731-741), Zacharie (741-752)

L'impérialisme de Charlemagne fut impressionnant. Du latin Carolus Magnus ou Charles 1er dit « le grand », Charlemagne fut le roi des Francs et empereur à partir de 768. Il mena plusieurs campagnes militaires contre les saxons païens dès 772, contre les lombards en Italie et les musulmans[224]. Il fut motivé par la volonté de l'unification religieuse et culturelle. En effet, cet homme fut la tête pensante et le bras fort de l'église chrétienne pour la conquête des

[224]Charlemagne est né le 2 avril 742, et mort le 28 janvier 814. Il s'allia à l'église chrétienne et se donnait la mission de christianiser les peuples païens d'Europe. Pour lui, la religion et la culture étaient des moyens indispensables pour affaiblir, unir et dominer d'autres rois et peuples. Mais les conquêtes de Charlemagne étaient motivées par des raisons politique et économique par la nécessité de l'acquisition de nouveaux territoires et des richesses. Il fut en fait le bras puissant de l'extension et de la propagation de la religion chrétienne en Europe. Les motivations politiques étaient camouflées dans l'idéologie chrétienne. L'argument religieux fut un prétexte pour servir et assouvir des intérêts politico-économiques.

peuples qui résistaient aux normes chrétiennes. Au nom de la foi chrétienne, Charlemagne proclamait être investi de la mission divine pour l'implémentation de la doctrine de l'église chrétienne qui devait s'imposer à tous. Le clergé et les laïcs considérèrent ce monarque comme investi de l'autorité divine pour dompter les peuples païens afin de créer une communauté politico-religieuse soumise aux mêmes principes, aux mêmes valeurs et, bien évidemment, à une même autorité politique et religieuse. Ainsi, le roi et le Pape constituaient l'autorité visible, dont la responsabilité consistait manifestement à conduire les peuples selon la volonté de la transcendance divine. Cette déclaration peut alors se comprendre :

> *Pour gouverner hardiment, il faut être sûr des principes par lesquels on gouverne, et cette assurance ne se prend que dans la connaissance expérimentale de la vérité. Alors la marche est décidée, alors la main est forte, alors les dissentiments politiques s'apaisent comme d'eux-mêmes au sein d'une nation qui, se sentant un maître digne d'elle, ajoute l'adhésion de ses meilleurs instincts aux faveurs dont dieu le bénit.*[225]

Le nouveau pouvoir politique carolingien exaltait et instituait une communauté dont les fondements et la finalité étaient manifestement religieux. C'est pourquoi Gabriel le Bras[226] insistait sur la prééminence de l'église sur le pouvoir politique pendant la période médiévale. Somme toute, le pouvoir politique, revêtu du manteau chrétien, fut une puissance qui mena plusieurs expéditions militaires pour asseoir la domination politico-économique. Mais s'il est vrai que la religion chrétienne fit des conquêtes impressionnantes, elle ne fut pas la seule puissance impérialiste. A côté d'elle se dressait et s'affirmait l'islam qui fit également d'impressionnants bonds pour s'imposer. Incarné et mené par les arabes, l'islam se répandait en Palestine, en Syrie, en Egypte et en Afrique du nord. Facilité par le rayonnement de son commerce, l'islam se propageait rapidement. Son intention ultime fut la soumission des peuples à la doctrine et aux valeurs musulmanes. Mais il n'en demeure moins vrai que l'argument politique et culturel fut la finalité ultime de l'expansion de l'islam.

En somme, l'explosion et la propagation de l'église chrétienne et de l'islam marquèrent la période médiévale d'une empreinte indélébile. Ils se déployèrent en Europe et en Afrique pour asseoir résolument leur suprématie politico-économique et culturelle pour une identité communautaire certaine. Les différentes conquêtes qui s'en suivirent ne furent pas uniquement pacifiques, elles furent économiques et militaires afin de rallier les peuples à leurs

---

[225] Veuillot, Louis, *Le Pouvoir politique chrétien*, Discours prononcés à la chapelle impériale de Tuileries pendant le carême de l'année 1857 accompagnés de notes par Le T.R.P. Ventura de Raulica, Introduction, Paris, Gaume frères et J. Duprey, Editeurs, 1858, P. xxv.

[226] Le Bras, Gabriel, *Institutions ecclésiastiques de la chrétienté médiévale*, Paris, Bloud et Gay, 1964.

causes. Le constat fut tout simplement le recul de l'Etat laïc au profit des religions chrétiennes et islamique. Le pouvoir politique s'effondrait et l'autorité religieuse prenait son envol et s'imposait aux peuples. En effet, la conception d'un pouvoir politique laïc, pensé et organisé par la rationalité humaine devenait caduque face à la réalité d'un pouvoir transcendantal supposé meilleur pour les hommes et les communautés. En tant que tel, le pouvoir politique n'avait de valeur positive que si ce dernier était dilué dans le pouvoir religieux dont les valeurs de bonté, de justice et de vérité marquèrent la différence avec de nombreux et récurrents désordres politiques antérieurs. Dieu ou Allah était présenté comme le seul maître incontesté et incontestable de reconstruction politique et éthique de gestion des hommes pour des pratiques et des buts du salut des âmes. Mais cette finalité avait connu l'incursion brutale de la violence religieuse pour conquérir et dominer les peuples. C'est aussi dans ce sillage que se justifient les croisades.

IV- LES CROISADES

Les croisades étaient des expéditions militaires islamistes pour gagner les peuples à l'islam. Il y eu huit croisades au total. Elles s'étalèrent de 1096 à 1270. La première eut lieu de 1096 à 1099 ; la deuxième allait de 1146 à 1149 ; la troisième s'étendait de 1189 à 1192 ; la quatrième allait de 1202 à 1204 ; la cinquième de 1217 à 1229 ; la sixième de 1228 à 1229 ; la septième de 1248 à 1254 et la huitième enfin eut lieu en 1270. En 1063, le Pape Alexandre II affirmait que la guerre contre les persécuteurs chrétiens était juste. Par conséquent, étaient absous d'avance tous ceux qui participaient à la reconquête des territoires occupés par les musulmans. Grâce à la suprématie de l'église chrétienne, le Pape Urbain II lança la première croisade en 1095 qui a connu un réel succès. Les fantasmes et le fanatisme religieux cachaient les motivations économiques, politiques et géostratégiques qui ont mobilisé les arguments majeurs des expéditions chrétiennes. Ces conquêtes militaires, non seulement ont profondément modifié les rapports géopolitiques, économiques et stratégiques des entre les peuples, mais aussi, elles ont modifié la configuration du pouvoir politique. En effet, la structuration, la modalisation et le fonctionnement du pouvoir politique servirent plus la cause religieuse et géostratégique. Le positionnement du pouvoir religieux visait l'écrasement systématique et systémique de l'ordre politique ancien. La période médiévale fut alors dominée par des préoccupations hégémoniques et la religion chrétienne et musulmane furent ses principales servantes. Convaincre les hommes de leur limite logique, éthique et même ontologique pour reconnaitre l'ordre divin, fut alors le moyen d'affaiblissement des monarchies de l'époque, pour implanter un pouvoir théocratique qui éliminerait des rivalités,

des oppositions et des menaces environnantes. Les croisades furent alors des moyens de répression des résistances et d'annihilation de l'ancien ordre politique laïc qui faisait de l'homme le concepteur et le réalisateur de son idéal politique. Il s'agissait d'une rupture systémique et systématique avec les préoccupations politiques de l'antiquité pour une reconstruction de l'ordre politique.

En définitive, les monarques ont servi les religions chrétienne et islamique pour mieux se servir, c'est-à-dire pour reconstruire un ordre politique nouveau qui faisait du gouvernant le dépositaire de l'autorité divine qui ne devait, ni être contestée, ni être attaquée de quelque manière que se fut. Par conséquent, l'Etat laïc avait sombré au profit du pouvoir religieux. Néanmoins, la montée en puissance de l'église avait donné lieu au recul du pouvoir politique ou à l'Etat laïc afin de réaliser la cité idéale dont Dieu était le fondateur, le garant et le principe de toute action individuelle et collective. Les résistances des peuples païens et leur agressivité vis-à-vis de l'église ont poussé l'église à faire de l'autorité politique le bras fort pour asseoir sa doctrine et pour mieux servir sa cause. En même temps, le pouvoir politique revêtait les attributs religieux et divins pour déconstruire l'ordre politico-militaire et économique environnant pour construire un ordre politique nouveau pour réaliser et asseoir sa suprématie et sa domination. C'est dans cette perspective que Charlemagne fut intronisé par le pape. Il apparait d'une certaine manière une instrumentalisation de la politique par le clergé et de l'église par le politique, chacun pour mieux servir sa cause. Nous pouvons comprendre que le politique s'était servi de la religion pour des visés purement idéologiques, stratégiques, géostratégiques, économiques, culturelles et politiques. Il s'agissait de la construction et de l'implémentation de nouveau paradigme politique qui brisait les revendications, les contestations et des éventuels renversements politiques qui furent légion dans l'antiquité. Pour enrayer les velléités contestataires ou de renversement de l'ordre politique, les monarques se servirent de la religion. L'utopie de la cité de Dieu fut un moyen nécessaire pour proposer une vision politique nouvelle qui se proposait de réaliser le meilleur pour les individus et pour les communautés politiques. C'est pour cette raison que le moyen-âge fut considéré comme période du recul de l'Etat. Car le pouvoir politique fut écarté au profit du pouvoir religieux.

CONCLUSION DU CHAPITRE

La période médiévale a connu un fonctionnement politique spécifique parce que différent des modèles de la Grèce antique. Les préoccupations purement politiques furent travesties par des considérations religieuses. La problématique récurrente et persistante du meilleur régime politique de la Grèce antique fut reprise sous une dimension non plus purement du fondement humain, mais sous la perception religieuse. En évidence, la religion proposait aux hommes et aux Etats une nouvelle approche de structuration de l'organisation politique et de son autorité. Le clergé affirma la nécessaire soumission de l'homme à la transcendance divine et la conversion du gouvernant à la doctrine et aux valeurs religieuses. Dès lors, la religion se servait du politique pour renforcer et asseoir son autorité, tandis que le politique trouvait en la religion le moyen le plus persuasif pour détruire les résistances et les velléités militaires et de mutations politiques des peuples. Cette instrumentalisation réciproque du religieux et du politique désorganisa les conceptions politiques, la structuration du pouvoir politique et de l'autorité civile.

Le moyen-âge fut différent en idéologique et en conception politique ; il fut dominé par la pensée religieuse et, bien évidemment le recul et même l'oubli des considérations politiques d'une part, et par la prééminence du pouvoir et de l'autorité religieuse d'autre part. c'est pourquoi, à la préoccupation persistance et intimement humaine du meilleur régime politique initiée dans la Grèce antique, le moyen-âge proposa la cité de Dieu, une cité dont Dieu est l'architecte et le guide et dont le principe normatif était la soumission et l'humilité de tout homme à ses valeurs et principes. De manière évidente, dans la période médiévale, le meilleur ne pouvait pas provenir de l'être déchu et corrompu, mais vraisemblablement de Dieu en tant que Etre parfait, juste, bon et pur. L'Etat moyenâgeux fut par conséquent un Etat religieux, c'est-à-dire chrétien pour certains et islamique pour d'autres. Le pouvoir politique perdait ainsi son autonomie et son fondement humain pour affirmer sa soumission à l'église et à Dieu. Le bonheur de l'homme passait par sa soumission à la volonté de Dieu dont l'église était le dépositaire.

Toutefois, les nombreuses guerres initiées par l'église furent la manifestation de la volonté de discipliner les peuples et les hommes politiques afin de réaliser cet idéal politique divin. L'impérialisme religieux était justifié parce qu'il avait un idéal de justice, de bonté et de salut pour tous. Le dualisme religion – politique s'appuyait sur la réalisation des valeurs de la transcendance divine pour un ordre sociopolitique nouveau tout acquis à la cause chrétienne. Les préoccupations politiques trouvaient leur solution dans la théologie entendue

comme moyen de révélation de la volonté immuable de Dieu. Dès lors, l'organisation du pouvoir et l'autorité politique furent manifestement subordonnées à l'idéal religieux. Les deux principales religions chrétienne et islamique impactèrent le fonctionnement et l'administration des Etats. Mais à bien examiner, les enjeux étaient purement géostratégiques, économiques et politiques parce qu'il fallait déconstruire les forces rivales pour ériger un seul et vaste empire soumis aux mêmes principes, aux mêmes valeurs et à une seule autorité. Les différentes croisades menées par l'église chrétienne confirment la ferme volonté de domination et d'assujettissement des peuples dits barbares. C'est pourquoi, à la question du meilleur régime politique, les médiévaux ont affirmé la cité de Dieu comme réponse incontournable et absolue en tant qu'accomplissement du bonheur de l'homme. Mais le constat est qu'au lieu de la paix dont la cité de Dieu incarne, ce furent plutôt des guerres orchestrées par l'église. Ce qui trahissait l'idéal de bonté et de justice que les religions étaient porteuses. L'impérialisme religieux provoqua plusieurs atrocités qui ont montré la supercherie de la religion. Mais au final, les religions influencèrent l'organisation et le fonctionnement politique pour mieux se servir et établir sa suprématie.

CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE

Les régimes politiques théorisés par les philosophes de la Grèce antique recherchaient les meilleures conditions de vie des hommes. Parmi ces penseurs, Platon et Aristote ont élaboré des réflexions politiques pour transformer et parfaire l'organisation et le fonctionnement de la vie publique. Pour le premier, l'aristocratie était le meilleur régime politique parce que les sages citoyens exerçaient les charges publiques. La perfection de régime tenait aussi à la gestion des aptitudes naturelles des citoyens qui disposaient chacun à exercer la fonction pour laquelle il était doué par nature. Par conséquent, les charges publiques ne revenaient qu'aux philosophes. L'ordre, la discipline, la cohésion, la stabilité, la sécurité et le bonheur devaient être les résultats de cette organisation politique. Cependant, nous avons relevé que la vision platonicienne était un pur idéalisme. Car, une telle organisation ne saurait s'appliquer aux humains parce qu'ils sont naturellement faillibles et corrompus. Et à cause de cette nature corrompue, la conduite humaine ne connait ni mesure, ni vertu ; les hommes aspirent même aux charges qui ne correspondent pas à leurs vocations. L'aristocratie attachait peu de considération aux biens matérielles et économiques et accordait une grande valeur à l'intelligible. Elle faisait la promotion de la vertu et du naturel ou la vocation. Cependant, l'aristocratie instituait une certaine injustice qui donnait la prééminence aux seuls sages à qui revenait l'exclusivité de la gouvernance. Toutes ces failles démontrent que le régime politique platonicien est une utopie dont le mérite fut de souligner l'imperfection des régimes politiques existants. Son application générait plus de conflits et de guerres que de paix et d'harmonie. C'est à cause de ces insuffisances et ces dangers qu'Aristote a voulu être plus réaliste.

En effet, Aristote, bien qu'ayant reconnu la pertinence de l'aristocratie, affirmait la nécessité de parfaire le régime pratique qui offrait plus d'éléments positifs. La mise à l'écart des régimes corrompus a permis à Aristote de rechercher le meilleur régime parmi les régimes purs. Cette démarche aboutissait au choix de la démocratie. La démocratie que promouvait Aristote était exercée par la classe économique moyenne. En d'autres termes, la démocratie était instituée par l'argument économique : la classe moyenne parce qu'elle était supposée ne pas une proie facile compte tenue de ses possessions qui lui permettaient de jouer le jeu politique de façon désintéressée. Les possessions économiques favorisaient un équilibre intérieur et politique qui était une garantie pour la bonne gestion des affaires publiques. Malheureusement le système démocratique aristotélicien engendrait l'opposition des classes sociales ; il produisait les divisions sociopolitiques qui généraient des conflits, des rivalités,

des soulèvements, des luttes de pouvoir et d'autorité. L'Etat devenait par conséquent un terrain de combats et d'affrontements incessants. Il apparait en définitive que la démocratie aristotélicienne était une oligarchie économique parce que la classe moyenne était minoritaire comparativement à la classe des riches, des pauvres, des femmes et des hommes âgés. Or, le meilleur régime politique ne doit pas instituer les conflits, ni le désordre et l'instabilité sociopolitique. Un régime est dit meilleur parce qu'il offre à tous les meilleures conditions de vie : la sécurité, la santé, l'éducation, le bien-être ; mieux il établit l'égalité de droits et les libertés. Somme toute, la bonne organisation de la cité et la bonne gestion des affaires publiques sont les critères qui définissent la meilleure cité. Car, la dignité humaine est le critère essentiel sans lequel toute activité humaine est vicieuse.

Toutes ces raisons ont disposé le moyen-âge à rechercher un paradigme organisationnel nouveau. C'est pourquoi, au lieu de conserver l'orientation politique de la Grèce antique, le clergé pensa à restructurer la politique sur des bases purement théologiques. Dès lors, l'ordre sociopolitique fut subordonné à la théologie, la politique fut soumise à l'église ou du moins la rationalité humaine s'humilia devant l'omniscience divine. Dorénavant, l'Etat laïc cédait la place à la société religieuse dont le principe et les valeurs trouvaient leur fondement et leur finalité en Dieu. Le bonheur de l'homme n'était possible que par sa stricte soumission à la volonté de la transcendance divine. Pour la problématique lancinante du meilleur régime politique, la cité de Dieu fut le modèle par excellence. Elle s'éloignait des égoïsmes divergents des hommes pour un modèle collectif voire universel en tant que réalisation du modèle céleste. Le modèle organisationnel, fonctionnel et gouvernemental était désormais conçu sous l'angle théologique ou religieux. Le meilleur, selon le clergé, venait de Dieu et non des hommes égoïstes et corrompus. C'est pourquoi, la meilleure cité était celle qui se soumettait à Dieu.

En définitive, toutes ces théories que nous avons examinées n'ont pas pu procurer une véritable satisfaction politique. Néanmoins nous retenons que les régimes politiques de la Grèce antique n'ont pas réalisé ce meilleur cadre politique. C'est pourquoi les peuples et les États ne se lassaient pas d'identifier et de réaliser ce meilleur régime politique qui accomplirait et sauvegarderait leur bien-être. Ce bien-être ne peut s'accomplir que dans un cadre sociopolitique bien structuré et dont la l'unique finalité est le bonheur des hommes. Ainsi, la période moderne va cristalliser notre attention afin d'examiner s'il est possible d'identifier un régime politique qui soit meilleur. Car jusque-là, il n'y a que des injustices, des inégalités, de la domination comme l'affirmait Aristote :

> *De part et d'autre, je vois toujours inégalité, injustice. Les principes oligarchiques mènent droit à la tyrannie ; car si un individu est plus riche à lui seul que tous les autres riches ensemble, il faut, en suivant les maximes du droit oligarchique, que cet individu soit souverain ; car il a seul vraiment le droit de l'être. Les principes démocratiques mènent directement à l'injustice; car la majorité, souveraine par son nombre, se partagera bientôt les biens des riches, ainsi que je l'ai déjà dit.*[227]

Qu'il s'agisse de l'antiquité ou du moyen-âge, la question du meilleur régime politique n'a pas connu une réponse définitive et satisfaisante. Les égoïsmes, les querelles de chapelles politiques et religieuses ont maintenu les inégalités, les dominations et les exploitations des eux par les autres. Dès lors, est-il possible de trouver dans la modernité une organisation politique qui soit meilleure et qui promeuve le mieux-être de tous les hommes ? Qu'est-ce qui justifie les nombreuses mutations politiques que la période moderne a connues ? Peut-on penser que ces différents mouvements politiques ont abouti à l'identification du meilleur régime politique ?

[227] *op.cit*. Livre VII ; chap. I.

TROISIEME PARTIE :

LA QUETE DU MEILLEUR REGIME POLITIQUE : DE LA RENAISSANCE A LA PERIODE CONTEMPORAINE.

INTRODUCTION

Les États modernes ont connu des mouvements de contestation de l'autorité politique et des revendications pour plus de droits et de libertés. Les divers régimes politiques qui ont été réalisés pendant la modernité ont été rendus possibles par la volonté des peuples de s'affranchir du despotisme politique ou économique et leur ferme volonté d'accéder à un cadre plus humain et hominisant. Les nombreuses révolutions politiques ont été motivées par la recherche du meilleur régime politique. Les hommes ont voulu davantage d'émancipation, de droits et de bonheur. Dans le même contexte, l'essor économique était de plus en plus triomphant au point où l'économique est devenue de plus en plus imposante au point d'influencer et même de déterminer les systèmes sociopolitiques. L'essor capitalisme a engendré le développement technoscientifique. Les États et les peuples furent soumis à leur autorité. Le pouvoir politique passait ainsi sous l'emprise du pouvoir économique qui devint la servante des progrès technoscientifiques à l'origine se constitua immédiatement la véritable autorité de tout. Elle orientait les recherches, imposait une forme d'éducation, inspirait des idéologies et les politiques, la culture, les institutions, la religion et les pratiques quotidiennes. L'homme moderne s'étouffait au milieu de toutes ces réalisations parce qu'il était soumis à leurs exigences. Les peuples furent dominés, maltraités et la valeur humaine fut une fois de plus compromise. Ce climat fort difficile ne favorisait pas l'accomplissement des aspirations des hommes. La domination sévissait, les peuples et les États cherchèrent les moyens de se libérer de cette dictature économique et politique.

En politique, les régimes politiques furent à l'image des attentes et performances économiques ; les citoyens vivaient sous l'oppression. La vie politique fut peu appréciable, car les antagonismes entre gouvernants et gouvernés se diversifièrent et se renforcèrent de plus en plus. Les nombreuses cruautés et dérives des gouvernants furent dénoncées. La détermination des citoyens à revendiquer leurs droits et leurs libertés devint de plus en plus forte. C'est pourquoi les voix s'élevèrent pour dénoncer, critiquer, condamner et revendiquer plus de considération. C'est ce qui a justifié la pluralité des régimes politiques pendant la modernité. Au début, les monarchies étaient absolues, mais elles connurent des mutations qui ont donné naissance à la démocratie. Le monde entier fut agité par les mouvements de revendication des droits et des libertés de l'homme. Les hommes politiques, les intellectuels et les organisations conjuguèrent leurs efforts pour affranchir les peuples de la domination économico-politique. Les idées nouvelles de dignité humaine, de grandeur et de noblesse devinrent davantage des leitmotivs scandés par les peuples. Les hommes aspiraient à un

espace politique meilleur et aux pratiques politiques saines et véritablement humaines. Les discriminations furent progressivement abandonnées ; la violence politique cédait la place au culte des valeurs morales.

Comme à Athènes dans l'antiquité, le pouvoir revint progressivement au peuple. Les citoyens devinrent progressivement les principaux acteurs politiques. S'il est vrai que les monarchies demeuraient une réalité, il est aussi vrai qu'il ne s'agissait plus des régimes fermes et cruels. Les gouvernants devenaient de moins en moins despotiques. La démocratie s'enracinait dans les États et elles s'étendaient dans divers aspects de la vie publique. Dans le monde, le régime démocratique gagnait en popularité. Ce fut l'avènement du siècle des Lumières. Elle traduisait l'acte de libération des peuples de la domination des despotes. L'humanité accédait à une ère nouvelle : celle de l'égalité de droits et des libertés, celle de la promotion des valeurs morales et humaines. La modernité était politique : celle qui construisait un espace politique meilleur et qui concrétisait le bonheur de l'humanité.

Peut-on affirmer que notre époque a mis en place le meilleur régime politique ? Ou alors, sommes-nous encore à la recherche de celui-ci ? Notre humanité peut-elle se vanter d'être différente de celle de l'antiquité ? Nos gouvernements actuels réalisent-ils réellement le bien-être de tout homme ? Toutes ces interrogations nous conduiront à examiner les pratiques politiques qui ont eu cours pendant la modernité afin de répondre à notre problématique. Dès lors, comment la politique a-t-elle été pratiquée pendant la période moderne ? La problématique du meilleur régime politique a-t-elle été résolue ? Sinon, que faut-il retenir de la lutte constante des peuples à mettre en place un meilleur cadre politique ?

CHAPITRE VII : LA CONQUETE DU MEILLEUR RÉGIME POLITIQUE DE LA RENAISSANCE ET LA PERIODE CONTEMPORAINE.

La recherche du meilleur régime politique ne s'est pas arrêtée à la Grèce antique. La renaissance et la modernité ont connu la même préoccupation politique. Car les États, sous la domination impériale ou bourgeoise, exerçaient la domination absolue sur le peuple. C'est ce qui a justifié la recherche par les populations de leurs meilleures conditions de vie. C'est la raison pour laquelle les milieux politiques et intellectuels de l'Europe ont reconsidéré la problématique du bonheur des hommes et conséquemment la question du meilleur régime politique fut l'une des préoccupations majeures. Car, jusque-là, les pratiques politiques opprimaient les peuples et les gouvernements confisquaient pratiquement les libertés et les droits des citoyens. De même, la bourgeoisie se livrait à l'instrumentalisation de l'homme. Le peuple était réduit à un simple outil de production des biens. La bourgeoisie incarnait et gérait le pouvoir politique. Les pays européens en particulier étaient sous l'administration monarchique. La fermeté du pouvoir ne permettait pas aux citoyens de participer comme ils le souhaitaient à la gestion des affaires publiques. Les régimes monarchiques furent majoritaires en Europe. Dans leur fonctionnement, le souverain jouissait des pouvoirs absolus ; il était dépositaire de tous les pouvoirs : exécutif, législatif et judiciaire. En Angleterre, en Allemagne, en Russie, en Autriche, en France et en Prusse, la monarchie fut le régime politique commun. Le roi n'avait de compte à rendre qu'à sa conscience et à la providence divine. Le monarque, considéré comme le représentant de Dieu, administrait la cité selon sa volonté. Il définissait les droits des citoyens. Jean Michel Lambin écrivait : « *Tous les sujets du roi considèrent que son autorité vient de Dieu : la monarchie est dite « de droit divin » A Reims, lors de la cérémonie du sacre, le souverain reçoit des pouvoirs qui le mettent au-dessus des hommes* »[228]Néanmoins la monarchie fut divisée en deux entités : la monarchie libérale et la monarchie autocratique. Ces formations politiques furent mises à rude épreuve par les revendications populaires qui provoquèrent des mutations politiques. C'est dans ce

[228] *op.cit*. p.144

sillage que naquirent les démocraties. Les principes monarchiques stipulaient que le roi seul accomplissait, pour le peuple et pour l'État, le souverain bien qu'il recevait de Dieu. Cette posture poussa les monarques aux débordements, aux dérives et à toutes sortes d'abus. Mais cette idéologie fut progressivement remise en cause. Ce qui conduisit aux régimes modérés.

I -LA DÉMOCRATIE EN AMÉRIQUE

La démocratie est devenue une tradition en Amérique après une révolte bien menée. En effet, les colonies américaines se révoltèrent contre la disposition anglaise qui voulait leur imposer le système de l'exclusif colonial qui stipulait que le colon avait tous les droits sur la colonie. De plus, les colonies n'avaient pas de représentant dans le gouvernement de Londres. Au nom du *self government*, ces colonies estimaient ne pas être obligées d'obéir à la métropole. Les députés américains, réunis à Philadelphie rédigèrent le quatre juillet mil sept cent soixante-seize (04/O7/1776) la déclaration d'indépendance des États-Unis d'Amérique avec un point d'honneur sur le droit de tous à la liberté et à la recherche du bonheur puis le devoir pour les gouvernants de respecter les droits inaliénables des peuples. Vaincue par une armée franco-américaine, l'Angleterre dut accepter l'indépendance des États-Unis d'Amérique. La pratique démocratique s'implanta et les États-Unis d'Amérique se présentèrent comme une terre de liberté et d'égalité, un modèle de pratiques politiques qui semblait confirmer la réalité du meilleur régime politique. Libérés ainsi de la domination anglaise, les États-Unis d'Amérique imprimèrent immédiatement une marche purement démocratique. Plus tard, Alexis de Tocqueville découvrait en Amérique une réalité démocratie en tant que phénomène social. Car, dans les institutions politiques des américains, dans les idées, les sentiments et les mœurs privées, la pratique démocratique fut effective. Ce fut l'affirmation des libertés individuelles des citoyens. Tocqueville se rendait compte que la liberté n'était pas l'unique besoin de la démocratie, il y a surtout l'égalité entre les citoyens. C'est pourquoi il avait affirmé que la puissance américaine était indiscutable et suscitait qu'on le voulait ou non de l'admiration. Il disait déclarait :

> *Il y a aujourd'hui sur la terre deux grands peuples qui, partis de points différents, semblent s'avancer vers le même but : ce sont les Russes et les Anglo-Américains. Tous deux ont grandi dans l'obscurité ; et tandis que les regards des hommes étaient occupés ailleurs, ils se sont placés tout à coup au premier rang des nations, et le monde a appris presque en même temps leur naissance et leur grandeur […] tous les autres sont arrêtés ou*

> *n'avancent qu'avec mille efforts ; eux seuls marchent d'un pas aisé et rapide dans une carrière dont l'œil ne saurait encore apercevoir la borne.*[229]

Les États-Unis se détachaient ainsi de l'emprise anglaise et construisaient un régime politique qui avait pour fondement la liberté et l'égalité des citoyens. Alors que le vieux continent continuait de subir la domination de la monarchie, l'Amérique entamait une expérience politique nouvelle. C'est cet essor politique original qui fut à l'origine du déplacement de Tocqueville aux États-Unis. En un mot, grâce aux américains, la modernité faisait l'expérience d'un régime politique nouveau : la démocratie. L'essor politique incita la prospérité américaine. Les citoyens jouissaient de leurs libertés et de l'égalité de droits. Les valeurs humaines de dignité, de respect de la vie humaine furent tenues pour normes inaliénables. L'homme fut reconnu comme la valeur souveraine et ce fut l'une des causes qui attirèrent les masses vers ce continent. Cet environnement politique favorisa l'expression du génie des citoyens qui fut le principal argument de leur développement. La liberté et l'égalité politiques suscitèrent la libre initiative. L'Amérique, terre des libertés et d'égalité était devenue terre de prospérité. Mais l'exemple américain fut-il le même en Europe ?

II -LA MONARCHIE LIBÉRALE EN EUROPE

La monarchie libérale était pratiquée en Angleterre. À cause de son ambition d'instituer un despotisme absolu, les populations résistèrent et revendiquèrent le droit de participation à la vie publique. En effet, la monarchie libérale vint après l'échec par les rois Stuart, Jacques 1er et Charles 1er de faire évoluer la monarchie dans le sens absolutiste. Car, la tradition anglaise qui était établie sur la division des pouvoirs fut un sérieux obstacle à son institution. La *common law* protégeait les droits des citoyens anglais. Par ailleurs, l'organisation administrative permettait aux entités locales de contrôler les pouvoirs locaux qui, en effet, étaient attachées au parlement. Dans la même veine, les domaines économiques qui connaissaient l'essor des grandes compagnies de commerce, d'industrie disposa les nobles à s'attachèrent au principe de liberté économique. C'est pourquoi en 1628, Charles 1er fut en conflit avec le parlement qui dénonçait, dans une pétition des droits, les pratiques arbitraires du roi. Toutes ces actions rendirent impossibles les prétentions du roi et firent obstacle à

L'ordre de présentation n'est pas purement historique, c'est tout simplement un ordre arbitraire qui nous aide tout simplement à établir ses pratiques et ses spécificités dans les différents États du monde. Mais signalons que les États – Unis d'Amériques ont une longue tradition démocratique. Cependant, ses origines nous intéressent parce qu'il s'agit d'identifier ses fondements et ses principes. Car, les États – Unis d'Amérique ont été des colonies de l'Angleterre. La question pertinence à laquelle nous voulons répondre est celle des fondements démocratiques de ces anciennes colonies anglaises. C'est cette question qui nous permettra de cerner les bases et le fonctionnement spécifiques de ce régime politique dans cette partie du monde.

[229] Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, Flammarion, Paris, 1981, Coll "GF", p.438.

l'autoritarisme royal. La guerre civile qui éclata en 1642 conduisit à la grande rébellion qui aboutissait à la défaite du roi qui fut condamné à mort et exécuté en 1649. La république fut proclamée. L'une des figures emblématiques fut *Oliver* Cromwell. En 1679 l'***Habeas corpus*** qui garantissait la liberté individuelle et empêchait des arrestations arbitraires fut voté par le parlement. L'Angleterre pouvait jouir de la monarchie libérale qui fut souple parce que certains pouvoirs étaient confiés aux assemblées représentatives.

Cette brève historique nous permet de retenir que les premiers régimes politiques ne favorisaient pas le bien-être des communautés. Les multiples actions entreprises par le peuple anglais en particulier ont œuvré à la détente politique et à sa libération progressive. Le principe d'égalité entre les citoyens et celui de liberté furent le fondement de la république. La monarchie libérale accordait alors plus de libertés fondamentales aux citoyens : libertés de pensée, d'expression, de religion. La création des partis politiques influença davantage le fonctionnement politique. Les assemblées parlementaires élues réduisirent considérablement les pouvoirs du monarque et donnèrent au peuple le pouvoir de contrôler, de guider et même de sanctionner l'action politique. Les mouvements de résistance et de soulèvement des populations furent des armes importantes au redressement de l'environnement politique. Le pouvoir central s'éclata en trois pouvoirs : la royauté, la chambre des Lords et celle des communes.

Nous retenons en fin de compte que les populations ont subi la domination et les abus de la monarchie. Mais grâce aux revendications et aux luttes, le despotisme monarchique fut vaincu. Les hommes ont dénoncé et ont combattu pour l'établissement de l'égalité de droits, des libertés et pour une participation effective aux délibérations publiques. Le sang a coulé pour changer la condition des citoyens. Ce pays accédait à un gouvernement soucieux du bien-être de ses populations et dont le pouvoir appartenait au peuple. Désormais le pays connaissait la stabilité qui favorisait aussi une bonne expression des droits des citoyens. Ainsi, le rejet et la condamnation de la monarchie étaient motivés par la recherche d'un meilleur régime politique, celui qui reconnaissait la valeur humaine et qui se préoccupait de son bonheur. Les luttes et les soulèvements populaires exprimaient une insatisfaction politique et une volonté d'accéder à une organisation qui reconnaissait et qui accomplissait les droits humains, politiques, économiques et éthiques. Les combats sociopolitiques dès le début de la modernité furent des conquêtes politiques, pour la libération et la valorisation des hommes ; des luttes pour la quête et l'établissement d'une meilleure organisation politique dont les bases étaient humanistes et morales. Nous pouvons conclure que le pouvoir populaire a

vaincu le despotisme politique. Si telle fut le climat politique en Angleterre, comment se pratiquait la politique ailleurs ?

III – LA MONTÉE DE LA MONARCHIE AUTOCRATIQUE EN EUROPE.

La monarchie autocratique était une réalité dans le reste des pays européens : en Russie, en France en Allemagne. Elle était une forme de dictature ou de tyrannie parce que ce fut un pouvoir qui n'était ni désigné, ni contrôlé. Aucune assemblée ne contrôlait le pouvoir du roi. Elle se caractérisait par une autorité absolue, il se faisait une répression de toute opposition et de toute tentative de changement. Les populations étaient sous les ordres absolus du roi qui, seul, détenait tous les pouvoirs. Revêtu des pouvoirs divins, le monarque était le souverain absolu ; il définissait la vie politique. Toute rébellion était proscrite et le peuple était soumis à une totale obéissance. Le souverain tenait son pouvoir d'une main ferme et soumettait son peuple d'un bras de fer. La liberté d'association n'était pas reconnue. C'est pourquoi toute opposition politique était interdite. Par conséquent, les populations subissaient la domination du pouvoir. Alexandre III, monarque russe disait à cet effet :

> *Tant que je ne serai pas convaincu que le régime représentatif est nécessaire au bonheur de la Russie, je m'y opposerai de toutes mes forces. Mais il est peu probable que je n'en sois jamais convaincu, car je vois trop le mal qu'un pareil régime peut causer à la Russie. Je suis étonné d'entendre des gens intelligents parler sérieusement du principe représentatif quand il s'agit de la Russie : on dirait qu'ils récitent des phrases apprises qui traînent dans les journaux de bas étage ou qui leur sont inspirées par le libéralisme démocratique.*[230]

Cet absolutisme politique provoqua des soulèvements populaires qui dévoilaient le malaise politique et traduisaient en même temps la ferme volonté du peuple de renverser cette oppression. Les populations opprimées firent entendre leurs voix pour dénoncer les dérives politiques et exigèrent l'institution d'un régime légitime. Très vite, les mouvements de révolutions prirent de l'ampleur ; les réprimandes furent violentes afin de maintenir l'autorité politique. Les luttes furent longues et soutenues. Ces affrontements avaient un motif commun : la recherche de la meilleure gouvernance politique, celle qui garantirait aux citoyens les droits et les libertés tant individuels que collectifs. L'expérience anglaise motivait ces peuples. La détermination des populations recevait le soutien d'autres acteurs tels que les hommes de lettres et les religieux. C'est ainsi que les combats pour les libertés politiques

[230] *op.cit*. Discours d'Alexandre III à Pobiedonostsev, 21 avril 1881.

furent appuyés par des religieux et des intellectuels qui avaient influencé les mouvements et les classes sociopolitiques.

En définitive, les monarchies européennes ont connu de grandes réformes à cause des mouvements révolutionnaires, des oppositions sanglantes et des mécontentements populaires qui ont agité les gouvernances monarchiques. Mais ces mouvements de revendications étaient soutenus par l'église protestante, les humanistes et la philosophie qui préconisaient la libération totale des peuples de la domination politico-économique. Pendant cette période monarchique, les peuples entreprirent les résistances, les soulèvements et la désobéissance contre les pouvoirs politiques. Les révolutions visaient à évincer la monarchie absolutiste qui s'était adossée sur la bourgeoisie. Le leitmotiv fut l'accès à une société plus équilibrée. Les critiques acerbes contre l'absolutisme monarchique et contre le capitalisme devinrent de plus en plus viriles. L'église, les humanistes et la philosophie s'activaient dans le combat de libération des peuples. Quelles furent les contributions de l'église ? Si l'église est généralement neutre, quelles furent les motivations de l'église dans le combat contre la monarchie ?

III.1. L'INFLUENCE POLITIQUE DE L'ÉGLISE PROTESTANTE.

L'obéissance inconditionnelle que l'église catholique enseignait et encourageait ne fut pas acceptée de tous. L'église protestante au contraire affirmait la liberté naturelle de l'homme et de son droit à la libre recherche, à la libre expression et à la libre association. Le vent des libertés de l'Angleterre influençait les mouvements politiques du reste de l'Europe. La course aux libertés et aux droits politiques envahissait l'espace européen. Ce vent de liberté bouleversait progressivement les rapports entre les citoyens et l'État. La critique devint un outil de dénonciation, de revendication et un moyen pour s'affranchir de la triple domination : la domination de l'église catholique, du capitalisme et du pouvoir politique. Les actions de l'église protestante encouragèrent le peuple à défendre sa dignité et à exiger une meilleure gouvernance. Le protestantisme affirmait que le pouvoir politique devait rechercher le bonheur de ses citoyens et non leur exploitation ni leur asservissement. Les principes religieux de liberté et d'égalité de tous les hommes furent convoqués ; les valeurs de dignité humaine furent avancées. Toutes ces considérations affaiblirent les prétentions égoïstes des gouvernants. *Armelle* Bonin-Kerdon dans son ouvrage, Histoire, héritages européens, écrivait :

> *Dans les pays demeurés catholiques, l'esprit de soumission à l'autorité établie reste fort […]Le protestantisme, en revanche, contribue à l'épanouissement des forces critiques qui vont faire de l'Europe le foyer essentiel et même unique dans le Monde jusqu'au dernières années du XVIIIe siècle (encore les Etats – unis sont-ils l'un des fruits de la « rébellion protestante »), de la libre recherche, dans tous les domaines […] Les théoriciens ultra – conservateurs du XIXe siècle ne devaient pas s'y tromper, qui condamnent avec la même force le protestantisme, la « philosophie » et la révolution.*[231]

L'influence du protestantisme donna aux citoyens une réelle volonté de revendiquer leurs droits pour accéder à plus de libertés, de sécurité et de bonheur. Le protestantisme affirmait la nécessité du libre examen des textes sacrés d'une part, et d'autre part la nécessité d'analyser et de vouloir dans la vie publique, une vie harmonieuse. Ce mouvement s'activait pour affranchir les hommes de la domination des dogmes religieux, de l'impérialisme économique et du pouvoir aveugle de l'État. Il proclamait la liberté naturelle des hommes et la nécessité d'une sage gouvernance politique. S'appuyant sur les textes sacrés, ces religieux affirmaient que la dignité humaine ne devait pas être aliénée quel que soit le motif. L'action de l'église protestante désacralisait les monarques et invitait à les considérer comme de simples humains chargés de rendre effectif le bien-être des hommes. L'église protestante donna un coup d'accélérateur à l'éradication des monarchies. C'est dans ce contexte que se comprend cette déclaration :

> *L'apport fondamental des réformateurs à l'histoire de l'Occident est la proclamation des droits de chacun au libre examen des textes dont dépend son Salut – à plus forte raison, de tout ce qui constitue les bases de la vie terrestre : institutions politiques, rapports économiques et sociaux, connaissance du Monde par la science. Désormais, l'individu peut s'opposer seul à tous, s'il estime être porteur de la vérité dans tel ou tel domaine.*[232]

En somme, le protestantisme apportait une influence déterminante dans les combats politiques. Il encourageait un changement des pratiques politiques. Les résistances se formaient et s'intensifiaient. Dépouillé de son caractère sacré, le pouvoir politique devint vulnérable parce qu'il était désormais dénué de toute autorité transcendante. L'argument d'autorité absolutiste des politiques était graduellement dilué et les gouvernants ne furent plus à l'abri des critiques. Le mouvement s'accroissait et les États modernes connurent très vite des bouleversements sociopolitiques considérables. Le pouvoir religieux avait participé à la

---

[231] Kerdon-Bonin, Armelle, *Histoire, héritages européens*, Collection Grehg seconde, Classiques Hachette, Paris, 1985. pp. 100-101.
[232] *Idem.*

libération des peuples. Cette contribution du mouvement protestant porta un sérieux coup aux faux arguments derrière lesquels les monarques trouvaient leur légitimité. L'idée d'un monarque représentant de Dieu sur terre fut démentie et le mythe d'un roi infaillible fut détruit. Il ne recevait plus les suprêmes honneurs. Le roi fut exposé aux critiques populaires et à l'obligation de répondre aux demandes d'explication des populations ou de leurs représentants. Les États européens sortirent progressivement de la dictature de la monarchie absolue pour tendre vers des régimes beaucoup plus modérés : la démocratie. L'action de l'église protestante fut fructueuse, parce qu'elle mobilisa les peuples pour mener des luttes de libération. Nous retenons que l'église avait pris une part active dans les mouvements de contestation du pouvoir monarchique ; elle avait désacralisé les fonctions politiques et avait présenté l'idéal communautaire que devait réaliser les pouvoirs politiques. L'action du protestantisme fut-elle la seule venant des organisations humaines ?

III.2. LES HUMANISTES ET L'APPEL AU RESPECT DES DROITS HUMAINS.

Le mouvement humaniste tirait ses origines des textes grecs antiques qui furent recopiés par des intellectuels. Implanté en Italie, le mouvement humaniste permettait de redécouvrir l'héritage culturel de la Grèce antique afin d'identifier les secrets de sa gloire. Il permit de tisser des relations entre les intellectuels partout en Europe et la naissance de l'imprimerie provoqua une véritable révolution culturelle qui bouleversa les milieux intellectuels, culturels et politiques : c'est la naissance de *la République des lettres.* Didier Erasme qui avait reçu une forte culture grecque voyagea dans toute l'Europe pour tisser un réseau humaniste. L'humanisme trouva un terrain fertile en France. Il exaltait la dignité humaine fondée sur la culture, la vertu et la beauté. Il redonnait confiance aux individus et encourageait une bonne éducation. Les humanistes étaient pacifistes et proposaient des princes pour une sage gestion politique. Ils condamnaient les abus et prônaient une vie vertueuse sur les domaines politique et religieux. Cet optimisme eut un impact non négligeable en Europe. En 1486, Pic de La Mirandole célébrait la dignité humaine qui devait être respectée en ces termes :

> *Donc notre Père, Dieu le Grand Architecte, suivant les lois de Sa sagesse secrète, construisit cette maison qu'est le monde, ce monde que nous voyons, temple sacré de Sa divinité.[…] Donc, lorsque tout fut achevé […] Il se mit à envisager la création de l'homme […] Donc, il conçut l'homme comme une créature indéterminée et, le plaçant au milieu de l'univers, il lui dit : « je ne t'ai donné, Ô Adam, aucune place ni aucune forme n'appartenant qu'à toi seul, aucune fonction particulière, et pour cette raison, afin que tu puisses avoir et posséder, selon ton désir et ton jugement,*

ta place, la forme et les fonctions que tu désireras, […] Je t'ai placé au centre du monde »[233]

En fin de compte, l'humanisme se préoccupait du bien-être des hommes dominés et opprimés par les monarques. Il énonçait le principe d'une bonne éducation pour réaliser une vie individuelle et collective authentique. Il était question de respecter la dignité humaine qui provient du divin Architecte. Les structures religieuses et politiques furent invitées à œuvrer à la reconsidération de cette dignité longtemps bafouée. Les humanistes participèrent à l'affaiblissement du pouvoir politique et affirmèrent l'exigence d'un meilleur pouvoir politique. Cette action fut appuyée par l'action de la philosophie. Quel fut l'apport de la philosophie dans cette bataille pour une vie publique harmonieuse ?

III.3. LA PHILOSOPHIE ET L'INVITATION Á UNE MEILLEURE GOUVERNANCE POLITIQUE.

La monarchie moderne avait connu des critiques de la philosophie. Soucieuse de la dignité humaine, la philosophie prenait une part active dans la contestation des pouvoirs monarchiques. Elle invitait à la construction des meilleures pratiques politiques. Plusieurs philosophes se mobilisèrent pour déconstruire les systèmes d'aliénation politique et proposer des conceptions plus humanistes. Montesquieu, Voltaire, Diderot, pour ne citer que ceux-là s'intéressèrent à la gouvernance de leur époque. Les critiques philosophiques n'épargnaient aucun domaine. Ces philosophes affirmaient l'urgence de la politique à rechercher le bien-être de tout homme, ceci passait par la reconnaissance des droits fondamentaux des hommes. Dès lors, les philosophes se montraient actifs dans la bataille de libération des hommes et de la réforme politique. Thomas More dans son œuvre L'utopie[234] construisait une théorie d'une république légitime, où les droits fondamentaux des citoyens seraient garantis et où la justice et la cohésion sociale seraient effectives. L'utopie de More était une invitation à l'abandon de l'immoralité politique pour l'institution d'une gouvernance humaine et humaniste. La république de More était fondée sur l'intérêt général et le bien des particuliers. En d'autres termes, ni le gouvernant, ni le sénat, ni aucune instance ne devait se préoccuper de son intérêt privé mais de celui de toute la communauté. De la tenue vestimentaire aux biens matériels en passant par les pratiques sociales, tout était uniforme. More disait : « *Une fois extirpées à l'intérieur, avec tous les autres vices, les racines de l'ambition et des factions, quel danger subsiste-t-il qu'elle ait à souffrir de ces discordes intestines qui ont suffi à perdre tant de*

[233] *Ibidem*. p115.
[234] More, Thomas, *L'Utopie ou le traité de la meilleure forme de gouvernement*, traduction de Marie Delcourt, Paris, GF Flammarion, 1987

cités »[235] La république des Utopiens était régie par la vertu qui prédisposait chaque citoyen à fuir l'avarice et la cupidité pour s'attacher aux valeurs communes. La bonne entente, l'harmonie et la justice y sont réalisées grâce à l'amour que chaque citoyen nourrissait pour le bien général. Et, parlant du gouvernant, More déclarait :

> *Le roi de même qui ne parvient à garder ses sujets dans le devoir qu'en les privant de ce qui rend la vie agréable, qu'il reconnaisse son incapacité à gouverner des gens libres, ou, mieux encore, qu'il se corrige de sa paresse et son orgueil, car c'est généralement à cause de ces deux défauts qu'il est méprisé ou haï de son peuple.*[236]

Pour Thomas More, la meilleure forme de gouvernement devait se préoccuper de tous les aspects de la vie publique : les rapports entre les citoyens, les activités dans la cité, les mœurs collectives ainsi que le mode de gestion des hommes. C'était une gouvernance démocratique qui impliquait toutes les couches sociales et qui favorisait le bien-être collectif et individuel ; c'était une forme de démocratie dans laquelle les privilèges et autres avantages étaient sous-estimés. Ce qui avait plus de valeur c'était l'intérêt général. On déduit de cette organisation politique une critique subtile contre la monarchie. Il s'agissait pour lui de dénoncer les pratiques politiques inhumaines qui ont toujours caractérisé les États monarchiques. More invitait les gouvernants à mettre en œuvre des formes de gestion humaines, équitables et raisonnables. Cette vision politique établissait le divorce avec l'autoritarisme monarchique d'une part et d'autre part invitait les citoyens à se mobiliser pour produire une organisation politique saine et vertueuse. L'utopie de Thomas More validait et revalorisait la thèse de la république platonicienne dans laquelle le bien-être des citoyens était la finalité de l'organisation politique. À bien examiner, cette république fondée sur l'intérêt général condamnait les divisions, les antagonismes et instituait le régime communautariste. La philosophie, à n'en point douter, se rangeait résolument du côté des formes politiques légitimes et vertueuses. Cette perspective convoquait de plus en plus l'éthique en politique ; elle dénonçait et condamnait les atrocités, les barbaries des riches et des gouvernants pour confirmer l'égalité de droits des citoyens. C'est aussi l'affirmation des droits de tous et de

---

[235] *Ibidem*., p.233.

[236] *Ibidem*.p.123

Précisons que la République de More condamne quatre pseudo-valeurs :

-**L'or** : il est la source de querelles, de disputes et de guerres. Chez les utopiens l'or n'a aucune valeur, car est pendu aux cous des punis et des enfants.

-**L'argent** : il n'a aucune valeur parce que tous reçoivent de la cité tout ce qui est nécessaire au bonheur. Il n'y a pas de propriété privée.

-**Le vestimentaire** : tous, vêtus des mêmes parures, se plaisent dans leur parure uniforme, de sorte qu'aucune différence n'est possible et aucune prétention n'est réalisable.

-**L'avarice et la cupidité** : le roi ne pose que des actions profitables à chaque citoyen et évite tout égoïsme et même toute inclination au favoritisme.

chacun au bonheur, à la vie, à la participation aux affaires publiques et le droit à la dignité. Le pouvoir politique ainsi remis en question était appelé à une sérieuse et profonde mutation. Thomas More exigeait la dialectique politique pour transcender tout autoritarisme aveugle afin de générer des institutions républicaines fondatrices du bien-être de tous. Cette détermination philosophique contribua à l'affaiblissement de la monarchie. C'est cette action révolutionnaire de la philosophie qui a poussé Séguier, un gouvernant à dire :

> *Les philosophes se sont élevés en précepteurs du genre humain ; liberté de penser, voilà leur cri, et ce cri s'est fait entendre d'une extrémité du monde à l'autre. D'une main ils ont tenté d'ébranler le trône, de l'autre ils ont voulu renverser les autels. Leur objet était de faire prendre un autre cours aux esprits sur les institutions civiles et religieuses, et la révolution s'est pour ainsi dire opérée. Eloquence, poésie, histoire, romans, jusqu'aux dictionnaires, tout a été infecté.*[237]

Les critiques et propositions des philosophes dénonçaient l'absolutisme des monarques qui réduisaient le reste des hommes en sous- hommes. Elles affirmaient la nécessaire participation de tous aux délibérations publiques. John Locke affirmait qu'il était du droit de tout le corps politique de décider de son devenir. Contre l'action exclusive des gouvernants, ce philosophe affirmait l'indispensable obligation de l'action collective des forces populaires, celle de tous les citoyens. Si l'ensemble des hommes constituait la société civile, il convenait que tous furent impliqués dans la vie politique. Ce philosophe dénonçait aussi les dérives monarchiques et prônait une politique plus humaniste pour réaliser de manière permanente les aspirations légitimes du peuple. Locke pensait que les délibérations du grand nombre de citoyens étaient les seuls qui furent valables et légitimes. Selon lui, C'est le peuple qui fait le pouvoir politique. Il n'était plus admis que les dirigeants conçussent unilatéralement l'action politique pour l'imposer au grand ensemble. C'est l'inverse qui était exigé. Car, les délibérations d'un homme étaient égoïstes, moins rationnelles tandis que l'intérêt général était sauvegardé lorsque le peuple participait aux choix politiques. John Locke s'opposait à la monarchie parce qu'elle opprimait les hommes, mettait en péril la cohésion sociale et la dignité humaine. Pour retrouver la légitimité politique, Locke affirmait la participation de tous les citoyens aux délibérations politiques. C'est pour cette raison qu'il disait :

> *Les hommes, ainsi qu'il a été dit, étant tous naturellement libres, égaux et indépendants, nul ne peut être tiré de cet état, et être soumis au pouvoir politique d'autrui, sans son propre consentement, par lequel il peut*

[237] Discours de l'avocat général Séguier au parlement de Paris, 1770, in *Histoire héritages européens*, *op.cit*. p.114

> *convenir, avec d'autres hommes, de se joindre et s'unir en société pour leur conservation, leur sûreté mutuelle, pour la tranquillité de Mur vie, pour jouir paisiblement de ce qui leur appartient en propre, et être mieux à l'abri des insultes de ceux qui voudraient leur nuire et leur faire du mal.*[238]

De plus, ce philosophe affirmait la nécessité du parlement pour réguler la vie politique. Il prévoyait des élections pour le choix des représentants du peuple. Il préconisait aussi que les ministres furent sous la surveillance des communes pour contrôler efficacement leurs actions. John Locke affirmait dès lors la nécessité du partage et du contrôle du pouvoir politique. Cette participation collective contribuait, selon lui, à la cohésion sociopolitique et à plus de responsabilité collective. John Locke réduisait ainsi l'absolutisme à une politique collégiale, à une vie politique consensuelle. Ce philosophe se présentait comme un adepte du parlementarisme qui devait modeler et règlementer la vie publique. Celui-ci devait impliquer tout le peuple dans la conduite de l'État. La souveraineté revenait par conséquent aux gouvernés : c'était l'institution de la démocratie représentative. Le pouvoir exécutif était sous le contrôle du pouvoir judiciaire exercé par tout le peuple. Les pratiques autoritaristes et arbitraires de l'exécutif devaient être censurées par la force législative. Ce contre-pouvoir devait éviter tout autoritarisme et les déviances des monarques ; il plaçait le peule à l'abri des humeurs et des caprices des gouvernants. Au vrai, la pensée de Locke était la condamnation de l'absolutisme monarchique générateur des violences, de l'oppression populaire, des conflits, de l'antagonisme politique et de la dégradation du climat social. La pensée politique de John Locke consistait en l'affirmation de la démocratie parlementaire, parce qu'elle devait favoriser la participation de l'ensemble du corps politique d'une part, et, d'autre part, elle libérait la population de la domination des monarques véreux et vicieux. C'était l'invitation à l'institution d'un pouvoir politique qui devait prendre en charge la question du bonheur humain. La finalité de la pensée de Locke consistait à promouvoir des pratiques politiques qui reposaient sur des valeurs morales et humaines. Ce penseur se préoccupait de la mise en place d'un meilleur régime politique dans lequel le bonheur général était la motivation et la finalité de tous et de chacun. C'est ce qui conduisait ce philosophe à déclarer :

> *Le pouvoir législatif constitue non seulement le pouvoir suprême de l'Etat, mais il reste sacré et immuable entre les mains de ceux à qui la communauté l'a une fois remis. Et aucun édit, quelle que soit sa forme ou la puissance qui l'appuie, n'a la force obligatoire d'une loi, s'il n'est approuvé par le pouvoir législatif, choisi et désigné par le peuple sans cela*

[238] Locke, John, *Traité du gouvernement civil*, chap. VIII, Traduction française de David Mazel en 1795, version numérique par Jean – Marie Tremblay, les classiques des sciences sociales, p.63

> *la loi ne comporterait pas ce qui est nécessaire pour constituer une loi : le consentement de la société.* [239]

Montesquieu prenait aussi position pour une gestion harmonieuse des hommes. Il adressait des critiques contre l'absolutisme politique. Par conséquent, son œuvre *De l'esprit des lois*[240] invitait à une gestion politique différente de l'ancienne. Selon Montesquieu, la séparation des pouvoirs était indispensable pour limiter les abus du pouvoir des monarques. Il proposait l'institution des contre-pouvoirs pour garantir des pratiques politiques objectives et bien évidemment la liberté politique. Ce philosophe condamnait la monarchie absolue parce qu'elle se préoccupait des avantages et de l'honneur des gouvernants mais ne recherchait pas le bien-être du peuple. Cette démarche du philosophe consistait à affirmer la nécessité de l'égalité des pouvoirs afin d'éviter que l'un ne domine les autres. En effet, le philosophe justifiait l'opportunité du pouvoir politique par l'accomplissement du bien-être des citoyens. Pour réaliser cet objectif, trois pouvoirs furent suggérés : les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. L'équilibre et le contrôle mutuel des pouvoirs devaient favoriser une gestion politique harmonieuse et bénéfique à la cité. Il apparaît par conséquent que la monarchie fut remise en question à cause de la concentration des pouvoirs. Ce fut une invitation à la réforme politique ou l'appel à la reconfiguration des institutions de la république. Montesquieu affirmait que le meilleur régime devait garantir au peuple ses droits fondamentaux. C'est pourquoi il affirmait :

> *Il y a dans chaque Etat trois sortes de pouvoirs : la puissance législative, la puissance exécutrice des choses qui dépendent du droit des gens, et la puissance exécutrice de celles qui dépendent du droit civil. Par la troisième, le prince ou le magistrat punit les crimes ou juge les différends des particuliers. On appellera cette dernière la puissance de juger. Lorsque dans la même personne la puissance législative est réunie à la puissance exécutrice, il n'y a point de liberté, parce qu'on peut craindre que le même monarque ou le même sénat ne fasse des lois tyranniques, pour les exécuter tyranniquement.* [241]

Au lieu des pouvoirs exercés uniquement par le monarque, Montesquieu suggérait une répartition et une séparation des pouvoirs. Cette vision appelait à une délimitation des différents pouvoirs. Il n'était plus indiqué qu'un seul exerça tous les pouvoirs, mais que les citoyens, par la séparation des pouvoirs, participent à la gestion des affaires publiques. L'équilibre des pouvoir était indispensable pour accéder à une pratique politique bénéfique à

---

[239] Locke, John, *Essai sur le pouvoir civil*, 690, Traduction française M.J- L. Fyot, Bibliothèque de la science politique, Paris, P.U.F, 1955.
[240] Montesquieu, *De l'esprit des lois*, (1758), in Œuvres complètes, vol.II, La Pléiade, Gallimard, Paris, 1951
[241] *Ibidem*. p.53

toute la communauté politique. La critique de Montesquieu exposait les défaillances de la monarchie et établissait les principes démocratiques. Ce philosophe recherchait non simplement une meilleure pratique politique mais aussi la réalité de l'égalité de droits et des libertés. Le pouvoir politique devait se concevoir comme un instrument indispensable à la réalisation de la sécurité, de la stabilité, de l'harmonie et du bonheur de l'État. La condamnation du régime monarchique fut sans concession parce que ce philosophe se préoccupait manifestement de la qualité de vie des citoyens. Montesquieu prônait une rupture avec le régime monarchique et l'institution d'une république dans laquelle le pouvoir était réparti entre les trois pouvoirs afin de garantir l'intérêt général.

En somme, les critiques des philosophes ont remis en question la monarchie. La pensée commune fut la nécessité d'instituer un régime politique qui mettait en œuvre la liberté, l'égalité de droits, la pratique des valeurs morales afin de favoriser l'épanouissement du peuple. C'est dans cette perspective que Denis Diderot détruisait les bases religieuses de la monarchie pour affirmer le fondement humain du pouvoir politique. En d'autres mots, le meilleur pouvoir politique était conçu comme celui dans lequel le peuple est souverain et non pas celui qui prétendait provenir de Dieu. Le roi ne saurait être un médiateur sérieux et fiable, parce qu'il est un homme faillible, limité et mû par des appétits égoïstes. Aux prétentions transcendantes usurpatrices de la monarchie, Diderot exaltait l'âge de la raison. Pour le bonheur de l'espèce humaine, il fallait un pouvoir rationnel. Autrement dit, la rationalité du pouvoir politique fut revendiquée parce qu'elle exigeait la participation de la rationalité collective. La véritable souveraineté proposée fut celle du peuple et non du roi. Puisque tous les citoyens sont doués de raison, il était indispensable que tout le peuple fit prévaloir son pouvoir logique pour que le bien commun fût préservé. Il disait à cet effet :

> *Aucun homme n'a reçu de la nature le droit de commander aux autres [...] l'homme ne doit ni ne peut se donner […] sans réserve à un autre homme, parce qu'il a un maître supérieur […]à qui seul il appartient tout entier. C'est Dieu, dont le pouvoir est toujours immédiat sur la créature, […] Ce n'est pas L'Etat qui appartient au prince, c'est le prince qui appartient à l'Etat ; mais il appartient au prince de gouverner dans l'Etat parce qu'il s'est engagé envers les peuples à l'administration des affaires, et que ceux-ci de leur côté se sont engagés à lui obéir conformément aux lois. En un mot, la couronne, le gouvernement et l'autorité publique, sont des biens dont le corps de la nation est propriétaire et dont les princes sont des usufruitiers, les ministres, et les dépositaires.*[242]

[242] Diderot, Denis, *Autorité politique*, in l'encyclopédie, ou dictionnaire Raisonnée des Sciences, des arts et des métiers, Tome 1, Paris, Editions Critique ENCCRE, 1751.

Diderot démontrait que le monarque n'était qu'un individu qui devait se soumettre à la volonté générale et jamais le contraire. C'était l'ensemble des citoyens qui devaient déterminer les principes politiques que le gouvernant devait assurer la mise en œuvre. Ainsi, la volonté générale fut exaltée comme l'une des conditions majeures d'un pouvoir véritablement légitime et capable de réaliser le bonheur des citoyens. Le consentement général fut indiqué comme le fondement indispensable du pouvoir politique. L'idée de consentement général supposait le choix de la majorité des citoyens. En fin de compte, le pouvoir politique était présenté comme celui de l'ensemble de la communauté politique et non plus celui d'une minorité de personnes.

Dans la même mouvance, Jean-Jacques Rousseau affirmait le droit politique. Celui-ci était défini comme l'égalité politique qui n'est pas envieux, ni cupide. Ce droit politique qui établissait l'égalité de droits excluait les rivalités, les compétitions et les conflits d'intérêt. Car, pensait-il, ce furent les inégalités qui engendrèrent la domination et l'exploitation des populations. Par conséquent, l'égalité politique fut considérée comme un impératif pour faire coïncider la nécessité politique à la liberté naturelle des citoyens. Jean-Jacques Rousseau conciliait ces réalités auparavant incompatibles pour créer un espace politique qui donnerait à chaque associé ses droits essentiels et au gouvernant ses devoirs légitimes. C'est dans cette optique que ce philosophe évoquait Le *contrat social* parce que la conjoncture politique exigeait au préalable le principe d'égalité entre les différents membres du peuple : c'est la volonté générale qui fonde la liberté et le pouvoir politique. Cette volonté se définissait comme l'expression du consentement et de l'adhésion collective. Une fois de plus, le peuple devrait exercer sa souveraineté et, chacun obéissant à tous, n'obéirait pourtant qu'à lui-même ; une obéissance aux principes que la communauté s'était volontairement donnés. Jean-Jacques Rousseau condamnait les rivalités et les compétitions interpersonnelles que les monarchies avaient engendrées. Par contre, dans la cité rousseauiste, chacun jouissant des mêmes droits que tous, devait œuvrer pour maintenir l'égalité politique. Rousseau affirmait :

> *Cet acte d'association produit un corps moral et collectif, composé d'autant de membres que l'assemblée a de voix, lequel reçoit de ce même acte son unité, son moi commun, sa vie et sa volonté. Cette personne publique qui se forme ainsi par l'union de toutes les autres prenait autrefois le nom de cité, et prend maintenant celui de république, ou de corps politique, lequel est appelé par ses membres Etat, quand il est passif, puissance en le comparant à ses semblables. A l'égard des associés, ils prennent collectivement le nom*

> *de peuple, et s'appellent en particulier citoyens, comme participant à l'autorité souveraine, et sujets, comme soumis aux lois de l'Etat.*[243]

Tous ces contours démontrent le combat que les philosophes ont mené pour dénoncer les dérives de la monarchie. Ils affirmaient l'urgence de la libération du peuple et la nécessité d'instituer un pouvoir politique généré et contrôlé par l'ensemble du peuple. De manière décisive, ces philosophes ont proposé une gestion publique concertée, menée par le peuple et pour le peuple. Les principes directeurs qu'ils ont formulés établissaient une gouvernance démocratique dont le fondement et la finalité étaient l'homme. Du monolithisme et du monocéphalisme, la philosophie affirmait le pluralisme politique, mieux la gouvernance populaire. Les principes de libertés, de droits civils, de droit politique fondaient la république. Ils désignaient le peuple comme dépositaire du pouvoir politique. Au-delà de ces principes, la finalité était l'homme : son bonheur, sa sécurité et son déploiement harmonieux dans la cité. La philosophie démontrait que la condition humaine est déterminée par la gouvernance en vigueur. Une gouvernance despotique est destructrice, déstabilisatrice, conflictuelle et génératrice des conduites et des pratiques inhumaines et immorales, tandis qu'une gouvernance consensuelle est harmonieuse, prospère et humaniste. Le combat philosophique renversait ainsi la hiérarchie du pouvoir car le peuple détenait le pouvoir qu'il déléguait à ses représentants pour l'intérêt commun. Les différents pouvoirs législatif et judiciaire devaient soutenir et contrôler le pouvoir exécutif afin de réaliser la volonté populaire. Le véritable pouvoir devenait horizontal, c'est-à-dire qu'il était désormais exercé par tous les citoyens. Le peuple devint le véritable souverain. Mieux, le pouvoir revint à tous et non plus à une personne ou à une minorité de personnes. La philosophie, dans sa contestation de la monarchie, formulait des propositions pratiques pour réformer le pouvoir politique et pour accomplir sa fonction : la bonne et sage gestion des biens publics. La collégialité populaire du pouvoir politique déracinait l'idéologie de domination, d'instrumentalisation et d'exploitation des citoyens et elle instituait celle de l'égalité de droits, de la liberté et de la séparation des pouvoirs. Les idées de rotation et de contrôle du pouvoir se dégageaient de ces positions des philosophes. En d'autres termes, le peuple, par un choix souverain devait confier le pouvoir à un individu et assurer également le contrôle afin de veiller à sa bonne gestion. La république des philosophes valorisait l'homme grâce à la permanence des valeurs éthiques, politiques et humaines. La communauté de la rationalité devint le fondement de la communauté politique.

[243] Rousseau, Jean- Jacques, *Du contrat social*, Paris, Editions Sociales, 1971

En définitive, toutes ces conceptions religieuses et philosophiques exigeaient l'avènement et l'expression d'une meilleure organisation politique. La période moderne fut fortement marquée par les mouvements de revendication des libertés et de l'égalité des droits. Des mouvements qui exigeaient des réformes politiques pour une gouvernance publique au service du peuple. Les penseurs ont proposé des principes normatifs pour réaliser un pouvoir exercé dans l'intérêt des communautés humaines. La désacralisation du pouvoir politique le ramena à la dimension humaine, c'est-à-dire que celui-ci devenait purement humain. Par conséquent, tous les hommes devaient être impliqués dans la vie publique. Cette approche favorisa la rupture avec la domination d'une minorité sur la majorité et l'abolition de l'idéologie d'exploitation, de domination et de chosification des hommes. Cette bataille pour le bien-être des peuples conservait son ampleur parce qu'il s'agissait, non simplement du bonheur et de la sécurité des hommes, mais ce fut aussi et surtout une question de la dignité humaine. En d'autres termes, les systèmes politiques et toutes les doctrines élaborées recherchaient la restauration complète de la dignité de tout homme. En un mot, la modernité donna lieu aux revendications politiques pour favoriser un renouveau du pouvoir politique et la restauration de la valeur de tout homme. Le souci majeur fut d'assurer une réelle égalité de droits à l'ensemble de la communauté politique. Car les peuples devinrent de plus en plus exigeants à cause des influences manifestes du protestantisme et des réflexions philosophiques. Ces contributions ne furent pas suffisantes pour instituer un régime des libertés et des droits des hommes. Mais la détermination d'instituer un meilleur régime politique donna naissance aux idées nouvelles : le socialisme et le communisme. Elles tendaient toutes à révolutionner le cadre et les pratiques politiques. Cette quête du bien-être et du mieux-être tant individuel que collectif favorisait l'émergence des doctrines nouvelles dont l'objectif était de construire une vie politique épanouie et digne. Dès lors, le socialisme et le communisme ont-ils mis en place une meilleure organisation politique ? Ont-ils établi les libertés, l'égalité politique et le bien-être du peuple pour attester de la réalité d'un meilleur régime politique ?

III.4. LE SOCIALISME ET LA MEILLEURE ORGANISATION POLITIQUE

Le socialisme s'était fait le devoir de susciter une prise de conscience des populations exploitées et soumises aux mauvaises conditions dans lesquelles elles vivaient et travaillaient. Cette prise de conscience déclenchait une volonté populaire pour rompre avec le système de domination, d'exploitation, d'insécurité et d'injuste qui les asservissait. Il s'agissait d'inciter

les populations à se dresser contre la bourgeoisie économique et le despotisme politique. Le socialisme préconisait que le prolétariat, devenu maître du pouvoir, exerça une redistribution équitable des biens en fonction des besoins des citoyens. C'était le dépassement du despotisme monarchique d'une part et d'autre part, le rejet du libéralisme longtemps préconisé par les intellectuels. Elie Halévy dans *Histoire du socialisme européen*[244], démontrait que le socialisme avait de la valeur parce qu'il remettait en question trois piliers qui ont détruit la cité : le pilier moral, économique et politique. C'est une protestation morale parce qu'il condamnait les injustices, les guerres, les valeurs égoïstes et inhumaines du passé. C'était une critique économique parce qu'il remettait en question la configuration sociale qui accordait la priorité à l'individu au détriment du collectif ; ce qui générait des injustes possessions des biens dont la conséquence fut l'inégalité sociale. Il s'agissait enfin d'une critique politique parce que le peuple était exclu de la vie publique. Les riches étaient les citoyens privilégiés, tandis que les pauvres étaient tenus à l'écart subissant la domination de l'oligarchie bourgeoise. Emile Durkheim, dans son œuvre *Le Socialisme*[245], disait : « *La cause du mal, c'est l'égoïsme ; ce qui entretient l'égoïsme, c'est l'intérêt particulier ; l'intérêt particulier ne peut disparaitre qu'avec la propriété privée, c'est celle-ci qui doit donc être abolie ; dans la société idéale, l'égalité économique entre les citoyens doit être complète* »[246]

D'après Elisabeth Clément, Chantal Demonque, Laurence Hansen-Love et Pierre Kahn[247], le socialisme était une doctrine politique dont les formes furent diverses mais le point commun était l'affirmation de la priorité du bien général de la société sur l'intérêt particulier des individus. Il préconisait la limitation voire la suppression de la propriété privée parce qu'elle était la principale source d'exploitation et de domination des prolétaires. Ce mouvement de quête d'une meilleure organisation politico-économique se poursuivait plus

---

[244] Halévy, Elie, *Histoire du socialisme européen*, Paris, Gallimard,1948.
Le socialisme est une doctrine qui condamnait la propriété privée de moyens de production parce qu'elle fondait des inégalités.
1-**L'aspect économique** : la propriété privée déstructurait la société par l'émergence des classes sociales inégalitaires : la bourgeoisie et le prolétariat. Ce qui fait des pauvres des simples damnés et des instruments de production des biens. Par conséquent, les individus avaient plus de valeur que le groupe. Ce qui instituait le culte de l'individualisme, de la domination et de l'exploitation des pauvres
2-**L'aspect moral** : l'individualisme était à l'origine de la dégradation des mœurs et des valeurs. L'individualisme génère les conflits d'intérêts, les rivalités, la corruption et la chosification de l'homme. L'économique est valorisé et l'humain est dévalorisé et dévalué.
3-**L'aspect politique** : le socialisme dénonçait l'exclusion du peuple des délibérations politique. Ce qui suscitait une oligarchie despotique qui se prévalait de ses avantages et des moyens d'asservissement du peuple.
[245] Emile Durkheim, *Le Socialisme, sa définition – ses débuts, la doctrine saint-simonienne*, Introduction de Marcel Mauss, Paris, Quadrige/PUF, 1992.
[246]*Ibidem*. pp.74-75
[247] Elisabeth Clément, Chantal Demonque, Laurence Hansen-Love et Pierre Kahn, *la pratique de la philosophie*, nouvelle édition, de A à Z, Paris, Hatier, 2000, p.417.

tard avec d'autres philosophes. On peut citer entre autres Pierre Leroux, Proudhon, Saint – Simon, Owen, Engels. Ils se dressèrent contre l'injustice et l'inégalité économique et politique. Ils proposèrent une société fraternelle, juste et égalitaire. Ils exigeaient un système qui abolissait le capitalisme et consacrait le communautarisme. Le socialisme luttait contre l'exploitation des populations majoritairement pauvres. Mais le renversement de la bourgeoisie était un préalable pour la restructuration du pouvoir économique et politique. Pierre-Joseph Proudhon constatait que la classe des salariés, ouvriers et paysans était productrice des richesses mais ne jouissait pas du fruit de son travail ; elle produisait des biens pour la bourgeoisie. C'est cette pratique qui a fait dire à Proudhon que l'État n'engendrait que l'aliénation des citoyens. Par conséquent, la révolution populaire était préconisée pour renverser les pouvoirs exercés par les bourgeois afin que la justice propre à la raison collective fut instituée : ce fut l'avènement de la démocratie socialiste où l'État devait jouer le rôle consultatif et d'instructeur. Le socialisme affirmait que le collectivisme social devait garantir la justice et l'équilibre sociale. Plusieurs mouvements socialistes envahirent l'Europe pour déstabiliser et fragiliser l'ancien système. En Allemagne, en Angleterre, en France et d'autres pays, il y eut une révolution politique. Les masses populaires soutenaient les revendications et les réformes du socialisme qui s'attaquait à la bourgeoisie pour affranchir les prolétaires majoritaires dans les États. Berstein affirmait l'effort du socialisme en ces termes :

> *Il faut que la social – démocratie ait le courage de s'émanciper de la phraséologie du passé et de vouloir paraître ce qu'actuellement elle est en réalité : un parti de réformes démocratiques et socialistes. Il ne s'agit pas d'abjurer le droit à la révolution. […]Plus la social – démocratie se décidera à vouloir paraître ce qu'elle est, plus aussi ses chances augmenteront de réaliser des réformes politiques.*[248]

En définitive, le socialisme s'était déployé pour favoriser l'avènement d'une société plus égalitaire et plus humaine, c'est-à-dire la cité où l'égalité était politique et économique. Pour le socialisme, les pouvoirs économiques et politiques devaient revenir à tout le peuple. La cible principale fut l'économie qui permettait aux bourgeois d'avoir de l'ascendance sur le bas peuple majoritaire. L'intérêt privé fut la cause des différents conflits entre les hommes et il généra des régimes politiques d'exploitation et de domination. S'il est certain que cet objectif n'a pas été atteint dans sa totalité, il convient de reconnaitre son apport significatif dans les réformes politiques. Mais certains auteurs pensaient que le socialisme était une

[248]Berstein, *Lettre au congrès de Stuttgard*, 1898, in Droz, Le socialisme démocratique, Paris, Coll. U. Colin, 1966, p.205.

organisation politique provisoire et transitoire parce qu'il n'a pas pu accomplir son projet. Le premier motif de son échec fut la non-implication du peuple dans le projet de révolution politique. En d'autres termes, le socialisme était soutenu par une poigné de citoyens qui soutenaient le projet politique socialiste. L'autre faiblesse du socialisme fut de n'avoir pas offert les moyens nécessaires à l'ensemble du prolétariat pour renverser le capitalisme. Or, le premier moyen et le plus important était la ressource économique. Malheureusement, les masses populaires ne disposaient pas de biens matériels pour soutenir l'effort révolutionnaire et renverser la bourgeoisie afin de prendre le pouvoir et de redistribuer les biens publics. Il apparait que le socialisme était une utopie et non une doctrine pratique. Le socialisme était porteur d'un idéal, mais était difficile à réaliser parce que l'égalitarisme qu'il promouvait semblait ignorer les inégalités naturelles qui ne sauraient être dépassées par la simple égalité politique. De plus, la domination provisoire du prolétariat en vue de redistribuer les biens publics fut aussi une chimère parce que les procédés pour remettre l'égalité entre les citoyens n'étaient pas clairement définis. Le projet socialiste était une vision politique qui a su identifié les obstacles à l'institution du meilleur régime politique, mais il n'a pas pu atteindre son idéal politique. C'est ce qui a conduit certains penseurs à nommer le socialisme de théorie utopique. Car comment une minorité pourrait-elle évincer la puissance de l'État alors qu'elle dispose de peu de moyens matériels et humains ? Pour Karl Marx en effet, le socialisme était un mouvement transitoire qui permettait le nivellement de la société et la constitution d'une nouvelle organisation sociale où il n'existerait aucune classe sociale : le communisme. Quel a été le projet communiste ? Était-il la meilleure organisation politique ?

III.5. LE COMMUNISME ET LA MEILLEURE ORGANISATION POLITIQUE

Le communisme est une théorie politique et philosophique qui préconisait la communauté des biens et la fin de la propriété privée. Il condamnait la propriété privée parce qu'elle était source de rivalités, de conflits, de discordes et d'instabilités sociales. Pour les théoriciens du communisme, Marx en particulier, le socialisme était une période nécessaire qui permettait au prolétariat de s'emparer des moyens de production afin de rééquilibrer la puissance économique et politique. Le communisme devait s'exprimer après deux phases indispensables : la première phase consistait à étendre le pouvoir à l'ensemble des prolétaires pour constituer une force populaire qui devait dominer et dissoudre la bourgeoisie afin de s'emparer du pouvoir. Cette phase conduisait à la dictature ou à la domination du prolétariat. Le second moment de la révolution était la dissolution des propriétés privées pour la

communauté des biens et du pouvoir politique. Le communisme préconisait l'éradication du pouvoir particulier ; le peuple dans son ensemble et de façon équitable devenait le propriétaire légal et légitime du pouvoir économique et politique. Dans ce nouvel environnement, il n'y avait plus ni maître, ni esclaves, ni gouvernants, ni gouvernés. C'est une organisation politique dans laquelle chaque citoyen a les mêmes droits. Cette vision faisait dire à Karl Marx :

> *L'histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'histoire de luttes de classes. Homme libre et esclave, patricien et plébéien, baron et serf, maître de jurandes et compagnon […] une lutte qui finissait toujours soit par une transformation révolutionnaire de la société tout entière, soit par la disparition des deux classes en lutte. […] La société bourgeoise moderne, élevée sur les ruines de la société féodale, n'a pas aboli les antagonismes de classes. Elle n'a fait que substituer de nouvelles classes, de nouvelles conditions d'oppression […] à celles d'autrefois.* [249]

La vision communiste a influencé les milieux politiques parce qu'il remettait en question les formes d'organisation sociale fondées sur la domination. Le communisme établissait l'égalité sociale et humaine, politique et économique. Il accomplissait, bien que théoriquement, une société uniformisée, un cadre social égalitaire, une société de la communauté des biens. Bien que le communisme marxiste se présentât comme un idéalisme libérateur, il eut le mérite d'avoir osé penser à une vie communautaire harmonieuse et égalitaire, une société au sein de laquelle chaque citoyen jouissait du bonheur collectif et des mêmes droits. Le communisme devint une autre théorie politique qui exaltait la nécessité de la cité idéale. Néanmoins, il inspira la conscience d'une humanité égalitaire et valorisée ; celle qui ne devait plus être subordonnée aux possessions économiques, ni au pouvoir politique, mais une humanité servie par l'économique et le politique. Le communisme plaçait l'homme comme valeur absolue, c'est-à-dire la valeur pour laquelle d'autres valeurs étaient créées et ordonnées. Le socialisme établissait une société politique nouvelle, égalitariste, complémentaire et juste parce qu'elle abolissait les différences économiques, sociales et politiques.

Toutefois, malgré la diffusion et la pertinence contextuelle des idées communistes, cette idéologie se heurta très tôt au capitalisme et il ne put résister à son essor de plus en plus florissant et imposant. Le communisme n'avait pas prospéré parce qu'il était basé sur le sacrifice de l'individualité au profit de la collectivité ; il désubstancialisait l'individualité au

[249] Marx, Karl, *Manifeste du parti communiste*, traduction française de Laura Lafargue, Paris, Editions du travail, DL, 2017, p.25

profit de la communauté, c'est-à-dire que les hommes pour lesquels le communisme se battait devaient renoncer à leurs individualités pour fortifier la communauté. De manière concrète, l'individualité était dissoute dans la collectivité, c'était l'immolation de la singularité pour la fortification de la collectivité. Désormais on ne devait vivre que par et pour la collectivité. Dans ce contexte, nul ne devait s'investir plus que les autres parce qu'à la fin c'est une égale répartition des biens. Si le groupe avait plus de valeur, l'individuel était dilué, son génie créateur et ses compétences devaient être au service de la communauté. Si l'individualisme est condamnable lorsqu'il est égoïste, l'intérêt général devient aussi suicidaire lorsqu'il opprime et oppresse les individuels. Car le fondement inébranlable d'une organisation sociale c'est la valeur et l'expression des génies personnels. En pratique, l'inégalité de fait motive l'émulation, elle stimule les potentialités des autres membres de la cité. La mort involontaire des individualités affecte négativement l'État parce que les individus qui ne peuvent pas produire ne peuvent nullement contribuer à l'épanouissement de la cité. C'est la raison pour laquelle Bakounine tenait ces propos contre le communisme :

> *Dans l'Etat populaire de M. Marx, nous dit-on, il n'y aura point de classe privilégiée. Tous seront égaux, non seulement au point de vue juridique et politique mais aussi économique. […] remarquez-le bien, un gouvernement excessivement compliqué, qui ne se contentera pas de gouverner et d'administrer les masses politiquement, mais encore les administrera économiquement, en concentrant entre ses mains la production et la juste répartition des richesses, la culture de la terre, […]Il y aura une nouvelle classe, une hiérarchie nouvelle de savants […] et alors gare à la masse des ignorants.*[250]

En réalité, toute organisation des hommes nécessite une certaine hiérarchie et une hiérarchie certaine. Celle qui surveille, qui juge, qui distribue, qui organise et qui stimule une saine compétition productrice de biens et de valeurs. Il faut inévitablement une classe gouvernante pour assurer des fonctions politiques, une classe économique pour une production qualitative et quantitative indispensable au bonheur des masses. Mais prétendre à une égalité sociopolitique et économique est une utopie. Par ailleurs, les inégalités sont inscrites dans la nature humaine, car tous n'ont pas les mêmes aptitudes et par conséquent tous les individus ne sauraient avoir droit aux mêmes avantages. Le communisme crée des motifs de séditions parce qu'il institue de graves injustices et une égalité injuste. L'homme doué et le non doué ne sauraient percevoir égalitairement les mêmes avantages. L'aliénation

[250] Bakounine, Mikhaïl Alexandrovitch, *Lettres aux compagnons du Jurain Jean WaclavMakhaiski*, *Le Socialisme des intellectuels*, Paris, Seuil, 1979.

du mérite constitue un crime contre la nature humaine et contre le génie individuel. Le communisme est la fin de la vie individuelle et du même coup la déstructuration de la cité.

Toutes ces observations ont présenté les faiblesses du communisme. Ce qui a fait penser que le socialisme et le communisme sont des théories moins réalistes. Par conséquent, qu'il s'agisse de la gouvernance exercée par les riches, par les pauvres ou par la classe moyenne, la réalité des inégalités et de l'antagonisme des classes sociales demeure. C'est pourquoi les anarchistes proposaient une autre organisation politique. Ainsi, l'anarchisme a-t-il proposé une meilleure organisation politique ? Si l'État est toujours une menace pour les individualités, quelle forme politique était-elle la meilleure pour rendre effectif le bonheur des citoyens ?

III.6. L'ANARCHISME ET LA RECHERCHE DU MEILLEUR RÉGIME POLITIQUE.

La vision de l'individu affranchi du pouvoir politique fut présentée par l'anarchisme. En effet, c'était la rupture avec les idées socialistes et communistes. L'anarchisme prônait la liberté individuelle effective, l'homme affranchi du pouvoir politique quelle que soit sa nature. Max Stirner publiait *l'unique et sa propriété*[251]pour indiquer la base de l'anarchisme. Ce penseur affirmait que le moi individuel était la valeur incontestée qu'il fallait sauvegarder. L'homme devait jouir de sa liberté au sein de la communauté. Cette restauration de la souveraineté de l'humain était un impératif pour reconstruire la dignité humaine. Ne disait-il pas :

> *Pour réduire à l'impuissance la volonté et la propriété privées, il faut avant tout dompter l'individualisme ou l'égoïsme. Après cette victoire de principe, étape suprême dans l'évolution de l'« homme libre », on verra les buts d'ordre inférieur, tels que le « bien-être » social des Socialistes, s'évanouir devant la sublime, la radieuse « idée de l'Humanité ». Tout ce qui n'est pas « universellement humain » est une partie qui ne satisfait que quelques-uns ou un seul »*[252]

[251] Stirner, Marx, *L'Unique et sa propriété*, version numérique par Mme Marcelle Bergeron, Les Classiques des sciences sociales, Paris, 2001.p.56

[252]*Ibidem*. Le libéralisme humanitaire, P.111.

Notre intention est de révéler les raisons pour lesquelles les anarchistes rejettent le pouvoir politique. Au premier abord, les institutions politiques ravissent les libertés individuelles, car dans un Etat, le citoyen n'est plus libre de se conduire selon ses convictions, mais il est tenu, au nom de la cohésion et du respect des lois d'obéir aux règles et conventions établies.

Au second abord, l'Etat exige de la part du peuple des sacrifices matériels et humains pour assurer les services publics. Il apparaît alors une logique destructrice dans le sens où c'est le peuple qui est au service exclusif du pouvoir et pas l'inverse.

Ce penseur invitait les citoyens à prendre leur destin en main afin de créer des conditions nécessaires et opportunes à l'expression de leurs individualités. Les hommes, anciennement dominés et exploités, avaient l'impérieux devoir de défendre leur dignité en se dégageant des contraintes sociales, politiques et culturelles. Les institutions politiques dont l'humanité avait besoin devaient donner place à la liberté individuelle. Max Stirner proposait que la motivation des actes politiques fût principalement la valorisation de l'humain. Il s'agissait du rejet de l'oppression, de l'aliénation des hommes. Le véritable pouvoir politique devenait personnel. Il s'agissait de soustraite les hommes des motivations et des actions autoritaires de l'État qui furent jusque-là le fondement des régimes politiques. Ainsi compris, le pouvoir politique n'était plus transcendant, mais individualisé. Max Stirner déclarait ainsi :

> *Celui au contraire qui reconnaît en nous des hommes et nous garantit contre le danger d'être traités autrement que des hommes, nous l'honorons comme notre soutien et notre protecteur. Unissons-nous donc, et soutenons-nous mutuellement ; notre association nous assure la protection dont nous avons besoin, et nous, les associés, formons une communauté dont les membres reconnaissent leur qualité d'hommes, et dont ce nom d'« hommes » est le signe de ralliement. Le produit de notre association est l'État ; nous, ses membres, nous formons la Nation.*[253]

Nous retenons que l'État anarchiste est une association d'hommes libres, Le pouvoir politique anarchiste est individuel, il est fondé sur l'arbitraire privé. L'anarchisme condamnait l'impérialisme étatique, économique et religieux. Il fallait instituer des cadres, des conditions politiques et éthiques indispensables qui garantissaient la liberté individuelle. Les anarchistes se révoltaient contre l'exploitation et l'instrumentalisation des personnes. Cette lutte était dirigée contre toutes les organisations politiques parce qu'elles opprimaient les hommes. L'anarchisme se présentait comme un régime libérateur. Plus tard, Pierre-Joseph Proudhon intensifiait la lutte contre le despotisme économico-politique et s'éloignait considérablement des théories qui maintenaient l'autorité aveugle et égoïste de l'État. Pour ce penseur en effet, il était utopique de croire en une organisation politique qui serait produite par la majorité prolétarienne et qui garantirait l'égalitarisme sociopolitique et économique. Car, les individus sont naturellement inégaux. Il affirmait la nécessité de valoriser les aptitudes individuelles afin d'accroître les propriétés privées et réduire la dictature de l'État. Les citoyens furent considérés comme des ressources précieuses indispensables à une vie individuelle quantitative et qualitative. Ainsi, au lieu d'une politique communautariste, Proudhon préconisait l'individualité comme la fondation solide pour la libération des hommes. Pour cela, la

[253] *Ibidem*. p. 86.

propriété fut considérée comme la seule alternative pour s'opposer au totalitarisme de l'État. Proudhon affirmait qu'il fallait renoncer au projet socialiste. C'est pourquoi il condamnait les socialistes en ces termes :

> *Quiconque veut la chose publique sous quelque forme de gouvernement que ce soit, peut se dire républicain. Les rois aussi sont républicains. – Eh bien, vous êtes démocrate ? – Non. – Quoi, vous seriez monarchiste ? – Non. – Constitutionnel ? – Dieu m'en garde. – Vous êtes aristocrate ? – Point du tout. – Vous voulez un gouvernement mixte ? – Encore moins. – Qu'êtes-vous donc ? – Je suis anarchiste. – Je vous attends : vous faites de la satire : ceci est à l'adresse du gouvernement. – En aucune façon : vous venez d'entendre ma profession de foi sérieuse et mûrement réfléchie ; quoique très ami de l'ordre, je suis dans toute la force du terme, anarchiste*.[254]

L'anarchisme dénonçait l'exploitation des personnes par la puissance économique et politique ; il affirmait que le gouvernement était l'immolation des libertés individuelles. L'anarchie n'était pas un état de chaos, mais le refus et le rejet du despotisme économico-politique. Selon les théoriciens de l'anarchie, la liberté humaine est naturelle et l'expérience sociale prouve que les hommes ont vécu sans une autorité ; c'est l'individualisme libertaire qui a toujours été exercé. Cette condamnation générale de l'autorité sous toutes ses formes conduisait Proudhon à affirmer la nécessité des associations volontaires des hommes. Le système démocratique était aussi considéré comme une forme d'escamotage des libertés individuelles. Pour éviter l'instrumentalisation et l'exploitation des personnes, il fallait se priver de toute super-organisation qui exigeait la soumission et l'obéissance. Car elle devenait inéluctablement aliénante et asservissante. La meilleure expression politique devrait se vivre dans les petites associations volontairement consenties parce qu'elles n'attribuaient aucun pouvoir de domination à qui que ce soit. Le projet anarchiste était la dissolution pure et simple de l'autorité, la suppression des pouvoirs institutionnels parce qu'ils ne sont, ni neutres, ni vertueux. C'est, du moins, le constat qui fut fait et qui démontrait que tous les systèmes politiques ne se préoccupaient pas du bonheur des hommes. Ils ont plutôt favorisé les luttes, les soulèvements, les tortures et les sacrifices humains. Le pouvoir institutionnel combattait toujours le pouvoir individuel. Et cet affrontement meurtrier conduisait à la destruction des libertés humaines. Pour mettre un terme à cette exploitation injustifiée des individus, les anarchistes proposèrent que les hommes n'aient plus un pouvoir transcendant, mais qu'ils vivent dans des regroupements minuscules, capables de garantir et de préserver leur épanouissement. Cette logique anarchiste peut se résumer en quelques mots : l'abolition

[254] Proudhon, Pierre-Joseph, *Qu'est-ce que la propriété* ?, 1840, Ed. Rivière, Paris, 1926, p335.

définitive et éternelle du pouvoir politique pour l'établissement de la liberté et du bien-être réels des peuples. C'est pourquoi Marcel Prélot, analysant les convictions de Proudhon affirmait :

> *Proudhon est particulièrement vif à l'égard des démocrates, parce qu'ils camouflent cette réalité profonde : « L'erreur ou la ruse de nos pères a été de faire le peuple souverain à l'image de l'homme. Et dire qu'il y a parmi nous des démocrates qui prétendent que le gouvernement a du bon ; des socialistes qui soutiennent au nom de la liberté, de l'égalité et de la fraternité cette ignominie ; des prolétaires qui posent leur candidature à la présidence de la république ». Il n'y a pas de demi-mesures en effet et le système démocratique ne doit pas échapper au procès fait à l'autorité car « direct ou indirect, le gouvernement du peuple est toujours l'escamotage du peuple.*[255]

Mikhaïl Bakounine dénonçait l'autoritarisme de l'État parce que selon lui, il limitait, voire annulait la liberté des citoyens. Pour ce penseur, l'État assujettissait et exploitait les masses, les appauvrissait davantage et les maintenait sous le joug du tyran ou du despote. Puissance usurpatrice qui prétendait représenter la collectivité, le pouvoir politique était au service d'une minorité. Ce penseur affirmait que le pouvoir politique était cruel parce qu'il s'acharnait sur les hommes et ne recherchait pas leur bonheur. L'organisation politique entraînait la perte des libertés et des droits essentiels ; c'était le sacrifice du sujet pour sauvegarder la prospérité des gouvernants. La critique acerbe et le rejet du pouvoir monarchique en particulier, et du pouvoir politique en général se justifiaient par une grande emprise que l'État avait sur la population. En somme, tous les régimes politiques soumettaient les peuples à un tissu d'obligations que les anarchistes dénonçaient. Cette perception de la réalité politique confirmait la pensée que l'État était une puissance prédatrice, un monstre dangereux qu'il fallait vaincre pour garantir le bonheur populaire. Les anarchistes ne percevaient de l'autorité politique que de la torture, de l'aliénation et de la chosification des citoyens. Exploiter, dominer, piller et soumettre le peuple avec rudesse sont des clichés qui faisaient dire que le pouvoir politique se repaissait des ressources populaires. C'est ce qui justifie cette déclaration :

> *Analysons d'abord l'idée même de l'État, telle que nous la présentent ses prôneurs. C'est le sacrifice de la liberté naturelle et des intérêts de chacun, individus aussi qu'unités collectives comparativement petites : associations, communes et provinces, aux intérêts et à la liberté de tout le monde, à la prospérité du grand ensemble […] Ce n'est pas l'ensemble vivant, laissant respirer chacun à son aise et devenant d'autant plus fécond, plus puissant et*

[255] Prélot, Marcel et Lescuyer, Georges, *Histoire des idées politiques*, Précis Daloz, Dixième édition, Paris, Presse de l'imprimerie de Montligeons, 1990. P.734

> *plus libre que plus largement se développent en son sein la pleine liberté et la prospérité de chacun.*[256]

Tous ces maux ont poussé les anarchistes à remplacer l'autorité de l'État par l'autogestion des citoyens. Désormais, les hommes ne devraient plus être soumis aux forces extérieures contraignantes qui les exploitaient et les asservissaient, mais les individus devraient jouir de leur autonomie. Cette vision anarchiste préconisait la fin de toute organisation politique. Les dérives politiques trouvaient dans l'anarchisme une fin ultime, une dissolution qui mettait un terme aux nombreuses persécutions humaines que les gouvernements n'ont cessé de perpétré dans le temps et dans l'espace. Qu'il s'agisse d'une simple théorie ou que ce soit une volonté politique réelle, l'anarchisme proposait néanmoins la libération des individus et des peuples. En un mot, la position des anarchistes affirmait que tous les régimes politiques ont de tout temps chosifié et instrumentalisé les hommes, il était temps d'affranchir les hommes et de proclamer le règne de l'autogestion. S'il a été reproché aux anarchistes un extrême pessimisme politique, il convient néanmoins de reconnaitre qu'ils ont révélé le point commun des régimes politiques : la confiscation des libertés et des droits, l'exploitation et la domination des peuples. S'il est vrai que chaque régime politique prétendait servir les hommes, il n'en demeure pas moins vrai qu'ils ont été des acteurs de la corruption sociale, politique et humaine. Il fallait désormais que le pouvoir politique se préoccupa du bonheur du peuple en valoriser l'humain en chacun et en tous et en étant au service de tous. C'est cette perspective humaniste et même éthique qui fait la différence entre les sociétés animales et les organisations humaines. On comprend alors Bakounine lorsqu'il affirmait l'urgence de mettre un terme à l'aliénation des hommes lorsqu'il déclarait :

> *Je déteste le communisme, parce qu'il est la négation de la liberté et que je ne puis concevoir rien d'humain sans liberté. Je ne suis point communiste parce que le communisme concentre et fait absorber toutes les puissances de la société dans l'État, parce qu'il aboutit nécessairement à la centralisation de la propriété entre les mains de l'État, tandis que moi je veux l'abolition de l'État... Je veux l'organisation de la société et de la propriété collective ou sociale de bas en haut par la voie de la libre association, et non de haut en bas, par le moyen de quelque autorité que ce soit. Voilà dans quel sens je suis collectiviste et pas du tout communiste.*[257]

De toute évidence, la modernité a connu plusieurs mouvements et systèmes politiques qui ont proposé la révolution des pratiques politiques jusque-là inhumaines et immorales. Ces

---

[256] Bakounine, Mikhaïl Alexandrovitch, *Œuvres, Fédéralisme, Socialisme et Antithéologisme, Lettres sur le patriotisme – Dieu et l'Etat*, Paris, Éditions Librairie Thesse& Stock, 1895, pp.98-99.

[257] Bakounine, Mikhaïl Alexandrovitch, *Etatisme et anarchie*, Œuvres Complètes, volume 4, Paris, Editions Champ Libre, 1873.

mouvements de conquête d'un meilleur régime politique ont contribué largement à la décrispation du climat politique, à la libération progressive des populations et à une amélioration des pratiques politiques. De la monarchie à l'anarchie, les hommes se sont déployés pour accéder à un régime politique qui soit véritablement au service des populations. En effet, nos analyses ont relevé la diversité des mouvements et des systèmes politiques que les hommes ont proposés à l'humanité dont l'objectif immédiat était de soustraire les citoyens des outrages et des aliénations faites par les pouvoirs politiques. En définitive, la modernité a été au cœur des luttes de conquête d'une meilleure organisation politique. Les monarchies ont été décriées puis affaiblies par les multiples mouvements politiques qui revendiquaient plus de liberté et des droits des hommes. Le socialisme, le communisme et l'anarchisme ont été des réponses que certains penseurs ont estimé appropriées au bien-être humain. Cependant, le résultat fut le même : aucun régime politique n'a pu offrir pleinement le bonheur total aux hommes. Toute cette dynamique justifiait la persistance des soulèvements populaires. Cette soif des meilleures conditions de vie maintenait les hommes dans une guerre permanente pour instituer un meilleur espace politique. La force populaire a été une arme importante dans la conquête des meilleures conditions de l'expression politique. L'apport conjugué du protestantisme, des philosophes et des multiples théories politiques ont contribué à la refonte politique qui a changé le paysage social de la période moderne. Le pouvoir politique fut graduellement transféré des gouvernants au peuple. Les assemblées représentatives révolutionnèrent les pratiques politiques furent améliorées. La démocratie apparut comme une planche de salut des populations. Peut-on dire que la démocratie a définitivement apporté aux hommes le bonheur tant recherché ? Peut-on dire que la démocratie est ce meilleur régime politique qui réalise le bonheur des hommes ?

CONCLUSION DU CHAPITRE

La recherche du meilleur régime politique a émaillé la période moderne. Les régimes monarchiques instituaient des injustices, des inégalités, des atrocités. Les hommes furent des objets au service de l'État. La rigidité du pouvoir monarchique ne permit pas la participation du peuple dans les affaires publiques. Et c'est cet absolutisme politique qui engendra de la part des populations une réelle volonté de revendication de ses libertés et de ses droits. Et l'un de ces droits fut la participation à la vie politique. Plusieurs mouvements et théories politiques qui furent élaborés visaient l'instauration d'un ordre politique humaniste. L'église protestante prit une part active dans la conquête des droits et de la valeur des citoyens. Elle désacralisa le monarque et son pouvoir puis il insista sur la nécessité d'un pouvoir humain au service des peuples. Les humanistes affirmaient également la valeur de tout homme et l'obligation des institutions politiques de créer des conditions de la meilleure expression de l'homme. Les philosophes modernes prirent une part active à la revendication des libertés et des droits humains. Rousseau, Montesquieu, Diderot, Locke furent des portes flambeaux de l'humanisme politique. De même, le socialisme, le communisme et l'anarchisme dénoncèrent aussi l'assujettissement du peuple au pouvoir politique. Ils remettaient en question l'aliénation des populations et leur exploitation par l'autorité politique. En effet, les peuples, sous l'oppression de l'absolutisme monarchique, élaborèrent de nouveaux systèmes politiques pour instituer une gestion publique humaniste, morale et juste. Contre l'égoïsme et les abus des monarques, il fut proposé l'implication de tout le peuple dans la vie publique, l'effectivité des libertés individuelles ainsi que l'égalité des droits des citoyens. Les prétentions usurpatrices des monarques furent dénoncées et condamnées pour exalter une vie publique consensuelle et harmonieuse.

Cependant, les critiques, les propositions des philosophes et des hommes politiques nourrirent les luttes de revendication des libertés et des droits. L'objectif fut la rupture avec l'aliénation et la domination politiques. Les propositions pour une séparation des pouvoirs furent émises pour équilibrer les pouvoirs politiques. Malgré cette révolution politique, les peuples ne purent jouir véritablement d'une vie politique saine et prospère. Car le meilleur régime n'a pas pu être réalisé. Si les conditions de la gouvernance ont réellement changé, les hommes n'ont cependant pas accédé au meilleur régime politique. Car, la période moderne demeurait dominée par la lutte pour une gestion des affaires publiques plus équitable, humaniste et morale. Néanmoins, le système représentatif initiait l'équilibre des pouvoirs politiques et instituait la démocratie. Les différentes luttes politiques donnaient

progressivement aux populations l'accès aux droits fondamentaux qui leur permettaient de prendre effectivement part aux délibérations politiques. Cependant la quête du meilleur régime politique ne trouva point son aboutissement. Car, la modernité présentait toujours une note d'insatisfaction à cause des régimes politiques qui ne parvenaient pas à satisfaire pleinement les attentes des peuples et des instabilités sociopolitiques qui se créaient au quotidien. Mais la volonté de construire le meilleur régime politique demeurait toujours persistante. Elle va d'ailleurs influencer les générations suivantes qui seront animées par une ferme volonté de construire une organisation politique plus humaine et hominisante. Les populations seront toujours portées vers l'excellence et le mieux-être. La révolution technoscientifique et économique deviendra un argument supplémentaire qui poussera les peuples à croire en la possibilité des États mieux gouvernés. C'est pourquoi les nombreux mouvements révolutionnaires qui vont marquer la deuxième moitié de la modernité vont se préoccuper de mettre une emphase sur le culte des valeurs : les valeurs éthiques, sociales, humaines, culturelles et spécifiquement de bonheur des hommes. Si le système représentatif inaugurait le système démocratique, peut-on penser que la démocratie a favorisé l'essor humain ? En d'autres termes, le régime démocratique a-t-il conféré les libertés, l'égalité et le bien-être des populations ? Peut-on dire que le libéralisme démocratique a établi dans l'absolu le meilleur régime politique ? Les citoyens des États actuels peuvent-ils affirmer unanimement que leurs pratiques politiques réalisent effectivement leur bonheur ? Le prochain chapitre nous aidera à mieux percevoir les réalisations démocratiques afin de déterminer si l'on peut établir qu'elle est le meilleur régime politique.

CHAPITRE VIII : LA PERIODE CONTEMPORAINE ET L'ESSOR DE LA DEMOCRATIE

Les premières heures de la modernité ont été marquées par une volonté d'instituer le meilleur régime politique. Par conséquent, ce furent des moments de nombreuses luttes de libération des peuples jusque-là sous la domination et l'exploitation monarchique. L'absolutisme monarchique agressé de toute part, a cédé progressivement à la démocratie, donc à la participation du peuple dans la vie politique. Les démocraties se constituaient et se construisaient graduellement. Néanmoins, les peuples ne jouissaient pas de la totalité des libertés et des droits. Il fallait rompre avec l'exclusion du peuple de la vie publique. C'est pourquoi l'après monarchique sera plus fertile en innovations politiques. Les États adoptèrent majoritairement la démocratie comme modèle politique parce qu'il coupait court avec l'absolutisme monarchique.

En Europe, en Amérique et en Afrique, la démocratie devenait le régime le plus répandu. L'âge démocratique consacrait enfin la participation du peuple à la vie politique et instituait une limitation et une coordination des pouvoirs. La souveraineté revenait désormais au peuple. En d'autres termes, la démocratie affirmait la souveraineté du peuple. Désormais c'est le peuple qui déterminait les choix politiques parce qu'il jouissait du pouvoir électoral qui était aussi le pouvoir de choix et de censure des dirigeants. Cette pratique va s'étendre dans le monde entier, même s'il est vrai que certains États, en raison de leur histoire, sont restés peu ou non démocratiques à l'exemple des États asiatiques. Mais de manière générale, la prédominance des régimes démocratiques était certaine. La suite de la modernité affirmait l'émergence et la confirmation du régime démocratique. S'il est vrai que les pratiques ne furent pas identiques, il n'en demeure pas moins vrai que toutes ces pratiques avaient des bases démocratiques. Si les États-Unis furent parmi les premiers États à expérimenter la démocratie, comment s'est-elle déployée ? A-t-elle favorisé l'épanouissement de ces États ?

I - LA DÉMOCRATIE AUX ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

La période moderne a confirmé la suprématie de la démocratie américaine. De son institution jusqu'à notre temps, la démocratie américaine est florissante, stable et garantit aux

citoyens américains une vie de sécurité, de liberté et de prospérité. Ses influences vont au-delà des frontières américaines. Elle a conféré à cette fédération des États une réelle grandeur et une puissance remarquable. Devenus gendarme du monde, les États-Unis participent tant bien que mal à la protection des vies dans le monde entier. Cette grandeur s'enracine sur la trilogie du pouvoir politique américain qui lui garantit la stabilité, la cohésion et la protection des droits fondamentaux : pouvoir exécutif, législatif et judiciaire. La démocratie américaine est présidentielle, c'est-à-dire que l'exécutif est tenu par le président. Cependant, ce présidentialisme est limité par le législatif et le judiciaire. La séparation des pouvoirs est parfaitement respectée et ces différents pouvoirs assurent l'équilibre politique et favorise la participation des citoyens à la vie publique. Les constats de Tocqueville concernant les États – Unis sont aujourd'hui de plus en plus frappants, car la gouvernance politique américaine est florissante, prospère et harmonieuse. Les citoyens américains, jaloux de leur liberté et du principe d'égalité, condamnent la domination et l'exploitation du peuple. Ils sont tous préoccupés par la réalisation du bonheur individuel et collectif. Cette fierté individuelle des citoyens et celle de l'État repose en partie sur une gestion politique bien élaborée et une vie politique équitable qui place l'homme au centre des préoccupations de l'État. Ce style de vie américain a fait dire à Jean – Claude Lamberti :

> *La liberté n'est pas l'état principal et continu du désir des peuples dont l'état social est démocratique. Ce qu'ils aiment d'un amour éternel, c'est l'égalité ; ils s'élancent vers la liberté par impulsion rapide et par efforts soudains et s'ils manquent le but, ils s'y résignent ; mais rien ne saurait les satisfaire sans l'égalité et ils consentiraient plutôt à périr qu'à la perdre.* [258]

Les États-Unis manifestent une pratique politique relativement stable, ils inspirent respect et considérations. La constitution qu'ils ont adoptée au moment de leur indépendance demeure la même ; elle garantit la continuité et sauvegarde les institutions américaines. Nous pouvons comprendre pourquoi le modèle démocratique américain inspire partout dans le monde des leçons de gouvernance. On retient que le régime politique américain semble donner satisfaction à ses citoyens et à la communauté internationale. De la force politique, les américains connaissent aussi la force économique et culturelle. On parle de lui aujourd'hui comme une puissance dans tous les domaines de la vie humaine. Terre de liberté et de prospérité, la démocratie semble avoir favorisé l'éclosion des génies individuels et collectifs américains. Cette démocratie a généré l'essor technoscientifique, économique, géostratégique, culturel et idéologique. L'Amérique offre un modèle de bien-être et de bonheur qui force

[258] Lamberti, Jean-Claude, *Tocqueville et les deux démocraties*, préface de François Bourricaud, Paris, P.U.F., coll. Sociologies, 1983.

l'admiration et l'attirance. Les populations des tous les horizons accourent pour retrouver la dignité qui semble être le propre des américains. La technoscience confirme les libertés effectives dont les citoyens américains sont bénéficiaires ; son explosion et ses nombreuses réalisations sont l'expression des libertés, de l'égalité de droits, de la sécurité, de la fierté et du bonheur de son peuple. Mais alors qu'en est-il de l'Europe ? La démocratie a-t-elle favorisé l'épanouissement de la vie politique des pays européens ? L'Europe est-elle devenue plus libre, stable et prospère ?

II - LA DÉMOCRATIE ET LE DÉVELOPPEMENT DE L'EUROPE.

Après la domination des monarchies en Europe, les États accèdent progressivement à la démocratie. Les pays européens réforment leurs régimes politiques en construisant des régimes démocratiques. Il y'aura deux types de démocratie : la démocratie présidentielle et la démocratie parlementaire. Ces deux démocraties sont des particularités à cause de l'histoire et des desseins politiques qui ont favorisé leur avènement. Chaque modèle s'appuie sur des principes spécifiques qui constituent son fondement et sa force. L'Angleterre et l'Allemagne par exemple sont du régime parlementaire, tandis que d'autres pays à l'exemple de la France pratiquent le régime présidentiel. Quelles sont les caractéristiques de chaque type démocratique ?

II.1. LA DÉMOCRATIE PARLEMENTAIRE.

La démocratie parlementaire est pratiquée en Angleterre, en Allemagne en Europe du nord notamment en Belgique, au Pays-Bas et en Scandinavie. Elle se caractérise par une séparation des pouvoirs : le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire. En Angleterre spécifiquement, c'est une vieille tradition qui remonte en 1688.Elle est l'une des rares puissances européennes à avoir rompu avec la monarchie absolue. Les tentatives des monarques de renforcer les pouvoirs de l'exécutif se heurtèrent aux vives contestations populaires. Les municipalités s'opposèrent à la monarchie absolue et voulurent contrôler les pouvoirs locaux. De même, les transformations économiques donnèrent de la force aux nobles ruraux. Ces résistances appuyées par les calvinistes rigoureux encore appelés puritains favorisèrent l'institution du régime démocratique parlementariste. Celui-ci limitait les pouvoirs des monarques et affirmait la séparation des pouvoirs, les libertés, les droits des citoyens et des collectivités locales. Le régime britannique fut une monarchie démocratique car il attribuait les pouvoirs à l'exécutif et au législatif. De manière concrète, le peuple anglais

construisit un régime qui favorisa sa participation effective et efficace aux affaires publiques : l'exécutif est bicéphale, assuré par la reine et le cabinet, tandis que le législatif est bicaméral, c'est-à-dire qu'il est contrôlé conjointement par la chambre des communes et celle des lords. Les représentants de la chambre des communes sont votés par le peuple alors que les membres de la chambre des lords sont nommés. L'exécutif a des pouvoirs limités parce qu'il nomme le premier ministre à qui il incombe la responsabilité de nommer les ministres. Par contre, le parlement vote les lois. Cette spécificité permet l'équilibre des pouvoirs. On peut dire que chaque pouvoir est limité par d'autres pouvoirs. C'est un régime politique qui évite tout débordement par le système du contre-pouvoir. Le régime parlementaire anglais demeure effectif aujourd'hui et favorise une participation populaire à la vie de l'État. Les principes de liberté et d'égalités de droits sont rigoureusement établis. Les débats entre les deux chambres maintiennent une discipline et un équilibre qui sont les bases de l'harmonie sociale et de l'équilibre politique. L'histoire témoigne que ce régime a connu peu de troubles politiques grâce à une sage combinaison des pouvoirs. Le parlementarisme anglais est, à côté des États – Unis, un autre modèle de gouvernance politique qui semble contribuer au bien-être de ses populations.

La monarchie parlementaire britannique est une démocratie qui protège les populations, leur offre les libertés et l'égalité de droits. L'un des objectifs de ce régime est l'égalité des citoyens, leur sécurité sociopolitique, leur liberté et leur épanouissement. Le régime parlementaire a une structuration qui confirme et maintient la cohésion des pouvoirs, leur complémentarité et leur contrôle mutuel. C'est donc une démocratie qui reconnaît la participation du peuple et surtout sa souveraineté. En d'autres termes, le parlementarisme britannique se fonde sur la force populaire qui choisit librement ses représentants, contrôle et sanctionne l'action politique. Les libertés des citoyens sont ainsi garanties et le pouvoir politique n'est pas despotique. Au contraire, il recherche et sauvegarde les intérêts du peuple. C'est cette organisation politique qui permet et qui garantit encore l'essor politique, la stabilité sociale et l'épanouissement des populations. Les aspirations des peuples constituent ici la préoccupation majeure des gouvernants, car il s'agit d'une gouvernance qui donne des réponses adéquates aux préoccupations des citoyens. Peut-on dire que ce parlementarisme démocratique est le meilleur régime politique ?

À bien examiner, le parlementarisme est mieux élaboré. Car, la réalité de la séparation des trois pouvoirs exécutifs, législatifs et judiciaire garantit l'équilibre des pouvoirs, l'harmonie politique, la stabilité sociopolitique et promeut le bonheur des citoyens.

Cependant, ce parlementarisme qui confère des libertés aux citoyens suscite des contestations récurrentes, des débordements et des conflits qui sont préjudiciables aux hommes et à la cité. Le pouvoir populaire supplante le pouvoir politique et les convictions populaires deviennent des menaces constantes à la légitimité politique. Cet affaiblissement du pouvoir met en danger le pouvoir politique et la sécurité des hommes. Les nombreux soulèvements et les contestations récurrentes des populations confirment l'idée que cette démocratie parlementaire a favorisé des bonds importants vers l'humanisation politique, mais elle n'est pas le meilleur régime politique. Car, au-delà des droits essentiels des citoyens, l'argument économique exerce une forte influence sur le système et les orientations de cette démocratie. Faut-il alors penser que la démocratie présidentielle soit le meilleur régime politique tant recherché par les hommes ?

II.2. LA DEMOCRATIE PRÉSIDENTIALISTE.

La France pratique la démocratie présidentielle encore appelée démocratie directe. Le peuple choisit librement et souverainement ses dirigeants et ses représentants. Trois pouvoirs s'équilibrent : le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire. Le Président élu est garant du pouvoir exécutif, il nomme les ministres. Le législatif vote les lois. Le judiciaire est garant de la justice. Ces trois pouvoirs sont complémentaires. Cette organisation administrative évite que les gouvernants utilisent leurs pouvoirs pour exploiter ou instrumentaliser le peuple. Les fondements de la démocratie française sont : la liberté, l'égalité et la fraternité. Il s'agit d'une gouvernance qui se préoccupe du bien-être de ses populations. Cette devise établit que le peuple exerce pleinement sa souveraineté et que la structuration des pouvoirs garantit l'expression démocratique véritable. Le fonctionnement de la démocratie présidentielle donne la prééminence à l'exécutif et permet une participation directe du peuple dans la vie publique. Les élus sont responsables devant le peuple. La vie politique consiste à gérer le patrimoine de l'État pour assurer le bonheur du peuple, de lui assurer ses libertés et sa protection. Ce régime s'appuie sur le principe de la participation de tous aux affaires publiques. Le régime présidentiel confère la souveraineté au peuple en tant que corps électoral qui vote les élus du peuple, vote les lois et censure l'action gouvernementale. En effet, l'Europe est le foyer des démocraties, qu'elles soient directes ou indirectes, elles instituent des pratiques politiques concertées et consensuelles. L'égale participation des citoyens aux délibérations politiques repose sur la réalité des droits civiques et de la liberté du peuple. La démocratie, qu'elle soit représentative ou directe, met un point

d'honneur sur les droits essentiels des hommes et leur dignité. La confirmation de la souveraineté permet désormais au peuple de participer activement à la vie publique. La domination et l'autoritarisme des gouvernants cèdent place à la volonté générale. Il apparait clairement que les libertés politiques sont pleinement acquises et protégées. Sur la scène politique, les partis politiques se déploient et se concentrent à proposer un meilleur programme de société. Cette concurrence politique diminue les abus et favorise la satisfaction de l'électorat qu'il faut aussi séduire par des réalisations ou des projets pour lesquels il est le principal bénéficiaire. Car l'élection d'un responsable est conditionnée par la pertinence de son projet de société. Désormais, les idéaux que proposent les potentiels dirigeants sont nécessairement favorables au peuple. Les candidats élaborent des projets de société pour combler les attentes du peuple. Cette politique donne un point d'honneur à l'intérêt commun des citoyens. Dans son ouvrage *De la démocratie*, Robert Dahl disait :

> *Le monde a connu, dans la seconde moitié du XXe siècle, un changement politique extraordinaire et sans précédent. Toutes les principales alternatives à la démocratie ou bien ont disparu, ou se sont transformées en pittoresques survivances, ou encore se sont retranchées dans les dernières forteresses. Plus tôt dans le siècle, les ennemis de la démocratie hérités d'un autre âge – monarchie centralisée, aristocratie héréditaire, oligarchie fondée sur un système électoral ne permettant qu'à une catégorie étroite de la population de s'exprimer – avaient perdu leur légitimité aux yeux de la plus grande partie de l'humanité.*[259]

Toutes ces analyses établissent que le régime présidentialiste est pour le bonheur des citoyens. Qu'elle soit représentative ou directe, le présidentialisme qui confère la prééminence du pouvoir politique à l'exécutif établit en arrière-plan la souveraineté du peuple. L'accès aux hautes fonctions publiques est désormais conditionné par l'approbation du peuple. Dès lors, les candidats aux fonctions électives se préoccupent des attentes du peuple ; ils se déploient à trouver prioritairement les meilleures solutions aux aspirations populaires. Car, la réalité élective est un système de censure. De plus, les libertés politiques favorisent celle d'expression. Encore appelés quatrième pouvoir, les médias influencent l'expression démocratique. Ils informent le peuple, sensibilisent, dénoncent et même proposent des idées, des solutions, des approches pour garantir le bonheur du peuple. Cette nouvelle force engendre plus de restrictions du pouvoir politique et plus d'autorité populaire. Si les démocraties ne sont pas à l'image exacte du modèle grec qui se pratiquait par la participation directe des citoyens dans les affaires publiques, il convient néanmoins de reconnaitre que les

[259] Dahl, Robert, *De la démocratie*, Traduit de l'américain par Monique Berry, Paris, Nouveaux Horizons, 1998, p.1

démocraties contemporaines ont su développer des organes qui agissent efficacement pour maintenir l'équilibre des pouvoirs et sauvegarder les droits des citoyens. Pius Ondoua reconnaissait à la démocratie le mérite d'avoir révolutionné l'espace public et d'avoir donné aux hommes le pouvoir de s'autogouverner. Il disait à cet effet :

> *S'il est vrai que la démocratie moderne n'est en rien identique à la démocratie grecque antique, il faut convenir que les Lumières donnent à la démocratie moderne une figure nouvelle, que nous allons voir et qui renvoie au peuple qui se gouverne (par ses représentants élus) aux droits de l'homme et à un exercice du pouvoir normé par la constitution.*[260]

Après une longue période de l'autoritarisme aveugle et sans scrupule du pouvoir politique, le régime présidentialiste réalise une véritable révolution politique parce que le souverain pouvoir est désormais détenu par le peuple. C'est le règne des libertés et de l'égalité politique. L'homme devient le fondement et la finalité du pouvoir politique. La valeur et la dignité humaines sont reconnues et sauvegardées. Au lieu d'un pouvoir oppresseur, le présidentialisme se présente comme le serviteur du peuple. Il n'y a pas de domination, ni d'exploitation encore moins de chosification humaine. Au contraire, la différenciation des pouvoirs confère aux citoyens la sécurité et établit l'équilibre des pouvoirs, distribue les fonctions dans la cité et identifie les normes, les valeurs et les priorités politiques. L'influence des classes sociales est moins perceptible et la volonté populaire est prépondérante. C'est ce qui justifie cette déclaration :

> *Je commence donc par dire que la démocratie c'est d'abord, essentiellement, un statut nouveau conféré à la personne, qui passe de sujet à citoyen. Une telle mutation est en tous points remarquable pour autant qu'une nouvelle société apparaît, qui, au-delà de la structure de classes et de la lutte des classes, proclame l'égalité de tous, du point de vue de la dignité et des droits. L'impact des Lumières est ici fondamental. Le citoyen n'est certes pas un sujet, au sens de la personne assujettie, dominée par une transcendance extérieure ou supérieure à elle (et notamment Dieu) ; mais en même temps, le citoyen est sujet, subjectivité libre et, de ce fait, valeur et siège de droits inaliénables.*[261]

En fin de compte, l'apport de la démocratie est incontesté et incontestable. La pratique démocratique a révolutionné considérablement la gestion politique. Elle a établi la liberté et l'égalité des citoyens ; elle a permis au peuple, non simplement de participer activement à la vie publique, mais aussi de jouir de sa dignité et de préserver le sens de l'intérêt général. Le

[260] Ondoua, Pius, *Existence et Valeurs III Avenirs pluriels, Démocratie plurielle*, Préface du Professeur Ebénézer Njoh Mouellé, Pensée africaine, L'Harmattan, 2009, p.50
[261] *Ibidem*. p.51.

pouvoir politique cesse d'être dominateur pour devenir un outil au service des populations. Les États connaissent de plus en plus la prospérité sociale, économique, intellectuelle, culturelle et politique. Les conflits d'intérêt cèdent le pas à la cohésion et à l'harmonie sociale pour un idéal commun : le bonheur humain. Nous pouvons retenir que le pouvoir démocratique a su déconstruire le système d'exploitation politique pour construire une saine gestion humaine et des collectivités. Cette restructuration du pouvoir politique fait de la démocratie un régime beaucoup plus élaboré. Mais peut-on dire qu'elle est le meilleur régime politique que les peuples ont tant recherché ?

Le libéralisme démocratique n'a pas été apprécié de tous. Certains théoriciens et hommes politiques n'ont approuvé cette dislocation du pouvoir des gouvernants d'une part et d'autre part l'affaiblissement de l'autorité politique. La réalité des contestations récurrentes ainsi que la trop grande expression des libertés et de l'égalité en sont des exemples. La nécessité de la reconstitution de l'autorité politique va favoriser la gestation d'un nouveau pouvoir politique ferme : la dictature. Ces régimes autoritaristes visent à redorer le blason de l'autorité politique. La démocratie est à écarter parce qu'il est question de la reconstruction de la force et de la fierté nationale. C'est dans ce contexte que l'espace politique européen va connaitre la naissance de nouvelles formes politiques qui s'opposent littéralement à la démocratie : il s'agit des régimes despotiques ou dictatoriaux bâtis sur les idéaux de force de l'État. La trop grande liberté politique établit les pouvoirs dans l'État au détriment du pouvoir de l'État. Il est question pour certains théoriciens de redynamiser le pour de l'État pour assurer le devenir de l'autorité et celui de la communauté politique. Ces régimes en gestation se préoccupent de reconsidérer la fierté nationale qui assure la force et la stabilité politique. Quels sont donc ces régimes dictatoriaux et quel a été leur pertinence ? Quelles sont les motivations de constitution et de réalisation de ces dictatures ?

II.3. L'IRRUPTION DES POUVOIRS DICTATORIAUX.

Les deux guerres mondiales n'ont pas été l'œuvre des démocraties mais plutôt de la dictature. L'Allemagne et l'Italie furent les sols de l'expression dictatoriale. Pour des luttes hégémoniques, ce régime dictatorial a conduit les peuples aux guerres les plus terrifiantes de l'histoire humaine. Contrairement à l'expression et à l'expansion démocratique dans le monde, les ambitions de grandeur vont alimenter les passions de certains dirigeants soucieux de construire la puissance de l'État. Préoccupés par des considérations de grandeur et de puissance, la dictature va donner un autre tournant dans la vie politique. L'Italie et

l'Allemagne vont, pour des motifs d'hégémonie, construire des modèles dictatoriaux qui ont fragilisé les États et les populations. Les pratiques démocratiques semblent avoir ouvert des failles pour l'autodétermination des États. En d'autres termes, la grande expression des libertés n'a-t-elle pas été à l'origine de la constitution et de la consolidation des régimes dictatoriaux dans le monde ? Ne faut-il pas conclure que l'avènement de la dictature a été rendu possible par le libéralisme démocratique ? Comment se sont déployés ces régimes politiques et quelle était la motivation ?

II.3.1. LE FASCISME ITALIEN.

Le fascisme italien entendait corriger ce qu'il considérait comme erreurs individuelles de 1789 et celles collectives de 1917. En d'autres termes, le fascisme réagissait contre l'affaiblissement de l'État que l'on a connu lors de l'avènement des démocraties. À l'État libéral, le fascisme proposait l'État fort qui devait affronter son temps et l'avenir. Mis à l'œuvre dans le passé par quelques chrétiens, le fascisme de 1917 devint un mouvement nationaliste. Très tôt ce mouvement fasciste se construisit et Mussolini en fut le dirigeant. Les insignes de verges et de hache traduisaient son objectif de force et de conquête. Vaussard[262], dans son livre, présente l'objectif et les différents mouvements du fascisme. IL affirmait que le fascisme entendait détruire la diversité pour construire l'unité. Autrement dit, il s'agissait pour le fascisme de construire un État puissant qui devait être la seule valeur de construction de l'identité collective et individuelle. Ce dernier affirmait que l'État était conçu comme une unité supérieure qui exigeait l'apport inconditionnel de tous. Il établissait que les citoyens devaient vivre pour l'État et non l'inverse. Le fascisme fut donc la concrétisation du totalitarisme. C'est-à-dire que les citoyens perdaient tous leurs droits et les remettaient à l'autorité politique. L'individu devait vivre pour l'État, il devait se déployer pour sa fortification. Young-Bruehl, reprenant Hannah Arendt disait : « *Un conflit entre socialisme et capitalisme, capitalisme d'État et libre entreprise, société de classe et société sans classe. C'est un conflit entre un gouvernement fondé sur les libertés civiles et un gouvernement fondé sur les camps de concentration »*[263] Le fascisme condamnait le principe de liberté individuelle et affirmait le principe de grandeur absolue de l'État. On accédait ainsi à la monocratie, c'est-à-dire le régime où un seul avait le pouvoir et la souveraineté absolus. Marcel Prélot pouvait observer :

---

[262] Vaussard, Maurice, *De Pétrarque à Mussolini, évolution du sentiment nationaliste italien*, A. Colin, Paris, 1961.

[263] Arendt, Hannah, citée par E. Young-Bruehl, *Hannah Arendt: For love of the world*, Yale UniversityPress, 1982, traduction par Joël Roman et Etienne Tassin, éditions anthropos, Paris, 1986.

> *D'abord, l'étatisme corporatif appelle la « monocratie », c'est-à-dire l'unité et l'unicité du pouvoir. Il faut que rien n'arrête le pouvoir doté de l'intégralité des fonctions étatiques. Un Roi et un sénat subsistent, mais ce sont des accidents historiques ; des ministres et une chambre existent, mais ce sont des instruments d'exécution. S'il y a plusieurs organes, un seul est efficient. Le « Chef du gouvernement » est un « premier » délié du contrôle du parlement, et libérés des conseils du chef d'Etat, c'est-à-dire un dictateur tout puissant.*[264]

Ce durcissement politique conduisait à la première guerre mondiale où l'Italie, l'alliée de l'Allemagne sortit vaincue et affaiblie. Cette défaite refroidissait les ardeurs italiennes. On peut donc dire que les menaces de l'accroissement de la force étatique au détriment de celle des citoyens ont conduit pour la première fois à un conflit mondial. Ce fascisme fut un totalitarisme qui s'opposa en nature, en principe et en objectif à la démocratie. La monocratie italienne sacrifia le bonheur des particuliers pour survaloriser celui de l'État. Et la conséquence immédiate fut la violence d'État contre les particuliers et entre les États. À bien examiner, c'était un régime politique basé sur la force étatique nécessaire pour résister aux influences économiques, culturelles, politiques et même militaires extérieures. Il fut nourri par la volonté de puissance et de domination des puissances rivales. C'est la raison pour laquelle elle institutionnalisait une exploitation et une domination d'État. Ce régime politique stipulait que l'individu devait être au service de l'État. Il sacrifiait pour ainsi dire la liberté individuelle, l'égalité de droits et la valeur humaine au profit de l'intérêt exclusif de la cité. On retient de ce gouvernement que les individualités étaient atrophiées, asphyxiées, et même diluées pour la grandeur de l'autorité politique. Cependant, cette expérience dictatoriale ne fut pas unique dans l'histoire. D'autres pays à l'instar de la Russie nourrissaient des projets similaires. Quelle a été le déploiement de la dictature russe ?

II.3.2. LE DESPOTISME STALINIEN.

La course à la puissance et à l'hégémonie mondiale donna libre cours aux ambitions démesurées des États. Après l'échec italien, la Russie construisit son modèle. Staline fondait un idéal personnel qu'il a voulu réaliser : la puissance nationaliste. Il encourageait l'accroissement de la force de la police, de l'armée et du parti. Dans son ouvrage *Matérialisme dialectique et matérialisme historique*[265], Staline formulait des maximes d'action qui guidaient la construction et la consolidation de l'État communiste russe. Cet État se consolida avec la deuxième guerre mondiale. De toutes manières, le stalinisme était un

[264] *op.cit*. p.680.
[265] Staline, *Matérialisme dialectique et matérialisme historique*, trad. Française, Paris, Editions sociales, 1950.

pouvoir politique qui se préoccupait de la puissance militaire, économique et politique de l'Union soviétique. Ce qui participa à renforcer le pouvoir du despote parce que la finalité des actions populaires devait favoriser la construction et la consolidation du pouvoir central. La valeur humaine était diluée au profit du pouvoir politique. Cette gouvernance établissait la violence, la domination des masses et l'exploitation démesurée des hommes pour des fins hégémoniques. La rivalité internationale était la principale préoccupation des hommes politiques qui craignaient les menaces extérieures. Les enjeux géostratégiques transformaient le pouvoir en un outil de conquête de pouvoir et de domination internationale. Pour mieux dire, les enjeux internationaux déterminaient le fonctionnement et l'organisation des politiques intérieures. Mais une telle trajectoire défavorisa les masses populaires parce qu'elles furent considérées comme des moyens de production des biens, des outils de conquête et de l'affirmation du pouvoir. Dès lors, l'économique et le militaire devinrent des référentiels. C'est la raison pour laquelle le stalinisme prit une part active dans la deuxième guerre mondiale. La formation d'une super puissance militaire et économique ont été les seules priorités du stalinisme. Il a dévalorisé l'homme au profit de l'argument hégémonique. Il a sacrifié le bonheur humain pour réaliser celui de l'État. Cette déviance politique nous conduit à conclure que ce régime a été en réalité un pouvoir militaire qui a avili le valeur humaine. Il a détruit l'espèce et la dignité humaine. C'est fort de ces pratiques politiques inhumaines que le despotisme stalinien fut condamné. Or, ce stalinisme était soutenu par le nazisme. Ce dernier fut plus violent que le stalinisme. Comment s'est-il constitué et quelles ont été ses motivations et sa finalité ?

II.3.3. LE NAZISME HITLERIEN.

La dictature fasciste se transporta en Allemagne. Adolphe Hitler surgissait et établissait un régime politique spécifique: le nazisme. Encore appelé « ***Führer*** » Hitler recherchait une puissance mondiale exercée par la race supérieure. Ce qui fit comprendre que le projet hitlérien était essentiellement racisme et ségrégationniste parce que la notion de supériorité de race suggérait l'élimination de celles inférieures. Il s'agissait de créer une communauté d'hommes de la même espèce. Le projet hitlérien était contre la diversité humaine pour construire l'unicité humaine, une destruction de l'hétérogénéité pour l'homogénéité. Ce projet dont l'unique finalité était d'assurer l'hégémonie militaire, économique et culturelle. L'individualité plurielle fut sacrifiée au profit de l'homogénéité de la communauté germanique. Le national-socialisme se lança dans un projet d'extermination

des races inférieures et la consolidation de la dignité germanique. L'État devint un outil technique d'administration qui organisa, forma et veilla à l'accomplissement des desseins du Führer. C'est pourquoi ce dernier considérait les masses populaires comme des vulgaires combattants et des producteurs de biens nécessaires à la conquête de la gloire allemande. Or, Aristote donnait cet avertissement :

> *Quand le maître unique, ou la minorité, ou la majorité gouvernent dans l'intérêt général, la constitution est nécessairement pure; quand ils gouvernent dans leur propre intérêt, soit dans l'intérêt d'un seul, soit dans l'intérêt de la minorité, soit dans l'intérêt de la foule, la constitution est déviée de son but, puisque de deux choses l'une: ou les membres de l'association ne sont pas vraiment citoyens; ou, s'ils le sont, ils doivent avoir leur part de l'avantage commun.*[266]

Les pratiques politiques assurèrent la réalisation de l'idéologie hitlérienne. Hitler fut considéré comme un divin. C'est pourquoi il cumulait les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire ; il était la personnification du pouvoir, de la loi et de la justice. Toute la chaîne administrative lui adressait le culte ; l'armée lui était fidèle et les citoyens lui devaient allégeance. Rudolf Hess s'adressant à Hitler a dit : « *Vous êtes l'Allemagne, Lorsque vous agissez, c'est la nation qui agit, lorsque vous jugez, c'est le peuple qui juge* »[267]Les conséquences d'une telle politique furent nombreuses : L'extermination des Juifs dans des camps de concentration, les assassinats des rivaux politiques, la traque des soi-disant traîtres, les agressions militaires qui ont conduit inévitablement à la deuxième guerre mondiale. Le nazisme hitlérien se rendait ainsi coupable de millions de morts à travers le monde entier. La quiétude du monde fut rompue et la politique militariste prit son envol. Car il fallait désormais enrayer les éventuelles menaces et prévenir les conflits futurs. Il apparait qu'il est suicidaire de subordonner l'individu à l'État, car cela conduit aux débordements déplorables. Les nombreuses cruautés que la dictature a perpétrées dans le monde font comprendre son impertinence et sa dangerosité. Elle ne saurait être au service de l'homme, elle le met plutôt à son service ; elle ne recherche pas le bonheur des hommes mais se préoccupe de son bonheur privé. Le bilan du nazisme fut impressionnant : des vies humaines furent sacrifiées, des relations brisées et des sociétés sombrèrent dans la désolation.

Les douleurs et les frustrations causées par la dictature en générale et celle européenne en particulier traduisent le manque de considération de la dignité des hommes, le refus de se préoccuper de leur bien-être et le mépris de leurs droits fondamentaux. Il faut noter que ce

[266]Aristote, *La politique*. *op.cit*. Livre III, chap. V. p. 76
[267] Broszat, Martin, *L'Etat hitlérien*, Paris, Fayard, 1986. P. 57

régime politique a été à l'origine des tensions permanentes qui ont fragilisé les relations interpersonnelles et interétatiques. Et même les répercussions sont encore perceptibles. C'est pourquoi nous pensons qu'un gouvernement qui ne tient pas compte du bonheur et de la dignité des hommes ne saurait être le meilleur. Cependant, les agressions du fascisme et du nazisme ne sont pas les seuls responsables à condamner. La modernité qui s'est dressée contre la domination humaine a aussi engendré de nouvelles formes d'oppression et de destitution de l'homme. Les considérations militaristes, économiques, politiques et culturelles ont adopté une posture impérialiste afin de se préserver des menaces extérieures en construisant une puissance dominatrice et ordonnatrice des autres. Cette sombre période était celle de la soumission des populations, celle de l'holocauste des hommes pour la constitution et la fortification de la puissance mondiale des États. Les enjeux géostratégiques ont pris le dessus sur la recherche de la sécurisation et le bien-être des masses populaires. La recherche de la supériorité mondiale et planétaire devint l'objectif des régimes politiques. La victoire sur les puissances alliées a fait prendre conscience de la dangerosité du pouvoir dictatorial. Nous pouvons dire que ce fut la victoire de la démocratie sur la dictature. Cependant, cet aboutissement ne démontre-t-il pas la carence et les faiblesses de la démocratie ? Ces nombreuses crises vont influencer le fonctionnement politique dans le monde. Ainsi, peut-on dire que la démocratie remise en marche réalise aujourd'hui le bonheur des hommes ? Ne faut-il pas percevoir une nouvelle pratique démocratique que l'on pourrait qualifier de dictature démocratique ?

III - LE DURCISSEMENT DE LA DÉMOCRATIE.

Les dictatures mussolinienne, stalinienne et hitlérienne sont-elles différentes de la dictature démocratique actuelle ? Les dérives démocratiques de notre époque ne sont-elles pas aussi condamnables ? En Afrique, en Amérique, en Europe et en Asie, les puissances démocratiques s'imposent aux États faibles puis exigent une stricte application de leur volonté. Les démocraties contemporaines se sont attribué le nom de puissances politiques. Elles prescrivent des fonctionnements uniformes qu'elles imposent aux États "***mal gouvernés***". C'est cette dictature démocratique qui engendre les conflits et les guerres. Les démocraties occidentales provoquent les tensions et les conflits dans le monde au point où certains auteurs affirment sans détour qu'il s'agit désormais de la dictature démocratique :la

dictature des forces économiquement, militaires et culturelles sur les faibles. Luc Ferry[268] fait une lecture serrée et minutieuse de la trajectoire démocratique contemporaine. Il conçoit la démocratie comme une illusion religieuse mais dans laquelle il n'y a point Dieu, c'est-à-dire que la démocratie est une volonté laïque qui doit aider les hommes à construire des valeurs qui ne sont plus transcendantes, mais celles qui sont produites par les hommes eux-mêmes. À ce titre, la démocratie est perçue comme une véritable utopie, une illusion de vie heureuse, elle se donne comme un véritable champ d'énergie, comme un tissu de forces ou de pulsions. En effet, la démocratie telle qu'elle se pratique, diffère fondamentalement de sa définition. Car, sous-entendue comme le régime dans lequel le peuple exerce sa souveraineté, elle est devenue plutôt une forme politique que la métropole impose à tous. Elle vient des puissances occidentales et non plus du peuple local. L'occident définit le modèle démocratique unique qu'il dicte aux petits États au mépris des réalités locales, historiques, culturelles, traditionnelles ou religieuses. L'occident reconnait un seul modèle démocratique qui doit s'appliquer partout. C'est pourquoi, les réticences de certains États sont taxées de mauvaise gouvernance. Et à vouloir occidentaliser le monde, à force de vouloir universaliser la démocratie, les États se sont repliés sur leurs considérations identitaires. Ce qui a provoqué de nombreux conflits.

III.1. LES CONFLITS DÉMOCRATIQUES DANS LE MONDE.

La pensée de Samuel P. Huntington [269]analyse les enjeux démocratiques. Ce dernier examine les pratiques politiques contemporaines et pense que la démocratie occidentale est en

[268] Ferry, Luc, *Apprendre à vivre, Traité de philosophie à l'usage des jeunes générations*, Plon, Paris, 2006. Ce penseur fait une lecture des quatre différentes époques de l'humanité. Il établit que l'antiquité obéissait au principe cosmique. La période médiévale se soumet au divin. La modernité est conduite par l'humanisme qui provient de l'homocentrisme. La postmodernité est sous la bannière de la déconstruction. Pour notre propos, ce philosophe estime que la laïcité des valeurs est vectrice de dégradation politique.

[269] Samuel P. Huntington, *Le choc des civilisations*, Paris, Editions Odile Jacob, 1997.
Ce penseur a l'opportunité d'expérimenter, grâce à ses nombreux voyages, l'organisation et le fonctionnement de la politique internationale. La politique internationale repose désormais et davantage sur l'élément culturel. En effet, au lieu d'une norme mondiale ou d'une civilisation mondiale, la politique internationale est entrée dans une ère d'identité culturelle qui permet aux semblables de partager les valeurs et le rejet et même la destruction de ce qui est considéré comme menace à la stabilité du groupe et de l'identité du groupe. Dans cet ouvrage de douze chapitres, Samuel Huntington montre l'évidence de l'affrontement des civilisations ou des cultures. Elles deviennent la nouvelle norme régulatrice et organisationnelle des rapports entre les Etats. Quatre éléments sont à retenir
1-Notre monde est davantage divisé ; la prétendue civilisation universelle ou mieux l'occidentalisation du monde est une entreprise qui engendre des conflits et des luttes de résistance.
2-La démographie galopante d'autres Etats tels que la Chine, la reconfiguration de l'ordre économique et l'affirmation des cultures locales et même l'indigénat ont affaibli la puissance occidentale.
3-Le monde connait une recomposition et une reconstitution de la culture et de la politique mondiales

péril à cause de l'évolution rapide des rapports qui ne concernent plus les États, mais principalement à cause des rapports sans cesse conflictuels entre les civilisations. Huntington perçoit plusieurs menaces qui, certainement, brisent la démocratie occidentale. On parle de démocratie occidentale parce que cette partie du monde incarne et pratique une forme de gouvernement qu'elle veut étendre et même imposer à tous les États du monde. La militarisation grandissante des États, la montée en puissance de la Chine, la multiplication des guerres frontalières sont autant de menaces à la démocratie. L'occidentalisation du monde se heurte désormais à l'érection des résistances locales qui n'acceptent pas la politique de l'alignement à l'ordre démocratique occidental. C'est ce qui va justifier l'impérialisme politique du vieux continent. Soucieuse de maintenir son statut de maitre incontesté, l'occident multiplie des pratiques impérialistes pour soumettre le monde à son pouvoir. Mais les nombreux dégâts que l'occident occasionne vont révolter les États : c'est le repli culturel. D'une culture universelle en construction, on accède à la diversité et à la différence culturelle. Ces oppositions vont produire le « choc des civilisations ». Au milieu de ces confrontations culturelles, chaque groupe se solidifie et les États se regroupent par affinité religieuse. C'est dans ce contexte que s'enracine l'affinité islamique. Le Moyen-Orient s'organise autour des États aux souches islamiques. L'identité culturelle et religieuse va consolider les liens entre les individus et entre les gouvernements. Les États islamiques forment une coalition comme les États africains. Le domaine économique confère la puissante et la grandeur. Ce qui permet de se dérober de l'impérialisme occidental et américain et même de s'imposer dans la scène internationale. Sur un tout autre plan, la course à l'armement va briser l'ordre et l'harmonie du monde. Parmi tant d'exemples, la Russie qui est la rivale des États-Unis va se lancer dans un vaste programme nucléaire. Dès lors, les américains ne sont plus la seule puissance militaire dans le monde. L'influence effective de la Russie provoque la course à la fabrication des armes nucléaires. La démocratie des armes prend la place et l'ampleur. Cette démocratie de l'armement devient la priorité et la norme qui déterminent la grandeur internationale d'un État. Le monde devient un vaste champ de conflits, d'affrontements et de guerres pour l'auto-affirmation et pour garantir son emprise sur les autres. Dans ce contexte, l'islamisme, l'économie et la force militaire donnent lieu à l'affrontement de genres et de cultures, de sorte que l'argument politique occidental et son impérialisme sont actuellement contestés. Ce

4-Les réalités des conflits, de l'affrontement des civilisations sont inévitables ; les guerres de civilisations sont le menu quotidien et c'est cet antagonisme de cultures qui porte le nom de « Le choc de civilisations ». De la civilisation aux civilisations, on ne peut que vivre « des guerres civilisationnelles »

narcissisme culturel est à l'origine des chocs permanents dans le monde entier. Huntington relevait alors :

> *La démocratisation a été réussie surtout dans les pays où les influences chrétiennes et occidentales étaient fortes. De nouveaux régimes démocratiques semblent appelés à se stabiliser surtout dans l'Europe méridionale et centrale où le catholicisme et le protestantisme prédominent […] L'ampleur et la stabilité de la démocratie dans les républiques orthodoxes varient considérablement et ne sont guère certaines ; les perspectives démocratiques dans les pays musulmans sont sombres.*[270]

Ces antagonismes civilisationnels engendrent inéluctablement des conflits culturels, idéologiques, économiques et militaires. En effet, les cultures périphériques s'opposent à la dictature démocratique occidentale. L'extrémisme musulman est présenté comme le rejet et la condamnation de la dictature démocratique occidentale. La divergence est sans cesse croissante engendre l'opposition islam- démocratie. Huntington résume alors le motif de la lutte entre ces cultures par cette déclaration : « *Les causes du conflit renaissant entre l'islam et l'Occident résident ainsi dans des questions culturelles et politiques fondamentales. Kto ? Kovo ? Qui domine ?* »[271]Mais sans pour autant justifier les convictions musulmanes, ces conflits traduisent l'arrogance et l'orgueil de la dictature démocratique occidentale d'une part, et son impérialisme économique d'autre part. Cette dictature démocratique aliène et détruit l'idée même de liberté et de souveraineté du peuple. L'impérialisme démocratique a tué la démocratie, parce que le démos local n'est ni libre, ni souverain ; il ne détermine pas son destin. C'est plutôt le capitalisme occidental qui impose ses chrêmes politiques, économiques et culturels. Cette démocratie qui produit les réalités, les principes et les normes universels est en réalité la servante de l'idéologie capitaliste. L'octroi des aides est conditionné à l'acceptation et à la stricte application des directives capitalistes. Le déploiement de la démocratie occidentale entend soumettre le reste du monde. Mieux, elle déstructure le monde et le restructure à sa guise pour mieux l'exploiter. Aujourd'hui, plus que par le passé, chaque culture, pour se prémunir de la domination, vit dans un enfermement stratégique. Ainsi, au lieu que la démocratie soit une pratique qui repose sur le peuple local, elle est devenue un instrument de manipulation, de domination et de désorganisation des forces endogènes au profit du capitalisme occidental. La démocratie occidentale est prédatrice, cruelle, immorale et inhumaine ; elle se repait des ressources économiques et humaines de ses victimes. La

[270]*Ibidem*, p.210
[271]*Ibidem*, p.232.

guerre du golfe [272] est l'une des matérialisations de cet impérialisme démocratique. En Europe, on peut évoquer la Syrie, l'Afghanistan et d'autres États qui subissent au quotidien les assauts répétés de la démocratie occidentale. Cette description étale les mauvaises pratiques démocratiques, ses valeurs inhumaines et sa déstructuration des pays faibles. La dictature démocratique traine derrière elle de nombreuses victimes. Ses valeurs de liberté, d'égalité et de bonheur ne sont que des illusions qui cachent l'exploitation des peuples. La réalité actuelle est celle des jeux d'alliances des groupes ethniques ou culturels identiques, un regroupement et un resserrement des identités religieuses pour résister à l'extinction rapide de soi et de ses valeurs. À l'intérieur des États, l'argument culturel est devenu essentiel et fondamental au détriment de celui politique pour éviter la mort programmée de sa tribu, de sa culture et de ses valeurs. En d'autres termes, la politique est devenue une arme de destruction massive et un outil de domination des États. C'est dans ce sillage que l'on note l'émergence d'une nouvelle forme d'États appelés États djihadistes, c'est-à-dire des gouvernements dans lesquels les principes et valeurs islamiques constituent l'essence et la norme. Ces États nourrissent une haine certaine contre la démocratie occidentale et de sa prétendue gouvernance parce qu'ils les considèrent comme des menaces à leur culture. Huntington déclarait :

> *Dans le cours d'une guerre, les différences identitaires s'estompent, et finit par l'emporter celle qui, au regard du conflit, est la plus signifiante. Elle est presque toujours définie par la religion. Au plan psychologique, celle-ci fournit la justification la plus rassurante et la plus solide pour lutter contre les forces « sans dieu », considérées comme menaçantes.*[273]

En somme, les attaques impérialistes de la démocratie américaine et européenne ont généré des conflits partout dans le monde. Il s'est opéré inéluctablement une mutation politique qui a fait prendre conscience aux différents peuples de la nécessité de reconsidérer et même de reconstruire leur base sociale, culturelle et politique. Mais au-delà de ces

[272]Les conflits contre les pays musulmans sont nombreux. Mais nous voulons souligner spécifiquement une guerre précise. Les États-Unis d'Amérique mènent une guerre contre l'Irak de Sadam Husseim sous le prétexte de la détention des armes de destruction massive. De 1990 à 1991, au nom de la démocratie, l'Irak est sous les feux des bombardements pour sauver le monde d'une menace supposée. Mais au terme de cette campagne militaire atroce et intense, le résultat est sans appel. Premièrement il n'y a d'armes de destruction massive, motif incontesté et incontestable de la guerre. Deuxièmement, le pétrole irakien est illégalement exploité pour ravitailler les usines et réservoirs américains. Troisièmement enfin, le résistant Sadam Husein est supprimé. Nous voulons souligner un fait, c'est que la guerre des démocraties libérales contre l'Irak n'était que la manifestation de la haine réciproque entre ces cultures. Dès lors, islamisme et démocratie s'affrontent cruellement. Cette guerre intercivilisationnelle a été menée en Libye, s'est faite en Syrie et l'Iran n'en est pas épargné. Tous ces pays sont fondamentalement musulmans.
En résumé, « *Le choc de civilisations* » oppose démocratie à l'islam ou le christianisme à l'islamisme ; le régime de liberté se heurte aux dictatures. Mais si par le passé les pays musulmans étaient les terrains de ces guerres, aujourd'hui c'est les terres démocratiques qui en subissent.

[273] Samuel P. Huntington, Idem, pp.296-297.

affrontements inter-civilisationnels, les réactions des peuples opprimés par les maîtres occidentaux sont nombreuses et parfois violentes. Ces réactions des opprimés expriment le rejet et même la condamnation de l'idéologie démocratique. Car, au lieu d'une civilisation humaniste et hominisante, la démocratie a donné naissance à plusieurs civilisations humanicides productrices des comportements antisociaux. La démocratie provoque le déclin de la moralité et la dévalorisation de l'humanité. Les milieux occidentaux sont devenus des milieux de la licence, de la débauche, du vice, du vil et de la terreur. Un peu partout se vit et se développe la culture de la violence ; elle est perpétrée par des citoyens qui confessent les idéaux démocratiques. C'est pour toutes ces raisons que la démocratie est remise en cause, attaquée, diluée et dévalorisée. Samuel P. Huntington souligne ces dérives démocratiques [274] et montre qu'elle est à l'origine des conflits internationaux et par conséquent elle provoque l'effritement de la civilisation occidentale dans les pays hostiles à cette visée politique internationale. La démocratie actuelle est inhumaine, immorale et manifestement intéressée. Elle place l'intérêt des puissances au-dessus de celui des peuples et de la souveraineté des États. Dans le continent africain par exemple, la démocratie est diversement pratiquée. L'Afrique est-elle aussi l'une des victimes de la dictature démocratique occidentale ? Comment s'y pratique la démocratie ? Doit-on parler de la démocratie africaine ou alors de la démocratie en Afrique ?

III.2. LES RAVAGES DÉMOCRATIQUES EN AFRIQUE.

La recrudescence des conflits intertribaux motivés par des arguments démocratiques affiche la fragilité et la diversité démocratique en Afrique. Et pourtant, au lendemain des indépendances, le vœu des États africains était de bâtir des nations fortes et prospères. Mais la dictature des partis uniques constituait un frein à l'épanouissement de ces jeunes États. Les libertés d'expression, d'association, et de culte étaient réduites. Les intellectuels étaient muselés et surveillés parce qu'ils représentaient une menace constante vis-à-vis du pouvoir politique. Certains d'entre eux furent torturés, d'autres exilés, d'autres encore furent réduits

[274]Dans le même ouvrage, Samuel Huntington donne cinq principales raisons du déclin de la civilisation occidentale. On peut retenir du chapitre 12, intitulé : L'Occident, les civilisations et la civilisation, le renouveau de l'Occident ? dit que le suicide culturel de l'Occident tient sur ces arguments :
1-**Le développement de comportements antisociaux comme** : le crime, la drogue et les violences
2-**Le déclin de la famille** : les divorces en nette augmentation, les naissances illégitimes, les grossesses d'adolescences, les familles monoparentales et « les mariages homosexuels » c'est nous qui le soulignons
3-**Le déclin du « capital social** » qui se traduit par le recul considérable des relations de confiance et la faible participation aux associations bénévoles.
4-La faiblesse caractérisée de « l'éthique » et la généralisation de la culture de la complaisance
5-Le mépris du savoir, de la recherche et la baisse de l'activité intellectuelle. Aux Etats-Unis particulièrement, on constate la baisse du niveau scolaire.

au silence. Les régimes uniques, encore désignés par partis uniques, furent des moments de l'oppression et de confiscation des droits du peuple. Les années quatre-vingt et dix sont nommées le printemps démocratique ; c'est l'ère de la renaissance politique. Par le pouvoir démocratique, plus précisément le pouvoir des urnes, plusieurs présidents furent évincés du pouvoir. On peut citer entre autres : Kenneth KAUNDA en Zambie, André KOLINGBA en Centrafrique, Didier RATSIRAKA en Madagascar, Mathieu KEREKOU au Bénin, Dénis SASSOU-NGUESSO au Congo Brazzaville. Partout ailleurs ce furent des mouvements de contestation populaires : au Togo, en Côte d'Ivoire, au Cameroun, au Sénégal, au Gabon, au Kenya, au Zaïre. En un mot le régime démocratique prenait corps. Cette aurore démocratique coïncidait avec la libération de Nelson MANDELA et la fin de l'apartheid. La démocratie faisait du peuple africain longtemps dominé, les véritables acteurs et la véritable autorité politique. Les régimes politiques africains connaissaient une véritable mutation politique. Les régimes politiques à parti unique s'écroulaient et cédaient la place au multipartisme. Le leitmotiv fut le multipartisme et l'alternance au pouvoir. La communauté internationale et les peuples locaux crurent aux lendemains meilleurs. Car le renouveau politique proposait la destruction sociopolitique et économique de l'ancien système. Les conférences nationales souveraines devaient donner naissance aux sociétés bien gouvernées, avec des institutions fortes, bien régulées pour des États prospères. Quels ont été les résultats de cette vaste campagne de démocratisation africaine ?

L'enthousiasme politique de la première heure ne donna pas les résultats escomptés. Car, quelques années plus tard, c'est une désillusion. Au Burundi, le premier président Melchior NDADAYE fut assassiné. Au Congo-Brazzaville les guerres civiles prirent corps. Le Rwanda rentrait dans la même spirale conflictuelle, car le génocide éclata et l'horreur humaine fut au comble. Mobutu fut chassé par la rébellion. Partout ailleurs, la démocratie de la rue fut violente, meurtrière et débordante. En un mot, les États africains s'embrasaient jusqu'aux États du Maghreb. C'est dans ce contexte qu'on évoqua le concept du printemps arabe pour traduire les ravages de la démocratie. Les conflits armés secouèrent toutes les parties de l'Afrique. Les rebellions se formaient, soutenues de l'extérieur pour instituer un ordre nouveau : les prétendues normes démocratiques. Les transformations positives annoncées laissaient inéluctablement place aux déchirements inter-ethniques. Pius Ondoua n'y voit dans la dialectique nord-sud que la subversion des souverainetés du sud, l'écrasement de la volonté des peuples locaux. Il affirmait : « *parler de souverainetés subverties renvoie à l'idée que les indépendances africaines, pour des raisons diverses que nous verrons, sont*

devenues à la limite seulement formelles »[275] En effet, la logique de la mondialisation actuelle est celle de la déstructuration, de la désorganisation et de l'affaiblissement des forces et des valeurs locales pour implanter durablement et vicieusement les politiques capitalistes. Les incursions et les politiques des organisations internationales sont manifestement prédatrices et coercitives parce qu'elles sont véhiculées par des soit disant aides qu'elles déploient en Afrique. Les politiques occidentales ont diverses incidences sur les États africains, mais la seule finalité est le pillage des ressources économiques des pays du sud. L'organisation et le fonctionnement des institutions locales sont déterminés par la métropole, de sorte que les tissus locaux subissent les orientations de la métropole. Pius Ondoua disait encore : « *L'organisation actuelle du monde relève d'une rationalité dont l'universalité des buts et des finalités est loin d'être rationnelle* »[276]

L'instrumentalisation des masses africaines suscita des scènes d'affrontement des groupes ethniques. À cela s'ajoutait l'ignorance massive des populations africaines qui favorisa un mauvais jeu démocratique. Les populations élisaient des gouvernants par affinité tribale et non par la pertinence de la vigueur démocratique. Cette ignorance des masses africaines constitua un sérieux handicap pour la bonne expression politique. La participation démocratique fut à certain égard purement tribaliste. C'est ce qui justifia l'enrôlement des jeunes dans des partis politiques ou dans des mouvements de contestation parce qu'ils étaient des proies faciles soit à cause du manque d'éducation, soit à cause de la rareté des emplois. En un mot, les populations furent divisées et s'opposèrent ; les rivalités et les antagonismes permanents furent alimentées par des discours de persuasion des leaders. On comprend pourquoi Thomas Hobbes affirmait qu'en démocratie, l'art oratoire est l'une des armes de persuasion, mais qu'en réalité ces joutes oratoires n'ont rien de pertinent. C'est pourquoi il disait :

> *Une autre raison pourquoi une grande assemblée est moins propre aux délibérations est, que chacun de ceux qui opinent est obligé d'user d'un long discours pour expliquer sa pensée, et de l'orner le plus qu'il pourra par son bien dire, afin de la rendre plus agréable à ceux qui l'écoutent et de conserver sa réputation. […] aussi il ne se propose pas de pénétrer dans la nature des choses, mais d'accommoder son discours aux passions de ceux qu'il veut émouvoir.*[277]

---

[275] Ondoua, Pius, *Humanisme et dialectique, Quelle philosophie de l'histoire, de Kant à Fukuyama* ? L'Harmattan, 2012, P.17

[276] *Ibidem*., P.31

[277] Hobbes, Thomas, *Le Citoyen ou le fondement de la politique (De cive)*, traduction de l'anglais en 1649 par Samuel Sorbière, version numérique par Jean-Marie-Tremblay, Les Classiques des sciences sociales, bobliothèque Paul-Emile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutini, 2001. p.124

La réalité historique montre que la démocratie a désorganisé le tissu sociopolitique et économique des pays africains et elle a instauré une nouvelle culture : celle de l'imposture, des conflits, de la violence, de la cruauté et de la terreur. Les valeurs culturelles, traditionnelles et morales furent délaissées au profit des luttes de pouvoir ou de simples rivalités politiques.

Par ailleurs, les démocraties africaines souffrent de l'absence de transparence. Le parti au pouvoir confisque tous les pouvoirs pour contrôler systématiquement le jeu démocratique. Ce sont ces partis au pouvoir qui désignent subtilement des commissions électorales pour se maintenir au pouvoir parce que le suffrage universel est, non seulement une caractéristique de la démocratie, mais aussi parce qu'il détermine ceux qui doivent gérer la cité. C'est pourquoi la gestion des élections est confiée à ceux qui sont fidèles aux régimes en place. Dans la revue Afriquerenouveau, le constat des élections mal organisées ou truquées est ainsi établi :

> *Pour les démocraties émergentes d'Afrique, le principal obstacle à la mise en place d'organismes électoraux crédibles consiste à assurer leur indépendance, notamment en ce qui concerne la nomination et la révocation de leurs membres, la gestion de la diversité ethnique, le financement, l'ingérence du pouvoir exécutif et l'image négative de ces organismes. D'autres préoccupations demeurent, concernant notamment le pouvoir limité de ces organismes face aux partis politiques, la professionnalisation et les pouvoirs de ces organismes, le rôle des parties prenantes en tant que partenaires, le règlement des litiges électoraux, ainsi que la sécurité des élections et leur coût élevé.*[278]

Puisque la culture africaine est celle de la chefferie, la gestion des élections favorise le maintien au pouvoir du régime. C'est ce qui explique la récurrence des querelles de transparence des élections. Les partis d'oppositions accusent régulièrement le parti au pouvoir de truquage des élections parce qu'il contrôle tout le système électoral. De l'autre côté, les partis d'opposition se livrent à des manœuvres de déstabilisations illégales afin de pouvoir accéder au pouvoir. À ce titre, les organes chargés de conduire les élections subissent plusieurs pressions et manipulations. Une élection est difficilement régulière et crédible en Afrique ; les contestations sont permanentes, les nombreuses réclamations remettent en question la crédibilité de ceux qui sont chargés d'organiser le scrutin. Concernant la contestation sans cesse récurrente en Afrique, la revue des nations-Unies remarque une fois de plus :

[278] Afriquerenouveau, *La maturité démocratique de l'Afrique*, département de l'information des Nations-Unies, Août – Novembre, 2016, p.9.

> *A l'issue des élections kényanes de 2013, l'ancien Premier ministre Raila Odinga dépose un recours auprès des tribunaux. Il conteste les résultats, selon lui entachés de failles, du système d'identification des électeurs électroniques, le mode de décompte des voix et de transmission des résultats. Dans une déclaration sous serment, les commissaires électoraux le qualifient d'« éternel perdant ». Le juge le déboute et l'affaire est rapidement classée. Les prochaines présidentielles s'approchant, la Commission indépendante kényane chargée des élections et du découpage électoral (IEBC) est devenue une cible de l'opposition. Ses détracteurs réclament sa dissolution pour partialité.*[279]

À l'intérieur des États africains, les procès politiques sont récurrents et les sanctions infligées aux citoyens indisciplinés provoquent généralement d'autres conflits. La réalité est que les pratiques démocratiques africaines différent de celles occidentales. Les éléments sociologiques affectent indubitablement la vie politique. Tous ces faits attestent que la démocratie se nourrit de conflits et de rivalités. Faut-il s'acharner exclusivement sur l'Afrique ? Ne l'ont-ils pas hérité des maîtres colons ? Plusieurs penseurs ont fait des analyses qui affirment que cette pratique démocratique a été héritée des puissances occidentales. Certains penseurs ont estimé que l'état délabré des élections en Afrique est un héritage de l'administration coloniale. Celle-ci avait développé des techniques de tricherie et d'achat de voix pour s'imposer contre des adversaires redoutables. Les dirigeants africains sortis de l'école de fraude occidentale pouvaient montrer leur ingéniosité dans de nombreuses compétitions. Ces techniques devinrent productives pour se maintenir au pouvoir, car à bien des égards, c'était le parti au pouvoir qui manipulait toutes les opérations parce qu'elle avait la mainmise sur tous les pouvoirs et sur la quasi-totalité des agents publics. En effet, la majeure partie des agents publics, sinon la totalité étaient nommés par le parti au pouvoir. De même les moyens matériels, financiers et logistiques de l'État étaient les principaux atouts du parti au pouvoir. Pendant que les adversaires avaient des difficultés à trouver des financements, le parti au pouvoir se servait dans le trésor public pour assurer son financement et le suivi minutieux de toutes les opérations électorales. Toutes ces stratégies ne pouvaient pas garantir une pratique politique équitable. Il était illusoire de penser prendre le contrôle du pouvoir alors que le système était contrôlé par le parti au pouvoir. C'est la raison pour laquelle Jean – Pierre de Sardan, lors du colloque de Bamako observait :

> *On a parfois oublié que la démocratie électorale et le multipartisme ont fait leur apparition en Afrique sous la colonisation française, avant que, après les indépendances, les partis uniques et les régimes militaires ne changent les règles du jeu, jusqu'aux conférences nationales. Mais les élections*

[279] *Idem.*

> *organisées après 1945, puis sous la loi-cadre, ainsi que le référendum, ont été aussi des élections largement manipulées, où le pouvoir colonial tentait par tous les moyens de barrer la route au RDA, en suscitant des partis « coloniaux », en mettant tous les moyens de l'administration au service de ceux-ci, en trafiquant les résultats, en distribuant les billets pour acheter les voix, etc. La culture politique électorale qui s'est édifiée dans les colonies à cette période est donc assez éloignée de celle de la métropole à la même époque, et singulièrement proche de celle qui règne aujourd'hui en Afrique.*[280]

Ce penseur conclut que le fonctionnement actuel des gouvernements africains a été établi pendant la colonisation. Par conséquent, la démocratie africaine souffre d'un mal héréditaire qui se propage et se pérennise. L'Afrique connait une corruption sans précédent qui se retrouve dans toutes les organisations locales ou étatiques, de sorte que toute transparence est une utopie politique. Toutes ces considérations font dire que la démocratie est une réalité tronquée, mal réalisée ou tout simplement mal adaptée en Afrique. Les États africains se taillent chacun son type de démocratie. En fin de compte, tout repose sur les magouilles, les tripatouillages, les tricheries multiples qui sont au service de ceux qui savent en faire usage. Au lieu de parler de la démocratie en Afrique pour affirmer son universalité, on devrait plutôt parler des démocraties africaines parce que chaque États l'applique à sa convenance ; chacun l'adapte à ses convictions et peut-être selon les réalités endogènes. Est-ce un échec démocratique occidental ? Nous retenons tout simplement que la démocratie n'est pas appliquée intégralement ou exactement comme aux États-Unis d'Amérique ou en Europe. C'est la raison pour laquelle certains penseurs affirment à la lumière de cette marche politique originalement africaine que les leaders africains ne sont en vérité que de bons colons, les élèves d'hier devenus les maîtres d'aujourd'hui. Ce fait est relevé par le colloque de Bamako qui précisait :

> *En effet, il n'y a pas eu de rupture importante entre l'administration coloniale et l'administration postcoloniale, bien au contraire. Avec les indépendances, les nouveaux États se sont construits dans une logique de continuité et d'amplification du modèle colonial. Les innovations postcoloniales ont plutôt été dans le sens d'un élargissement ou d'un approfondissement du modèle colonial que de sa transformation ou de son abolition. Le paradoxe est que, bien souvent, les formes spécifiques de la gouvernance africaine sont imputées (à tort) à des survivances précoloniales ou à une culture politique traditionnelle, alors qu'elles sont d'abord et surtout une production historique de la colonisation.*[281]

---

[280] Jean -Pierre Olivier de Sardan, *Entre tradition et modernité, quelle gouvernance pour l'Afrique, Gouvernance despotique, gouvernance chéfferiale et gouvernance postcoloniale*, *Elections : trucages et achats des voix*, Actes du colloque de Bamako, 23,24 et 25 juillet 2007, pp.113,114

[281] *Ibidem*. p.123.

Au final, il apparait que la démocratie en Afrique est confrontée à plusieurs difficultés majeures. Citons entre autres difficultés : la forte influence tribaliste. Celle-ci ne favorise pas une bonne expression démocratique. En effet, chaque tribu, repliée sur elle-même, ne cherche que ses intérêts particuliers et l'on ne veut comme gouvernant qu'un membre de sa tribu. C'est avec méfiance que l'on s'associe aux autres, ou tout simplement pour les instrumentaliser. Les programmes politiques et tous les autres éléments objectifs n'ont aucune pertinence dans les démocraties africaines. On peut dire que la démocratie telle que voulue par l'Occident est en difficulté dans le continent noir. À bien examiner, le régime démocratique n'est pas au service de tout le peuple, il ne recherche pas l'intérêt général, mais il est prioritairement au service des particuliers qui l'orientent et la régulent à leur guise. C'est la raison pour laquelle les peuples africains vivent dans l'angoisse, la peur et l'anxiété à cause des conflits démocratiques. En Afrique, au lieu de conduire au bonheur, la démocratie conduit au malheur, à la mort au chaos. Les dévastations des États sont manifestes et le bien-être des peuples est sans cesse compromis. La démocratie qui a suscité de l'espoir au début s'est transformée en outils de torture, de division et d'oppression des peuples. Plus loin on la découvre comme une arme du capitalisme, parce qu'elle favorise l'exploitation, le pillage et la ruine des peuples et des États africains. Au lieu de conduire à la concorde et à la prospérité, elle a plutôt semé les discordes sociales, les luttes tribales, la constitution des factions et la recrudescence des guerres. De l'adhésion communautaire, l'on est passé aux replis ethniques. Le sens de l'intérêt général est dévalorisé pour des égoïsmes de tribus et politiques. Max Stirner disait alors :

> *Nous sommes des hommes, nous sommes nés libres, et de quelque côté que nous tournions les yeux, nous nous voyons réduits en servitude par des égoïstes ! Devons-nous donc, nous aussi, devenir des égoïstes ? Le ciel nous en préserve ! Nous préférons rendre tout égoïsme impossible, et, pour cela, faire de tous des « gueux »; si personne n'a rien, « tous » auront.*[282]

La dictature démocratique s'exprime de plusieurs façons. En Afrique particulièrement, les dirigeants considérés comme des dictateurs sont chassés ou sacrifiés par la dictature démocratique occidentale. La Lybie, la Côte- d'Ivoire, le Zimbabwe, le Burkina Faso sont quelques illustrations du déploiement et de l'intensité de la dictature démocratique. Ces pays ont été soufflés par des attaques militaires occidentales pour chasser ceux que le maître blanc considérait comme dictateurs. Était-il du ressort de la puissance occidentale de s'exprimer en lieu et place du peuple local ? Doit-on penser que la souveraineté internationale prime sur la

[282] *op.cit*. p.102.

souveraineté locale ? Il apparaît néanmoins que cette ingérence de l'occident dans les politiques intérieures africaines trahit son emprise dans la détermination des politiques locales. Les puissances démocratiques occidentales oppriment, dépouillent, exploitent avilissent, déstructurent et déconstruisent les pays faibles d'Afrique pour mieux les exploiter. Devenues essentiellement des puissances prédatrices, les démocraties occidentales se lancent dans des conquêtes militaires sagement organisées. Si elles ne s'impliquent pas directement, elles créent des crises pour vendre des armes, vendre leur expertise et fragiliser leurs victimes. L'assassinat du président libyen par les forces démocratiques occidentales est une manifestation de l'autoritarisme démocratique. Le printemps arabe est un autre épisode de la conspiration démocratique occidentale. Pour le motif de la démocratisation de l'Afrique, ce continent est devenu le théâtre des conflits politiques pour détrôner certains leaders et introniser les fidèles disciples serviteurs de l'Occident. Les démocraties d'outre-mer font et défont les gouvernants africains ; ils dictent aux africains des critères d'authenticité du pouvoir politique. Les populations sont ainsi instrumentalisées parce qu'on leur parle de mauvaise gouvernance, de corruption, d'atteintes aux droits de l'homme, de pauvreté de la majorité. C'est la raison pour laquelle les traits caractéristiques de la démocratie occidentale sont : la course à l'armement, la rigidité des rapports économiques et l'instrumentalisation de la science : une science au service de l'idéologie capitaliste.

Wesley Clark dans son document *L'Irak, le terrorisme et l'empire américain*[283], affirme que les États-Unis ont commis une gaffe politique qui consiste à penser qu'ils pourront réaliser un empire américain dans le monde à partir de l'Irak. D'ailleurs, il estime que ce terme empire lui-même est caduc parce que les expansions américaines ont une domination purement planétaire. De même, Robert Kagan dans son ouvrage *Le revers de la puissance : les États-Unis en quête de légitimité*[284], montre cette critique des autres puissances européennes vis-à-vis de l'Amérique après leur invasion de l'Irak. Selon ce penseur, ces puissances affirment que la politique américaine devient préoccupante parce qu'elle décide en fonction de ses intérêts. Noam Chomsky[285]constate aussi que la prétendue politique sécuritaire américaine veut empêcher l'émergence d'autres puissances. La logique américaine est celle de la destruction, de l'expansion, de l'exploitation et du pillage : pillage des

[283] Wesley, Clark. K., *L'Irak, le terrorisme et l'empire américain*, trad. De l'anglais par W.O. Desmond, Paris, Seuil, 2004.
[284] Kogan, Robert, *Le revers de la puissance, les États-Unis en quête de légitimité*, trad. De l'anglais par F. Israël, Paris, Plon, 2004.
[285] Chomsky, Noam, *Dominer le monde ou sauver la planète ?* : *L'Amérique en quête d'hégémonie mondiale*, trad. De l'anglais américain par P. Chemla, Paris, Fayard, 2004

richesses, des forces humaines et sociales. Cet auteur décrit les mauvaises actions d'une Amérique qui finit par révéler sa véritable nature prédatrice. Elle ne se préoccupe que de ses bénéfices, de sa puissance et de sa grandeur.

En définitive, la démocratie aujourd'hui a trahi l'humanité, elle a chosifié l'homme et a construit des inégalités entre les hommes d'une part et entre les États d'autre part. Une différenciation et une catégorisation d'hommes qui conduit aux affrontements, aux discriminations et enfin aux dominations. Les occidentaux, animés par le sentiment de supériorité, se donnent le droit d'imposer aux autres la conduite politique qu'ils jugent opportune. Par conséquent, les démocraties locales volent en éclat parce que le peuple, généralement ignorant et instrumentalisé, n'est plus le véritable décideur, il n'est plus le démos qui décide des choix politiques, mais c'est plutôt le démos occidental qui façonne, décide et impose aux communautés locales ce qu'il estime légitime. En réalité, la démocratie actuelle est la manifestation et le déploiement du capitalisme qui recherche le profit des puissances occidentales. C'est à cause de ces rivalités que les régimes politiques actuels sont le théâtre des conflits. La vie politique se caractérise par la violence, la domination, l'exploitation, l'instrumentalisation et la cruauté. La pensée sartrienne semble traduire dans toute sa dimension la perversité des gouvernements actuels. Pour caractériser l'homme politique et ses mauvaises pratiques, Jean-Paul Sartre disait :

> *Tous les moyens sont bons quand ils sont efficaces […] La pureté, c'est une idée de fakir et de moine. Vous autres, les intellectuels, les anarchistes bourgeois, vous en tirez prétexte pour ne rien faire. Ne rien faire, rester immobile, serrer les coudes contre le corps, porter des gants. Moi j'ai les mains sales. Jusqu'aux coudes. Je les ai plongées dans la merde et dans le sang. Et puis après ? Est-ce que tu t'imagines qu'on peut gouverner innocemment.*[286]

Les abus démocratiques se vivent dans la majorité des États africains. La scène politique est celle des sacrifices humains et de la prééminence de l'individuel sur le collectif. Notre époque, loin de donner l'image d'une humanité valeureuse et moralement prospère, laisse plutôt percevoir une humanité en crise et diluée. Les États sont devenus des entités qui s'opposent et qui s'entredéchirent sans cesse. L'ère dictatoriale est pérennisée et exerce une grave oppression sur les peuples. Le constat est que les pratiques politiques actuelles traduisent la domination des pseudo-valeurs sur les valeurs humaines et morales. Puisque notre siècle est celui de la progression vertigineuse de la démocratie, le constat qui en découle est que celle-ci réalise une existence conflictuelle, d'antagonisme et de terreur. L'idéal

[286] Sartre, Jean-Paul, *Les mains sales*, Paris, Gallimard, 1984, pp. 77- 78.

collectif a cédé à l'individualisme ou à l'isolement des hommes, des peuples et des États ; la démocratie a généré les affrontements interpersonnels, idéologiques, civilisationnels, religieux et culturels. Max Stirner est de ceux qui constataient l'effondrement du collectif au profit de l'individuel en ces termes :

> *Qui est cette personne que vous nommez « tous »? — C'est la « Société » ! — A-t-elle donc un corps ? — Nous sommes son corps. — Vous ? Allons donc ! Vous n'êtes pas un corps ; toi, tu as un corps, et toi aussi, et ce troisième là-bas également ; mais vous tous ensemble vous êtes des corps, et non un corps. Par conséquent, la Société, en admettant que ce soit quelqu'un, aurait bien des corps à son service, mais non pas un corps unique, lui appartenant en propre. Comme la « Nation » des politiciens, elle n'est qu'un Esprit, un fantôme, et son corps n'est qu'une apparence.*[287]

Par ailleurs, cette colonisation démocratique affecte le fonctionnement des États. En interne, les pratiques politiques sont dominées par l'impérialisme capitaliste. C'est l'économique qui établit les nouveaux modèles politiques au détriment des aspirations légitimes des peuples. Les élus du peuple, à la solde de quelques puissances locales ou étrangères, ne recherchent que leurs intérêts. Ce sont des agents de conquête et d'exploitation capitalistes. La recherche du soutien de la communauté internationale confirme la domination de l'intérieur par l'extérieur. Car, c'est elle qui confère la légalité et la légitimité à un régime politique ou aux pratiques politiques. Or, une démocratie qui s'importe ou qui est dictée de l'extérieur et qui exclue les populations locales n'est plus une démocratie ; elle devient une imposture politique que l'on qualifie tout simplement de dictature démocratique. Lorsque le peuple est manipulé ou embrigadé par l'idéologie capitaliste, elle ne saurait vivre pour elle-même, elle juge selon les convictions d'emprunt, elle est dans l'illusion de souveraineté. C'est la raison pour laquelle les démocraties actuelles ont conduit à plus de servitude que de liberté, à plus d'exploitation et d'instrumentalisation du peuple qu'à leur développement. C'est pourquoi les États sont en factions, la vie publique devient un champ de bataille. C'est ce qui a fait dire à Emile Auguste Chartier :

> *La puissance est comme un alcool. À ce point de résolution, la vie d'un ennemi ne compte guère […] Là-dessus je n'irai pas ramasser des exemples ; on ne voit que cela. Alexandre, Napoléon, Lénine, Trotsky, ce sont des hommes divins ; ce furent des hommes divins au commencement. Disons en peu de mots que le suffrage périt par l'acclamation. Stendhal, qui a éprouvé tous ces mouvements, a percé d'un coup la cuirasse, comme il fait toujours : « La nation s'enivre de gloire ; adieu la liberté! » Pourquoi c'est*

[287] Stirner, Max, *L'Unique et sa propriété*, *op.cit*., p.102.

> *ainsi ? […]Voyez les syndicats divisés contre eux-mêmes, et gouvernés par des empereurs, des ministres, des adjudants.*[288]

Karl Marx attirait l'attention sur l'influence considérable et même dominante de l'économique sur la politique. Au vrai, la politique est la manifestation des rapports économiques où les forts exercent le véritable pouvoir et influencent les choix des citoyens. Le premier pouvoir est celui financier, car il procure tous les autres moyens : matériels, politiques, intellectuels, logistiques et même structurels. Il donne tous les atouts permettant de gagner les faveurs du peuple. C'est le riche qui peut drainer des foules parce qu'il possède les moyens matériels. La démocratie dans ce contexte se retrouve en difficulté parce que le peuple est majoritairement pauvre. C'est pourquoi celui-ci, par instinct de conservation, se laisse corrompre contre quelques avantages matériels. Ainsi, les possessions économiques déterminent le jeu et les choix politiques et l'absence de moyens financiers devient un sérieux handicap dans la participation démocratique. Dès lors, l'attention est focalisée, non pas sur la pertinence politique, mais sur les possessions matérielles. Le capitalisme démocratique a ouvert la voie à la compétition économique. Les sages sont ignorés et humiliés tandis que les riches sont exaltés. À bien dire, la démocratie est le régime dans lequel le capitalisme prospère. Car, les considérations économiques sont davantage valorisées. Karl Marx a été sensible à cette réalité et relevait cette prépondérance économique dans la vie politique en ces termes : « *Le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie sociale, politique et intellectuel en général* ».[289]

À cause de ses nombreuses déviances, la démocratie provoque des mécontentements permanents parce que les masses populaires et les gouvernements sont exploités, instrumentalisés et pillés. Les nombreuses agitations et crises que vivent les États contemporains dévoilent le mal être que la démocratie a provoqué. On assiste à la déstructuration des régimes politiques, à l'absence de cohésion sociale et à la destruction des valeurs humaines. Cette déstructuration des sociétés s'explique par l'obligation d'abandonner ses valeurs traditionnelles et culturelles pour appliquer les normes étrangères dictées par les puissances démocratiques afin de bénéficier de leurs soutiens financier, logistique, managérial, stratégique et géostratégique. Par contre les États qui s'opposent au paradigme démocratique occidental souffrent de la stigmatisation de mal gouvernance. C'est ce qui justifie la pratique des politiques isolationnistes ou d'exclusion qui confirme la réalité impérialiste et prédatrice de la démocratie occidentale. La soumission aux directives

[288] *op.cit*. p. 134.
[289] Marx, Karl, *Contribution à la critique de l'économie politique*, Paris, Editions sociales, 1970, p.26.

occidentales donne droit aux multiples appuis tandis que leur refus est passible de sanctions. Il en découle que les préoccupations économiques déterminent le fonctionnement politique international et national.

Ces constats font dire que la démocratie est une menace pour les États actuels. Elle désorganise les cités et manipule les politiques intérieures selon ses intérêts. Par conséquent, la souveraineté effective revient aux puissances occidentales et non pas au peuple local. C'est le capitalisme qui influence les politiques locales, il manipule les citoyens, leur impose des valeurs, une gestion politique, des dirigeants et des principes de vie. Il apparait que l'idéologie capitaliste est l'essence de la démocratie. Une idéologie d'enrichissement rendue possible par l'exploitation des faibles, le pillage des ressources des pays sous-développés et la manipulation de leurs populations. Les concepts d'égalité de droits, de bonheur et de dignité de l'humain sont secondaires. L'exigence de révolution politique devient de plus en plus indispensable et urgente afin de sauver notre humanité en perdition. Pierre Magnard nous invite à prendre notre destin en main en disant :

> *Faute de projet politique en cette fin de siècle, les peuples ont cessé de rêver. L'humanisme pourtant est toujours invoqué, comme s'il suffisait d'une incantation toute logomachique pour conjurer la barbarie. Plus que jamais l'universel est de rigueur, comme s'il était par lui-même un critère. Pour le faire jouer, on introduit des règles. L'école républicaine entend les mettre en œuvre : égalité des chances, classes de niveau, bannissement de la sélection.*[290]

En réalité, les pratiques politiques actuelles démontrent que les démocraties telles qu'elles se déploient sont une menace pour les sous-développés. Les pratiques démocratiques doivent être dépassées ou repensées pour trouver un nouveau régime politique qui rompt avec l'assujettissement des hommes. Il est indispensable de trouver le meilleur régime politique qui se préoccupe du bien-être de tout homme. Ce nouveau régime doit être bâti sur des valeurs purement humanistes. C'est pourquoi plusieurs voix clament la prise en main du destin de l'homme pour construire cette espace sécurisé et propice au développement intégral des hommes. Ces crises permettent d'identifier les limites et les défaillances du régime démocratique. Les dérives démocratiques dévoilent les limites d'un système qui a nourri des prétentions de son universalité et de son uniformité par l'immolation des peuples, de la souveraineté locale et des valeurs morales. Or, l'expérience historique confirme une diversité de pratiques, de modèles et de perspectives politiques. Au lieu de laisser à chaque peuple le soin de concevoir son idéal politique, la démocratie occidentale a pensé détenir le paradigme

[290] Magnard, Pierre, *Questions à l'humanisme*, Paris, PUF, 2000.p.86

absolu qui devrait être réalisé en tout temps et en tout lieu. Cette conception a favorisé la mise en œuvre de l'impérialisme démocratique qui a fait de nombreuses victimes dans le monde. Puisque la modernité est caractérisée par des crises politiques, ne serait-il pas opportun de poser de nouveau la question du bonheur de l'homme et de l'exigence morale dans la vie publique pour se défaire de la domination et de l'exploitation politiques ? L'Afrique en particulier doit repenser le cadre institutionnel qui reconsidère et réalise la dignité humaine et sa dignité en tant que continent ressource et des ressources. C'est cette volonté que Hobbes désigne par l'honneur qui consiste à réaliser ce qu'il faut et au temps opportun.

> *Se décider au moment opportun c'est-à-dire se déterminer à faire quelque chose, est honorable, en tant que c'est là mépriser les petites difficultés et les petits dangers. L'irrésolution n'est pas honorable, car c'est le signe qu'on accorde trop de valeur aux petits obstacles et aux petits avantages. En effet, quand on a pesé les choses, aussi longtemps que le moment le permet, et qu'on ne se décide pas, c'est que la différence de poids est petite, et c'est pourquoi, si l'on ne se décide pas, c'est qu'on surévalue les petites choses, ce qui est de la petitesse d'esprit.*[291]

Nous constatons que la démocratie a conduit les peuples à l'illusion de liberté et de bonheur. Car non seulement elle est devenue une arme de destruction et de domination dont se servent les puissances occidentales, mais aussi elle a donné au peuple l'illusion de souveraineté. Car, la pratique démocratique accorde plus de considération aux intérêts des puissances occidentales. La démocratie est devenue un jeu d'intérêts, elle est la sphère du déploiement des égoïsmes et de la cupidité. En dehors des attaques extérieures, il est à remarquer que localement, la démocratie est un jeu dangereux parce qu'elle détruit les hommes, les peuples et les États. L'ambiance démocratique a plongé les pays et les peuples dans le chaos ; les uns dominant les autres et les maux qui s'y rencontrent sont la violence, la corruption, la démagogie et la cupidité qui s'expriment avec démesure. Hobbes disait à propos :

> *D'après cette vue, même sommaire, on comprend pourquoi tous les pouvoirs réels sont opposés à ce système ; pourquoi ils disent et font dire que les représentants du peuple sont ignorants ou vendus. Mais la ruse principale des pouvoirs est de corrompre les représentants par le pouvoir même […] C'est ainsi qu'un homme, excellent au contrôle, devient faible et esclave au poste de commandement.*[292]

---

[291] Hobbes, Thomas, *De la nature Humaine*, chap. I, les classiques des sciences sociales, Paris, 1640, p.13

[292] Hobbes, Thomas, *Le citoyen ou les fondements de la politique* (De cive), Traduit de l'anglais par Samuel Sorbière, version numérique par Jean-Marie-Tremblay, les Classiques des Sciences Sociales, Bibliothèque Paul – Emile – Boulet de l'Université du Québec à Chicoutini, 2001.

La modernité démocratique laisse donc l'humanité dans la douleur, la honte et le désespoir. Car la scène politique est devenue simplement la jungle sauvage où le droit de force s'exprime avec violence et supplante la force du droit. Les régimes politiques des temps contemporains n'ont pu donner à l'homme le bonheur et restaurer sa dignité. C'est plutôt le gouvernement de l'asservissement et de la servitude, celui qui oppose l'homme à son semblable. La démocratie est devenue meurtrière et manifestement prédatrice parce qu'elle opère des ravages dans toutes les parties du monde. C'est la raison pour laquelle elle se retrouve actuellement acculée, traquée et condamnée. Francis Fukuyama reconnaissait que la démocratie libérale est en difficulté en ces termes : « *Les démocraties libérales sont indiscutablement accablées d'une foule de problèmes* »[293] Les exactions des puissances démocratiques occidentales se vivent au quotidien dans le monde. Ces nombreuses agressions occidentales suscitent naturellement une véritable haine de l'occident. Cette haine justifie l'avènement du terrorisme national et transcontinental. En Amérique, en Europe, en Afrique en Asie, le monde vit dans la peur du lendemain, les gouvernants sont inquiets et angoissés. Les forces invisibles du mal se déchainent pour punir les puissances dominantes du monde. Le terrorisme résonne comme une vengeance contre l'oppression démocratique. Désormais un climat de tensions permanentes s'est installé. Les États-Unis d'Amérique, généralement hors des dangers, ont été frappés le 11 septembre 2001. Et depuis lors, les attaques se multiplient. Le monde libéral a libéralisé la violence et le droit de force. De là, d'autres mouvements et organisations non moins déviantes font surface pour manifester une révolte et une riposte contre le despotisme démocratique.

IV – LA FORMATION ET L'EXPLOSION DU TERRORISME.

Le climat mondial s'est considérablement dégradé ; les attaques terroristes du 11 septembre 2001 sont une nouvelle manifestation des mécontentements et des frustrations que les individus et les États nourrissent vis-à-vis des puissances capitalistes impériales. À partir de cet acte manifestement osé en plein cœur de la puissante américaine, les attaques fusent de partout. Si ce ne sont pas des individus qui s'attaquent à certaines puissances, c'est toute une organisation. Mais le regard de l'homme simple ne s'arrête qu'à la stupeur, à l'horreur et une simple dénonciation. L'analyse philosophique nous permet de comprendre que le terrorisme prend la démocratie à son propre piège. Au nom du libéralisme démocratique, les terroristes agissent librement pour accomplir des attaques armées que les démocraties occidentales

[293] Fukuyama, Francis, *La fin de l'histoire et le dernier homme*, a division of Macmillan, Inc, New York, the Frect Press, 1992, p.324.

accomplissent idéologiquement, économiquement, culturellement et politiquement. La liberté d'exploiter s'oppose à la liberté d'attaquer, de détruire et de tuer. Réprimer le terrorisme signifie la limitation des libertés, donc la négation de la démocratie. Le terrorisme apparaît comme une démocratie barbare ou du moins une démocratie réactionnaire et révolutionnaire. Il se comprend comme l'affirmation extrême de ses libertés.

Plus encore, le terrorisme se donne beaucoup plus comme la contestation violente contre l'exploitation et la domination des puissances démocratiques capitalistes. Contre la violence hégémonique occidentale se dresse brutalement et inévitablement la violente contestation des peuples domptés. Il s'agit à cet effet d'un affrontement, d'une opposition de forces et de styles. Les puissances occidentales, à cause d'une domination abusée, incontrôlée et persistante, ont provoqué la révolte de la part des victimes. Par conséquent, le terrorisme ne se donne plus comme réaction injustifiée et immorale, mais comme l'expression des soupirs et des gémissements des peuples exploités. Dans son œuvre *L'esprit du terrorisme,* Jean Baudrillard dit :

> *Cela dépasse de loin la haine de la puissance mondiale dominante chez les déshérités et les exploités, chez ceux qui sont tombés du mauvais côté de l'ordre mondial. Ce malin désir est au cœur même de ceux qui en partagent les bénéfices. L'allergie à tout ordre définitif, à toute puissance définitive est heureusement universelle, et les deux tours du World Trade Center incarnaient parfaitement, dans leur gémellité justement, cet ordre définitif […] Quand les deux tours se sont effondrées, on avait l'impression qu'elles répondaient au suicide des avions-suicides par leur propre suicide […] C'est le système lui-même qui a créé les conditions objectives de cette rétorsion brutale. En ramassant pour lui toutes les cartes, il force l'Autre à changer les règles du jeu. Et les nouvelles règles sont féroces, parce que l'enjeu est féroce.*[294]

Ces observations démontrent que l'affirmation d'une puissance mondiale entraîne des révoltes dont l'ampleur n'est pas toujours maîtrisée. Même si nous pensons que les actions des terroristes sont cruelles, il apparait que ces réactions sont celles d'un peuple dominé, exploité et en agonie. Le terrorisme qui sévit aujourd'hui est pour certaines organisations une réaction aux nombreuses injustices perpétrées par l'occident. Détruire les convictions culturelles, idéologiques et religieuses des hommes provoque naturellement des réactions violentes et démesurées. Le terrorisme se comprend comme cette réaction proportionnée aux atrocités démocratiques. Les démocraties américaine et européenne se sont suffisamment abreuvées dans les oasis économiques et humaines des États faibles. Les frustrations

[294] Baudrillard, Jean, *L'esprit du terrorisme*, Paris, Edition Galilée/"Le monde", 2001

politiques et les convictions religieuses motivent les agressions du terrorisme. Les nombreuses victimes des attaques du 11septembre aux États-Unis symbolisent la puissance et aussi la victoire du terrorisme sur la démocratie. De même, l'Europe n'est pas épargnée ; elle est aussi attaquée et subit les violences qu'elle a commises contre d'autres peuples. C'est pourquoi, le maitre mot que les terroristes brandissent c'est la destruction de tout ce qui est occidental. La violence avec laquelle le terrorisme sévit est dissuasive et destructrice : destruction des infrastructures, des systèmes, de la réputation, de la puissance. La course au contrôle des systèmes numériques et économiques révèle la détermination des peuples dominés à se faire entendre et à établir un ordre nouveau. Il n'y a pas de concession, ni de diplomatie, il faut punir les fauteurs de trouble. À l'ordre mondial despotique, se dresse brusquement et brutalement l'ordre terroriste. Et chaque coup réussi est une victoire de la terreur sur les valeurs démocratiques. C'est la raison pour laquelle Baudrillard ajoutait :

> *A un système dont l'excès de puissance même pose un défi insoluble, les terroristes répondent par un acte définitif dont l'échange lui aussi est impossible. Le terrorisme est l'acte qui restitue une singularité irréductible au cœur d'un système d'échange généralisé. Toutes les singularités (les espèces, les individus, les cultures) qui ont payé de leur mort l'installation d'une circulation mondiale régie par une seule puissance se vengent aujourd'hui par ce transfert terroriste de situation. Terreur contre terreur – il n'y a plus d'idéologie derrière tout cela. On est désormais loin au-delà de l'idéologie et du politique. L'énergie qui alimente la terreur, aucune idéologie, aucune cause, pas même islamique, ne peut en rendre compte. Ça ne vise même plus à transformer le monde, ça vise (comme les hérésies en leur temps) à le radicaliser par le sacrifice, alors que le système vise à le réaliser par la force.*[295]

Loin de faire l'apologie du terrorisme, nos investigations révèlent les orientations du terrorisme et nous aident à comprendre son apparition et ses manifestations brutales et cruelles. Le climat de la méfiance qu'instaure le terrorisme bouleverse l'organisation politique. Désormais les libertés démocratiques cèdent le pas aux libertés de la violence ; à la barbarie des démocraties américaines et européennes qui se lancent dans la traque et la punition des terroristes jaillit la sauvagerie de la traque des cruels et pécheurs démocrates. La nouvelle culture est celle de la violence, de la suspicion, des menaces et de la guerre. Les techniques et la logistique terroristes se diversifient : les hommes, les engins, les objets sont autant de moyens pour semer la terreur. Nous sommes passés aujourd'hui de la terreur régionale à la terreur mondiale. Immédiatement les grandes puissances déploient des moyens colossaux pour contrer et extirper définitivement la menace. Cependant, la vérité qui en

[295] *Ibidem*. p. 120

découle est que l'exploitation des peuples est à l'origine de ces résistances ; elle développe des contre-pouvoirs propices à la libération des hommes et des peuples. En un mot, la domination injuste et une exploitation injuste provoquent génèrent la violence en tant que volonté de rompre avec l'ordre contesté. C'est pour cette raison que les injustices démocratiques ont provoqué des contestations meurtrières. C'est ce qui justifie l'omniprésence du terrorisme aujourd'hui et son large spectre d'opérationnalité dans le monde. Baudrillard ajoutait :

> *Le terrorisme, comme les virus, est partout. Il y a une perfusion mondiale du terrorisme, qui est comme l'ombre portée de tout système de domination, prêt partout à se réveiller comme un agent double. Il n'y a plus de ligne de démarcation qui permette de le cerner, il est au cœur même de cette culture qui le combat, et la fracture visible (et la haine) qui oppose sur le plan mondial les exploités et les sous-développés au monde occidental rejoint secrètement la fracture interne au système dominant. Celui-ci peut faire front à tout antagonisme visible. Mais l'autre, de structure virale – comme si tout appareil de domination sécrétait son anti dispositif, son propre ferment de disparition –, contre cette forme de réversion presque automatique de sa propre puissance, le système ne peut rien. Et le terrorisme est l'onde de choc de cette réversion silencieuse.*[296]

Ninon Grangé fait une autre lecture des activités terroristes. Ce dernier pense que le terrorisme est une forme d'intimidation des États. Le silence que les peuples dominés et exploités ont observé pendant longtemps s'est transformé en projet d'agressions et de destruction des puissances impériales. Le terrorisme raisonne comme une sanction punitive contre les oppresseurs capitalistes. La terreur devient un langage spécifique pour attirer la conscience collective sur les abus de la démocratie occidentale. L'immoralité du terrorisme est une officialisation de la violence religieuse contre le terrorisme d'État, celui perpétré par l'État démocratique occidental. La démocratie est taxée de terrorisme d'État parce qu'elle agresse, pille, détruit les peuples et les pays faibles. Par conséquent, la dissuasion terrorisme use de toutes les techniques : enlèvements, chantages, destructions des structures, éliminations de personnalités et déstructuration des États démocratiques. La cruauté du terrorisme est sans cesse grandissante et traduit sa détermination à briser, sinon à fragiliser les puissances occidentales. Il s'établit des rapports de force entre les puissances capitalistes démocratiques et les groupes terroristes. Cette opposition systémique et organisationnelle est l'expression de l'hypocrisie et de la mauvaise foi démocratique qui ont avili les peuples et les gouvernements locaux. Le spectre du terrorisme est non seulement revendicationnel, mais aussi coercitif. Il

[296] *Ibidem*. P.125

consiste à forcer les États ou les personnes à tenir compte des injustices subies par certaines populations. Ninon Grangé disait à cet effet :

> *La* logique *suivie par les terroristes est le rapport entre la revendication et les moyens violents spectaculaires mis en œuvre pour la reconnaissance de la revendication. Le but est de contraindre les gouvernements et non pas d'exterminer un ennemi. Très souvent l'injustice du moyen déteint sur les motivations, rapidement classées, sous l'effet de la stupeur, dans l'illusoire.*[297]

Néanmoins, le terrorisme a suscité de nombreuses réflexions. Guy Haarscher ne s'éloigne pas considérablement de cette analyse de Ninon Grangé, parce qu'il constate que le terrorisme est une réaction contre les démocraties libérales. C'est la longue et grande oppression des démocraties occidentales qui ont généré le terrorisme. Il est l'autre versant de la dictature démocratique. Deux idéologies qui s'affrontent et deux approches systémiques qui s'entrechoquent. Il s'agit pour le terrorisme de rattraper son retard par rapport au capitalisme. C'est pourquoi les techniques sont diversifiées et les projets atteignent des cibles dont la symbolique est presque sacrée. À bien dire, le terrorisme religieux est une réponse au terrorisme démocratique ; la destruction des infrastructures est une réplique au pillage des richesses. Les attaques terroristes résonnent comme des invites à plus de considération, à plus d'humanisme et au respect des différences religieuses, politiques, culturelles et organisationnelles. Il découle que le terrorisme n'est pas une cruauté injustifiée, il s'agit plutôt d'une revendication ouverte et légitime de la justice. L'oppression d'État opposée à l'oppression terroriste est donc un moyen pour rééquilibrer les rapports entre les peuples et les puissances. C'est un moyen d'auto-défense, de sécurisation des peuples vulnérables longtemps exploités. Affronter brutalement et directement ses oppresseurs participe de la stratégie de l'affaiblissement des puissances prédatrices pour la libération des peuples. En fin de compte, cet auteur considère le terrorisme comme moyen de protestation et de revendication de ses droits d'humanité. La puissance démocratique occidentale est transpercée par la violence du terrorisme des organisations invisibles. Leur mode opératoire pousse obligatoirement les gouvernements à se déployer pour limiter ses effets dévastateurs. Désormais, les populations vivent dans la peur et l'angoisse. Le langage des terroristes est selon Haarscher un appel à plus d'écoute et à l'arrêt de l'exploitation. C'est alors ce qu'il assimile à la lutte contre les démocraties libérales, les démocraties d'exploitation, de pillage et de domination des peuples. Les nombreuses violences perpétrées à travers le monde

[297] Grangé, Ninon, *Le Paradoxe du terrorisme, pour une théorie des passions politiques*, Dans les champs de Mars, 2011/2 (N°22), pp.31-50.

expriment l'importance de la cause. C'est la raison pour laquelle certains symboles sont également attaqués ; on peut citer les ambassades, le pentagone aux États-Unis ou encore le World Trade Center. C'est cette compréhension qui ressort de la lecture que cet auteur fait du terrorisme. On peut donc retenir de lui cette déclaration :

> *Je distinguerai deux stratégies différentes de lutte contre les démocraties libérales: la stratégie frontale et la stratégie d'« entrisme». Un exemple de cette dernière: les terroristes se réclament parfois, ce qui séduit au moins une partie de l'extrême gauche, de la cause des victimes de l'impérialisme occidental. Le terroriste serait de ce point de vue un homme qui se trouve le dos au mur dans son combat contre l'oppression. Il incarnerait la lutte contre l'injustice, en utilisant certes des moyens très violents, mais, soutiendrait-il, ni plus ni moins que les moyens utilisés par ceux qui, à un moment ou à un autre de l'histoire, ont dû résister à un ordre inique.*[298]

En définitive, notre époque est celle des confrontations violentes et sanglantes rendues possibles par un antagonisme idéologique : la démocratie capitaliste s'oppose à la démocratie terroriste. C'est une opposition de styles et de méthodes. Mais à bien examiner, les démocraties occidentales sont les mamelles nourricières du terrorisme. Par la liberté de mouvement, d'association et la protection des droits fondamentaux de l'homme, les démocraties capitalismes occidentales ont favorisé l'émergence et la fortification du terrorisme ; elles fournissent à la démocratie terroriste des arguments et des outils technologiques indispensables à son déploiement. Pour des besoins économiques, les firmes occidentales livrent démocratiquement des armes, des technologies et des savoirs à ceux qui sont dans le besoin. Al-Qaïda, Boko Haram et d'autres noms nouveaux sont aujourd'hui plus célèbres mais aussi bien équipés par les puissances démocratiques occidentales. Néanmoins, la démocratie et le terrorisme se nourrissent mutuellement. À bien lire la réalité, le terrorisme des groupuscules est renforcé par celui d'État. C'est ce qui favorise la tendance actuelle à la formation et à la fortification des États terroristes. Quel est leur projet et leur nature ?

V - LA FORMATION DES ÉTATS DJIHADISTES.

Le terrorisme veut aujourd'hui constituer des États reconnus et indépendants. Les mouvements s'intensifient pour la formation des États dont le terrorisme est la seule caractéristique. En Irak, en Syrie, au Mali, au Cameroun, au Nigéria et au Tchad, les menaces sont réelles pour implanter les gouvernements islamistes dont le fondement est le rejet systématique de tout ce qui a trait à l'occident et d'implanter des valeurs et des organisations

[298] Haarscher, Guy, *Le terrorisme et les valeurs de la démocratie*, série des working papers du centre perelman de philosophie du droit N°2008/2.

islamistes. C'est ce que relève Haarscher lorsqu'il dit : « *En général, Al-Qaida ne réclame pas cette légitimation. L'organisation et ses satellites se réfèrent à des valeurs radicalement opposées à celles de la démocratie libérale: loi implacable de Dieu plutôt que loi des hommes* » Ce bannissement absolu de l'occidentalité s'intensifie de plus en plus et affecte la quasi-totalité du monde. Le terrorisme revêt une légitimité qui motive ses acteurs. C'est pourquoi Tamy Ayouch disait : « *Quand l'existence du régime est remise en question, la lutte politique ne se distingue plus de la sphère pénale, l'erreur politique de la trahison, l'humanisme est suspendu et la terreur gouverne* »[299] Si l'on ne devrait pas justifier le terrorisme, nous pouvons néanmoins relever que les dérives démocratiques ont rendu possible sa formation et son déploiement. L'implantation des États terroristes combat les dérives démocratiques occidentales qui ont donné la priorité aux intérêts égoïstes. Mais les répressions du terrorisme révèlent au grand jour la négation des libertés de certaines personnes et de certains États au profit de l'affirmation des droits exclusifs des puissances capitalistes. En d'autres termes, les luttes que les États démocratiques mènent aujourd'hui contre le terrorisme mettent en péril l'idée de liberté des peuples et des individus. Ces affrontements n'ont conduit qu'aux conflits locaux, régionaux, continentaux et même transcontinentaux. Les répressions réciproques des protagonistes installent la terreur et l'aliénation des droits des peuples. L'espoir de trouver le meilleur régime politique en la démocratie semble devenir une illusion. Toutes les analyses que nous avons déployées ont montré que le fonctionnement et l'idéologie démocratique sont contre le bonheur de l'ensemble des hommes et des peuples. Nous pouvons conclure qu'elle n'a été qu'un moyen d'exploitation et de domination des faibles. Mieux, la démocratie occidentale a failli parce qu'elle a été un prétexte pour piller et asservir les pays sous-développés ; elle n'a pas tenu compte des différences et des réalités locales. Son exportation aveugle a été à l'origine de la déstabilisation et de la déstructuration des peuples. Elle a désorganisé les États et les cultures pour mieux les exploiter. Toutes ces affirmations démontrent que la démocratie n'est pas le meilleur régime politique. Comme la dictature, la monarchie ou l'oligarchie, la démocratie n'a pas été au service de l'homme, mais elle a mis les hommes et les peuples à son service. Elle a trahi l'humanité parce qu'elle s'est servi d'elle, l'a dépouillée et l'a exploitée. La barbarie de la démocratie ne saurait être considérée comme une valeur positive.

Cependant, ce régime politique a des éléments positifs qui doivent être préservés parce qu'ils sont avantageux pour tout homme. N'est-il pas indiqué de repenser la démocratie pour

[299] Ayouch, Tamy, *De la terreur au terrorisme : les aventures d'une philosophie de l'histoire chez Merleau – Ponty ?, l'esprit du temps*/ « Topique », 2002/4 N°81/ Pages 125 à 140.

qu'elle accomplisse le bonheur de l'humanité : la paix, la sécurité, la prospérité, la souveraineté et la dignité ? En d'autres termes, ne faut-il pas restructurer la démocratie pour qu'elle soit réellement et toujours au service de tous les humains ?

La dernière articulation de notre devoir se préoccupe d'identifier la réponse finale à la problématique initiale. Le meilleur régime politique est-il une réalité ou une utopie politique ? Est-il possible d'identifier un régime politique qui pourrait satisfaire l'humanité et qui pourrait lui éviter les dommages et désagréments que les peuples ont connus dans le passé ? Il est question d'apporter une réponse définitive à la problématique du meilleur régime politique dans la quête du bonheur des hommes. Dès lors, Quel peut être ce régime politique considéré comme meilleur ? Quelles sont les critères qui font de lui le meilleur de tous les régimes politiques ?

CONCLUSION DU CHAPITRE

La modernité a connu une effervescence politique accrue dont la principale motivation fut le mode de gestion des États. Les monarchies furent condamnées et rejetées à cause de leur fort autoritarisme qui, non seulement excluait les populations des choix politiques, mais bien plus, parce qu'elles dominaient et exploitaient le bas peuple. Les initiatives populaires en faveur de l'institution d'une meilleure expression sociopolitique furent nombreuses : la révolte et l'indépendance des colonies américaines, la désacralisation de l'autorité du monarque par l'église protestante, la diffusion des valeurs humanistes par les humanistes, la critique et les propositions de séparation des pouvoirs politiques par les philosophes participèrent à la décrispation du climat politique et à la réforme de la gestion des affaires publiques. En conséquence, les bases démocratiques furent jetées. La révolution politique donna naissance à plusieurs types de régimes politiques : la démocratie, la dictature, le fascisme, le nazisme. Le premier régime connut deux variantes : la démocratie directe exprimée par les régimes présidentiels ; et la démocratie indirecte incarnée par le parlementarisme. En effet, le régime britannique fut une monarchie parlementaire qui avait construit son système politique sur la séparation des pouvoirs. C'est pourquoi il existait deux types de pouvoirs : le pouvoir exécutif tenu par la reine et le pouvoir législatif exercé par la chambre des communes et la chambre des lords. Ce dualisme favorisa l'équilibre des pouvoirs et l'épanouissement des citoyens. Dès lors, les citoyens jouissaient de leurs droits fondamentaux. Par contre, le régime présidentiel donnait la prééminence au président de la république, mais aussi accordait les libertés et l'égalité de droits aux citoyens. Les États - unis d'Amérique organisaient leur gouvernance autour des trois pouvoirs indépendants : les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Cette séparation des pouvoirs garantissait l'équilibre politique et œuvrait davantage à l'épanouissement du peuple. La pratique démocratique eut le mérite d'affranchir les populations de la servitude et de l'autoritarisme politique, elle rétrocéda à l'homme ses droits essentiels.

Cependant, à côté de ces formes politiques, avait émergé la dictature en Italie, en Allemagne et en Russie. Ce régime avait étalé toute l'horreur parce qu'il avait suscité des conflits et des guerres qui ont décimé les peuples et les États. Les nombreuses pertes en vies humaines, les destructions infrastructurelles, la déstabilisation des peuples, des économies furent les conséquences de l'influence des dictatures italienne, allemande et russe. Néanmoins, ces dérives politiques suscitèrent d'autres systèmes politiques jugés opportuns pour réaliser et préserver le bonheur et la dignité de tout homme: le socialisme et le

communisme. Ils proposaient une gestion collective des biens de la cité afin d'échapper aux égoïsmes humains et politiques qui ont toujours été à l'origine des conflits et des luttes politiques. Bien qu'ils n'aient pas prospéré, la volonté de substituer la prédominance des intérêts privés par l'intérêt général fut de plus en plus vive. Car, les aspirations à une grandeur isolée ont généré des antagonismes et des heurts qui ont précipité les peuples dans le chaos.

La démocratie semblait couronner l'effort des hommes à construire un cadre et un environnement politique mieux élaboré dont les fondements étaient la liberté, l'égalité de droits, la vertu et le sens de l'intérêt général. La démocratie réalisa une véritable révolution politique qui, après de longues années de luttes, conféra le pouvoir au peuple. Cependant, la démocratie, au lieu d'être exercée par le peuple local, devint une norme internationale qui devait s'appliquer indifféremment à tous les pays. De la démocratie plurielle, on accéda à la démocratie universelle : la démocratie occidentale. Elle devint immédiatement une arme de destruction, de pillage, d'exploitation et de torture. Les puissances capitalistes occidentales dictèrent aux pays faibles des principes et des valeurs à appliquer. Les exactions et les pillages démocratiques furent commis : La Lybie, la Côte d'Ivoire, le Soudan, la Syrie, l'Irak payèrent le prix. Les pays furent de plus en plus soumis aux contraintes démocratiques, indépendamment de leurs réalités locales. C'est la raison pour laquelle cette pratique politique a été qualifiée de dictature démocratique. Les concepts de dictature et de terroriste furent des prétextes administratifs pour déloger certains leaders politiques insoumis. Le constat est que la démocratie a apporté plus d'instabilité que de cohésion sociale ; elle a généré plus de désordre que d'harmonie, plus de conflits meurtriers que de paix. Cette dictature démocratique a donné naissance au terrorisme, au repli culturel, à l'intensification des sensibilités religieuses comme l'islam et à la constitution sans cesse croissante des États djihadistes. Si la modernité a engendré plus de conflits et de guerres que les époques antérieures, la conclusion évidente est que la démocratie n'est pas le meilleur régime politique, elle n'a pas pu donner à l'humanité le bonheur et restaurer sa dignité. Faut-il conclure à l'impossibilité d'un meilleur régime politique ? En d'autres termes, si la souveraineté du peuple n'a pas été déterminante dans la construction et la réalisation du bonheur humain, est-il encore possible d'identifier un meilleur régime politique ? Ne peut-on pas, à la lumière des réalités et des défis scientifiques actuels, construire un régime politique qui se préoccupe réellement du bonheur de tous les États et de toute l'humanité ?

CHAPITRE IX : LE MEILLEUR RÉGIME POLITIQUE : RÉALITE OU UTOPIE POLITIQUE ?

Les précédentes analyses ont révélé les antagonismes et les luttes hégémoniques que la démocratie a engendrés. Nos investigations nous permettaient de conclure à partir des révolutions politiques qui ont émaillé la vie des États, que le meilleur régime politique n'a pas été réalisé jusque-là. Les mutations politiques observées au cours de la modernité sont une preuve irréfutable de l'insatisfaction constante et continue des hommes ainsi que de leur ardent désir d'instituer une gestion politique qui réalise au mieux leur bonheur. Mais jusque-là, les régimes politiques n'ont été que des organisations fondamentalement partisanes, égoïstes et intéressées qui ne se sont pas préoccupées de l'intérêt général. En effet, les régimes politiques mis en œuvre dans l'histoire humaine n'ont été que des systèmes d'exploitation bien organisés pour des intérêts particuliers. La démocratie qui mettait en avant-garde l'idéologie de l'égalité des droits des populations n'a pas favorisé le bonheur des peuples. Au contraire, la modernité est celle de la fluctuation des cultures, une époque où les données humaines, technoscientifiques, géostratégiques et économiques exercent de grandes pressions sur les hommes et la gouvernance politique. En d'autres termes, l'humanité contemporaine connaît une flambée inconsidérée de nouvelles valeurs, de nouvelles pratiques et de nouveaux centres d'intérêt qui ont sérieusement modifiés la conception politique. Qu'est-ce que la gouvernance politique aujourd'hui et que recherche-t-elle ? La politique, à cause de ses ambitions, semble promouvoir l'avènement d'un type d'hommes nouveaux. À côté de l'homme naturel, se dresse majestueusement l'homme hybride. Ont-ils les mêmes considérations, les mêmes valeurs et les mêmes finalités politiques ? Autrement dit, les défis géostratégiques actuels favorisent-ils l'institution d'une organisation qui valorise l'humain ? Notre espace sociopolitique et économique peut-il encore nous disposer à une bonne gouvernance politique ? La vie politique des États peut-elle ignorer les impératifs de la mondialisation et les exigences techniciennes actuelles ?

Les enjeux complexes de la technoscience et la trajectoire de l'humanité actuelle influencent la politique parce qu'ils affectent et déterminent indiscutablement la vie humaine, la construction des cadres et idéologies politiques ainsi que la définition même du bonheur de

l'homme. Mieux, notre époque n'est plus celle de la simple humanité naturelle et des rapports de simple nécessité. Aujourd'hui, la gouvernance politique exige une prise en considération de nouvelles modalités existentielles entre autres: la mondialisation, le transhumanisme, la bioéthique, le numérique et les algorithmes. Ces réalités ont un impact déterminant dans la vie individuelle et collective des hommes et des États. De sorte que la meilleure organisation politique devrait les prendre en compte pour mieux articuler l'idée du bonheur des hommes et des États. Il s'agit de cerner les priorités essentielles des hommes afin d'identifier, si cela est possible, le meilleur régime politique. Aristote disait à cet effet :

> *Quand on veut étudier la question de la république parfaite avec tout le soin qu'elle exige, il faut préciser d'abord quel est le genre de vie qui mérite surtout notre préférence. Si on l'ignore, on doit nécessairement ignorer aussi quel est le gouvernement par excellence; car il est naturel qu'un gouvernement parfait assure aux citoyens qu'il régit, dans le cours ordinaire des choses, la jouissance du bonheur le plus parfait que comporte leur condition.* [300]

La considération des grands défis actuels s'impose comme une nécessité logique, historique et existentielle afin de mieux comprendre notre monde et notre problématique pour donner une réponse appropriée à l'exigence du meilleur régime politique. Car, il est question de proposer, à la lumière des faits sociopolitiques actuels qui influencent considérablement et façonnent les modes de pensée, d'agir et d'être des hommes et des peuples, une réponse légitime et atemporelle garantissant le bonheur humain tant souhaité. Les mutations scientifiques ont impacté le vécu des peuples et des États et ont également inspiré de nouveaux rapports entre les hommes et les cités d'une part, et, d'autre part, ont permis à l'homme de tendre vers de nouvelles valeurs. Nos États ne vivent plus repliés sur eux-mêmes, mais il s'est établi par la force technoscientifique, structurelle, culturelle et gestionnelle le concept de village planétaire. De sorte que la politique d'un gouvernement doit désormais tenir compte des réalités mondiales. Dès lors, la planétarisation du monde devient une nouvelle donne qui doit être prise en compte dans la définition et la formulation des politiques locales. Du coup, la mondialisation a une certaine incidence et une incidence certaine dans l'élaboration des projets et des valeurs, tant sur le plan local que sur le plan international. Le village planétaire s'invite dans la réflexion politique parce qu'il influence nécessairement le vécu individuel des États et celui des rapports qui participent à la construction des valeurs et potentialités des peuples. La mondialisation ne déstructure-t-elle pas les politiques locales des États ?

[300] *op.cit*. Livre IV ; chap. I.

I - LA MONDIALISATION ET L'AFFAIBLISSEMENT DES POUVOIRS POLITIQUES LOCAUX.

Le petit Larousse illustré[301] définit la mondialisation comme « *le fait de devenir mondial, de se mondialiser* » et mondialiser c'est « *Donner à quelque chose un caractère mondial, une extension qui intéresse le monde entier* »[302]La mondialisation serait alors la réalisation de l'unité politique du monde en tant que communauté humaine. Mieux, la mondialisation est l'extension de la vision et des pratiques politiques occidentales à tout le monde entier. C'est l'universalisation de la civilisation politique occidentale entendue comme référentielle des valeurs sociopolitiques et humaines. C'est encore cette occidentalisation du monde ou ce monde occidentalisé que l'on appelle encore la planétarisation, c'est-à-dire, et selon Le petit Larousse illustré : « *la propagation dans le monde entier d'un phénomène humain local* »[303]

Toutes ces approches définitionnelles montrent que la mondialisation est un impérialisme politique et économique qui détruit tout système organisationnel local pour un modèle exogène unique : le modèle référentiel de l'occident. En d'autres termes, toutes les organisations politiques et sociales non occidentalisées sont caduques, impertinentes, inopérantes, inappropriées et improductives ; elles doivent être remplacées par l'unique modèle opératoire occidental. Les implications politiques, économiques, culturelles et stratégiques sont nombreuses. Cependant, la mondialisation entendue comme l'occidentalisation du monde, n'est pas en réalité une théorie nouvelle. Martin Heidegger, Lévy-Bruhl, Georg Wilhelm Friedrich Hegel et d'autres avaient affirmé sans scrupule que l'occident est la seule partie du monde éclairée, donc le seul espace humain et humanisé ; par conséquent, toutes les autres parties du monde sont plongées dans la nuit noire de la réflexion et de l'humanité. Il ressort de cette pensée une réelle et " *légitime*"[304] volonté d'apporter aux

---

[301] Davau, Maurice, *Dictionnaire du français vivant*, Bordas, Paris, Bruxelles, 1972. p. 635

[302][302] *Ibidem*.

[303]*Idem*, P.750

[304]C'est nous qui parlons de *légitimité*. C'est une ironie pour dévoiler les mobiles prétendument humanistes qui ont justifié la condamnation des pratiques locales et la ruée des occidentaux vers le démantèlement des organisations locales jugées irréfléchies, pour l'institution des nouveaux modèles occidentaux. Cette conception révèle au moins quatre réalités :

1-La supériorité incontestée et incontestable des occidentaux sur les autres, parce qu'ils sont les seuls dépositaires de la pensée rationnelle.

2-L'affrontement idéologique entre l'occident rationnel et le reste du monde sauvage. D'où l'écrasement sans limite de tout ce qui est local pour l'appropriation du paradigme éclairé occidental.

3- Nous voulons tout aussi souligner qu'il ne s'agissait pas d'une option, mais d'une obligation d'accepter les injonctions de la métropole d'une part, et d'autre part, d'un acte de reconnaissance de son indigénat ou de sa sous humanité.

sous-peuples des connaissances et des pratiques qui les conduiraient à recouvrir l'authentique humanité. Cette posture idéologique se concrétise par des piliers politiques, économiques, scientifiques, technologiques et culturels. C'est sur cette base que la démocratie occidentale se préoccupe de fédérer toutes les organisations politiques locales. De manière claire, ce qu'on appelle mondialisation n'est que la propagation ou la diffusion de la démocratie occidentale dans le reste du monde. Ses principes et ses pratiques doivent s'appliquer partout de la même façon. La démocratie suggère l'idée d'unité et d'unicité des pratiques et des principes. En d'autres termes, la démocratie dans les différents États du monde doit être uniformisée exactement comme en Angleterre, aux États-Unis d'Amérique ou en France. C'est ce qui a justifié la dislocation des régimes politiques locaux pour l'institution du système politique occidental. Pierre-Yves Bonin[305] montre dans son ouvrage que la mondialisation affaiblit les indépendances nationales au profit des interdépendances ou des dépendances plurielles où les petits États dépendent de plus en plus des grande puissances. Dans un monde devenu un village planétaire, il s'avère que les institutions nationales sont davantage submergées, donc inopérantes parce que les enjeux sont plus élevés. Ryoa Chung et Geneviève Nootens[306]examinent les rapports entre les acteurs de la mondialisation et les malheurs qui s'abattent sur les peuples. Mais ce qui semble évident, c'est que l'indigence dans laquelle se trouvent les États actuels est provoquée par les supers puissances économiques qui soumettent les pays faibles aux schèmes qu'ils ne maîtrisent pas et dont la motivation et la finalité sont l'exploitation des ressources. Du coup, le cosmopolitisme est une utopie parce que les grandes puissances déterminent les valeurs culturelles, techniques, scientifiques et politiques.

4-La nécessaire réorganisation sociopolitique et économique des mondes non civilisés pour accéder à l'humanité authentique.

[305] Bonin, Pierre-Yves, (dir.), *Mondialisation : perspectives philosophiques*, Québec, Presses de l'université Laval/Harmattan, 2001.

[306] CHUNG, Ryoa et NOOTENS, Geneviève (dir.), *Le cosmopolitisme. Enjeux et débats contemporains*, Presses de l'université de Montréal, 2009.

Nous voulons souligner les leviers de la mondialisation entendue comme force d'écrasement des petits Etats. Ces forces sont :

1-**La force économique** : en effet, la mondialisation favorise la domination économique des grandes puissances sur les petites économies. Celles-ci sont soumises aux contraintes des institutions financières internationales entre autres le fond monétaire international et la banque mondiale, véritables bras séculaires de la mondialisation.

2-**La force militaire** : le développement de l'hégémonie militaire est un argument dissuasif pour imposer et s'imposer. C'est qui justifie aujourd'hui la course à l'armement. L'Irak, la Turquie, l'Afrique francophone sont des terrains de prédilection.

3-**La force politique** : la mondialisation se pose comme le référentiel qui dicte aux pouvoirs déclarés dictatoriaux des principes de gouvernance pour une meilleure gestion qui conduise au développement harmonieux des institutions politiques.

4-**La force culturelle** : la mondialisation véhicule les valeurs culturelles qui doivent s'appliquer partout

5-**La norme scientifique** : la technoscience est vectrice d'une nouvelle humanité. On parle de la bioéthique.

Par conséquent, les États–Unis d'Amérique, et l'union européenne sont des regroupements des États en macro structure pour soutenir et accomplir les visées d'un État mondial qui briserait idéologiquement, culturellement, économiquement, politiquement et juridiquement les barrières entre les États. Ainsi, la mondialisation n'est qu'un impérialisme voilé pour affaiblir et asservir les petites nations. Elle se présente comme une déstructuration et une désorganisation des systèmes sociopolitiques nationaux pour une meilleure domination des grandes puissances. Samir Amin[307] reconnait aussi que la mondialisation a engendré des inégalités avérées : la vision politique, économique, technoscientifique des grandes puissances s'impose aux États faibles et les opprime. Dès lors, l'oligopolitisme qui est l'expression sociopolitique de quelques grandes puissances occidentales met en œuvre un climat d'affrontements, de rivalités comme le pense François Chesnais.[308]Il apparait que le pouvoir politique ne se réduit plus à une simple gestion des affaires locales. Au contraire, il devient un faisceau de connections de pouvoirs, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, une jonction des forces pour asservir les faibles. Mieux, le pouvoir politique est exposé à plus de contraintes et de menaces extérieures qu'intérieures, il est devenu plus une propriété internationale que locale. Désormais, la politique doit garantir à ses citoyens des meilleures conditions de vie, c'est-à-dire savoir gérer les pressions et contraintes mondialistes pour l'intérêt des populations. Les pouvoirs politiques locaux doivent pouvoir s'intégrer dans cette spirale mondialiste exigeante pour éviter les sanctions du cosmopolitisme. Aujourd'hui, les États faibles doivent faire face à l'impérialisme politique, économique, culturel et militaire des puissances occidentales, savoir les comprendre, les gérer et les intégrer pour survivre.

De toute évidence, le concept de citoyen du monde que la mondialisation brandit et valorise aujourd'hui démontre à suffisance que la citoyenneté locale est diluée et révolue au profit de la citoyenneté mondiale. Le citoyen ne se définit plus par son appartenance nationale, mais par son insertion inconditionnelle dans le village planétaire ; la patrie n'est plus nationale mais mondiale. Une dislocation de barrières entre les États qui implique une identité commune, c'est-à-dire que tous les citoyens régionaux, devenus citoyens mondiaux sont soumis aux mêmes droits et devoirs. On parle alors du droit international et des institutions mondiales. Tous les citoyens du monde sont soumis aux mêmes droits politiques, économiques, juridiques, militaires, technoscientifiques et culturels. Cette nouvelle organisation du monde démontre que le pouvoir politique n'est plus déterminé localement mais par les puissances mondiales. La solitude politique est révolue et le pouvoir politique

[307] Amin, Samir, *Les défis de la Mondialisation*, Forum du Tiers- Monde, Paris-Montréal, L'Harmattan 1996.
[308] CHESNAIS, François, *La mondialisation du capitalisme*, Paris, Syros, 1997.

local se soumet à l'ordre mondial à cause des interdépendances sociopolitiques et économiques. Ces idées montrent que la vie des individus et des peuples locaux est désormais liée au dessein et au destin planétaire ; leur condition et leur devenir ne dépendent plus exclusivement de l'autorité locale, mais d'une complexité d'influences et de pouvoirs mondialistes. Dans la revue de l'UNESCO, secteur des sciences sociales et humaines, il est dit :

> *Peut-on penser une citoyenneté non médiatisée par l'État ni par la souveraineté et qui soit non antithétique mais au contraire complémentaire de la citoyenneté nationale ? D'une part cela conduit derechef au paradoxe d'une citoyenneté non soutenue par deux des présupposés forts de la citoyenneté moderne : la communauté historique et la dimension exclusive de tout projet de citoyenneté politique ; mais d'autre part les expériences de plus en plus importantes de transnationalisation de l'action, de l'espace public politique et de l'opinion publique mondiale indiquent des voies inédites de participation citoyenne qui remettent en question les axiomes de la citoyenneté moderne.*[309]

Ce nouveau concept de citoyen mondial est analysé davantage par Pius Ondoua ; c'est cette citoyenneté mondiale qu'il appelle "*cosmocitoyenneté*"[310] Pour ce philosophe, la notion de cosmocitoyenneté montre à suffisance une réorganisation et une restructuration des institutions politiques. Son cadre d'insertion et d'action se déploie à l'échelle mondiale et on se demande très bien comment un africain moins influent, parce que économiquement moins nanti, pourrait-il influencer l'action d'un pouvoir considérablement transcendant. Ces variations systémiques, structurelles et culturelles révèlent que la cosmocitoyenneté est une utopie. En effet, notre auteur trouve une désorganisation et même une désorientation du sujet partagé entre les dialectiques internes et externes. Il pouvait donc dire : « *Si les modifications structurelles internes de l'État-nation hypothèquent l'effectivité de l'autonomie privée du sujet de droits. Ce qui a comme conséquence la modification du rapport du sujet à lui-même, et celle de l'intersubjectivité au sein de la nouvelle figure du social* ».[311]La conclusion de Pius Ondoua est bien claire. Nous retenons de lui cette déclaration :

> *Je veux bien entendu parler de la cosmocitoyenneté, dont on ne voit guère l'enracinement, ni le ciment, pour autant que la dilution ou au moins la marginalisation des identités originaires et programmée/engagée au profit de la seule culture marchande/capitaliste devenue culture mondiale, en tant que culture universelle. Cette universalité idéologique se constitue dans un*

[309]Moufida Goucha (dir), 2006, *Philosophie politique et horizon cosmopolite, la mondialisation et les apories d'une cosmopolitique de paix, de la citoyenneté et des actions*, Paris, N°10, p.21.
[310] Ondoua, Pius, *La raison unique du « village planétaire », Mythes et réalités de la mondialisation*, Pensée Africaine, Paris, L'Harmattan, 2010.
[311]*Ibidem*. p.57.

> *arrimage de la totalité de l'univers à une raison close et totalitaire, où la vision de l'homme, c'est bien celle du propriétaire, du consommateur et dangereusement prédateur dans son exploitation accentuée des richesses du monde.*[312]

En somme, la notion de citoyen du monde montre l'insertion irréversible des individus des divers États dans une nouvelle organisation mondiale unique. Mais c'est une orientation non choisie par les populations de la périphérie ; c'est une obligation, mieux un assujettissement impérialiste par les puissances capitalistes. Désormais, chacun est soumis au droit international parce qu'on est un cosmocitoyen ; on est soumis aux pratiques mondialistes et on cesse de s'isoler et de se spécifier dans sa singularité. Ce qui entraîne une déstructuration des systèmes politiques, économiques, culturels et traditionnels des micro-États périphériques. Il ressort de cette analyse la violence de la mondialisation. Elle est devenue la nouvelle force qui réglemente la vie des hommes, des peuples et des États. Le pouvoir politique local ne se détermine plus par des simples modalités instituées localement, mais par les orientations de l'ordre mondial. C'est ce qui justifie les grands bouleversements que le monde connaît au quotidien. C'est également dans ce sillage que peuvent se comprendre les mutations structurelles et organisationnelles que subissent les États sous-développés du monde. Les crises sociopolitiques actuelles que les pays africains connaissent sont produites par la mondialisation. Pius Ondoua relevait alors :

> *Certes, l'idéologie dominante tente de camoufler cet état de choses, et la puissance militaire est présentée comme « un parapluie » destiné à abriter éventuellement les pays sous- développés fidèles, en cas de conflits généralisés entre l'**Est** et l'**Ouest** ; les USA jouent d'ailleurs sur ce plan le rôle de leader. Toutefois, toute cette militarisation doit être située dans la perspective d'une volonté délibérée de l'impérialisme de manipuler, d'influencer, de subjuguer, les pays dépendants, pour les maintenir à l'intérieur du système.* [313]

Cette complexité des rapports inter-états et inter-institutions rend délicate la question du pouvoir politique. Car les diverses influences économiques, politiques, idéologiques et militaires ne favorisent plus une organisation politique proprement endogène. On aboutit à l'écrasement des forces locales par les intérêts des superpuissances. Avec la mondialisation, les pouvoirs politiques s'effritent ou du moins perdent de leur autorité et de leur authenticité pour se conformer aux normes capitalistes. C'est la raison pour laquelle on parle, non plus des États du monde, mais du village planétaire. Ce village suppose un seul chef assisté des

---

[312] *Ibidem*. P.101.

[313] Ondoua, Pius, *Existence et Valeurs IV, Un Développement « Humain », Réflexions éthiques et politiques*, Chapitre III, Préface du professeur Jean-Marc Gabaude, Paris, L'Harmattan, 2011 p.180.

notables. Le chef c'est la puissante Amérique et les notables sont les puissances occidentales. Le village planétaire convoque nécessairement des citoyens mondiaux, soumis aux mêmes droits et devoirs. C'est dans cette logique qu'il faut insérer les interventions militaires que les puissances occidentales réalisent dans toutes les parties du monde. Désormais, la gestion politique exige la considération des nouveaux paradigmes politiques mondialistes afin d'offrir à son peuple un minimum de liberté et de commodités existentielles. Le pouvoir politique se résume en une pratique d'alliances, de contrats ou de coopérations qui garantissent la survie des petits États. Pius Ondoua montre que la mondialisation ne favorise pas le bien-être individuel et collectif ; elle est manifestement l'instrumentalisation de l'homme pour des fins purement économiques et hégémoniques. Elle n'est pas au service de l'humanité comme les capitalistes le laissent entendre, elle est plutôt à la solde d'une catégorie d'État, c'est-à-dire d'une certaine humanité présumée supérieure. C'est cette logique irrationnelle qui conduit à l'instrumentalisation des citoyens et des pouvoirs politiques locaux. La mondialisation se présente alors comme aliénation de la liberté humaine, elle est la désubstanciation de la citoyenneté locale pour une redéfinition permanente et pragmatique d'un matérialisme poussé. Caractérisant la mondialisation, Pius Ondoua l'assimile à la violence intramodale et à la violence intermodale.[314] Jocelyne Couture et Stéphane Courtois démontrent aussi l'ampleur manifestement négative et même dévastatrice de la mondialisation en ces termes :

> *La mondialisation, qu'elle soit capitaliste ou non, doit être comprise comme la transcendance plutôt que comme la simple ouverture des frontières. Elle implique une multiplication des relations transfrontalières, suprafrontalières ou supraterritoriales et une présence croissante des sociétés multinationales ou transnationales dans les économies nationales […] Par ailleurs, si on y regarde de près, l'impérialisme est un processus d'accumulation à l'échelle mondiale – dans les temps modernes, il s'agit surtout d'une accumulation capitaliste – accompagné d'un contrôle politique du monde ou de grandes parties du monde par un État dominant (parfois par quelques États).*[315]

---

[314] Ondoua, Pius, *La raison unique du « village planétaire », Mythes et réalités de la mondialisation*, *op.cit.* pp.220,221.

1-**La violence intramodale** comme le souligne Pius Ondoua est celle qui évacue les diversités pour construire l'être unique. Elle détruit l'idée d'origine, des valeurs, des fins dernières : « L'extinction de la transcendance d'un sujet humain-valeur…l'instrumentalisation ou plutôt l'auto-instrumentalisation du sujet du fait de sa manipulation par une logique productiviste-consommatoire »

2-**La violence intermodale** : c'est une vie qui n'est pas conduite par la raison « cette violence consiste dans le refus de l'homme de se laisser guider par la raison, dans le cadre d'une véritable autonomisation personnelle par le freinage des passions et la libération de la raison »

[315] Couture, Jocelyne et Courtois, Stéphane (dir), *Regards philosophiques sur la mondialisation*, Paris, Presse de l'Université du Québec, 2005, p.22.

Cette réalité mondialiste affecte inéluctablement la construction et le fonctionnement des régimes politiques. Car, la gouvernance de la macrostructure dilue l'efficacité et le fonctionnement des microstructures que sont les États périphériques. Les lois et principes adoptés par les États puissants ont force de droit au détriment de ce que pourraient initier les gouvernements locaux. Dorénavant, la légitimité politique consiste à appliquer les prescriptions de la hiérarchie mondiale. Les institutions internationales telles que l'organisation des nations-Unies (ONU) la banque mondiale (BM) et le fond monétaire international (FMI) jouent à cet effet le rôle de gendarme pour assurer la mise en route sans réserve des prescriptions mondialistes. Pour la communauté internationale, les principes qu'elle génère constituent l'échelle des valeurs et d'évaluation de la légitimité ou non des pratiques politiques. Néanmoins, les politiques locales sont subordonnées à l'ordre mondial. C'est pourquoi le non-respect de ces mesures mondialistes donne lieu à l'interventionnisme des puissances capitalistes. En un mot, la mondialisation organise et régule la vie politique de tous les États, et pour y arriver, elle désorganise et déstructure les systèmes politiques des micro-États pour mieux les exploiter et les affaiblir. C'est ce que relèvent David Bolduc et Antoine Ayoub Green :

> *Il se trouve même que la souveraineté légale internationale est renforcée par la mondialisation, qui a encouragé la création d'un nombre sans précédent d'organisations et d'accords internationaux visant à compenser une perte de contrôle au niveau national. La souveraineté de contrôle représente quant à elle la catégorie la plus affectée par la mondialisation, mais pas à un degré suffisant pour justifier un déclin de la souveraineté étatique dans son ensemble.*[316]

Cette lecture de la dictature mondialiste révèle les dangers et les dérives de la mondialisation. Louicius Michel et Zhan Su disaient aussi :« *Les impacts provoqués par la mondialisation s'expriment à travers des changements divers produits dans les organisations sociales, économiques, culturelles et politiques ainsi que dans les systèmes de gouvernance politique des États-nations interagissant à l'échelle mondiale* »[317]Il apparait que la mondialisation déstructure les organisations politiques locales, elle ne favorise pas une gouvernance véritablement endogène, elle est une puissance prédatrice et démobilisatrice. C'est cette même idée qui est exprimée par Christine Boutin : « *La mondialisation n'est pas en elle-même une nouveauté […] celle que nous vivons aujourd'hui impacte profondément les*

[316] Bolduc, David et Ayoub Green, Antoine, *La mondialisation et ses effets* : revue de littérature, Canada, Université Laval Québec, 2000, p.71.
[317]Michel, L.& Su, Z. *Analyse critique de la mondialisation : tendances et doctrine* (Note). Études internationales, 29 (4), 909–937. https://doi.org/10.7202/703959ar, 1998, pp.926-927.

êtres humains en modifiant leur identité, leur travail, leur communauté, leur famille, leurs valeurs, leurs modes de vie et de consommation, leur culture »[318]Les pratiques politiques locales sont systématiquement modifiées, imposées et implémentées par les puissances occidentales. En Europe, en Asie, en Afrique, le vœu d'uniformisation du mode de gouvernance des peuples s'est transformé en un impératif. Cette uniformisation est aussi humaine, comportementale, éthique, spatiale, économique, scientifique et culturelle.

Nous pouvons retenir que la mondialisation a désorganisé la gouvernance politique locale. Car, l'argument économique et hégémonique est devenu la principale valeur qui organise et définit l'action politique. On constate alors que les régimes politiques ne se préoccupent plus de la meilleure gouvernance que les communautés locales ont toujours recherché, mais le défis des États est de trouver les moyens de réalisation des programmes et des programmations des puissances capitalistes. En un mot, le pouvoir politique est devenu incontestablement le serviteur de l'économique. L'éternelle préoccupation du meilleur régime politique s'efface pour le meilleur système économique. La nécessité de l'attelage du pouvoir politique local à celui mondial handicape sérieusement les gouvernances des micro-États parce qu'il n'y a plus de libre initiative. Néanmoins Marcel Methot disait : « *La mondialisation des marchés et la planétarisation des enjeux sociaux, économiques, écologiques et éthiques, rendent l'État-nation de moins en moins pertinent comme cadre de référence. Il se crée alors un espace ambiguë entre le local et le global, et cet espace est notamment politique »*[319]

La mondialisation a désorganisé, elle a bouleversé le monde et principalement le pouvoir politique. Elle a institué une oligarchie absolue qui ne favorise pas l'émergence des pouvoirs politiques différents ou différenciels. Au contraire, elle réalise le nouvel ordre mondial qui affirme le système planétaire unique. Elle s'impose à tous, par conséquent elle brise toute résistance politique, culturelle, économique et même religieuse. James Petras dira lui aussi : « *La mondialisation sert de camouflage à l'impérialisme américain, qui bénéficie non pas aux Américains aux dépens des étrangers, mais plutôt aux dirigeants des entreprises aux dépens de la classe ouvrière et des pauvres partout où ils se trouvent* »[320]Nous pouvons

[318] Boutin, Christine (dir), *De la mondialisation à l'universalisation : une ambition sociale*, Paris, collection des rapports officiels, ladocumentationfrançaise.fr, 2010, p.14.
[319] Methot, Marcel, *Mondialisation, démocratie, développement régional : le mythe de l'autonomie locale, in Les régions fragiles face à la mondialisation*, sous la direction de Danielle Lafontaine et Nicole Thivierge, collection Tendances et débats en développement régional N°5, Grideq – Grir, Université du Québec, 1999, p.53
[320] Petras, James, *La mondialisation, l'impérialisme et le développement*, in Des outils pour le changement, une approche critique en étude de développement, sous la direction de Henry Veltmeyer avec la participation de Nasser AryTanimoune, Les presses de l'Université d'Ottawa, 2015, p.67

conclure en reconnaissant que le pouvoir politique des États contemporains est muselé, prisonnier et même désubstancialisé au profit de la valeur exclusivement économique. S'il faut convoquer la notion de pouvoir ou de régime politique, les analyses qui viennent d'être menées nous disposent à dire qu'aujourd'hui le monde gémit sous la domination inhumaine du capitalisme, vêtu en habit de l'oligarchie ou de l'aristocratie économique et même militariste. Car la démocratie actuelle n'est pas la manifestation de la volonté du peuple local, mais du peuple supérieur et étranger. Jürgen Habermas s'est penché sur les impacts pluriels de la mondialisation sur les États-nations. Il démontre que la mondialisation a des effets dévastateurs sur les démocraties locales. D'où cette remarque : « *Par rapport à l'ancrage territorial de l'Etat-nation, le terme de « mondialisation » évoque en effet l'image de rivières en crue qui sapent les contrôles aux frontières et risquent de provoquer l'effondrement de l'édifice national* »[321]En somme, les conséquences de la mondialisation sont nombreuses : la dislocation de la politique locale, le renforcement des classes, la permanence des guerres, la destruction des frontières, l'immigration massive, les pandémies collectives, la mise en place des solutions collectives. La crise sanitaire du corona virus est une manifestation de l'impact inquiétant de la mondialisation. Une maladie qui a affecté mortellement la planète et dont les solutions planétaires préconisées n'ont pas produit les mêmes résultats partout dans le monde. Il apparait que la mondialisation est handicapante parce qu'elle ne tient pas en compte les réalités locales. Cependant cette mondialisation veut aussi établir un impérialisme scientifique, celui qui veut donner naissance à une nouvelle humanité : le transhumain. Quel est l'impact du transhumanisme sur la vie politique ? Peut-il influencer la gestion des hommes et des États ?

II - LE TRANSHUMANISME ET LA DESTRUCTURATION DU POUVOIR POLITIQUE.

L'expérience démocratique a favorisé l'avènement et la valorisation de données nouvelles. Notre humanité est aujourd'hui au carrefour des valeurs nouvelles qui affectent et influencent les modes de vie des hommes et les pouvoirs politiques. En d'autres termes, la politique actuelle fait face aux réalités culturelles nouvelles. Les réalisations technoscientifiques actuelles ont un impact sur la vie humaine et influencent nécessairement l'orientation politique. Et puisque la vie humaine est mise en question, il ne s'agit plus pour les États d'une option mais d'une obligation politique de considérer ces nouvelles pratiques.

[321]Habermas, Jürgen, *Après l'Etat-nation, une nouvelle constellation politique,* Traduit de l'allemand par Rainer Rochlitz, Paris, Fayard, 2000, p.56

Si nous avons signalé ci-haut le puissant impact de la mondialisation, nous reconnaissons aussi que cette dernière a engendré de nouvelles modalités que les hommes ont mises en valeur pour sauvegarder et valoriser leurs vies. C'est dans ce sillage que se situe la technoscience. Elle génère sans cesse de nouvelles donnes qui sont de véritables menaces contre l'humanité. Pius Ondoua a relevé que la rationalité technoscientifique est de plus en plus irrationnelle. Dans son ouvrage *Développement technoscientifique, défis actuels et perspectives*, ce philosophe déclarait :

> *Cette technoscience, fruit de la rationalité et apparemment neutre ou a-idéologique, fonctionne comme idéologie, comme totalité de gestion du réel et de la conscience, de planification et de rationalisation du monde dans sa totalité, et cette totalité de gestion rationnelle du réel et de la conscience devient elle-même tendanciellement irrationnelle*.[322]

La technoscience a donné naissance à plusieurs modalités performantes et apparemment porteuses d'espoir pour l'humanité. Mais à bien examiner, ces réalités menacent dangereusement la nature et la dignité humaine. Cette réalité nouvelle à laquelle nous faisons allusion n'est autre que le transhumanisme. De manière claire, le transhumanisme se définit simplement comme un mouvement intellectuel et culturel qui encourage l'usage des sciences et techniques pour développer et transformer les capacités physiques et mentales des hommes. Le transhumanisme est apparu comme la solution à la survie des individus et des peuples menacés par les différents handicaps naturels ou acquis des hommes. Il se présente comme une solution palliative aux différentes imperfections humaines. À ce titre, le transhumanisme se comprend et s'impose comme une solution thérapeutique aux différentes maladies et invalidités qui affectent négativement la vie des hommes. S'il développe les aptitudes mentales, il s'agit aussi de lutter contre les infirmités physiques. Il est donc question de la modification de l'être, de la transformation physique et mentale des individus ; ce qui aboutit inéluctablement à la conquête de l'immortalité. Certaines étapes et situations de la vie sont

---

[322] Ondoua, Pius, *Développement technoscientifique, défis actuels et perspectives*, Paris, L'Harmattan, 2010, pp.209, 210.
Notre intention n'est pas de dérouler ici les différents impacts de la technoscience dans le monde. Car elle a nécessairement des implications culturelles, idéologiques, militaires et même religieuses. Mais notre souci est de montrer que la technoscience affecte l'humain sur un triple domaine.
1-**Le domaine rationnel** : la technoscience fait de l'homme un vulgaire objet qu'elle peut orgueilleusement transformer à sa guise. L'homme cesse d'être la valeur transcendante et organisatrice pour être organisé, manipulé et disposé volontairement ou involontairement.
2-**Le domaine économique** : la technoscience fait de l'homme un vulgaire moyen de production. En effet, le perfectionnement que la science apporte à l'homme est tout simplement pour une rentabilité économique et non pour le bien-être intérieur.
3-**Le domaine culturel** : la technoscience attire l'attention de l'humanité sur son pouvoir de réalisation, de transformation de l'homme et de la société. Elle donne naissance à une nouvelle culture qui fascine mais qui détruit le naturel.

ainsi combattues telles que : les handicaps, les maladies, la souffrance, le vieillissement, les faiblesses intellectuelles et la mort. C'est un mouvement qui prône une amélioration qualitative des capacités des hommes pour leur permettre d'accéder à une nouvelle humanité supérieure appelée le transhumanisme. La biotechnologie et d'autres sciences émergentes sont mises à contribution pour changer la constitution et la condition humaine. Dans leur ouvrage *Technoprog, Le transhumanisme au service du progrès social*, Didier Coeurnelle et Marx Roux estiment que le transhumanisme a pour fonction prioritaire le service de la cause humaine. Voilà pourquoi ils insistent sur le concept de "*technoprogressisme*" qui se définit comme le progrès proprement humain pour des meilleures aptitudes. D'où cette déclaration :

> *Dans le monde francophone, le technoprogressisme rassemble des sensibilités plus larges qui vont au moins du centre-droit à la gauche radicale. Il doit être clair qu'il ne s'agit en rien de promouvoir simplement le progrès de la technique en soi, comme si cela pouvait être une fin suffisante. Ce dont il est question, bien au contraire, c'est d'un progrès humain renforcé et peut-être démultiplié grâce à la technique*.[323]

Par la technoscience, l'homme ne se limite plus à la simple conquête de l'espace extra-terrestre pour supprimer toutes les menaces qui le guettent telles les astéroïdes, les trous noirs…, pour supprimer aussi les menaces de l'espace terrestre : les volcans, les tsunamis ; mais il est surtout question de sauver l'espèce humaine en surmontant ou en corrigeant les faiblesses de sa nature. Le désir et plus que jamais le devoir de pérennisation de l'homme pousse les scientifiques à trouver des solutions pour réaliser un nouveau type d'homme : l'homme éternel. Cette volonté de développer les capacités mentales et physiques de l'homme semble conduire à un hyper humanisme qui ferait des humains de véritables dieux. Devenir semblables à Dieu est le chemin que trace le transhumanisme. L'orientation transhumaniste tient la promesse de l'éternité et de la perfection humaines que les religions révélées

---

[323] Coeurnelle, Didier et Marc Roux, Technoprog, *Le transhumanisme au service du progrès social*, Editions FYP, Paris, 2016.
Quelques productions possibles transhumanistes doivent être signalées pour comprendre ce vaste mouvement :
1-**Le body hacking** : détourner ou bidouiller le corps humain par la technologie pour lui donner de grandes potentialités : tatouages, piercings, chirurgie esthétique
2-**Le cyborg** : organisme cybernétique associe des éléments organiques et électroniques à ceux mécaniques pour permettre une durée de vie et des capacités grandement augmentées
3-**L'utérus artificiel** : il favorise la conception hors de l'utérus
4-**La cryonie** : c'est la résurrection technologique. La science mène des recherches pour ramener les morts à la vie
5-**L'intelligence artificielle** (**IA**) : il s'agit du développement exponentiel des capacités de l'intelligence
6-**Le téléchargement de la pensée** (**mind up-loading**) : certaines fonctions réalisées par les neurones peuvent être exercées par des supports informatiques.
7-**Le voyage dans l'espace** : il s'agit de passer quelques temps ou de s'implanter définitivement sur une autre planète. Pour cela il faut, soit modifier le corps humain pour qu'il soit adapter aux conditions de la planète choisie, soit alors modifier les conditions de cette planète pour convenir à l'homme.

présentent comme des réalités paradisiaques. De ce qui précède, le transhumanisme fonde la posthumanité, celle des hommes faits ou refaits par les sciences ; des individus corrigés susceptibles de changements et de transformations illimités, perfectionnés et éternels. La biotechnologie se propose de révolutionner profondément et totalement la condition humaine. En d'autres termes, le transhumanisme affirme la perfectibilité physique et mentale de l'homme, une perfectibilité illimitée. Il s'agit alors d'une réelle révolution scientifique qui introduit l'humanité dans l'éternité dynamique et transcendante. Ces prouesses sont saluées par plusieurs penseurs qui identifient le début véritable de l'évolution de l'homme. C'est la fin de l'homme naturel et le début de l'homme artificiel, c'est-à-dire une vie individuelle toujours en mutation selon les aspirations et les orientations personnelles, une création scientifique toujours inachevée et sans fin. La quête de l'éternité et l'éradication des souffrances sont désormais une réalité existentielle qui ouvre une ère nouvelle. La transhumanité introduit une véritable révolution humaine qui nous garantit l'immortalité et la perfectibilité tant souhaitées. Si ces progrès biotechniques sont bénéfiques à l'humanité, parce qu'ils confèrent l'éternité, les aptitudes supérieures pour des êtres totalement parfaits, il n'en demeure pas moins vrai que le transhumanisme offre une étrange humanité. Une humanité errante et traversée par l'empire du machinisme. De manière précise, nous identifions quelques menaces contre l'humanité et les pouvoirs politiques. Alexandre Laurent signalait le fondement et les menaces actuelles des machines-robots lorsqu'il disait :

> *Notre société va au-devant de trois crises. Une crise sociale dès la diffusion d'une IA faible ultra-compétitive face à nous. Une crise éthique, lorsque la neuroaugmentation deviendra nécessaire. Une crise existentielle enfin, lorsque l'IA nous défiera dans ce que nous sommes en tant qu'individus et êtres humains.* [324]

Au premier abord, le transhumanisme se présente comme l'exclusivité des hommes et des États riches du nord[325].Car pour s'offrir les prestations de la science, il faut

[324]Dr Alexandre Laurent, *La guerre des intelligences, Intelligence Artificielle versus Intelligence Humaine*, JC Lattès, Paris, 2017, pp.285-286

[325]Les pays du nord désignent les pays riches de l'Europe et de l'Amérique Klaus Gerd Giesen, Nicolas de Dévédec et Gaëlle Le Dref, font la critique du transhumanisme. Nous retiendrons d'eux quatre principales critiques :

1-Le transhumanisme suscite les inégalités humaines et politiques : les riches ont plus de moyens pour accéder à la nouvelle humanité, tandis que les pauvres, incapables d'avoir droit à ces prouesses technoscientifiques, seront toujours pauvres mais aussi dominés. Ces inégalités vont se faire ressentir auniveau des Etats. Les pays riches deviendront très forts et les Etats faibles s'affaibliront dangereusement ; les premiers auront la domination sur les seconds.

2-Le transhumanisme fait de l'homme un vulgaire objet ou machine de production. Le développement des aptitudes mentales vise l'amélioration de la productivité, la perfection des richesses matérielle.

nécessairement pour les individus et les États avoir des moyens financiers consistants. Ce qui va générer des différences sociales et politiques qui seront plus tard à l'origine des conflits de domination ou de revendication de l'égalité des hommes. Si l'occident a plus de moyens pour parvenir à produire cette nouvelle espèce d'hommes, les pays en développement sont soumis à des premières nécessités : l'appropriation des connaissances, le transfert des technologies et la maintenance des infrastructures. On ne saurait oublier l'exigence de l'expertise extérieure qui maintient la domination occidentale sur les pays périphériques. On s'aperçoit de ce fait que le transhumanisme est sélectif, il donne plus de puissance aux puissants, plus de compétence aux compétents, et les faibles vont s'affaiblissant davantage parce qu'ils n'auront pas de moyens de cette politique. Francis Fukuyama montre qu'à court terme, le transhumanisme va créer une nouvelle société où il va se pratiquer la lutte des classes.

> *Si des parents riches voient s'ouvrir la possibilité d'accroître l'intelligence de leurs enfants aussi bien que celle de leurs descendances, on a alors tous les ingrédients nécessaires non seulement pour un grave dilemme moral, mais aussi pour une lutte des classes renouvelée à grande échelle.*[326]

En somme le transhumanisme est un autre visage du capitalisme, une puissance de domination et d'exploitation qui conduit à la ségrégation de l'espèce humaine et des pouvoirs politiques. Car le perfectionnement des uns établit irrémédiablement leur hégémonie et naturellement leur domination sur ceux qui conserveront malgré eux leur essence naturelle. La plus grande injustice est sur le point de se produire, celle qui confère la puissance et l'autorité aux hommes artificiels et qui soumet les hommes naturels à l'esclavage et à l'exploitation. Toutes ces prouesses technoscientifiques déstabilisent une fois encore les rapports interpersonnels.

Au second abord, le transhumanisme est une solution pour répondre aux nombreuses pressions socioéconomique de notre époque. Rendre les hommes meilleurs pour mieux produire. Le transhumanisme instrumentalise et chosifie l'homme parce qu'il le réduit à un simple outil de production. Le perfectionnement des capacités mentales répond à l'impératif de l'excellent homme producteur quantitatif et qualitatif des biens pour une meilleure existence. Ces performances ne sont pas destinées à rendre l'homme heureux, ni à satisfaire

---

3-Le transhumanisme, peut-être sans le vouloir, brise les barrières entre l'homme (être de raison) et la machine (objet matériel pour servir les causes de l'homme). Les hommes deviennent semblables aux machines. Tel le perfectionnement de la machine, tel le perfectionnement humain pour la même finalité : la productivité.

4-L'engouement à la fascination : le capitalisme perfectionne pour fasciner les hommes et pour pousser les hommes à consommer plus. L'homme devient un vulgaire objet de transformation pour impressionner et attirer l'admiration.

[326] Fukuyama, Francis, *La fin de l'homme, les conséquences de la révolution biotechnique*, traduit de l'américain par Denis-Armand Canal, Paris, Gallimard, 2002.

ses besoins personnels. Au contraire, le sujet ainsi transformé et muté est au service des autres et de la société sans cesse exigeante ; il devient un vulgaire instrument au service des puissances économiques, il devient une simple machine qu'il faut parfaire au quotidien. Le concept de dignité humaine disparait au profit de celui de la capacité de production ou de la performance économique. L'homme cesse de vivre en tant que sujet libre pour être esclave au service de l'économique. Or, ces humains produisant mieux engendreront des conflits, des luttes et le déséquilibre social parce qu'il va naitre un conflit de performances. Les humains artificiellement supérieurs maintiendront leur domination sur les êtres inférieurs, incapables d'élévation scientifique. Ces derniers seront assujettis parce qu'ils seront incapables de s'autodéterminer. Sur le plan institutionnel, les pouvoirs politiques des pays en développement seront toujours confrontés à la politique de restructuration, d'ajustement ou de réaménagement dictée par la société occidentale. Car, même si quelques individus auraient accès aux techniques de la biotechnique, ils ne suffiront jamais pour assurer la productivité et par conséquent, ne pourront contrecarrer l'impérialisme occidental.

Par ailleurs, cette humanité transformée par des machines traduit et confirme son assimilation à un objet ou à une autre machine. La frontière entre l'homme et la machine est ainsi détruite. L'homme transhumain devient un robot programmé et programmable, une machine que l'on manipule, non pour son propre bien, mais pour celui de son concepteur : le capitaliste. Le transhumanisme qui célèbre la perfection humaine nous introduit dans l'homme-robot, l'homme-machine, celui qui peut et qui doit subir des transformations infinies et continues pour produire davantage et toujours et ne pas perdre sa valeur. Telle une marque de voiture ou d'avion qui ne cesse de se perfectionner, tel l'humain qui ne cesse de subir les transformations. Nous établissons un distinguo entre l'homme qui recherche son mieux-être et celui qui recherche le mieux-faire, une différence entre le mieux-être individuel et le mieux-faire pour autrui. On assiste ainsi à une concurrence tacite entre l'homme et la machine. Or, les deux n'ont ni la même essence, ni les mêmes fonctions encore moins la même finalité.

Enfin, la course vers les meilleures performances individuelles suscite l'amour des performances, l'engouement à la rentabilité. La course vers le meilleur être génère un foisonnement de modèles qui, en fin de compte, engendre la concurrence, la multiplication et la multiplicité des types d'hommes. Cette idée est tout simplement la manifestation et la réalisation de l'idéologie capitaliste. Le capitalisme veut produire plus et mieux afin de faire plus de bénéfices pour s'imposer et assujettir les autres. C'est dans cette logique que nous assimilons le transhumanisme au capitalisme. Ils sont les fidèles serviteurs de l'idéologie de

domination occidentale. Klaus – Gerd Giesen fait la critique du transhumanisme à travers ces questions rhétoriques :

> *Les transhumanistes représentent-ils simplement une secte d'illuminés technophiles issus de la classe moyenne, en mal d'ascension sociale et de sensations fortes ? Le rêve d'un être humain programmable à l'image mécaniste d'un logiciel d'ordinateur et produit par des techniques de sélection, d'élimination ou de manipulation biologique, que les éleveurs Appliquent aux espèces animales, n'est-il pas fantasmagorique ?*[327]

À bien examiner donc, le transhumanisme généré par la liberté démocratique conduit plus que jamais à l'extinction de l'espèce humaine naturelle et perturbe l'équilibre sociale. Les régimes politiques, quels qu'ils soient, sont dorénavant menacés, y compris la démocratie. Car l'apparition d'une nouvelle humanité distendue et modifiable à l'infini entraine des conséquences politiques de rivalité et d'affrontement. Nous pouvons aussi citer comme conséquences les inégalités légales qui génèreront des tensions et des rivalités permanentes entre les hommes et les États. Les plus riches s'élèveront et useront de leur perfection pour étendre leur emprise dans le temps et dans l'espace. On s'achemine vers un affrontement meurtrier des classes sociales et vers la conflictualité suicidaire dans les rapports internationaux. La distanciation matérielle va forger la distanciation intellectuelle, économique et politique. Et les pouvoirs politiques seront confrontés au problème de régulation des rapports entre les citoyens de compétences différentes. Franck Damour aborde cet aspect et souligne :

> *Certes la question de l'égalité dans l'accès aux technologies n'est pas une question mineure, car l'hypothèse transhumaniste pourrait faire apparaître deux humanités, l'une mortelle, l'autre tendant vers l'immortalité […] En effet, imaginons que tout le monde ait accès à l'exogenèse, que le vieillissement soit repoussé, etc. quelle société organiser pour des hommes a-mortels ?[…] Imaginons une société dont la mortalité serait bannie […] Un des premiers effets serait l'altération de notre solidarité intergénérationnelle […]Quelle place peut-on faire lorsqu'on ne meurt plus ? Aucune ! On imagine bien comment les tensions déjà existantes seraient amplifiées, tant à l'échelle des solidarités familiales que nationales ou mondiales* [328]

De même, l'homme-machine ainsi produit aura une vie, des préoccupations et un pouvoir différents de l'homme naturel. Cette différenciation sociale met en péril tout régime politique, parce qu'il est désormais questions de la gestion des intelligences supérieures dont

[327] Giesen, Klaus-Gerd, *Transhumanisme et génétique humaine*, dossier, la critique du transhumanisme, 2004, bulletin critique des sciences, des technologies et de la société industrielle, Paris, éditions La Lenteur 127, 2013.
[328] Damour, Franck, *La Tentation transhumaniste*, Paris, Salvator, 2015, pp.124-125.

les priorités et les pratiques ne coïncident nullement avec celles des hommes naturels dont les moyens ne permettent pas l'appropriation des prouesses biotechniques. Aussi, la cellule familiale est mise en danger. Il n'y a plus de filiation naturelle, mais simplement artificielle. Le parent choisit le type d'enfants à produire génétiquement et les enfants, devenus grands, pourront se donner un modèle qui n'est pas nécessairement celui initial. L'individualisme est la caractéristique de la société des citoyens transhumains ; personne ne dépend de l'autre et chacun poursuit ses objectifs qui peuvent être contraires à ceux des autres et même à ceux de la société. C'est alors une société d'autosatisfaction, d'autogestion et d'autoréglementation. Loin d'être le meilleur des mondes, une telle société est le pire des mondes parce qu'elle met en péril la vie collective. Quelle réglementation pourra guider une telle société d'intelligences démesurées, antagonistes et toujours croissantes ? C'est la raison pour laquelle Alexandre Laurent ajoutait : « *L'industrialisation de l'intelligence, qu'elle soit biologique ou artificielle, va bouleverser les fondements mêmes de l'organisation politique et sociale.* »[329] C'est pour cette raison que le transhumanisme est politiquement dangereux parce que les fonctions politiques ne seront plus rotatives. Il n'y a plus de possibilité d'un renouvellement des classes sociales et des classes politiques. Le chef, par la vertu de l'immortalité et du développement de son intelligence, demeurera chef incontesté. Cette dictature de la science conduit à la dictature des intelligences. Chacun va incarner son modèle d'homme en fonction de ses finalités individuelles et non plus selon l'idéal collectif. Cette instabilité humaine conduit manifestement à l'instabilité sociale et politique. Ebénézer Njoh Mouelle relève plusieurs menaces et impertinences du transhumanisme. Mais ce qui retient particulièrement notre attention c'est cette interrogation qu'il formule pour la réglementation des nouvelles technologies. En effet, cette question révèle la fragilité, l'inefficacité et la perte pure et simple du pouvoir politique actuel ; un pouvoir qui est submergé, débordé et dominé par les nouvelles exigences des hommes :

> *Il ne devrait pas être question de se limiter à adopter des principes pour qu'au nom de la liberté et du libéralisme économique, on laisse à chaque opérateur dans ce secteur, la responsabilité de mettre ces principes en pratique ou de ne rien en faire. La nécessité de légiférer s'impose et il reste à savoir au niveau de quelle instance devrait se prendre la décision d'interdire les « mauvaises technologies », étant donné que les entreprises ne peuvent pas être juges et parties ! […] C'est le lieu pour nous, d'évoquer trois déclarations universelles adoptées par l'Unesco et qui devraient servir*

[329]Dr Alexandre Laurent, *La guerre des intelligences, intelligence Artificielle versus intelligence Humaine*, *op.cit*. pp.314.

> *de normes fondatrices à tout le monde, mais qui hélas, ne sont que rarement invoquées, encore moins utilisées*.[330]

Nous pouvons relever le problème éthique que pose le transhumanisme. En effet, peut-on parler de valeurs référentielles et objectives dans une société où chacun peut aspirer à un idéal personnel ? En réalité, le transhumanisme fait basculer le destin éthique vers le relativisme des valeurs. L'individu détermine ses valeurs propres au mépris des considérations collectives, culturelles et politiques. C'est pour cette raison que certaines pratiques qui étaient condamnées hier sont aujourd'hui réalisées. On peut citer : la transsexualité, l'homosexualité, le clonage, le transgenre. Nous retenons que la biotechnologique est tout simplement motivée par des résultats innovants et productifs, mais les considérations éthiques perdent leur pertinence et leur autorité. Or tous ces comportements menacent de conduire à l'extinction définitive de l'essence naturelle de l'homme et du pouvoir politique. Car, de la communauté originelle, on accède à l'exclusivisme individuel, au narcissisme scientifique et à une vie solitaire. Nul ne voudra se soumettre à un pouvoir qui n'est ni le sien, ni celui qu'il approuve subjectivement, ni celui qui le contraint d'une quelconque manière. Le transhumanisme installe l'humanité dans un environnement où les valeurs éthiques ont perdu leur prestance et leur prestige. Njoh Mouelle relève cet aspect dans l'un de ses ouvrages :

> *D'une manière générale, les comités nationaux d'éthique de la recherche scientifique ont un rôle consultatif. C'est notamment le cas du CCNE français (Comité Consultatif National d'Ethique pour les sciences de la vie et de la santé) […] S'il est totalement indépendant, à l'exception du fait que ses membres sont nommés par le Président de la République, il est aussi totalement impuissant*. [331]

Si nous sommes arrivés à la conclusion que le transhumanisme est la fin du pouvoir politique parce qu'il éradique toute exigence communautaire, nous percevons indéniablement la fin de l'histoire des institutions politiques ; la dissolution du pouvoir politique pour l'institution du pouvoir biotechnique. La science transporte ainsi l'homme de sa dépendance politique à la dépendance totale et définitive à la biotechnique. La science devient le seul pouvoir de perfectionnement, de programmation, de mutation qui réalise l'idéal de chacun. De la dépendance politique, les hommes et les peuples sont transférés à la dépendance scientifique. L'exigence du perfectionnement humain brise et évacue la nécessité du pouvoir

---

[330] Njoh Mouelle, Ebénézer, *Transhumanisme, marchands de science et avenir de l'homme*, Préface de Monique Castillo, Paris, L'Harmattan, 2017, p.111.

[331] Njoh Mouelle, Ebénézer, *Quelle éthique pour le transhumanisme ? Des « hommes augmentés » et des « posthumains », demain, en Afrique ?*, Paris, L'Harmattan, 2018, P.56.

politique qui était jusqu'alors le cadre par excellence de la perfectibilité des individus et de la réalisation de l'idéal commun. Jean Boboc suggère trois leviers pour sauver l'humanité du totalitarisme transhumaniste :

> *Trois thèmes et réponses s'interpénètrent pour tenter de réparer la situation de l'homme déchu dans un monde de plus en plus déchu, et dont le transhumanisme entend proposer une réparation par l'abolition de l'homme au profit du post-humain*
> - *La réponse spirituelle à l'anthropologie dualiste transhumaniste.*
> - *La réponse sociétale – l'écologie humaine – l'éducation.*
> - *La réponse théologique qui fera l'objet d'un chapitre spécial avec la théo-anthropologie*.[332]

En fin de compte, la biotechnologie détruit toute forme d'organisation sociale et politique pour soumettre les peuples et les États à la dictature scientifique des puissances capitalistes, soucieuses de dominer le monde. Il ne s'agit pas d'un simple projet scientifique, mais bien plus d'une volonté politique d'instituer définitivement le nouvel ordre mondial qui consacrera la domination d'une oligarchie capitaliste. La biotechnologie se comprend comme le bras droit de la mondialisation pour affaiblir davantage et même détruire les institutions politiques. D'une part toutes les barrières entre les États sont dissoutes et, d'autre part ces nouvelles réalités déstabilisent et désorganisent les pouvoirs politiques périphériques afin de les soumettre plus que jamais à la dictature des puissances capitalistes. Les prestations scientifiques actuelles ne recherchent pas la dignité de l'homme, mais il s'agit des réalisations qui s'acharnent sur l'homme afin de l'instrumentaliser et le soumettre au principe de la productivité et de la rentabilité. La biotechnologie porte atteinte à la valeur intrinsèque de l'homme et fait de lui un vulgaire objet d'expérience interminable. Plusieurs voix ont fait l'éloge de la biotechnologie parce qu'elle semble donner plus d'espoirs aux hommes. Mais à bien examiner, cette dernière est manifestement dangereuse pour l'homme, elle le dénature et le réduit à une simple fonction de producteur de biens. De manière spécifique, Pius Ondoua relevait la dictature inhumaine de la technoscience en ces termes :

> *L'itinéraire qui va de la rationalisation à la dictature et de la dictature à l'anéantissement potentiel du sujet humain. Mais ce totalitarisme n'est-il pas lui-même idéologie, reflux vers un irrationnel occulté qui précisément, dévoie la raison ? C'est en tout cas l'idée développée ici : « La raison devient folle lorsqu'elle devient à la fois pur instrument de pouvoir, des puissances et de l'ordre et, en même temps, fin du pouvoir et des puissances, c'est-à-dire lorsque la rationalisation devient non seulement*

[332] Boboc, Jean, *Le Transhumanisme décrypté, Métamorphose du bateau de thésée*, Préface de Pierre Magnard, Paris, APOPSIX, 2017, p.313.

> *l'instrument des processus barbares de la domination, mais lorsqu'elle est en même temps elle-même vouée à l'instauration d'un ordre rationalisateur, où tout ce qui perturbe cet ordre devient dément ou criminel.*[333]

Pour finir, la nouvelle rationalité mondiale est celle de l'aliénation, de la domination et de la soumission de tous à la dictature d'une minorité capitaliste ; elle oblige l'adhésion de tous les peuples et des États à l'idéologie de subversion des humains et à la déstructuration des institutions politiques. Au transhumanisme s'ajoute une autre menace contre l'homme et le pouvoir politique de notre époque : le pouvoir des algorithmes. En quoi le pouvoir des algorithmes détruit-il le pouvoir et les institutions politiques ?

III - L'ALGORITHMISATION DU POUVOIR POLITIQUE.

Par définition, un algorithme est tune suite de formules mathématiques, d'opérations informatiques et de traitements statistiques permettant de solutionner des problèmes ou de réaliser des tâches à partir de plusieurs données et dans un temps relativement réduit. On enregistre dans l'ordinateur des faits pour obtenir des résultats instantanément et fiables parce qu'ils sont objectifs et scientifiques. Ces résultats ne sont pas influencés par les humeurs, ni par les caprices, les sentiments encore moins par les appréciations corrompues des hommes. C'est la raison pour laquelle les pouvoirs publics et les organisations internationales font des algorithmes des instruments cybernétiques privilégiés pour le traitement des problèmes et de cas pour des actions plus efficaces. Aujourd'hui, les algorithmes sont omniprésents : en économie, en culture, en science mais aussi en politique. La gravité ou le bienfait d'une situation se définit par rapport aux statistiques que produit l'outil internet : la mortalité infantile, la productivité, les produits les plus consommés, les idées les plus appréciées, les centres d'intérêt les plus importants, la pauvreté… les algorithmes sont devenus des véritables pouvoirs de production, de régulation des normes des collectivités et de prise de décision. Les traitements algorithmiques fournissent des indicateurs et des solutions aux différentes problématiques de notre époque. Désormais, les informations traduisent des besoins, des attentes et des volontés qui déterminent l'action publique ou des organismes internationaux. Boris Barraud déclare à cet effet :

> *Le pouvoir, dans toutes ses dimensions, dépend désormais dans une large mesure de la maîtrise des données et de la possession d'algorithmes sophistiqués et efficaces. Ce pouvoir se trouve principalement dans les*

[333] Ondoua, Pius, *Existence et Valeurs I, L'urgence de la philosophie*, Thème 5, *la dialectique de la raison*, Préface du professeur Jean-Marc Gabaude, L'Harmattan, Paris, 2009, P.63

> *mains des « réseaux sociaux » et des GAFA (Google, Apple, Facebook, Amazon). Ces derniers ont une connaissance intime de leurs utilisateurs, ceux-ci leur livrant ou indirectement d'innombrables informations personnelles et indications touchant à leurs goûts et habitudes de comportement. Ensuite, grâce à leurs savants algorithmes, les réseaux sociaux et les GAFA analysent ces sommes faramineuse d'informations pour orienter, modeler les conduites de leurs utilisateurs au profit de leurs annonceurs. Ils produisent de la sorte des normes, donc des devoirs-être, des orientations des conduites, d'un nouveau genre qui, si elles sont plus insensibles que, par exemple, l'obligation de s'arrêter à un feu rouge, présentent toutefois une forte effectivité.*[334]

Les algorithmes ne sont plus de simples outils sociaux, mais des instruments qui déterminent les normes sociales, économiques et politiques. Puisque les États contemporains doivent satisfaire les attentes et les aspirations des citoyens, les algorithmes identifient les cibles et les actions à mener pour des meilleurs résultats.

Cependant, à bien examiner, le pouvoir politique, au lieu de s'imposer aux citoyens, subit plutôt l'impact des algorithmes. Les idéologies, les sentiments, les conduites et les besoins des citoyens, exposés sur les différentes toiles numériques déterminent les pouvoirs politiques. La démocratie du numérique érige un nouveau pouvoir : le pouvoir des algorithmes. Ils identifient les pensées, les priorités, les attraits, les attentes des citoyens pour les exprimer en terme de pourcentage afin de leur donner une grande autorité que ne le feraient des revendications populaires. On comprend pourquoi Barraud ajoutait : « *La révolution algorithmique n'épargne pas les pouvoirs publics et les institutions […] La révolution numérique rend numérique la République elle-même* »[335] Le pouvoir algorithmique est davantage qualitatif et quantitatif. Par les données statistiques, il offre plus de crédibilité et d'objectivité. C'est pourquoi cette puissance statisticienne est de plus en plus sollicitée par les dirigeants politiques. Car, chaque décision doit refléter les attentes majoritaires des citoyens. Le pouvoir public devient exactement la chose publique et du public, c'est le grand nombre qui donne l'orientation politique. C'est ce qui fait penser que les États modernes sont fondamentalement sous la dictature des algorithmes. C'est un outil qui dénonce, qui sollicite, qui choisit les valeurs, les personnes, les institutions ou les faits à éradiquer ou à adopter. Les actions et les comportements des hommes sont algorithmisés, c'est-à-dire qu'il s'agit désormais des comportements identifiés et déterminés par les algorithmes parce qu'ils sont

[334] Barraud, Boris, *Les algorithmes au cœur du droit et de l'Etat post-moderne*, Revue internationale de droit des données et du numérique, Paris, Editions de l'IMODEV, 2018, L'Etat algorithmique, 4, pp.37-52.
[335] *Ibidem*. P.41

nécessaires pour le salut de la société et des citoyens. C'est dans cette mouvance que notre auteur disait :

> *Pour ne prendre qu'un exemple, les algorithmes peuvent aider à lutter contre les fraudes aux impôts : des technologies numériques croisant plusieurs dizaines d'indicateurs reconstituent virtuellement les sommes dépensées et les rapprochent des sommes déclarées ; en cas d'écart important entre les unes et les autres, il pourra être procédé à un contrôle fiscal.*[336]

Cette analyse établit le transfert des pouvoirs des dirigeants politiques vers la nouvelle autorité algorithmique. En d'autres termes, les gouvernants ne détiennent plus le pouvoir politique, ils le subissent parce que leurs actions sont déterminées par l'outil cybernétique. L'avènement du pouvoir politique algorithmique montre la chute de la rationalité humaine au profit de la machine. Les machines s'accaparent du pouvoir politique et soumettent les peuples et les États à leurs exigences. C'est ce qui explique certaines actions des politiques nationales ou internationales qui décident parce que les données statistiques révèlent un besoin quelconque à un endroit précis. L'algorithmisation du pouvoir politique est donc une évidence de nos jours. Ce sont les machines qui donnent l'orientation politique ou économique ; ce sont les machines qui décident au nom des humains ; mieux ce sont les robots-machines qui administrent les communautés humaines. Les hommes qui sont censés diriger d'autres hommes sont relégués au rôle de réalisateurs et non plus de concepteurs. Le pouvoir politique actuel subit la toute-puissance de la robotique. C'est cette robotisation du pouvoir politique que nous avons appelée l'algorithmisation du pouvoir politique. Car, les algorithmes définissent désormais le bien et le mal, la légitimité et la légalité, la norme et la nécessité. En effet, le concepteur a perdu son pouvoir devant sa conception. Les actions politiques qui sont posées aujourd'hui constituent tout simplement des réponses aux indications des GAFA. La conduite naturelle et rationnelle a disparu. On s'aperçoit que l'homme politique est désormais au service de la machine. Comment évoquer le meilleur

---

[336] *Idem.* Chapitre : Les algorithmes, outils de l'Etat postmoderne, p.39.
Lorsque nous parlons des algorithmes, notre intention majeure est de montrer les mutations de pouvoirs à plusieurs niveaux :
1-Les algorithmes rassemblent les données- résultats et livrent sous forme statistique les indicateurs sociaux qui obligent les pouvoirs publics à réagir pour corriger ou pour intensifier ou se conformer.
2-Le pouvoir politique perd son autorité au profit des algorithmes. Ce sont ces derniers qui façonnent les volontés, les valeurs, les idéologies et même les personnes. De même ils détrônent certaines valeurs, certaines personnalités, certaines institutions.
3-Les algorithmes produisent de nouveaux rapports entre les dirigeants et les dirigés ; les dirigeants sont détrônés, ils deviennent les valets qui courtisent la populace
4-La puissance des algorithmes transfert le pouvoir de l'homme à la machine : l'homme perd sa crédibilité au détriment des machines. C'est l'avènement de l'algorithmisation du pouvoir politique et le déclin de l'empire rationnel de l'homme.

régime politique si l'homme n'est plus la valeur organisationnelle et ordonnatrice des normes et pratiques politiques ? À bien voir, le régime politique actuel est universel : celui des algorithmes. Les robots sont privilégiés aux humains. On serait tenté de parler du régime politique mondial algorithmique. Car, dans tous les États modernes, les algorithmes sont omniprésents, dictent les pratiques et les normes. Les États reconnus sérieux sont ceux qui savent exploiter les indications issues des machines pour une gouvernance impartiale et efficiente. Or, il s'agit en réalité de la crise de l'autorité de l'homme. Les hommes font davantage confiance aux machines, à leur gouvernance à leur autorité. Nous pouvons constater que les machines-robots sont garants du nouveau pouvoir politique. Le pouvoir artificiel remplace le pouvoir naturel parce que l'intelligence artificielle a produit des résultats positifs. C'est pourquoi Boris Barraud évoque l'idée des « *start-up État* ». D'où cette déclaration :

> *Le recours de plus en plus massif aux algorithmes, signe de l'entrée dans l'ère de l'Etat postmoderne, pose question : les hommes sont remplacés par les robots, le gouvernement politique laisse la place à la gouvernance des machines, les prises de décision sont automatisées ou, du moins, très largement assistées par ordinateur, à tel point que l'humanité perd son libre arbitre.*[337]

Charles-Edouard Bouée[338] montre que l'intelligence artificielle avec ses performances avérées, constitue, après la bombe atomique, la deuxième arme fatale qui risque détruire l'homme. La robotique est aujourd'hui omniprésente dans tous les services, avec sa facilité d'exploiter les données et rendre des résultats fiables, elle détrône la raison naturelle humaine. C'est pourquoi cet auteur parle à juste titre de "*la chute de l'empire humain*", une chute dangereuse parce que l'homme n'est plus à l'origine des choix et des décisions dans la cité, mais c'est la machine. Dès lors, le destin de l'humanité se retrouve dangereusement entre les mains inconscientes et irréfléchies des machines. Klaus Schwab[339] affirme l'hyperpuissance des GAFA et leur grande influence sur les pratiques et les services des hommes et des États. Les nouvelles technologies produisent un monde hyper connecté mais dont les menacent débordent le simple individu pour atteindre de plein fouet les États et les organisations. Les nouvelles technologies installent une nouvelle civilisation, celle des connections multiformes et de la gestion irrationnelle des hommes. Ce qu'il faut aussi remarquer c'est l'emprise que les nouvelles technologies ont sur la gestion des données, des hommes et des communautés.

---

[337] *Ibidem*. P.40

[338] Bouée, Charles-Edouard en collaboration avec Roche, François, *La chute de l'empire humain, mémoire d'un robot*, Paris, Editions Grasset, 2017.

[339] Schwab, Klaus, *La quatrième révolution industrielle*, Paris, Dunod, 2017.

Elles sont maîtresses et génèrent des normes de gestions, des normes éthiques et politiques et remplacent la rigueur et la perspicacité de la raison humaine.

En somme, nous retenons que les algorithmes constituent aujourd'hui un véritable pouvoir ; ils forment et déterminent le pouvoir politique des gouvernements au point où toutes les actions des dirigeants ne sont, à proprement parler, que la mise en pratique des recommandations de la robotique. Les projets de société proviennent des indicateurs qui révèlent les véritables centres d'intérêt des populations ; ces projets politiques inspirés par la statistique algorithmique ne sont plus des choix délibérés et ingénieux des hommes. Les humains semblent avoir perdu de leur ingéniosité, de leur sagesse, du génie personnel qui permettait de proposer des solutions humanisées face aux pressions et aux dépressions quotidiennes. Au contraire, les États dits développés sont ceux qui organisent leurs actions à base des indications des nouvelles technologies.

Cependant, il convient de relever cette complicité entre les nouvelles technologies et leurs concepteurs. Dugain[340] affirme que derrière cette impressionnante force du numérique, se dressent majestueusement les puissances occidentales pour espionner les vies privées des hommes et des États. En d'autres termes, ce penseur affirme que les nouvelles technologies sont la manifestation de la mondialisation impérialiste. C'est une forme de colonisation du monde par le numérique, une oligarchie numérique qui asservit non simplement les individus, mais principalement les États faibles ; c'est une arme pour affaiblir les puissances concurrentes. Dès lors, on aboutit à la conclusion de la politique de domination de l'homme par la machine, de l'instrumentalisation de l'homme pour des fins purement égoïstes. Les régimes politiques naturels ont ainsi perdu de leur valeur et de leur existence au profit de la super puissance technologique qui sait soumettre les hommes et les États à son pouvoir pour mieux les asservir.

Dans ces conditions, le régime politique humain perd sa pertinence. Car aucun régime ne s'exprime de manière indépendante ; chaque régime politique est soumis et déterminé par la puissance des nouvelles technologies. Le régime le plus puissant actuellement est le régime politique algorithmique, celui qui explore la quasi-totalité de la population mondiale et celui qui inspire les actions politiques. Cette révolution technologique renverse l'échelle de valeurs : la machine, fidèle servante de l'homme est devenue incontestablement la toute puissante maîtresse de l'homme. Elle fonde et réglemente les valeurs, les conduites, les actions et le droit. Rien ne lui échappe : c'est la dictature du numérique. Les pouvoirs

[340]L'Abée Dugain, *L'homme nu – La dictature invisible du numérique*, Paris, Plon,2016.

politiques actuels sont ainsi déstabilisés, désorientés, désorganisés et détrônés par des intelligences artificielles. Mais cette domination est plus forte avec la circulation des informations et des actions qui affirment la perte de l'autorité du pouvoir politique naturel pour un pouvoir politique artificiel. Autrement, le numérique comme véhicule de l'information entre les hommes ne renforce-t-il pas la domination des machines sur la politique des États ?

IV - LA NUMÉRISATION DU POUVOIR POLITIQUE.

Le numérique se définit comme un système de représentation de données ou de grandeurs physiques au moyen de caractères, de dispositifs ou de procédés employant le mode de représentation discrète. On va parler du digital, du numérique, bref de l'internet. Dans les États actuels, le numérique est devenu le mode majoritairement utilisé par des citoyens, les institutions et les gouvernements. Il facilite l'échange, l'obtention et la divulgation des informations. Cependant, son mode de fonctionnement instantané et discret devient incontrôlable et impacte négativement les organisations politiques, économiques, culturelles et religieuses. Le numérique brise les barrières institutionnelles, rapproche les citoyens physiquement éloignés et crée des sociétés virtuelles qui ont une influence considérable dans les modes d'organisation et de gestion politique.

En effet, les pouvoir politiques traditionnels sont mis en difficulté aujourd'hui par le numérique, parce que cet outil étouffe le pouvoir politique lorsqu'il ne le détruit pas. La puissance du numérique est capable de produire une scène irréelle pour provoquer une action précise. Dans les pays africains en particulier, le numérique a été abondamment utilisé pour simuler des scènes de tortures, de pillages et de tueries afin de déstabiliser un régime au profit d'un autre. En Côte-d'Ivoire, en Lybie, en Afrique du Sud, au Nigéria, au Cameroun…, des faits irréels, relayés par des médias nationaux et internationaux ont poussés à des révolutions qui, généralement, étaient illégitimes. La mise au point de nouvelles applications, loin de servir uniquement la cause positive de l'humanité, sont exploitées pour attaquer, pour détruire certains citoyens et certains pouvoirs politiques par le simple truquage des images. Contres informations, mauvaises informations, fausses images et autres techniques sont mises à contribution et s'imposent aujourd'hui comme une arme de destruction politique. Déstabiliser un système, une organisation, un régime ne nécessite plus un appareillage impressionnant. Un petit appareil rend aujourd'hui d'énormes services : téléphones, ordinateurs, caméras, puces. Ces nouvelles technologies offrent des moyens subtils et très efficaces pour poser des actions

à grande échelle, mais commanditées à distance. Un petit clic peut déclencher de grandes révolutions populaires alors que le fait est irréel, ou alors tout simplement qu'il s'agit d'un fait construit dans des laboratoires.

De toute évidence, un État ne se définit plus par son territoire, ni par ses institutions, encore moins par ses symboles. Le numérique donne aujourd'hui la possibilité de créer des États fictifs, mieux des États virtuels qui rassemblent des citoyens de différentes nationalités ou résidant dans différents pays. La nouvelle définition de l'État contemporain transcende les appartenances territoriales, culturelles, tribales et institutionnelles. Jean Boboc affirme à cet effet : « *L'homme vit de plus en plus dans un monde virtuel. Une question se pose, celle « de la pertinence qu'il y a à continuer de séparer comportements "réels" et comportements "virtuels"* » »[341]Le pouvoir numérique permet de créer et de promouvoir des organisations, des structures, des moyens, des idéologies et des techniques. Au Cameroun par exemple, on assiste à des tentatives de création d'un État virtuel : l'ambazonie. C'est un État fantôme qui est cependant réel dans le réseaux internet et qui a dans le monde des tentacules assez considérables. C'est une illustration de l'impact considérable du numérique aujourd'hui. Ces faits confirment néanmoins le pouvoir du numérique. C'est un pouvoir qui transcende le pouvoir politique traditionnel, il impose de nouvelles attitudes, de nouvelles techniques de gestion et de nouvelles formes d'expression. Les États dits "***djihadistes***" sont plus dangereux à cause de leur bonne maîtrise du numérique qui facilite des actions ciblées, concertées et efficaces. N'ayant aucun territoire précis, les djihadistes ont pu attaquer plusieurs systèmes des puissances politiques. C'est à juste titre que l'on parle d'un pouvoir politique virtuel qui se dote de ses institutions, de ses symboles, de ses armées et dont l'organisation économique lui garantit le déploiement et l'extension mondiale. Le journal L'Afrique – Renouveau souligne le pouvoir du numérique en Afrique en ces mots :

> *Le numérique a bouleversé le paysage médiatique. L'information circule à la vitesse de la lumière : tweets, blogs ou journalisme citoyen, autant de pratiques encore peu répandues il y a quelques années. La fibre optique a révolutionné l'industrie des télécommunications. L'Internet est de plus en plus rapide et abordable, et les collectivités qui se connectent, même depuis des zones reculées d'Afrique, sont plus nombreuses que jamais, tout comme les personnes qui consomment l'information sur leur smartphone. Les médias traditionnels en Afrique tentent de s'adapter au nouveau paysage médiatique plus immédiat et interactif. Le journalisme d'opinion connaît en*

[341] Boboc, Jean, *Le transhumanisme décrypté, Métamorphose du bateu de Thésée*, *op.cit*. p.179

> *particulier une croissance exponentielle. Blogueurs et journalistes citoyens se mobilisent pour de multiples causes*.[342]

En somme, le pouvoir du numérique a généré une gestion discrète mais efficiente et efficace des leviers sociaux : l'économie, la communication, la politique, la science, l'armement et l'espionnage. C'est pour cette raison qu'il peut se construire un empire qui met en déroute le pouvoir politique actuel. Il apparaît que la vie politique est le théâtre d'affrontements des forces visibles et invisibles, un combat entre le traditionnel et le moderne, un antagonisme entre le pouvoir politique humain et celui des machines et des idéologies dominantes. Ces analyses nous permettent de comprendre l'immensité et la dangerosité du numérique ; ses influences et ses menaces ont affaibli considérablement le pouvoir politique et risquent provoquer son extinction. Les inventions technologiques ont suscité une guerre entre l'homme et la machine, une guerre dont les conséquences sont entre autres : la fin du pouvoir politique, la valorisation de l'irrationnel, l'érection de l'empire des machines-robots et la servitude humaine. Une guerre dans laquelle l'homme est auteur et victime, une guerre pour laquelle il doit lutter contre ses propres prétentions égoïstes.

En définitive, toutes ces investigations nous conduisent à établir l'urgence, voire la nécessité du meilleur régime politique, celui qui mettrait un terme à ces dérives technoscientifiques et qui instituerait l'homme comme valeur absolue. En d'autres termes, le contexte politique actuel, dominé par des puissances plurielles, ne nous impose-t-il pas la réflexion d'une meilleure gouvernance pour échapper à toutes ces menaces technologiques ? Les multiples réalités sociopolitiques et culturelles actuelles ne nous obligent-elles pas à reconstruire ou à redéfinir le pouvoir politique, en tant qu'instrument de gestion et de protection de l'humanité ? Peut-on identifier un régime politique qui pourrait assurer la sécurité, le bonheur et les droits essentiels des peuples et des États ?

V - LES DÉFIS CONTEMPORAINS ET L'EXIGENCE D'UN MEILLEUR RÉGIME POLITIQUE.

Parvenus à cette étape de notre réflexion, il convient de répondre clairement à la question préliminaire, celle de la réalité ou de l'utopie d'un meilleur régime politique. Nos investigations ont établi que l'humanité n'a pas connu un régime politique qui soit meilleur dans son émergence, son déploiement et ses résultats. Tous les régimes politiques que nous avons examinés se sont révélés défaillants parce qu'ils n'ont pas été véritablement au service du peuple. Au contraire, chaque régime politique n'a été qu'un instrument d'exploitation et de

[342] Afrique renouveau, *La maturité démocratique de l'Afrique*, *op.cit*. P.14

domination des populations. Tous les régimes politiques ont été produits à partir d'un contexte particulier pour résoudre une situation spécifique. Cependant, leur déploiement n'a laissé percevoir qu'une quête des intérêts privés. De la Grèce antique à la période contemporaine, les hommes n'ont pu jouir de la sécurité, de l'égalité des droits et du bonheur tant recherchés. Mais au-delà des défaillances humaines, nous avons relevé que les nombreuses réalités sociopolitiques contemporaines portent atteinte au pouvoir politique et à l'intégrité des hommes. Il s'avère urgent de repenser la réalité politique afin de sauver le destin de l'humanité. C'est dans cette logique que Dave Anctil, David Robichaud et Patrick Turmel exhortent la philosophie politique à repenser les institutions politiques actuelles. Car, en vérité, ces institutions sont fragiles et ont ignoré l'aspiration des populations au bonheur. La mondialisation impérialiste, la biotechnique, les algorithmes et le numérique exercent aujourd'hui une dictature déstructurante et dénaturante qui conduit vers la fin du pouvoir politique humain. Il est donc urgent pour l'humanité de reprendre sa place en construisant un environnement bien sécurisé et un pouvoir politique qui sache manipuler les modalités actuelles pour l'épanouissement total et complet de l'homme. C'est la quintessence de la pensée de Dave Anctil, David Robichaud et Patrick Turmel :

> *Il ne s'agit plus uniquement de penser les institutions politiques idéales comme la démocratie, le rôle et les limites des pouvoirs exécutif, judiciaire et législatif. Il faut plutôt considérer l'ensemble des institutions qui affectent – et sont affectées par – les grandes institutions du gouvernement, incluant les institutions économiques, culturelles et sociales.*[343]

Les États actuels sont majoritairement démocratiques en tant que régime théorique des libertés et des droits. Mais ce libéralisme a favorisé l'explosion de l'individualisme au mépris de l'intérêt général. Un libéralisme qui a libéralisé les pratiques, les valeurs et les conduites humaines. Le relâchement du pouvoir politique a généré des antagonismes, des conflits et des idéologies d'exploitation des masses populaires. Toutes ces menaces de rupture de la société et du pouvoir politique font dire à Alexandre Laurent que : « *La révolution neurotechnologique génère des dilemmes non encore explicités et politiquement explosifs* »[344] Si la démocratie est la servante des puissances occidentales capitalistes, il est urgent de trouver un pouvoir politique qui permette de résister et de vaincre les systèmes impérialistes actuels tout en subordonnant les pouvoirs technoscientifiques actuels à la cause humaine. L'humanité ne doit plus consommer goulument les productions occidentales, mais elle doit

[343] Anctil, Dave., Robichaud, David et Turmel, Patrick, *Penser les institutions, Une introduction aux défis contemporains de la philosophie politique*, Paris, Presse de l'Université Laval, 2012, p.3.
[344]Dr Alexandre Laurent, *La guerre des intélligences, op.cit.* P.319

repenser objectivement le pouvoir politique afin qu'il soit réellement au service des peuples. Alexandre Laurent donnait cet avertissement : « *La régulation démocratique deviendra difficile. Les transhumanistes auront deux avantages cruciaux : ils seront vite plus intelligents […] et ils finiront par être majoritaires parce qu'ils vivront plus longtemps. Mécaniquement les transhumanistes prendront le pouvoir politique et économique* »[345]

Cependant, deux régimes politiques ont été nettement au-dessus des autres : la démocratie et l'aristocratie. Or, il a été démontré qu'aucun des deux régimes n'était meilleur. Mais, ne peut-on pas les fusionner pour éradiquer les faiblesses de l'un et de l'autre ? Puisque notre planète est animée par des réalités de plus en plus complexes, intelligibles et dangereuses pour l'humanité, ne faut-il pas penser à un régime qui soit capable d'enrayer toutes les menaces existantes, celui qui réponde le mieux aux exigences de notre environnement scientifique, économique et culturel actuel et l'infléchir pour le bonheur de l'humanité ? Se complaire dans la démocratie actuelle n'est-ce pas encourager la pérennité des conflits et le malheur humain ? Mais certains éléments démocratiques et aristocratiques peuvent-ils pas donner naissance à un régime politique nouveau qui soit capable de sauver l'humanité ? Autrement dit, l'agencement des caractères démocratiques à ceux aristocratiques semble offrir plus d'humanité au pouvoir politique. La mise en commun de la démocratie et de l'aristocratie semble réaliser une meilleure expression politique parce qu'elles donnent aux hommes les meilleures armes pour garantir leur bonheur et leur dignité. Ainsi, la démocratie et l'aristocratie donnent naissance à un régime politique que nous pourrons nommer la démocratie aristocratique ou encore la "***démo aristocratie***".

Si le vœu de chaque personne est de jouir de ses droits et de trouver son bonheur, la démocratie et l'aristocratie peuvent conjuguer leurs valeurs pour rendre possible une vie politique meilleure. Car, la démocratie est par nature le régime des libertés et des droits, tandis que l'aristocratie est le régime des meilleurs, celui de la qualification et de la compétence. Dès lors, la démocratie s'impose comme une exigence naturelle, rationnelle et politique parce que les hommes par nature sont libres et égaux. Aristote a démontré à suffisance que l'une des causes des révolutions politiques c'est la recherche de la liberté et de l'égalité que les gouvernants confisquent injustement. Mais il faut à côté de la démocratie un pouvoir technocrate qui sache relever les défis qui s'offrent à nos États contemporains. La simple jouissance des libertés ne suffit pas si c'est une liberté non éclairée. Désormais, il convient d'actionner le levier du savoir pour éclairer les consciences individuelles et pour

[345] *Ibidem*. P.321

produire des compétences nécessaires à la meilleure expression de soi et de tous. Aujourd'hui, le pouvoir politique doit se reprendre, il doit vaincre toutes les menaces qui le fragilisent ; il doit raisonnablement dominer tous les autres pouvoirs et les contre-pouvoirs qui menacent son intégrité et son épanouissement. C'est pourquoi, l'aristocratie s'impose aujourd'hui comme une exigence sociopolitique. Puisque la mondialisation a donné corps à plusieurs réalités impérialistes et que l'intelligence artificielle s'est accrue, il faut impérativement des hommes plus avisés ou éclairés pour reconquérir l'hégémonie de la raison humaine. Dès lors, la démocratie et l'aristocratie s'imposent comme une nécessité historique, rationnelle et politique pour rendre possible le bonheur de tout homme. Les intelligences humaines doivent trouver des formules et des formes pour gérer des intelligences artificielles. Il faut donc se convaincre que la simple démocratie ne suffit plus et la seule aristocratie est inopérante. Par conséquent, le régime démo-aristocratique est le meilleur régime politique propice à la réalisation d'une humanité harmonieuse, fructueuse, valeureuse et digne.

Sur le plan purement politique, la démo-aristocratie est une combinaison des droits naturels et des droits civils dans la vie publique. En d'autres termes, dans la démo-aristocratie, les citoyens prennent une part active et égale dans la vie publique. C'est une participation éclairée et vertueuse dont la finalité est l'intérêt général. Dans ce nouveau régime politique, seuls les sujets ayant acquis une éducation intelligible prendront part à la gestion des affaires publiques. Désormais, la politique devient la seule préoccupation des citoyens éduqués. Car, les délibérations seront objectives et intelligibles pour n'accomplir que ce qui convient à la cité. L'expérience politique a démontré que la contribution de toutes les masses populaires conduit souvent aux choix regrettables parce que celles-ci choisissent par préjugés, par affinité tribale ou par affinité de classe. Les masses ignorantes constituent un sérieux handicap au fonctionnement politique. L'expérience africaine ne démontre-t-elle pas l'impact négatif des masses ignorantes dans la vie politique ? Comment la démo-aristocratie est-elle positive pour les États africains ?

V.1. L'AFRIQUE ET L'URGENCE DU MEILLEUR RÉGIME POLITIQUE.

V.1.1. LE CONTEXTE POLITIQUE ACTUEL.

En Afrique, l'expression politique connaît plusieurs difficultés dues aux facteurs exogènes et endogènes. Il a été établi plus haut les dérives et les faiblesses de la démocratie occidentale en Afrique. Son application a été une forme de colonisation/recolonisation des masses et des États africains parce qu'elle n'a pas intégré les réalités locales africaines, c'est

plutôt la déstructuration des institutions et de l'environnement africain par des outils technoscientifiques, économiques, politiques et culturels. La mondialisation prétend harmoniser les pratiques, les gouvernances, l'économie, les langues, la culture et les valeurs. La démocratie libérale transférée aveuglément et autoritairement en Afrique n'est qu'un instrument facilitant l'assujettissement ou du moins l'ajustement des États africains aux puissances occidentales. La mondialisation est une force destructrice qui ravage toutes les forces locales et les soumet à ses caprices politico-économiques. La violence des institutions internationales s'impose aux États périphériques et ne leur donne aucune possibilité d'autonomie et d'autodétermination. La force destructrice de la mondialisation est opérationnalisée en Afrique dans tous les domaines de la vie publique : les institutions et les gouvernants sont choisis de l'extérieur ; les orientations économiques, les axes politiques et culturels, les hommes de valeur ou les citoyens prétendus inappropriés sont définis par les puissances du nord dont la rationalité semble égaler la perfection divine. La mondialisation se vit, non pas comme complémentarité de cultures et de pensées, mais plutôt comme négation et néantisation des faibles. Pius Ondoua disait à cet effet :

> *Non seulement la maîtrise-domination du monde est assurée, grâce à la puissance, mais encore l'extension universelle de cette rationalité s'auto-institue et se légitime : le monde entier est arrimé à cette rationalité-puissance au point où se trouve réalisée la « mondialisation pratique et symbolique du système » C'est bien à la lumière de cette mondialisation pratique et symbolique qu'il s'agit de saisir-interpréter l'histoire et les relations homme-nature, hommes-hommes, et celles des sociétés entre elles.*[346]

Le contexte conflictuel de l'impérialisme orchestré par les grandes puissances pour asseoir littéralement et durablement leur domination dans le monde se vit par des brutalités idéologiques, politiques, économiques, culturelles et institutionnelles qui sont manifestement préjudiciables aux États africains. La rationalité de conquête de puissance et de la domination qu'incarne l'occident se déploie sans commisération dans le monde actuel. Par conséquent, le système politique mis en place par les puissances capitalistes occidentales n'est qu'une fidèle manifestation de la volonté de puissance-domination. De la colonisation à la néo colonisation actuelle, les États africains subissent la domination des puissances politico-économiques occidentales. Dans cette ambiance de la rationalité agressive et prédatrice, l'Afrique se retrouve dans une position inconfortable, infantilisée, redressée ou recadrée, refaite ou même reconstruite sans qu'on ne veille sur ses attentes, ses besoins et ses défis réels. La démocratie telle qu'elle a été transposée et transférée en Afrique n'a pas conféré la liberté aux peuples et

[346] Ondoua, Pius, *La raison unique du « village planétaire » mythes et réalités de la mondialisation, op.cit.*, P.40

aux États. Elle a été plus une politique de pillage, d'exploitation et de domination qu'une gouvernance au service des peuples et des gouvernements d'Afrique. C'est certainement ce qui ressort des analyses de Pierre Jalée[347] qui affirme que l'Afrique connaît plusieurs problèmes, car les multiples solutions mises en branle par l'occident ne sont que des moyens d'asservissement des États africains.

La première difficulté c'est la pluralité des ethnies qui deviennent plutôt une entrave à une bonne expression politique. Dans un tel contexte, les délibérations politiques se font sur la base des affinités tribales. La démocratie elle-même est adossée sur les piliers tribalistes qui renforcent le repli identitaire. Elle devient un instrument d'affirmation identitaire ou de survalorisation tribale au lieu de promouvoir une gestion efficace et inclusive. Et très vite, l'élite intellectuelle et économique instrumentalise les pauvres et analphabètes comme des cobayes pour scander des slogans que ces derniers ne maîtrisent, ni le sens, ni les enjeux encore moins la finalité. Pathe Diagne[348], analysant le fonctionnement politique traditionnel en Afrique occidentale, fait ressortir ces différentes pesanteurs qui n'ont pas favorisé une bonne expression démocratique. D'autres auteurs ont dévoilé les dysfonctionnements démocratiques en Afrique. L'argument tribal ou ethnique a une forte influence, non seulement sur les processus de désignation des gouvernants, mais aussi dans la gestion du pouvoir politique. Ce sont les alliances tribales qui l'emportent sur la rationalité. L'espace politique n'est qu'un affrontement des clivages tribaux. En effet, la forte influence tribaliste affecte la vie politique et il s'en suit des rivalités permanentes. L'Afrique a connu un génocide sans précédent au Rwanda et au Burundi opposant deux ethnies principales : Ottu et Tutsi. Les attaches tribales ont poussé les citoyens à une guerre armée. On comprend que l'expression démocratique n'a pas apporté la cohésion sociale, ni la prospérité, mais des antagonismes et de nombreux conflits. Dans la revue l'Afrique politique, ces faits sont ainsi présentés :

> *Cet ouvrage a le grand intérêt de montrer la pluralité des facettes de la question des États en Afrique à partir d'éclairages pluriels et de champs territoriaux différents. Sont non seulement soulignés l'insuffisance de règles de droit légitimes et stables, mais la pluralité des normes et des valeurs, les liens entre l'administration et l'autoritarisme, le poids du néo-patrimonialisme derrière un processus ébauché de démocratisation. Les institutions sont largement subverties par un système patrimonial personnel.*

[347] Jalée, Pierre, *Le Pillage du Tiers-Monde*, Paris, Maspero, 1970.
[348] Diagne, Pathe, *De la démocratie traditionnelle*, Présence africaine, N° 97, 1976, pp.18-33.

Les réseaux personnels et de solidarité l'emportent sur l'institutionnalisation de l'État.[349]

L'ignorance de la majeure partie de la population est un handicap sérieux dans la vie politique. Pour les masses ignorantes la résonance des noms détermine leurs choix ou leur soutien. Finalement, cette classe ignorante est une proie facile à duper et devient par la même occasion une entité négative voire dangereuse qui compromet le jeu politique.

De même, les influences religieuses affectent négativement le jeu politique. L'appartenance religieuse rapproche les citoyens et leur permet de défendre des intérêts communs. L'Afrique du nord et le Nigéria sont autant de terrains de confusions de la politique à la religion. Les chrétiens et les musulmans s'affrontent sur le terrain politique au point d'ignorer les exigences et la pertinence politiques. C'est dans ce sillage que se justifient les guerres inter-religieuses entre chrétiens et musulmans. À bien dire, les éléments sociologiques définissent et déterminent les jeux politiques. Ainsi, la démocratie devient une tribalisation de la politique.

Par ailleurs, l'autorité traditionnelle constitue un autre écueil très important au déploiement de la politique. Car en Afrique, le respect de l'autorité est une vertu naturelle que chaque sujet doit manifester. Puisque le chef est dépositaire des pouvoirs traditionnels, il doit être consulté avant la prise des décisions ; ses conseils et ses choix sont des valeurs qui

---

[349]Centre d'étude d'Afrique Noire, 1994, I.E.P, de Bordeau, *L'Afrique politique : Vue sur la démocratisation à marée basse*, Paris, Karthala. P. 236.

Nos investigations permettent de ressortir quelques aspects majeurs qui constituent les leviers de l'expression politique en Afrique. On retient entre autres :

1-**L'argument tribal** : en Afrique, la démocratie occidentale se heurte à la force résonnance tribale. Les partis politiques épousent des configurations tribales. C'est l'une des raisons qui justifient aussi le foisonnement des partis politiques dans un même pays. Le Cameroun peut nous servir d'exemple. De même les candidats aux élections présidentielles par exemple, ne sont que des représentants des tribus.

2-**Les langues locales** : elles permettent généralement de critère de choix ou d'adhésion. Les idéaux politiques ou projets politiques sont moins considérés, mais c'est l'élément linguistique qui motive des choix des populations. Le Rwanda et le Burundi ont connu des génocides à cause des affrontements intertribaux. L'Afrique du Sud, le Nigéria sont aussi les terrains d'affrontements des tribus. Au Cameroun par exemple, on évoque aujourd'hui le problème anglophone – francophone. Les régions dites anglophones conjuguent des efforts pour substituer au vieux système francophone un nouvel ordre anglophone.

3-**L'ignorance des masses** : elle ne favorise pas un jeu politique crédible et efficace. Les populations majoritairement analphabètes ne comprennent pas les enjeux politiques. Les mouvements des foules sont l'expression des attentes non comblés. Les meetings politiques sont généralement des occasions pour soutirer quelques billets de banque, avoir de la nourriture, de la boisson et autres petits avantages.

4-**L'argument religieux**. Les liens religieux forment et définissent des groupes identitaires qui ont un impact sur les débats et les délibérations politiques. En Afrique du nord, au Nigéria et ailleurs, la politique s'identifie d'abord aux affinités religieuses.

5-**L'autorité traditionnelle** : chaque chef traditionnel a une grande influence sur ses sujets. Il peut les intimider ou tout clairement leur imposer ses convictions assorties de menaces. En Afrique, l'autorité est sacrée et l'obéissance est un devoir inconditionnel. Dès lors, le chef est le référentiel absolu, le souverain sage.

garantissent la stabilité sociale. Jacques Lombard[350] explore ce domaine en analysant l'impact non négligeable du pouvoir traditionnel sur la politique.

Tous ces arguments confirment la nécessité de repenser l'expression politique efficace en Afrique, d'instituer une politique qui ne se limite plus aux simples théories importées, mais celle qui favorise l'épanouissement de l'Afrique. Pour y parvenir, Samir Amin prescrit la déconnexion avec le système occidental. Il déclare à cet effet : « *L'intensification graduelle de la transnationalisation est également un lieu commun. D'une certaine manière même, on peut dire que celle-ci tend à gommer l'autonomie des régions, nations ou peuples, Etats constitutifs du système* »[351] Pour ce penseur, la transnationalité est fondamentalement défavorable à l'Afrique. Pour une émergence réelle de ce continent, il faut une déconnexion sans complaisance et éclairée qui permettrait aux africains de s'autonomiser en construisant librement leurs politiques locales. Pius Ondoua prône la même logique. C'est dans cette perspective qu'il nous conseille la déconnexion comme une nécessité incontournable pour l'affirmation et la réalisation de notre vision du monde. Dans son ouvrage *Un monde « différent » ! Défi du présent, utopie créatrice de l'avenir*, ce philosophe nous conseille une rupture systémique avec l'occident, mais non le rejet absolu des nouvelles commodités technoscientifiques actuelles. C'est pourquoi il affirme : « *La déconnexion vise l'égalitarisation tendancielle des sujets historiques ainsi que des sociétés, des nations et des civilisations, face à un inégalitarisme réel occulté par l'affirmation d'un égalitarisme idéologique* »[352] C'est dans un tel contexte qu'il faut articuler et réaliser l'émergence africaine. Il s'agit alors de s'affranchir et de se déconnecter de l'organisation sociopolitique mondialiste, pour construire et réaliser le modèle rationnel propice à l'éclosion des États africains. C'est pourquoi Pius Ondoua parle d'émergence en ces termes : « *L'émergence est un processus double : dégagement et engagement. Les pays émergents veulent se dégager, sortir d'un sous-développement initial et préoccupant, et s'engager (praxis) pour cheminer vers le développement* »[353] Il est donc question pour les africains de créer leur avenir et leur devenir tenant compte des réalités mondiales actuelles et se projeter dans l'avenir, afin de tirer le maximum de bénéfices des situations présentes et avenir. Il n'est plus question de se laisser entrainer par des politiques et des praxis qui compromettent le développement et le déploiement optimum de l'homme et des États africains. Il s'agit de se construire

[350]Jacques Lombard, *Autorités traditionnelles et pouvoirs européens en Afrique noire*, Paris, Armand colin, 1967
[351]Amin, Samir, *La déconnexion, pour sortir du système mondial*, Paris, La Découverte, 1985, P.15.
[352] Ondoua, Pius, *Un monde « différent » ! Défi du présent, utopie créatrice de l'avenir, III,* au cœur de la problématique du développement, Cameroun, L'Harmattan, 2018, P. 168
[353]*Ibidem.* P.156

rationnellement pour conserver son identité et pour fructifier ses possibilités et ses potentialités afin de garantir le développement des africains. Ainsi, le meilleur régime politique dans les pays africains est nécessairement celui qui favorise l'expression éclairée et objective des compétences pour stimuler le progrès des États et refonder les valeurs éthiques. Pour y parvenir, seuls les hommes éclairés devraient désormais se préoccuper des délibérations politiques. En Afrique, la démo-aristocratie est le régime qui coupe court avec le tribalisme, le clientélisme et la médiocrité politique. C'est un régime politique dans lequel les intelligences avérées sont des acteurs politiques pour réaliser le bien général. Une bonne éducation permet à coup sûr la compréhension des notions et des enjeux politiques ; elle favorise aussi une certaine objectivité que ne peuvent prétendre les ignorants. C'est pourquoi la démo-aristocratie prône la culture intellectuelle et éthique parce qu'elle élève le sujet et lui permet d'apprécier les réalités politiques pour des choix objectifs dont le bien commun est la motivation et la finalité. Le volet éducationnel est donc l'une des priorités et des exigences démo-aristocratiques parce que l'éducation élimine de la vie personnelle l'égoïsme, la violence, l'ignorance, la médiocrité et les pseudo-valeurs qui aveuglent l'esprit et qui constituent de sérieux handicaps pour une expression politique légitime.

La démo-aristocratie, telle qu'elle est envisagée se préoccupe de sauvegarder les valeurs éthiques, de renforcer les normes politiques et de promouvoir le savoir scientifique indispensable à l'épanouissement des États et des peuples. Ce régime politique écarte du jeu politique tous les handicapés intellectuels qui ont été jusque-là de simples instruments de manipulation. Il revient désormais à la classe intellectuellement apte de prendre part au jeu politique pour se prononcer de manière objective et efficace. C'est sur ces bases que la démo-aristocratie se présente comme le meilleur régime politique. Parce qu'elle est la gouvernance exclusive des sages ou des éclairés, un système compétitif qui écarte les personnes ignorantes. Cependant, la basse classe analphabète, bien qu'elle ne prenne pas part aux délibérations politiques, bénéficie néanmoins des sollicitudes de la cité pour son épanouissement. En d'autres termes, la démo-aristocratie se préoccupe de l'ensemble du peuple ; chaque citoyen jouit pleinement des droits humains et exerce sa fonction naturelle. La classe dirigeante se caractérise par la possession des vertus intellectuelles et éthiques qui la dispose à trouver les meilleurs moyens pour l'essor de la cité. L'éducation et la vertu sont les seuls critères qui déterminent le statut social des citoyens. L'idée qui en ressort est l'effectivité des libertés de tous et l'égale opportunité à tous les citoyens. Autrement dit, l'éducation est l'unique moyen par lequel on accède aux fonctions politiques. Les injonctions éthiques obligent les citoyens à

promouvoir les valeurs et, prioritairement le bien de l'humanité. Cette vertu associée à celle intellectuelle donne lieu à une meilleure gouvernance des citoyens et à leur meilleure implication dans la politique. Lénine s'appuyant sur les analyses de Marx pouvait dire :

> *Les hommes ont toujours été et seront toujours en politique les dupes naïves des autres et d'eux-mêmes, tant qu'ils n'auront pas appris, derrière les phrases, les déclarations et les promesses morales, religieuses, politiques et sociales, à discerner les intérêts de telle ou de telle classe. Les partisans des réformes et améliorations seront dupés par les défenseurs du vieux régime aussi longtemps qu'ils n'auront pas compris que toute vieille institution, si barbare et pourrie qu'elle paraisse, est soutenue par les forces de telle ou telle classe dominante. Et pour briser la résistance de ces classes, il n'y a qu'un moyen : trouver dans la société même qui nous entoure, puis éduquer et organiser pour lutter, les forces qui peuvent – et doivent de par leur situation sociale – devenir la force capable de balayer le vieux et de créer le nouveau.*[354]

En somme, les politiques africaines doivent convoquer l'éducation qui leur permettra de vivre une expérience politique épanouie. La démo-aristocratie exige donc de tous une prompte et véritable transformation individuelle et collective ; une nouvelle orientation politique qui donne la priorité à l'éducation et aux valeurs éthiques. Qu'il s'agisse des choix politiques, de la gestion politique ou des activités sociales, les valeurs éducationnelles et éthiques forment le caractère des hommes politiques. Le rejet et la condamnation de la misère intellectuelle favorisent la construction d'une humanité véritablement active et positive. Les défis actuels se font de plus en plus menaçants, les États africains sont grandement menacés par les réalités actuelles. La mondialisation, le transhumanisme, les algorithmes et le numérique sont des armes puissantes entre les mains des puissances occidentales. Par conséquent, les politiques africaines doivent construire un fondement inébranlable qui les dispose à assumer leur responsabilité, leur destin et de savoir gérer toutes les pressions mondiales afin de garantir leur autonomie et leur épanouissement. Mieux, les impératifs sociopolitiques, économiques, culturels et militaires de notre époque exigent de la part des États africains des réponses à la hauteur des défis. Il faut une véritable révolution, non seulement des mentalités, mais aussi et surtout politique. Une mutation qui transforme intellectuellement et moralement les pouvoirs politiques en Afrique afin de constituer des États forts et prospères. Comprendre et trouver des armes contre les défis sans cesse grandissants est un impératif pour la réorganisation des régimes politiques africains.

[354]Lénine, *Karl Marx et sa doctrine*, Moscou, Paris, Editions du Progrès, 1979, pp.86,87.

Par ailleurs, la démo-aristocratie stipule que la gouvernance est assurée par des citoyens dont le naturel est propre aux fonctions politiques. Ce sont les sages qui assument la gouvernance de la cité. Autrement dit, la gouvernance est assurée par les citoyens aux compétences intellectuelles avérées, des technocrates qui œuvrent pour l'intérêt de la cité. Cette vision fait ombrage aux médiocres qui viennent ou qui s'accrochent au pouvoir politique. En effet, lorsque les médiocres viennent au pouvoir, ce n'est pas pour exercer véritablement les fonctions politiques, mais c'est pour un mercantilisme ou un clientélisme qui recherche des avantages matériels. La politique se transforme en domaine d'affaires. C'est pour cette raison que le mode démocratique est condamnable parce qu'il donne injustement des responsabilités à ceux qui ne les méritent pas. Ces pratiques sont à l'origine de la médiocrité et elles affaiblissent l'expression politique. Par contre, la démo-aristocratie est construite sur le mérite dans tous les aspects de la vie sociale ; les meilleurs occupent les hautes fonctions pour garantir une bonne gestion des ressources humaines et matérielles. Ainsi, chacun, attaché à son domaine, s'investit pour le bien général. C'est en réponse à ces exigences que l'Afrique pourra résister aux menaces mondialistes actuelles et trouver une gouvernance qui sache construire le bonheur de ses populations. Cette réorganisation politique est le gage de l'efficacité, de la stabilité, de la cohésion et des performances politiques. La gouvernance des meilleurs est productive, désintéressée et vertueuse. La compétitivité individuelle est la solution pour la compétitivité politique ; l'essor individuel garantit celui de la communauté. En vérité, les connaissances élèvent le sujet et lui permettent de transcender les préjugés, les opinions, les convictions et les illusions pour réaliser dans la cité des œuvres grandioses et inédites propices au bonheur tant personnel que collectif. L'éducation est aussi le moyen par lequel la culture du bien, de la vérité et de la justice s'obtient. Elle est donc la fondation d'une humanité digne et épanouie. Platon faisait remarquer justement :

> *Car une éducation et une instruction honnêtes, quand on les préserve de toute altération, créent de bons naturels, et d'autre part, d'honnêtes naturels ayant reçu cette éducation deviennent meilleurs que ceux qui les ont précédés, sous divers rapports et, entre autres, sous celui de la procréation comme cela se voit chez les autres animaux. C'est naturel. Donc, pour le dire en peu de mots, il faut que ceux qui ont charge de la cité s'attachent à ce que l'éducation ne s'altère point à leur insu.* [355]

La démo-aristocratique a toutes les meilleures dispositions du fait que tout est produit par des hommes éduqués et vertueux, des hommes qui sont marqués par l'amour de la vérité

[355] *op.cit.*, 423c – 424c.

et de la vertu. Dès lors, les citoyens démo-aristocratiques exercent les fonctions qui sont naturellement les leurs en faisant de l'intérêt général leur priorité. Les acteurs politiques de la démo-aristocratie sont vertueux, sages et éclairés et participent honnêtement dans la vie publique. C'est un régime politique qui est meilleur par sa constitution, par son fonctionnement et par sa finalité. Il ne connait ni exploitation, ni instrumentalisation, ni domination des citoyens. Il favorise l'expression du potentiel de tous et de chacun et encourage l'excellence. C'est pourquoi, les charges publiques seront occupées par des personnes éclairées et qui se préoccupent effectivement du progrès de leur cité et de leur peuple.

V.2. LE MEILLEUR RÉGIME POLITIQUE ET LA RÉGULATION DES RELATIONS ENTRE LES ÉTATS.

Les différentes menaces qui déstabilisent les États contemporains exigent la refonte des systèmes politiques. La caractéristique essentielle des systèmes politiques actuels est la recherche et la sauvegarde des intérêts égoïstes pour la construction de leur hégémonie. Cet amour démesuré des possessions privées a été l'essence des régimes politiques qui ont laissé les hommes meurtris. Par ailleurs, les nouvelles donnes mondiales constituent d'autres menaces à la réalisation du bonheur de l'humanité. Si la science menace de destituer l'humain, il est impératif de trouver des moyens pour dompter définitivement le pouvoir technoscientifique et économique. C'est pourquoi à la superpuissance des machines doit s'opposer la superpuissance de l'homme. En d'autres termes, le pouvoir politique doit favoriser la prépondérance du bien-être humain. Dès lors, le pouvoir politique susceptible de sauver notre humanité c'est précisément la démo-aristocratie par laquelle la licence démocratique est éradiquée par l'éducation et la vertu. Dans la démo-aristocratie, la gouvernance politique échoit aux citoyens vertueux et éduqués, des citoyens qui ont vaincu leurs égoïsmes pour promouvoir l'intérêt général. Les multiples conflits que nous vivons sont provoqués par un capitalisme extrémiste qui a déstructuré les politiques nationales et internationales et qui a engendré l'impérialisme économique, politique, culturel et technoscientifique. Chaque domaine étend de plus en plus sa puissance et son influence pour établir définitivement l'hégémonie occidentale. Dès lors, toutes les actions sont purement intéressées. Cette tendance a donné naissance à un matérialisme extrême qui a détrôné la valeur humaine. L'avoir a pris plus de valeur que l'humain. L'économique a finalement assujetti et instrumentalisé la politique pour qu'elle soit le véhicule de ses desseins. Pour mieux dire, la politique est devenue la servante fidèle du capitalisme. Les enjeux

économiques ont finalement dilué la valeur humaine de sorte que les hommes politiques sont devenus de simples serviteurs du capitalisme triomphant. C'est pourquoi les politiques locales et mondiales sont marquées par des heurts et des antagonismes récurrents qui génèrent des rivalités, des conflits et des guerres.

Dans ce contexte de l'explosion des luttes inter-États et de l'exploitation des hommes, la refonte de la gouvernance politique est une nécessité urgente. Pour retrouver une vie politique humaine et humaniste, il est indispensable de valoriser le régime politique qui sache placer les intérêts humains au-dessus de ceux économiques. Ces intérêts ne peuvent s'accomplir que dans un environnement où les valeurs éthiques et éducationnelles sont complémentaires. Et le régime politique dans lequel ces valeurs sont des réalités permanentes et essentielles c'est la démo-aristocratie ; elle porte cette éducation qui fait de l'homme la valeur absolue, atténue la valeur de l'économique et du machinisme. Ce régime détrône le capitalisme et son arsenal qui a étendu des ramifications dans tous les aspects de la vie humaine et sociale. La démo-aristocratie remodèle les citoyens et favorise l'autodiscipline qui maintient chacun dans son domaine et favorise l'expression régulière des valeurs morales. La vie politique devient une expression des aptitudes intellectuelles et favorise l'harmonie des corps sociaux pour valoriser l'individuel et le collectif. Nous pensons que la démo-aristocratie a un double objectif : favoriser la meilleure expression des potentialités des citoyens d'une part et d'autre part réaliser la vigueur institutionnelle qui accomplit et sauvegarde l'intérêt général. À la superpuissance technoscientifique, doit se dresser l'hyperpuissance politique qui confie la gestion politique aux sages. C'est le régime politique qui décourage des ambitions égoïstes, favorise la meilleure expression intellectuelle individuelle et collective comme l'estimait Platon : « *Si les mendiants et les gens affamés de biens particuliers viennent aux affaires publiques, persuadés que c'est là qu'il faut en aller prendre, cela ne te sera pas possible ; car on se bat alors pour obtenir le pouvoir* »[356] La démo-aristocratie est le régime technocrate, le seul régime qui affirme la dignité de chaque personne humaine, celui qui se préoccupe du bonheur des particuliers et de l'ensemble du peuple. C'est pourquoi sa réglementation se préoccupe essentiellement et manifestement des caractéristiques d'une meilleure gestion politique. Pour cela, la gouvernance est basée sur les valeurs humaines produites par l'éducation. Il apparaît que la démo-aristocratie est le seul régime qui présente une meilleure caractéristique parce que tout en elle est pour le bonheur et la dignité humaine. C'est un régime qui établit de nouveaux paradigmes qui devraient désormais inspirer et

[356] *Ibidem*..520c – 521c.

motiver l'action individuelle et collective. Il s'agit d'une réelle révolution politique qui introduit nos cités dans une nouvelle dimension : la concorde entre les hommes et la dignité de tout homme. Les acteurs et le cadre politiques deviennent meilleurs parce qu'ils sont vertueux et œuvrent pour le bonheur de tout homme.

Cependant, la démocratie aristocratique ne se confond pas au communisme qui prétendait distribuer équitablement les biens à l'ensemble des membres de la cité et qui ne connait pas de classes sociales. C'est au contraire un régime politique qui reconnaît les différences naturelles qui sont les bases de l'organisation sociopolitique. Il dispose les citoyens à développer leurs potentialités pour l'auto-accomplissement et pour le progrès social. La démo-aristocratie ne met pas l'individu au service de la cité, car cela détruirait toute originalité et toute initiative créatrice. C'est plutôt l'État qui est au service de l'individu. Autrement dit, la politique est organisée pour l'épanouissement des masses populaires. Ce pouvoir politique accomplit parfaitement ce que Baruch de Spinoza disait :

> *La fin de l'État n'est pas de faire passer les hommes de la condition d'êtres raisonnables à celle de bêtes brutes ou d'automates, mais au contraire il est institué pour que leur âme et leur corps s'acquittent en sûreté de toutes leurs fonctions, pour qu'eux-mêmes usent d'une Raison libre, pour qu'ils ne luttent point de haine, de colère ou de ruse, pour qu'ils se supportent sans malveillance les uns les autres. La fin de l'État est donc en réalité la liberté.*[357]

En somme, notre investigation nous a conduits à la découverte d'un régime politique qui présente les meilleures dispositions. Pour mieux dire, la caractéristique essentielle de la démo-aristocratie est la meilleure expression de l'homme et de la société. En d'autres termes, la démo-aristocratie est fondée sur des bases morales, rationnelles et légitimes qui exaltent et pérennisent la dignité humaine et la perfection politique. Chaque citoyen et chaque action politique se préoccupent du bien-être de l'ensemble de la communauté et de chaque citoyen. De la base au sommet et dans chaque aspect de la vie sociale, c'est la considération du bonheur humain qui est conjointement recherché et réalisé. Ce nouveau régime est l'accomplissement de la préoccupation constante des peuples à retrouver une organisation politique qui réalise au mieux les aspirations intimes et légitimes des hommes ; une forme politique qui affirme et réalise la dignité humaine. Il ne fait aucun doute que la démo-aristocratie est ce meilleur régime, tant par son fondement que par son fonctionnement. Dans

---

[357] Spinoza, Baruch, *Traité théologico-politique*, Présentation, traduction et notes par Charles Appuhn, Paris, Editions Garnier-Flammarion, pp.329-330.

son livre, *Pourquoi je serai plutôt aristocrate*[358], Vladimir Volkoff s'attèle à démontrer que l'aristocratie qu'il faut aujourd'hui n'est pas fermée, elle est sans cesse alimentée par la nouvelle génération d'hommes éclairés qui peuvent s'adapter aux enjeux actuels et qui peuvent relever les défis de notre époque. Ce point de vue nous permet de consolider la pensée selon laquelle la démo-aristocratie réorganise le fonctionnement politique pour éviter les débordements qui avaient cours dans d'autres régimes politiques ; elle annihile la coercition de l'économique et des machines parce qu'elle est établie sur des fondements rationnels et moraux qui dictent à chacun le respect de soi et de l'autre, le respect de son naturel et de la fonction exercée ; elle prône l'honnête contribution de chacun au bonheur général. Cette construction politique qui s'appuie sur la vertu établit une nouvelle échelle de valeur dans laquelle l'homme occupe le sommet. Aristote disait à ce sujet :

> *Indépendamment des faits, la raison seule suffit à bien démontrer ceci. Les biens extérieurs ont une limite comme tout autre instrument ; et les choses qu'on dit si utiles, sont précisément celles dont l'abondance nous embarrasse inévitablement, ou ne nous sert vraiment en rien. Pour les biens de l'âme, au contraire, c'est en proportion même de leur abondance qu'ils nous sont utiles, si toutefois il convient de parler d'utilité dans des choses qui sont avant tout essentiellement belles […] Si donc l'âme, à parler d'une manière absolue et même relativement à nous, est plus précieuse que la richesse et que le corps, sa perfection et la leur seront dans une relation analogue.*[359]

Nous pouvons conclure que la démo-aristocratie permet le développement des capacités individuelles et celui de la cité tout entière. Pour mettre un terme aux nombreuses crises qui agitent notre monde actuel, il est impératif qu'une véritable et profonde révolution politique soit initiée ; une révolution qui met un terme aux paradigmes actuels pour instituer de nouvelles valeurs qui concourent à l'accomplissement du bonheur de tous les hommes et de tous les États. Il s'agit d'un régime politique qui respecte la vie individuelle et collective des hommes et des États. Désormais ce sont les valeurs de dignité, de vertu et d'intérêt général qui doivent être des référentielles nécessaires aux meilleures pratiques politiques. C'est la condition du meilleur régime politique et du bonheur des citoyens. La problématique du meilleur régime politique trouve sa réponse ici, parce qu'il est effectif dans la démo-aristocratie ; elle est une gouvernance qui rompt avec les différentes exploitations des peuples, pour prioriser l'intérêt général et les valeurs transcendantes. Il s'agit de tendre vers la destitution du capitalisme et de la technoscience en nous débarrassant des égoïsmes, de la

[358] Volkoff, Vladimir, *Pourquoi je serai plutôt aristocrate*, Paris, Editions du Rocher, 2004.
[359] *op.cit*. Livre IV, chap. I.

politique d'exploitation et de domination. La démo-aristocratie est donc ce meilleur régime politique parce qu'elle destitue les pseudo-valeurs économiques, politiques et technoscientifiques et réhabilite l'homme comme valeur absolue. Cette dialectique politique est possible et impérative aujourd'hui afin de sauver l'humanité en perte de repère ; une humanité qui se meurt à cause des conflits d'intérêt qui opposent régulièrement les citoyens et l'État d'une part et d'autre part à cause des nombreuses dérives scientifiques. Les démocraties actuelles qui ont la vocation de sauver l'humanité du despotisme politique sont devenues prédatrices, corruptrices et destructrices ; elles ont libéralisé des pratiques et des comportements qui portent préjudice au bonheur humain. Notre civilisation politique est donc celle de la violence, de la domination, des guerres, des injustices et des meurtres. Il est opportun que la démo-aristocratie devienne une réalité parce qu'elle est fondée sur l'éducation et la vertu pour former un corps politique plus approprié à la participation et à la gestion des affaires publiques. C'est un régime politique basé sur la vertu intérieure et extérieure, donc sur la vertu politique. La démo-aristocratie ne connait ni luttes, ni rivalités, ni compétitions, ni instrumentalisation ; elle est aux antipodes de l'exploitation et de la domination des uns par les autres. C'est plutôt un régime de l'éducation permanente, de la vertu, de l'honnêteté sociopolitique par laquelle chacun se contente d'occuper la fonction qui lui revient par nécessité et qu'il accomplit pour le bonheur collectif.

CONCLUSION DU CHAPITRE

L'examen des différents régimes politiques a abouti à un résultat sanglant qui établit que l'histoire n'a pas réalisé le meilleur régime politique. Nous devons dire qu'au lieu d'être une réalité historique, l'idée du meilleur régime politique est restée une utopie politique. Car, les nouveaux défis sans cesse grandissants et complexes de notre environnement actuel ont révélé les faiblesses et dérives de la démocratie. Au lieu de construire le bonheur de l'homme, elle a plutôt affaibli la dignité humaine et le pouvoir politique. La mondialisation, la biotechnologie, les algorithmes et le numérique ont une emprise croissante sur tous les aspects de la vie sociopolitique, ils menacent de détruire l'homme et le pouvoir politique. Les sciences nous font miroiter ses prouesses matérielles et se proposent de sauver l'homme de ses faiblesses et de sa finitude. Mais il s'agit malheureusement des réalisations qui dénaturent l'homme et qui vont, dans un proche avenir, briser le pouvoir politique et instituer des sociétés d'hommes robots qui se conduiront selon les orientations des superpuissances vicieuses occidentales. La biotechnique veut s'imposer comme la seule autorité qui façonne et réglemente la conduite des hommes-machines. Une perspective exceptionnellement révolutionnaire mais effrayante, parce qu'elle va donner naissance à une société déséquilibrée qui, du même coup, va instituer et légaliser des inégalités monstrueuses entre les hommes et les États. De plus, ces inventions auront fatalement des conséquences politiques incalculables. Mais l'on peut retenir de ces analyses que le pouvoir politique va se disloquer au profit des pouvoirs scientifiques qui feront des individualités des autorités différenciées et sans cesse opposées sans un idéal commun.

Cette trajectoire nous a permis de construire un régime politique capable de mettre un terme à ces dérives scientifiques : la démo-aristocratie. C'est un régime politique qui exclue du jeu politique toute finalité matérialiste ainsi que la prépondérance technoscientifique. Elle est basée sur l'éducation et la vertu pour tous et en tous. Ce sont des normes qui transforment les citoyens en de véritables agents de promotion du bonheur général et de la moralité des actions politiques. Cette démo-aristocratie présente ainsi de réels avantages pour les États modernes. En Afrique en particulier, les différentes entraves au meilleur jeu politique seront domptées par la démo-aristocratie. Car, les fortes influences tribalistes, linguistiques, religieuses et celles de l'autorité traditionnelle seront manifestement diluées par les valeurs éducationnelles et morales. Dans d'autres régimes les citoyens moins éclairés étaient des principaux agents perturbateurs de la vie politique, instrumentalisés et motivés par des arguments tribalistes et religieux, mais ils deviennent des citoyens éduqués et vertueux dans la

démo-aristocratie. La démo-aristocratie repose sur l'éducation, la morale et le mérite pour produire des résultats positifs ; elle va au-delà des considérations égoïstes et matérialistes pour privilégier l'intérêt général. Cette révolution intellectuelle et éthique favorise nécessairement une révolution politique et particulièrement du pouvoir politique. Il revient alors à la démo-aristocratie de recadrer les prétentions économiques, mondialistes et numériques.

Dès lors, par la démo-aristocratie, les hommes accèdent à une véritable expression de la rationalité et de la dignité humaine parce qu'elle change les mentalités des hommes pour leur donner une éducation qui fait de chacun un acteur vertueux et éclairé de la politique. Ce régime politique établit le véritable pouvoir politique, celui qui est exercé par des citoyens sages et propres à la gestion politique, mais aussi un régime qui permet à chacun d'exercer au mieux ses aptitudes dans un environnement sécurisé. La nouvelle cité démo-aristocratique devient le cadre d'une vie humaine harmonieuse et d'une vie publique vertueuse. Elle permet à chaque citoyen de s'exprimer avec dignité et de participer positivement à la vie politique de la cité. La finalité de ce régime politique est d'assurer aux citoyens la sécurité, la stabilité, la paix et le bonheur. Et c'est justement à ce titre que ce régime est meilleur. Il est au service de l'homme et il valorise l'homme. Il est le cadre par excellence de la réalisation des hommes ; le lieu le plus indiqué pour l'épanouissement tant individuel que collectif. En d'autres termes, la démo-aristocratie offre à chacun et à tous les meilleures conditions humaines, morales et sociales de réalisation de soi et de tous.

CONCLUSION GÉNÉRALE

La problématique du meilleur régime politique a été constante à travers les époques. De la Grèce antique aux États contemporains, les peuples se sont attelés à identifier et à réaliser les meilleures pratiques et organisations politiques pour favoriser le bien-être de tous les hommes. Nos investigations ont révélé que l'organisation politique a un impact indéniable sur le mode de vie des populations. La plupart des crises et des révolutions politiques connues dans l'histoire ont été motivées par la recherche des meilleures conditions de vie des hommes. Mais le constat qui en est ressorti est que l'idéologie de domination, d'exploitation et d'instrumentalisation politique et économique a exercé une grande emprise sur les régimes et les pratiques politiques pour servir les intérêts d'une minorité de riches ou les gouvernants. Ces pratiques ont généré des inégalités de droits, des injustices et une privation des libertés. Dès lors, la recherche d'un meilleur régime politique garantissant l'égalité de droits, les libertés essentielles, la justice et la dignité humaine a été le principal catalyseur des révolutions sociopolitiques. C'est la raison pour laquelle les peuples des différentes époques ont initié des mouvements de contestation et de revendication afin d'accéder à un régime politique qui devait réaliser au mieux leurs aspirations. Mais ce meilleur régime politique a-t-il été identifié et réalisé ? L'histoire politique des peuples a-t-elle pu concrétiser un régime politique reconnu comme étant le meilleur de tous ? Cette constante préoccupation politique de la nécessité du bonheur de tous les hommes exprimée à travers les époques justifie le choix de notre thématique: Le meilleur régime politique : thématique et idéologies de la Grèce antique à la période contemporaine. Cette investigation était historique et analytique pour identifier le meilleur régime qui garantit le bonheur de tous les hommes. Si l'expérience politique des cités a révélé une succession de régimes politiques qui marquaient une marche graduelle vers des organisations nouvelles, cela se justifie par la quête d'une meilleure organisation politique. Si les motivations étaient diverses et différentes selon les sensibilités sociales, la finalité était la même : le bonheur du peuple. Les résultats sont dans l'histoire collective des peuples et nous montre une éternelle insatisfaction des hommes.

Ainsi, la problématique du meilleur régime politique ne se réduit pas aux simples organisations politiques, mais sa prise en charge expose la question du sens de la politique et celle de la dignité humaine. Car, le régime politique détermine la qualité de vie d'un peuple.

En tant que moyen d'organisation, de gestion des hommes et des biens, le régime politique détermine la vie sociopolitique de la cité. La diversité des régimes politiques dans l'histoire humaine traduit une insatisfaction permanente et la volonté de concrétiser le meilleur cadre politique pour le bonheur de tous. Cependant, si tous les autres régimes politiques ont été rejetés à cause de leurs mauvaises pratiques, la démocratie a favorisé un certain épanouissement des hommes et celui de la cité athénienne de l'antiquité. Mais ce ne fut qu'une prospérité et une stabilité éphémères, car cette démocratie a été régulièrement renversée. C'est cette incapacité à fonder un meilleur cadre politique qui a justifié les théories politiques de l'aristocratie de Platon et de la démocratie de classe moyenne d'Aristote pour éradiquer les dérives du pouvoir politique. Cependant, ces théories politiques ont révélé plusieurs lacunes et insuffisances parce qu'elles furent tout simplement des vues de l'esprit. Cet échec de réalisation d'un meilleur régime politique dans l'antiquité influença la conception politique du moyen-âge. Au lieu de se confier à la rationalité humaine, les médiévaux affirmèrent la nécessité d'implémenter la vision théologique de la cité de Dieu. Les pères de l'église chrétienne rejetèrent la construction de l'État par les hommes comme dans l'antiquité pour ne reconnaitre que l'autorité divine. Mais les invasions des barbares et les menaces que représentait l'islam transformèrent ces États chrétiens en cités guerrières. La renaissance rompait avec cette déstructuration politique moyenâgeuse. C'est pourquoi les monarchies furent renforcées afin de rétablir l'autorité du gouvernant humain. Ce qui donna naissance à plus d'autoritarisme dont la conséquence fut la confiscation des libertés et des droits politiques. Le despotisme et la rudesse des monarchies se heurtèrent à la volonté des peuples de jouir des libertés et de l'égalité des droits. En Europe et en Amérique les monarchies furent rejetées pendant la modernité et la démocratie fut progressivement instituée. L'irruption du fascisme fut une tentative de restaurer l'autorité politique qui a été affaiblie par la démocratie. Car le fascisme voulait vaincre les erreurs individuelles et collectives qui ont conduit à l'affaiblissement de l'autorité politique. Marcel Prélot et Georges Lescuyer disait :

> *Du point de vue idéologique, il se présente en tant que réaction nationaliste et autoritaire contre l'affaiblissement de l'État, au XIXe siècle et au début du XXe, sous l'influence des tendances libérales et socialistes. Son but est de substituer à l'État démo-libéral déclinant, devenu lui-même socialisant, un nouveau type d'État fort, auquel il promet l'avenir. Il est, ainsi, simultanément réflexe de réaction contre le libéralisme, et geste de prévention à l'égard du socialisme et du communisme.*[360]

[360] *op.cit*. section 3, 373, p. 673.

Le fascisme comptait réaliser l'unité éthique, politique et économique pour redonner la puissance à l'autorité politique. Sur le plan éthique, le fascisme voulait réaliser une communion d'esprits où l'État était la raison ultime de la vie de tous. Il fut une monocratie qui attribuait tous les pouvoirs à un citoyen. Ce qui conduisit à l'aliénation des libertés et des droits des citoyens, à l'instrumentalisation de l'homme et à sa perte de dignité. Le nazisme se situait dans cette dynamique, mais en des termes plus violents et rigides. Dans son ouvrage « *Mein kampf* »[361] Hitler préconisait un empire mondial politiquement, économiquement et idéologiquement. Pour lui, l'État n'était pas une fin en soi, mais un moyen et un instrument technique pour l'encadrement et l'administration ; un outil pour réaliser les desseins de l'homme politique. Ces ambitions impérialistes et autoritaristes plongèrent le monde dans l'horreur, la stupeur et le désespoir. La deuxième guerre mondiale provoqua la mort des millions de personnes. Le nazisme démontra que tout régime qui voulait consolider son pouvoir au détriment des droits des citoyens engendrait malheureusement la destruction de l'humanité.

La recherche de la meilleure gouvernance politique qui se préoccupe du bonheur de l'ensemble des hommes devenait une fois de plus un défi existentiel. C'est cette quête du meilleur régime politique qui a favorisé l'émergence et l'extension de la démocratie. Au premier abord, le régime démocratique semblait garantir la sécurité et le bien-être des peuples. Elle prônait la stabilité, la concorde civile et l'épanouissement des citoyens. Cependant, son déploiement dans le temps et l'espace semble démentir sa pertinence. Car, les puissances capitalistes se sont servies d'elle pour piller, exploiter, dominer les États faibles et imposer leur idéologie. Dès cet instant, la démocratie a été à l'origine de plusieurs crises sociales et politiques. Son fonctionnement et ses valeurs ont engendré des dysfonctionnements qui ont jeté un discrédit sur la dignité humaine. En effet, elle a libéralisé les pratiques de domination et d'exploitation tout en instituant le libertinage généralisé. Pour mieux s'imposer dans le monde et dans les vies individuelles, elle a conçu des puissants viviers : la mondialisation, la bioéthique, le numérique… Par ces leviers, la démocratie occidentale a voulu et veut absolument occidentaliser tous les États, elle veut uniformiser les États du monde. En réalité, les puissances capitalistes occidentales se sont substituées aux démos endogènes des États pour imposer leur politique, leurs dirigeants, leur vision du monde et leurs valeurs. Il s'agit de l'occidentalisation du monde dans des domaines économiques, politiques, scientifiques, culturels et même religieux. Cet impérialiste a engendré des conflits entre les puissances

[361] Hitler, Adolph, *Mein kampf*, Trad. française, Paris, Nouvelles éditions latines, 1934.

capitalistes d'une part à cause de la lutte hégémonique et entre les puissances capitalistes et les États réticents à la démocratie occidentale d'autre part. De plus, l'importation intégrale des démocraties occidentales dans des pays africains et asiatiques a provoqué des luttes et des guerres à l'intérieur des pays, opposants les citoyens entre eux. En effet, l'idéologie de domination économique, politique, scientifique et culturelle a été véhiculée par la démocratie pour déstructurer et désorganiser les pays sous-développés afin de mieux les exploiter. Il devient évident que la démocratie dans le temps et dans l'espace est soutenue et fortifiée par la dictature : dictature de la minorité sur la majorité et dictature scientifique, culturelle et idéologique.

Si les régimes politiques de la Grèce antique et ceux de la première période des temps modernes ont assujetti et déshumanisé les peuples, la deuxième moitié de la modernité a connu la prédominance d'une démocratie prédatrice. Celle-ci a déstructuré et démoralisé les sociétés. Toutefois, les tentatives de rejet ou de dénonciation des dérives, des dangers et des menaces du libéralisme démocratique que certains peuples ou certains États ont initié ont été réprimandées ce qui est à l'origine du terrorisme et de la formation des États djihadistes. C'est dans ce sillage que se justifie le terrorisme des groupes et le terrorisme d'État. C'est pourquoi, la mondialisation se présente comme une force de déstructuration, d'affaiblissement et de dislocation des ennemis de la démocratie occidentale ; c'est elle qui se charge d'introduire dans les gouvernements peu ou non démocratiques des pseudo-valeurs telles que l'homosexualité, le transhumanisme, la transsexualité…afin de les fragiliser, les assimiler et pour intensifier l'impérialisme capitaliste. La mondialisation est par conséquent une planétarisation et une uniformisation des politiques, de la gouvernance, de l'économie des pratiques sociales et des mœurs. En effet, la mondialisation a suscité une nouvelle modalité communicationnelle, organisationnelle, économique et scientifique. La technoscience actuelle fait la promotion de l'homme modifié et évolué. Le transhumanisme, les algorithmes et le numérique se présentent comme de nouvelles armes de destruction massive pour le seul motif hégémonique. La modernité est l'époque de l'intensification des luttes et des résistances contre l'affermissement de la puissance despotique de la démocratie occidentale. C'est aussi l'ère de la destitution du pouvoir de la raison humaine et de l'autorité politique pour l'émergence et l'affirmation de l'autoritarisme économique et technoscientifique. La volonté d'accroitre le pouvoir d'une certaine humanité et d'un certain pouvoir politique a valorisé l'économique et la technique au détriment de l'humain et de l'humanité.

L'Afrique est la principale victime des menaces diversifiées et meurtrières des démocraties occidentales. Toutes les régions de l'Afrique sont déstabilisées ; les régimes politiques et les dirigeants sont imposés par l'occident. C'est pourquoi les gouvernements africains sont victimes du déploiement militaire renforcé des puissances démocratiques occidentales. Dans ce contexte, on ne saurait affirmer que le démos africain est la source et le détenteur du pouvoir politique; c'est plutôt la dictature démocratique occidentale qui fait et défait les régimes et leurs dirigeants. Cet acharnement contre des pays souverains en Afrique démontre les pratiques illégitimes de la démocratie. Les populations ne décident plus librement, mais elles sont victimes des pressions extérieures. Nous avons cité entre autres : le Rwanda, la Côte d'Ivoire, le Burkina – Faso, le Mali, la Centrafrique, la Lybie, le Cameroun, l'Egypte, l'Algérie. Tous ces exemples font étalage de la dictature démocratique dans le monde en général et en Afrique en particulier. Par conséquent, le terme démos ne convient plus parce que celui-ci est exclu du choix de ses dirigeants, mais assuré plutôt par les puissances capitalistes occidentales. S'il est vrai que la démocratie a généré un climat de conflits et de guerres dans le monde, nous pouvons aussi nous rendre à l'évidence que l'ignorance de la majorité des populations est préjudiciable au déploiement objectif de la démocratie en Afrique. Plusieurs, ne pouvant apprécier scientifiquement ou intellectuellement les enjeux et les jeux démocratiques, se livrent tout simplement à des pratiques de bas étage telles que le tribalisme, la calomnie, les campagnes de dénigrement publiques, les injures. On s'aperçoit que cette démocratie est destructrice et génère des crises sociales. Elle est au service des puissances capitalistes, elle déstructure les peuples plus qu'elle ne les construit. C'est dans ce sillage que Pius Ondoua parlait de la démocratie comme un défi multiforme et constant lorsqu'il disait :

> *On n'est pas naturellement démocrate ; - la conscience civique-démocratique est une construction historique. […] ce qui implique l'initiation aux valeurs, le dépassement de la clôture individualiste, le culte de l'intersubjectivité et de la reconnaissance interindividuelle, la disponibilité à la co-création (création concertée) et à la co-gestion (gestion concertée) du social, du monde dans son ensemble […] Pour les groupes sociaux, il s'agit essentiellement de passer de la clôture à l'ouverture, de la violence à la tolérance et au dialogue : c'est l'instauration d'une dialogique communicationnelle, au-delà de toute mythification relevant de l'idéologie de la domination.*[362]

[362] *op.cit*. pp.90,91.

Dans l'une de ses publications, Ramonet[363] démontre que l'Amérique veut étendre son impérialisme jusqu'aux pensées des hommes. Les esprits des hommes doivent être meublés de la puissance américaine. Cette visée omniprésence de l'Amérique en chaque homme et dans tous les peuples recherche le maintien de l'hégémonie américaine. Ce qui constitue en vérité une autre forme de violence que la démocratie exerce au quotidien. Or, cette extension unilatérale du modèle américain génère des frustrations dans le monde. Dès lors, l'irruption violente, brutale et barbare de la démocratie du terrorisme se comprend ; elle entend combattre le terrorisme de la démocratie. Autrement dit, le terrorisme se comprend comme le rejet et une tentative de destruction de la démocratie occidentale, car le déploiement démesuré de la démocratie dévaste les États périphériques et spécifiquement ceux qui regorgent des potentiels matériels avérés. Pour les puissances capitalistes, les antagonismes que crée la démocratie leur permettent de faire main basse sur les richesses nationales ou continentales pour garantir et pour accroître leur puissance. Par conséquent, la démocratie a engendré les crises politiques, tribales, ethniques comme le génocide rwandais et burundais. Le terrorisme démocratique a donc engendré la démocratie du terrorisme par la multiplication et la diversité des groupes djihadistes. Ce terrorisme des groupes est une opposition aux dérives démocratiques par des méthodes violentes et même cruelles. Il est question d'attirer l'attention de la communauté internationale sur les nombreuses injustices que certains peuples subissent à cause des exigences démocratiques occidentales. Pour cela il est à remarquer que les terroristes sont majoritairement issus des pays dominés ou exploités. De plus en plus, nous assistons au déploiement du terrorisme transétatique et transcontinental qui sacrifie un nombre incalculable de vies humaines. Wesley,[364]faisant une analyse des rapports entre l'Irak et l'Amérique démontre que la réalité quotidienne est celle d'un tissu et d'un faisceau de conflits qui opposent les puissances démocratiques aux pays en développement. Il affirme que la démocratie détruit les pays et les hommes comme un cancer. Les États et les peuples sont déstabilisés, démobilisés et apeurés ; toute idée de dignité et de bonheur humain devient de plus en plus une illusion qui rend les personnes agressives, violentes, susceptibles et désorientées. Faut-il donc sombrer dans le pessimisme et dans le défaitisme ? La cause humaine est-elle entendue ? En d'autres termes, faut-il renoncer à la problématique du meilleur régime politique ? Que pouvons-nous espérer d'un tel climat d'affrontements généralisés ? La réponse à notre problématique repose sur quatre élements.

[363]Ramonet, « *Un délicieux despotisme », le monde diplomatique*, dossier ; l'Amérique dans les têtes, Mai 2000
[364]Clark K. Wesley, L'Irak, *le terrorisme et l'empire américain*, traduction de l'anglais par W.O. Desmond, Paris, Seuil, 2004.

Premièrement, aucun régime politique n'a été le meilleur dans l'absolu. Car, aucun régime politique n'a fait l'unanimité atemporelle et universelle ; chaque régime politique a toujours suscité des mécontentements, des frustrations, des déceptions et des regrets parce que tous se sont servis des hommes au lieu de les servir, aucun n'a pu satisfaire tous les hommes. La diversité et la complexité des conatus ne favorisent pas le consensus en politique. Or, chaque régime politique repose sur une idéologie produite elle-même par une classe sociale spécifique. Cependant, l'idéologie ne tient pas compte des différentes aspirations populaires, elle ne saurait d'ailleurs satisfaire cette diversité et cette divergence d'aspirations. L'idéologie qu'incarne un régime politique se construit et se réalise selon la vision et les objectifs de chaque régime. Nous pouvons nous apercevoir que les finalités que s'assigne un régime politique tiennent absolument sur ses fondements idéologiques, de sorte que les moyens qu'il se donne et son mode opératoire participent à la réalisation de son programme politique. Il en ressort qu'aucun régime politique existant ne peut se donner la prétention de combler les attentes de tous les citoyens. Mais au-delà de ces différences humaines, il apparait aussi que tous les régimes politiques réalisés dans l'histoire n'ont pas fait de l'homme la finalité première ; ce sont des intérêts périphériques qui ont été priorisés : intérêts économiques, stratégiques, géostratégiques, culturels, scientifiques. Le dénominateur commun de ces régimes est l'idéologie de domination et d'exploitation. La gestion au service de l'humain a été relayée au second plan. De ces analyses il apparait que l'essence de la politique et spécifiquement des régimes politiques consiste à produire des moyens matériels, économiques, technoscientifiques et culturels pour le confort d'une certaine classe sociopolitique au lieu d'une gouvernance humaine au service de l'humain et qui stimule la création des biens nécessaires à tous et à chacun. Nous pouvons dire que les régimes politiques asservissent et instrumentalisent les hommes ; ils destituent l'être pour valoriser l'avoir. C'est pourquoi aucun régime politique n'a pu réaliser l'égalité de droits et la justice pour affranchir les peuples de la domination et de l'exploitation politique. La monarchie, la dictature, la tyrannie et l'aristocratie ont été réalisées chacune avec l'espoir d'éradiquer la domination et les débordements préjudiciables au peuple. Cependant, chacun de ces régimes politiques a été au service d'une idéologie précise. Au lieu de servir le peuple, ils ont été au service d'une classe sociale détentrice et porteuse d'une idéologie spécifique. Les hommes ont initié des révolutions politiques pour instituer une gouvernance propice au bonheur individuel et collectif. Mais ces aspirations populaires n'ont pas pu produire un espace politique confortable. Ainsi, le meilleur régime politique est demeuré une utopie politique. Mais cette utopie ne satisfait pas les aspirations humaines et ne saurait mettre un terme à cette

problématique intimement consubstantielle à la nature et à l'existence humaine. Car, l'une des aspirations essentiellement humaines est de pallier aux nombreuses menaces et agressions qui compromettent l'existence humaine et le pouvoir politique afin de créer un espace sociopolitique sain et des pratiques pures pour le bonheur de tout homme.

Deuxièmement, la non-réalité du meilleur régime politique rend-elle notre recherche inutile et caduque ? En réalité, la problématique du meilleur régime politique est intimement liée à l'homme, à chaque peuple et à chaque époque. La réflexion sur la meilleure existence est le moteur de la dynamique humaine et sociale, elle est le catalyseur des révolutions sociopolitiques et de la rupture des systèmes. Les idéologies, les organisations sociopolitiques et économiques, la construction des cadres institutionnels et structurels, la constitution des principes, des lois et des valeurs sont mises en œuvre parce qu'elles recherchent la meilleure expression sociale et humaine. Or, la première conditionnalité créatrice et protectrice de tout autre meilleur possible est le cadre social ou politique. C'est pourquoi les hommes de tous les âges se préoccupent d'un environnement politique qui garantisse effectivement le bonheur de tous. Dès lors, cette question du meilleur régime politique est logiquement et ontologiquement celle de chaque personne, de chaque peuple et de chaque époque. Elle est la clé de compréhension des nombreuses dynamiques humaines et sociales, elle est l'instigatrice de changements et des révolutions. Si le meilleur régime politique n'est pas une réalité jusque-là, nos investigations révèlent l'insatisfaction perpétuelle des hommes et leur volonté de tendre individuellement et collectivement vers ce qu'ils considèrent comme étant le meilleur. Il apparait que la tension vers le meilleur sauvegarde la vivacité et la richesse de l'histoire humaine et des peuples. Notre recherche qui établit la non-réalité du meilleur régime politique, réaffirme de ce fait même la volonté humaine de tendre vers le meilleur. Par conséquent, nos recherchent sont asymptotiques, elles traduisent l'éternelle aspiration des hommes vers le meilleur. Autrement dit, les hommes tendent toujours vers le meilleur, ils aspirent toujours à atteindre et à réaliser le meilleur. Et cette pensée du meilleur est au cœur de la dynamique humaine et politique ; l'aspiration au meilleur est le fondement des révolutions politiques pour libérer les peuples des angoisses causées par les conflits politiques. De plus, notre investigation révèle la nature intime de l'homme et l'essence même des ruptures politiques parce qu'elles reposent sur l'aspiration au mieux-être, à un meilleur cadre politique et aux meilleures relations entre les hommes et les États. Tous les régimes politiques prônaient l'éradication des conflictualités sociopolitiques. Bien que cet idéal politique et éthique n'ait pas été atteint, les hommes ne se lassent pas de penser au meilleur.

Mais, confrontés aux contraintes sociales, scientifiques, économiques et culturelles, chaque régime politique a révélé la nécessité d'un dépassement d'idéologies, de cadres et de pratiques politiques pour fonder ce qui soit le meilleur de tous. Dès lors, le meilleur doit être recherché en chaque homme pour impacter positivement la cité et la politique. La problématique du meilleur régime politique se pose aujourd'hui avec insistance afin de sauver les vies humaines et les sociétés en dérive. Quelle société pour l'humain et pour demain ? La mondialisation et ses nombreux démembrements qui se proposent de construire et de constituer une société et des pratiques universelles sont-ils l'accomplissement du meilleur tant recherché ? Peut-on penser qu'ils remettent en question l'aspiration au meilleur de tous et pour tous ? Le durcissement démocratique et de la puissance effroyable de la technoscience, ne conduisent-ils pas à l'anéantissement de l'homme et de la société ? En d'autres termes, une société uniformisée et des hommes remodelés à l'orientation unique sont-ils l'expression du meilleur régime politique ? L'échec du passé ne devrait pas nous détourner de la tentative de produire pour le présent et pour le futur le meilleur régime politique. C'est pourquoi les enjeux économiques, politiques, idéologiques, scientifiques et culturels actuels nous imposent l'obligation de rompre avec les égoïsmes individuels et étatiques. Les peuples de notre époque doivent jouir d'une même considération et d'une même dignité.

Troisièmement, la planétarisation de notre monde ne saurait être l'accomplissement de la meilleure société tant recherchée. Car, cette mondialisation n'est pas au service de tous les hommes ni de tous les États. Elle est le produit de l'idéologie capitaliste pour mieux assujettir les États faibles. Karl Marx établissait un lien étroit entre les idées dominantes et les forces économiques en révélant leurs origines et leur impact sur la population. Dans l'Idéologie allemande il en ressort cette idée :

> *A toute époque, les idées de la classe dominante sont les idées dominantes ; autrement dit, la classe qui est la puissance matérielle dominante de la société est en même temps la puissance spirituelle dominante. La classe qui dispose des moyens de production matérielle dispose en même temps, de ce fait, des moyens de la production intellectuelle, si bien qu'en général, elle exerce son pouvoir sur les idées de ceux à qui ces moyens font défaut.*[365]

La mondialisation se comprend comme organisation du monde pour servir le capitalisme dominant. Á ce titre, il ne saurait constituer le meilleur pour tous les hommes et les peuples, il est une colonisation économique, scientifique et culturelle pour asseoir et maintenir l'hégémonie capitaliste. Par ailleurs, la démocratie, en tant que régime dans lequel

[365] Marx, Karl, *L'Idéologie allemande* (Manuscrit, 1845 – 1846), Paris, Folio Gallimard, p.338

le peuple exerce sa souveraineté, est apparue comme étant plus élaborée parce qu'elle accordait l'égalité politique à tous les citoyens. Mais si ses principes essentiels étaient porteurs d'espoirs pour la restructuration sociopolitique, sa praxis a révélé un déséquilibre sociopolitique et une irruption des contre-valeurs. Á ce titre, la démocratie est à l'origine de plusieurs maux : la dictature économique, le terrorisme, la mondialisation, le transhumanisme, la démocratie numérique qui attaque, détruit les individus et déstructure la cité. De plus, la démocratie a institué la domination de l'économique sur la politique ou du moins l'instrumentalisation du politique et de la politique par l'économique. Par conséquent la démocratie célèbre désormais la valorisation de l'économie sur l'homme. Elle est à l'origine de nombreux conflits et des guerres à l'intérieur des États, entre les États et dans le monde. C'est dans ce sillage que sont nés le terrorisme, la production des armes nucléaires et la mondialisation. Par ailleurs, cette démocratie a libéralisé les pratiques et les mœurs telles que le transhumanisme, l'homosexualité, la transsexualité, l'individualisme... La chosification et l'instrumentalisation de l'homme sont mises en valeur pour des intérêts des puissances économiques. Tous ces faits démontrent la dangerosité de la mondialisation, celle qui prône l'éradication des différences et l'extinction programmée des États faibles et de l'homme naturel. Or, l'idée du meilleur régime politique doit insister sur les différences sociopolitiques et sur la souveraineté de chaque peuple pour que chacun ait droit au respect, à la liberté et au bonheur. La société que préconise la mondialisation est celle des antagonismes, des conflits, de la domination et de la chosification de l'homme. La mondialisation a engendré une société de l'angoisse, de la terreur et des frustrations parce qu'elle a mis sur pied un type d'hommes nouveaux : les clonés et les transhumains qui livrent une guerre à l'homme naturel.

Quatrièmement, la recherche du meilleur régime politique ne saurait prendre fin tant que les hommes se sentiront insatisfaits. Mais au lieu de chercher des solutions qui évincent et consument l'homme, il faut revenir sur des solutions politiques qui n'altèrent pas la constitution naturelle de l'homme, mais considérer celles qui se préoccupent essentiellement de son cadre d'existence. Ainsi, pour palier à la dictature démocratique contemporaine, à celle de la mondialisation et à celle de la technoscience actuelle, la démo-aristocratie se présente comme le régime politique approprié parce qu'elle protège et valorise tout homme ; elle valorise l'excellence humaine, éthique, intellectuelle et professionnelle de tous. Elle replace l'homme au centre de la vie politique, le situe au sommet de la pyramide des valeurs et considère l'économique comme un simple moyen au servie de l'homme. En effet, si la politique est faite par l'homme et pour l'homme, alors la démo-aristocratie affirme que la

politique doit être au service de tout homme. Par l'éducation et l'éthique, ce régime politique rompt avec les intérêts matériels et économiques égoïstes pour inciter chaque citoyen à devenir meilleur pour la transformation qualitative de la cité. La démo-aristocratie subordonne tout à l'homme et organise la vie politique de sorte que les meilleurs citoyens, exerçant démocratiquement les fonctions politiques, se préoccupent de l'intérêt général et le reste du peuple, chacun excellent dans son domaine, se préoccupe parfaitement de l'intérêt général pour une meilleure expression individuelle et collective. Par ailleurs, les nouvelles modalités technoscientifiques contemporaines imposent une gouvernance plus éclairée afin de mieux les agencer pour qu'elles n'immergent pas la nature et la dignité humaines. La réalité des transhumains, du pouvoir incommensurable du numérique et de la force économique ne sont plus discutables. Il faut construire une gestion politique qui sache maîtriser ces nouvelles modalités, les orienter pour qu'elles ne déstructurent pas la cité, mais qu'elles agrémentent l'existence humaine. La démo-aristocratie se présente comme ce régime politique qui concilie la dignité humaine avec les commodités technoscientifiques existentielles. Pour cela, les fonctions de gouvernant ne doivent plus être usurpées parce qu'elles confèrent quelques avantages, mais elles doivent désormais être exercées par les meilleurs citoyens pour mieux servir la cité. Ainsi, la démo-aristocratie est fondée sur l'égalité humaine, la liberté, la justice, la vertu et l'éducation. Pour cela, elle nous offre un meilleur résultat dans la réalisation du bonheur des hommes et des peuples. Parce qu'elle met un terme à l'idéologie de domination et d'exploitation des masses. Mais elle repose sur la valorisation des compétences intellectuelles et les valeurs morales. Dans la démo-aristocratie, la dignité humaine est garantie parce qu'elle est fondée sur la vertu et l'éducation. En effet, la connaissance élimine l'égoïsme, les prétentions démesurées et elle fait de l'homme un être discipliné, celui qui exerce ses fonctions déterminées par la raison objective et qui œuvre dans un domaine qui correspondant à son naturel pour l'intérêt général. Dès lors, la vertu et la connaissance deviennent des valeurs qui favorisent la discipline du corps politique et qui concourent à la réalisation de la meilleure organisation politique. La démo-aristocratie se présente comme le meilleur régime politique parce que les fonctions politiques y sont exercées démocratiquement par des hommes éclairés et dont le naturel prédispose à ces fonctions. Les fonctions politiques n'y sont pas considérées comme des privilèges, mais elles sont des devoirs. La gestion de la cité est faite par des initiés parce que, non seulement ils maîtrisent l'art et la science politiques, mais aussi parce qu'ils sont vertueux et acquis à la cause du peuple. Ainsi, la démo-aristocratie dispose le corps social à œuvrer dans le strict respect des valeurs morales et des aptitudes individuelles. La concorde, la cohésion, la stabilité sociale et

la discipline garantissent l'efficacité, la productivité et l'excellence des compétences humaines et le bonheur collectif. L'éducation et la vertu favorisent le respect de soi et des autres, l'amour et la pratique des valeurs éthiques pour une politique altruiste et désintéressée. La démo-aristocratie restaure l'échelle des valeurs qui replace l'humain au sommet. Une telle organisation élimine les compétitions interpersonnelles, inter-ethniques et entre les États pour promouvoir le respect de la personne humaine, l'émulation et le sens du bien commun. La démo-aristocratie célèbre l'excellence politique, morale et humaine. Elle restaure la dignité de l'humanité, elle affirme et maintient une égale valeur des hommes. Cette excellence intellectuelle et morale est le socle et le fondement du meilleur régime politique.

En définitive, puisque l'histoire humaine est inachevée, la problématique du meilleur régime politique demeure une préoccupation constante. Si les régimes politiques précédents ont été suscités pour répondre aux enjeux sociopolitiques de leurs époques, il est évident que leur dépassement traduisait la volonté humaine de construire un environnement politique plus humain, plus juste et respectueux de l'égalité des droits humains. La démocratie qui portait l'idéal de l'égalité et des libertés des hommes a plutôt produit des pratiques discriminatoires, inhumaines et immorales. Elle s'est révélée la fidèle servante du capitalisme occidentale. C'est pourquoi la démo-aristocratie se présente aujourd'hui comme le meilleur régime politique parce qu'elle est fondée sur l'éducation et la vertu. Elle oriente les États et les peuples vers un idéal commun. Elle met un terme à la prééminence de l'hégémonie économique, militariste, technoscientifique et idéologique pour établir l'harmonie des pratiques et des valeurs humaines et hominisantes dans tous les États du monde où le respect et la valorisation de la vie humaine sont la motivation et la finalité des actions individuelles et collectives. Du même coup, la démo-aristocratie sauve l'Afrique sans cesse exploitée et engluée dans des conflits internes dont la seule justification est la recherche du pouvoir politique et économique. Dans *Jeune Afrique livres, Ce que je crois*, Béchir Ben Yahmed, parlant de l'Afrique sous-développée disait :

> *Comment se fait-il que nous n'ayons pas réussi à démonter le système par lequel, en même temps que nos richesses sont pillées, nous sommes réduits à la mendicité internationale ? Pourquoi importons-nous d'Europe tant de coopérants alors que certains pays africains pourraient en fournir de tout aussi nombreux et valables.*[366]

Pour le cas spécifique de l'Afrique, la démo-aristocratie éradique l'ignorance et le culte des intérêts privés qui ont travesti les politiques africaines. Elle établit le devoir

[366] Yahmed, Béchir Ben, Jeune Afrique livres, *Ce que je crois*, les années d'espoir (1960-1979), Chap. le squelette et la chair, Japress, Paris, P. 248, 1989

politique et moral qui consiste à rechercher et à réaliser le bien–être commun. Elle permet aux africains de jouir réellement de leur autonomie politique et de réaliser librement ce qui convient à leur environnement et à leurs aspirations. Pierre Montagnon, examinant la constitution et le fonctionnement des États de l'Afrique noire disait :

> *Le colonisateur européen a rassemblé des ethnies, imposé des frontières, façonné des cadres de vie commune. La France, comme l'Angleterre, le Portugal, ou la Belgique, a engendré des entités nouvelles. Elle a créé le Sénégal, la Mauritanie, le Soudan, le Niger, la Guinée, la Côte-d'Ivoire, la Haute-Volta, le Tchad, le Moyen-Congo, le Gabon, l'Oubangui-Chari, rassemblements parfois hétéroclites de peuplements divers et de rivalités ancestrales.*[367]

Cet environnement complexe et même conflictuel de l'Afrique exige une gouvernance qui réalise une civilisation nouvelle et un idéal commun. La démo-aristocratie se présente alors comme ce levier de transformation du cadre sociopolitique, des pratiques politiques et des peuples d'Afrique pour rendre possible une meilleure gestion des hommes et des ressources matérielles et économiques. L'Afrique doit se libérer des influences et des dispositions occidentales pour s'auto-réaliser. Si la démo-aristocratie ne peut être déclarée dans l'absolu le meilleur régime politique, elle est néanmoins une nécessité tant pour les besoins internes des États que pour les défis géostratégiques qui menacent la cohésion et l'efficacité politique. Puisque l'homme est raison, la réalisation de la démo-aristocratique dans laquelle le bonheur et la dignité humaine sont des réalités permanentes est un impératif.

[367] Montagnon, Pierre, *La France coloniale, retour à l'hexagone, des premières aspirations à l'indépendance aux ineluctables réalités de la décolonisation*, Chap. XXX, Afrique noire, sagesse africaine et métropolitaine, la route vers la loi-Cadre 1956, Pygmalion Gérard Watelet, Paris, 1990

BIBLIOGRAPHIE

I- OUVRAGES D'ARISTOTE

a) *Constitution d'Athènes*, Traduite par B. Haussoullier avec la collaboration de K. Bourguet, Paris, Emile Bouillon, 1891.

b) *Ethique à Nicomaque*, Introduction, Traduction, Notes et indices par Vianney Décaie, Paris, Editions J. Vrin, 1987

c) *La politique*, traduite en français d'après le texte collationne sur les manuscrits et les éditions principales, J. Barthélémy-Saint Hilaire, troisième édition revue et corrigée, Paris, Librairie de philosophie de Ladrange, 1874

d) *De la Génération à la Corruption,* Traduction Charles Mugler, Paris, Les Belles Lettres, 1966.

e) *La justice et la cité,* Paris, Presses universitaires de France, 1996

f) *Le Protreptique, Fragments*, traduits par Yvan Palletier, le texte grec corrigé par W.D. Ross, Jamblique, Protreptique, VI, 36, 7-13, 1999.

II- ŒUVRES DE PLATON

a) *Apologie de Socrate*, Texte intégral et traduction originale de Claude Chrétien, Paris, Hatier, 1999.

b) *Gorgias ou sur la Rhétorique*, tome 1, Traduction notice et notes établies par Léon Robin avec la collaboration de M.J. Moreau, Paris, Editions Gallimard, 1950.

c) *Le politique ou de la royauté*, traduction Dacier et Grou, avec notes et arguments par MM. Chauvet et Saisset, Paris, Librairie Charpentier et Cie. 1885.

d) *Le Protagoras, ou les sophistes*, in Œuvres complètes, Tome 1, Traduction nouvelle et notes établies par Léon Robin avec la collaboration de M.J. Moreau, Paris, Editions Gallimard, 1950.

e) *La République*, trad. R. Baccou, Paris, Garnier Flammarion, 1966.

III- OUVRAGES GENERAUX

- **Abiteboul, S. et Dowek, G.,***Le temps des algorithmes*, Coll. Essais, Paris, Le Pommier, 2017.
- **Aghion, Philippe et Roulet, Alexandra,** *Repenser l'Etat, pour une social-démocratie de l'innovation,* Paris, Coédition Seuil-La République des Idées, 2011.
- **Amin, Samir,**

a) *Les défis de la mondialisation, Forum du Tiers-monde*, Paris, Montréal, L'Harmattan, 1996.

b) *La Déconnexion pour sortir du système mondial*, Paris, La Découverte, 1986.

- **Anctil, Dave ; Robichaud, David et Turmel, Patrick,** *Penser les institutions, une introduction aux défis contemporains de la philosophie politique*, Presse de l'université Laval, Paris, 2012.
- **Anyang, Nyongo Peter,** *Afrique : La longue marche vers la démocratie. Etat autoritaire et résistances populaires*, Paris, Publisud – FTM, 1988.
- **Ange, Marc,** *Théorie des pouvoirs et idéologies*, Paris, Herman Collection Savoir, 1975.
- **Archambault, Paul,** *L'idéalisme démocratique et la guerre,* Editions de l'âme française, Paris, 1919.
- **Arendt, Hannah,** citée par E. Young Bruehl, Hannah Arendt: for love of the world,Yale University press, 1982,traduction par Joël Roman et Etienne Tassin, Editions anthropos, Editions Sociales, 1950.
- **Aristophane,** *Les Thesmophories*, trad. V.-H. Debidour, Paris, Gallimard, 1966.
- **Aron, Raymond,** *Démocratie et totalitarisme,* Paris, GF Flammarion, 1965
- **Augustin, Saint,** *La Cité de Dieu*, traduction nouvelle par L. Moreau, 3e Edition avec le texte latin, Tome premier, Paris, chez Jacques Lecoffre et Cie, Librairie, 1854.
- **Ayouch**, **Tamy**, *De la terreur au terrorisme : les aventures d'une philosophie de l'histoire chez Merleau-Ponty* ?, l'esprit du temps / « Topique », 2002.
- **Bairoch, Paul,** *Le Tiers – Monde dans l'impasse,* Paris, Gallimard, 1983.
- **Bakounine, Mikhaïl Alexandrovitch**,

a) *lettres aux compagnons du Jurain Jean WaclavMakhaiski, le socialisme des intellectuels*, Seuil, Paris, 1979

b) *Etatisme anarchie***,** *Œuvres complètes*, volume 4, Editions Champ Libre, 1873.

c) *Œuvres*, tome 1, Editions Seghers, Paris, 1895.

d) Dieu et l'Etat, Œuvre posthume, Les Editions de Londres, 1882.

- **Balandier, Georges,**

a) Les pays sous-développés : aspects et perspectives, Paris, Cours de droit, 1959.

b) Le dépaysement contemporain, Paris, PUF, 2009.

c) Carnaval des apparences ou Nouveaux commencements ?, Paris, Fayard, 2012.

- **Barraud, Boris,** *Les algorithmes au cœur du droit et de l'Etat post-moderne, revue internationale de droit des données et du numérique*, Paris, Editions de l'IMODEV, 2018.
- **Baslez, Marie-Françoise,** *L'étranger dans la Grèce antique,* Paris, les Belles lettres, 1984.
- **Bastide, Roger,** *Les Amériques noires : Les civilisations africaines dans le nouveau Monde*, Paris, Payot, 1967.
- **Baudart, Anne,** *Qu'est-ce que la démocratie ?,* Paris, Vrin, 2005.
- **Baudrillard, Jean***, L'esprit du terrorisme*, Editions Galilée/ « le monde », Paris, 2001
- **Bayart, Jean et al.,** *La criminalisation de l'Etat en Afrique,* Paris, Editions Complexe, 1997.
- **Beaud, Michel,**

a) L'Art de la thèse, Paris XIIIe, Editions La Découverte, 2001.

b) Face au pire des Mondes, Paris, Seuil, 2011.

- **Benda, Julien,** *La Trahison des Clercs, Collection les cahiers rouges,* Paris, Editions Grasset, 2003.
- **Berstein**,**Serge,**

a) Lettre au congrès de Stuttgard, 1898, in droz, le socialisme démocratique, coll. A. Colin, Paris, 1966.

b) Démocraties, régimes autoritaires et totalitarismes de 1900 à nos jours, Paris, Hachette, 2013.

- **Bobon, Jean,** *Le Transhumanisme décrypté, Métamorphose du bateau de Thésée,* Préface de Pierre Magnard, Paris, APOPSIX, 2017.
- **Bolduc, David et Ayoub Green, Antoine,** *La mondialisation et ses effets : revue de littérature,* Canada, Université Laval Québec, 2000.
- **Bonardel, Y, «** *Contre l'apartheid des espèces »,* in Reus E et al., Espèces et Ethique. Darwin : une révolution à venir, Lyon, Editions TahinParty, 2001.

- **Bonnafe, P. et al.,** *Afrique Plurielle, Afrique actuelle. Hommage à Georges Balandier,* Paris, Karthala, 1986.
- **Bonée, Charles-Edouard en collaboration avec Roche, François,** *La chute de l'empire humain, mémoire d'un robot,* Grasset, Paris, 2017.
- **Bonin- Kerdon**, **Armelle** ; **Burlot**, **Joseph** ; **Nonjon**, **Alain**; **Nouschi**, **Marc**;**Sussel**, **Philippe**, Collection Grehg seconde, *Histoire héritages européens,* Classiques Hachettes, Paris, 1985.
- **Bonin, Pierre –Yves (dir),** *Mondialisation : perspectives philosophiques,* Québec, Presse de l'université Laval, Harmattan, 2001.
- **Bouglé, Bréhier, Dalacroix et Parodi,** *Du Sage antique au citoyen moderne, Etude sur la culture morale,* Préface de M. Paul Lapie, Paris, Armand Colin, 1921.
- **Boutin, Christine (dir),** *De la mondialisation à l'universalisation : une ambition sociale,* Paris, Collection des rapports officiels, ladocumentationfrançaise.fr, 2010.
- **Bréhier, Emile,**

a) *Histoire de la philosophie, antiquité et moyen-âge, introduction,* Editions revue et mise à jour par Pierre – Maxime Schuhi et Maurice de Gandillac, Quadrige, Presse Universitaire de France, Paris, 1981.

b) *Histoire de la philosophie, Tome II, La philosophie moderne,* Paris, Librairie Félix Alcan, 1932.

- **Broszat, Martin,** *L'État hitlérien,* Paris, Fayard, 1986.
- **Brulé, Pierre ; Descat, Raymond ; Brun, Patrice ; Lamboley, Jean-Luc ; Bohec, Sylvie ; Oulhen, Jacques,** *Le monde grec aux temps classiques,* Tome 2, le IVe siècle, Paris, P.U.F, 2004.
- **Brun, P,** *Le monde grec à l'époque classique,* Paris, Armand Colin, 2003.
- **Camus, Daniel,** *Les finances des multinationales en Afrique,* Paris, Harmattan, 1983.
- **Castells, Manuel,** *La société en réseau,* Paris, Fayard, 1998.
- **Castoriadis, C,**

a) "*La démocratie athénienne : vraies ou fausses questions"*, Paris, Esprit, Décembre, 1993.

b) *Le monde morcelé, les carrefours du labyrinthe*, tome 3, Paris, Editions du Seuil, 2000.

- **Chatelet, François**, *Platon***,**Paris, Gallimard, 1965.

- **Chevalier, E.J,** *L'âme grecque, pages de la littérature antique,* Paris, Amazon, 1941.
- **Chesnais, François,** *La mondialisation du capitalisme,* Paris, Syros, 1997.
- **Chomsky, Noam,** *Dominer le monde ou sauver la planète ? L'Amérique en quête d'hégémonie mondiale,* Trad. De l'anglais américain par P. Chemla, Paris, Fayard, 2004.
- **Chung, Ryoa et Nootens, Geneviève (dir),** *Le Cosmopolitisme, Enjeux et débats contemporains,* Presses de l'université de Montréal, 2009.
- **Claude Carozzi (dir) et Huguette Taviani-Carozzi,** *Le Pouvoir au moyen-âge,* Paris, Presse universitaire de Provence, 2007
- **Coeurnelle, Didier et Roux, Marc,** *Technoprog, le transhumanisme au service du progrès social,* Editions FYP, Paris, 2016.
- **Concialdi, Pierre et al.,** *Où est le pouvoir aujourd'hui ?,* Paris, Ellipse, 2013
- **Cordell – Paris, Crystal**, *La philosophie politique,* Paris, Ellipse, 2013.
- **Couture, Jocelyne et Courtois, Stéphane (dir),** *Regards philosophiques sur la mondialisation,* Paris, Presses de l'université du Québec, 2005.
- **Dahl, Robert,** *De la démocratie,* traduit de l'américain par Monique Berry, Paris, Nouveaux Horizons, 1998.
- **Damom, Franck,** *La tentation transhumaniste,* Paris, Salvator, 2015.
- **Damourt, Franck, «** *Le mouvement transhumaniste »,* vingtième siècle. Revue d'histoire, 2018, Darwin Charles, La filiation de l'homme et la sélection liée au sexe, Paris, Syllepse, 1999.
- **Darnton, Robert et Duhamel, Olivier, (dir),** *Démocratie,* Paris, Editions du Rocher, 1998.
- **Deloitte,** *L'Ethique en cette ère de perturbations technologiques,* Conférence TrueNorth, 2018.
- **Descartes, René,** *Discours de la méthode,* avec une préface par J. Larocque, Librairie des Bibliothèques de la pléiade, Paris, Editions Gallimard, 1637.
- **Diagne, Pathe,** *De la démocratie traditionnelle,* Présence africaine, N°97, 1976
- **Diderot, Denis,** *Autorité politique, in l'encyclopédie ou Dictionnaire Raisonnée des sciences, des arts et des métiers,* Tome 1, Paris Editions Critique ENCCRE,1751.
- **Dieckhoff, Alain (dir.),** *La Constellation des appartenances, nationalisme, libéralisme et pluralisme,* Paris, Presses des sciences po., 2004.
- **Dixsaut, M. et Annie Larivée (dir),** *Etude sur la République de Platon,*volume 2, Paris, Vrin, 2002.
- **Douelli, Milad,** *La grande conversion numérique*, Paris, Editions du Seuil, 2001.

- **Duhamel, André et André Lacroix (dir),** *Ethique et politique en contexte global,* Paris, Liber, 2004.
- **Dumenil, G., Levy, D.,** *Crise et sortie de crise, Ordre et désordres néo- libéraux,* Paris, PUF, 2000.
- **Durkheim, Emile,** *Le Socialisme,* Introduction de Marcel Mauss, Préface de Pierre Birnbaum, Paris, Quadrige/P.U.F, 1928.
- **Eginhard,** *Vie de Charlemagne,* traduction et notes Michel Sot et Christiane Veyrard-Cosme (dir), Paris, Les Belles Lettres, 2004.
- **Emile, Auguste Chartier,**

a) *Propos politiques,* document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, les classiques des sciences sociales, Bibliothèque Paul-Emile Boulet, Université du Québec à Chicoutini, 2003.

b) *Le Citoyen contre les pouvoirs,* Paris-Genève, Collections Ressources, Stathine Reprints, 1926.

c) *« Le Culte de la Raison comme fondement de la République »,* (Conférence populaire), in Revue de Métaphysique et de Morale, Chicoutini, Québec, 2002.

- **Epicure,** *Doctrine et Maximes, trad. Solovine,* Ed. Hermann, Paris, 2001.
- **Etienne, Roland,** *Athènes, espace Urbain et histoire : des origines à la fin du IIIe siècle ap. J.C.,* Paris, Hachette, 2004.
- **Engels, Friedrich,** *Socialisme utopique et socialisme scientifique,* Paris, Pef, 1880.
- **Finley, M,** *Démocratie antique et démocratie moderne,* Paris, Payot et Rivages, 2003.
- **Fouchard, Alain,** *Aristocratie et démocratie : Idéologies et Sociétés en Grèce ancienne,* Basançon, Université de Franche Comté, 1998, (Annales littéraires de l'Université de Besançon, 656)
- **Franck, A.D,** *Philosophie et religion,* Didier et Cie, Librairie – Editeurs, Paris, Quai des Augustins, 35, 1869.
- **Freund, Julien,** *Qu'est-ce que la politique ?,* Paris, Sirey, 1967.
- **Fukuyama, Francis,**

a) *La fin de l'histoire et le dernier homme,* a division of Macmillan, inc, New York, the FrectPress, 1992.

b) *La fin de l'homme, les conséquences de la révolution biotechnique,* traduit de l'américain par Denis-Armand Canal, Gallimard, Paris, 2002.

-**Gabriel le Bras,** *Institutions ecclésiastiques de la chrétienté médiévale, Paris, Bloud et Gay, 1964*

- **Garaudy, Roger,** *Le terrorisme occidental*, Paris, Ed. Al Qalam, 2004.
- **Gauchet, Marcel,** *L'avènement de la démocratie, III : A l'épreuve des totalitarismes : (1914 – 1974),* Paris, Gallimard, 2010.
- **Gauthier, David,** *Morale et contrat (1987), trad. Liège, Mardaga, 2000.*
- **Gayraud, Jean-François,** *Le nouveau capitalisme criminel,* Préface de Paul Jorion, Paris, Odile Jacob, 2014.
- **Giesen, Klaus-Gerd,** *Transhumanisme et génétique humaine,* dossier, la critique du transhumanisme, 2004, bulletin critique des sciences, des technologies et de la société industrielle, Paris, Editions La Lenteur 127, 2013.
- **Gobineau, Arthur,** *Essai sur l'inégalité des races humaines,* Paris, Editions Pierre Belfort, 1967.
- **Gonjon, Alexandra,** *Les démocraties, Institutions, fonctionnement et défis,* Paris, Armand Colin, 2015.
- **Goyard – Fabre, Simone,** *Interminable querelle du contrat social,* Presse université Ottawa, 1983.
- **Gramsci, Antonio,** *Dans le texte,* Version numérique par Jean-Marie Tremblay, Chicoutini, Québec, septembre 2001.
- **Guillebaud, J-C,** *Le principe d'humanité,* Paris, Seuil, 2001.
- **Haarscher, Guy,** *Le terrorisme et les valeurs de la démocratie,* série des workingpapers du centre Puelman de Philosophie du droit, 2008
- **Habermas, Jürgen,** *Après l'Etat – nation, une nouvelle constellation politique,* traduit de l'allemand par Rainer Rochlitz, Paris, Fayard, 2000.
- **Halévy, Elie,** *Histoire du socialisme européen,* Paris, Gallimard, 1948.
- **Heidenreich, Felix et Schaal, Gary,** *Introduction à la philosophie politique (2009),* traduit de l'allemand par C. Saillour, Paris, CHRS Editions, 2012.
- **Held, David,** *Un nouveau contrat mondial : Pour une gouvernance social – démocrate (2004),* trad.M. Bouysson, Paris, Presses de sciences po.,2005.
- **Héraclite,** *Œuvres,* Traduction de Auguste Reymond, Paris, Payot, 1919.
- **Hérodote,** *Histoire,* Traduction nouvelle avec une introduction et des notes par P. Giguet, Paris, Librairie de I. Hachette et c, Boulevard Saint- Germain, 1864.
- **Hitler, Adolph,** *Mein kampf,* Traduction française, Paris, Nouvelles éditions latines, 1934.
- **Hobbes, Thomas,**

a) *Léviathan, Traité de la matière, de la forme et du pouvoir de la république ecclésiastique et civile,* traduction originale de M. Philippe Folliot, Paris, Hachette, 2002.

b) *De la nature humaine ou exposition des facultés, des actions et des passions de l'âme,* traduit de l'anglais par le baron d'Holbach, Paris,Les Classiques des sciences sociales, 1640

c) *Le Citoyen ou les fondements de la politique (De cive),* traduit de l'anglais en 1649 par Samuel Sorbière, version numérique par Jean-Marie-Tremblay, les classiques des sciences sociales, bibliothèque Paul-Emile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutini, 2001.

- **Homère,** *Iliade (IX, 146),* Traduction de Paul Mazon, 1937, sur la question des dons et contre-dons liés au mariage, Paris, Les Belles lettres, 1938.
- **Huntington, Samuel,** *Le choc des civilisations,* Paris, Editions Odile Jacob, 1997.
- **Ibn,Khaldun,** *Histoire des Berbères et des Dynasties musulmanes de l'Afrique septentrionale,* traduction de l'arabe par M. Le Baron de Slane, Tome quatrième, Alger, Imprimerie du gouvernement, 1856
- **Itéanu, O.,** *Quand le digital défie l'Etat de droit,* Paris, Eyrolles, 2016.
- **Jalée, Pierre,** *Le pillage du Tiers-Monde,* Paris, Maspero, 1973.
- **Jane, Jacobs,** *Retour à l'âge des ténèbres,* Montréal, Editions du Boréal, 2005
- **Janet, Paul,** *Histoire de la philosophie morale et politique dans l'antiquité et les temps modernes,* Tome second, Paris, Librairie philosophique de Ladrange, MDCCCLVIII.
- **Jaume, Lucien,** *Hobbes et l'Etat représentatif moderne,* Paris, PUF, 1986.
- **Jean, Chrisostome,** *Œuvres complètes,* sous la direction de M. Jeannin, traduction d'Alexandre Stourdza, Bar-le-Duc, L.Guéries et Cie, Paris, éditeur, 1864.
- **Jutand, Francis,** *La Métamorphose numérique. Vers une société de la connaissance et de la coopération,* Paris, Editions Alternatives, 2013.
- **Kahn, Axel,** *Et l'homme dans tout ça ? Plaidoyer pour un humanisme moderne,* Paris, NIL Editions, 2000.
- **Kogan, Robert,** *Le revers de la puissance, Les États-Unis en quête de légitimité,* traduit de l'anglais par F. Israël, Paris, Plon, 2004.
- **Kymlicka, Will,** *Comtemporary political philosophy,* Oxford University Press, 2001.
- **L'AbéeDugain,** *L'homme nu – La dictature du numérique,* Paris, Plon, 2016.

- **Lamberti, Jean-Claude,** *Tocqueville et les deux démocraties*, préface de François Bourricaud, Paris, P.U.F. Coll. Sociologies, 1983.
- **Lambin, Jean-Michel,** *Histoire 2e*, Paris, Hachette Education, 1996.
- **Laurent, Alexandre Dr,** *La guerre des intelligences, intelligence Artificielle versus intelligence Humaine,* JC Lattès, Paris, 2017.

-Le Bras, Gabriel, *Institutions ecclésiastiques de la chrétienté médiévale*, Paris, Bloud et Gay, 1964.

- **Lecourt, D.,** *Humain, posthumain,* Paris, Presses Universitaires de France, 2003.
- **Le Devedec, Nicolas,** *La Démocratie à l'épreuve du post-humain : médicalisation de la société, dépolitisation de la perfectibilité,* Congrès AFSP, 2009.
- **Le Dref, Gaïelle,** *L'homme face à l'évolutionnisme : un animal paradoxal,* Paris, Le Portique, 2009.
- **Lefort, Claude,** *L'invention démocratique*, Paris, Fayard, 1981.
- **Lénine,** *Karl Marx et sa doctrine,* Moscou, Paris, Editions du progrès, 1979.
- **Lequinio, J-M,** *Philosophie du peuple ou éléments de philosophie politique et morale, mis à la portée des habitants des campagnes,* Œuvre posthume, Paris, Pougin, 1796.
- **Locke, John,**

a) *Traité du gouvernement civil,* Traduction française de David Mazel en 1795, version numérique par Jean-Marie Tremblay, les classiques des sciences sociales, 2001

b) *Essai sur le pouvoir civil***,** 690, Traduction française M.J.L Fyot, Bibliothèque de la science politique, Paris, P.U.F. 1955.

- **Lombard, Jacques,** *Autorités traditionnelles et pouvoir européens en Afrique noire,* Paris, Armand Colin, 1967.
- **Louis, Veuillot,** *Le pouvoir politique chrétien, Discours prononcés à la chapelle impériale de Tuileries pendant le carême de l'année 1857,* accompagnés de notes par le T.R.P. Ventura de Raulica, Paris, Gaume frères et J. Duprey, 1858.
- **Luccioni, Jean,** *La pensée politique de Platon,*Paris, Presses universitaires de France, 1958.
- **Machiavel, Nicolas,** *Le Prince,* Traduction de l'italien par Albert t'Serstevens, Librio, Paris, 1921.
- **Magnard, Pierre,** *Questions à l'humanisme,* Paris, P.U.F. 2000.
- **Mairet, Gérard,** *Les doctrines du pouvoir, la formation de la pensée politique,* Paris, Gallimard, 1978.

- **Manent, Pierre,** *Les Métaphores de la cité*, Paris, Presse – Pocket, 1996.
- **Mannheim, Karl,** *Idéologie et Utopie, Une introduction à la Sociologie de la Connaissance,* Traduit par Pauline Rollet, Paris, Marcel Rivière et Cie, 1956.
- **Marx, Karl,**

a) L'Idéologie allemande,(Manuscrit 1845-1846)Paris, Folio Gallimard, 1968.

b) Manifeste du parti communiste, Collection des sciences humaines, in libro veritas, présentation et traduction Emile Bottigelli, Paris, Flammarion, 1998.

c) Contribution à la critique de l'économie politique, Paris, Editions Sociales, 1970.

- **Methot, Marcel,** *Mondialisation, démocratie, développement régional : le mythe de l'autonomie locale,* in les régions fragiles face à la mondialisation, sous la direction de Danielle Lafontaine et Nicole Thivierge, collection Tendances et débats en développement régionale N°5, Grideq- Grir, Université du Québec, 1999.
- **Mill, John Stuart,** *Considérations sur le gouvernement représentatif (1861),* traduit de l'anglais par P. Savidan, Paris, Gallimard, 2009.
- **Mirandole, Pic de la,** *De la dignité de l'homme, De hominisdignitate,* in histoire 2e, Traduit du latin et présenté par Yves Husant, Paris, Editions de l'éclat, 1942.
- **Montesquieu,** *De l'esprit des lois, (*1758), in Œuvres complètes, vol. II, Paris, La Pléiade, Gallimard, 1951.
- **More, Thomas,** *L'Utopie ou Le Traité de la meilleure forme de gouvernement,* traduction de Marie Delcourt, Paris, GF Flammarion, 1987.
- **Mossé, Claude,** *La femme dans la Grèce antique,* vol 1, Paris, Albin Michel, 1983.
- **Nadeau, C.,** *Justice et démocratie, une introduction à la philosophie politique*, Paris, PUM, 2007.
- **Nemo, Philippe.,** *Histoire des idées politiques aux temps modernes et contemporains*, Paris, Quadrige / PUF, 2009.
- **Nietzsche, Friedrich,** *La Volonté de puissance, essai d'une transmutation de toutes les valeurs,* Traduction Henri Albert, Paris, Editions Gallimard, 1894.
- **Njoh Mouellé, Ebénézer,**

a) De la médiocrité à l'Excellence, Essai sur la signification humaine du développement, Yaoundé, Editions Clé, 1972.

b) Développer la richesse humaine, Yaoundé, Editions Clé, 1980.

c) Transhumanisme, marchands de science et avenir de l'homme, Préface de Monique Castillo, Paris, L'Harmattan, 2017.

d) *Quelle Ethique pour le transhumanisme ? Des « Hommes augmentés » et des « posthumains », demain, en Afrique ?,* Paris, L'Harmattan, 2018.

- **Nkrumah, Kwame,** *Le néocolonialisme, dernier stade de l'impérialisme*, Paris, Présence africaine, 1976.
- **O'meara, Dominique,***Platonopolis : Platonic political philosophy in late antiquity,* Oxford University Press, 2003.
- **Ondoua, Pius,**

a) *Existence et Valeurs I, L'urgence de la philosophie,* préface du professeur Jean Marc Gabaude, L'Harmattan, Paris, 2009.

b) *Existence et Valeurs III, avenirs pluriels,* préface du professeur Ebénézer Njoh Mouellé, Pensée africaine, Paris, L'Harmattan, 2009.

c) *La raison unique du « village planétaire », Mythes et réalités de la mondialisation***,** Pensée africaine, Paris, L'Harmattan, 2010.

d) *Développement technoscientifique, défis actuels et perspectives***,** Paris, L'Harmattan, 2010.

e) *Existence et Valeurs IV, un Développement « Humain », Réflexion éthique et politique***,** Préface du professeur Jean Marc Gabaude, Paris, L'Harmattan, 2011.

f) *Humanisme et dialectique, Quelle philosophie de l'histoire, de Kant à Fukuyama ?,* Paris, L'Harmattan, 2012

g) *Un Monde « différent » ! Défi du présent, utopie créatrice de l'avenir,* Paris, L'Harmattan, 2018.

h) *L'Avenir du Technocosme, De l'expansion à l'extinction ?,* Paris, L'Harmattan, 2020.

i) *La Trajectoire vers l'Homme-Dieu, Quelle ontologie de l'homme au post-homme ?,* Paris, L'Harmattan, 2020.

- **Petras, James**, *La mondialisation, l'impérialisme et le développement, in des outils pour le changement, une approche critique en étude de développement,* sous la direction de Henry Veltmeyer avec la participation de Nasser AryTanimoune, Les Presses de l'université d'Ottawa.
- **Pharo, Patrick,** *Morale et sociologie : le sens et les valeurs entre nature et culture,* France, Folio, 2004.

- **Plutarque,** *Œuvres Morales, Traité 1 et 2, Introduction générale*, Paris, Les Belles lettres, 1987.
- **Policar, Alain,** *Le libéralisme politique et son avenir*, Paris, CNRS Editions, 2012.
- **Polybe,** *(202/120), Histoire,* nouvellement traduit du grec par Dom Vincent Thuillier, tomme second, Oxford, Oxford UniversityPress, 2010.
- **Prélot, Marcel** et**Lescuyer, Georges,** *Histoire des idées politiques,* Précis Dalloz, dixième édition, Paris, Presse de l'imprimerie de Montligeon, 1990.
- **Protagoras,** *Fragment, extrait de Jean Voilquin*, Paris, GF Flammarion, 1964.
- **Proudhon, Pierre-Joseph,** *Qu'est-ce que la philosophie ?,* Paris, 1840, Editions Rivière, 1926.
- **Ramonet, Ignacio,**

a) *« Un délicieux despotisme », le monde diplomatique, dossier ; l'Amérique dans les têtes,* Paris, Gallimard, 2000.

b) *Géopolitique du Chaos*, Paris, Gallimard, 2000.

c) *Abécédaire Partiel, et Partial, de la Mondialisation, Paris, Plon, 2004*

- **Rieffel, Rémy,** *Révolution numérique, révolution culturelle ?,* Paris, Folio actuel, 2014.
- **Romily, J. de,**

a) *Problème de la démocratie grecque,* Paris, Payot et Rivages, 2003.

b) *La tragédie grecque,* Paris, Quadrige, P.U.F, 2018.

- **Rousseau, Jean-Jacques,** *Du contrat social,* Editions Sociales, Paris, 1971.
- **Sadin, E.,** *La Siliconisation du monde,* Paris, L'Echappée, 2016
- **Samir Amin,** *La déconnexion, Pour sortir du système mondial,* Paris, La Découverte, 1985.
- **Sartre, Maurice,** *Histoires grecques,* Editions du Seuil, Paris, 2006.
- **Sauvy, Alfred,** *La tragédie du pouvoir, Quel avenir politique pour la France,* Paris, Calmann-lévy, 1978.
- **Scheid – Tissinier, Evelyne,** *L'homme grec aux origines de la cité*, Paris, Armand collin, 1999.
- **Schmitt, Karl,** *La notion de politique (1932) Théorie du partisan (1962),* traduit de l'allemand par Marie-Louise Steinhauser, Paris, Flammarion, 2001
- **Schwab, Klaus,** *La quatrième révolution industrielle,* Paris, Dunod, 2017.

- **Seguier,** *Discours de l'avocat général Séguier au parlement de Paris, 1770,* in histoire héritages européens, Paris, 1770.
- **Skinner, Quentin,** *les fondements de la pensée politique moderne,* trad. J. Grossman et Y. Pouilloux, Paris, Albin Michel, 2009.
- **Smith, Adam,** *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des Nations,* Traduction française de Germain Garnier, 1881, version numérique par Jean-Marie Tremblay, Chicoutini, Québec, 2002.
- **Spinoza, Baruch,** *Traité théologico-politique,* Présentation, traduction et notes par Charles Appuhen, Paris, Editions Garnier-Flammarion, 1670.
- **Staline,** *Matérialisme dialectique,* Traduction française, Paris, Editions Sociales, 1950.
- **Stirner, Max,** *L'Unique et sa propriété,* version numérique par Mme Marcelle Bergeron, Les Classiques des Sciences Sociales, 2001.
- **Strauss, Léo,** *Histoire de la philosophie politique,* nouvelle édition, Paris, PUF, 2013
- **Strauss, Lévi** et**Cropsey, J,** *Histoire de la philosophie politique***,** Paris, P.U.F, 1999.
- **Tate, Georges,** *La Grèce antique***,** Paris, HachetteSupérieure, 2000
- **Taylor, Charles,**

a) La liberté des modernes, textes traduits par Philippe de Lara, Paris, PUF, 1997.

b) Multiculturalisme, Différence et démocratie (1992), trad. D. –A. Canal, Paris, Aubier, 1994.

-Thomas d'Aquin, Saint, *Somme théologique,* Traduite en français et annotée par F. Lachat, tome deuxième, Paris, Librairie de Louis Vivès, 1855

- **Thucydide,** *La guerre du Péloponnèse, II,37,* traduction J. de Romilly, Paris, les belles lettres, 1962
- **Tocqueville, Alexis,** *De la démocratie en Amérique,* Paris, Flammarion, 1981, Coll. "GF"
- **Turner, Howard,** *science in Medieval, islam,* an illustrated introduction, Austin, University of Texas press, 1997
- **Vaussard, Maurice,** *De Pétrarque à Mussolini, évolution du sentiment nationaliste italien,* Paris, A. Colin, 1961
- **Vernant, Jean-Pierre,** *L'homme grec,* Paris, Seuil, 2000.
- **Volkoff, Vladimir,** *Pourquoi je serai plutôt aristocrate,* Paris, Edition du Rocher, 2004.

- **Wesley, K. Clark,** *L'Irak, le terrorisme et l'empire américain,* traduction de l'anglais par W.O. Desmond, Paris, Seuil, 2004.
- **Xénophon,**

a) *Œuvres Complètes,* traduction Pierre Chambry, Paris, Garnier-Flammarion, 3 vols, 1967.

b) *De l'économie,* Tome 1, Traduction française de Eugène Talbot, Paris, Librairie de la Hachette et C'', 1859.

- **Zancarini, Jean-Claude (dir.),** *Le droit de résistance. XIIe – Xxe siècle,* Fontenay-aux-Roses, ENS éditions, 2004
- **Zarka, Yves Charles (dir),**

a) *Repenser la démocratie,* Paris, Armand Colin, 2010.

b) *Démocratie, état critique,* Paris, Armand Colin, 2012.

IV- ARTICLES

- **A**. **Bernard et O. Masson**, *Les inscriptions grecques d'Abou Simbel*, Revue des études grecques, 70, 1957.
- Afriquerenouveau, *la maturité démocratique de l'Afrique*, département de *l'information* des Nations – Unies, Août – Novembre, 2016.
- *L'Afrique politique : Vue sur la démocratisation à marée basse*, Centre d'étude d'Afrique Noire, 1994, I.E.P. de Bordeau, Paris, Karthala.
- **Ayittey, G.B.N., «** *La démocratie en Afrique précoloniale, Afrique 2000,* revue africaine de politique internationale, N°2, Juillet – Septembre, pp.39-75.
- **Baby, L**., « *L'algorithme de l'information et le syllogisme du juriste* », Dalloz, IP/IT, N°6, 2016, pp.311 s.
- **Bensoussau, A.,** « *Droit des robots : science – fiction ou anticipation ?* », D. N° 28/2015, pp.1640 s.
- **Berns, Th**., **Rouvroy A**., « *Gouvernementalité algorithmique et perspective d'émancipation – Le disparate comme condition d'individualisation par la relation* », Réseaux, N°117, 2013.
- **Brie, de, Christian,** *Des démocraties sans voix,* Le monde diplomatique, Octobre 2000.

- **Cahiers du genre,***Politiques de la représentation et de l'identité*. Recherches en gender, cultural, queerstudies, N° 38 2005
- Centre Tricontinental, *les organismes financiers internationaux, instruments de l'économie politique libérale*, CTC, Louvain la neuve, Paris, L'Harmattan, 1999.
- **Chantepie, G., «** *Le droit en algorithme ou la fin de la norme délibérée ? »,* Dalloz, IP/IT N°10/2017.
- **De Silguy, S., «** *Doit-on se méfier davantage des algorithmes ? »,* RLDC, N°146, 2017.
- **Dubarry, Thibaud et Hornung Jérémy,** *Qui sont les transhumanistes ?,* Sens-public.org, 2008
- **Ducat, Jean,** *Le mépris des hilotes,* Annales ESC, 1974.
- **El Aoufi, Noureddine,** *Islam, Institutions et développement,* Revue Tiers-Monde, N°212, 2012/4.
- **Falque-Pierrotin, Isabelle,** *Numérique : les enjeux anthropologiques,* Paris, Le débat, 2014.
- **France Info, «** *Robolution : Les métiers menacés par l'intelligence artificielle »,* francetvinfo.fr, 21/01/2019.
- **Forget, Marc-Alphonse,** *Prouesses et dangers d'une évolution incontournable : l'intelligence artificielle,* Les échos, 06/01/2019.
- **Giovacchini, Julie,** *Anthropologie, éthique et politique dans l'épicurisme antique,* CNRS – UMR 8230/ centre Jean Pepin, 2013.
- **Goucha, Moufida, (dir),** *Philosophie politique et horizon cosmopolite, la mondialisation et les apories d'une cosmopolique de paix, de la citoyenneté et des actions,* Paris, N°10, 2006.
- **Grangé, Ninon,** *Le paradoxe du terrorisme, pour une théorie des passions politiques, dans les champs de Mars,* 2011/2 (N°22)
- **Lefevre, Thiérry, «** *La rapidité de l'innovation technologique »,* Planeteviable.org, novembre 2014.
- **Loiseau, G.,** « *Des robots et des hommes »,* D, N°30/2015, pp.2369 s.

- **Manach, Jean-Marie, «** *La convergence des sciences (1/3) : un choix de société »,* internetactu.net.2009.
- **Mascret, Damien, «** *Promesses et fantasmes du check-up génétique »,* Lefigaro.fr, 02/04/2013.
- **Menyomo, Ernest,** *Les philosophes antiques et l'idée de démocratie,* Presses de l'UCAC, Yaoundé, 2001.
- **Michel, L et Su, Z,** *Analyse critique de la mondialisation : tendances et doctrine (Note),* Etudes internationales, 29 (4), 909 -937, https//doi.org/10.7202/703959 a.
- **Mono Ndjana, Hubert,** *Enjeux et défi de la mondialisation,* in l'Afrique face aux défis de la mondialisation, contribution de l'Université de Yaoundé I, pré-colloque préparatoire au sommet France – Afrique, Yaoundé, 28 et 29 Août 2000, ouv. Coll. Communication.
- **Olivier de Sardau, Jean-Pierre**, *Entre tradition et modernité, quelle gouvernance pour l'Afrique, gouvernance despotique, gouvernance chéffericale et gouvernance postcoloniale, élections : trucages et achats des voix,* Actes du colloque de Bamako, 23, 24 et 25 Juillet 2007.
- **Rumello, Joëlle, « La** *Robolution est en marche »,* Ladepeche.fr, 22/05/2015.
- **Sur, Serge,** *L'Etat entre l'éclatement et la mondialisation,* in Revue belge de droit international, Editions Bruylant, 1997.
- **Tine, Antoine**, *"Jürgen Habermas : Entre pluralisme et Consensus. La réinvention de la modernité ?*", Revue négro-africaine de littérature et de philosophie, N°64 – 65m, 1er et 2e trimestre 2000.

V- LES USUELS

- **Davau Maurice, Cohen Marcel, Lallemand Maurice,** *Dictionnaire du français vivant,* Bordas, Paris, Bruxelles, 1972.
- *Dictionnaire d'éthique et de philosophie morale,* sous la direction de Monique Canto- Sperber, Paris, P.U.F, 1997.
- **Clément, Elisabeth ; Demongue, Chantal ; Hansen-Love, Laurence ; Kahn, Pierre,** *La pratique de la philosophie,* nouvelle édition de A à Z, Hatier, Paris, 2000

- *Encyclopédie philosophique universelle***,** les Œuvres philosophiques, dictionnaire, volume dirigé par Jean – François Mattéi, Tome 1, Paris, P.U.F, 1992.
- *Encyclopédie philosophique universelle, les notions philosophiques,* dictionnaire, volume dirigé par Sylvain Auroux, tome 1, Paris, P.U.F, 1990.
- *Larousse, Grand dictionnaire de la philosophie,* sous la direction de Michel Baly, Paris, Editions CNRS, 2003.

- **Lalande, André,** *Vocabulaire Technique et Critique de la philosophie,* Paris, P.U.F, 1968.
- **Raymond, Philippe et Stéphane Rials (dir),** *Dictionnaire de philosophie politique,* Paris, Presses universitaires de France, 1996.

VI- MEMOIRES ET THESES

- **Désiré Francis**, **Biwolé Belinga,** *Education et politique, prolégomènes à l'humaniste politique,* mémoire de master II, Université de Yaoundé I, 2012.
- **Hernandez, MenangaNdzie,** *Le Républicanisme de Nicolas Machiavel et ses enjeux politiques***,** Thèse de doctorat Ph/D, Université de Yaoundé I, mai 2017.
- **Serge Corneille, Ondoua,** *Démocratie libérale et humanisme dans la pensée de Francis Fukuyama***,** Thèse de doctorat Ph/D, Université de Yaoundé I, mars 2020.

INDEX DES AUTEURS

A

Adolph Hitler, 335
Alain Nonjon, 4
Aristote, 10, 16, 22, 24, 26, 27, 29, 30, 34, 35, 38, 39, 43, 44, 46, 47, 49, 52, 53, 54, 55, 56, 58, 69, 70, 71, 72, 87, 92, 95, 100, 101, 106, 107, 118, 128, 129, 130, 131, 133, 134, 135, 136, 138, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 152, 153,154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 187, 188, 189, 212, 213, 259, 289, 317, 329, 334
Armelle Bonin-Kerdon, 4, 223
Armelle Kerdon-Bonin, 224
Auguste Reymond, 4, 352

B

Baslez, M.F,, 26
Berstein, 236, 348
BIWOLE BELINGA, 1, 7
Boris Barraud, 308, 309, 311
Bréhier, E, 12

C

Chantal Demonque, 235
Charles-Edouard Bouée, 311
Christine Boutin, 296, 297
Clark K. Wesley, 338
Clark. K. Wesley, 272
Claude Chrétien,, 80, 346
Claude Mossé, 25
Claude Vial,, 24

D

Dave Anctil, 316
David Bolduc, 296
David Robichaud, 316
Descartes, René, 10, 350
DESTRUCTURATION, 298
Didier Coeurnelle, 300
Dr Alexandre Laurent, 301, 305, 316

E

E. Young-Bruehl, 256
Ebénézer Njoh Mouelle, 305, 306
Elie Halévy, 235
Emile Auguste, 185, 186, 187, 274, 275
Emile Bréhier, 11, 14, 77, 78, 85, 92
Emile Durkheim, 235
Etienne Tassin, 256, 347
Evelyne Scheid – Tissinier, 32

F

Francis Fukuyama, 278, 302
Franck Damour, 304
François CHESNAIS, 292
François Roche, 311
Friedrich Nietzsche, 126

G

Georges Lescuyer, 40, 243, 334
Georges Tate, 32
Guy Haarscher, 282, 283

H

Habermas, Jürgen, 298, 352
Hannah Arendt, 256, 347
Héraclite, 4, 68, 352
Histoires, 5, 357
Homère, 23, 26, 140, 353
humanisme politique, 7, 246

J

Jacques Lombard, 321
Jacques Oulhen, 31
James Petras, 297
Jean – Luc Lamboley, 31
Jean – Pierre Olivier de Sardan, 270
Jean Baudrillard, 279
Jean Boboc, 306, 307, 314
Jean Michel Lambin, 218, 222
Jean- Michel Lambin, 17
Jean Voilquin, 79, 357
Jean-Michel Lambin, 17, 42, 77
Jean-Paul Sartre, 273
Jean-Pierre Vernant, 32
Jocelyne Couture, 295
Joël Roman, 256, 347
Joseph Burlot, 4

K

Karl Marx, 15, 237, 238, 275, 324, 354
Klaus Schwab, 311
Klaus-Gerd Giesen, 304

L

Laurence Hansen-Love, 235
Luc Ferry, 261

M

Marc Nouschi, 4
Marc Roux, 300
Marcel Methot, 297
Marcel Prélot, 40, 103, 117, 243, 256, 257, 334
Martin Broszat, 259
Marx Stirner, 240
Maurice Davau, 136, 290
Maurice Vaussard, 256
Max Stirner,, 178, 271, 274
Michel, L., 296
Mikhaïl Alexandrovitch Bakounine, 239, 244
Moufida Goucha, 293

N

Nestor-Luis Cordero, 80
Ninon Grangé, 281, 282
NJOH MOUELLE, Ebénézer, 10
Noam Chomsky, 272

P

P. Giguet, 57, 352
Pathe Diagne, 320
Patrice Brun, 31
Patrick Turmel, 316
Philippe Sussel, 4
Pierre – Joseph Proudhon, 236, 241, 242
Pierre Brulé, 31
Pierre Jalée, 320
Pierre Kahn, 235
Pierre Magnard, 276, 307, 348
Pierre-Yves Bonin, 291
Pius Ondoua, 254, 293, 294, 295, 299, 307, 337
Platon,, 7, 16, 80, 86, 89, 96, 97, 101, 104, 108, 111, 112, 113, 118, 119, 121, 124, 125, 126, 127, 130, 134, 176, 179, 180, 181, 188, 325, 349, 350, 354

R

Raymond Descat, 31
Robert Dahl, 253
Robert Kogan, 272
Roland Etienne, 33
Ryoa CHUNG, 291

S

Saint Andelme, 199
Saint Augustin, 199
Saint Thomas d'Aquin, 198, 199, 203, 204
Saint Thomas d'Aquin, 367
Samir Amin, 292
Samuel Huntington, 261, 265
Staline, 257, 358
Stéphane Courtois, 295
Su, Z, 296, 361
Sylvie le Bohec, 31

T

Tamy Ayouch, 284
Thomas Hobbes, 177, 267, 277
Thomas More, 226, 227

INDEX DES NOTIONS

A

Afrique · 200, 207, 248, 260, 265, 266, 268, 269, 270, 271, 277, 278, 291, 297, 306, 313, 314, 318, 319, 320, 321, 324, 325, 331, 337, 344, 345, 347, 348, 349, 353, 354, 356, 359, 361
Afrique renouveau · 268, 359
algorithmes · 289, 308, 309, 310, 311, 316, 324, 331, 336, 347, 348, 360
anarchisme · 240, 241, 242, 244, 245, 246
anarchistes · 240, 241, 242, 243, 244, 273
aristocratie · iii, 7, 8, 29, 42, 45, 46, 47, 54, 61, 90, 91, 97, 117, 118, 119, 121, 123, 124, 125, 128, 129, 130, 133, 135, 136, 137, 139, 140, 142, 143, 144, 145, 147, 151, 154, 161, 171, 189, 190, 195, 203, 204, 212, 253, 298, 317, 318, 323, 325, 326, 327, 328, 329, 331, 332, 334, 342, 344, 345
autorité des lois · 63

B

bien-être · 1, 3, 5, 15, 17, 19, 20, 28, 31, 32, 35, 36, 37, 40, 41, 46, 48, 55, 59, 61, 63, 71, 74, 81, 82, 83, 86, 87, 89, 92, 94, 97, 101, 103, 105, 106, 109, 113, 114, 116, 118, 123, 134, 137, 139, 140, 141, 143, 149, 150, 153, 155, 156, 170, 187, 190, 213, 217, 221, 224, 226, 227, 230, 234, 240, 243, 245, 247, 249, 251, 252, 259, 271, 276, 295, 299, 326, 328, 333, 335
bonheur · iii, 1, 3, 5, 6, 9, 15, 37, 47, 62, 71, 81, 83, 85, 86, 88, 89, 95, 96, 98, 107, 109, 112, 114, 116, 119, 120, 122, 128, 130, 131, 137, 139, 140, 141, 143, 144, 145, 149, 150, 151, 153, 154, 155, 160, 164, 165, 170, 172, 174, 176, 177, 181, 185, 187, 188, 189, 190, 191, 193, 194, 197, 198, 210, 211, 212, 213, 216, 217, 218, 219, 221, 222, 223, 224, 227, 228, 229, 231, 232, 233, 234, 238, 239, 240, 242, 243, 244, 245, 247, 249, 251, 252, 253, 255, 257, 258, 259, 260, 264, 271, 276, 277, 278, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 315, 317, 325, 326, 327, 328, 329, 331, 332, 333, 334, 335, 338, 339, 340, 342, 343, 345

C

capitalisme · 216, 223, 236, 237, 238, 256, 263, 271, 273, 275, 276, 282, 292, 298, 301, 302, 303, 326, 327, 329, 350, 352
capitaliste · 263, 272, 274, 276, 283, 293, 295, 303, 307, 308, 335, 336
cité · 6, 7, 14, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 30, 31, 32, 35, 38, 39, 41, 42, 43, 44, 46, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 56, 57, 58, 59, 60, 62, 63, 69, 70, 71, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 85, 86, 88, 90, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 109, 110, 111, 112, 113, 115, 116, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 130, 131, 132, 134, 136, 137, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 164, 165, 168, 169, 170, 171, 173, 174, 175, 176, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 198, 199, 202, 205, 209, 210, 211, 213, 218, 227, 230, 232, 233, 235, 236, 238, 239, 240, 252, 254, 257, 268, 287, 311, 318, 323, 324, 325, 326, 327, 329, 332, 334, 337, 341, 342, 343, 346, 355, 357
citoyen · 4, 19, 21, 22, 23, 25, 26, 27, 32, 46, 49, 51, 59, 66, 77, 82, 103, 104, 109, 110, 111, 118, 119, 120, 125, 128, 131, 132, 136, 139, 140, 142, 144, 146, 149, 151, 152, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 162, 163, 167, 168, 169, 172, 174, 175, 176, 177, 182, 183, 184, 185, 189, 190, 227, 238, 240, 254, 277, 292, 293, 294, 314, 323, 328, 332, 335, 349
citoyens · 2, 4, 6, 7, 8, 9, 11, 14, 15, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 26, 27, 28, 34, 36, 37, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 47, 48, 49, 51, 52, 54, 55, 56, 58, 60, 61, 62, 63, 65, 69, 70, 71, 72, 76, 78, 79, 80, 81, 82, 84, 87, 90, 92, 95, 96, 97, 98, 99, 101, 102, 103, 104, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 116, 117, 118, 119, 120, 122, 123, 124, 126, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 143, 144, 146, 149, 152, 154, 155, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 187, 188, 189, 202, 203, 204, 212, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 226, 227, 228, 230, 231, 232, 233, 235, 236, 237, 240, 241, 243, 244, 245, 246, 247, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 256, 257, 259, 265, 269, 275, 276, 286, 289, 292, 295, 304, 305, 309, 313, 314, 318, 319, 320, 321, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 331, 332, 335, 339, 342, 343
civilisationnels · 263, 264, 274
Constitution · 30, 46, 128, 141, 346
Constitutions · 38, 43, 131, 135, 136, 141, 166
contemporain · 314, 348
contemporaine · 6, 261, 288, 342
cosmocitoyenneté · 293
croisades · 208, 211

D

démo-aristocratie · iii, 318, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 331, 332, 342, 344, 345
démocratie · iii, 8, 16, 22, 47, 48, 49, 50, 51, 53, 54, 55, 60, 61, 63, 64, 65, 66, 72, 87, 90, 91, 92, 94, 97, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 135, 138, 139, 141, 145, 146, 147, 152, 155, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 189,

212, 216, 217, 219, 220, 225, 227, 229, 236, 245, 246, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 257, 260, 261, 263, 264, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 280, 281, 283, 284, 286, 287, 288, 291, 297, 298, 304, 309, 316, 317, 318, 320, 321, 327, 331, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 343, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 355, 357, 358, 359, 361
démocratie présidentielle · iii, 250, 252
démocratie, · 16, 50, 72, 108, 111, 112, 113, 139, 161, 162, 163, 166, 167, 168, 169, 170, 174, 176, 177, 189, 219, 248, 252, 261, 263, 287, 341
des institutions démocratiques · 49
Descartes, René · 10, 350
despotisme · iii, 84, 112, 113, 133, 148, 165, 166, 170, 175, 216, 220, 221, 235, 241, 242, 258, 278, 329, 338, 357
DESTRUCTURATION · 298
dictature · 57, 90, 104, 111, 139, 163, 171, 172, 173, 176, 187, 216, 222, 255, 258, 260, 263, 271, 274, 287, 305, 307, 312, 316, 336, 337, 342, 353
dictature démocratique · 173, 260, 263, 271, 274, 287, 337, 342
dignité humaine · 2, 45, 48, 50, 61, 64, 69, 77, 78, 81, 82, 86, 88, 98, 101, 117, 128, 165, 176, 177, 178, 185, 213, 216, 223, 224, 225, 226, 228, 234, 240, 258, 277, 299, 303, 327, 328, 331, 332, 333, 335, 343, 345
discours · 1
domination · iii, iv, 1, 3, 4, 9, 18, 24, 25, 28, 30, 32, 34, 35, 36, 37, 39, 41, 43, 44, 45, 47, 50, 61, 64, 65, 66, 67, 68, 70, 77, 81, 86, 88, 91, 96, 99, 100, 101, 102, 103, 106, 114, 129, 139, 144, 145, 147, 154, 155, 167, 169, 173, 174, 184, 185, 187, 190, 200, 206, 207, 209, 211, 213, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 229, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 242, 244, 246, 248, 249, 250, 253, 254, 257, 258, 260, 263, 272, 273, 274, 277, 279, 281, 282, 284, 291, 292, 298, 301, 302, 303, 307, 308, 312, 315, 319, 326, 329, 333, 335, 337, 339, 342, 343
domination économique · 336

E

Education · 7, 17, 354, 362
égalité de droits · 24, 51, 64, 65, 66, 72, 74, 84, 92, 94, 108, 129, 139, 162, 165, 166, 167, 170, 176, 178, 185, 213, 217, 220, 221, 227, 231, 232, 233, 234, 246, 250, 251, 257, 276, 286, 287, 333, 339
esclaves · 21, 23, 26, 27, 28, 34, 39, 43, 50, 66, 70, 90, 100, 104, 115, 132, 183, 188, 238
Etats · 15, 32, 62, 95, 99, 127, 141, 146, 155, 188, 205, 210, 211, 216, 219, 220, 224, 261, 264, 265, 267, 291, 301, 319, 322, 334, 336, 340, 341, 342, 344, 345
États · iii, 4, 5, 6, 9, 11, 20, 64, 70, 141, 143, 145, 164, 188, 190, 213, 216, 217, 218, 220, 224, 227, 236, 247, 248, 249, 250, 251, 255, 256, 257, 260, 262, 264, 265, 266, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 281, 282, 283, 286, 287, 288, 289, 291, 292, 294, 295, 296, 297, 298, 301, 304, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 320, 322, 323, 324, 326, 329, 331, 333, 335, 336, 338, 344, 353
exploitation · iv, 3, 4, 9, 24, 28, 31, 32, 35, 37, 41, 44, 45, 47, 50, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 68, 69, 70, 81, 86, 88, 90, 91, 100, 101, 102, 105, 106, 113, 114, 115, 129, 139, 144, 147, 168, 170, 190, 223, 232, 233, 234, 235, 236, 241, 242, 244, 246, 248, 249, 254, 255, 257, 258, 264, 271, 272, 273, 274, 276, 277, 279, 280, 282, 284, 287, 288, 294, 302, 315, 316, 319, 325, 326, 329, 333, 335, 339, 343

F

fascisme · iii, 256, 257, 260, 286, 334, 335

G

gouvernance · iii, 3, 4, 7, 9, 11, 15, 17, 39, 43, 45, 47, 50, 55, 60, 61, 62, 64, 71, 72, 82, 87, 91, 104, 105, 106, 117, 118, 121, 124, 125, 133, 134, 135, 136, 140, 141, 143, 149, 151, 152, 167, 170, 189, 212, 222, 223, 224, 226, 227, 233, 234, 240, 246, 249, 251,252, 258, 261, 270, 272, 275, 286, 288, 289, 291, 295, 296, 297, 311, 315, 319, 323, 324, 326, 329, 335, 336, 339, 343, 345, 352, 361

H

Histoires · 5, 357
humanicides · 265
humanisme politique · 7, 246
humanistes · 4, 8, 221, 223, 225, 226, 246, 276, 286, 290

I

idéologie · 7, 28, 32, 35, 41, 45, 46, 48, 59, 61, 66, 90, 91, 138, 139, 167, 173, 181, 187, 188, 190, 191, 192, 207, 219, 233, 234, 238, 259, 263, 265, 272, 274, 276, 280, 284, 288, 294, 299, 303, 308, 333, 336, 337, 339, 341, 343
individualisme · 98, 235, 240, 305, 342
Institutions sociales · 30
instrumentalisation · iii, 2, 3, 4, 41, 61, 81, 100, 129, 147, 187, 209, 210, 218, 233, 241, 242, 267, 272, 273, 274, 295, 312, 325, 330, 333, 335, 342
inter – institutions · 294
intérêt général · 4, 8, 15, 37, 40, 50, 51, 61, 63, 69, 83, 85, 90, 94, 98, 99, 100, 101, 104, 111, 117, 118, 120, 126, 130, 133, 137, 139, 140, 141, 142, 143, 145, 150, 151, 152, 154, 158, 167, 168, 170, 181, 187, 203, 226, 227, 228, 231, 239, 254, 259, 271, 287, 288, 316, 318, 325, 326, 329, 332, 343
islam · 199, 200, 207, 208, 263, 264, 287, 334, 358
04

L

L'aristocratie · 44, 45, 117, 118, 122, 127, 128, 129, 140, 141, 189, 212
L'autorité des lois · 63
l'individualisme · 20, 98, 100, 109, 130, 235, 239, 242, 274, 316
L'obéissance à l'autorité · 62
La démocratie · 141
la démocratie athénienne · 51, 94, 108, 166
la dictature · iii, 40, 42, 55, 66, 90, 97, 104, 110, 139, 225, 237, 241, 255, 257, 259, 260, 263, 265, 271, 282, 284, 286, 296, 305, 307, 308, 309, 312, 337, 339
La monarchie · 141
la polémarchie · 38
La République · 96, 97, 104, 108, 113, 118, 119, 127, 130, 176, 179, 325, 346, 347
la souveraineté · 51, 92, 94, 104, 135, 136, 142, 146, 147, 149, 161, 163, 166, 167, 170, 172, 180, 181, 189, 190, 240, 248, 252, 253, 256, 265, 271, 276, 285, 287, 293, 296
la timarchie · 8, 98, 101
la violence politique · 217
Laurence Hansen-Love · 235
Le politique · 112, 117, 127, 150
légalité · 109, 115, 274, 310
Les citoyens · 27
Les constitutions · 35
Les esclaves · 27, 104
Les origines sociales · 62
Les réformes démocratiques · 50
libéralisme · 3, 139, 174, 176, 178, 222, 235, 240, 247, 255, 256, 278, 305, 316, 334, 336, 350, 357
liberté · 10, 14, 32, 48, 51, 61, 70, 71, 86, 92, 105, 107, 108, 109, 113, 115, 135, 136, 148, 162, 166, 168, 169, 171, 175, 176, 181, 184, 185, 188, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 228, 230, 231, 232, 233, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 249, 251, 252, 254, 255, 256, 257, 263, 264, 274, 277, 278, 283, 284, 287, 295, 304, 305, 317, 319, 328, 358
littérature antique · 6, 350

M

médiévale · 188, 190, 191, 193, 194, 197, 199, 201, 206, 207, 208, 210, 261, 352, 354
Médiocrité · 10
meilleur régime politique · 7, 9, 11, 12, 48, 61, 64, 72, 94, 96, 117, 119, 120, 124, 128, 129, 140, 160, 164, 172, 173, 175, 188, 189, 190, 192, 204, 210, 211, 213, 214, 217, 218, 234, 245, 246, 251, 252, 255, 276, 284, 285, 287, 318, 323, 329, 331, 333, 335, 339, 340, 342, 344, 345
modernité · iii, 7, 214, 216, 217, 220, 221, 234, 244, 247, 248, 260, 261, 270, 277, 286, 287, 288, 315, 333, 336, 361
monarchie autocratique · 218, 222
monarchie libérale · 218, 220, 221
monarchique · iii, 38, 39, 41, 42, 43, 55, 135, 151, 218, 221, 223, 225, 227, 229, 231, 235, 243, 246, 248
mondialisation · iii, 2, 267, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 307, 312, 316, 318, 319, 324, 331, 335, 336, 341, 342, 347, 348, 349, 350, 355, 356, 360, 361
moyen-âge · 12, 85, 92, 95, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 197, 200, 201, 202, 206, 209, 210, 213, 214, 334, 349, 350

N

nazisme · iii, 258, 259, 260, 286, 335
numérique · 2, 60, 178, 186, 229, 240, 267, 277, 289, 309, 312, 313, 314, 316, 324, 331, 335, 336, 342, 343, 348, 350, 351, 352, 353, 354, 357, 358

O

obéissance · 27, 51, 62, 114, 157, 158, 167, 187, 197, 202, 204, 222, 223, 232, 242, 321
Occident · 224, 263, 265, 271
origines sociales · 62

P

philosophie · 1, 5, 11, 12, 14, 15, 22, 78, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 91, 92, 94, 111, 177, 223, 224, 226, 227, 233, 235, 261, 283, 284, 307, 316, 346, 347, 349, 350, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 361, 362
politique · 1, iii, 1, 3, 4, 5, 7, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 28, 29, 30, 31, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 155, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 212, 213, 214, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 248, 249, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 264, 265, 266, 267, 269, 270, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 280, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 302, 303, 304, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338,

339, 341, 342, 344, 345, 346, 347, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 362
pouvoir économique · 42, 90, 104, 144, 186, 216, 236, 238
pouvoir politique · iii, 1, 3, 39, 45, 50, 51, 55, 72, 76, 81, 90, 95, 102, 103, 106, 116, 117, 118, 126, 133, 135, 136, 141, 145, 146, 147, 148, 150, 163, 165, 167, 168, 173, 178, 180, 186, 187, 191, 192, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 207, 208, 209, 210, 216, 218, 223, 226, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 238, 240, 241, 243, 244, 245, 246, 251, 252, 253, 254, 255, 258, 292, 295, 297, 305, 306, 310, 312, 314, 315, 316, 317, 320, 326, 328, 331, 332, 334, 336, 340, 344, 354

R

réformes démocratiques · 236
régime · iii, 5, 7, 8, 9, 11, 14, 15, 16, 29, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 49, 50, 51, 53, 55, 61, 65, 66, 67, 68, 71, 87, 90, 92, 94, 95, 96, 97, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 121, 123, 126, 127, 128, 130, 135, 137, 139, 140, 141, 143, 145, 148, 149, 151, 154, 155, 158, 160, 161, 162, 164, 165, 166, 169, 170, 171, 172, 173, 175, 176, 177, 179, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 190, 191, 212, 213, 214, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 227, 229, 230, 231, 234, 237, 241, 244, 245, 246, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 260, 261, 264, 266, 268, 271, 274, 275, 276, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 297, 298, 304, 310, 312, 313, 315, 316, 317, 322, 323, 324, 325, 327, 328, 329, 331, 332, 333, 335, 338, 341, 344
régime démocratique · 16, 72, 109, 111, 138, 169, 172, 177, 180, 187, 247, 248, 276
régime pur · 170, 172
république · 129, 130, 131, 132, 133, 135, 138, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 151, 153, 154, 155, 161, 164, 170, 171, 177, 190, 221, 226, 227, 230, 231, 232, 233, 243, 286, 289, 353
républiques · 263
révolution · 2, 45, 47, 50, 78, 80, 81, 82, 85, 87, 91, 94, 95, 96, 99, 102, 107, 137, 166, 191, 193, 195, 224, 225, 228, 236, 237, 238, 244, 246, 254, 276, 286, 287, 301, 302, 309, 311, 312, 316, 324, 327, 329, 332, 348, 351, 357

S

sacerdotalisme · 204, 205
socialisme · 234, 235, 236, 237, 238, 240, 245, 246, 256, 258, 286, 334, 347, 348, 351, 352

T

terrorisme · 2, 272, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 287, 336, 338, 347, 348, 352, 359, 360
timarchique · 98, 99, 100, 101, 129
timarchiques · 97, 98
transhumanisme · 289, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 324, 336, 350, 352, 356
transhumaniste · 300, 304, 306, 307, 350
tyrannie · iii, 8, 45, 46, 47, 53, 55, 61, 63, 66, 84, 90, 97, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 132, 139, 142, 144, 145, 146, 147, 148, 163, 164, 167, 190, 203, 214, 222, 339

U

un algorithme · 308
utopie · 129, 136, 174, 212, 226, 227, 237, 239, 261, 270, 285, 291, 293, 315, 331, 339

V

valeur humaine · 4, 41, 83, 117, 216, 221, 257, 258, 326
vertu · 22, 54, 56, 66, 85, 88, 89, 121, 123, 125, 127, 128, 136, 137, 140, 143, 149, 150, 151, 153, 154, 158, 159, 166, 171, 172, 173, 174, 177, 190, 195, 212, 225, 227, 287, 305, 321, 323, 325, 326, 329, 331, 343, 344

TABLE DES MATIERES

AVERTISSEMENT .....

DEDICACE i

REMERCIEMENTS ii

RÉSUMÉ iii

ABSTRACT iv

SOMMAIRE v

INTRODUCTION GÉNÉRALE 1

PREMIÈRE PARTIE :LA PROBLEMATIQUE DU MEILLEUR RÉGIME POLITIQUE. DANS LA GRÈCE ANTIQUE 13

INTRODUCTION 14

CHAPITRE I : L'ORGANISATION SOCIALE DE LA GRÈCE ANTIQUE 17

I.1. LA COMMUNAUTE CULTURELLE 20

II- LES PRATIQUES SOCIALES DE LA GRECE ANTIQUE. 20

II.1. LE STATUT DE CITOYEN 21

II.2. LE STATUT DES FEMMES 23

II.3. LES ÉTRANGERS 25

II.4. LES ESCLAVES 27

III- LES GUERRES IMPERIALISTES DES CITÉS GRECQUES ANTIQUES 29

III.1.LA RECHERCHE DES TERRITOIRES 29

III.2. LA CONSTRUCTION DE L'HEGEMONIE DES CITES 30

CONCLUSION DU CHAPITRE 34

CHAPITRE II : LA FORMATION DES RÉGIMES POLITIQUES DE LA GRÈCE ANTIQUE 36

I - LES PREMIÈRES ORGANISATIONS POLITIQUES DE LA GRÈCE ANTIQUE 37

I.1. LA MONARCHIE..... 37

I.2.L'ARISTOCRATIE OU LA DICTATURE..... 42

I.3. LA TYRANNIE...... 45

I.4. LA DÉMOCRATIE...... 49

II - L'ORGANISATION SOCIALE DE SPARTE..... 52

III- LA VIE POLITIQUE DE SPARTE..... 53

III.1. LA GOUVERNANCE POLITIQUE SPARTIATE..... 53

III.2. EXAMEN CRITIQUE DE L'ORGANISATION POLITIQUE DE SPARTE 55

IV- LES ÉVENEMENTS FÉDÉRATEURS DES CITÉS GRECQUES..... 60

CONCLUSION DU CHAPITRE..... 66

CHAPITRE III : LES RÉVOLUTIONS POLITIQUES DES CITÉS GRECQUES DE L'ANTIQUITE..... 68

I. LA RECHERCHE DE LA DIGNITE HUMAINE..... 69

II. LA CONQUÊTE DES LIBERTÉS..... 70

III. LA PROTECTION DES TERRITOIRES COMME FONDEMENT DE L'UNIFICATION DES CITÉS GRECQUES..... 73

III.1. LA BATAILLE DE SALAMINE..... 73

III.2. LA LIGUE DE DELOS..... 74

IV. L'INFLUENCE ÉCONOMIQUE..... 76

V-L'IMPACT DES SCIENCES HUMAINES DANS L'UNIFICATION DES CITÉS GRECQUES..... 77

V.1.1. LA PERSUASION..... 80

V.2. L'INFLUENCE DE LA PHILOSOPHIE DANS LA QUÊTE DE LA BONNE GOUVERNANCE..... 81

CONCLUSION DU CHAPITRE..... 88

CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE..... 90

DEUXIEME PARTIE : DE L'ANTIQUITE AU MOYEN-AGE : LA RUPTURE IDEOLOGIQUE ET POLITIQUE..... 14

INTRODUCTION..... 94

CHAPITRE IV : PLATON ET LE MEILLEUR RÉGIME POLITIQUE..... 96
I- LA TIMOCRATIE OU LA TIMARCHIE 97
II-L'OLIGARCHIE. 102
III - LA DÉMOCRATIE..... 107
IV - LA TYRANNIE..... 113
V - L'ARISTOCRATIE 118
V.1. L'EDUCATION DES CITOYENS..... 119
V.2. LA QUALIFICATION DES GOUVERNANTS 121
V.3. LES AVANTAGES MATERIELS DES GOUVERNANTS POLITIQUES ... 124
V.4. LE CHOIX DES GOUVERNANTS POLITIQUES 126
VI.I. L'IDÉALITÉ DE L'ARISTOCRATIE PLATONICIENNE 129
VI.I.1. LES POSSESSIONS PRIVÉES..... 130
VI.I.2. LE STATUT DES GOUVERNANTS 132
VI.I.3. LA COMPLÉMENTARITÉ DES FONCTIONS 134
VI.I.4. LA PROBLÉMATIQUE DE LA SOUVERAINETÉ..... 135
VI.I.5. LA FONCTION POLITIQUE DU PHILOSOPHE..... 136
CONCLUSION DU CHAPITRE 139
CHAPITRE V : ARISTOTE ET LE MEILLEUR RÉGIME POLITIQUE 141
I - LES RÉGIMES POLITIQUES PURS..... 142
II - LES RÉGIMES CORROMPUS. 144
III - LE RÉGIME POLITIQUE PARFAIT...... 149
III.1. DES GOUVERNANTS VERTUEUX..... 150
III.2. LA NÉCESSITE DE LA VERTU..... 152
III.3. LE TERRITOIRE DE L'ÉTAT PARFAIT..... 155
III.4. LA RELIGION DANS LA CITÉ PARFAITE. 157
III.5. L'ÉDUCATION DANS LA CITÉ PARFAITE...... 158
IV - LE MEILLEUR RÉGIME POLITIQUE SELON ARISTOTE...... 160
IV.1. LA DÉMOCRATIE ARISTOTELICIENNE. 161

IV.2. LES CARACTERISTIQUES DE LA DÉMOCRATIE D'ARISTOTE 166

IV.2.1. LA LIBERTÉ 166

IV.2.2. L'ÉGALITÉ 167

IV.2.3. L'AUTO-DÉTERMINATION 168

IV.2.4. LA SOUVERAINETÉ DU PEUPLE 171

V.I.1. LA PRÉÉMINENCE DES BIENS MATERIELS 173

V.I.2. L'EXPRESSION DES LIBERTÉS 175

V.I.3. LA QUÊTE DES FONCTIONS PUBLIQUES 176

V.I.4. LA DÉMOCRATIE COMME FONDEMENT DE LA MÉDIOCRITÉ 178

V.I.5. LA DÉMOCRATIE : LE RÉGIME DE L'INJUSTICE 179

V.I.6. LA PROBLÉMATIQUE DE LA SOUVERAINETÉ 180

V.I.7. LA DÉMOCRATIE ET LE RENFORCEMENT DES CLASSES SOCIALES 182

V.I.8. LA DÉMOCRATIE ET LA CORRUPTION 185

CONCLUSION DU CHAPITRE 189

CHAPITRE VI : LE MOYEN-ÂGE ET LA VOLONTÉ DE RÉALISATION DU MEILLEUR RÉGIME POLITIQUE 191

I-LA PRATIQUE POLITIQUE AU MOYEN-ÂGE 193

I.1. LES CARACTERISTIQUES POLITIQUES DU MOYEN-ÂGE 194

I.1.1. LE MORCELLEMENT DE L'AUTORITÉ POLITIQUE 194

I.1.2. UNE SOCIÉTÉ CLOISONNÉE 196

I.1.3. LE SYSTÉME DE PENSÉE 197

I.1.4. L'ÉCONOMIE Á DOMINANCE AGRICOLE 200

II-LA PROBLÉMATIQUE DU MEILLEUR RÉGIME POLITIQUE AU MOYEN-ÂGE 201

II.1. L'ÉMERGENCE DU SACERDOTALISME 204

III-LES MOUVEMENTS POLITIQUES AU MOYEN-ÂGE 206

IV-LES CROISADES 208

CONCLUSION DU CHAPITRE 210

CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE..... 212

TROISIEME PARTIE : LA QUETE DU MEILLEUR REGIME POLITIQUE : DE LA RENAISSANCE A LA PERIODE CONTEMPORAINE...... 215

INTRODUCTION..... 216

CHAPITRE VII : LA CONQUETE DU MEILLEUR RÉGIME POLITIQUE DE LA RENAISSANCE ET LA PERIODE CONTEMPORAINE...... 218

I -LA DÉMOCRATIE EN AMÉRIQUE..... 219

II -LA MONARCHIE LIBÉRALE EN EUROPE 220

III – LA MONTÉE DE LA MONARCHIE AUTOCRATIQUE EN EUROPE...... 222

III.1. L'INFLUENCE POLITIQUE DE L'ÉGLISE PROTESTANTE. 223

III.2. LES HUMANISTES ET L'APPEL AU RESPECT DES DROITS HUMAINS. 225

III.3. LA PHILOSOPHIE ET L'INVITATION Á UNE MEILLEURE..... 226

GOUVERNANCE POLITIQUE. 226

III.4. LE SOCIALISME ET LA MEILLEURE ORGANISATION POLITIQUE 234

III.5. LE COMMUNISME ET LA MEILLEURE ORGANISATION POLITIQUE 237

CONCLUSION DU CHAPITRE 246

CHAPITRE VIII : LA PERIODE CONTEMPORAINE ET L'ESSOR DE LA DEMOCRATIE..... 248

I - LA DÉMOCRATIE AUX ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. 248

II - LA DÉMOCRATIE ET LE DÉVELOPPEMENT DE L'EUROPE...... 250

II.1. LA DÉMOCRATIE PARLEMENTAIRE. 250

II.2. LA DEMOCRATIE PRÉSIDENTIALISTE...... 252

II.3. L'IRRUPTION DES POUVOIRS DICTATORIAUX...... 255

II.3.1. LE FASCISME ITALIEN...... 256

II.3.2. LE DESPOTISME STALINIEN. 257

II.3.3. LE NAZISME HITLERIEN. 258

III - LE DURCISSEMENT DE LA DÉMOCRATIE. 260

III.1. LES CONFLITS DÉMOCRATIQUES DANS LE MONDE. 261

III.2. LES RAVAGES DÉMOCRATIQUES EN AFRIQUE. 265

V - LA FORMATION DES ÉTATS DJIHADISTES. 283

CONCLUSION DU CHAPITRE 286

CHAPITRE IX : LE MEILLEUR RÉGIME POLITIQUE : RÉALITE OU UTOPIE POLITIQUE ? 288

I- LA MONDIALISATION ET L'AFFAIBLISSEMENT DES POUVOIRS POLITIQUES LOCAUX. 290

II- LE TRANSHUMANISME ET LA DESTRUCTURATION DU POUVOIR POLITIQUE. 298

III - L'ALGORITHMISATION DU POUVOIR POLITIQUE. 308

IV - LA NUMÉRISATION DU POUVOIR POLITIQUE. 313

V - LES DÉFIS CONTEMPORAINS ET L'EXIGENCE D'UN MEILLEUR 315

RÉGIME POLITIQUE. 315

V.1. L'AFRIQUE ET L'URGENCE DU MEILLEUR RÉGIME POLITIQUE. ... 318

V.2. LE MEILLEUR RÉGIME POLITIQUE ET LA RÉGULATION DES 326

RELATIONS ENTRE LES ÉTATS. 326

CONCLUSION DU CHAPITRE 331

CONCLUSION GÉNÉRALE 332

BIBLIOGRAPHIE 332

INDEX DES AUTEURS 332

INDEX DES NOTIONS 332